RD CONGO COMMENT SORTIR DE L'ORNIÈRE 30 PAGES

N° 3108 – JANVIER 2022

www.jeuneafrique.com

jeune afrique

L'AFRIQUE EN 2022

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

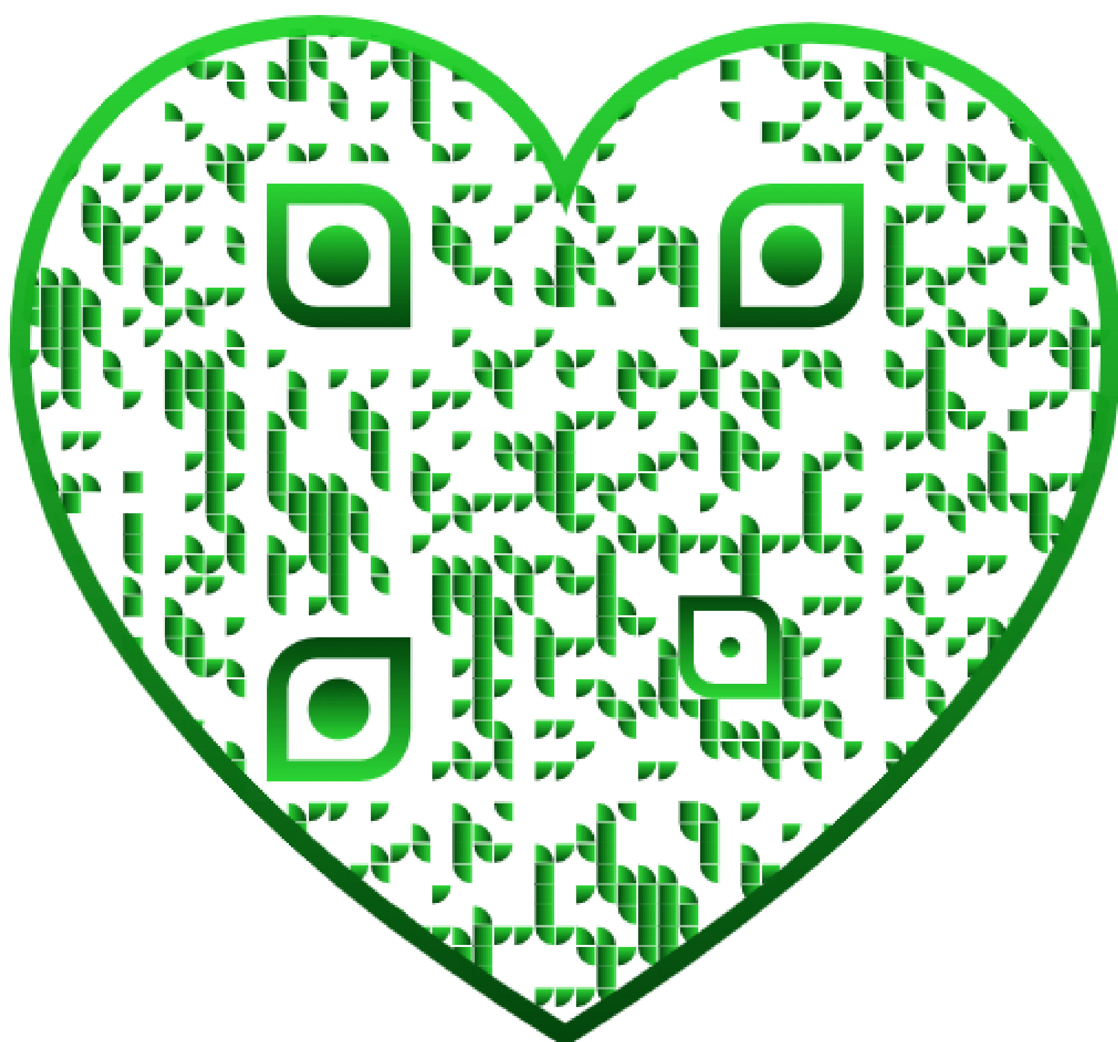
Démocraties malmenées, dégradation sécuritaire, impact économique du Covid-19, dette, bouleversements géopolitiques... Les signaux d'alerte et les motifs d'inquiétude se multiplient comme jamais depuis près de 20 ans. Il n'est pourtant pas trop tard pour réagir. Et rebondir... SPÉCIAL 300 PAGES

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE

Mohamed Mbougar Sarr • Pap Ndiaye
Louise Mushikiwabo • Achille Mbembe
Benjamin Stora • Mohamed Tozy
Elgas • Francis Akindès • Gilles Yabi
Mamadou Diouf...

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 $CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TDN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA
ISSN 1950-1285







PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE.

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.



msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.



L'édito

Marwane Ben Yahmed

@marwaneBY

2022 l'année de tous les dangers

Qu'attendre de 2022 ? Chaque année nouvelle véhicule son cortège d'interrogations, de résolutions et, surtout, de vœux. Les nuages qui se sont amoncelés sur la planète depuis 2020 avec l'interminable pandémie de Covid-19 nous poussent plus que jamais à vouloir tourner cette détestable page pour en finir avec la déprime et la sinistrose. Nos vies ont été bouleversées – sur tous les plans – dans des proportions inimaginables. Alors, évidemment, nous espérons tous que les douze mois à venir verront l'éradication de ce maudit virus. Sans trop y croire, hélas.

Le variant Omicron, né en Afrique du Sud, et la cinquième vague sont venus nous rappeler que la bataille était loin d'être gagnée, malgré les mesures de restrictions, les fermetures de frontières, les vaccins, les troisièmes doses pour ceux qui y ont droit, les investissements massifs dans la recherche… Dure leçon d'humilité pour l'humanité.

Nous aimerions égrener les motifs d'espoir ou d'optimisme. A fortiori en Afrique. Nous sommes hélas contraints, car c'est notre rôle et notre mission, de jouer les Cassandre et de sonner le tocsin. La cote d'alerte est atteinte sur de trop nombreux fronts pour que nous puissions nous contenter d'attendre que le vent tourne avec la conjoncture. Crise économique et croissance en berne, déficit démocratique, insécurité, absence ou faiblesse de leadership, institutions impuissantes, dette abyssale… Après environ deux décennies de progrès économiques et d'avancées politiques, et alors que le continent était perçu comme la nouvelle frontière de l'économie mondiale et une terre à l'avenir radieux, promise à une émergence à portée de main, les motifs d'inquiétude se multiplient. Encalminée, l'Afrique cumule les ancres flottantes qui l'empêchent de poursuivre sa route et d'exploiter son immense potentiel. Il n'est cependant pas trop tard pour réagir. Et rebondir.



L'Afrique cumule les ancres flottantes qui l'empêchent de progresser et d'exploiter son énorme potentiel.

Aux crises politiques plus ou moins aiguës auxquelles nous sommes confrontés – tensions croissantes entre l'Algérie et le Maroc, descente aux enfers de l'Éthiopie, terrorisme au Sahel, violences dans l'est de la RD Congo, etc. –, aggravées par une conjoncture économique préoccupante, est venu s'ajouter le retour d'un phénomène que l'on pensait en voie d'extinction : les coups d'État. On en a dénombré cinq en un an sur le continent depuis août 2020. Une première depuis deux décennies. Au Mali en août 2020, au Tchad en

avril 2021, au Mali à nouveau en avril, en Guinée en septembre et au Soudan il y a quelques semaines. Si l'on est bien loin de l'acmé en la matière (25 coups d'État réussis dans les années 1970), il est tout de même urgent, pour ne pas dire vital, de s'interroger sur les raisons profondes du maelström qui s'est abattu sur nos « démocraties ».

Ces putschs, la plupart du temps acclamés par la population (en tout cas personne ne regrette la chute des présidents en question), révèlent au grand jour une réalité cruelle : le sentiment diffus que les élections, et par association la démocratie, ne tiennent pas leurs promesses ni ne reflètent la volonté des citoyens. Dans des pays où le quotidien rime avec chômage, flambée des prix, difficultés d'approvisionnement en eau, délestages électriques récurrents, on peut comprendre la défiance générale à l'encontre des dirigeants censés résoudre ces problèmes. Alors, quand aucune solution n'émerge, on ouvre la boîte de Pandore, et donc les bras à ceux qui endossent le costume – un simple treillis – de sauveurs. Lesquels savent jouer sur toutes les cordes sensibles pour faire passer la pilule : promesses tous azimuts, populisme, exacerbation de la fierté nationale, etc. Nos présidents-officiers plastronnent, serinent que leurs pays n'ont de leçons à recevoir de personne (et surtout pas de la France), qu'ils ne se soucient que du bonheur du peuple. Mais n'est pas Thomas Sankara qui veut… Goïta (Mali), Doumbouya (Guinée), Déby fils (Tchad), Burhan (Soudan), tous répètent le même mantra pour jouer les prolongations et faire durer leurs transitions au-delà du raisonnable, ce qui n'augure pas vraiment de lendemains qui chantent. « Il faut refonder l'État », répètent-ils en chœur. Tout revoir de fond en comble ; les Constitutions, les institutions, les lois. Consulter les forces vives de la nation, soigneusement triées sur le volet bien entendu. Avant cela, un titanesque travail d'audit devra être mené. Bref, vous l'aurez compris, l'Afrique à l'heure des transitions militaires occupera notre attention en 2022. Et sans doute au-delà ! *(Lire pp. 68-75.)*

Goïta, Doumbouya, Déby fils, tous répètent le même mantra pour jouer les prolongations.

Mais si leurs issues semblent bien incertaines et l'avenir difficilement prévisible, nous pouvons d'ores et déjà tirer quelques enseignements. À commencer par la faillite des institutions chargées en principe de gérer ces crises. L'Union africaine (UA), désespérante d'inutilité, et la Cedeao – qui fut pourtant jadis bien plus efficace face aux coups d'État – ont perdu une grande partie de leur crédibilité et de leur influence. Elles édictent des normes et des règles qu'elles sont désormais incapables de faire respecter. Et exaspèrent les populations en réagissant après coup, alors qu'elles n'avaient rien fait en amont, quand les futures victimes de ces putschs franchissaient les lignes jaunes en personnalisant le pouvoir, en utilisant la justice ou l'armée pour servir leurs seuls intérêts, en amendant les Constitutions en dehors de tout cadre légal pour s'accrocher à leur fauteuil présidentiel. Ensuite, et c'est plus inquiétant, l'immixtion sans coup férir des militaires dans le champ politique pourrait faire des émules sous d'autres cieux où les mêmes conditions sont réunies. Espérons que nos dirigeants ont enfin pris conscience de la menace… ●

Les champions africains des coups d'État

(nombre de putschs ou de tentatives de putsch depuis les années 1950)



Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.

Il n'y a qu'une façon d'échouer, c'est d'abandonner avant d'avoir réussi.
Georges Clemenceau

Celui qui veut voir l'arc-en-ciel doit apprendre à aimer la pluie.
Paulo Coelho

L'amour, c'est un moyen comme un autre de priver quelqu'un de sa liberté.
Tonie Marshall

Que vos choix soient le reflet de vos espoirs et non de vos peurs.
Nelson Mandela

L'homme qui détient une mauvaise information prend toujours une mauvaise décision.
Colbert

Après la mort, l'esprit quitte le corps, sauf chez les cons. Chez eux, ça se passe de leur vivant.
Philippe Geluck

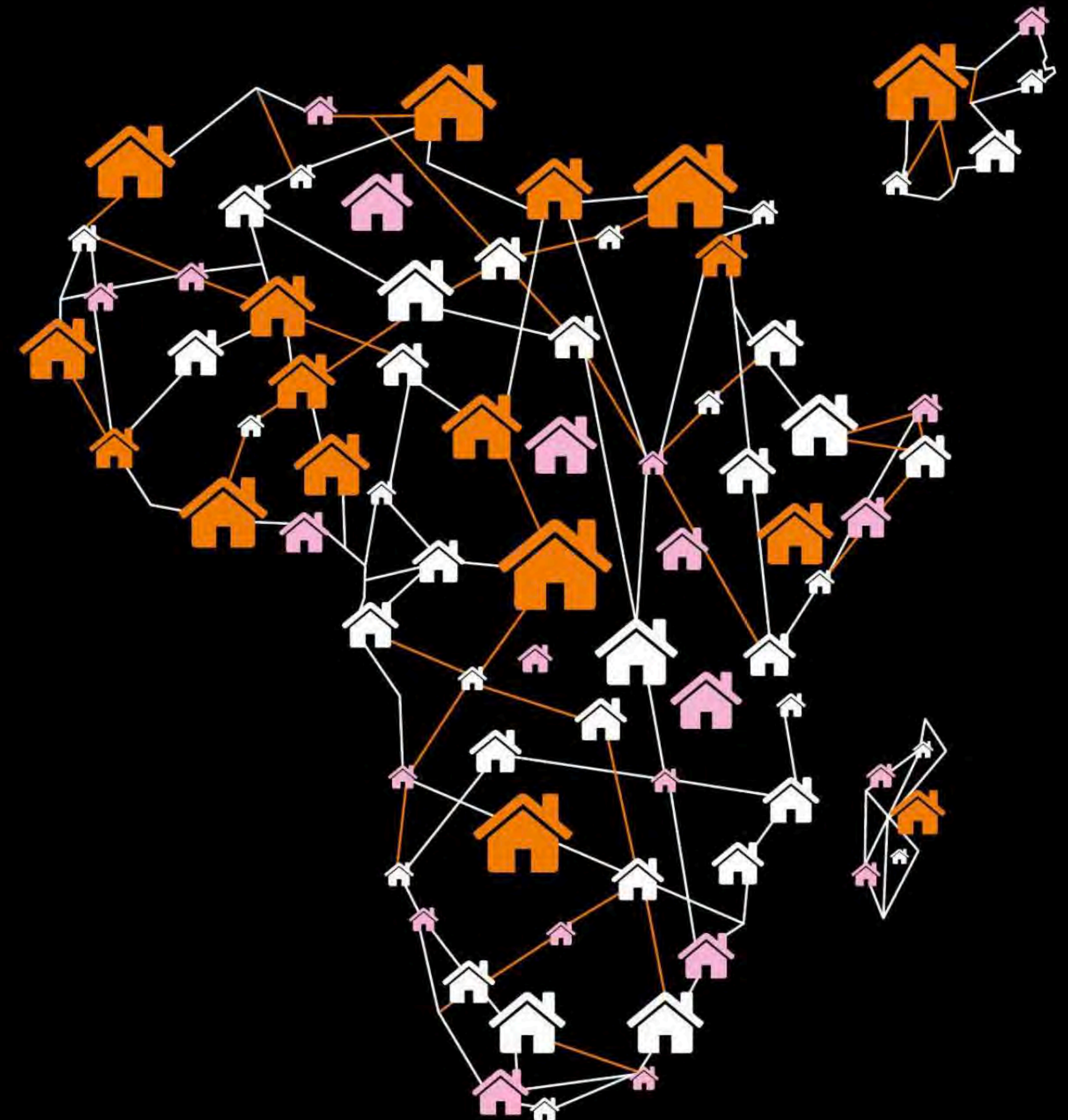
La magie du premier amour est d'ignorer qu'il puisse finir un jour.
Proverbe afghan

Il y a beaucoup de causes pour lesquelles je suis prêt à mourir, mais aucune pour laquelle je suis prêt à tuer.
Gandhi

Les chameaux ne rient pas entre eux de leurs bosses.
Proverbe peul

Accédez à un monde de possibilités avec Orange, le réseau Très Haut Débit fixe de référence en Afrique et au Moyen-Orient

Orange connecte plus d'un million de foyers et entreprises en Afrique et au Moyen-Orient grâce à ses milliers d'experts qui œuvrent chaque jour, ses technologies innovantes avec notamment 100 000 kms de fibre déjà déployés en Afrique et au Moyen-Orient.



Vous rapprocher de l'essentiel

orange™

SOMMAIRE

3 **L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

8 **L'homme du mois**
Sergueï Lavrov

12 **Dix choses à savoir sur…**
Seif el-Islam Khadafi

14 **Le match**
Uhuru Kenyatta *vs* William Ruto

16 **Le jour où…**
A'Salfo a vu Papa Wemba mourir sur scène

18 **L'actu vue par…**
Dieudonné Nzapalainga, cardinal centrafricain

20 **2022**
Dans le viseur de Glez

26 **Le dessous des cartes**
Combien de soldats africains de la Minusma morts pour le Mali?

30 **Partis pris**
L'aigle, le tigre d'eau et le variant bantou, par François Soudan

32 En attendant les Barbares, par Joël Té-Léssia Assoko

34 De quoi mon prénom est-il le nom?, par Aïda N'Diaye



LA GRANDE INTERVIEW

36 **Mohamed Mbougar Sarr**
Écrivain sénégalais, Prix Goncourt 2021

ENQUÊTE

52 **CAF**
La machine à scandales





66 ÉVÉNEMENTS

68 **Afrique** À l'heure des transitions à durée indéterminée

78 **Politique** Cap sur les élections

86 **France 2022**
L'Afrique, cinquième roue du carrosse élyséen

92 **La garde rapprochée de…**
Simone Gbagbo, ex-première dame de Côte d'Ivoire

94 **Entretien** Pap Ndiaye, directeur du Musée national de l'immigration, à Paris

102 **Maroc-Algérie**
Pourquoi Washington et Paris préfèrent regarder ailleurs

110 **Énergies vertes**
Quand les Arabes fendent la mer Rouge

OBJECTIF MALI

116 **À quitte ou double**

INTERNATIONAL

162 **Israël-Afrique**
Session de rattrapage

176 TENDANCES

178 **Big tech** Promesses tenues?

186 **Gastronomie** L'homme qui ne savait pas faire une omelette

190 **Exposition** Cécile Fakhoury: l'art et la méthode

196 **Côte d'Ivoire** Les influenceurs se responsabilisent

200 **L'infographie** Comment le cinéma africain tente de s'imposer

DOSSIER SANTÉ

204 **Covid-19**
Le virus du changement

GRAND FORMAT

219 **RD Congo**
Un géant convalescent

JEUNE AFRIQUE & VOUS

343 **Le tour de la question**

345 **Ce jour-là…**

346 **Post-Scriptum**



54 États à la loupe

TRIBUNES

24 **Achille Mbembe**
Quand le panafricanisme devient sectarisme

48 **Francis Akindès**
Le sentiment antifrançais, ou comment fuir ses responsabilités

64 **Nadia Henni-Moulaï**
France-Algérie: Macron se trompe de réconciliation

76 **Gilles Olakounlé Yabi**
De lourdes incertitudes pèsent sur le Sahel

84 **Mamadou Diouf**
Pourquoi il faut lire « L'Invention de l'Afrique »

90 **Benjamin Stora**
Quand la question migratoire tourne à l'obsession

98 **Louise Mushikiwabo**
Face à la pandémie, soyons égoïstement solidaires

108 **Mohamed Tozy**
Ces silences complices qui servent la Russie et la Chine

114 **Léonce Ndikumana et James K. Boyce**
Fuite des capitaux: arrêter les frais pour éviter l'explosion sociale

160 **Elgas**
Noirs de France: sortir de la double assignation

184 **Axelle Jah Njiké**
Le féminisme subsaharien, une si vieille réalité

189 **André Yoka Lye**
Planète rumba

194 **Jean-Wilfried Kemajou**
L'image des pays africains est façonnée à l'étranger

202 **Boniface Mongo-Mboussa**
Prix littéraires: la fin du plafond de verre?

216 **Afaf Zarkik**
Pétrole et gaz: l'exploitation envers et contre tout?

268 **Yann Gwet**
Peut-on encore croire en l'Union africaine?

PHOTOS COUVERTURE: DR - ILLUSTRATIONS TRIBUNES: SAAD POUR JA

jeuneafrique

Fondateur: Béchir Ben Yahmed, le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed
Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication: Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction: François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements: Service abonnements Jeune Afrique, 235 avenue le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt
Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel: regie@jeuneafrique.com

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE
LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimeur: Siep – France
Commission paritaire: 1026 D 80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à **jeuneafrique**



Découvrez toutes nos offres d'abonnement sur **jeuneafrique.com** ou contactez-nous au +33 (0)1 44 70 14 74

▸ **L'homme du mois**

Sergueï Lavrov
Le penseur-étoile de Poutine

Politicien madré, le ministre russe des Affaires étrangères est le visage de l'offensive anti-occidentale de Moscou en Afrique. Portrait d'un vétéran de la scène diplomatique mondiale.

Dans la fraîcheur de la capitale russe, où les températures dépassent rarement les 5 °C au mois de mars, une des « sœurs de Moscou » se dresse dans le ciel brumeux. Ce gratte-ciel stalinien, l'un des sept construits pour défier le monde occidental, compte 27 étages et 2000 bureaux. Siège de la diplomatie russe, l'édifice domine la place de Smolensk et la Moskova. Il est le fief incontesté d'un homme : Sergueï Viktorovitch Lavrov.

En ce mois de mars 2017, un rendez-vous ouest-africain est inscrit à l'agenda du ministre. La Russie a décidé de faire de l'Afrique un nouvel espace de conquête. Elle lorgne le Soudan et la Centrafrique, bien sûr, mais aussi les pays sahéliens, où la dégradation de la situation sécuritaire et la montée du sentiment anti-occidental ont créé un terreau fertile.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, en 2004, Sergueï Lavrov n'a qu'une idée en tête : rendre à la Russie la place qu'occupait, avant son déclin, l'Union soviétique sur l'échiquier africain. Place de Smolensk, à l'entrée de son ministère, ses pions sont fin prêts pour accueillir l'invité du jour : Ibrahim Yacouba. Séducteur, le Russe lance à son homologue nigérien, dans un français hésitant : « Tu es mon ami maintenant ! » L'entretien durera une heure. « Pour lui, c'était une phase d'exploration, se souvient un membre de la délégation nigérienne. Il cherchait les moyens de se positionner au Sahel. » Assis au centre de la table de réunion, Sergueï Lavrov écoute. « Son actualité, c'étaient plutôt les combats dans le Donbass [ukrainien] ou les accusations d'ingérence russe dans la présidentielle américaine, mais il avait vraiment l'air intéressé. Ce n'était pas que de la courtoisie », raconte un Nigérien présent ce jour-là.

De fait, l'homme a de l'expérience. Né à Moscou en 1950, il a été formé au prestigieux Institut d'État des relations internationales (MGIMO). Il y parfait son anglais, apprend le français. Chaque jour, ses professeurs lui parlent du rôle central que devra jouer l'Union soviétique dans la révolution mondiale.

L'ère Brejnev touche à sa fin lorsque, en 1981, on l'envoie à New York. Durant sept ans, il y sera premier secrétaire, conseiller, puis conseiller en chef de la représentation permanente de l'URSS auprès de l'ONU. Surveillé par les gros bras du KGB, il apprend le mode de vie à l'américaine. Il vient d'avoir 31 ans, apprécie le whisky et Frank Sinatra. Comme tant d'autres cadres de l'URSS, il vit avec son temps, matelot d'un navire dont le voyage révolutionnaire touche à sa fin.

> **« Il a grandi durant la guerre froide, mais s'épanouit dans le monde actuel, celui d'un multilatéralisme débridé. »**

Soif de revanche

Rappelé au pays, il assiste, depuis Moscou, à la chute de l'Union soviétique. Son expérience fait vite de lui un candidat de choix pour retourner outre-Atlantique. En 1994, il devient représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU. Dans la mégapole américaine, il enchaîne réunions et réceptions. Il lui arrive de faire du rafting ou du ski dans le Vermont. Bref, dans l'Amérique de Bill Clinton, il évolue comme un poisson dans l'eau tout en devenant le champion incontesté des joutes au sein du Conseil de sécurité. Il assiste, impuissant, aux guerres de l'ex-Yougoslavie et à la chute de Saddam Hussein. Le 9 mars 2004, quand il est nommé ministre, il a donc soif de revanche.

« Il a la même obsession que Vladimir Poutine : le rayonnement de son pays, résume un observateur de la vie politique russe. Il a grandi pendant la guerre froide, mais ne s'est jamais autant épanoui que →



Le 2 décembre 2021, à Stockholm.

FOREIGN MINISTRY/TASS/SIPA

→ dans le monde actuel, celui d'un multilatéralisme débridé. »

Très vite, Lavrov devient le nouveau « Monsieur Niet », s'opposant, au nom de la Russie, à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures des États. Hostile, en 2011, à l'intervention en Libye, il multiplie les veto afin d'empêcher une intervention contre la Syrie de Bachar al-Assad. « La doctrine

« J'aime convaincre, et parfois je me laisse convaincre. Mais rarement », confie-t-il.

de Lavrov et de Poutine, c'est la protection de la souveraineté, qui, selon eux, est un facteur de stabilité, résume un diplomate français. Ils refusent toute idée de changement de régime imposé de l'extérieur. Ils ont échoué en Libye. Cela leur a servi de leçon pour la Syrie. »

Sous leur direction, Moscou est redevenu un acteur clé des dossiers syrien, iranien et libyen. Passant sa vie dans les avions, le ministre multiplie les escales et ne se pose que le temps d'une discussion ou d'une conférence de presse. « J'aime convaincre et, certaines fois, je me laisse aussi convaincre. Mais rarement », confiera-t-il. Ses interlocuteurs s'accordent tous sur un point : Lavrov « terrorise » ou « séduit », selon ses besoins. « Parfois, on va vers lui avec méfiance. On discute et, à la fin, on se rend compte qu'on en a dit plus qu'on ne l'aurait voulu », dit en souriant l'un de ses partenaires africains.

Si Mikhaïl Bogdanov, son vice-ministre chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, voyage davantage sur le continent, lui-même s'est rendu, depuis 2018, dans plusieurs pays africains : Maroc, Algérie, Tunisie, Angola, Namibie, Mozambique, Zimbabwe et Éthiopie. « Tout en cherchant de nouvelles ressources naturelles, les Russes ont trouvé le moyen de relancer, à peu de frais, leur confrontation avec l'Occident », résume un diplomate africain. Lavrov est désormais attendu au Mali, à l'invitation d'Assimi Goïta... et sous le regard inquiet du Quai d'Orsay. « Depuis 2017, les Russes ont des vues sur le Sahel. N'Djamena et Niamey sont considérés comme des bastions français, rien d'étonnant à ce qu'ils s'intéressent désormais à Bamako », explique un de ses anciens pairs ouest-africains.

Visage de la diplomatie russe depuis près de dix-huit ans, Sergueï Lavrov est devenu le gant de velours de Vladimir Poutine, avec qui il peut s'entretenir à toute heure. Est-il pour autant tout-puissant ? « Le président a placé à ses côtés des représentants de l'armée, tempère un journaliste russe. En Afrique, le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, et les représentants du groupe Wagner sont également en première ligne. »

Une star, comme Gagarine

À Moscou, dans son bureau du septième étage, où, le 11 novembre dernier, il a reçu son homologue malien Abdoulaye Diop, Sergueï Lavrov contemple sereinement l'échiquier mondial sur lequel il fait figure de doyen. Star de la diplomatie, il est l'une des rares personnalités, avec Poutine et Youri Gagarine, à voir sa silhouette figurer sur les tee-shirts vendus dans les boutiques de souvenirs de la place Rouge.

Son prochain « coup » ? L'organisation, en novembre 2022, du IIe sommet Russie-Afrique, dont il a évoqué les préparatifs avec le Tchadien Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, qu'il a reçu le 16 novembre à Moscou. Une nouvelle occasion de fustiger les « méthodes coloniales et néocoloniales » des Occidentaux. L'œuvre d'une vie. « Prenez un peu de recul, gardez une vision d'ensemble, c'est ainsi qu'on dévore une baleine. Une bouchée à la fois », disait Frank Underwood, le machiavélique politicien de *House of Cards*. Cela tombe bien : Sergueï Lavrov est fan de la série. ●

Mathieu Olivier



Lazare Eloundou Assomo
Après avoir piloté la reconstruction des mausolées de Tombouctou, ce Camerounais est le premier Africain à diriger le Centre du patrimoine mondial de l'Unesco.



Eddie Komboïgo
Au Burkina, l'opposant à Kaboré a été facilement reconduit à la tête du CDP, dont Blaise Compaoré demeure, à titre honorifique, le président d'honneur.



Patrick Assoumou Eyi
L'ex-sélectionneur du Onze gabonais est accusé de viols. Il aurait abusé de centaines d'enfants. Des personnalités de la Fédération nationale de football seraient impliquées.



Chakib Benmoussa
Le ministre marocain de l'Éducation fait face au mécontentement des enseignants qui jugent insuffisantes ses solutions en matière de conditions de recrutement et de retraites.

DE HAUT EN BAS : UNESCO ; SOPHIE GARCIA POUR JA ; DR ; AURÉLIEN MORISSARD/IP3 PRESS/MAXPPP

COMMUNIQUÉ

« L'hydrogène peut contribuer de façon décisive à la décarbonation de l'Afrique »

Bien qu'étant le continent le moins émetteur de gaz à effet de serre, **l'Afrique est pleinement engagée dans la transition énergétique et dispose d'un atout clé : l'hydrogène.** La société Hydroma a lancé un premier projet pilote au Mali et envisage un développement à grande échelle en Afrique de l'Ouest.



Monsieur Aliou Diallo, PDG de Hydroma

La COP 26, réunie à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021, a envoyé un signal politique fort pour l'accélération de la transition énergétique. Le document final mentionne explicitement le « coupable » de cette crise climatique : les énergies fossiles, charbon en tête. C'est une première depuis trente ans.

Des messages forts

L'Afrique est engagée dans cette transition et le Mali est un pays qui se veut en pointe dans ce domaine. Lors des 9èmes Journées minières et pétrolières (JMP), qui se sont tenues à Bamako du 16 au 18 novembre 2021, les autorités maliennes ont exprimé des messages forts. Monsieur Choguel K. Maïga, Premier Ministre de la Transition, a inclus l'hydrogène (H2) comme l'une des ressources à fort potentiel pour le Mali lors de son discours d'ouverture. Monsieur Lamine S. Traoré, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, a indiqué pour sa part que « la transformation du mix énergétique du Mali passera par la valorisation et la mise en exploitation d'hydrogène naturel et vert ».

Par ailleurs, le dernier amendement du code minier et pétrolier malien vient d'attribuer une place importante et un statut clair à l'hydrogène, permettant ainsi d'assurer un environnement juridique favorable aux investisseurs.

Aujourd'hui, Hydroma est un des acteurs incontournables sur le sujet en Afrique. Depuis 2006, la société œuvre en vue de transformer ces enjeux de décarbonations en projets concrets : avec l'hydrogène naturel et, depuis quelques années, l'hydrogène vert comme accélérateur de cette transition énergétique du continent.

Développer le contenu local

Hydroma est un pionnier mondial de la découverte, de l'exploration et de l'exploitation de l'H2 naturel. Plus de 10 ans avant que l'hydrogène ne soit reconnu comme une solution pour la transition énergétique à l'échelle mondiale, et quand personne ne croyait encore à cette solution, Hydroma a su persévérer et excéder toutes attentes avec son pilote non commercial de production d'électricité, sans émissions de CO2, à partir d'hydrogène naturel, à Bourakebougou au Mali.

Mais le potentiel de l'hydrogène pour le continent africain ne s'arrête pas à la production d'électricité décentralisée ou semi-centralisée pour les villages et villes du continent. Il s'étend également à la décarbonation de l'agriculture avec l'ammoniaque bas carbone, des transports, et de l'industrie.

C'est d'ailleurs ce qu'a rappelé Monsieur Aliou Diallo, PDG de Hydroma dans son intervention lors des JMP. « L'hydrogène représente une véritable solution pour augmenter le contenu local du secteur minier. En plus de l'électrification décentralisée possible avec la pile à combustible à différentes échelles, notre industrie minière peut et doit participer à décarboner l'économie malienne par l'introduction d'engins miniers utilisant l'hydrogène qui sera produit au Mali. »

Objectif : 10 GW

Avec son West African Big Green Deal, visant 10 GW de capacité d'électrolyse d'ici 2030 en Afrique de l'Ouest, Hydroma compte ainsi devenir le leader mondial de l'hydrogène et positionner l'Afrique en tant que champion de la transition énergétique.

En 2022, Hydroma compte démontrer la faisabilité et la compétitive technique et économique de l'exploitation locale et internationale d'un hydrogène naturel et vert ouest-africain.

JAMG - PHOTOS DR

Seif el-Islam Kadhafi

Candidat à une élection présidentielle à nouveau repoussée, le « fils préféré » de l'ex-Guide de la Jamahiriya se pose en homme providentiel.

1. Revenant

Arrêté en 2011, Seif el-Islam Kadhafi a passé le plus clair de ces dix dernières années près de Zintan (nord-ouest de la Libye), la ville dont est originaire la brigade révolutionnaire qui l'avait enlevé. Officiellement libéré en 2016, il a attendu juillet 2021 pour annoncer son retour à la vie politique dans le *New York Times*.

2. Imbroglio

Toujours réclamé par la Cour pénale internationale pour son rôle dans la répression en 2011, il a failli être empêché de se présenter à la présidentielle en raison de ses antécédents judiciaires. Contredisant la Haute Commission électorale, la cour de justice de Sebha a finalement validé sa candidature.

3. Réformiste ?

« Sa candidature n'est pas celle de la nostalgie pour l'ancien régime », plaide Souha al-Badri, sa conseillère en communication. Ses proches rappellent à l'envi que, sous le règne de son père déjà, il faisait figure de réformiste. Reste que, dans le *New York Times*, Seif el-Islam estimait que « ce qui [s'était] passé en Libye n'était pas une révolution ».

4. Haftar

En son absence, Khalifa Haftar a réalisé une OPA sur le clan kadhafiste. Aujourd'hui, les deux hommes, candidats à la présidentielle, se disputent le même vivier électoral. Pour empêcher Seif el-Islam de faire appel de la décision l'excluant de la campagne, le maréchal a même fait fermer manu militari le tribunal de Sebha fin novembre. Sans succès.

5. Conflit de générations

Chargé en 2020 de fonder le parti Libya el-Ghad sur instruction de Seif el-Islam, Nidhal Badreddine, 35 ans, a pris ses distances. En cause : le conservatisme de la vieille garde, groupée autour du Front populaire pour la libération de la Libye et de Mohamed Abou Agila. « Ils sont revanchards, hostiles à tout changement et n'orientent pas Seif el-Islam dans un sens réformiste », regrette Badreddine.



AP/SIPA

6. Russie

En coulisses, certains officiels russes parlent du fils de Kadhafi comme du candidat de Moscou. « La diplomatie russe s'est même exprimée pour la libération d'un autre de ses fils, Hannibal Kadhafi », rappelle Adlene Mohammedi, spécialiste des relations russo-arabes.

7. Frères

L'aîné de la fratrie, Mohammed, vit au Caire. Après sept ans de détention à Tripoli, Saadi a été libéré le 5 septembre. Il vit depuis en Turquie. Quant à Hannibal, toujours détenu au Liban, son cas a fait l'objet d'une rocambolesque affaire impliquant Nicolas Sarkozy et l'homme d'affaires Noël Dubus. L'idée, selon ce dernier, était d'obtenir la libération de Hannibal en échange d'un accès aux archives de la famille.

8. Béchir Saleh

L'ancien argentier de Mouammar Kadhafi a fait son retour au pays dans la foulée de l'annonce de la candidature de Seif el-Islam. Mais pas pour lui apporter son soutien : Béchir Saleh a lui aussi décidé de se présenter. « Il cherche surtout un poste dans la prochaine administration, il ne représente rien dans l'opinion », tacle un jeune responsable kadhafiste.

9. Revenus

Officiellement, ses fonds ont été gelés. Mais, selon une enquête du *Times* publiée en 2017, Seif el-Islam aurait un accès direct à 30 milliards de dollars malgré les sanctions.

10. Préjugé favorable

« Le sentiment général, c'est que sa candidature est une chance pour la stabilité de la Libye », a confié le député français Bruno Fuchs après une courte tournée africaine en décembre, notamment au Congo et en RDC, où il a rencontré Félix Tshisekedi. ● **Jihâd Gillon**

MESSAGE



ENTRETIEN AVEC HAIM TAIB

Président et Fondateur du Groupe Mitrelli, du Groupe Menomadin et de la Fondation Menomadin



Ville de Développement de Cuito | Angola, 2021



Hôpitaux de Campagne | Angola, 2021

« LE TEMPS DE L'AFRIQUE EST VENU »



Haim Taib, Président et Fondateur du Groupe Mitrelli, Groupe Menomadin et de la Fondation Menomadin

Selon vous, quelles sont les principales opportunités et les principaux défis auxquels les pays africains sont confrontés ?

En raison de son contexte historique, le continent africain n'a pas encore atteint son plein potentiel, bien qu'il soit dans un parcours de transformation sans précédent, brisant tous les paradigmes et montrant au monde que le temps de l'Afrique est arrivé.

Nous savons que les pays africains en croissance sont confrontés à un large éventail de défis dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du logement, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et en énergie, de la protection des ressources et plus encore.

Pour y remédier, il est primordial que les secteurs public et privé travaillent main dans la main. Je crois que les solutions viendront de la complémentarité de nos différences et de nos intérêts communs pour créer prospérité et bien-être. Il y a beaucoup à partager pour profiter aux deux parties

Qu'est-ce qui différencie l'expérience de Mitrelli en Afrique ?

Chez Mitrelli, nous avons compris qu'apporter des solutions innovantes dans chaque nouvelle initiative est essentiel pour répondre avec succès aux besoins croissants en termes d'infrastructures nationales, d'urbanisation, de soins de santé et de sécurité alimentaire.

Nous sommes un groupe qui collabore avec des institutions publiques et des entités privées, créant des projets d'infrastructure durables à grande échelle qui ont un impact sur la prospérité économique et la qualité de vie.

Actifs dans différents secteurs, nous travaillons dans une approche synergique qui nous rend plus forts. Ceci, combiné à notre capacité à fournir un financement créatif pour nos projets, représente un avantage compétitif significatif. En outre, notre expertise, nos solutions innovantes sur mesures et notre vaste connaissance de chaque région nous placent dans une position privilégiée pour nos parties prenantes.

Dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, Mitrelli Group a joué un rôle clé en tant que partenaire des autorités angolaises, en assurant la disponibilité et la livraison d'installations essentielles, d'équipements hospitaliers et des tests.

Le Covid-19 a pris tout le monde par surprise. Mitrelli Group s'est distingué en tant que partenaire spécialisé et efficace et, en un temps record, a fourni et assemblé des hôpitaux de campagne dans le cadre d'une opération sans précédent.

Les énormes défis logistiques et techniques ont été surmontés. Chaque hôpital de campagne était un projet clés en main synergique, qui impliquait dans son groupe de travail la participation de différentes filiales du groupe résultant en la performance exceptionnelle du groupe Mitrelli.

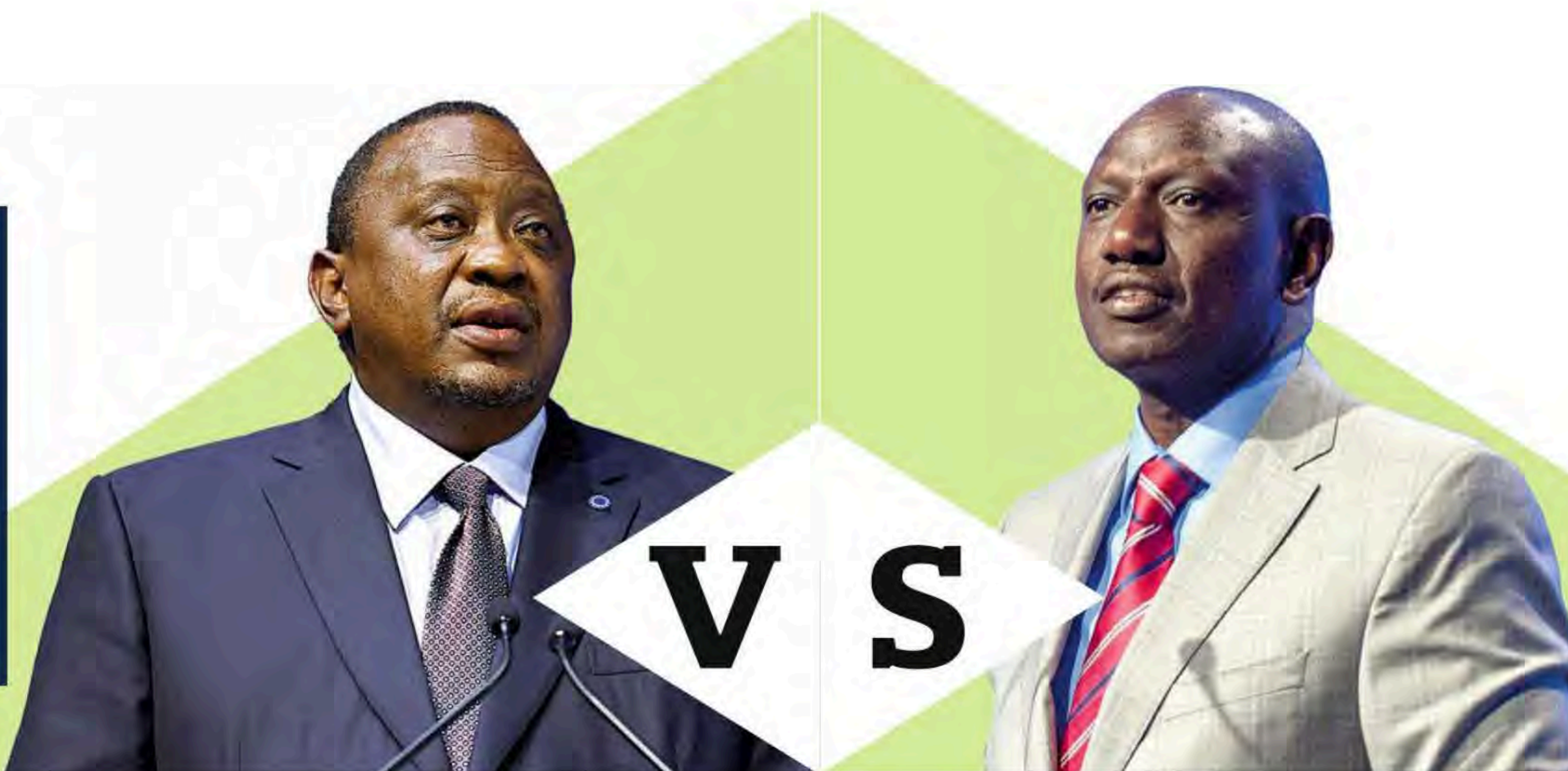
Quelle est votre vision pour accélérer la croissance en Afrique ?

Notre groupe fait partie d'un écosystème d'entreprises et d'organisations qui poursuivent un objectif commun d'impact. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de générer de nouveaux partenariats et de promouvoir davantage d'investissements en Afrique pour autonomiser les bâtisseurs de nations.

Notre vision est d'être leader dans la création et le développement de solutions innovantes qui contribuent à améliorer le bien-être des populations, tout en préservant et en respectant la culture et les traditions locales.

Nous sommes motivés de savoir que la bonne idée, combinée à des investissements et à une expertise, peut engendrer un avenir meilleur pour des millions de personnes et améliorer leur accès à de meilleures conditions de vie tout en leur redonnant espoir et joie. **Nous donnons vie à des idées.**

Zürcherstrasse 239
8500 Frauenfeld
Switzerland | contact@mitrelli.com | Mitrelli | www.mitrelli.com



Uhuru Kenyatta
– 60 ans –

AVANTAGE
Il contrôle la majorité et est à la tête d'un véritable empire économique.

FAIBLESSE
Son propre camp est divisé sur le soutien à apporter à Raila Odinga.

TOLGA AKMEN/AFP

William Ruto
– 55 ans –

AVANTAGE
Vice-président depuis 2013, il a ses entrées dans la sous-région.

FAIBLESSE
Isolé après la mise à l'écart de plusieurs de ses proches. Réputation sulfureuse, teintée d'accusations de corruption.

HENITSOA RAFALIA/ANADOLU VIA AFP

Le divorce est consommé

Après s'être engagé à soutenir la candidature de son vice-président pour l'élection de 2022, le chef de l'État kényan a pris fait et cause pour son ancien opposant, Raila Odinga.

Les yeux cernés, Uhuru Kenyatta tourne en boucle. Ce 1er septembre 2017, devant les journalistes venus recueillir sa réaction après l'invalidation par la Cour suprême de sa victoire face à Raila Odinga à la présidentielle du 8 août, le chef de l'État paraît sonné. « Je suis personnellement en désaccord avec cette décision. Je la respecte, autant que je suis en désaccord avec elle, mais je la respecte. Mais je suis en désaccord avec elle », répète-t-il. Derrière lui, William Ruto a la mine grave. Kenyatta semble vaciller, mais son colistier paraît confiant, convaincu qu'il ne s'agit là que d'une ultime épreuve. Kenyatta est finalement réélu à l'issue d'un remake controversé, boycotté par Odinga. Et Ruto fait plus que jamais figure d'héritier.

Mais l'histoire s'écrira autrement. Car, entre Kenyatta et Ruto, c'est avant tout une union de raison qui a été conclue. En 2012, la Cour pénale internationale (CPI) a confirmé les poursuites engagées contre eux pour les violences postélectorales de 2007-2008, qui ont fait 1200 morts. Candidat à la présidentielle en 2013, Ruto s'allie alors à Kenyatta. Les deux ennemis scellent une paix fragile entre leurs ethnies et font bloc face à la CPI. Le ticket « UhuRuto » rafle la magistrature suprême, les charges contre Kenyatta sont abandonnées en 2014, celles contre Ruto en 2016, après une campagne d'intimidation contre plusieurs témoins.

Selon les termes du « deal », Kenyatta devait ensuite soutenir Ruto en 2022. Mais le 9 mars 2018, après des mois de tensions, Kenyatta fait, au détour d'une poignée de main devenue symbolique, la paix avec l'opposant Raila Odinga. Il sait qu'il vient de porter un coup à Ruto. Avec Odinga au sommet de l'État, dans un rôle volontairement flou, il vient d'isoler son ancien allié, qu'une partie de son entourage ne souhaite pas voir arriver au pouvoir. Les deux hommes se livrent, depuis, une guerre de palais.

Référendum retoqué

Il y a d'abord eu un projet de référendum constitutionnel, dont l'une des principales mesures était la création d'un poste de Premier ministre. Perçu par les pro-Ruto comme un moyen pour Kenyatta et Odinga de se partager le pouvoir, il a fait l'objet d'intenses débats et a été retoqué à deux reprises par la justice. Mais l'offensive n'a pas été portée que sur un front : de nombreux proches de Ruto ont été écartés du pouvoir ou mis en cause dans des affaires de corruption.

Surtout, Kenyatta a fait d'Odinga son nouveau champion pour 2022. Longtemps adversaires, les « fils de » – Jomo Kenyatta fut le premier président du Kenya et Oginga Odinga, son premier vice-président – se retrouvent désormais dans le même camp. Depuis des mois, chacun négocie donc l'allégeance des grandes fortunes, des patrons de médias et des relais politiques. Ruto cherche à gagner de l'influence dans le fief de son adversaire, autour du mont Kenya. Kenyatta, lui, mobilise en terre kalenjin et s'appuie notamment sur Gideon Moi, fils de l'ancien président Daniel Arap Moi.

Le 24 août dernier, Kenyatta a mis Ruto au défi de quitter son poste. « J'ai un programme sur lequel j'ai été élu. La chose honorable à faire, si vous n'en êtes pas satisfait, c'est de vous retirer et de permettre à ceux qui veulent aller de l'avant de le faire », lui a-t-il lancé. Mais le chef de l'État marche sur des œufs. Démettre Ruto de la vice-présidence serait prendre le risque de déclencher de nouvelles violences. Le maintenir, en prenant acte du fait que leur tandem ne fonctionne plus, n'est pas beaucoup plus confortable.

Ce n'est sans doute pas pour déplaire à Ruto, qui a été façonné par le régime Moi. Son ascension commence dans les années 1990, lorsqu'il rejoint la Youth for Kanu '92. Cette organisation de jeunesse soutenant Moi prend vite des allures de milice privée lorsque débute une campagne de harcèlement des Kikuyu du Rift. Des milliers de morts et de déplacés… Cette triste séquence permet à Ruto d'être repéré par Moi, qui le propulse ministre à 36 ans.

> **Démettre Ruto serait prendre le risque de déclencher de nouvelles violences.**

Originaire de la vallée du Rift, Ruto a su faire de son origine modeste et de son enfance passée à vendre des poulets en bord de route un argument politique. Depuis le retour en grâce d'Odinga, il se plaît à opposer les descendants des grandes dynasties politiques et les « hustlers », les débrouillards. « Ces gens vivent dans une tour d'ivoire et n'ont pas les problèmes que connaissent certaines personnes », déclarait-il en octobre 2020. Mais lui aussi traîne ses casseroles et une réputation sulfureuse. Celle d'un homme au passé teinté de violence et d'accusations de corruption.

Adoubement

Et lors de la prochaine présidentielle, à laquelle Kenyatta n'a pas le droit de se présenter, Ruto affrontera un monument de la politique locale. Odinga est un Luo, l'une des tribus les plus importantes du pays, et c'est un habitué des joutes électorales. Le scrutin de 2017 devait être son baroud d'honneur. Mais « Tinga », le Tracteur, en a encore sous la pédale.

Le 10 décembre, Odinga a officialisé sa candidature dans le plus grand stade de Nairobi. Kenyatta n'était pas là, mais la présence de Raphaël Tuju, secrétaire général du parti présidentiel, a été perçue comme le signe d'un adoubement. Fort des moyens politiques et financiers mis à sa disposition, Odinga peut-il réussir là où il a toujours échoué ? Kenyatta s'y emploie. Avec prudence toutefois : le spectre de 2007-2008 est encore dans tous les esprits. ●

Romain Gras

« J'ai vu Papa Wemba mourir sur scène »

A'Salfo


JEAN-MARC PAU POUR JA

Le 24 avril 2016, l'icône de la musique congolaise s'effondre en plein concert, à Abidjan. Organisateur du festival où il se produisait, Salif Traoré, du groupe Magic System, était aux premières loges.

Quelques heures avant qu'il monte sur scène, je suis passé voir Papa Wemba dans sa loge. J'avais l'impression d'un footballeur qui s'apprêtait à entrer sur le terrain. Il s'échauffait, alternant étirements et mouvements de fitness. Il était en pleine forme et me l'avait dit : il était très heureux d'être à l'affiche du Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua). Quand je le lui avais proposé quelques mois plus tôt, il n'avait pas hésité. Cela faisait si longtemps qu'il n'avait pas chanté à Abidjan !

Papa, c'était notre idole, la superstar de cette édition. Alors ce 24 avril, il a bien sûr été le dernier à monter sur scène. La nuit était avancée quand il a commencé à chanter, avec sa grande veste blanche et noire et son haut chapeau rouge. Un supershow avec ses danseuses, comme toujours. Moi, j'étais juste derrière la scène, dans une loge, j'entendais tout. La rumba, sa voix incroyable, la clameur du public. On était heureux.

Il était près de 5 h 30 du matin, j'étais avec un journaliste qui venait de me demander quel bilan je tirais de cette édition du Femua. Était-ce prémonitoire ? Je lui ai dit : « Je ne peux pas répondre tant que ce n'est pas fini. » Quelques instants plus tard, la musique s'est arrêtée. Un étrange silence s'est installé. Il y avait 10 000 personnes, des techniciens, des danseurs, un chanteur, mais c'est comme si, tout à coup, il n'y avait plus personne. Rien, sinon le silence.

Quelqu'un – je ne sais même plus qui tant ces instants sont confus – m'a dit : « Il y a un problème. » J'ai accouru sur scène. J'ai vu Papa Wemba allongé par terre, l'équipe médicale autour de lui. Le médecin m'a dit qu'ils l'évacuaient vers l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de Treichville. L'attente a débuté. C'était dur, mais je pensais que c'était un petit malaise, un coup de fatigue. Je ne pouvais pas imaginer que quelque chose de grave était en train de se passer. Dans le hall de l'hôpital, j'étais avec Cornely Malongi, le manager de Papa Wemba, et Bazoumana Coulibaly, un collaborateur du ministre de l'Intérieur, Hamed Bakayoko, qui était ce soir-là au concert, quand un médecin est arrivé. Il était 6 h 30 du matin. Il a insisté : il voulait me voir seul.

Une fois à l'écart, il a glissé la main dans la poche de sa blouse blanche et il en a sorti la montre de Papa Wemba. J'entends encore ses mots. Il m'a dit : « C'est fini. Le Vieux a décidé de quitter cette terre à Abidjan. » Tout s'est effondré autour de moi, j'ai eu l'impression de chavirer. La demi-heure qui a suivi a été très longue. Je ne pouvais rien dire à personne, il fallait que je prévienne les autorités et la famille. J'ai essayé d'appeler le ministre de la Culture, Maurice Bandaman, mais il n'a pas répondu. J'ai tenté de joindre Hamed Bakayoko, qui était un fan de musique, il n'a pas décroché. Tout le monde dormait.

> Le médecin m'a dit : « C'est fini. Le Vieux a décidé de quitter cette terre à Abidjan. »

Chair de poule

« Hamed » a été le premier à me rappeler, quelques minutes plus tard. Il m'a rassuré, m'a dit que le président Ouattara allait prévenir Joseph Kabila, le chef de l'État congolais. On a appelé les proches de Papa Wemba, et puis, très vite, il a fallu préparer un communiqué. C'était un dimanche matin, les gens allaient se réveiller et tout le monde allait s'interroger. Avec Aby Raoul, le maire de la commune de Marcory, le journaliste Claudy Siar et Serge Fattoh, l'animateur du Femua, on a pesé chaque mot. À 11 heures pile, on l'a annoncé : « Papa Wemba, le baobab de la rumba, est mort. » À y repenser, j'en ai encore la chair de poule. ●

Propos recueillis par Anna Sylvestre-Treiner

ELSEWEDY ELECTRIC

UNE VISION COMMUNE POUR UN AVENIR MEILLEUR

UN PARC INDUSTRIEL ENTIÈREMENT INTÉGRÉ EN TANZANIE
EIC - Cité industrielle égyptienne

La zone est située à proximité de la capitale commerciale Dar Es Salam, de l'aéroport international Julius Nyerere, de la gare de Kamata et du terminal international de conteneurs de Tanzanie, ainsi que des usines d'Elsewedy. EIC devrait attirer des investissements à hauteur de **400 millions** de dollars

créant ainsi plus de **25000** opportunités d'emploi pour renforcer et diversifier l'économie tanzanienne.



EIC, le premier centre industriel entièrement intégré en Afrique. Une destination de croissance pour la Tanzanie et l'Afrique, avec des installations de classe mondiale, efficaces dans la planification, la mise en œuvre, la gestion et offrant un environnement de travail et de vie de qualité.ing a quality working & living environment.

La Cité industrielle égyptienne (EIC) se veut une ville industrielle entièrement intégrée, avec un éventail complet d'industries (automobile, agriculture, industrie pharmaceutique, agroalimentaire, textile et logistique), pour prendre en charge un éventail complet d'industries pour le marché tanzanien.

Terrain de **2,2** millions de m²
Attraction de **100** investisseurs
Création de **50000** emplois
Ciblant un marché local de **70%** et un marché d'exportation de **30%**

Complexe industriel en Tanzanie
ELSEWEDY ELECTRIC East Africa LTD

Une installation de pointe pour produire et offrir des solutions pour répondre à la demande croissante d'énergie en Tanzanie. Construction d'un centre industriel pour plusieurs installations manufacturières allant des câbles, transformateurs, PVC et compteurs, complété par un centre logistique pour fournir les meilleurs produits et solutions pour répondre à la demande croissante de l'Afrique de l'Est et subsaharienne.

Le projet a débuté **mi-2020** et la dernière phase d'expansion de toutes les usines devrait être achevée à la fin de l'année **2023**.
Notre nouveau complexe industriel d'ELSEWEDY ELECTRIC a été construit sur **120100** m², comprenant plusieurs installations de fabrication, des câbles et conducteurs, des transformateurs, en passant par le PVC et les compteurs, jusqu'à un centre logistique de **4800** m².





Complexe industriel de **120100 m²**
1500 tonnes de capacité de production annuelle de l'usinede transformateurs
Opportunités d'emploi de **500** personnes (1ère phase)
6000 tonnes de capacité de production annuelle de l'usine de PVC
15000 tonnes de capacité de production annuelle de l'usine de câbles

Plot No. 27, 1st district, 5th Settlement, P.O.Box 3, New Cairo 11853, Cairo - Egypt.
Tel.: (+202) 275 99 700 - **Fax** (+202) 275 99 731 - **Email**: info@elsewedy.com


ELSEWEDYELECTRIC

Dieudonné Nzapalainga

« La France a ouvert la porte à l'éléphant russe »

Pris entre les groupes armés et le gouvernement, le cardinal centrafricain espère parvenir à dépasser les intérêts politiques et à contrer l'égoïsme des puissants.

Jeune Afrique : Les derniers accords de paix datent de 2019. Comment la violence a-t-elle pu revenir si rapidement ?

Dieudonné Nzapalainga : Il y a eu un manque de sincérité. Certains sont venus dialoguer avec des intentions cachées. Ils ont signé pour la paix, mais le cœur n'y était pas.

Récemment, Hassan Bouba, ministre suspecté de crimes par la Cour pénale spéciale, a été arrêté puis relâché sans avoir été jugé. N'est-ce pas un mauvais message ?

Dès 2015, au Forum de Bangui, nous avons dit : « Non à l'impunité. » Le président Touadéra tenait le même discours. Pourtant, dans cette affaire, ce n'est pas cette justice que nous avons vue. Bien sûr, le ministre est présumé innocent. Mais pourquoi n'est-il pas resté en détention le temps que la justice détermine s'il est coupable ou non ?

À la tête de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) se trouve François Bozizé, ancien président et fervent chrétien. Vous a-t-il déçu ?

Il a choisi le chaos. Il est désormais face à sa conscience. Comment le vit-il ? Aucune idée. Ce que je sais, c'est que la Bible dit : « Tu ne tueras point. » Elle dit aussi de s'aimer les uns les autres. Aujourd'hui, en Centrafrique, nous en sommes loin.

Votre pays est au cœur des interrogations sur la place prise par la Russie en Afrique. Qu'en pensez-vous ?

Il faut revenir un peu aux origines : les Russes se sont engouffrés dans une ouverture faite par la France. Quand la France a passé un accord à l'ONU avec Moscou pour permettre de livrer en Centrafrique des armes saisies en Somalie, elle a entrouvert une porte pour que l'éléphant russe entre dans notre maison. Maintenant, il s'est installé. Ce ne devait être que quelques armes et des instructeurs, mais, quand ils sont arrivés, ils ont vu l'état dans lequel était notre pays. Et ils se sont dit qu'ils pouvaient aussi faire des affaires, implanter des entreprises, exploiter des matières premières… Ils sont venus. Ils ont vu. Ils ont profité.

Comment l'Église doit-elle réagir ?

Nous devons tout faire pour empêcher les exactions contre les civils. En réalité, la question qui se pose en Centrafrique avec Wagner, c'est celle de la guerre privée. Nous avons aujourd'hui des mercenaires envoyés avec l'aval de la Russie. Oui, ils ont sauvé le gouvernement et ont rétabli un semblant de libre circulation à certains endroits. Mais cessons de dire qu'ils se battent pour protéger le peuple. C'est faux : ils se battent pour des intérêts économiques égoïstes. Le pays n'est pas une jungle pour les grandes puissances. Les droits de l'homme sont aussi faits pour nous. ●

Propos recueillis par Mathieu Olivier


ISSOUF SANOGO/AFP

UBA
United Bank for Africa



Nous savons nous y prendre en matière de finance en Afrique

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.



www.ubagroup.com | Afrique, États-Unis, Royaume-Uni, France
Africa's Global Bank

2022 dans le viseur de Glez



DÉMOCRATIE

Valse-hésitation électorale

En 2022, il y aura des présidentielles au Kenya, en Angola et au Somaliland, mais également des législatives en Gambie, au Congo, au Lesotho et au Sénégal (où des locales se joueront par ailleurs dès le début de l'année). Et les transitions malienne, guinéenne, tchadienne et soudanaise seront suivies de très près...

CAMEROUN

Yes we CAN ?

Après le retrait de l'organisation de l'édition 2019 au Cameroun, son décalage à 2021 et un nouveau report à 2022 pour cause de pandémie, la Coupe d'Afrique des nations (CAN) doit finalement avoir lieu du 9 janvier au 6 février. Une 33e édition qui devrait se tenir à Yaoundé, Douala, Limbé, Bafoussam et Garoua. L'organisation récente du Championnat d'Afrique des nations de football (CHAN) sur les terrains camerounais est censée rassurer...

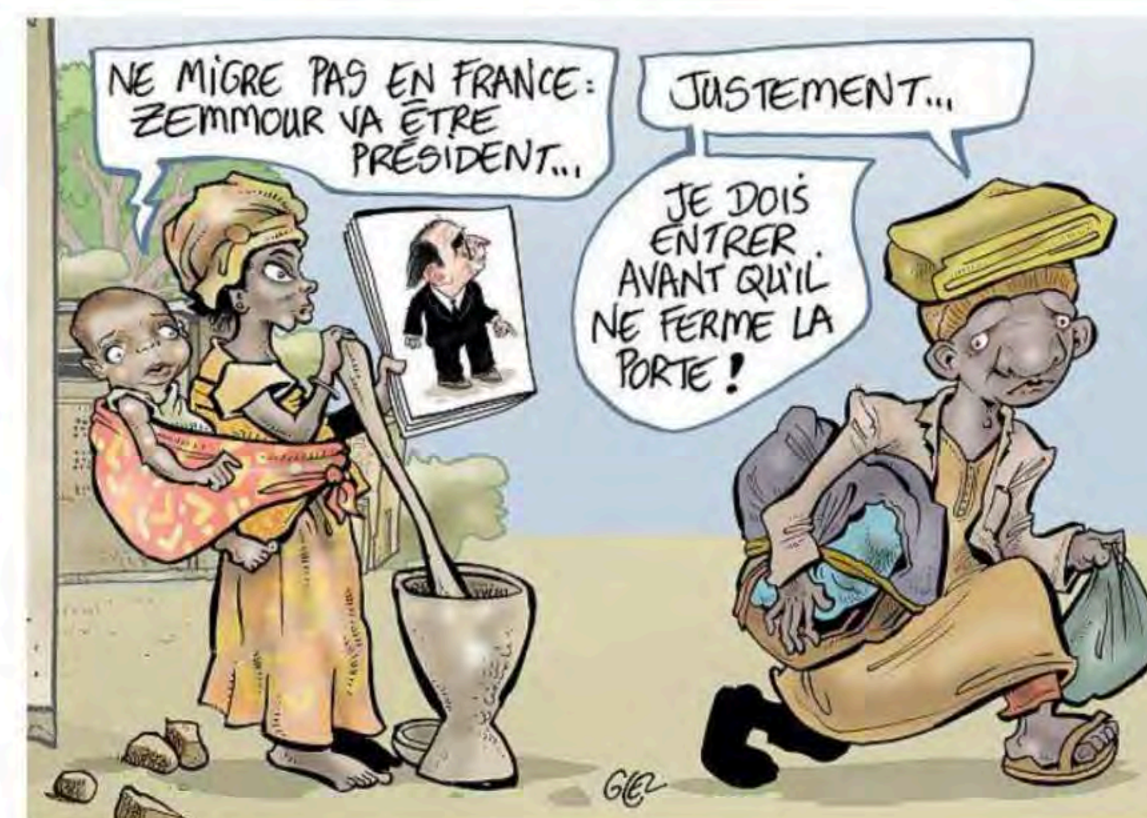




TUNISIE

Opération déverrouillage

Quelle direction politique prendra Kaïs Saïed en 2022 ? Élu en 2019, le chef de l'État est accusé d'avoir verrouillé le pays en s'octroyant, en juillet 2021, les pleins pouvoirs constitutionnels à travers la suspension des membres du gouvernement et le gel des activités du Parlement. Toujours nombreux, ses partisans rejettent la faute sur le blocage politique qui précédait.



MIGRATION

Un garde-frontière nommé Zemmour

À l'approche du scrutin présidentiel d'avril 2022, le thème jugé prioritaire par les Français, selon les sondages, est le pouvoir d'achat. C'est pourtant les questions d'immigration et d'identité nationale qui ont fait les choux gras de la précampagne. Thèmes posés sur la table par le polémiste Éric Zemmour, mais aussi par Marine Le Pen et les barons de la droite dite « républicaine ».

COVID-19

D'une pénurie l'autre

En 2021, seul un pays africain sur dix a atteint l'objectif de vaccination de 40 % de sa population contre le Covid-19. Selon la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, les doses anticoronavirus devraient commencer à affluer sur le continent en 2022 mais une pénurie de... seringues pourrait enrayer la dynamique. Parallèlement, la nouvelle année est annoncée comme celle du déploiement massif du premier vaccin antipaludique.





ECO

En route vers une monnaie commune

Dans la perspective du lancement, en 2027, d'une monnaie unique des quinze pays de la Cedeao, l'année 2022 marquera le début de la période de mise en place du pacte de convergence. Le Nigeria, qui vient de lancer sa monnaie numérique, l'e-naira, assumera-t-il pleinement son rôle de leader ? Les pays francophones valideront-ils aisément la coupure du cordon ombilical monétaire avec la France ?



CULTURE

Restitutions sans contrefaçons ?

Après le retour au Bénin, en novembre, de 26 œuvres d'art pillées au palais d'Abomey au XIXe siècle, d'autres pays africains entendent profiter de cette tendance qui prend notamment sa source dans une promesse d'Emmanuel Macron, en 2017, à l'université de Ouagadougou. Le Tchad, le Cameroun, le Mali ou Madagascar sont concernés par des milliers d'œuvres chacun. Hélas, ces progrès sont contrebalancés par de nombreux trafics d'objets d'art...

ÉCONOMIE

L'Afrique à la traîne

En 2022, la reprise économique devrait être plus lente en Afrique – 3,8 % de croissance en moyenne pour la zone subsaharienne – que dans le reste du monde, où la croissance devrait atteindre 5 à 6 %. C'est ce qu'anticipe le FMI, évoquant les contraintes budgétaires du continent et sa faible couverture vaccinale. L'institution financière internationale déplore un monde à deux vitesses.





INSÉCURITÉ

Une aubaine pour les jihadistes

Confusion politique croissante au Mali ou au Burkina Faso, sentiment d'enlisement antiterroriste de l'Atlantique à l'Océan indien, négociations avec les jihadistes ni faites ni à faire : les Shebab, Boko Haram, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ou encore l'État islamique au Grand Sahara doivent-ils regarder 2022 avec ivresse ? L'Afrique restera-t-elle le terrain de jeu macabre d'Al-Qaïda et de Daesh ?

OPPORTUNITÉS
QUIÉTUDE
TRANSPARENCE
SÉCURITÉ
SATISFACTION
SUCCÈS

LA BANQUE QUI VOUS OFFRE BIEN **PLUS...**

UN + POUR VOTRE BUSINESS

- + d'opportunités
- + de transparence
- + de sécurité
- + de quiétude
- + de succès
- + de satisfaction



INTERNATIONAL BUSINESS BANK

www.ib-bank.com

Partenaire de votre succès



Tribune

Achille Mbembe

Historien et politologue, enseignant à l'université du Witwatersrand, Johannesburg

Quand le panafricanisme devient sectarisme

Plus de soixante ans après les indépendances, la forme-État héritée de la colonisation s'est avérée plus résiliente qu'on ne l'aurait pensé. Ses racines plongent désormais dans un humus autochtone. Comme pour d'autres objets d'importation, les Africains ont réussi à en faire quelque chose de profondément syncrétique.

Taillées au vif, les frontières sont, de leur côté, demeurées plus ou moins intactes. Peu de velléités sécessionnistes ont abouti à la formation de nouveaux États. Résultat, les grandes luttes sociales d'aujourd'hui se déroulent prioritairement dans un cadre national, et presque aucune n'a pour visée directe l'unification du continent. D'ailleurs, cet objectif ne figure dans aucune constitution africaine.

Deux paradoxes caractérisent les décolonisations africaines. D'une part, elles n'auront pas débouché sur la démocratie, peu importe la définition que l'on en donne. D'autre part, elles auront signé l'arrêt de mort du panafricanisme. À la place de la démocratie et du panafricanisme, elles auront ouvert la voie à une forme de colonialisme interne, qui, dans certains cas, est relativement avancé tandis que dans d'autres il reste à l'état d'ébauche.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la plupart des guerres et des conflits en cours ne visent pas, à proprement parler, le démantèlement de l'État ou son remplacement par une forme alternative d'organisation politique des communautés. La plupart de ceux qui contestent l'État cherchent plutôt, soit à se protéger de ses prédations, soit à en prendre le contrôle et à subordonner l'appareil étatique à leurs intérêts privés.

Le colonialisme interne a donc pris le pas sur toute perspective de révolution sociale. Adossée à la logique de l'accaparement, une classe dominante, mais fragmentée, s'efforce de se reproduire et d'asseoir son emprise sur les sociétés locales en se greffant sur les réseaux transnationaux d'accumulation. La plupart de ces réseaux reposent sur l'extraction des ressources nationales à l'état brut.

Les réformes économiques introduites au milieu des années 1990 dans le contexte de l'ajustement structurel ont accentué la compétition pour l'accaparement des richesses nationales et leur privatisation. C'est en cela qu'elles représentent un moment clé de l'histoire économique et sociale récente du continent. La compétition sociale s'est avivée et les fractures internes ont été, partout, mises à nu. Mais le langage politique, pour nommer ces antagonismes, n'a guère fait l'objet de renouvellement. Pour dire le *dissensus*, beaucoup continuent de mobiliser les référents identitaires que sont l'ethnie, le clan, ou la religion. Ni les coups d'État militaires ni les élections dans le cadre du multipartisme ne parviennent à briser cette logique. Les imaginaires d'un possible changement restent par conséquent atrophiés.

Les décolonisations africaines ont ouvert la voie à une forme de colonialisme interne.

Chauvinisme racial

C'est dans ce contexte que tente de s'imposer un néo-panafricanisme aussi virulent que clivant. Il apparaît sous des visages multiples. Pour l'essentiel, il consiste en une évocation sans fin de penseurs des générations passées, dont on psalmodie les noms à la manière d'un rosaire, mais dont on se préoccupe peu d'étudier les œuvres. Il ne s'agit guère de revisiter leurs théories à la lumière des enjeux du présent. Il ne s'agit pas non plus de produire une nouvelle pensée. Ce qui compte, c'est d'instituer un dogme au nom duquel l'on peut disqualifier toute dissidence.

Concrètement, certains utilisent la référence panafricaniste comme si le panafricanisme se ramenait à un simple équivalent du nationalisme anticolonial. Pour d'autres, il fonctionne surtout comme alibi d'un chauvinisme racial à peine déguisé. Pour d'autres encore, il s'agit purement et simplement d'un filon que l'on exploite cyniquement, au gré des circonstances politiques. Menacés dans leurs assises ou mis à l'index par leurs tuteurs étrangers, des pouvoirs vieillissants et corrompus en découvrent soudain les vertus et s'en font les chantres. Ils se proclament anti-impérialistes et utilisent l'argument de la souveraineté à des fins de maintien du statu quo.

Cette version réactionnaire du néo-panafricanisme est en quête de boucs émissaires. Opium des masses, elle sert en premier lieu les intérêts des classes au pouvoir qui, ayant bénéficié de la protection impérialiste, craignent qu'un changement de cap ne nuise à leurs acquis. Une autre version se fait au nom d'une autodétermination africaine parfois hypostasiée, prête, au nom de la communauté de race, à fermer les yeux sur le colonialisme interne pourtant responsable, lui aussi, de la destruction des moyens d'existence de millions de personnes sur le continent.

Sensibilité « afropolitaine »

Ce cirque ne signifie pas que la perspective d'une Afrique capable de marcher sur ses jambes s'est totalement évanouie. Ni que l'idée d'une nationalité africaine, que portèrent de grands penseurs afro-diasporiques depuis la fin du XIXe siècle, n'a plus de valeur. Encore faut-il qu'elle fasse l'objet d'une reprise à la fois théorique et pratique, à l'ère ou la planète ne cesse de se contracter. Cette perspective planétaire manque à l'appel et empêche un renouvellement significatif de la réflexion sur les devenirs du continent.

Il faut par conséquent prendre acte de la banqueroute d'un certain panafricanisme politique. En revanche, de nouvelles sensibilités tournées vers le futur ne cessent d'émerger. C'est le cas dans le nouveau roman africain, dans la musique, les arts plastiques et les arts digitaux. Cette sensibilité peut être qualifiée d'« afropolitaine ». La réalité qu'elle donne à voir est celle d'une Afrique à fuseaux multiples, dont les points d'arrimage transversaux se trouvent partout. Cette sensibilité s'efforce d'intégrer toutes les parts non-africaines de l'Afrique et d'en dégager toutes les conséquences philosophiques, politiques et culturelles.

Elle le fait alors même qu'une critique intergénérationnelle est en cours à l'intérieur du continent et dans ses diverses diasporas, sur fond d'un double rejet : celui de l'impérialisme contemporain sous sa forme néolibérale, et celui du colonialisme interne sous sa forme gérontocratique, patriarcale et masculiniste. Loin d'être fixée sur ce sur quoi elle bute, cette critique neuve montre, à n'en pas douter, les limites de la sorte de fatalisme qui, de nos jours, prétend passer pour du radicalisme. ●



Abonnez-vous à Jeune Afrique Digital dès 9,99 €/mois et profitez de toute l'actualité africaine décryptée pour vous.

Rendez-vous sur jeuneafrique.com/abonnements pour découvrir nos offres



Combien de soldats africains de la Minusma morts pour le Mali ?

Ce 8 décembre, un convoi de la Minusma file sur la route qui relie Douentza à Sévaré, dans la région de Bandiagara. L'un des véhicules percute un engin explosif improvisé. Le bilan est lourd : sept morts et trois blessés graves parmi les Casques bleus togolais. La veille, un soldat égyptien est décédé de ses blessures à l'hôpital de Dakar, où il avait été évacué le 22 novembre après que son bataillon était tombé dans une attaque du même type, cette fois dans la région de Kidal.

Peu d'émoi

Lorsqu'un soldat occidental tombe sous les balles des jihadistes, l'écho médiatique et politique est presque immédiat. La macabre litanie du décompte des soldats africains tués au combat sur le terrain malien, elle, déclenche rarement un réel émoi hors du pays d'origine des défunts. Mines, attentats-suicides, tirs de mortier et pluie de roquettes sur les camps de l'ONU… La Minusma est la mission la plus risquée au monde pour ses éléments. En sept ans, 154 Casques bleus ont été tués. Et la majorité des victimes sont africaines, car le gros des troupes est formé de soldats du continent. Les Tchadiens, dont les unités d'infanterie sont localisées à Aguelhok, à Kidal et à Tessalit – l'une des zones les plus dangereuses –, paient le plus lourd tribut : 60 ont été tués sous casque bleu. En plus des dizaines d'autres qui ont péri lors de l'intervention de l'armée tchadienne en 2013 dans le nord du Mali. Et c'est compter sans les pertes des Forces armées maliennes, pour lesquelles il n'existe pas de données officielles. Entre 2013 et 2020, 1 832 soldats maliens ont été tués, selon Marc-André Boisvert, chercheur au Centre FrancoPaix de l'université du Québec, à Montréal. ●

Marie Toulemonde

Depuis le **25 avril 2013**

Objectif : contribuer à la stabilisation du Mali et sécuriser les populations

Mandat de **l'ONU**

Plus de **58 pays** contributeurs, dont 21 pays africains

244 720 patrouilles militaires

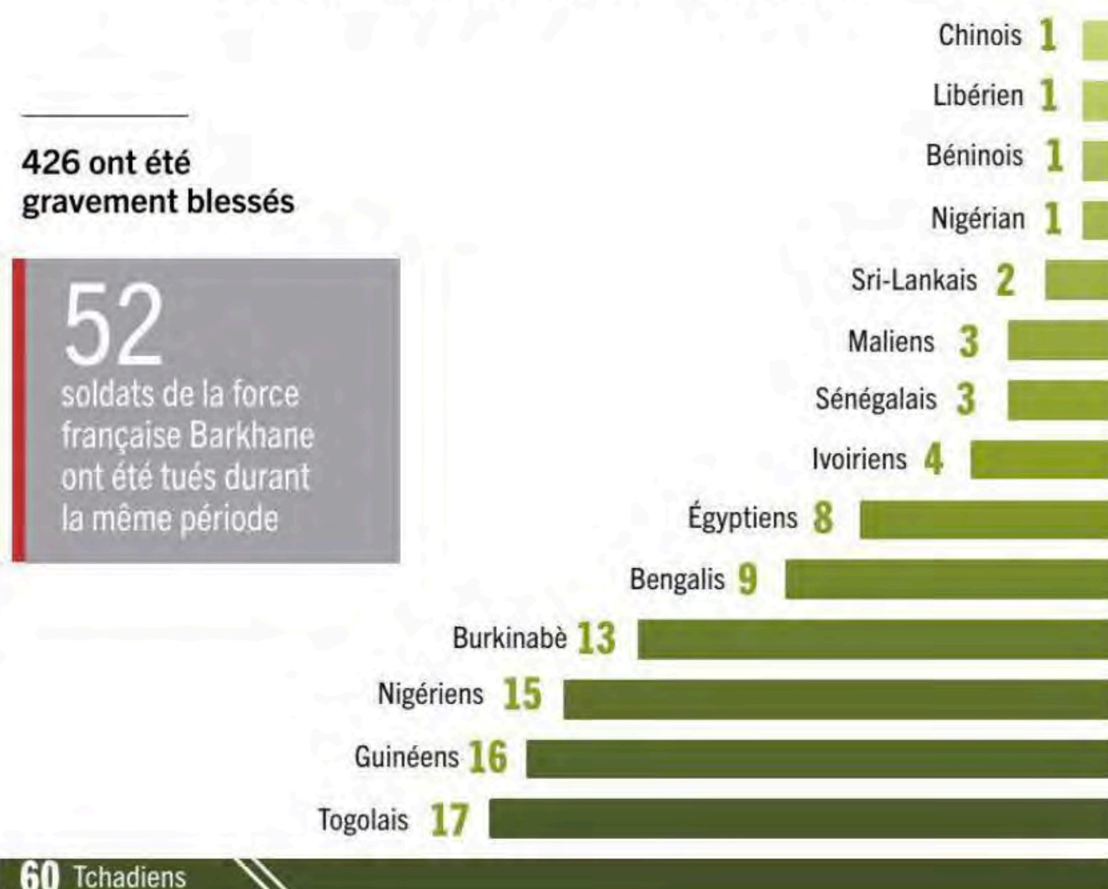
93 873 patrouilles de police

Effectifs actuellement déployés

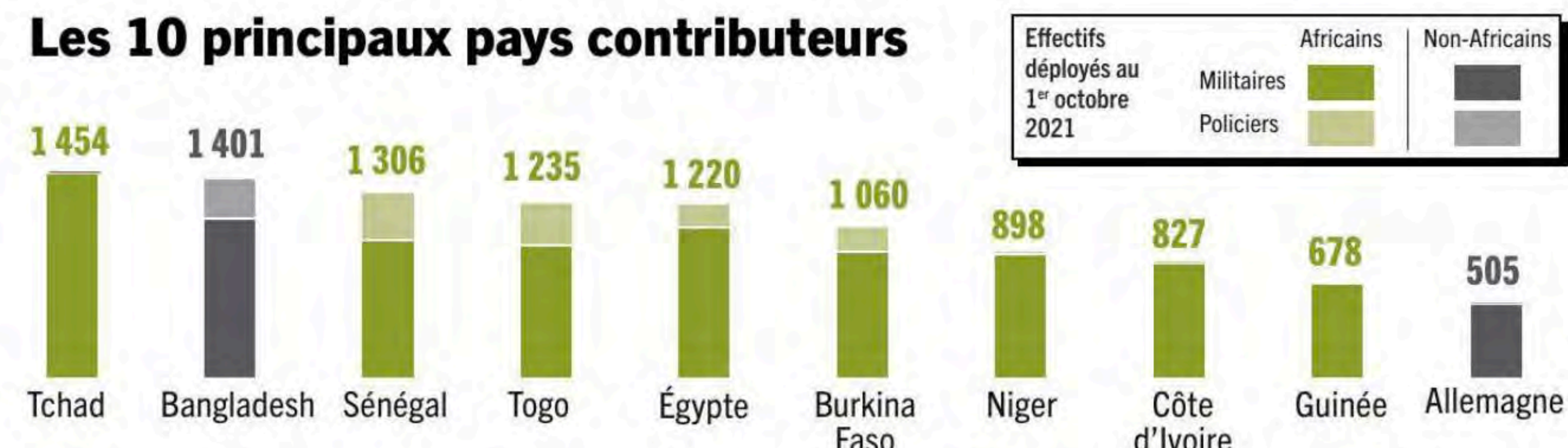


154 Casques bleus

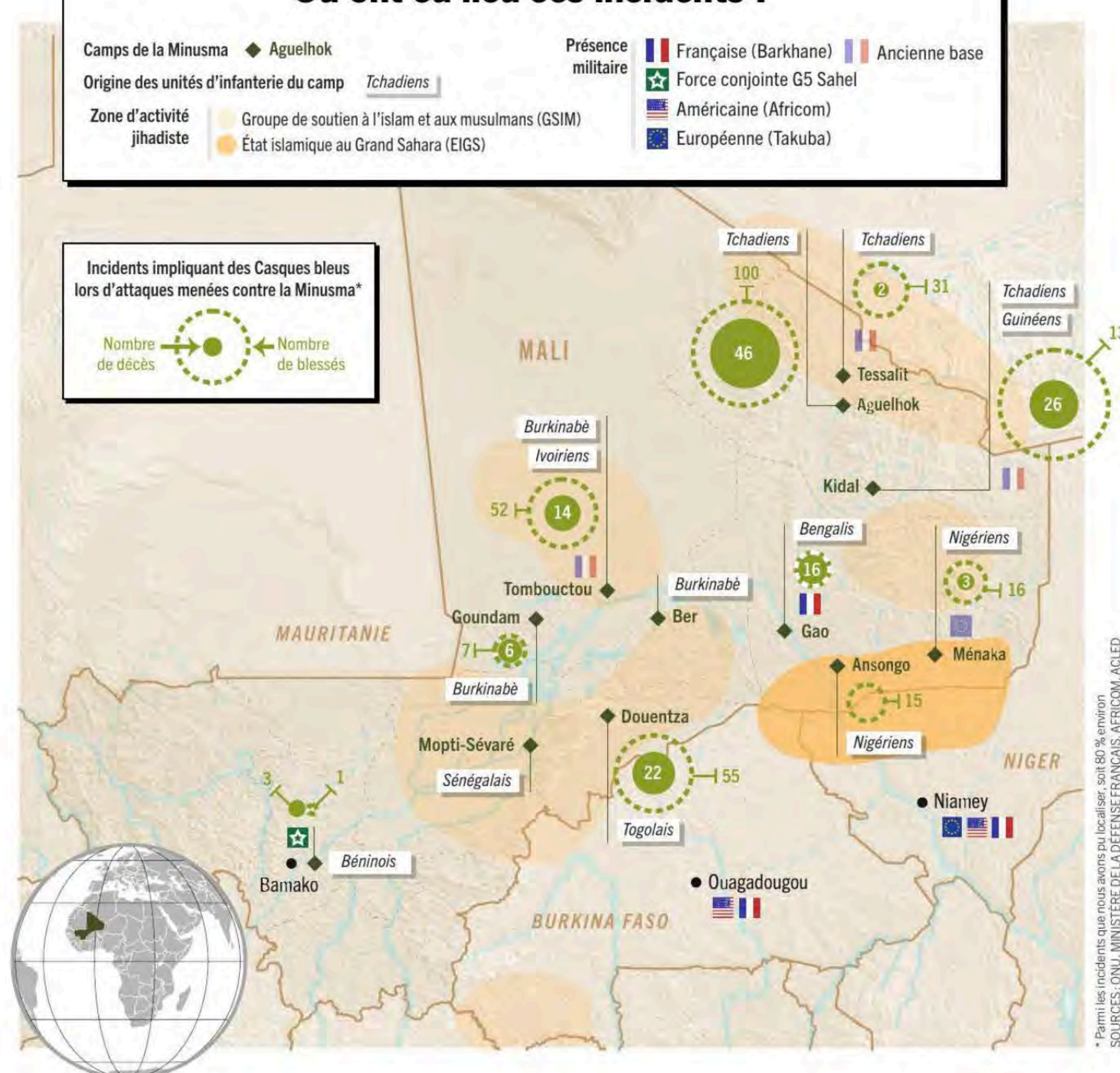
de la Minusma sont morts dans des assauts principalement jihadistes depuis 2013. Parmi eux, il y avait…



Les 10 principaux pays contributeurs



Où ont eu lieu ces incidents ?



* Parmi les incidents que nous avons pu localiser, soit 80 % environ

SOURCES : ONU, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE FRANÇAIS, AFRICOM, ACLED





Construire un avenir énergétique pour l'Afrique

L'Afrique a besoin d'une énergie abordable et fiable pour répondre à la demande de sa population en forte croissance et de son industrialisation croissante. Le continent dispose du gaz nécessaire pour alimenter l'énergie requise et GE de la technologie pour aider les producteurs d'électricité à l'exploiter et à le déployer.

Sur les 840 millions de personnes privées d'électricité dans le monde, 650 millions vivent en Afrique subsaharienne. GE, avec sa longue histoire de pionnier du domaine énergétique en Afrique, contribue à la production d'un tiers de l'électricité mondiale et est parfaitement placé pour fournir la technologie et les services nécessaires aux producteurs d'électricité africains afin de construire, exploiter et entretenir leurs centrales électriques à gaz, ainsi que pour accompagner la transition progressive grâce à des solutions de secours complémentaires.



RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS ET DE LA PLANÈTE

La demande d'énergie augmente à un moment où le changement climatique est une impérieuse priorité mondiale. GE s'est engagée à être neutre en carbone d'ici 2030 et à atteindre un niveau net zéro d'ici 2050, et s'efforce de réduire les émissions de carbone et de rendre l'énergie plus résiliente. Les technologies GE Gas Power offrent la flexibilité nécessaire pour augmenter ou réduire rapidement la production d'électricité afin de combler les lacunes potentielles de l'approvisionnement en énergie provenant de sources renouvelables diverses. L'une de ses turbines à gaz mobiles modulaires les plus éprouvées, la turbine à gaz mobile dérivé de l'aérodynamique TM2500, peut générer de l'énergie de secours n'importe où en quelques semaines, tandis que sa turbine à gaz 9HA est utilisée dans les centrales à cycle combiné les plus efficaces au monde.

Elisée Sezan, PDG de GE Gas Power pour l'Afrique Sub-Saharienne, estime que, pour que les pays puissent améliorer l'accès à l'électricité pour leurs populations croissantes, le gaz est essentiel au mix énergétique du continent. "L'ampleur du défi de l'électrification signifie qu'aucun combustible unique ne peut résoudre le problème. Le mix énergétique va passer de l'hydroélectricité et du charbon traditionnels aux énergies renouvelables et au gaz. Le gaz a un rôle fondamental à jouer dans la mise en place d'un avenir énergétique rapidement décarboné et de technologies de décarbonisation fiables, abordables et durables pour l'ensemble des actifs gaziers de nos clients, tout en faisant progresser les solutions de production d'électricité au gaz flexibles, efficaces et fiables. Nos machines consomment moins de carburant tout en créant plus d'énergie que tout autre fabricant d'équipement d'origine (OEM) dans ce domaine. Il existe des voies techniques permettant à l'énergie du gaz d'atteindre une empreinte carbone faible ou quasi nulle en utilisant des combustibles à faible ou zéro carbone - y compris l'hydrogène - ainsi que des technologies de capture, d'utilisation et de séquestration du carbone (CCUS). Il y a un espoir de parvenir à l'accès universel à l'électricité au XXI[e] siècle si les pays peuvent diversifier leur mix énergétique et instaurer des politiques qui rendent leurs économies énergétiques attrayantes pour les financiers."

UNE COMPÉTENCE AVÉRÉE DANS TOUTE LA RÉGION

Grâce à la fiabilité de sa charge de base et à la flexibilité de son alimentation de secours, GE Power alimente l'Afrique subsaharienne depuis les années 1950 et, aujourd'hui, jusqu'à 12GW de production d'électricité au gaz sur le réseau fonctionnent avec des turbines à gaz GE. En 2018, elle a atteint sa 100[e] installation de centrale électrique dans la région.

Au Sénégal, GE fournit des équipements de production d'électricité à gaz pour le projet de centrale à cycle combiné de 300 MW de West Africa Energy à Cap des Biches. Il s'agit de la plus grande centrale électrique du pays, appelée à générer près de 25 % de l'énergie consommée, soit suffisamment d'électricité pour 500 000 foyers sénégalais.

GE fournit également la technologie et les services liés aux turbines à gaz pour la phase IV de la centrale électrique d'Azito en Côte d'Ivoire, dans le district de Yopougon, à Abidjan. L'extension de la centrale électrique produira 253 MW et jouera un rôle important dans le soutien du plan énergétique du pays.

À la centrale électrique Songas Ubungo de Dar es Salaam, en Tanzanie, GE a récemment effectué avec succès des interruptions de service sur quatre turbines à gaz LM6000 aérodérivatives, exécutant les travaux en toute sécurité malgré la pandémie et assurant la livraison continue de 150 MW d'électricité au réseau national. Ces travaux d'entretien, qui comprenaient une maintenance prédictive avec remplacement de pièces de routine, ont renforcé les performances et la fiabilité et amélioré l'efficacité opérationnelle et la flexibilité de la centrale.



Usine de Fujairah - Tours de refroidissement.

Au Nigeria, GE a également achevé en toute sécurité les interventions de maintenance sur trois turbines à gaz GE 9E dans les centrales électriques de la Niger Delta Power Holding Company (NDPHC) à Calabar et Sapele. Ces interventions réduisent le risque de défaillance non planifiée de l'équipement de production d'électricité et permettent aux centrales de garantir et de rétablir de manière fiable l'approvisionnement en électricité du réseau national à hauteur de 360 mégawatts (MW), soit l'équivalent de l'électricité nécessaire pour alimenter environ deux millions de foyers nigérians.

PROGRESSER GRÂCE AUX PARTENARIATS

Elisée Sezan estime que le succès de GE Gas Power repose sur sa main-d'œuvre essentielle et qualifiée, sur ses solutions flexibles et sur sa capacité à établir des partenariats avec les fournisseurs d'équipements, les EPC, les financiers, les investisseurs et les gouvernements. "Faisant partie de l'histoire énergétique de l'Afrique depuis des décennies, nous avons établi des critères de localisation et de développement des compétences et 95 % de nos équipes de direction, d'exploitation et de terrain technique sont africaines. Il y a un grand besoin de trouver des solutions à la situation énergétique de l'Afrique de manière collaborative à travers des partenariats entre les parties prenantes et les investisseurs privés et gouvernementaux. GE est honoré de jouer un rôle dans cette évolution et de participer à la construction de l'avenir énergétique du continent. ✜

JAMG - © D.R.

www.ge.com/gas-power



L'aigle, le tigre d'eau et le variant bantou

François Soudan

Entre l'aigle américain toutes ailes déployées, le tigre d'eau sous le signe duquel s'annonce l'année chinoise et les douze étoiles de l'Union européenne (UE), l'Afrique servira en 2022 de terrain inattendu pour une compétition de *soft power* dont elle pourrait tirer profit – à condition bien sûr de savoir louvoyer entre les pôles d'influence. Comme au jeu de go, chacun avance ses pions dans le cadre d'une stratégie combinatoire dont le but est d'étouffer l'adversaire. Les Chinois ont bougé les premiers avec, à la fin de novembre dernier, un Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) dakarois à grand spectacle au cours duquel ils ont noyé sous un flot de périphrases sucrées les rares critiques de quelques chefs d'État à propos du joug insoutenable de la dette. Les Américains ont riposté deux semaines plus tard avec un « Sommet mondial pour la démocratie » auquel étaient virtuellement invités dix-sept présidents africains triés sur le volet (dont trois francophones et aucun maghrébin).

Quant aux Européens, c'est sous la présidence d'Emmanuel Macron qu'ils organiseront, à la mi-février, leur propre conférence euro-africaine. Pour mieux répondre à la désormais célèbre « Belt and Road Initiative » de Pékin lancée il y a huit ans déjà, Washington a dégainé en juin son « Build Back Better World » au sein du G7, alors que Bruxelles dévoilait au début de décembre sa « Global Gateway Initiative » : 250 milliards d'euros d'investissements dans les pays en développement d'ici à 2027. N'en jetez plus, la coupe des promesses est pleine.

Entre ces trois-là, la concurrence n'est pas que commerciale, diplomatique et vaccinale. Elle est aussi politique et touche à la notion même de gouvernance. Tout en s'accordant sur les principes d'une démocratie « à l'occidentale » qu'il conviendrait de promouvoir sur le continent africain, Européens et Américains ont une approche différente et parfois divergente. Les premiers se focalisent sur les institutions, les gouvernements et le secteur public dans le but de renforcer l'offre démocratique, alors que les seconds se concentrent sur la société civile, afin de consolider la demande démocratique. Jusqu'ici extrêmement prudents sur ce terrain, les Chinois sont en 2021 passés à l'offensive en mode *« game changers »*, avec pour cible les dirigeants africains. Xi Jinping présente désormais son pays comme une « démocratie exemplaire », incontestablement supérieure aux autres, et lorsqu'il appelle à « se prémunir contre les effets corrosifs des courants idéologiques occidentaux tels le soi-disant régime constitutionnel, l'alternance politique et la division des trois pouvoirs », nul doute que cette mise en garde sonne heureusement aux oreilles de certains chefs d'État africains.

Chinafrique = Françafrique?

À la mi-décembre, le « Forum Sud-Sud sur les droits de l'homme », organisé par le Parti communiste en visioconférence et auquel participaient les ONG pro-pouvoir d'une quarantaine de pays du continent, a donné l'occasion au néotimonier de préciser la ligne chinoise en la matière : « Notre approche, a-t-il dit, est centrée sur le peuple et place ses intérêts au premier plan. » Le peuple, pas les individus. Connivence entre élites, soutien aux régimes en place sans aucune « conditionnalité démocratique », appui mutuel lors des votes à l'ONU : la Chinafrique a décidément des airs de Françafrique au temps de sa splendeur, à deux différences près. Le volume des financements chinois est sans comparaison avec les timides aides budgétaires françaises de l'époque, et, surtout, « les amis des bons et des mauvais jours » n'ont aucun état d'âme quant à l'identité de celui qui est au pouvoir. Pas question d'intervenir, comme Paris a pu le faire au Gabon, en Centrafrique ou au Tchad, pour maintenir un client menacé. Les très sinophiles Robert Mugabe, Omar el-Béchir et Alpha Condé l'ont appris à leurs dépens : Xi Jinping n'a pas versé une larme, fût-elle de crocodile, à l'annonce de leur chute.

Qu'en pensent les Africains? En une phrase : la Chine les impressionne, mais elle ne les séduit pas. Un tout récent sondage Afrobarometer réalisé dans un tiers des pays du continent relève que 60 % des personnes interrogées conservent une image positive de l'influence chinoise et cela même si elles sont proportionnellement aussi nombreuses à juger excessif le montant de la dette contractée par leur pays à l'égard de Pékin. Mais lorsqu'il s'agit de choisir un modèle global de développement, ce sont les États-Unis qui viennent largement en tête devant la Chine, les anciennes puissances coloniales – France et Grande-Bretagne – jouant le rôle de simples figurants dans la course au *soft power*. Il serait sans doute temps que les Africains s'aperçoivent qu'aucun de leurs grands partenaires extérieurs n'est en soi qualifié pour prêcher les vertus de la démocratie. Une démocratie, cela ne s'importe pas, cela ne se plaque pas et cela ne se réduit pas à un montage institutionnel. Face au jeu des acteurs locaux et des cultures politiques, il n'y a aucun modèle qui tienne.

À Dakar, lors du Focac, Xi Jinping a promis à l'Afrique des vaccins plutôt que des financements. Un milliard de doses de Sinopharm et de Sinovac, soit autant que ce que l'administration Biden a annoncé pour le continent en 2022 et 40 % de plus que les engagements de l'UE en la matière. Au-delà de « l'effet Téléthon » parfois gênant que génère cette compétition dans le domaine de la diplomatie vaccinale, jamais le déséquilibre des rapports entre l'Afrique et le reste de la planète ne sera apparu aussi crûment qu'à l'épreuve de la pandémie de Covid-19. En deux ans, le continent n'a reçu que 3 % des doses de vaccin distribuées dans le monde et à peine 8 % des 1,3 milliard d'Africains (dont un quart seulement des salariés du secteur de la santé) sont aujourd'hui vaccinés. Une disparité choquante qui doit beaucoup à l'égoïsme des pays riches et à l'« apartheid vaccinal » dénoncé par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, mais aussi à l'arrivage erratique des doses dans des pays en manque de structures de conservation et de moyens d'administration (personnels, seringues, désinfectant, coton médical...), ainsi qu'à des facteurs culturels aisément explicables à la fois par la conjoncture et par l'Histoire.

43 % des Africains pensent toujours qu'ils sont utilisés comme cobayes par les laboratoires du Nord.

Si en Afrique du Sud, en Namibie, au Nigeria, au Zimbabwe, au Malawi, en RD Congo, en Ouganda, des stocks de vaccins dorment au-delà de leur date de péremption dans les réfrigérateurs des hôpitaux, c'est aussi en effet – pourquoi le taire – souvent faute de candidats. Cette hésitation face au vaccin, qui confine parfois au rejet, s'explique par un déficit global de confiance à l'égard des autorités gouvernementales et sanitaires, en particulier dans des pays qui, comme le Cameroun ou l'Afrique du Sud, ont été secoués par des scandales de détournement des fonds alloués à la lutte anti-Covid. Les campagnes de « fake news » diffusées sur les réseaux sociaux jouent également un rôle de catalyseur, comme partout ailleurs. Mais la spécificité africaine en ce domaine tient à l'héritage et à la mémoire. Celle des « croisades » de vaccination forcée des années 1950-1960 contre la variole et la poliomyélite lancées par les puissances coloniales, puis reprises à l'époque par les agents de l'OMS ; celle des essais dissimulés de traitements du VIH opérés dans la plus grande opacité par des laboratoires occidentaux auprès d'échantillons de populations africaines dans les années 1980-1990 ; celle aussi du cardiologue sud-africain Wouter Basson, alias « Docteur La Mort », et de son « Project Coast » de stérilisation vaccinale des femmes noires dans les années 1970.

Rétablir la confiance

Comment s'étonner dès lors, face à des souvenirs aussi traumatisants transmis de génération en génération, que, selon un sondage récent de l'Africa CDC, 43 % des personnes interrogées dans quinze pays du continent pensent que les Africains sont utilisés comme cobayes par les laboratoires pharmaceutiques du Nord, qu'ils soient américains, européens, russes ou chinois? Si l'on souhaite réellement « vacciner l'Afrique », autant savoir que déposer des lots de doses sortis du ventre d'un avion-cargo sur le tarmac de l'aéroport, sous l'œil complaisant des caméras et en présence de l'ambassadeur du généreux pays donateur, ne sert avant tout qu'à alimenter la propagande de ce dernier. Faute d'avoir su établir une relation de confiance, au point parfois d'user de la contrainte physique, la campagne de vaccination contre la variole en Afrique a duré trente ans – de 1959 jusqu'à la toute fin des années 1980. Mieux vaut s'en rappeler afin d'éviter les mêmes erreurs, dont la moindre n'est pas de stigmatiser l'Afrique australe et son pseudo-variant bantou pour avoir découvert avant les autres la dernière mutation du virus prédateur. ●



Joël Té-Léssia Assoko
Rédacteur en chef adjoint à Jeune Afrique

En attendant les Barbares

L'Atlantique appelle les pirates comme le rhum les confessions. Ceux qui ne peuvent y faire face devraient rester loin des côtes et de leurs tentations. Ainsi, ce quadragénaire européen qui, un matin de décembre, sur la plage de Santa Maria, son cinquième verre entamé, baragouine en quatre langues (français, anglais, flamand et russe) ses grandioses, obscurs et invérifiables projets d'investissement dans l'hôtellerie au Cap-Vert, en quoi est-il différent des boucaniers qui s'écharpèrent pour assurer à Londres, à Madrid ou à Lisbonne des places fortes sur cette poussière d'îles battues par les vents, mais néanmoins cruciales, sur la route des Caraïbes?

Environ quatre siècles et demi de capitalisme sont passés depuis l'attaque de sir Francis Drake à Ribeira Grande (aujourd'hui Cidade Velha, une des « Sept merveilles mondiales d'origine portugaise »). Le corsaire moderne bénéficiera, lui, logiquement, d'une solide armada d'avocats et de l'armature juridique fournie par les traités de commerce et d'investissement signés par le Cap-Vert. Qu'a-t-il de commun, au demeurant, avec ce jeune investisseur français dans la tech expliquant placidement : « Avec ma copine, nous nous sommes dit qu'on avait raté la vague de croissance exponentielle en Asie. On doit tout faire pour ne pas rater celle qui s'annonce en Afrique »?

Accusation de prédation

D'aucuns s'offusqueront – à bon escient sans doute – d'un « amalgame monstrueux » entre razzias historiques, prébendes illégales et investissements créateurs d'emplois et de richesses locales. La promotion des investissements étrangers paraît un « acquis constitutionnel » sur le continent. Le recul des IDE nets entrants en Afrique subsaharienne – de 2,65 % du PIB en 2015 à seulement 1,75 % en 2019 (avant les effets du Covid-19) – est une source d'inquiétude profonde pour les décideurs publics. Les acquisitions à coups de centaines de millions de dollars de start-up africaines par des mastodontes étrangers sont célébrées, à juste titre peut-être. Les 11 milliards de dollars d'investissements prévus par le géant italien ENI pour développer le potentiel du champ Baleine, en Côte d'Ivoire, attisent déjà tous les portefeuilles. L'accusation de prédation resservie à chaque incursion capitalistique étrangère sur les terres africaines a fini par s'émousser. « S'il suffisait de conquérir et de piller pour être développé, l'humanité baignerait dans l'opulence depuis deux bons millénaires », écrivait l'essayiste Jean-François Revel dans sa préface à *L'Occident et le Tiers-monde* (1982), du Vénézuélien Carlos Rangel.

Peut-être ne s'agit-il que d'un réflexe de grand brûlé face à un cracheur de feu ou d'ex-enfants battus devant une ceinture – même nuptiale –, mais il ne fait aucun doute que persiste une profonde angoisse sur le continent (mais pas seulement) vis-à-vis des investissements étrangers. La liste est longue de capitaines d'industrie africains qui émettent des réserves concernant cette dépendance aux capitaux étrangers – d'Aliko Dangote à Jean Kacou Diagou, voire Othman Benjelloun. Encouragés, attendus, accueillis en fanfare mais observés avec la pointe d'aversion qui accompagne l'aveu d'une impuissance. Une double anxiété qui rappelle celle décrite par le poète grec Constantin Cavafy dans *En attendant les barbares* (1904), où la fièvre et l'ambivalence de l'attente deviennent panique à l'annonce du faux bond. « Mais, alors, qu'allons-nous devenir sans les Barbares? Ces gens étaient en somme une solution », conclut le poème. C'est tout le problème. ●

En Afrique persiste une profonde angoisse vis-à-vis des investissements étrangers.



PARTICIPEZ À LA CRÉATION D'UN MONDE NOUVEAU



ACHETEZ VOS BILLETS MAINTENANT
expo2020dubai.com

1 OCTOBRE 2021 - 31 MARS 2022



accenture CISCO DP WORLD etisalat G42 mastercard NISSAN PEPSICO SAP SIEMENS TERMINUS



Aïda N'Diaye

Enseignante, auteure et philosophe française

De quoi mon prénom est-il le nom ?

Je m'appelle Aïda. On me demande souvent : « Comme l'opéra ? » Absolument pas. Mon prénom est le diminutif d'Aïssatou, porté par l'une des sœurs de mon père, décédée dans son enfance. C'est un prénom d'Afrique, qui me rattache à mon histoire familiale, celle de mon père, qui quitta le Sénégal pour la France où mes frères et moi avons vécu et grandi, et non une référence à cette pratique ô combien marquée socialement qu'est la fréquentation de l'opéra…

Pourtant j'aime bien ce lien avec l'œuvre de Verdi, qui n'est pas si erroné puisque l'héroïne est elle-même d'origine africaine. C'est dire la puissance d'évocation d'un prénom qui résonne en nous de plus d'une manière.

Une étude sociologique parue en 2021, *L'Épreuve de la discrimination*, montre comment les parents peuvent choisir pour leur enfant un prénom dont la consonance « passe bien » afin qu'il ne subisse pas de discriminations fondées sur l'origine qu'on pourrait supposer en se référant à ce seul prénom. Les travaux du sociologue Baptiste Coulmont ont montré, depuis plusieurs années déjà, la corrélation qui pouvait être établie entre le prénom des candidats au baccalauréat et la mention qu'ils obtiennent à l'examen : 25 % de mention très bien chez les Garance, 18 % chez les Théophile, contre 2 % chez les Ryan et les Steven.

Faut-il en conclure que le prénom nous assigne à un destin social ? Doit-on en déduire que le prénom n'est jamais que le reflet de l'identité sociale ou culturelle que les parents transmettent à leurs enfants ? En faisant de son changement d'état civil l'une des étapes fondamentales de son ascension sociale, Eddy Bellegueule devenu Édouard Louis semble ne rien dire d'autre.

> **Nommer un enfant est un acte poétique et créatif, fondamentalement libre et qui doit le rester.**

Mais n'est-ce pas un peu réducteur ? Comment dire de quoi le prénom est le nom ? Dans *Le Rire*, le philosophe Henri Bergson livre une analyse critique de la platitude des noms communs. Ils ne sont que des « étiquettes posées sur les choses » et n'en dénotent que l'aspect le plus banal, puisqu'il s'agit d'être compris de tous afin de communiquer efficacement. Le langage courant nous coupe de notre intériorité aux « mille nuances fugitives » que seuls les romanciers et les poètes savent restituer avec des mots. Mais ce qui est vrai des noms communs ne s'applique pas aux noms propres. En choisissant le prénom de notre enfant, nous ne faisons pas que lui apposer une étiquette qui l'enfermerait.

« Mille résonances »

Là où j'entends le prénom d'une grand-mère, un autre entendra celui d'un personnage de roman. Là où je pense à un grand sportif, une autre pensera à un ancien amour. Si les mots sont réducteurs dans leur usage courant, en revanche, dans la poésie ou le roman, ils sont dotés, nous dit Bergson, d'une réelle puissance évocatrice : que je prononce « azur » ou « désert », c'est tout un imaginaire qui se met en mouvement. Cette puissance est décuplée par le prénom, porteur de « mille résonances profondes ».

Comment démêler ce qui, dans un prénom, renvoie à l'histoire, à la littérature, à la religion ou à la famille ? Comment peut-on penser à dessaisir les parents de cet acte si intime qui consiste à nommer l'être qu'ils mettent au monde ? Loin de l'assigner à une identité liée au passé, nous l'inscrivons certes dans une filiation – comment pourrait-il en être autrement ? –, mais surtout nous ouvrons son destin et rêvons de son existence à venir, et c'est tout l'imaginaire de la vie de notre enfant qui vibre en notre esprit. Nommer un enfant n'est pas un geste d'assignation ou de revendication identitaires mais un acte poétique et créatif, fondamentalement libre et qui doit le rester. ●

YOUR REFERENCE PARTNER IN WEST AFRICA*

* VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR VOS PROJETS :
MINES | CONSTRUCTION & INFRASTRUCTURES
ENERGY, MANUFACTURING & SERVICES.

+50 000 m2 d'Installations

Un Réseau de +2 000 Collaborateurs

2 Centres de Reconditionnement de Composants

1 Centre de Formation Régional

+1600 Modèles suivis

Un parc actif de 23 000 Équipements

WWW.JADELMAS.COM

LET'S DO THE WORK.™

JA Delmas CAT

© 2021 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.



BRUNO LÉVY POUR JA

Mohamed Mbougar Sarr « La colonisation est une épine plantée dans la chair de l'ancien colonisé »

Sénégal, relations Afrique-France, homosexualité, et surtout littérature… Le Prix Goncourt 2021 a tenu JA en haleine avec une verve réjouissante.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Plus d'une cinquantaine d'interviews avec des médias internationaux tels la *Deutsche Welle*, le *Financial Times* ou encore le *Guardian ;* entre 2500 et 3000 exemplaires de son livre événement dédicacés dans une vingtaine de librairies à travers la France… Mohamed Mbougar Sarr tient ses comptes depuis le 3 novembre, jour de son couronnement par l'Académie Goncourt pour *La Plus Secrète Mémoire des hommes,* une enquête étourdissante entre le Sénégal, la France et l'Argentine, sur les traces d'un écrivain disparu des radars, qui questionne le pouvoir de la littérature et le face-à-face entre l'Afrique et l'Occident.

Considéré malgré lui comme un sacré phénomène, l'enfant de Diourbel a pourtant encore de la ressource : mots soupesés – et pas un seul de travers –, propos structuré, il nous tient en haleine durant deux bonnes heures, délivrant son discours sans flottement, avec une douceur et une autorité intimidante. Comme lors de ce savoureux échange de plus d'une heure sur le rôle de la littérature en politique avec Christiane Taubira, ex-ministre française de la Justice, argument contre argument, citation contre citation. Un régal.

Jeune homme bien dans son époque, mais profondément habité par la littérature, ce fils de médecin a déjà commencé, par petites touches, à constituer une « œuvre honnête », celle, dit-il, dont il n'aura pas à avoir honte. Remarqué dès 2014 après la publication de sa première nouvelle, *La Cale,* pour laquelle il reçoit le prix Stéphane-Hessel de la jeune écriture francophone, il est révélé en 2015 par *Terre ceinte,* son premier roman, qui lui vaut le prix Ahmadou-Kourouma puis le Grand Prix du roman métis.

Fêlures et angoisse

Pourtant, Mohamed Mbougar Sarr confesse quelques fêlures, ainsi que son angoisse, obsessionnelle, de ne pouvoir un jour exprimer ce qu'il veut, de céder à la médiocrité ou de se prendre pour ce qu'il n'est pas. Et ce qu'il n'est pas, Mohamed Mbougar Sarr entend aussi le dire sur le continent, où il envisage d'effectuer une tournée. Une façon de se connecter à sa poésie pour être au plus près de l'esprit humain.

LA GRANDE INTERVIEW

Jeune Afrique : Des polémiques sont apparues après votre couronnement par l'Académie Goncourt. Par exemple, l'un de vos textes, publié en 2013 – vous aviez 23 ans – et décrivant une foule sénégalaise se rendant à un concert de Youssou N'Dour, a été dénoncé comme étant raciste.

Mohamed Mbougar Sarr : J'étais en effet très jeune, mais ce n'est pas une excuse. Je savais déjà ce que j'écrivais. Exhumer de vieux écrits pour confondre leurs auteurs est un procédé classique. Je réalise que la moindre visibilité vous soumet au regard inquisiteur des autres : on fouille dans votre passé à la recherche d'une sorte de vertu ou de pureté absolue. C'est vain. Le texte en question est un exercice de satire et d'autodérision. Je m'inclus dans ceux que je moque. Je suis allé à ce concert que je raille. Lire ce texte au premier degré, c'est manquer son humour et sa distance ironique. Mais je comprends que la négrophobie, qui, historiquement, passait aussi par le recours aux stéréotypes, à la caricature et à la satire, a tellement fait souffrir les Noirs que, aujourd'hui encore, diriger une satire – fût-elle littéraire – contre eux est toujours mal perçu. Davantage encore quand l'auteur de la satire est lui-même un Noir. C'était un texte peut-être maladroit, mais, en tant qu'écrivain, je refuse de me cantonner à certains thèmes et genres littéraires parce que je serais noir.

Justement, on vous reproche d'écrire pour les Blancs…

Je ne suis pas toujours certain de comprendre ce procès, qui relève plus de l'idéologie et de l'identité que du poétique et du littéraire. J'y sens presque, parfois, un fond de mépris pour les Africains, qu'on peut finir par infantiliser à force de vouloir les particulariser, comme s'ils n'étaient pas en mesure d'être de vrais lecteurs. Que signifierait écrire pour les Africains ? Écrire sur des thèmes africains (à supposer qu'on sache ce que seraient ces thèmes) ? Écrire dans des langues africaines (étant entendu qu'il ne suffirait pas d'écrire dans ces langues pour être lu par des Africains) ? Je défends l'idée d'une littérature ouverte, où tous les imaginaires trouvent leur place. Je suis africain, sénégalais, sérère. Mon imaginaire l'est tout autant et, qu'on le veuille ou non, cela ressurgit dans mes textes.

Votre roman *De purs hommes*, qui traite de l'homosexualité et de l'homophobie au Sénégal, a reçu de l'association Verte Fontaine et des Éditions du frigo le Prix du prix littéraire gay, ce qui vous a valu les foudres de certains sur les réseaux sociaux et sur le continent, où ces sujets apparaissent dérangeants. C'est un cadeau empoisonné ?

Je trouve étrange qu'il arrive maintenant, pour un roman paru il y a trois ans. J'ai été surpris mais cela m'a aussi fait sourire de réaliser que le Goncourt produit de pareils effets : beaucoup en veulent un morceau.

Vous ne le reniez pas ?

Au fond, ce prix m'indiffère, mais je me serais bien passé de la polémique qu'il a générée, qui me prête des intentions invraisemblables et m'éloigne de la littérature [il a été accusé d'être à la solde des lobbys LGBT, NDLR]. Désormais, quelle que soit la position que j'adopte, elle pourrait m'être reprochée par quelques-uns. C'est la rançon de la surexposition médiatique. Je dois accepter de vivre avec, c'est-à-dire ne pas répondre à toutes les polémiques, refuser de comparaître devant tous les tribunaux institués pour clarifier des positions. Mon tribunal, c'est ma conscience. Mes juges, ce sont mes livres. Je voudrais demeurer un écrivain, quelqu'un qui assume ces moments de tensions créés par le langage littéraire, lequel est subtil, ambigu, fait de malentendus. Cette ambiguïté, dérangeante pour certains, moi m'intéresse.

Avez-vous été blessé par ces attaques ?

Certaines, violentes, étaient dirigées contre ma famille. Elles me touchent, mais ne m'ébranlent pas. J'essaie de comprendre les logiques profondes de ces réactions, même les plus abjectes d'entre elles. Écrire, c'est prendre le risque d'être jugé et incompris.



Le romancier sénégalais après avoir reçu le prix Goncourt, à Paris, le 3 novembre 2021.

MICHEL STOUPAK/NURPHOTO VIA AFP

« Je refuse de me cantonner à certains thèmes et genres littéraires parce que je serais noir. »

N'y a-t-il pas un décalage entre la réalité et les tabous de la société sénégalaise à l'égard de la sexualité, de l'homosexualité et de l'avortement ?

Comme la plupart des sociétés africaines, la société sénégalaise a été brutalement projetée dans la mondialisation. Les grandes questions sociétales se posent désormais à elle en des termes qui lui sont étrangers. Par exemple, lors de la parution de *De purs hommes*, certains m'ont soutenu que « l'homosexualité [venait] de l'extérieur ». Or les études scientifiques prouvent qu'elle a toujours été présente sur le continent. Mais comment était-elle présente ? Sous quel mode ? Là est la question. En réalité, les sociétés africaines ont toujours su intégrer toutes les minorités. Elles ont toujours eu des structures et des stratagèmes d'intelligence sociale, que les colonisations ont précisément détruits. Aujourd'hui, parce qu'il y a ce contact avec l'extérieur, européen ou arabo-musulman, l'homosexualité devient paradoxalement un tabou, là où, à une époque, elle était digérée par un génie social, culturel et traditionnel africain. Aujourd'hui, suivant des logiques occidentales, et de façon brutale, on soulève la question de sa dépénalisation. Cela provoque des crispations au sein des populations, persuadées qu'on veut leur imposer un modèle de société. On en arrive ainsi à des violences homophobes.

N'est-ce pas assez hypocrite ?

Les choses se savent, se vivent, mais ne doivent surtout ni se dire ni s'écrire. C'est la définition la plus exacte de l'hypocrisie : savoir et ne pas vouloir se l'entendre dire.

Dans *La Plus Secrète Mémoire des hommes*, vous racontez l'histoire d'un écrivain qui se lance à la poursuite d'un auteur disparu, dont l'unique roman a marqué l'histoire de la littérature africaine et française. Qu'est-ce que ce récit dit de la relation entre l'Afrique et la France ?

Il rappelle un mouvement de civilisation et un moment historique, où le racisme était présent partout, y compris dans la littérature. Racisme et préjugés pesaient alors beaucoup dans l'accueil réservé aux auteurs africains en France. Et Paris seul décidait de la valeur de ces écrivains, les encensant parfois avant de précipiter leur chute. Au-delà de l'histoire de cet écrivain fantôme, je tente de disséquer cette relation complexe entre deux espaces. Le premier, qui a été – s'est cru ou se croit encore – central, s'est arrogé le droit de dominer et de coloniser l'autre. Fort de sa position, l'un dénie parfois à l'autre le droit de s'exprimer sur leurs relations, sur lui-même et sur l'ancien colonisateur. J'essaie de montrer comment la colonisation a pu, à travers un personnage d'écrivain, être un espace de domination, d'ambiguïté et d'exclusion, mais aussi d'amour et de relations puissantes. Le récit interroge non seulement les structures de l'échange littéraire africain, mais aussi le face-à-face entre l'Afrique et l'Europe, qui seraient vouées à se regarder en chiens de faïence.

Les deux parties semblent désormais d'accord sur un point : il faut en finir avec ce face-à-face.

Comme je le dis dans le livre, la colonisation est une épine plantée dans la chair du colonisé, et toute la question est de savoir comment continuer à vivre avec cette épine sans plus être obnubilé par elle et en lui ôtant le privilège de nous faire souffrir et d'emprisonner notre mental. Beaucoup s'imaginent qu'il n'y a qu'une seule manière de le faire.

Et quelle serait-elle ?

La rupture, définitive, radicale. Ceux qui la prônent voudraient cesser toute relation avec la France, ce qui est inenvisageable pour la simple raison que le monde est interconnecté. De plus, l'histoire tragique que l'Afrique entretient avec le continent européen a aussi fait naître des histoires individuelles et familiales entre ces deux espaces. Rompre avec l'Europe voudrait alors dire introduire des cassures, des désordres dans les trajectoires des familles, qui sont d'ici et de là-bas. Quelle relation aurait-on alors avec la diaspora ?

Il ne faut pas voir les choses de manière abstraite et idéologique. Lutter contre l'impérialisme et le néocolonialisme est une cause noble a priori. Reste à gérer les complexités historiques de la mise en œuvre de ce combat. Il faut aussi admettre qu'il existe d'autres voies, plus apaisées, qui tentent, en établissant le dialogue, de poser des questions qui sont tout aussi radicales dans la mesure où elles touchent au fond des choses. Et cela passe aussi par un déplacement géographique. Tournons-nous →



Emmanuel Macron lors de l'exposition « Bénin, la restitution de 26 œuvres des trésors royaux d'Abomey », au Musée du quai Branly - Jacques-Chirac, à Paris, le 27 octobre 2021.

MAXPPP

→ davantage, par exemple, vers le continent sud-américain. Identifions ce que nous pourrions avoir d'intéressant à construire ensemble, afin de sortir de la relation exclusive avec l'Europe, qui devient toxique.

Le panafricanisme peut-il être l'une de ces voies ? A-t-il encore un sens ?

Je crois en l'idée. Elle me séduit dans ses expressions individuelles et locales, mais son échec, à l'échelle des grands ensembles, est patent. Même les grandes organisations continentales ne travaillent pas à le faire vivre, et donc échouent à se faire entendre sur des sujets essentiels comme la présence des armées étrangères en Afrique ou le franc CFA. Ces sujets sont portés par des activistes, parfois par des intellectuels, jamais par de grandes institutions politiques. Ce caractère inaudible me conforte dans l'idée que le panafricanisme est une belle utopie difficile à mettre en œuvre. La seule difficulté à voyager librement à l'intérieur même du continent pousse au désenchantement.

Beaucoup veulent pourtant que la relation Afrique-Europe évolue.

Tout le monde le veut. Mais il suffit de proposer des solutions pour assister à une levée de boucliers. Dire qu'on veut améliorer les rapports, c'est aussi accepter de prendre en compte l'autre protagoniste. Or c'est cette prise en compte qui est vilipendée. Mais on ne change pas une relation seul.

Cet autre, c'est la France. Emmanuel Macron fait-il vraiment ce qu'il faut pour réparer la relation Afrique-France ?

Oui et non. Il fait ce qu'il peut et ce qu'il doit. Son désir, sincère, de faire évoluer la relation n'entre pas en contradiction avec sa volonté, tout aussi sincère, de préserver les intérêts français sur le continent. Il a bien conscience que la relation de jeunes Africains à l'Hexagone change. Et, sans doute parce qu'il appartient à une génération différente de celle de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron tente de leur opposer des réponses ou des garanties. Cela ne prend pas toujours les formes les plus pertinentes et ne réussit pas toujours non plus, mais il essaie. Il a multiplié les gestes bien plus qu'aucun autre président français ne l'avait fait avant lui, mais il peut et doit aller plus loin.

La restitution des objets d'art spoliés fait partie de ces gestes censés contribuer à réparer la relation. À ce jour, seuls 26 ont été rendus, sur plus de 90 000 officiellement répertoriés. On est loin du compte.

Ce chiffre peut sembler dérisoire, mais le processus est enclenché. Je préfère retenir les scènes, touchantes, de l'accueil au Bénin des pièces de retour au bercail. Ça continuera, à condition que les États africains n'arrêtent pas de les réclamer. Côté français, il serait souhaitable qu'une loi-cadre voie rapidement le jour.

D'un point de vue philosophique, en quoi est-ce si important que ces objets soient restitués ?

Posez la question aux peuples qui se sont sentis dépossédés de ces figures-là – je dis bien figures. Parler d'objets, comme le dit Felwine Sarr, est une manière anthropologiquement coloniale de nommer des statues. Or, dans nombre de nos cultures, ce sont des sujets vivants ou dépositaires de vies, des ancêtres qu'on voudrait voir revenir. Évidemment, cette dimension spirituelle ou philosophique ne vient pas immédiatement à l'esprit

quand on évoque le développement du continent ou la résolution de ses problèmes sociaux les plus élémentaires. Ce n'est pas nier ces autres urgences que de s'en préoccuper.

Pourquoi le sentiment antifrançais semble-t-il plus qu'exacerbé en dépit de ces gestes ?

Je ne crois pas en un sentiment antifrançais spécifique. C'est une colère générale, plus diffuse, née de frustrations diverses et d'un désespoir profond, qui englobe la suspicion et la méfiance envers les élites politiques françaises. Il ne serait pas juste de l'en isoler. Il anime surtout les Africains les plus jeunes. Leur colère n'est pas uniquement dirigée contre la France, mais contre l'impérialisme sous toutes ses formes, qui les prive de tout horizon. Une part de ce mécontentement est d'ailleurs orientée contre les élites africaines elles-mêmes, qu'ils tiennent aussi pour responsables de leur désespérance, et va de pair avec le sentiment que la France soutient et parfois légitime ces gouvernements qui les oppriment. S'il est souhaitable de discuter sans complaisance avec la France, nous devons aussi prendre nos responsabilités en exprimant clairement nos aspirations politiques et en interpellant nos propres gouvernements. Par exemple, sur le tripatouillage des Constitutions, qui ne relève pas directement du fait colonial…

Quel regard portez-vous sur l'état de la démocratie en Afrique ?

En Afrique de l'Ouest, la région que je connais le mieux, j'ai toujours l'impression qu'on est dans « un régime démocratique de basse intensité », comme le dit très justement mon ami Elgas, c'est-à-dire une démocratie de pure forme, où les instruments permettant de la mettre en œuvre concrètement n'existent pas. Nos structures sont là, elles sont anciennes, elles se reproduisent. Il suffit qu'une élection se passe à peu près sans encombre dans un pays pour qu'on salue sa vitalité démocratique et que ses dirigeants s'en vantent alors même que leurs populations ne l'expérimentent pas au quotidien, dans des attitudes citoyennes, dans des débats d'idées, dans l'existence de contre-pouvoirs, dans la liberté de la presse. C'est absurde et humiliant.

Le Sénégal ferait partie de ces démocraties au rabais ?

Parce que ses structures de base étaient solides, il a été pendant longtemps perçu comme un modèle de démocratie. Je m'inquiète de plus en plus des relations entre les différents pouvoirs, entre l'exécutif et le judiciaire, notamment – même si je ne peux nier que la liberté de la presse est une réalité. Les dix dernières années ont vu l'apparition de mouvements citoyens jeunes, forts– critiquables peut-être pour leur absence de projet clair –, qui se sont installés parce que les institutions avaient failli.

Ces mouvements, qui sont apparus dans plusieurs pays, pourraient donc constituer l'autre terme d'une alternative ?

Je n'aime pas ce terme. Il impose l'idée d'un homme providentiel, prêt à sauver le monde. Finissons-en avec la mythologie du salut. Mais, oui, ces mouvements fournissent des exemples de ce que pourrait être un régime démocratique plus direct. Il faudrait interroger davantage la →

« Nous devons prendre nos responsabilités en exprimant clairement nos aspirations. »



Manifestation contre l'arrestation du leader de l'opposition sénégalaise Ousmane Sonko, à Dakar, le 5 mars 2021.

LEO CORREA/AP/SIPA

→ place du parlementarisme dans nos sociétés. Nos assemblées nationales ont-elles encore du sens ? Je n'en suis pas sûr. Il faudrait réfléchir à des modes de gouvernement ou de distribution des pouvoirs qui engageraient davantage les citoyens et les éduqueraient à une vie démocratique pleine et entière, vécue sur le plan individuel – cela suppose de savoir ce que vivre en citoyen démocrate signifie exactement. Il faudrait partir de la base et ne plus s'enfermer dans des armatures dites démocratiques.

La démocratie implique-t-elle forcément la limitation du nombre de mandats ?

Ce n'est pas le seul critère, mais il est fondamental. J'accorderais bien un satisfecit au Ghana, qui a réglé la question du renouvellement de la classe politique et des mandats à vie, ce qui lui permet de se consacrer à des sujets essentiels comme la santé, l'éducation et le développement. En Afrique francophone, nous perdons un temps fou parce que nos Constitutions sont fragiles, manipulables avec une facilité désarmante et accablante.

Le président Macky Sall devrait donc s'abstenir de se représenter ?

J'espère fortement qu'il ne se représentera pas, il aurait ainsi les coudées franches pour mener à terme ses différents projets pour le Sénégal. Pour en avoir discuté avec lui lors de son passage à Paris, je sais qu'il en a un certain nombre. Il lui serait tellement plus simple de s'en occuper s'il était libéré de l'équation du troisième mandat. L'exemple d'Abdoulaye Wade devrait suffire à l'en dissuader. En mars 2021, le président a eu un aperçu de ce dont la jeunesse révoltée était capable, même si cette colère-là n'était pas motivée par son éventuel troisième mandat. La population jeune est si désespérée qu'aller mourir dans la rue lors de manifestations lui semble d'une grande banalité.

Qu'est-ce que le retour des coups d'État au Mali, en Guinée et, dans une certaine mesure, au Tchad inspire au militaire que vous avez failli être ?

Cela m'effraie. Légitimer un coup d'État, c'est oublier la menace d'illégitimité qui pèsera ensuite sur le pouvoir ainsi arraché et qui, tôt ou tard, aura raison de lui. Et, tôt au tard aussi, consacrera une instabilité institutionnelle et militaire. Faire un putsch, aussi justifiable soit-il, c'est ouvrir la porte à d'autres coups de force. Que les populations descendent dans la rue pour protester et prendre leur destin en main est appréciable. Mais quand l'armée s'en mêle, c'est toujours inquiétant. Plus encore dans un pays comme le Mali, en proie à la menace terroriste.

Au Sahel, malgré la présence des troupes françaises, on échoue à éradiquer le terrorisme. Pourquoi est-ce si compliqué de venir à bout des insurrections jihadistes ?

C'est un phénomène difficile à circonscrire, à expliquer et à combattre.

> « **J'espère fortement que Macky Sall ne se représentera pas, il aurait ainsi les coudées franches pour mener à terme ses différents projets pour le Sénégal.** »

Les défaillances militaires à elles seules ne peuvent expliquer l'échec de la lutte contre le jihadisme dans cette zone immense, où les frontières compliquent les contrôles et où les modèles de jihadisme diffèrent suivant les pays. Tant qu'il n'y aura pas de réflexion politique élémentaire impliquant que chaque pays africain se sente solidaire du pays menacé, tant qu'on laissera aux autres le soin de s'en occuper, la lutte sera inefficace. Les crises multiples et incessantes du Sahel prouvent que, malgré le G5, il y a un déficit de coopération entre les États. Il faut des actions politiques, militaires et sociales transnationales. Ces crises révèlent aussi la faiblesse de nos armées, lesquelles parviennent pourtant à renverser des chefs d'État.

Les insurrections jihadistes posent aussi la question de l'islam politique. Les attentats contre la France étaient-ils un acte de rejet du mode de vie occidental, une riposte aux frappes françaises contre l'État islamique ? Relèvent-ils d'une pensée stratégique articulée ou d'un simple acte de barbarie ?

Je le dis depuis mon premier roman, *Terre ceinte* : les attentats relèvent toujours d'une vision stratégique claire, avec un projet d'opposition, de conquête et de renversement civilisationnel. C'est aussi cela qui nourrit et fait la force de tous ces mouvements jihadistes autour de l'État islamique. Réduire ces attentats à des représailles, c'est ignorer toute l'idéologie qui se construit depuis de très longues années. Une telle idéologie ne peut se fonder sur la simple idée de représailles. Certes, la haine de l'Occident existe et entre dans l'idéologie, mais elle ne constitue pas la seule motivation ou le seul principe. Il y a une pensée, structurée, qui peut être de la barbarie. Ça pose des questions philosophiques sur ce que seraient la barbarie, la civilisation ou l'humanité. Reste que les jihadistes sont des êtres humains qui réfléchissent, qui veulent davantage de pouvoir et qui veulent dominer, au même titre que la civilisation occidentale a dominé pendant de longs siècles toute la planète. C'est leur projet, et il passe par cet affrontement-là.

Dans le livre, il est question de colonisation et de la Shoah. Quel lien établissez-vous entre les deux ? Était-il important de les évoquer dans le même ouvrage, sachant que certains n'hésitent pas à se livrer à des batailles mémorielles ?

Il est indécent de parler de concurrence mémorielle. Hiérarchiser les souffrances, les évaluer suivant des critères oiseux, comme la durée, le nombre de morts ou l'exceptionnalité historique, c'est tomber dans le piège de la concurrence des mémoires qui fait perdre de vue le caractère spécifique – le moment historique particulier où ça s'est produit – de toutes ces tragédies, ainsi que les souffrances des individus, qui se valent les unes les autres, dans ces grandes catastrophes humaines. Ces horreurs, qui font →



Rawbank et UN Global compact résolument engagés à participer à l'atteinte des ODD

Vendredi 26 novembre 2021, a eu lieu au siège Social de Rawbank, la réunion tournante du Conseil d'Administration de UN Global Compact RDC.







Conduite par le Président du Conseil d'Administration Celestin Mukeba Muntuabu et les entreprises membres regroupées, cette réunion avait pour but de peaufiner les stratégies axées sur l'essentiel du réseau, notamment le droit du travail, les droits de l'Homme, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Il s'agissait aussi de projeter les différentes activités prévues au mois de décembre 2021 et de mobiliser le secteur privé sur les questions de responsabilités sociétales autour des objectifs de développement durable.

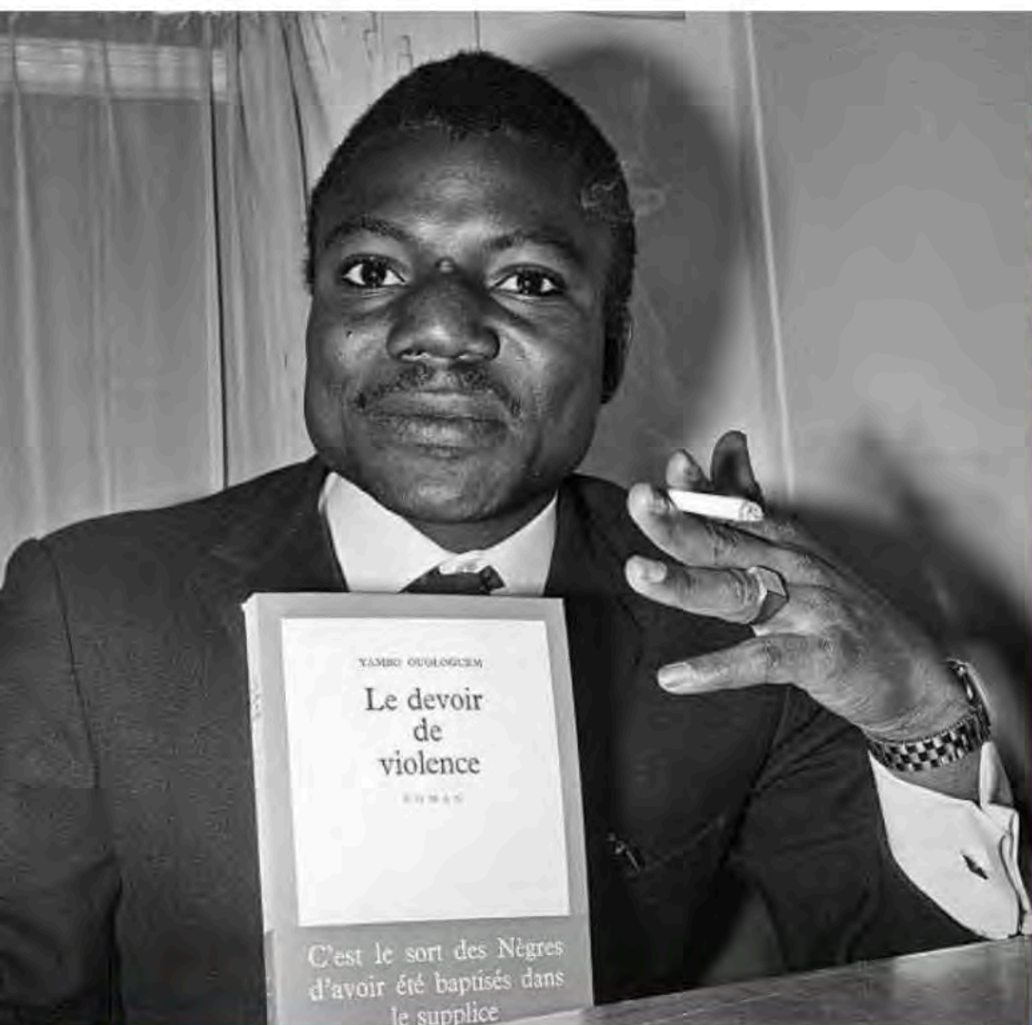
Résolument engagé à participer à l'atteinte des ODD, Mustafa Rawji, Directeur Général de Rawbank, démontre l'implication de la banque envers l'initiative de UN Global Compact et renouvelle une fois de plus son engagement en faveur de cette ASBL. Grâce à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, le Global Compact Network RDC a vu le jour en septembre 2017 sous le format d'une association sans but lucratif (ASBL) de droit congolais.

Ensemble pour un Congo grand et fort.

Contact :
12/66, croisement des avenues Katanga et Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa.
République Démocratique du Congo
Tél. +243 99 60 16 300 / **Numéro gratuit :** 4488. **Site web :** www.rawbank.com







Mohamed Mbougar Sarr a dédié son dernier livre à Yambo Ouologuem, Prix Renaudot en 1968 (ici, à Paris, en novembre de la même année).

KEYSTONE/GAMMA-RAPHO/GETTY

→ honte à toute l'humanité, ne doivent plus arriver, et leur mémoire doit être entretenue à cet effet. Il faut donc situer les responsabilités et raconter l'histoire le plus lucidement possible. Chercher à savoir comment cela s'est produit, pourquoi, que faire pour que cela ne se produise plus. Il faut poser des regards historiques tant sur l'esclavage que sur la Shoah et la colonisation.

Vous écrivez en français. La question de la langue peut, elle aussi, se révéler très politique. À votre avis, la francophonie ne consacre-t-elle pas le rapport de domination politique?

La francophonie, c'est d'abord la conscience d'une langue en partage. Disant cela, j'évacue le piège qu'installe le rapport entre centre – la France – et périphérie – les autres pays membres. Personnellement, je ne subis pas ce rapport de domination. Mais, s'il existe, il faut s'en défaire. Le centre de la francophonie ne doit pas être en France car le français appartient à plusieurs millions d'autres locuteurs, sans que ceux dont ce n'est pas la langue maternelle soient assujettis aux autres. Je n'ai pas le complexe du français ou devant le Français.

Faites-vous allusion à la francophonie culturelle et linguistique?

Il y a une francophonie plus politique et institutionnelle qui a du mal à peser. Récemment encore, lors des discussions dans le cadre du Comité Mbembe, chargé de réfléchir à la refondation de la relation Afrique-France, la question d'un visa francophone pour faciliter la mobilité s'est posée. À quoi sert un espace s'il est impossible d'y circuler, y compris entre pays africains?

Vous avez déclaré que votre prix était un signal fort adressé à la francophonie.

Il dépasse à la fois ma personne et le livre lui-même. Je ne peux ignorer le symbole qu'il représente. Il doit pouvoir dire à tous les écrivains subsahariens (mais aussi aux autres) d'expression française: « Cette langue est aussi la vôtre, vous pouvez l'utiliser pour écrire des œuvres qui seront saluées. » Mais ça ne doit pas rester un signal. Il ne faudra pas attendre un siècle de plus pour couronner un autre Subsaharien.

Votre roman place en arrière-plan l'écrivain malien Yambo Ouologuem, Prix Renaudot 1968 tombé en disgrâce sous des soupçons de plagiat. Avez-vous l'impression de l'avoir réhabilité?

Je m'inscris dans une grande tradition de personnes qui, en Occident comme sur le continent, ne l'ont jamais abandonné, n'ont jamais voulu l'oublier, et qui lui ont consacré au fil des décennies des hommages sous des formes diverses. C'est le cas de l'universitaire Jean-Pierre Orban, qui a ainsi réédité, en 2015, *Les Mille et Une Bibles du sexe*. J'ai écrit sur Ouologuem à ma manière pour lui payer ma dette, parce qu'il m'a aidé à devenir l'écrivain que je suis. La lecture du *Devoir de violence*, en particulier, m'a structuré. Si *La Plus Secrète Mémoire des hommes* peut permettre de relire ses livres sans préjugés, je peux assumer cette forme de réhabilitation là.

Mais l'avez-vous innocenté? Selon vous, les auteurs empruntent les uns aux autres, et toute l'histoire de la littérature est celle d'un grand plagiat.

On n'innocente pas un innocent. Il l'était. Parce qu'il concevait la littérature comme un grand espace de jeu à l'intérieur duquel la référence, l'intertextualité et l'hommage occupent une grande place. On n'a pas voulu voir cette inventivité-là, celle des vrais écrivains qui s'autorisent tout dans cet espace réservé. Je reviens sur sa vie pour représenter au monde cet écrivain qui aurait pu construire une œuvre magnifique mais qu'on a perdu parce qu'on lui a dénié le droit d'être singulier. On le lui a dénié parce qu'il s'appelait Ouologuem. C'était à la fin des années 1960, il était jeune, il affichait une insolence qui agaçait autant l'intelligentsia africaine que l'élite culturelle française. On ne lui a pas reconnu le droit de ne pas se plier aux injonctions que les deux bords semblaient lui adresser.

Quels sont les autres auteurs africains qui vous séduisent?

Ils sont nombreux. Malick Fall, auteur très tôt disparu de *La Plaie*, récemment réédité par Jimsaan. Il présente quelques similitudes →



Nous créons de la valeur pour le long terme, dans un scénario énergétique évolutif, par l'extraction de pétrole et gaz, par la production d'énergie pour la consommation locale, mais également par le soutien à la croissance et la diversification économique des communautés.

Eni en Afrique. Des compétences, des technologies et des personnes pour façonner l'avenir.

ENSEMBLE, NOTRE ÉNERGIE EST PLUS GRANDE



→ avec *Le Devoir de violence*. Parus la même année, en 1968, ils sont les œuvres quasi uniques de deux auteurs majeurs, auxquels j'ajouterais Ahmadou Kourouma, qui a signé *Les Soleils des indépendances*. J'apprécie Valentin-Yves Mudimbe pour ses romans, et, bien sûr, Ken Bugul, qui m'a inspiré le personnage de Siga D. dans *La Plus Secrète Mémoire des hommes*. Boubacar Boris Diop et moi ne partageons pas les mêmes positions idéologiques, mais il reste important pour moi sur le plan de la fiction romanesque. Je suis très proche de Sami Tchak, avec qui j'entretiens des relations presque filiales mais aussi très amicales, et dont le roman *Hermina* a été une source d'inspiration directe. Nous discutons beaucoup de nos goûts littéraires, de ce que nous essayons de faire, de notre travail, des sujets concernant le continent africain, aussi. Je lis de plus en plus Léonora Miano, que je trouve très stimulante, même si je ne partage pas toujours ses idées. Chacune de ses prises de position sur un sujet vous invite à clarifier la vôtre.


JERRY BAUER/OPALE/LEEMAGE

Le titre *La Plus Secrète Mémoire des hommes* est tiré d'un roman de l'écrivain chilien Roberto Bolaño.

« L'engagement est toujours la rencontre d'un tempérament d'auteur et d'une sensibilité de lecteur. Jamais absolu, il est toujours relatif. »

Et Mongo Beti?

J'ignore s'il aurait aimé mon roman, mais il est important pour moi. Il assumait le fait d'être une conscience. Il ne reniait ni ses engagements ni ses positions, au prix parfois d'une certaine méchanceté à l'égard de ses confrères. Ses railleries à l'encontre de Camara Laye et d'Ahmadou Kourouma étaient injustifiées; drôles et féroces, mais un peu faciles.

Et hors du continent, il y a le poète, romancier et nouvelliste chilien Roberto Bolaño, à qui vous devez le titre de votre roman?

Oui, il a changé radicalement ma conception de l'écriture en me faisant prendre un tournant décisif, jusqu'à la rédaction de *La Plus Secrète Mémoire des hommes*. Cela pourrait conforter ceux qui m'accusent d'avoir des « références de Blancs ». C'est ignorer que Sony Labou Tansi s'est inspiré de Gabriel García Márquez, lequel s'est lui-même inspiré des traditions africaines transbordées à Cuba ou à Haïti. Et il existe un « Bolaño africain », qui parle du continent comme nul autre. Il situe plusieurs de ses actions dans l'Afrique des années 1980-1990, notamment dans *Les Détectives sauvages*. Son propos sur l'atmosphère d'instabilité politique au Liberia, tout en poésie et sans vision coloniale exotisante, est particulièrement juste, alors qu'il n'y a jamais été. C'est cela la littérature : un voyage, une ouverture, un continent à part qui englobe tous les autres.

Un écrivain doit-il forcément être engagé?

Oui, au moins dans et pour l'écriture. L'engagement le plus significatif est existentiel. Les grands livres contiennent toujours l'âme et l'esprit de leurs auteurs, qui s'y projettent. Pour ce qui est de l'engagement politique, il ne suffit pas à un auteur de le clamer ou de le vouloir pour que son œuvre le révèle. L'engagement est toujours la rencontre d'un tempérament d'auteur et d'une sensibilité de lecteur. Jamais absolu, il est toujours relatif, fragmentaire.

Et quels intellectuels africains admirez-vous?

Felwine Sarr, pour ses multiples travaux, Achille Mbembe pour l'importance de son œuvre, Fabien Eboussi Boulaga, Cheikh Anta Diop, Léopold Sédar Senghor, Sophie Bessis… Au-delà des clivages qu'il peut y avoir entre eux, je les estime. Ma considération n'implique pas une adhésion à leurs idéologies, mais à l'intérêt que leur pensée ou leur œuvre occupent dans l'histoire des idées. Je peux admirer Souleymane Bachir Diagne aussi bien que Boubacar Boris Diop.

Vous abordez une multitude de thèmes touchant à la littérature. L'édition française en prend pour son grade car vous épinglez les écrivains qui écrivent avec trois mots, la critique pour laquelle tout se vaut, les éditeurs qui fabriquent des produits marketés…

Je force le trait pour attirer l'attention sur l'absence de réelle foi dans la littérature, sur le fait que l'exigence est considérée comme contreproductive car peu commerciale, sur la standardisation et l'uniformisation des œuvres dans le seul but de vendre. C'est une conception éloignée de ce que devrait tenter de faire la littérature : un lieu de connaissances, d'élucidation du monde et de soi, de questionnements toujours plus profonds et plus philosophiques. La littérature doit renoncer uniquement aux clichés – c'est-à-dire à tout ce qui est déjà installé dans une langue donnée – pour tenter de trouver, sous cette langue usuelle et ordinaire, une autre langue, poétique, qui nous interroge mieux, questionne tous les phénomènes du monde en les soumettant à une lumière exigeante. La grande littérature tend vers cette exigence poétique.

L'année 2021 est une année de grande moisson littéraire pour les écrivains africains. Cela préfigure peut-être un âge d'or?

Il y a toujours eu d'immenses écrivains sur le continent. Peut-être les institutions littéraires se rendent-elles compte que leurs palmarès présentent quelques anomalies, et peut-être cherchent-elles à découvrir et à mettre en avant cette littérature. Ce n'est pas simplement pour obéir au politiquement correct. Tous les livres primés sont indéniablement de belles œuvres. On arrive peut-être à une époque où, massivement, les œuvres sont reconnues sans que cela ressemble de façon trop évidente à des calculs équilibristes visant à contenter tout le monde. Ces récompenses s'inscrivent dans un moment qui me semble être celui de l'effort fait sur le continent pour la promotion de la littérature. Et ça passe notamment par la création de maisons d'édition qui tentent de se structurer par la création de prix littéraires. Comme le prix Ivoire, qui s'installe dans le paysage. En somme, l'institution littéraire africaine, bien qu'encore balbutiante, fait un mouvement qui, par un jeu de dominos, finit aussi par se répercuter dans les grandes institutions internationales. Il faut souhaiter que ça se poursuive.

Comment avez-vous reçu la petite phrase du président de l'Académie Goncourt, Didier Decoin, soulignant les « tournures africaines » de certaines de vos phrases?

C'était sans doute une petite maladresse, mais sans malice. Didier Decoin a aussitôt ramené le livre vers la littérature et l'a bellement défendu comme œuvre littéraire. Mais au-delà de ce petit épisode, plus généralement, je constate qu'il y a parfois une sorte de malaise à parler en Occident des œuvres d'Africains. L'imaginaire colonial pèse encore sur le langage de l'évaluation, de la description, du jugement de leurs créations.

En 2000, Robert Sabatier, alors membre du jury Goncourt, avait déclaré qu'Ahmadou Kourouma n'avait pas reçu ce prix du fait de « ses manières trop africaines ».

Oui, il subsiste parfois dans l'inconscient un arrière-fond douteux. On a des mots qui ne veulent rien dire, ou qui disent tout, au contraire. Et affirmer que Kourouma a été privé de Goncourt pour cela est profondément scandaleux. En vingt ans, les choses ont évolué. De tels propos ne peuvent plus être tenus aujourd'hui.

Ces malentendus tiennent peut-être aussi au peu de place que les universités françaises accordent à l'enseignement de la littérature africaine?

« J'admire Felwine Sarr, Achille Mbembe, Fabien Eboussi Boulaga, Cheikh Anta Diop, Senghor, Sophie Bessis… »

Elles accusent un grand retard dans ce domaine. L'université française est restée bloquée sur quelques noms et sur les années 1970, 1980 et, peut-être, 1990. Elle ignore assez nettement les auteurs contemporains. Si certains font l'objet de thèses individuelles, leurs œuvres ne sont quasiment pas enseignées, ce qui contribue à alimenter encore un peu plus les préjugés dont elles sont victimes.

Et comment accéder à la postérité dans ces conditions?

C'est une question difficile sous tous les cieux. Tous les écrivains se la posent, sans doute avec angoisse, parce qu'ils ne sont pas assurés de survivre, finalement. Chez les écrivains africains, la préoccupation est double car se pose aussi la question de leur survie dans leur pays d'origine. Ils demeurent dans la mémoire comme des figures importantes. Pour autant, sont-ils lus, sont-ils encore vivants à travers leurs œuvres, celles-ci sont-elles réactualisées? Appréhende-t-on toute la complexité de leur pensée si les mêmes analyses, les mêmes interprétations et les mêmes cours sont délivrés au fil des décennies? Pas si sûr.

La musique du Sénégalais Omar Pene a accompagné l'écriture de votre dernier roman. Il y a chez lui quelque chose de profondément mélancolique. Qu'est-ce que ça dit de vous?

Même lorsqu'elle est rythmée, gaie, sa musique conserve un fond de mélancolie. Ce n'est pas tout à fait de la tristesse ni de la noirceur, mais elle nous touche et nous rappelle que notre rapport au monde est toujours structuré par l'intuition d'un manque, une promesse qui nous attend, une chose vers laquelle nous nous dirigeons et que nous n'attendons pas toujours. Sa musique exprime cet état d'attente, de désir, d'impuissance. Elle rend triste et joyeux à la fois. Ce sont les deux faces de la mélancolie déjà bien représentée par les tableaux métaphoriques de Démocrite (le rire) et d'Héraclite (pleurs). La musique d'Omar Pene, c'est le rire de Démocrite et les pleurs d'Héraclite. J'ai toujours l'impression, en l'écoutant, qu'il sait exactement ce que je ressens et qu'il l'exprime très simplement.

Ce prix change-t-il votre vie?

Certainement. Ça change le regard des gens sur moi. Mais pas mon rapport à la littérature et à l'écriture. J'essaierai de suivre les principes que je me suis fixés et la complexité que je tente d'introduire dans chacun de mes livres. Je suis un écrivain et j'entends bien le rester. ●



Tribune
Francis Akindès
Sociologue, professeur à l'université Alassane-Ouattara, à Bouaké (Côte d'Ivoire)

Le sentiment antifrançais, ou comment fuir ses responsabilités

La vague de ressentiment antifrançais, que l'on observe avec un convoi militaire bloqué à Kaya, au Burkina Faso, ou encore les récriminations d'un dirigeant malien à la tribune des Nations unies ressemblent à une éruption cutanée. Ressortent de ces symptômes les comptes mal soldés de la colonisation, transmis de génération en génération.

Les pays d'Afrique francophone ont tous des histoires particulières dans leur relation avec la France. Le Mali, par exemple, a demandé à Paris de le débarrasser du jihadisme en 2013. Huit ans plus tard, cette présence de groupes armés se fait grandissante et menaçante. Ainsi, tout se passe comme si l'on demandait des comptes au prestataire de services! L'État malien en veut à la France pour n'avoir pas fait la guerre à sa place…

Le mouvement bourgeonne ailleurs. Au Niger et au Burkina, on rappelle à la France que la situation actuelle n'est qu'une conséquence de son intervention de 2011 en Libye. On la somme de payer, matériellement et militairement, dans un processus qui relève en fait de la déresponsabilisation de soi. Accuser ainsi la France de tous les maux cache à peine la faiblesse de l'État au Niger et au Burkina, et sa faillite au Mali.

Le sentiment antifrançais me rappelle ce que disaient deux chercheurs américains, Todd Palmer et Jacob Goheen, sur la relation entre l'éléphant et la fourmi : l'un, si grand soit-il, a peur de l'autre qui peut entrer dans ses narines. La fourmi, elle, va se nourrir de nectar d'acacia. Le nectar, dans la zone sahelo-saharienne, c'est cet imaginaire complètement pollué par le fait qu'on n'ait jamais voulu faire une lecture plus objective des situations qui ont mené au jihadisme. Un nectar produit par un environnement d'États faillis qui n'ont d'armées que le nom et sont sous l'emprise de la désinformation russe.

Embarrassé par la gestion de ce problème, l'éléphant voit bien la ruse de cet État malien qui ne veut pas assumer sa faiblesse et se cherche des voies de contournement. Il est surtout question pour Assimi Goïta de se constituer une garde prétorienne afin de conserver durablement son pouvoir. Le tout, en faisant endosser à la population malienne ce nectar du sentiment antifrançais qui lui permet d'avancer masqué dans la conservation du pouvoir, son seul centre d'intérêt.

Nous assistons à l'essor d'une opinion mue par de l'acrimonie et non par de vraies analyses.

L'Europe laisse la France faire le gendarme dans sa zone d'influence, et l'État malien laisse des intellectuels mal lunés accuser la France d'impérialisme. Des penseurs qui passent leur temps dans les avions abreuvent l'Hexagone d'un discours qui entretient le « sanglot de l'homme blanc », nourrit une bonne conscience de gauche et fait mouche en Afrique. Nous assistons ces dernières années à l'essor d'une opinion mue par de l'acrimonie, plutôt que de véritables capacités d'analyses de la réalité. Le tout se trouve emballé dans une impuissance à gérer le jihadisme. Et celui-ci gagne, en fin de compte.

Posture de lamentation

Cette posture de lamentation reste enracinée dans une mentalité postcoloniale. Elle donne l'impression d'une prise de conscience et de perspective d'avenir à tort, car ce discours ne porte aucune alternative, aucune force de proposition, et ne fait qu'obstruer l'horizon des plus jeunes. Ceux-ci n'ont pas vécu la colonisation, mais les conséquences des mauvaises décisions prises pendant les trois décennies qui ont suivi les indépendances, et dont les responsables deviennent les porte-flambeaux de la lamentation pour cacher leurs propres responsabilités. Qui décide de l'allocation des ressources, des budgets? S'il n'y a pas de plateaux techniques et de médicaments dans les hôpitaux publics de ces pays, si les enseignants n'ont pas de matériel pédagogique dans les écoles et les universités, est-ce la faute de la France? Soyons sérieux!

Vu d'Afrique, le sommet de Montpellier ne change en rien les relations qu'il prétend refonder.

L'attitude française n'aide pas non plus, il faut le dire. Le sommet de Montpellier, organisé en octobre 2021 pour capter les voix de la diaspora en France et actualiser le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, s'est octroyé les services de l'un des intellectuels les plus critiques sur la relation France-Afrique.

Un grand coup de maître du président français que d'avoir associé Achille Mbembe à cette entreprise. Vu d'Afrique, le sommet de Montpellier n'en reste pas moins une ruse qui ne modifie en rien les relations qu'il prétend refonder.

Cette théâtralisation prend en compte les ressentiments, certes, mais sans vraiment changer les règles du jeu. Lorsqu'on parle de « partenariat gagnant-gagnant » et non plus d'aide, cela n'empêche pas les pays africains d'aller à la COP26 pour réclamer plus d'argent, toujours dans une logique d'assistance. Emmanuel Macron croit être sorti gagnant de toute la mise en scène de Montpellier, mais ce sommet, critiqué de la façon la plus virulente par la diaspora, n'a pas modifié d'un iota la façon dont les Maliens voient la relation franco-africaine. À se demander si finalement, Achille Mbembe n'a pas été piégé. En attendant, la Russie avance ses pions : elle offre à l'Afrique des armes, des mercenaires, et récupère des permis d'exploitation minière. Nos responsables pensent régler nos problèmes en remplaçant une forme de domination par une autre. Or il nous faut comprendre que le monde d'aujourd'hui est ouvert, rempli d'opportunités qu'il faut savoir exploiter en connaissance de cause, afin d'en tirer ce qui est intéressant pour l'Afrique et les générations futures. ●



BASTIEN LOUVET/SIPA

Manifestation contre la force Barkhane, le 15 novembre 2019, à Bamako.

NOKIA

La construction de l'infrastructure des télécoms en Afrique depuis 160 ans



PIERRE CHAUME
Vice-Président de Nokia pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest

Nokia a une longue histoire en Afrique, si ce n'est la plus longue parmi les fournisseurs de technologie. Depuis plus de 160 ans, Nokia collabore avec les fournisseurs de services de communication afin de construire les infrastructures de télécommunication en Afrique.

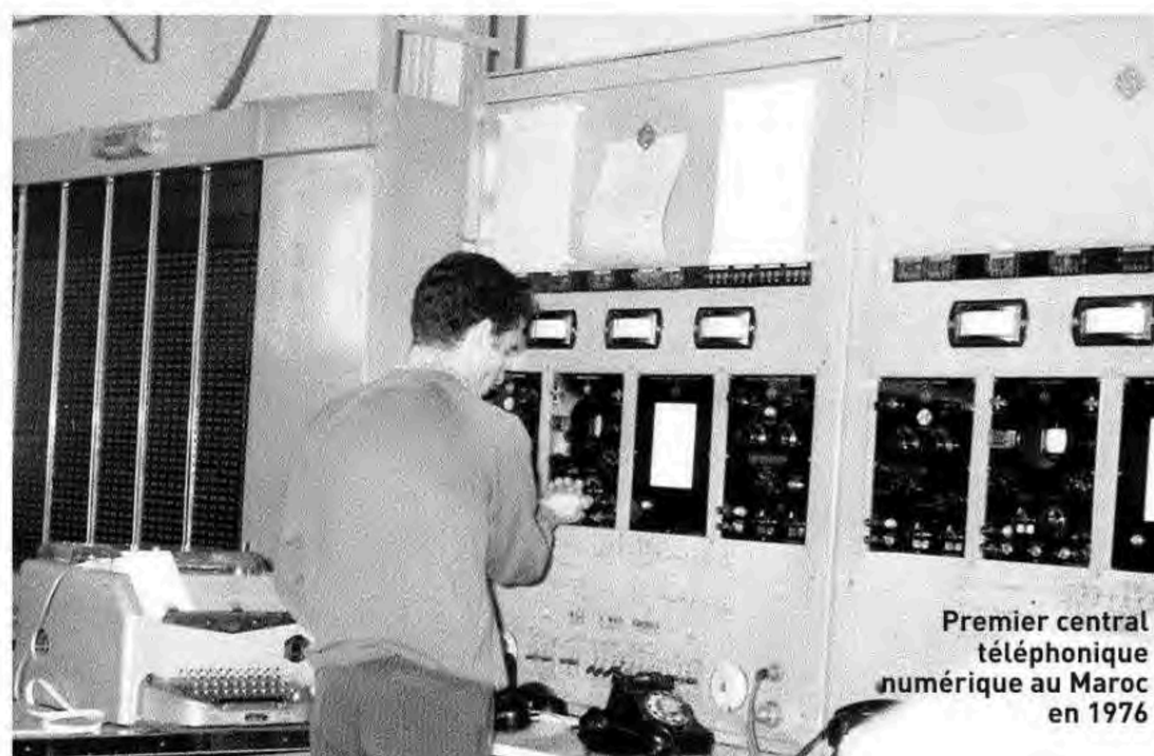
Notre riche histoire en Afrique commence dans les années 1860, lorsque Siemens, dont la division télécom a été rachetée par Nokia, a déployé la première ligne télégraphique d'Afrique entre Cape Town et Simonstown. Depuis lors, Nokia a multiplié les premières sur le continent, comme le déploiement en Libye du premier réseau de commutation automatique dans les années 1960 ou la livraison du premier central téléphonique digital en 1976 au Maroc par Alcatel, dont la division télécoms a également été rachetée par Nokia.

Le parcours de la 1G à la 5G

Nokia a parcouru un long chemin depuis la fourniture de la 1G (NMT) à Maroc Telecom en 1987, la première 2G (GSM) en Égypte à Arento en 1996, la première 3G en Tanzanie en 2006 et le premier réseau 4G en Côte d'Ivoire en 2013. En 2018, Nokia s'est associé à Vodacom South Africa sur la 5G ; et nous avons réalisé ensemble la première diffusion en direct du discours d'un chef d'État par hologramme. En 2019, Nokia et Djezzy ont établi, en première mondiale, des essais de notre Worldwide IoT Network Grid (WING) dans le domaine de l'agriculture connectée, et cette année Nokia a signé un accord de cette même technologie WING avec Telecom Egypt.

En 2020, Nokia a déployé le premier cœur de réseau « cloud » avec Ooredoo Algérie, le premier réseau 5G en Afrique de l'Ouest avec Togocom, et a battu le record de vitesse 5G avec Ooredoo Tunisie. Cette année, Nokia a également lancé les premiers services 5G commerciaux d'Afrique de l'Est avec Safaricom Kenya et a signé un accord avec Africell, le nouvel opérateur de télécommunications angolais, pour déployer un tout nouveau réseau prêt pour la 5G.

Nokia a également été très actif dans la connexion de l'Afrique au reste du monde par le biais de sa division Alcatel Submarine Networks. Nokia est en train de déployer le plus long câble sous-marin du monde. Appelé 2Africa, il reliera l'Europe, le Moyen-Orient et 16 pays africains. Nous avons également testé la première connexion optique directe entre les États-Unis et l'Afrique avec notre chipset PSE-3 pour Angola Câbles.



Premier central téléphonique numérique au Maroc en 1976

Favoriser le progrès durable, avec intégrité

Nokia est très engagée dans l'amélioration du cadre de vie et dans la création d'un monde plus sain grâce à son approche solide de la durabilité, axée sur trois domaines clés : le climat, la culture et l'intégrité. Cette année, Nokia a été reconnue pour la cinquième fois consécutive comme l'une des entreprises les plus éthiques du monde par l'Institut Ethisphere.

Nokia promeut activement de meilleures inclusion et diversité. Par exemple, depuis 2018, Nokia et l'UNICEF collaborent avec le gouvernement du Kenya et les opérateurs de télécommunications, dont Safaricom, pour réduire la fracture numérique grâce à la technologie d'accès fixe sans fil haut débit dans 90 écoles rurales et développer des contenus pour les enfants atteints de déficience visuelle. Plus récemment, Nokia a annoncé un partenariat avec l'UNICEF pour donner aux jeunes marginalisés, principalement aux filles, des compétences entrepreneuriales ainsi que numériques et environnementales dans le cadre du programme UPSHIFT de l'UNICEF au Maroc.

Nokia a récemment annoncé qu'elle réduirait ses émissions de 50%, tant dans ses propres activités que dans ses équipements entre 2019 et 2030, s'alignant ainsi sur un scénario de réchauffement climatique de 1,5°C. Dans cette optique, Nokia a signé un accord avec Orange pour accroître l'utilisation d'équipements reconditionnés dans les infrastructures de télécommunications, qui répondent à tous les critères de fiabilité, conformément aux directives et recommandations de l'Union européenne et de l'Union Internationale des Télécommunications. Nokia vise également à utiliser 100 % d'énergies renouvelables dans toutes ses installations dans le monde, y compris les bureaux, les laboratoires de R&D et les usines, d'ici 2025.



Déplacement d'une station de base au Cameroun pour assurer une couverture rurale.

Il n'y a pas de vert sans numérique

Au cours de la COP 26, Nokia a défendu avec vigueur l'idée d'utiliser le secteur des TIC pour permettre à d'autres industries de faire de même. L'utilisation des TIC pour accélérer la numérisation de l'industrie et de la société permettra d'accroître la productivité, de réduire les déchets et de diminuer la consommation d'énergie. Toutefois, seulement 30 % de l'économie mondiale est numérisée. Bell Labs Consulting estime que si 15 à 25 % de toutes les exploitations agricoles adoptaient des technologies numériques, telles que des capteurs et des lignes d'arrosage pilotées par intelligence artificielle, d'ici à 2030, cela permettrait d'augmenter les rendements d'environ 300 millions de tonnes par an, de réduire les coûts agricoles de 100 milliards de dollars et de diminuer la consommation d'eau de 150 milliards de mètres cubes par an. Des avantages similaires sont attendus pour d'autres secteurs de l'industrie tels que l'exploitation minière, la logistique,

> Aujourd'hui, lorsqu'une personne en Afrique se connecte à Internet, il est presque certain qu'elle le fasse par le biais d'un équipement Nokia.

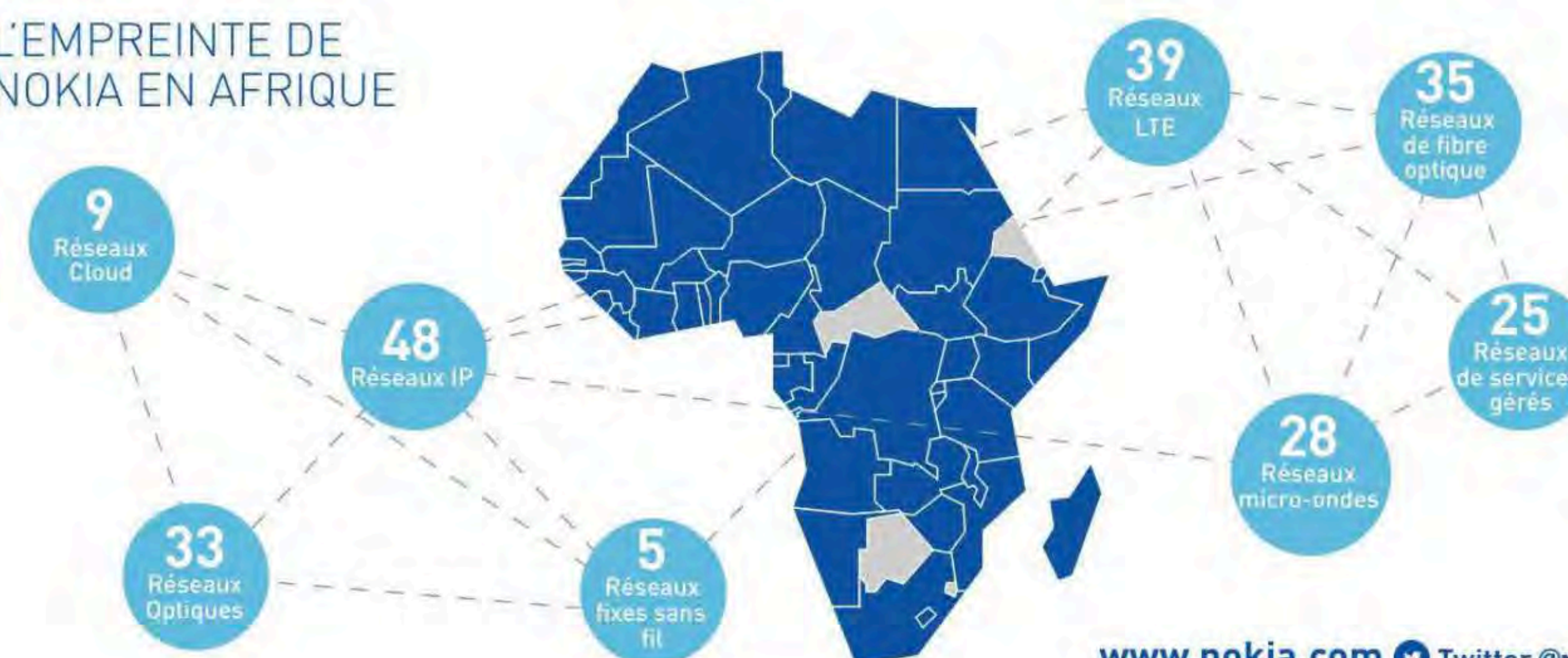
l'électricité et l'énergie, les transports et les bâtiments, représentant à eux seuls plus de 80 % des émissions mondiales.

La numérisation augmente naturellement le trafic de données dans les réseaux mobiles, ce qui signifie une augmentation de la consommation d'énergie, d'où l'importance de l'évolution vers la 5G. La 5G est conçue pour être 100 fois plus efficace sur le plan énergétique que toutes les technologies précédentes. Cette norme 3GPP, combinée aux initiatives propres de Nokia, telles que des composants 5G plus efficaces comme notre silicone ReefShark, ou des innovations en matière de refroidissement liquide pour les stations de base et les centres de données, ou encore des logiciels d'efficacité énergétique pilotés par l'IA permettant une mise en sommeil des équipements non-utilisés, peuvent permettre de réaliser jusqu'à 64 % d'économies d'énergie.

Les compétences numériques sont essentielles à toute stratégie de numérisation réussie. Les diverses initiatives en Afrique comprennent des partenariats avec CodeBus Africa en 2017, qui a rassemblé des innovateurs africains et finlandais dans 10 pays, le marathon de l'innovation organisé en 2019 avec des universités égyptiennes pour faire éclore des talents, et la collaboration avec deux grandes universités en Éthiopie pour promouvoir les compétences numériques et l'innovation. En 2020, Nokia a soutenu la Forge Academy en Afrique du Sud avec le lancement d'un laboratoire d'intelligence artificielle entièrement inclusif pour aider les étudiants à devenir des entrepreneurs de la quatrième révolution industrielle.

Avec 48 clients en technologie IP, 9 clients en cloud, 5 clients en accès fixe sans fil, 33 clients de réseaux optiques, 35 clients d'accès fibres optiques, 28 clients en faisceaux hertziens, 39 réseaux LTE, 25 réseaux de services gérés et 24 cœur de réseaux à fin 2021, Nokia possède une des présences en Afrique les plus larges. Nous y sommes présents dans plus de 50 pays. Aujourd'hui, lorsqu'une personne en Afrique se connecte à Internet, il est presque certain qu'elle le fasse par le biais d'un équipement Nokia. ■

L'EMPREINTE DE NOKIA EN AFRIQUE



JAMG - © D.R.

www.nokia.com Twitter @nokia



Ismaël Bennacer soulevant la Coupe d'Afrique des nations lors du sacre de l'Algérie, en 2019, au Caire. À g., l'ancien président de la CAF Ahmad Ahmad et le patron de la Fifa, Gianni Infantino.

ICON SPORT VIA GETTY IMAGES

CAF
LA MACHINE À SCANDALES

Fiascos retentissants, petits arrangements entre amis, guerres d'influence entre poids lourds… La Confédération africaine de football cumule depuis des années les dépassements en tous genres. Dernier en date, l'invraisemblable imbroglio autour des droits télévisuels.

GEORGES DOUGUELI,
ENVOYÉ SPÉCIAL À YAOUNDÉ

A

Affalé dans un fauteuil au fond de son bureau à peine éclairé, Issa Hayatou ne se lève pas pour accueillir ses visiteurs, ni ne leur serre la main. Dans ce bâtiment presque désert, situé au cœur de Yaoundé, règne une ambiance crépusculaire accentuée par les traits creusés de son visage déjà habituellement émacié. C'est l'un des stigmates de la vilaine maladie qui l'affaiblit. L'empereur déchu du football africain porte le poids de ses 75 ans, mais aussi celui d'une rancune tenace. Il n'a ni oublié ni pardonné ce qu'« ils » lui ont fait. Encore moins l'ultime humiliation que lui a infligée en août dernier le comité d'éthique de la Fédération internationale de football association (Fifa) – à lui, président d'honneur de la Confédération africaine de foot (CAF), qu'il a dirigée pendant plus de trente ans (1988-2017), désormais suspendu jusqu'en août 2022 de toute activité liée au football.

Sans doute les nouveaux dirigeants du football mondial ne souhaitaient-ils pas le croiser en janvier prochain dans les salons du stade de Yaoundé, où les autorités camerounaises l'auraient immanquablement convié pour l'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), le 9 janvier.

Viré de « sa » CAN à cause de ce dossier qui lui colle à la peau. On lui reproche de n'avoir pas respecté les règles de la concurrence dans la signature du contrat avec Lagardère Sports, et de n'avoir pas tenu informés certains membres du comité exécutif de la CAF de la reconduction de cette collaboration avec le groupe français, partenaire de l'institution depuis 2008.

« Lorsque j'ai quitté la CAF, il y avait plus de 133 millions d'euros de réserves de trésorerie. Allez demander à ceux qui se succèdent aux affaires aujourd'hui comment se portent les finances », lance, amer, Issa Hayatou. Il n'en dira pas plus. Seuls les éclairs dardant de son regard trahissent le supplice que lui vaut l'omerta qu'il s'impose. D'ailleurs, c'est prévu, il quittera Yaoundé au début de janvier. « Ça tombe bien : j'irai passer une visite médicale en Europe au moment de l'ouverture de la compétition. »

Deux présidents suspendus

Successeur de Hayatou à la tête de l'instance, Ahmad Ahmad ne sera pas non plus parmi les invités de marque à la CAN. Non seulement parce que lui aussi a des ennuis de santé, mais aussi et surtout parce que le Malgache n'est pas sûr que sa présence soit souhaitée. De son lit d'hôpital, où il a répondu aux questions de JA par téléphone, il refuse aussi de se livrer, non sans partager sa lassitude et sa déception.

Ses amis d'hier l'ont lâché, et le comité d'éthique de la Fifa a fini par faire rouler sa tête. Obnubilé par son ambition et par la volonté de mettre fin au long règne du « lamido » de Garoua, surnom donné à Hayatou, il s'était engagé dans une aventure dont l'issue lui a été fatale. Et le bilan de son mandat est marqué par une baisse des recettes due à la rupture, en novembre 2019, du contrat avec le groupe Lagardère Sports.

Le groupe français se trouve à la confluence des trajectoires des deux anciens présidents. Est-ce pour se débarrasser d'une image écornée que cette société spécialisée dans la gestion des droits sportifs, finalement rachetée à 75 % en février 2020 par le fonds d'investissement américain HIG Capital, a changé de nom pour devenir Sportfive ? Ses responsables, que nous avons tenté de joindre, se sont refusés à tout commentaire. L'affaire est toujours pendante devant les juridictions arbitrales et commerciales de Suisse et de France, où, estimant avoir subi un préjudice lors de la résiliation du contrat par la CAF, Lagardère essaie d'obtenir réparation.

Le football africain, lui, est le grand perdant des décisions de ses dirigeants. Lors de l'assemblée de mars 2021 à Rabat, au Maroc, le patron du département des finances de la CAF, Fouzi Lekjaa, avait tenté d'expliquer pourquoi la CAF avait accumulé sur l'exercice 2020 un déficit de trésorerie de 9,7 millions d'euros, une perte de 35,5 millions d'euros de réserves de trésorerie et un manque à gagner de 21,5 millions en revenus commerciaux par rapport à l'année précédente. Tout cela du fait de l'annulation de l'accord de diffusion et de commercialisation qui liait la confédération à Lagardère-Sportfive.



Poignée de main entre Issa Hayatou (à g.), président de la CAF entre 1988 et 2017, et son successeur Ahmad Ahmad, le 17 février 2020, à Yaoundé. AFP

Pour appréhender la gravité de la situation, il faut comprendre le système des droits médias et marketing sur lequel la confédération s'est longtemps appuyée pour financer ses activités. La CAF centralisait alors la commercialisation des droits médias des fédérations nationales pour les compétitions telles que la CAN, le Chan, la Ligue des champions, à charge pour elle de déléguer l'exploitation des droits aux partenaires choisis.

UN DÉFICIT DE 9,7 MILLIONS D'EUROS, UNE PERTE DE RÉSERVES DE 35,5 MILLIONS ET UN MANQUE À GAGNER DE 21,5 MILLIONS EN REVENUS COMMERCIAUX SUR L'EXERCICE 2020.

Le premier contrat liant la CAF à Sportfive, la filiale de Largardère-Sports spécialisée dans les droits sportifs, a commencé en 2008, lors de la CAN au Ghana, et s'achevait en 2016. JA est en mesure d'en dévoiler les détails en exclusivité. Le contrat pour la commercialisation des droits marketing et médias en Afrique portait initialement sur un minimum garanti de 130 millions d'euros sur huit ans. Mais les performances commerciales furent sous-estimées. Ainsi, pour la seule phase finale de la CAN qui s'est tenue en 2015, en Guinée équatoriale, le minimum garanti fut fixé dans le contrat à 9 millions d'euros, à répartir entre les différentes fédérations. Mais, selon nos sources, l'agence a finalement réalisé des gains évalués à 28 millions d'euros. Ces bénéfices excédentaires ont notamment servi à constituer les réserves en cash de la confédération.

S'appuyant sur ces performances au-dessus des prévisions, la CAF a réévalué ses compétitions pour négocier le nouveau contrat. En 2017, un contrat de 960 millions d'euros sur douze ans fut signé. Au-delà de ce seuil, les deux partenaires se rémunéraient sur les excédents réalisés selon une grille de répartition. Le nouvel accord incluait les phases éliminatoires de la CAN, qui ne faisaient pas partie du package à commercialiser dans l'ancien contrat.

C'est finalement le renouvellement du contrat qui va venir gripper la machine. Issa Hayatou le reconduit en prenant des libertés avec les procédures en vigueur et en ne lançant aucun appel d'offres. Pourtant, une agence de marketing égyptienne fondée en 2009, Presentation Sport, avait déposé une offre de 1 milliard d'euros. « Les candidats ne se bousculaient pas », se justifie aujourd'hui un membre de l'entourage de Hayatou. Quid de Presentation Sport ? « Quelqu'un avait glissé une enveloppe sous un bureau. Pour nous, cela n'était pas un dossier sérieux », poursuit la même source.

Gestion opaque

Avec le recul, l'administration confédérale a eu tort de mésestimer le dossier. En mars 2017, Presentation Sport va assigner la CAF devant les tribunaux égyptiens et devant la commission d'éthique de la Fifa. Reconnu coupable d'avoir faussé les règles de la concurrence et d'avoir signé le contrat sans y associer certains membres du comité exécutif, le « vieux » venait ainsi d'offrir l'arme fatale à ses adversaires.

Quelques semaines plus tard, il est défait par Ahmad Ahmad à l'élection pour la présidence de la confédération. Élu à la tête de l'instance, le Malgache ne tarde pas à remettre en question le principe de la centralisation par la CAF de la commercialisation des droits TV des éliminatoires de la Coupe du monde.

Pour le Mondial de 2018, en Russie, un consortium mené par Lagardère avait concédé une clause prévoyant un minimum garanti de 21 millions d'euros. Mais, à l'époque, le Maroc, l'Égypte et l'Algérie avaient refusé de céder leurs droits. La prime variable payée pour la performance ne leur a donc pas été reversée. Environ 16 millions furent ainsi redistribués aux autres fédérations. Où sont passés les 4 millions restants ? Mystère. De forts soupçons de détournement pèsent sur l'administration Ahmad Ahmad.

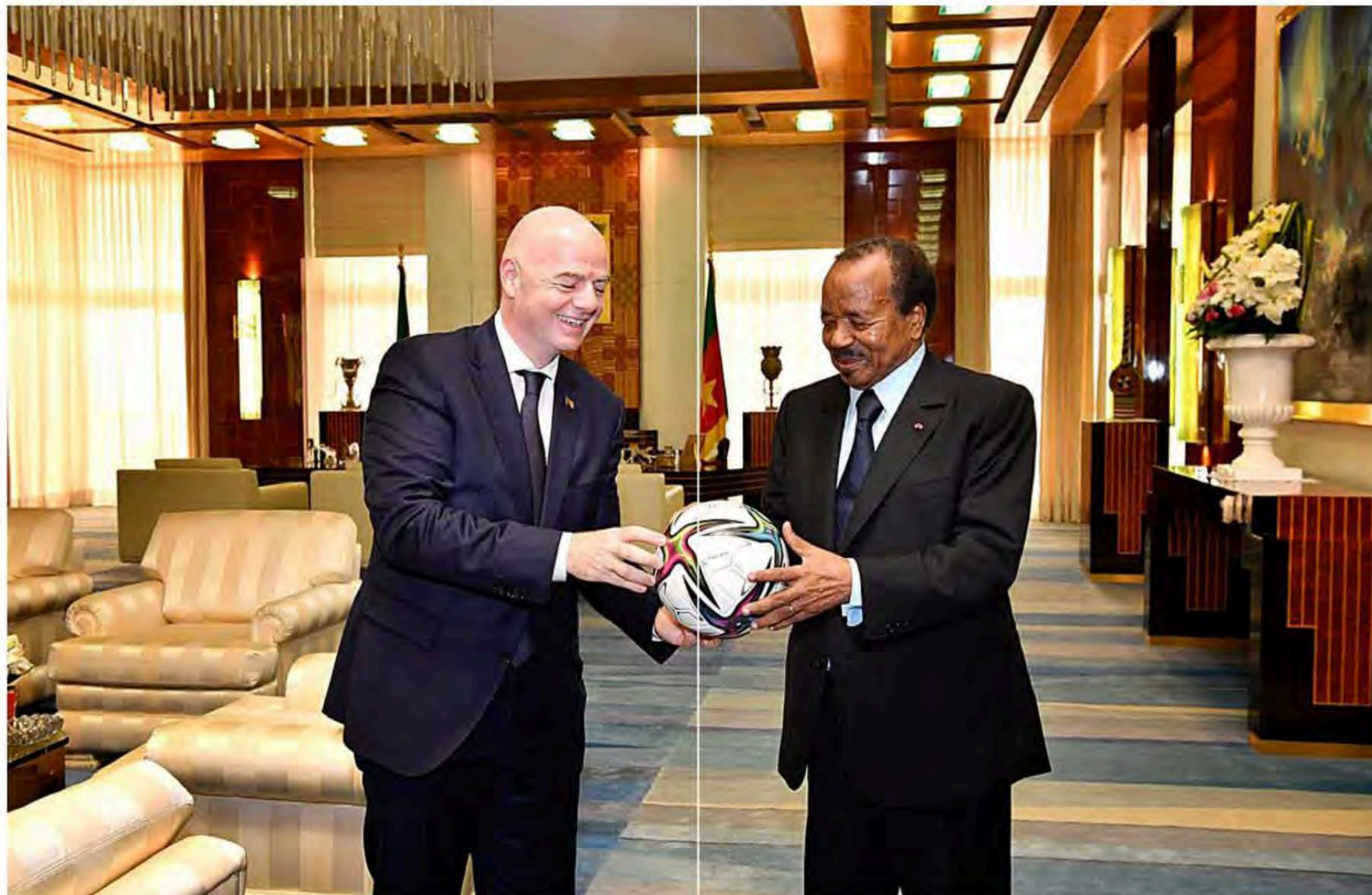
Dans les couloirs de la Fifa, on espérait que le départ de Hayatou mettrait fin aux problèmes d'opacité qui gangrenaient la CAF. Pendant son règne, les fortes sommes d'argent issues du contrat des droits TV étaient à l'origine de l'immense pouvoir de Hayatou. Mais sa gestion s'est révélée pour le moins nébuleuse. Toutes les transactions se faisaient en liquide, même les salaires étaient versés en cash. Malgré tout, le prince de Garoua passe pendant toutes ces années entre les gouttes. En 2014, un scandale de corruption balaie la Fifa, emportant son patron de l'époque, Sepp Blatter, et Michel Platini. Hayatou n'est pas inquiété.

MALGRÉ L'ÉLECTION DE PATRICE MOTSEPE À LA TÊTE DE LA CAF, EN MARS 2021, LA FIFA N'EST PAS PARVENUE À SIGNER UN SEUL CONTRAT DE DIFFUSION.

L'arrivée d'Ahmad ne met pas fin aux mauvaises pratiques. En novembre 2020, le Malgache est reconnu coupable par la commission d'éthique de la Fifa d'avoir « manqué à son devoir de loyauté, accordé des cadeaux et d'autres avantages, géré des fonds de manière inappropriée et abusé de sa fonction de président de la CAF ».

En septembre 2018, une assemblée générale est convoquée à Charm el-Cheikh, en Égypte. Il y est décidé de mettre fin à la centralisation pour les éliminatoires de la Coupe du monde prévue au Qatar en 2022. Coup de théâtre quelques mois plus tard : la Fifa écrit à toutes les fédérations africaines pour les enjoindre de revenir sur cette décision qu'elle leur avait elle-même inspirée. Elle leur demande de lui octroyer le mandat de commercialiser les droits TV et marketing. C'est une nouveauté. Avant cela, la CAF centralisait uniquement les droits médias. Cela lui permettait notamment d'afficher ses propres sponsors pendant les matchs à domicile.

Non seulement la Fifa revient sur une décision prise quelques mois auparavant, mais elle propose aux fédérations un partenariat sans préciser le minimum garanti. Selon une source au cœur des négociations, il a simplement été promis verbalement aux fédérations qu'elles encaisseraient au moins autant que pour les éliminatoires de Russie 2018. « Cela est déjà, en soi, curieux, parce qu'à l'époque la CAF ne centralisait et ne commercialisait que les droits médias. Comment la Fifa a-t-elle pu proposer le même montant ? » s'étonne notre source.



Gianni Infantino reçu par le président camerounais Paul Biya à l'occasion du Chan 2020, organisé par le Cameroun.

MABOUP

En octobre 2019, Zurich envoie au Caire une équipe de cadres maison dirigée par Fatma Samoura – nommée secrétaire générale –, secondée par des proches de Gianni Infantino comme Luca Piazza, directeur des réformes, et de Mario Gallavotti, surveillant général. Un mois plus tard, Ahmad Ahmad missionne le directeur commercial de la CAF et secrétaire général de l'instance, Abdelmounaïm Bah, pour résilier unilatéralement le contrat avec Lagardère Sports. Pour quelles raisons ? « Cette agence n'avait pas de concurrent. Le président Hayatou gérait en bon père de famille, mais il avait eu l'imprudence de signer ce contrat sans tenir compte des règles. Nous étions sous la pression des tribunaux égyptiens, nous n'avions pas d'autre choix que de résilier ce contrat », explique à JA le Malgache. En 2017, un rapport de la commission de la concurrence du Marché commun d'Afrique orientale et australe (Comesa) a décrit le contrat entre Lagardère Sports et la CAF comme ayant des effets portant atteinte à la concurrence.

Rupture de contrat fatale

La rupture du contrat avec Lagardère a aujourd'hui des conséquences désastreuses pour le football africain. Les droits de la Coupe du monde, dont la Fifa avait déjà repris la commercialisation, n'ont jamais trouvé preneur. Malgré l'élection de Motsepe en mars 2021, la Fifa n'est pas parvenue à signer un seul contrat de diffusion. Aucun des potentiels repreneurs cités, tels les Chinois de Wanda Group, n'a finalement transmis d'offre concrète. Ces derniers mois, la crise est patente. Au bout de quatre journées d'éliminatoires pour la Coupe du monde au Qatar, aucun des diffuseurs majeurs en Afrique n'avait repris le signal. Résultat : les matchs n'étaient diffusés que sur la chaîne YouTube de la Fifa.

Dans sa recherche désespérée d'un diffuseur, même si la raison officielle invoquée fut la pandémie de Covid-19, la Fifa a préféré reporter à plusieurs reprises le début des éliminatoires de la zone Afrique. Résultat : en ce deuxième semestre 2021, la programmation des matchs éliminatoires pour Qatar 2022 obéit à une cadence démentielle, parfois au rythme d'un match tous les trois jours. Le temps presse, car toutes les équipes qualifiées doivent être connues au plus tard en mars 2022. C'est la condition pour que se tienne le tirage au sort de la Coupe du monde à la date prévue, en avril. ●

FOOT AFRICAIN

Les gagnants et les perdants du grand coup de balai

VINCENT DUHEM

LES PRINCES DÉCHUS

A. WIEGMANN/REUTERS

ISSA HAYATOU

La chute du tout-puissant patron de la CAF, 75 ans, fut tout aussi brutale que son règne sans partage. Président de l'instance africaine pendant près de trente ans, Issa Hayatou a quitté son poste en mars 2017. En 2018, le Camerounais a été condamné à 24,5 millions d'euros d'amende pour « abus de position dominante » dans l'octroi des droits de diffusion télévisuelle des compétitions africaines. La Fifa l'a ensuite suspendu de toute activité liée au football jusqu'au 3 août 2022.

MABOUP

SEIDOU MBOMBO NJOYA

Fils de feu le sultan Ibrahim Mbombo Njoya, souverain du peuple bamoun dans l'ouest du Cameroun, Seidou Mbombo Njoya, 60 ans, a perdu son duel avec Samuel Eto'o pour la présidence de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). Défait le 11 décembre 2021, il pouvait pourtant s'appuyer sur un vaste réseau dans les sphères du football mondial. Si Hayatou fut son mentor, il s'est rapproché de Patrice Motsepe, président de la CAF, mais aussi de la Fifa.

P. SCHMIDL/GETTY IMAGES

CONSTANT OMARI SELEMANI

Ex-patron du foot en RD Congo et ancien vice-président de la CAF, Constant Omari Selemani, 63 ans, a été suspendu un an en juin 2021 par la Fifa. L'instance, dont il a été membre pendant six ans, l'accuse d'avoir reçu 64 444 euros d'avantages dans le cadre de négociations liées à la commercialisation des droits TV de compétitions de la CAF.

HASSAN AMMAR/AP/SIPA

AHMAD AHMAD

Le Malgache aura officié seulement trois ans à la tête de la CAF. Le successeur de Hayatou a été contraint de renoncer à briguer un nouveau mandat en mars 2021. Accusé de détournement de fonds, Ahmad Ahmad, 61 ans, a été suspendu deux ans par le Tribunal arbitral du sport (TAS). Une sanction assortie d'une amende de 50 000 francs suisses (45 000 euros).

P. BRUNO/GETTY IMAGES

ANTHONY BAFFOE

Secrétaire général adjoint de la CAF chargé du développement du football depuis 2017, Anthony Baffoe, 56 ans, a démissionné en juillet 2021. Celui qui dirigeait régulièrement les cérémonies de tirage au sort a assuré avoir pris cette décision « pour des raisons personnelles », mais il aurait surtout fait les frais de l'arrivée de Patrice Motsepe à la tête de l'institution.

LES NOUVEAUX ROIS



AHMED HASAN/AFP

PATRICE MOTSEPE

Élu en mars par acclamation à la tête de la CAF, le Sud-Africain était le seul candidat à la succession d'Ahmad Ahmad. Milliardaire de 59 ans, Patrice Motsepe est l'incarnation de cette élite noire qui a prospéré après l'apartheid. L'une de ses sœurs aînées est l'épouse du chef de l'État, Cyril Ramaphosa.



ITAR-TASS-NEWS AGENCY/ALAMY

AMAJU MELVIN PINNICK

Amaju Melvin Pinnick a également œuvré en coulisses à l'élection de Motsepe. À 51 ans, il a vu son activisme récompensé en intégrant, comme Lekjaa, le conseil exécutif de la Fifa. Président de la Fédération nigériane depuis 2014, il avait vu sa réélection en 2018 contestée par le gouvernement d'Abuja avant que la Fifa ne tape du poing sur la table.



AISSA PHOTOSHOT/MAXPPP

FOUZI LEKJAA

Proche de Gianni Infantino, le président de la Fédération royale marocaine, 51 ans, a fait son entrée en mars au conseil exécutif de la Fifa. Deuxième vice-président de la CAF et directeur du budget au sein de la même organisation panafricaine, il fut au cœur des tractations pour l'élection du président qui ont abouti au retrait des candidatures de l'Ivoirien Jacques Anouma et du Sénégalais Augustin Senghor au profit de celle de Patrice Motsepe.



FAREED KOTB/SPORTS INC/ABACA

VÉRON MOSENGO-OMBA

Peu connu avant sa nomination en mars au poste de secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo, 51 ans, a rapidement imprimé son style. Il peut s'appuyer sur le soutien du nouveau patron de l'institution et du président de la Fifa, Gianni Infantino, dont ce Suisse originaire de la RD Congo est un proche.



FFRIM

AHMED YAHYA

Président de la fédération mauritanienne, Ahmed Yahya fut le dernier candidat à se retirer de la course à la succession d'Ahmad Ahmad. Nommé président de la commission des compétitions interclubs de la CAF, il est, à 45 ans, l'un des dirigeants du foot africain qui montent.


Lors d'une conférence de presse, au Caire, le 26 novembre 2021.

AFP

Mosengo-Omba, l'ombre de la Fifa

Jamais l'instance dirigée par Gianni Infantino ne s'était montrée aussi attentive au football africain que ces dernières années. Impliquée de près ou de loin dans de nombreux dossiers, elle est soupçonnée d'entrisme au sein de la CAF. Son principal relais : le secrétaire général de la confédération lui-même.

GEORGES DOUGUELI ET ALEXIS BILLEBAULT

Il est arrivé à l'hôtel Hilton de Yaoundé le 8 décembre dernier, flanqué d'un garde du corps et de quelques collaborateurs. Revoilà Véron Mosengo-Omba au Cameroun, après le choc provoqué par son communiqué comminatoire du 17 novembre. « L'état d'avancement des extérieurs du stade d'Olembé, dont la livraison est promise pour le 30 novembre 2021, semble sans progrès depuis ma dernière visite, datant du 22 octobre », avait alors écrit le secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF). Les autorités camerounaises avaient peu goûté de se faire remonter les bretelles par une confédération qui, il y a seulement quatre ans, sous la présidence du pusillanime Issa Hayatou, aurait privilégié le secret des cabinets ministériels pour faire passer le message. Autres temps, autres mœurs, la nouvelle administration de l'instance, tenue fermement par « Véron », embouche le mégaphone pour menacer de délocaliser le match d'ouverture dans un autre stade.

Après l'incident, le Suisse né en République démocratique du Congo (RDC) aurait pu se faire discret et n'arriver que la veille de l'ouverture de la CAN. Mais il a préféré revenir un mois avant. Officiellement pour se rendre compte par lui-même de l'état d'avancement des préparatifs. Mais pour certains observateurs il n'était pas anodin de le voir débarquer à trois jours de l'élection du président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). Finalement élu le 11 décembre, l'ancien footballeur Samuel Eto'o l'a emporté face à Seidou Mbombo Njoya, président sortant et, surtout, vice-président de la CAF, soutenu par Mosengo-Omba et le patron de la Fifa, Gianni Infantino. Mosengo aurait-il cherché à s'immiscer au profit de la Fifa dans le processus électoral d'une fédération nationale?

Mise sous tutelle

Si le soupçon existe, c'est que Mosengo est perçu comme l'homme lige d'Infantino. Pour de nombreux analystes, sa nomination au poste de secrétaire général de la CAF n'a fait que renforcer l'emprise de la Fifa sur l'instance africaine.

Mosengo-Omba a rejoint la Fifa en 2016 en qualité de responsable régional de la division associations membres de la Fifa pour l'Afrique et les Caraïbes. Il a été propulsé sur le devant de la scène à la faveur de l'élection du Sud-Africain Patrice Motsepe à la tête de la CAF. Personne, parmi les observateurs, n'avait jamais croisé cet homme dans les gradins d'un stade de football en Afrique. Ami de Gianni Infantino, qu'il aurait connu pendant leurs années d'études à l'université de Fribourg, en Suisse, Mosengo a en effet été missionné, en février 2021, par le président de la Fifa pour prendre part à la rencontre de Rabat réunissant les candidats à la présidence de la CAF, à savoir l'Ivoirien Jacques Anouma, le Sénégalais Augustin Senghor et le Mauritanien Ahmed Yahya. L'objectif était d'obtenir le désistement des trois au profit de Patrice Motsepe. Mission accomplie, le milliardaire sud-africain a été élu un mois plus tard par acclamation. Mosengo est récompensé. Il sera l'homme de la Fifa au Caire, où se trouve le siège de la CAF.

Alors que certains dénoncent une mise sous tutelle de la confédération, voire une recolonisation du continent par le football, Mosengo s'installe dans ses nouveaux habits d'homme fort de la CAF. C'était prévu, le président Patrice Motsepe résidant en Afrique du Sud, c'est « Véron » le patron. Il débarque avec, à ses côtés, l'Italo-Suisse Sandra Lattore, qui travaillait déjà avec lui à Zurich lorsqu'il était responsable mondial des associations membres de la Fifa. Lattore, qui a passé plus de sept ans en tant qu'agent commercial au sein de la marque de produits de luxe Hugo Boss, a rejoint le service juridique de l'organisation en 2017 pour devenir l'assistante privée de Mosengo en novembre 2019.

À peine installé au Caire, le 24 mai, Mosengo-Omba supervise le licenciement brutal d'une dizaine de cadres de la CAF, sur la base d'un rapport d'audit controversé de PricewaterhouseCoopers. Une purge visant plus particulièrement des salariés proches d'Ahmad Ahmad, comme son adjointe Aimane Hamadi ou son conseiller Abdullah Moustapha, remerciés par mail dans la nuit du 24 au 25 mai 2021, et qui va valoir à l'institution le paiement d'indemnités faramineuses.

D'autres personnes, qui occupaient des postes stratégiques (ressources humaines, département des finances, information et technologie ou secteur juridique), ont connu le même sort. « Infantino n'ignore rien de ce qui se passe au Caire. Ce n'est pas pour rien qu'il a proposé à Motsepe de nommer Mosengo-Omba et Lattore, et que Motsepe a accepté. Je n'irai pas jusqu'à dire que la Fifa contrôle la CAF, mais la proximité est clairement établie », estime un ancien membre de l'instance africaine.

Pour ceux qui en douteraient encore, les dernières décisions prises par le comité exécutif de l'instance basée au Caire ont probablement balayé les interrogations qui demeuraient. Le 26 novembre 2021, le comité a apporté son soutien officiel au projet de la Fifa de faire disputer la Coupe du monde tous les deux ans, un soutien qui n'a surpris personne, puisque de nombreuses →


LUC GNAGO/REUTERS

Le patron de la Fifa, Gianni Infantino, avec le nouveau président de la CAF, le milliardaire sud-africain Patrice Motsepe (à dr.), à Abidjan, le 4 mai 2021.

→ fédérations lui avaient manifesté en amont leur totale adhésion. « Une Coupe du monde biennale, c'est une chance pour le football africain. Si cela se concrétise, des équipes qui n'avaient quasiment aucune chance de se qualifier pourront envisager de disputer cette compétition, les retombées économiques seront multipliées par deux, et l'Afrique en profitera », explique Mathurin de Chacus, président de la Fédération béninoise de football (FBF). Et, dans le cas où cette réforme serait adoptée, la CAF pourrait réfléchir à celle de la CAN. Infantino avait suggéré, en 2020, que l'instance envisage de la faire disputer tous les quatre ans.

Un vivier de voix

Puis le gouvernement du football africain a validé la création d'une Super Ligue, un projet cher à Gianni Infantino. Celui-ci, en novembre 2019 à Lubumbashi, puis trois mois plus tard au Maroc, avait suggéré à la CAF, alors dirigée par le Malgache Ahmad Ahmad, de plancher sur la création d'une telle compétition, capable de générer, selon l'Italo-Suisse, des revenus à hauteur de 2,5 milliards d'euros en cinq ans. La crise sanitaire et les turbulences qui ont accompagné la fin du mandat d'Ahmad avaient relégué cette idée au second plan. Mais l'élection, en mars dernier, du Sud-Africain Patrice Motsepe à la tête de la CAF l'a remise au goût du jour. Et, même si les contours de cette Super Ligue (format, date de lancement, données économiques...) restent encore flous, l'Afrique sera, sauf catastrophe, le premier continent au monde à organiser une telle compétition.

L'intérêt marqué de la Fifa pour la CAF, que certains qualifient d'« ostentatoire », n'est cependant pas nouveau. Important vivier de voix au regard du nombre de fédérations (54 sur 211) et continent d'opportunités économiques, l'Afrique est incontournable pour l'instance internationale.

Le Suisse Joseph Blatter, qui a présidé la Fifa de 1998 à 2015, ne cachait pas son affection pour l'Afrique, symbolisée notamment par l'octroi de généreuses subventions au traçage souvent aléatoire. « Mais depuis l'arrivée d'Infantino, en 2016, c'est une autre méthode. Blatter gérait ses relations avec l'Afrique à l'ancienne, de manière paternaliste, mais il ne voulait pas prendre la main, il savait où s'arrêter. Infantino est beaucoup plus intrusif. Il a compris qu'il a besoin de l'Afrique et que l'Afrique a besoin de lui. Et il n'hésite pas à dire ou à faire des choses qu'il ne se permettrait pas avec les Européens », souffle, sous le couvert de l'anonymat, le dirigeant d'une fédération d'Afrique de l'Ouest.

Gianni Infantino avait ouvertement soutenu Ahmad Ahmad en 2017 face au Camerounais Issa Hayatou, qui dirigeait la CAF depuis 1988. À tel point que la justice interne de la Fifa avait ouvert une enquête pour tenter de déterminer le rôle d'Infantino dans l'élection de l'insulaire, après avoir accusé réception de plusieurs documents adressés par certaines fédérations notoirement proches de Hayatou. Mais les relations entre l'Italo-Suisse et le Malgache, beaucoup moins docile que prévu, avaient pris une autre tournure après l'affaire Fatma Samoura, la secrétaire générale de la Fifa, envoyée en mission d'audit au Caire d'août 2019 à janvier 2020. Ahmad Ahmad, soutenu par la majorité de son comité exécutif, avait mis fin à la mission de la Sénégalaise, provoquant la colère d'Infantino. Le Malgache, candidat à sa propre succession, avait finalement renoncé à se représenter, après s'être vu infliger en novembre 2020 par le comité d'éthique de la Fifa une suspension de cinq ans pour abus de pouvoir et détournement de fonds. « Samoura au Caire, c'était une façon de surveiller la CAF. Elle était les yeux d'Infantino, lequel a vécu comme un affront personnel la décision d'Ahmad de ne pas prolonger la mission de l'envoyée spéciale de la Fifa », résume un ancien membre de la CAF.

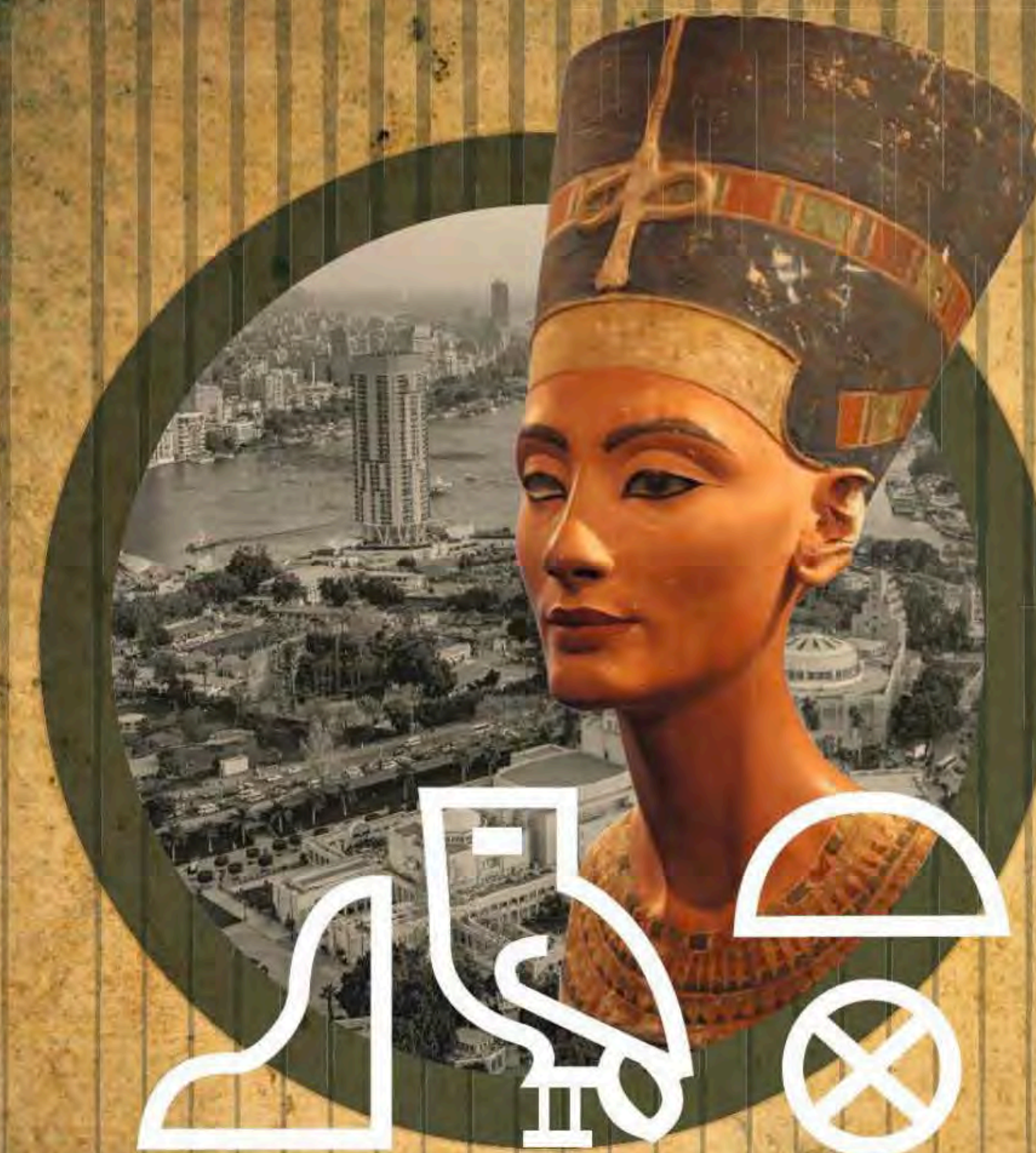
« BLATTER GÉRAIT SES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE À L'ANCIENNE, DE FAÇON PATERNALISTE, ET SAVAIT OÙ S'ARRÊTER. INFANTINO EST BEAUCOUP PLUS INTRUSIF. »

Pacte des braves

Mais le président de la Fifa, réputé pour sa capacité à toujours avoir un coup d'avance, a pris sa revanche lors de l'élection à la présidence de la CAF, en mars dernier, à Rabat. « Même s'il peut y avoir des divergences, la CAF et la Fifa doivent travailler ensemble. La Fifa a besoin d'une CAF forte », estime Augustin Senghor, président de la Fédération sénégalaise de football (FSF). Le même qui, comme Anouma ou Ould Yahya, lorgnait le fauteuil laissé libre par Ahmad. Mais Gianni Infantino avait un autre plan : pousser Patrice Motsepe, propriétaire du club de Mamelodi Sundowns et accessoirement beau-frère de Cyril Ramaphosa, le président de la République d'Afrique du Sud, au sommet de la hiérarchie du football continental.

Au nom de l'intérêt supérieur du football africain, Yahya, Senghor et Anouma ont accepté de se désister au profit de Motsepe, en échange des postes de premier et deuxième vice-présidents pour les deux premiers, et d'un titre de conseiller spécial du président pour le dernier. Le pacte des braves a été scellé le 6 mars dernier à Nouakchott, à l'occasion de la CAN des moins de 20 ans.

Cette union sacrée doit autant à la force de persuasion d'Infantino qu'à un intense travail de lobbying de certains cercles politiques et diplomatiques, très actifs dans les coulisses de cette élection, qui a fini par être jouée d'avance puisqu'il n'y avait plus qu'un seul candidat. « Infantino voyait en Motsepe l'homme qu'il fallait pour diriger la CAF, mais aussi quelqu'un de plus malléable qu'Ahmad. Motsepe a ses affaires, il ne peut pas gérer le foot africain au quotidien. Et les deux hommes partagent des idées assez proches sur la meilleure façon de générer davantage de revenus », témoigne un ancien de la Fifa. ●


MEILLEURE BANQUE AU MONDE
DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS
GLOBAL FINANCE


WWW.CIBEG.COM
/CIBEgypt
THE BANK TO TRUST



Tribune

Nadia Henni-Moulaï

Journaliste, communicante et auteure franco-algérienne

France-Algérie : Macron se trompe de réconciliation

« Réconcilier les mémoires » entre la France et l'Algérie. Emmanuel Macron en a fait le chantier mémoriel de son quinquennat. Si ses opposants lui reprochent un tempo saccadé, le président français s'est emparé du sujet comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait fait auparavant. Déjà, en 2017, il annonçait la couleur lors d'une interview à la télévision algérienne. En déplacement dans le pays, le candidat d'alors avait décrit sans détour la colonisation comme « un crime contre l'humanité ».

À son arrivée à l'Élysée, sa mue en chef d'État a rapidement accéléré la cadence des annonces : ouverture d'archives, reconnaissance, en septembre 2018, de la responsabilité de l'État dans la mort du mathématicien Maurice Audin en 1957, rapport Stora en janvier 2021, puis qualification, le 2 mars, du meurtre de l'avocat Ali Boumendjel de « crime français ». Quitte à bousculer dans les profondeurs de l'État français. Parce qu'il s'agit bien de cela. Raconter ce que l'État fut, les faits qui l'accusent, sans griffer le sacro-saint triptyque républicain.

Euphémisme

Malgré la témérité dont il fait preuve, Emmanuel Macron ne peut se défaire des ombres du passé, nichées dans les plis de l'Histoire. Et l'expression « réconciliation des mémoires » est, dans ce contexte, la formulation la plus appropriée. Un euphémisme qui révèle bien plus qu'il ne dit. Tout est politique, et le choix des mots n'échappe pas à l'axiome.

Emmanuel Macron, qui n'a pas vécu cette guerre, a bien saisi, pourtant, les enjeux liés à cette pacification posthume des histoires. Comme le rappelle Benjamin Stora, plus de 7 millions de personnes sont les héritières de la guerre d'Algérie, qu'elles soient descendantes d'appelés, de militants FLN, de harkis ou de rapatriés. À voir comment le sujet occupe l'inconscient des débats politiques français sur l'islam, l'immigration ou le passé colonial et alimente les populismes – dont le zemmourisme –, il est évidemment urgent de solder cette histoire.



Est-ce vraiment aux « mémoires », c'est-à-dire aux héritiers de la guerre d'Algérie, de bâtir la concorde ?

Or cette maxime qui consisterait à « réconcilier les mémoires » cache en creux un impensé. Un silence étouffé par le bruit des slogans politiques. Est-ce vraiment aux « mémoires », c'est-à-dire à leurs dépositaires, à leurs héritiers, de bâtir cette réconciliation ? N'existe-t-elle pas déjà, cette concorde ?

Blessures intimes

Dans la vie quotidienne et réelle, la question de la guerre d'Algérie n'est pas au cœur des discussions mais prend la forme de blessures silencieuses, intimes, pudiques, celles que l'on garde pour soi. Et si elles s'expriment, c'est souvent à travers les stimuli du déclassement social, du chômage, du manque de pouvoir d'achat, du goût pour le complotisme, du racisme le plus cru, de la bêtise. Les affres de cette histoire douloureuse éclatent au grand jour comme le révélateur chimique d'un mal-être social et identitaire.

Pourquoi, alors, cette expression est-elle devenue un leitmotiv ? Est-ce le remède espéré à cette nausée que provoquent les pages indignes de l'histoire française ? La République projette sur les 7 millions de citoyens liés à la dernière séquence décoloniale un attendu. Ils porteraient, en eux, les ressources pour dénouer les écheveaux de la société, ce qui la noue en son cœur, l'empêche d'écrire son roman national, d'ouvrir un nouveau chapitre. Mais, plutôt que « les mémoires », Emmanuel Macron devrait réconcilier les faits avec le récit républicain. Car, comme le passé l'a maintes fois montré, il n'y a qu'un seul bon côté de l'Histoire. ●



Événements

Afrique À l'heure des transitions à durée indéterminée
Politique Cap sur les élections
France 2022 L'Afrique, cinquième roue du carrosse élyséen
La garde rapprochée de… Simone Gbagbo, ex-première dame de Côte d'Ivoire
Entretien Pap Ndiaye, directeur du Musée national de l'immigration, à Paris
Maroc-Algérie Pourquoi Washington et Paris préfèrent regarder ailleurs
Énergies vertes Quand les Arabes fendent la mer Rouge



Des migrants tentant de gagner l'enclave espagnole de Ceuta, le 18 mai 2021.

FADEL SENNA/AFP

ÉVÉNEMENTS



Des manifestants fraternisant avec des membres des Forces spéciales guinéennes au lendemain de la chute d'Alpha Condé, le 6 septembre 2021, à Conakry.

EPA-EFE/MAXPPP

AFRIQUE

À l'heure des transitions à durée indéterminée

Tchad, Guinée, Mali. Trois pays, trois trajectoires à première vue similaires, et trois ovnis politiques dont nul ne peut prédire le destin, mais qui illustrent à la perfection l'inertie, voire l'impuissance, de la communauté internationale.

FRANÇOIS SOUDAN,
AVEC MATHIEU OLIVIER, MARIÈME SOUMARÉ ET FATOUMATA DIALLO

Ils sont trois militaires au verbe rare, en *battle dress*, bérets rouges ou verts des unités d'élite, lunettes fumées, rangers couleur sable, à avoir fait irruption sur l'avant-scène entre avril et septembre 2021. Tous trois sont nés au début des années 1980 et se sont formés sur le terrain plutôt que dans de prestigieuses écoles militaires étrangères, chacun ayant une expérience du combat. Un général et deux colonels, qui ont en commun d'être parvenus au pouvoir par des voies extra-démocratiques et de s'être proclamés présidents de transitions à durée pour l'instant indéterminée. Trois ovnis politiques, dont nul ne peut prédire le destin en cette année 2022.

Aux yeux de la communauté internationale, le Tchadien Mahamat Idriss Déby Itno, 37 ans, est sans

doute le plus acceptable. Même si son accession à la tête de l'État n'a pas suivi le cursus constitutionnel, on ne saurait lui reprocher d'avoir renversé son prédécesseur – lequel était son propre père, tué sur le front. Quant au processus de dialogue et de réconciliation interne, mantra obligé de toutes les transitions, il est incontestablement plus avancé à N'Djamena qu'à Bamako ou à Conakry.

Corollaire de ce qui précède : ni « Kaka » ni aucun membre du comité militaire n'ont fait l'objet de sanctions. Là où ses collègues malien et guinéen sont persona non grata, lui voyage, participe aux sommets et déjeune à l'Élysée. En comparaison d'un Assimi Goïta, 38 ans, ou d'un Mamadi Doumbouya, à peine quadragénaire, colonels putschistes dans les règles de l'art, lesquels ont placé leurs « victimes » en résidence étroitement surveillée avant d'afficher leur volonté de « refonder » l'État (ce qui ne veut rien dire, sauf à signifier le caractère indéfini de la transition), Mahamat Idriss Déby Itno fait figure de bon élève fréquentable.

Échec des partis d'opposition

Alors que l'on croyait les juntes passées de mode, les voilà donc de retour. Malgré toutes les tentatives pour en neutraliser la capacité de nuisance via la distribution de privilèges et le recours aux promotions ethniques, les armées malienne et guinéenne n'ont jamais cessé de jouer un rôle clé en coulisses, ni de disposer d'une marge de manœuvre et d'intervention dans le champ politique.

À l'instar de Blaise Compaoré, de Robert Mugabe et d'Omar el-Béchir, c'est la perte du soutien de l'armée qui a été le facteur clé de la chute d'Ibrahim Boubacar Keïta et d'Alpha Condé. Mais, si voir dans ces coups d'État une régression démocratique au sens strict du terme relève de l'évidence, ils n'en permettent pas moins de mettre le doigt sur une décennie d'impuissance, de la part de l'Union africaine et des organisations régionales comme la Cedeao, à en prévenir les causes.

La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée en 2012 fait pourtant figure de table de la loi, elle qui prévoit de « sanctionner les moyens illégaux d'accéder au pouvoir ou de rester en fonction ». Mais son application, face aux révisions constitutionnelles portant atteinte aux principes de l'alternance qui ont concerné une douzaine de pays à partir de 1998 (on oublie souvent que le coup d'envoi de ces révisions a été donné en Namibie par Sam Nujoma), s'est partout heurtée au principe d'inertie. Et lorsqu'en Zambie, au Malawi, au Burkina, au Niger ou au Sénégal, des chefs d'État ont dû renoncer au fameux troisième mandat, c'est à la mobilisation populaire et démocratique qu'ils ont cédé, non aux pressions de l'extérieur.

> **Le processus de dialogue et de réconciliation interne est incontestablement plus avancé à N'Djamena qu'à Bamako ou à Conakry.**

Impuissantes face aux « mandats de trop », les organisations continentale et régionales africaines le sont a fortiori face aux coups d'État, si ce n'est en décrétant à l'encontre de leurs auteurs des sanctions chroniquement inefficaces, voire contreproductives lorsqu'elles renforcent le ressentiment de la rue à leur encontre, comme on le voit à Bamako et à Conakry.

Ces acteurs extérieurs en sont donc réduits à une exigence minimale : des transitions militaires courtes, débouchant dès que possible sur des élections auxquelles les membres des juntes au pouvoir sont priés de ne pas se présenter. La question du retour à l'ordre démocratique et constitutionnel est restreinte à sa seule dimension électorale, laquelle est elle-même limitée au fait de savoir si ces élections contiennent un niveau acceptable de fraudes. Si oui, le brevet sera délivré.

Autre impuissance corollaire de l'irruption des militaires au pouvoir : le constat d'échec des partis d'opposition traditionnels, pris de court par les putschs et dindons de la farce des transitions sur lesquelles ils n'ont aucune prise. Leur vieillissement, ainsi que celui de leurs leaders aux tendances autocratiques, apparaît au grand jour de Conakry à N'Djamena via Bamako, au point de ne plus constituer une offre attractive aux yeux d'une population en quête de nouveaux acteurs contestataires, plus en phase avec l'époque.

Narratif populiste

Mouvements citoyens, formations religieuses, néopartis urbains actifs sur les réseaux sociaux : les cadets de la politique prospèrent à l'ombre des treillis, dont ils constituent souvent les principaux soutiens. Enthousiastes, sensibles aux rhétoriques antifrançaises, anti-onusiennes voire anti-Cedeao – perçue comme l'instrument de chefs d'État à la botte de l'Occident –, mais aussi aisément manipulables du fait de leur déficit organisationnel, ces munitions des militaires au sein de la société échappent largement à l'emprise de leurs aînés en politique. Et sans doute incitent-elles un Assimi Goïta ou un Mamadi Doumbouya à prolonger leur bail au pouvoir, bien au-delà de sa date hypothétique de péremption.

Les juntes version 2021-2022 ressemblent finalement beaucoup à celles des années postcoloniales, à la grande époque des coups d'État en série. Tout en préparant les conditions de leur propre pérennisation, elles développent un discours de rupture avec le passé, dénonçant les turpitudes d'une classe politique usée, appuyée sur des partis clientélistes et élitistes, corrompue et discréditée. Un narratif volontiers populiste et nationaliste qui masque – tout au moins pour un temps – la captation des ressources financières, ainsi que la mise en place d'un réseau et d'un capital politiques destinés à consolider leurs assises.

Face aux pressions venues de l'extérieur, les militaires – en particulier ceux de Conakry et de Bamako – font le dos rond, « refondent » l'État, entretiennent le flou sur leurs intentions et glissent de délais non tenus en échéances non respectées. Jusqu'au jour, inéluctable, où ils deviendront eux aussi impopulaires. ●



À la présidence, à N'Djamena, le 11 juin 2021.

VINCENT FOURNIER POUR JA

MAHAMAT IDRISS DÉBY ITNO

De la transition aux ambitions ?

Dans l'hélicoptère qui le ramène à N'Djamena dans la nuit du 18 au 19 avril 2021, Mahamat Idriss Déby a-t-il déjà conscience qu'une page de l'histoire du pays s'est tournée ? Depuis de longues minutes, il sait son père dans un état critique. Touché par balles lors des combats face aux rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), victime d'une hémorragie impossible à contenir sur le terrain du Kanem, Idriss Déby Itno ne survivra pas. Le 20 avril, neuf jours après la présidentielle qu'il a remportée dès le premier tour, son décès est annoncé. La stupeur est totale, mais Mahamat Idriss Déby a déjà pris les rênes. En accord avec les siens ainsi qu'avec le président de l'Assemblée nationale, Haroun Kabadi, successeur constitutionnel en cas de décès du chef de l'État, le voilà à la tête d'un Conseil militaire de transition.

Depuis, les regards sont braqués sur lui. Soucieux de satisfaire à une relative ouverture politique, il a nommé Albert Pahimi Padacké à la primature et offert à l'opposition plusieurs postes de ministre, quitte à provoquer du mécontentement au sein de l'ancien parti au pouvoir, le Mouvement patriotique du salut (MPS). À ses interlocuteurs, notamment au sein de l'Union africaine, ou au Français Emmanuel Macron, il a réitéré son engagement de tenir une nouvelle présidentielle au plus tard dix-huit mois après le début de la transition, soit avant le mois de novembre 2022. Mahamat Idriss Déby Itno (il a ajouté « Itno » à son patronyme depuis son accession au pouvoir) a également engagé un dialogue national, dont il a confié les préparatifs à un ancien rebelle, Acheikh Ibn Oumar.

L'ancien patron de la Direction générale de la sécurité intérieure et des services de l'État a en outre entamé des discussions avec les mouvements rebelles et leurs chefs, notamment Timan Erdimi, cousin en résidence surveillée au Qatar, Mahamat Nouri ou Mahamat Mahdi Ali, chef de file du FACT. À l'heure où nous écrivions ces lignes, ceux-ci étaient, comme près de 300 autres opposants et ex-opposants armés, sur le point d'être amnistiés. Des négociations continuaient de se dérouler, sous l'égide de l'ex-président Goukouni Weddeye, mais l'organisation de pourparlers entre Mahamat Idriss Déby Itno et les chefs rebelles était actée. L'événement devrait avoir lieu au Qatar, Doha ayant accepté de prendre en charge une partie de son financement. Le véritable dialogue national devrait ensuite se poursuivre à N'Djamena au milieu de l'année 2022.

Un nouveau « vivre-ensemble »

Quelle en sera la teneur? L'opposition espère en faire un grand débat, à l'instar de ce qu'avait été la conférence nationale de 1993, tandis que le gouvernement insiste sur la nécessité de travailler à un nouveau « vivre-ensemble ». Les questions autour de la forme de l'État doivent également y être abordées, notamment celle du fédéralisme, idée qu'Idriss Déby Itno avait toujours combattue. Surtout, les participants devront se prononcer sur la possibilité ou non pour les acteurs de la transition de se présenter à la présidentielle. Albert Pahimi Padacké, déjà candidat en 2021, ne fait pas mystère de ses ambitions. Quant à Mahamat Idriss Déby Itno, il n'a ni fermé la porte ni affiché de volonté claire de se maintenir à la tête de l'État. Écoutera-t-il les conseils d'un clan angoissé à l'idée de perdre sa place au sommet? Succombera-t-il lui-même aux sirènes du pouvoir? À N'Djamena, il a toujours été plus difficile de lâcher les rênes que de les prendre. ●

MAMADI DOUMBOUYA entretient le flou

Lorsque Mamadi Doumbouya se déplace à l'aéroport de Conakry pour y accueillir Nana Akufo-Addo et Alassane Ouattara, ce 17 septembre 2021, ceux-ci ne sont pas encore tout à fait ses homologues. Le putschiste n'a pas encore endossé le costume de chef d'État qui sera le sien pour une durée à ce jour indéterminée. Face aux présidents ghanéen et ivoirien, il se montre tout à la fois ferme et déférent. Il a pris le pouvoir depuis une dizaine de jours, et c'est déjà la deuxième délégation de la Cedeao qu'il reçoit. La veille, l'organisation a finalement décidé de les sanctionner, lui et ses proches : gel des avoirs et interdiction de voyager pour les membres de la junte, sommés d'organiser des élections sous six mois.

Le convoi qui file à vive allure dans la capitale quadrillée ne peut toutefois pas éviter les attroupements de Guinéens venus apporter leur soutien au commandant des Forces spéciales et brandir des slogans hostiles à la Cedeao. Mamadi Doumbouya savoure-t-il cet enthousiasme alors qu'il conduit la délégation auprès d'Alpha Condé? Sans doute, même s'il sait que la partie s'annonce serrée.

Trois mois plus tard, le 12 décembre, la Cedeao a décidé de maintenir les sanctions, en dépit des gages de bonne volonté concédés par la junte. Le dernier en date? Un déménagement. Fin novembre, le président déchu, Alpha Condé, a été transféré à la résidence de son épouse en banlieue de Conakry. Officiellement, en « homme libre », selon l'entourage de Doumbouya. En vérité, en résidence étroitement surveillée.

D'autres garanties ont été données par les autorités de transition : nomination d'un Premier ministre dont le profil est à même de rassurer la communauté internationale (le technocrate Mohamed Béavogui), et d'un gouvernement ; élaboration d'une Charte de la transition interdisant formellement aux membres de la junte de participer au processus électoral à venir. En plaçant certains militaires à la retraite pour mieux les intégrer dans son équipe – en l'occurrence, le général Aboubacar Sidiki Camara, à la Défense, et le général Bachir Diallo, à la Sécurité –, Doumbouya a même réussi à s'entourer de ses proches, tout en offrant la vitrine d'un gouvernement civil.

« Refondation de l'État »

Un bémol subsiste, et il est de taille : la durée de la transition, que les voisins régionaux et les partenaires de la Guinée voudraient évidemment la plus courte possible, n'a toujours pas été fixée. « Attendez la nomination du CNT [Conseil national de transition] », répètent les autorités de transition, qui évoquent une nécessaire « refondation de l'État », préalable à l'établissement de tout calendrier électoral. Pas question non plus de qualifier de « crise » la situation politique guinéenne : Doumbouya a rejeté la nomination, jugée « inopportune », du Ghanéen Mohamed Ibn Chambas comme médiateur de la Cedeao. Tandis que la pression s'accentue sur son homologue malien Assimi Goïta, sommé d'organiser des élections d'ici à février 2022, Mamadi Doumbouya reste de marbre. Depuis le 5 septembre 2021, c'est lui qui impose son rythme. ●

Il s'est entouré de militaires opportunément mis à la retraite, tout en offrant la vitrine d'un gouvernement civil.



Prêtant serment le 1er octobre 2021, à Conakry.

CELLOU BINANI/AFP

ÉVÉNEMENTS



HABIB KOUYATE/XINHUA/MAXPPP

Lors de son investiture comme président de la transition, le 26 septembre 2021, à Bamako.

ASSIMI GOÏTA
Indéchiffrable président

Des coups d'État, le Mali en a connu. Mais jamais encore le pays n'avait eu un président de transition de l'acabit d'Assimi Goïta. Un colonel taiseux, difficile à cerner, que personne ne connaissait avant le 18 août 2020 et qui, à 38 ans seulement, se retrouve à la tête d'un pays stratégique. Un pays qui, depuis 2012, n'en finit pas de sombrer, menaçant d'entraîner avec lui toute une partie de la sous-région.

En mai 2021, alors que depuis des mois Bamako – et toutes les chancelleries de la place – se perdait en conjectures, il est subitement sorti de ses gonds. Furieux après la mise à l'écart de l'un de ses proches, Sadio Camara, brutalement écarté du ministère de la Défense qui lui avait été confié, Goïta a rappelé à tout le monde qu'il était le seul maître à bord, mettant fin aux fonctions du président de la transition, Bah N'Daw, et de son Premier ministre, Moctar Ouane. Ce jour-là, peu lui importait la désapprobation de la Cedeao et de l'ensemble de la communauté internationale. Pas sûr qu'il y soit aujourd'hui plus sensible.

Après ce deuxième coup de force, ils ont été nombreux à penser que Goïta avait pris goût au pouvoir et qu'il allait (enfin) se révéler. Mais il n'en a rien été. Des mois après avoir officiellement endossé le costume de président de transition, il est toujours aussi absent de la scène politique et reçoit très peu. « Il est pourtant impératif qu'il sorte de son silence pour jouer son rôle de rassembleur », s'impatiente Moussa Sey Diallo, cadre de l'Union pour la République et la démocratie (URD).

Peu de vision

La transition était censée s'achever en février 2022, mais il n'en sera rien, Goïta lui-même en a pris acte, à la mi-novembre 2021. Que veut-il réellement ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que ce président autoproclamé semble n'avoir que peu de vision, déléguant beaucoup et se rangeant facilement derrière les stratégies qu'esquissent des barons de son gouvernement. Et charge à son Premier ministre, Choguel Maïga, de planifier les assises nationales, de mettre sur pied l'organe unique qui devra organiser les élections et de gérer le mécontentement exprimé par l'opposition et jusque dans les rangs du Mouvement du 5-juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), dont le chef du gouvernement est issu.

On ne le voit pas davantage sur la scène internationale. Goïta a fait d'Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères, son VRP, et c'est lui qui effectue tous les déplacements et « porte le message du président de la transition » aux partenaires étrangers.

Pour la transition malienne, 2022 sera une année cruciale. Un nouveau calendrier doit être proposé d'ici au 31 janvier, une fois que les assises auront eu lieu. Assimi Goïta acceptera-t-il de transmettre le flambeau à un civil ? Isolé, avec la seule perspective d'un soutien russe qui suscite un tel tollé qu'il tarde à se concrétiser, le jeune colonel va devoir assumer ses choix et faire preuve de clarté. Aujourd'hui, la confiance entre lui et ses homologues est rompue. Parviendra-t-il à inverser la tendance ? ●

Isolé, avec pour seule perspective un soutien russe très contesté, le jeune colonel va devoir assumer ses choix.

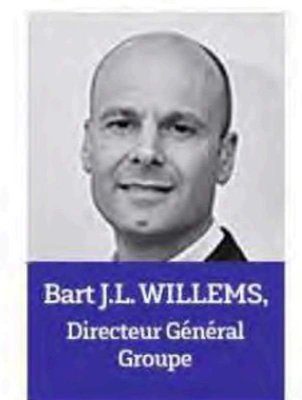
COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



OMOA
Afrique de l'Ouest
Côte d'Ivoire : Tél. : +225 27 22 51 40 45
Afrique Centrale
Cameroun : Tél. : +237 233 43 66 62
www.omoa-group.com

Digitalisez vos services bancaires avec les solutions d'OMOA



Bart J.L. WILLEMS,
Directeur Général Groupe

Grâce à son savoir-faire, OMOA apporte aux institutions financières des solutions de digitalisation et d'accompagnement sur mesure. En tant que Full Digital Payment Provider, OMOA met les compétences de ses équipes à disposition de ses clients et prospects pour analyser et les conseiller dans les prises de décision stratégiques.

Notre offre de service s'appuie sur des leaders mondiaux dans leur domaine respectif. Par exemple, nous sommes le partenaire Premium de NCR et c'est à ce titre que nous proposons des services à forte valeur ajoutée. Je citerai par exemple nos GABs de dernière génération, les SelServ Série 80, qui sont adaptés au marché de la RDC. En effet, selon la configuration souhaitée par le client, nous pouvons lui proposer des ATMs répondant à plusieurs besoins : gestion deux devises grâce à deux modules de distribution ou disponibilité des services bancaires de base grâce aux modules de dépôts d'espèce et/ou de chèques de vos ATMs.

Notre capacité à adresser toutes les problématiques monétiques, reste notre force. Notre vision est de mettre à la disposition des populations d'Afrique, des moyens de paiement sécurisés et innovants, est plus que d'actualité puisque nous équipons progressivement nos clients d'Afrique Centrale et de l'Ouest de solutions digitales au travers du seul centre de traitement monétique en Afrique subsaharienne aux normes internationales et certifié PCI-DSS.

Avec le SelfServ 84, nous accompagnons la banque vers la transformation digitale.



Tribune

Gilles Olakounlé Yabi

Fondateur de Wathi, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest

De lourdes incertitudes pèsent sur le Sahel

L'année 2021 se termine comme elle avait commencé au cœur des pays du Sahel, dans une atmosphère qui mêle inquiétude, impuissance, désarroi, incertitude et colère. Cette dernière, intimement liée à l'incapacité d'agir face à la permanence de l'insécurité, s'exprime de plus en plus à l'égard des forces françaises. Un tête-à-tête étonnant de plusieurs jours entre des centaines de jeunes Burkinabè et un convoi de l'armée française bloqué dans sa progression a ainsi marqué les esprits en novembre dernier. Manifestations de colère de plus en plus organisées dans le contexte d'une zone prise dans les batailles d'influence entre l'ancienne puissance colonisatrice et ses rivaux, au premier rang desquels la Russie, qui fait un retour dans la coopération militaire dans la région.

La fin de l'année 2021 fut aussi celle de la montée en notoriété de l'entreprise russe de mercenaires Wagner, que l'Union européenne, sous impulsion française, a frappé de sanctions parce qu'elle est entrée en négociation avec le gouvernement de transition malien. La France, l'Union européenne et les puissances occidentales auraient découvert soudainement les pratiques douteuses des entreprises privées de sécurité qui les ont pourtant accompagnées dans plusieurs théâtres d'opérations à travers le monde. Ainsi, France, Union européenne, États-Unis d'un côté et, de l'autre, la Russie, ses annexes « privées » comme Wagner, la Turquie… et, plus près du terrain, l'Algérie, dont le sud jouxte le nord du Mali et ses groupes armés.

En 2021, on se sera beaucoup passionnés pour la géopolitique du Sahel, les grandes rivalités et les multiples petites batailles d'acteurs africains et non africains, celles qui s'expliquent par de vrais enjeux de moyen terme et de long terme et celles qui ne sont motivées que par la course aux profits de court terme, les rentes de l'insécurité, de l'instabilité, de la fragilité et de la dépendance. On le sait, l'insécurité, la violence et le chaos ne font pas que des malheureux. Et des malheureux,

> **2021 aura confirmé les mauvaises tendances de ces cinq dernières années.**

qui ont perdu des proches, civils ou militaires, qui ont fui leurs bourgades et leurs villages menacés par des groupes armés pour trouver refuge dans des villes secondaires ou jusque dans les capitales, ou qui luttent au quotidien pour survivre, le Sahel n'est pas près d'en manquer.

Pour ceux-là, qui n'ont pas de Smartphones connectés à internet et qui ne s'expriment pas sur les réseaux sociaux, les complexités géopolitiques ont peu d'intérêt. Ces populations du nord et du centre du Mali, du nord, de l'est et du centre du Burkina Faso, de l'ouest du Niger désespèrent de la récurrence des violences, d'où qu'elles viennent. D'autres, qui habitent dans des zones à la lisière des régions où prospèrent les groupes armés terroristes, ont peur. Cela ne concerne pas seulement les pays du cœur du Sahel. Au nord de la Côte d'Ivoire, au nord du Bénin, du Togo et du Ghana, ou au Sénégal dans la partie frontalière avec le Mali, les États, conscients de la menace qui se rapproche, renforcent leur présence sécuritaire aux frontières.

Gouvernance hasardeuse

2021 aura confirmé les mauvaises tendances de ces cinq dernières années : hausse exponentielle des victimes civiles de la violence armée, extension géographique continue des zones de danger, concentration de la violence dans les régions frontalières, complexification de la carte des acteurs de l'insécurité, et jonction entre insécurité et instabilité politique des États.
Coup d'État au Mali en août 2020 puis « rectification » du coup d'État en mai 2021 ont permis au colonel Assimi Goïta et à ses hommes de prendre clairement le contrôle de la transition. Personne ne sait à quoi ressemblera le pays en 2022. S'il est certain que les élections législatives et présidentielle ne seront pas organisées en février et mars, nul ne sait si elles auront lieu au second trimestre, au dernier trimestre ou pas du tout.

Au Burkina Faso – en très grande difficulté avec de larges pans de son territoire occupés par les groupes armés terroristes –, le pouvoir est critiqué de toutes parts et devra très rapidement afficher des signes de reprise en main au risque d'être menacé par une insurrection civile ou civilo-militaire.

Le Niger apparaît comme moins vulnérable que le Mali et le Burkina Faso, mais il n'a point échappé à des attaques meurtrières contre ses soldats, ni à des massacres de populations civiles. Il n'a pas non plus fini de gérer l'insécurité dans les anciennes zones d'opérations de Boko Haram à la frontière du Nigeria.

La Mauritanie continue de se faire oublier, en se mouvant dans l'environnement régional avec une approche militaro-politico-religieuse pragmatique et jusque-là efficace. Il faut cependant se méfier de toute conclusion définitive sur le « modèle mauritanien ».

Au Tchad, membre du G5 Sahel, l'incertitude politique est aussi forte qu'au Mali… Quand et comment se terminera la transition conduite par le général Mahamat Idriss Déby ? Ce dernier a déjà commencé à évoquer la volonté souveraine de Dieu lorsqu'on l'interroge sur son destin politique… Ce n'est pas bon signe. En 2022 se jouera l'avenir politique du Tchad pour une ou plusieurs décennies.

> **Il faut décloisonner la réflexion sur les enjeux vitaux de la région et partager les savoirs.**

Face à l'équation à multiples inconnues que représente l'évolution du Sahel au cours des douze prochains mois, trois impératifs me semblent fondamentaux, qui sont autant de repères souhaitables pour l'action publique et pour l'action collective citoyenne sahélienne et ouest-africaine.

Le premier est celui de repenser la réponse sécuritaire des pays de la région d'abord pour stopper l'extension des espaces investis par les groupes armés irréguliers. Il faut revenir à l'essentiel plutôt que de gaspiller davantage de ressources dans l'élaboration de documents stratégiques dont aucun n'est mis en œuvre correctement. La réponse sécuritaire ne suffit pas. Et une mauvaise réponse sécuritaire aggrave la situation. Cela est certain. Mais une réponse sécuritaire réfléchie et vigoureusement mise en œuvre reste primordiale. Il est urgent de rééquiper moralement, humainement et matériellement les appareils de défense et de sécurité des pays du Sahel, et ceux des pays ouest-africains. Et il faut commencer par s'assurer que les soldats ont des rations alimentaires décentes, des tenues adaptées, des armes et des munitions, un encadrement crédible et la considération qui permet à tout être humain de donner du sens à ce qu'il fait, surtout lorsqu'il doit être prêt à mourir en combattant des ennemis aguerris, motivés et entraînés.

Le deuxième impératif est de donner des signes forts et immédiats de changement dans la gouvernance politique et économique des pays de la région. Il faut être réaliste : il n'y aura pas de renouvellement des élites politiques, militaires et administratives à court terme. Mais il faut que ça change un peu, et qu'on en finisse au moins avec la gouvernance hasardeuse du secteur de la défense et de la sécurité. En clair, arrêter de détourner et de gaspiller des ressources rares.

Le troisième impératif, qui est transversal, est de travailler stratégiquement et avec cohérence au niveau des États, des sociétés civiles et des organisations régionales africaines. Il faut décloisonner la réflexion sur les enjeux vitaux de la région, partager les savoirs et se concentrer sur le « comment on fait » et le « qui fait quoi ». Les conditions nécessaires de l'efficacité des réponses dans tous les domaines, ce sont les ressources humaines, ce sont les femmes et les hommes des pays du Sahel et du voisinage immédiat, leur intégrité, leur sens de l'intérêt général et leurs aptitudes individuelles et collectives. ●



SEBASTIEN RIEUSSEC/AFP

Un soldat de l'armée malienne du G5 Sahel, à Sévaré le 30 mai 2018.

ÉVÉNEMENTS

POLITIQUE

CAP SUR LES ÉLECTIONS

Si c'est le flou total au Tchad, au Mali et en Guinée, quatre pays au moins tiendront des scrutins en 2022 : le Sénégal, le Congo, le Kenya et l'Angola.

Le Sénégal ouvrira le bal des élections de 2022. La campagne bat déjà son plein pour des municipales qui ont valeur de répétition grandeur nature avant la présidentielle de 2024. Trois États se préparent aussi à des scrutins importants : le Kenya va se choisir un nouveau président, l'Angola devrait selon toute vraisemblance réélire le sien, et le Congo va renouveler ses députés.

C'est sur ces États que nous avons choisi de nous concentrer. Car dans bien d'autres pays c'est un flou total qui règne. En Somalie, au Lesotho et dans les quatres pays en transition du continent, bien malins sont ceux qui se risquent à une prédiction. Y aura-t-il une présidentielle au Tchad, un an après la mort d'Idriss Déby Itno et l'accession au pouvoir de son fils, Mahamat ? Au Mali, Assimi Goïta acceptera-t-il de se plier aux exigences de la communauté internationale en organisant un scrutin ? Théoriquement prévu en février prochain, il devrait être au minimum repoussé de quelques semaines, peut-être plus. Et à Conakry, quelles sont les intentions de Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé en septembre ? Le militaire a promis de ne pas s'éterniser, mais aussi de « faire l'amour à la Guinée »...

Sans compter le Soudan ou encore la Libye, où la présidentielle de décembre 2021, qui devait voir s'affronter Khalifa Haftar et Seif el-Islam, a été reportée. Le pays va d'inconnues en incertitudes. ●



Raila Odinga, leader de l'opposition kényane, lors d'un meeting à Nairobi, le 10 décembre 2021.

SIMON MAINA/AFP

SÉNÉGAL

Municipales et départementales, 23 janvier

TEST GRANDEUR NATURE

Au Sénégal, pour la majorité comme pour l'opposition, 2022 sera une année à quitte ou double. Initialement prévues en 2019, les élections locales (à la fois municipales et départementales) se tiendront enfin le 23 janvier, huit ans après les précédentes. Pour la majorité présidentielle, remporter la mairie de Dakar sera le défi le plus important à relever. Tenue de 2009 à 2018 par Khalifa Sall, maire frondeur issu du Parti socialiste avant d'en être exclu, en décembre 2016, puis par sa première adjointe, Soham El Wardini, après la condamnation de Sall dans l'affaire de la caisse d'avance de la mairie, la capitale échappe au camp présidentiel depuis la première élection de Macky Sall.

En 2014, lors des dernières locales, la Première ministre, Aminata Touré, avait dû s'incliner face au maire sortant. Le nouveau champion désigné par la coalition présidentielle Benno Bokk Yakaar (BBY), le ministre de la Santé Abdoulaye Diouf Sarr, connaîtra-t-il plus de succès? Face à lui, deux coalitions de l'opposition, emmenées respectivement par l'ex-socialiste Barthélémy Dias (Yewwi Askan Wi) et par le candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS), Doudou Wade (neveu de l'ancien président, à la tête de la coalition Wallu Sénégal). Dans tous les grands fiefs du pays, du Nord (Saint-Louis, Dagana, Podor, Matam…) au Sud (Ziguinchor, Tambacounda…) en passant par le Centre-Ouest (Diourbel, Thiès, Kaolack, Fatick…) et la banlieue de Dakar (Pikine, Guédiawaye, Rufisque…), ce scrutin local aura valeur de test à quelques mois des législatives qui devraient se tenir en juin ou en juillet, avant l'expiration, le 31 juillet, du mandat des députés. En particulier à Ziguinchor, où l'opposant Ousmane Sonko (Pastef-Les patriotes), très implanté en Casamance, entend bien poursuivre son ascension électorale, commencée en 2014.

À moins de deux ans de la prochaine présidentielle, ces législatives seront l'occasion pour l'opposition de mesurer son poids. Saura-t-elle s'unir, pour la première fois depuis l'élection de Macky Sall, en 2012, et poser des jalons en vue de la présidentielle de 2024? Ou bien montrera-t-elle un visage divisé, comme en 2017, face à Benno Bokk Yakaar? Le scénario survenu à l'entame de la campagne des élections locales, en septembre, est à cet égard de mauvais augure. Incapables de constituer une coalition unique, les principaux partis se sont en effet scindés en deux dès le premier jour. Lors des précédentes législatives, en 2017, un enchaînement semblable d'événements avait permis à BBY de rafler 125 sièges sur 165, reléguant les partis de l'opposition à un rôle de figurants. ●

Mehdi Ba



ZED LEBON/AP/SIPA

Denis Sassou Nguesso a été réélu pour un quatrième mandat consécutif en mars 2021.

CONGO

Législatives, fin du premier semestre

NI SUSPENSE NI BOULEVERSEMENT

Des prochaines élections législatives attendues pour 2022 au Congo, on ne connaît pas encore grand-chose. Seule certitude à ce stade, « elles devraient être organisées à la fin du premier semestre », selon un officiel congolais, soit entre juin et août. La date exacte pourrait être communiquée par le président Denis Sassou Nguesso lors de son traditionnel message de fin d'année à la nation.

Faute d'un calendrier plus précis, peu de partis politiques se sont pour l'instant officiellement lancés dans la course, à part ceux du camp présidentiel, regroupés autour du Parti congolais du travail (PCT), qui, depuis le scrutin de 2017, détient la majorité absolue avec 90 des 151 députés de l'Assemblée nationale. Tout l'enjeu pour le parti du chef de l'État consiste à conserver cette majorité absolue, dans un contexte social tendu par les crises économique et sanitaire. À Pierre Moussa, 80 ans, secrétaire général du PCT depuis 2019, de relever ce qui pourrait bien être son dernier défi politique.

Face au PCT, l'opposition semble trop désorganisée et désargentée pour espérer autre chose qu'un rôle de figurant. Aussi fébrile que son chef, Pascal Tsaty Mabiala, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) compte s'appuyer sur ses fiefs de la Bouenza et du Niari pour conserver ses huit députés et garder le statut de premier parti d'opposition. Seul challenger pour ce rôle, l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) est toujours en deuil de son leader, Guy-Brice Parfait Kolélas, décédé le soir des résultats de la présidentielle, le 21 mars.

Le parti orphelin espère aujourd'hui limiter les dégâts dans le Pool, notamment face au Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), de Landry Euloge Kolélas, qui rêve de faire tomber le département dans l'escarcelle du camp présidentiel. Seule véritable inconnue de ce scrutin : le taux de participation. Mais si une forte abstention est à craindre, elle ne devrait pas empêcher la victoire attendue du PCT. ●

Olivier Caslin

COMMUNIQUÉ





Le prix « Cauris de l'Entreprise compétitive » a été décerné à FBNBank Sénégal lors de la cérémonie du Cauris d'Or 2021.

« L'APPARTENANCE À L'UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES AFRICAINS DE PLUS DE 127 ANS NOUS PERMET D'OFFRIR UNE MEILLEURE EXPÉRIENCE CLIENT »

Entretien avec **OMAR DIOUM**
Administrateur directeur général de FBNBank Sénégal

Pourriez-vous vous présenter ?

FBNBank Sénégal est une filiale du Groupe First Bank of Nigeria, l'un des premiers Groupes financiers en Afrique de l'Ouest fondé en 1894.Notre vocation est d'être un leader et une banque de premier choix. Nous nous investissons pour notre clientèle que nous accompagnons vers la réussite en les mettant au centre de nos priorités d'où notre slogan « VOUS D'ABORD ».
Malgré l'impact de la crise sur l'économie mondiale, la banque a fait preuve de grandes résiliences avec des performances remarquables : une croissance de la taille de bilan de 105,21 %, une hausse des ressources de 135,77 %, une forte hausse de 655,18 % de ses emplois et une bonne maitrise du risque de financement avec l'un des plus faibles taux de créances compromises dans l'UMOA soit 0,7 %.

Cette performance semble avoir été reconnue…

La FBNBank Sénégal s'est vue décernée en juillet le prix Cauris d'Or de l'« Entreprise la plus compétitive » par le Mouvement des Entreprises du Sénégal qui récompense depuis plus de seize ans, les institutions pour leurs performances exceptionnelles. Cette distinction est à la fois une reconnaissance du travail accompli et un encouragement à améliorer davantage la qualité de nos services fournis à notre clientèle.
En Octobre 2020, nous avons syndiqué un financement de 200 millions d'euros à la Société Africaine de Raffinage permettant de sécuriser l'approvisionnement en produits pétroliers du pays.

FBNBANK SÉNÉGAL A UNE VOCATION D'ÊTRE UN LEADER ET UNE BANQUE SÉNÉGALAISE DE PREMIER CHOIX.

Quels sont vos atouts par rapport à la concurrence ?

Notre premier atout est l'accompagnement de notre Groupe au quotidien à travers la formation et l'encadrement des équipes permettant d'offrir des produits et services bancaires compétitifs. Ce soutien nous permet d'être plus efficace et plus compétitif sur le marché sénégalais et de jouer un rôle de leader dans la structuration de financements en partenariats publics privés (PPP), les projets d'infrastructures, le commerce international.

Quelle est votre stratégie en matière de digitalisation ?

La digitalisation est une priorité stratégique, devenue un levier indéniable de différenciation bancaire. Notre application FBNMobile dispose d'une gamme complète de services bancaires sur son smartphone permettant au client de vivre une expérience digitale rapide, fiable et sécurisée 24h/24h ; sans même disposer de compte chez nous, effectuer des virements sur le compte de FBNBank Sénégal ou d'autres banques de l'UMOA, etc. Nous disposons également d'alternatives plus pratiques aux services bancaires en agence comme la banque en ligne et l'Agency banking qui vera bientôt le jour.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Nous sommes une banque en pleine croissance. Le dynamisme de l'économie sénégalaise, l'arrivée prochaine des revenus pétroliers et les ambitions de nos clients vont générer des opportunités notamment dans le secteur de l'énergie et des infrastructures. Nous comptons continuer à investir au Sénégal sur les secteurs clés de l'économie en renforçant notre offre digitale grâce au déploiement d'outils novateurs et inégalés de gestion de la relation client. Avec une équipe de jeunes collaborateurs engagés pour relever les nombreux défis qui nous attendent, nous restons raisonnablement optimistes sur l'évolution du système bancaire sénégalais, et sur la place que la FBNBank va prendre dans cet environnement bancaire prometteur.

JAMG - PHOTOS DR

www.fbnbanksenegal.com

KENYA

Présidentielle, 9 août

DUEL DE POULAINS

Tout a commencé par une poignée de main. Le 9 mars 2018, après des mois de tensions, d'invectives, de menaces, Uhuru Kenyatta recevait à la State House son grand rival, Raila Odinga. Le candidat malheureux à la présidentielle, qui avait même organisé une prestation de serment symbolique en janvier, actait ce jour-là une réconciliation aussi surprenante que pragmatique. L'épisode a marqué le lancement (très prématuré) de la campagne pour la succession de Kenyatta. Il a aussi mis en péril son mariage de circonstance avec son vice-président, William Ruto. En faisant la paix avec Odinga, Kenyatta a réussi un coup de billard à trois bandes. Il s'est offert un début de mandat moins tumultueux que prévu, a installé au sommet de l'État un curieux trio – Ruto, Odinga et lui-même – au fonctionnement volontairement flou, et s'est octroyé plus de marge pour reprendre en main sa propre succession.

Après avoir soutenu Kenyatta lors des deux derniers scrutins, Ruto ambitionne désormais de rafler la magistrature suprême. L'homme fort de la vallée du Rift, leader kalenjin et pur produit du régime de Daniel arap Moi, attendait en retour un soutien pour 2022 mais a rapidement compris qu'il n'en bénéficierait pas. Rompre trop tôt apportait plus de problèmes que de solutions pour les deux hommes. C'est donc une guerre de palais qu'ils se livrent depuis la dernière élection. Ruto a profité de sa fonction de numéro deux de l'État pour faire campagne de manière anticipée et rencontrer les leaders de la région, dont le président ougandais, Yoweri Museveni, chez qui il a ses entrées. Kenyatta, de son côté, a écarté plusieurs cadres proches de son « VP », l'a affaibli en lançant des enquêtes pour corruption et a mis ses moyens politiques et financiers au service de « son » candidat : son ex-rival Raila Odinga.

Signe que la campagne entre dans sa dernière ligne droite, pour la première fois, en août dernier, Kenyatta a même défié Ruto : « Il serait honorable, si vous n'êtes pas satisfait, de vous retirer et de permettre à ceux qui veulent aller de l'avant d'aller de l'avant ». ●

Romain Gras

ANGOLA

Générales, août

LOURENÇO REMPILE



OSVALDO SILVA/AFP

Un partisan d'Adalberto Costa Júnior, le patron de l'Unita, qui devrait affronter le président sortant en août.

Sauf énorme surprise, on connaît déjà l'affiche des élections générales de 2022 en Angola. Le scrutin opposera en août le président sortant et candidat du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), João Lourenço, à un nouveau challenger, le patron de l'Unita, historique parti d'opposition en Angola, Adalberto Costa Júnior.

Sauf surprise encore plus énorme, c'est le premier, successeur de José Eduardo dos Santos et à la tête d'un parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays, en 1975, qui va l'emporter. L'ex-famille reine du pays, les dos Santos, semble hors course : le père s'est retiré de la vie politique, la fille aînée, Isabel, demeure à l'étranger, et le fils, José Filomeno, a vu sa condamnation pour corruption récemment confirmée par la justice angolaise.

João Lourenço, qui avait promis en 2017 d'être « l'homme du miracle économique angolais », disposerait alors de cinq ans supplémentaires pour réformer un pays encore très dépendant du pétrole, peinant à sortir du cercle vicieux de la corruption et aspirant à en finir avec la pauvreté.

Pour autant, le scrutin – au terme duquel le leader du parti vainqueur devient chef de l'État – sera intéressant à plus d'un titre. Même si le MPLA est passé maître dans l'art de mobiliser ses troupes et si l'exécutif dispose de fait d'un certain contrôle du processus, Lourenço va devoir défendre son bilan. Or, avec une lutte contre la corruption source de déceptions et les difficultés socio-économiques nées de la pandémie, l'affaire ne sera pas aisée.

Le MPLA, divisé par les réformes engagées, va devoir trouver le bon équilibre entre vieilles recettes (culte du chef, peur du chaos, propagande) et nouvelles approches, en particulier via les réseaux sociaux. En face, l'opposition a pour la première fois une vraie carte à jouer. En s'appuyant sur le mécontentement social croissant, la libération de la parole à travers ces mêmes réseaux et une stratégie d'union des forces, elle pourrait, emmenée par un chef quinquagénaire et charismatique, effectuer une belle percée. ●

Estelle Maussion



ABIDJAN 2022

RE | CONNECT BOOT SHAPE

INSCRIPTION
www.theafricaceoforum.com

CO-HOST





ORGANIZER





Tribune

Mamadou Diouf

Enseignant à l'université de Columbia, New York. Département des études du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud et de l'Afrique, et département d'histoire

Pourquoi il faut lire « L'Invention de l'Afrique »

C'est une ambitieuse aventure, inaugurée dans des essais et des romans qui se présentent comme des mises en scène performatives d'idées érudites. Paru en anglais en 1988 aux États-Unis, *L'Invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, de l'écrivain et philosophe congolais Valentin-Yves Mudimbe, vient d'être publié en français, aux éditions Présence africaine. L'ouvrage a acquis, dans les cercles universitaires, la qualité de référence obligée dans les territoires des études africaines et postcoloniales. Il accompagne dans ces champs *L'Archéologie du savoir*, de Michel Foucault et *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, d'Edward Saïd. Traduit au moment où les débats sur les postcolonies et la décolonialité font rage dans l'espace public hexagonal, le livre aide à mieux appréhender la manière dont se construisent les représentations de l'Afrique et leurs effets. Pour Mudimbe, la France a décolonisé son empire africain sans décoloniser sa propre pensée. Les interrogations au cœur de sa réflexion dévoilent les opérations de production des connaissances sur l'Afrique et esquissent des propositions pour s'en émanciper.

Mudimbe s'est attelé à dégager du territoire des études africaines les inventions de l'Afrique. De manière érudite, il met systématiquement en pièces les multiples images du continent noir véhiculées par la colonisation. Pour cela, il convoque les registres variés des arts, de la littérature, de l'histoire, des religions, des philosophies, de la sociologie, de la géographie et de l'anthropologie.

Les articulations astucieuses des différentes disciplines font l'extraordinaire richesse des opérations épistémologiques menées à l'intersection des sciences sociales et des humanités. L'auteur traque sans merci les figures de l'Afrique au cœur et en marge des grands textes européens qui l'installent dans la géographie du monde. Une Europe négrophobe, au cours du XIX^e^, ensuite négrophile, au début du XX^e^ siècle, arrogante et condescendante au centre de l'humain ; elle efface l'Européen qui devient l'Homme, et l'Europe, le site singulier de sa réalisation.

Mudimbe traque les figures fantasmées du continent au cœur des textes européens.

Mudimbe distingue trois littératures qui ont contribué à l'invention d'une Afrique primitive (du XVII^e^ au XIX^e^ siècle) : les récits exotiques des voyageurs, les interprétations philosophiques relatives à la hiérarchie des civilisations, et la recherche anthropologique du primitif et de la primitivité. La réflexion porte, dans le premier chapitre, sur « [le] fait que la civilisation a procédé pendant longtemps du foyer européen, a entretenu l'illusion que la culture européenne était de droit, une culture universelle ». Elle découvre les conséquences de l'invention de l'histoire, de la géographie et de l'ethnologie dans l'interprétation des traditions culturelles non occidentales. Mudimbe s'intéresse au discours chrétien comme un discours immergé dans l'épistème occidental. L'impossibilité de le soustraire de son site épistémologique occidental a pour conséquence une impossible africanisation.

Débats d'actualité

Ces débats, autant sur l'africanisation de l'islam ou l'islamisation de l'Afrique que sur la christianisation de l'Afrique ou l'africanisation du christianisme, restent d'actualité. Ils sont encore aujourd'hui alimentés par la nécessité (ou non) de découpler l'islam de la culture arabe et la chrétienté de la culture occidentale, pour valider leur mission universelle. Les catholiques africains ont participé à ces joutes, contribuant de manière décisive à la convocation du concile de Vatican II. Mudimbe les confronte.

Pour interroger l'histoire des idéologies africaines, il fait le tour des humanités noires à partir du travail pionnier d'Edward Wilmot Blyden. Il serait, si l'on accorde crédit à Léopold Sédar Senghor, « le précurseur de la négritude et de la personnalité africaine [...], le père idéologique de l'unité de l'Afrique de l'Ouest [...] et son idéologie pan-nègre, l'ancêtre le plus important du panafricanisme ». La réflexion se poursuit par une lecture rigoureuse des philosophies primitives du père Placide Tempels, des anthropologues tels que Marcel Griaule, Germaine Dieterlen, Mary Douglas, Jacques Jérôme Pierre Maquet, ou encore Kofi Abrefa Busia, Alexis Kagame, Paul Mercier... qui analysent le mythe en tant que code socioculturel.


ANN RONAN PICTURE LIBRARY/PHOTO12/AFP

Le Camp de Staouelí, le débarquement de l'armée française en Algérie, le 14 juin 1830, de Théodore Gudin.

« Soi occidental »

Mudimbe convoque ainsi les productions et commentaires des Africains (généralement absents ou marginaux dans la littérature), pour apprécier « la philosophie africaine » et les animateurs des opérations de déconstruction des sciences sociales qui mettent en lumière les dérives et les limites des études africaines. Mudimbe ouvre ainsi une piste pour l'exploration des fondations épistémologiques du discours africain. Dans ses différentes opérations de déconstruction du christianisme, il se pose la question obsédante de la compatibilité des fondations épistémologiques de celui-ci avec les cultures africaines. C'est pourquoi la gnose africaine trouve son expression la plus impressionnante dans l'histoire-anthropologie. Comme toute histoire, elle est en effet la manifestation de la violence du « soi occidental ». En contrepoint, l'Histoire devient une légende, une invention du présent.

Le détour ouvre sur une riche analyse des théologies africaines

Le livre est une leçon de pédagogie pour engager sans complexe le temps du monde.

et du « récit pour soi » comme moyen critique de compréhension du passé et de ses échecs, afin d'être capable d'agir autrement dans l'avenir. « La section sur les "horizons de connaissance" lève le voile sur la difformité et l'incohérence des connaissances de l'Afrique en Afrique, mises en évidence par l'examen de la constitution, de l'organisation, de la richesse paradoxale, de l'étendue des connaissances elles-mêmes, dont les racines remontent aussi loin que les périodes romaine et grecque attestent d'une incomplétude et de perspectives fondamentalement biaisées. »

Mudimbe n'enjambe pas le moment colonial. Il ne le contourne pas non plus pour le mettre à nu. Il s'installe au cœur de « la bibliothèque coloniale » et utilise ses instruments autrement pour mettre ses connaissances à l'épreuve et intimer à l'Afrique de se mettre à l'ouvrage et d'établir des humanités noires. Croit-il à un retour à l'Égypte ancienne – auquel Cheikh Anta Diop appelle pour nourrir une renaissance africaine – ou à la construction d'archives du temps du monde – lesquelles ne s'ouvrent pas avec la colonisation mais avec le monde antique et arabe – pour rénover un universel pollué par l'Europe dans son expansion impériale ?

La musique, la danse, la littérature, le sport mettent fortement en scène cette Afrique multiple dont l'administration de la diversité et le refus des frontières ethniques rigides ont été la force. Au moment où l'Europe y replonge avec le rejet du multiculturalisme – relisez certains discours de Nicolas Sarkozy (France), d'Angela Merkel (Allemagne) et de David Cameron (Grande-Bretagne) entre 2007 et 2011 et les rodomontades de la gauche, dernier rempart d'une république assimilatrice, une et indivisible – par une géographie du « nous » et « des barbares », le livre de Mudimbe est une leçon de pédagogie pour engager sans complexe et de manière érudite le temps du monde.

Notre temps, celui « du métissage » (Léopold Sédar Senghor), « du rendez-vous du donner et du recevoir » (Aimé Césaire) et du *Tout-monde* (Édouard Glissant). Tourner le dos à une histoire réduite par l'Europe aux affaires politiques pour une histoire de la vie quotidienne (Rabindranath Tagore). Son invitation : étudier « avec la passion propre à l'Autre, à cet être qui n'a été jusqu'à maintenant qu'un simple objet des discours des sciences humaines et sociales. Un exploit qui, si l'on en croit Toni Morrison (préface de *The Radiance of the King*), a été accompli par Camara Laye avec *Le Regard du roi*. ●

ÉVÉNEMENTS



FRANCE 2022

L'Afrique, cinquième roue du carrosse élyséen

En avril, les Français seront appelés à choisir leur président. La plupart des candidats déclarés ignorent le continent, sauf pour se focaliser – de manière fort opportuniste – sur la question migratoire.

ALAIN FAUJAS

Le président Emmanuel Macron (à dr.) recevant le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, le 21 novembre 2017, à l'Élysée.

LUDOVIC MARIN/POOL/REUTERS

L'

L'immigration africaine hante les candidats à l'Élysée, dont on ne connaît encore ni le nombre ni le programme, sauf que la plupart d'entre eux ont peur de l'Afrique, sans le dire. Dans cette course à la présidence française*, lancée depuis des mois, certains sont beaucoup plus offensifs que d'autres même si, finalement, la plupart n'expriment pas de projet politique clair pour le continent. Normal puisque, comme le dit la romancière franco-camerounaise Calixthe Beyala, « les Français ignorent l'Afrique », et leurs politiciens aussi.

« Nous allons donc devoir choisir entre la droite et la droite », se désole-t-elle en constatant qu'Éric Zemmour a entraîné la classe politique dans son sillage nauséabond et imposé l'immigration et la sécurité comme thèmes dominants de la campagne électorale. « Ces thèmes existaient déjà lors des précédentes campagnes, analyse Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'institut de sondage Ifop. Ces sujets seront très présents dans la campagne présidentielle et, nouveauté, ils ne seront plus portés seulement par la droite nationaliste. »

« Les envahisseurs prédateurs »

Le seul à oser cibler une menace raciale, c'est Zemmour, qui a fait des Arabes et de l'Islam ses cibles favorites et qui prétend que la France est menacée de devenir une énorme Seine-Saint-Denis – le « 9-3 » –, où les commerces sont « estampillés halal », où les agences de la Western Union « transfèrent le produit des allocations françaises ou des divers trafics vers les familles restées au bled » et où « la plupart des cafés sont réservés aux hommes », ainsi qu'il l'écrit dans son dernier livre *La France n'a pas dit son dernier mot* (Rubempré).

Son programme est limpide. Certes, il n'ose pas dire qu'il faut jeter à la mer ces violeurs, délinquants et autres malfrats qui veulent en finir avec la civilisation occidentale, car ils sont trop nombreux. Pour rassembler les « vrais Français » sous sa bannière, il préconise une « révolution copernicienne » afin d'« éloigner ces envahisseurs prédateurs loin de nous : expulsion systématique des étrangers pénalement condamnés (25 % des détenus) ; déchéance de nationalité française pour les individus binationaux condamnés pour crime ou pour une succession de délits ; reprise en main par l'État des zones de non-droit ».

Les autres candidats de la droite extrême et de la droite classique sont plus prudents. À aucun moment ils ne ciblent les Nord-Africains ou les Subsahariens. Mais qui se noie en Méditerranée, qui souffre de la condition de sans-papiers et qui fait peur aux bons « Gaulois », sinon eux ?

Marine Le Pen (Rassemblement national) enrage de voir son fonds de commerce pillé par ses concurrents, à commencer par Zemmour, qu'elle n'est pas parvenue à persuader de la rejoindre dans son combat pour la préférence nationale. Longtemps seule challengeuse du président sortant, elle se trouve talonnée dans les sondages par Éric Zemmour et, surtout, par Valérie Pécresse (Les Républicains).

> LA PLUPART DES ARABES ET DES SUBSAHARIENS QUI FONT SI PEUR SONT, EN RÉALITÉ, DE NATIONALITÉ FRANÇAISE.

Le cœur de son programme est la question qu'elle entend poser par référendum aux Français si elle est élue : « Approuvez-vous le projet de loi "citoyenneté, identité, immigration" » qui comprendra un plan complet pour la maîtrise de l'immigration ? Pour lutter contre les flux migratoires et défendre la citoyenneté française, le oui à ce référendum rendrait le droit français supérieur au droit européen. Cela permettrait de mettre fin au droit du sol qui autorise les naturalisations automatiques, de déchoir de leur nationalité les binationaux ou les personnes naturalisées coupables de crime ou d'atteinte aux intérêts de la nation.

Ces mesures s'ajouteraient à la suppression des regroupements familiaux, à la limitation du droit d'asile aux seuls étrangers dont la vie est menacée par leur État, et à la préférence nationale, qui réserverait aux Français la priorité en matière de logement, d'emploi et de prestations sociales.

Astucieusement, Marine Le Pen soutient de longue date l'aide française au développement, qu'elle entend porter à 0,7 % du revenu national brut, conformément aux préconisations de l'ONU, parce qu'elle est « le seul rempart contre les immigrations massives » en incitant les Africains à rester chez eux.

Quotas, charters, frontières

Valérie Pécresse est sur la même longueur d'onde et veut, elle aussi, en cas de victoire en passer par le référendum « pour reprendre le contrôle [du] destin [de la France] et la souveraineté de [ses] frontières », même si elle prend la peine de préciser que l'immigration zéro n'est « ni possible ni souhaitable ». Ses propositions sont des variantes de celles de Le Pen : quotas annuels d'immigrés votés par le Parlement, prestations sociales conditionnées à cinq ans de séjour « régulier » en France, titre de séjour délivré si maîtrise du français et ressources suffisantes, intensification des charters rapatriant les expulsés, demande d'asile déposée dans l'ambassade de France du pays de départ.

On entend peu la gauche dans cette bousculade de moutons de Panurge qui oublient que la plupart des Arabes et des Subsahariens qui font si peur sont, en réalité, de nationalité française. Il y a l'électron libre, Arnaud Montebourg, que ses ancêtres kabyles n'ont pas dissuadé de proposer la mesure très, très à droite, de bloquer les transferts d'argent des immigrés vers les pays qui ne signent pas d'accord de coopération avec la France pour contrôler l'immigration. Son livre-programme, *La Remontada* (Le Cerf), en est devenu illisible pour beaucoup de ses partisans.

Il y a le champion de l'écologie, Yannick Jadot, qui, lui non plus, n'a pas encore affiné ses propositions pour l'Afrique, mais qui demande que l'on « cesse d'abandonner les migrants qui traversent la Méditerranée ». Quant à la candidate désignée par le Parti socialiste, Anne Hidalgo, elle est surtout audible quand elle propose une primaire à ses concurrents de gauche ou quand elle entend défendre la forêt du bassin du Congo et l'urgence à vacciner les populations des pays les plus pauvres, donc africaines.

Mélenchon et Macron à part

Le seul à gauche à disposer d'un programme structuré qui ne réduit pas l'Afrique à l'immigration, c'est Jean-Luc Mélenchon. Dans son programme pour l'Union populaire, *L'Avenir en commun* (Seuil), il n'hypertrophie pas la vague migratoire qu'il attribue « aux accords commerciaux inégaux qui détruisent les économies ». Pour « assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés », il propose « de faciliter l'accès aux visas, de régulariser les travailleurs et d'instituer une carte de séjour de dix ans ».

Son chapitre « Construire une relation avec l'Afrique basée sur la souveraineté des peuples » ouvre la porte à un arrêt des opérations militaires au Sahel et préconise que les pays africains de la zone CFA soient les seuls maîtres de leur monnaie. Il demande l'annulation des dettes « odieuses de certains pays africains » car contractées par les « dictatures dans le seul but d'enrichir le clan au pouvoir ».

Emmanuel Macron est un cas très à part. À l'heure où nous mettions sous presse, il n'était toujours pas candidat, mais il est omniprésent sur l'Afrique, qu'il laboure méthodiquement en tant que chef de l'État pour changer le logiciel des relations de la France avec l'ensemble du continent et en finir avec la Françafrique.



Éric Zemmour et Marine Le Pen ont placé la lutte contre l'immigration au cœur de leurs programmes.

> LE PRÉSIDENT SORTANT VEUT GAGNER LE CŒUR DES AFRICAINS ET LE VOTE DE LEURS DIASPORAS.

La restitution du patrimoine africain et la fin du CFA de papa, c'est lui. L'ouverture des archives sur l'assassinat du Burkinabè Thomas Sankara, la paix conclue avec le Rwandais Paul Kagame, la reconnaissance du fait colonial en Algérie, c'est encore lui. Le cap mis sur les pays anglophones, la forte augmentation de l'aide de la France au développement, la demande d'annulation pure et simple de la dette africaine, l'invitation de la jeunesse africaine, très remontée contre l'ancien colonisateur, à Montpellier, pour mettre à plat les relations Afrique-France, la demande de pardon adressée aux harkis, c'est toujours lui. Il entend manifestement ne laisser aucune place à ses concurrents et être le seul à s'approprier le cœur des Africains, mais surtout le vote de leurs diasporas, qui pèse lourd en théorie, puisqu'elles comptent 6 ou 7 millions d'électeurs. « Macron et Mélenchon sont beaucoup plus à l'aise que la droite pour leur faire un appel du pied », juge Jérôme Fourquet.

Vers lequel ces diasporas pencheront-elles au moment de glisser leur bulletin de vote dans l'urne ? « Les plus connectés choisiront Macron, mais les classes populaires voteront peu ou pas », répond Laurent Duarte, secrétaire exécutif de l'ONG franco-africaine Tournons la page.

Il est un homme issu de la diversité qui aimerait s'aligner parmi les candidats à la présidentielle. Docteur en santé publique et président du mouvement Autrement, Gildas Vieira se désole que les médias nationaux ignorent sa candidature. « La France s'enferme. Il va falloir qu'elle m'entende, moi qui suis originaire du Congo-Brazzaville. Issu des deux côtés, je peux pacifier les relations entre la France et l'Afrique qui risquent de tourner à la haine. » Peut-être est-il encore trop tôt pour que cette voix noire et française soit entendue. ●

*** Dans l'ordre alphabétique : Nathalie Arthaud, François Asselineau, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg, Valérie Pécresse, Florian Philippot, Philippe Poutou, Fabien Roussel, Éric Zemmour.**



Tribune

Benjamin Stora

Historien, ex-président du Musée national de l'histoire de l'immigration

Quand la question migratoire tourne à l'obsession

Marine Le Pen, Éric Zemmour surtout, mais aussi Éric Ciotti, candidat malheureux à la primaire du parti Les Républicains, et sa challengeuse, Valérie Pécresse, désormais en lice pour l'élection présidentielle d'avril prochain… Depuis septembre, précampagne oblige, tous parlent beaucoup d'immigration. En réalité, le sujet est installé au cœur de la vie politique française depuis longtemps.

En 2002, le candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen était parvenu au deuxième tour en axant son discours sur l'immigration. Du côté de la droite républicaine, le propos a progressivement évolué, et il est révolu le temps où Bernard Stasi, proche de Chirac, pouvait publier *L'Immigration, une chance pour la France.* En 2007, Nicolas Sarkozy a ainsi réussi à se faire élire en mettant au premier plan de ses préoccupations l'immigration.

Aujourd'hui, d'après les sondages, si l'on additionne les voix de l'extrême droite et celles de la droite classique, on obtient un score global voisin de 60 % des suffrages pour tous les candidats à la présidence qui font de l'immigration un thème de campagne essentiel.

Pourtant, en 2003, après une vague de discours et d'actes anti-immigrés, Jacques Chirac avait tenté de changer le regard sur ce sujet, en décidant de créer la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Il voulait ainsi qu'on explique les rôles joués par les immigrés dans la construction de la nation française. Et qu'on favorise autant que possible leur intégration.

Série de confusions

Or, et c'est éloquent, il faudra attendre plus de dix ans pour que l'on assiste enfin, en 2014, sept ans après son ouverture, à l'inauguration du Musée national de l'histoire de l'immigration, émanation de cette cité, par François Hollande. Nicolas Sarkozy a ignoré l'initiative, et même la gauche a mis du temps avant de la célébrer. Sans pour autant, et cela reste vrai jusqu'aujourd'hui, lui allouer des moyens dignes d'un musée

> **Quand on parle d'immigrés, on ne sait même plus de qui on parle…**

national. Une illustration de la difficulté de la classe politique française à simplement assumer son histoire.

Depuis les attentats contre *Charlie Hebdo* et d'autres cibles, la manière d'aborder la question migratoire a changé. Tout ne tourne plus autour de la figure de l'immigré en général : on se focalise sur l'immigration postcoloniale, celle du sud de la Méditerranée, maghrébine et africaine, et sur la question de l'islamisme, souvent confondu avec l'islam. Nouveau pas franchi avec Éric Zemmour, on évoque désormais régulièrement la question identitaire, de la civilisation, de la compatibilité des civilisations – entre celle de la chrétienté et celle de l'islam. Ce déplacement du centre de gravité des discours a conduit à une série de confusions. Immigration, place de l'islam en France, intégration ou assimilation des immigrés… On mélange tout dans les débats politiques. Quand on parle d'immigrés, on ne sait même plus de qui on parle. De gens originaires des pays du Sud, mais qui sont français souvent depuis plusieurs générations ? D'étrangers vivant en France depuis plus ou moins longtemps et de façon régulière ou irrégulière ?

Que pourrait-on souhaiter, sans illusion, pour que les débats ne dérivent pas outrageusement ? D'abord, il faudrait entreprendre un travail de clarification, notamment sur les mots utilisés, pour que l'on sache de quoi on parle quand il est question d'immigration.

Grande hypocrisie

Ensuite, plus personne d'audible ne le dit, à droite comme à gauche, et c'est pourtant essentiel, il faudrait affirmer avec force non seulement que l'immigration zéro n'a pas de sens, mais aussi que la France ne saurait se passer, sur beaucoup de plans, des immigrés. Il y a une grande hypocrisie à cet égard. Tous les gens responsables savent bien que l'économie française, en particulier, a besoin des immigrés, qu'elle serait paralysée si, hypothèse absurde, ils s'en allaient tous subitement.

Il y a donc une réalité sociale qu'il faut affronter, et plus personne, ou presque, ne semble avoir le courage de le faire. Il faudrait quand même se demander sérieusement pourquoi les immigrés quittent leur pays. On ne s'interroge pas assez sur le fonctionnement politique et économique des États dont sont originaires les immigrés. Or, sans cela, comment envisager une politique du pays d'accueil ? Comment définir, vis-à-vis des pays du Sud, des relations, des options d'investissement, des aides qui permettraient de mieux gérer la situation ?

Reste qu'il est bien difficile de savoir à quel point le thème de l'immigration, et de plus en plus celui de la place de l'islam, peut jouer un rôle majeur dans l'élection d'un candidat à la présidentielle. Il en est question, et il en sera question tout le temps ces prochains mois. Rarement de façon sérieuse. Rien d'autre n'est certain. ●



Portraits des parents de Dalila Kerchouche, fille de harkis.

CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE



À Soisy-sous-Montmorency, dans le quartier du Noyer-Crapaud.

JEANNE FRANK/DIVERGENCE

ÉVÉNEMENTS

LA GARDE RAPPROCHÉE DE…

Simone Gbagbo



Loyaux, envers et contre tout

Peu importe que certains de ses proches aient rejoint le parti de Laurent Gbagbo, l'ex-première dame de Côte d'Ivoire conserve un cercle de fidèles prêts à tout pour faire perdurer son influence.

AÏSSATOU DIALLO

Après avoir incarné une ligne dure sous la présidence de son époux, Simone Gbagbo dénonce désormais la corruption et brandit la crainte de Dieu. Un discours qui séduit particulièrement au sein de l'Église évangélique, dont elle est une fervente fidèle. L'ancienne première dame, marraine du Mouvement des générations capables (MGC), demeure populaire et influente. Même si elle fait face à des difficultés financières et que son entourage est en proie à des tensions, certains voyant d'un mauvais œil l'omniprésence de sa sœur, Claudine Ehivet Ouattara. ●

OLIVIER POUR JA; FACEBOOK SIMONE EHIVET GBAGBO; COMSEG; FACEBOOK EHIVET BINTOU OUATTARA; DOC YOUTUBE; FACEBOOK CORENTIN AKPA; DR

LES PROCHES COLLABORATEURS

CORENTIN AKPA



Nommé lorsqu'elle était en prison, son directeur de cabinet est le coordinateur du cercle rapproché des collaborateurs de Simone Gbagbo. Il est secondé par un adjoint, Klognimban Dominique Traoré, sur lequel cette dernière s'est appuyée pour rédiger son dernier livre, *Ma sortie de prison : prémices d'une Côte d'Ivoire réconciliée*, publié en juin 2021.

ANGE RODRIGUE DADJÉ



Il est, entre autres, chargé de l'épineux dossier du divorce entre Simone et Laurent Gbagbo. À la mi-novembre, l'avocat de l'ex-première dame avait publiquement dénoncé les propos de Michel Gbagbo, le fils de l'ancien président, qui avait qualifié Simone Gbagbo d'« ex-épouse » avant même que la séparation ait été officiellement prononcée. Il fait également partie des conseillers en communication de celle-ci.

LE RELIGIEUX

PASTEUR DÉSIRÉ AMOUZOU KASSI



Officiant à l'église évangélique La Majestueuse, il est très proche de Simone Gbagbo, qui prie au sein de la branche ivoirienne du Ministère chrétien du combat spirituel. Elle a d'ailleurs assisté le 17 octobre, à Kinshasa, au 30e anniversaire de cette organisation religieuse fondée par Elisabeth Wosho Olangi, ou « Maman Olangi », décédée en 2018.

LE PREMIER CERCLE FAMILIAL

CLAUDINE EHIVET OUATTARA

La sœur de Simone Gbagbo, dont elle est très proche, lui a été d'un grand soutien lors de sa détention à Odienné, puis à l'École de gendarmerie d'Abidjan. Elle a de l'influence au sein des équipes de l'ex-première dame, dans laquelle figurent d'ailleurs plusieurs de ses enfants. C'est elle qui a, entre autres, pesé dans le choix de Marie Claude Kraidy comme présidente du Mouvement des générations capables.

BINTOU OUATTARA



La fille de Claudine Ehivet Ouattara gère les rendez-vous de sa tante. Son frère, Georges Ngouan, s'occupe pour sa part de l'intendance de son cabinet. Et sa sœur, Rokia Ouattara, est la responsable du protocole de Simone.

PATRICIA MEVA



La fille de Simone Gbagbo gère la communication. Exilée au Cameroun après la crise de 2010-2011, elle est active dans le domaine de l'agrobusiness.

LES CONSEILLERS POLITIQUES DE L'OMBRE

LAZARE KOFFI KOFFI



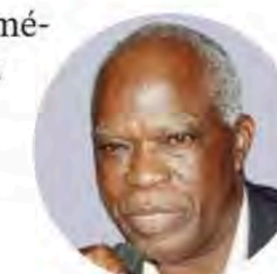
Il est l'artisan du MGC, dont il favorise l'implantation dans le pays. Ministre de la Jeunesse dans le gouvernement de Pascal Affi N'Guessan (2000-2003), il fut également ministre de l'Environnement dans celui de Gilbert Marie Aké N'Gbo (2010-2011). En exil au Ghana, il est rentré en Côte d'Ivoire en janvier 2019.

MAURICE KIPRÉ DIGBEU



À la tête d'une société d'assurances en Côte d'Ivoire, cet homme d'affaires est l'un des mécènes de Simone Gbagbo. Il avait présenté sa candidature aux dernières législatives dans la circonscription électorale de Daloa, sous la bannière d'EDS.

MAURICE LOHOURIGNON



Ancien secrétaire national chargé du plan et de l'aménagement du territoire du Front populaire ivoirien (FPI), fondateur du mouvement Solidarité pour Laurent Gbagbo, il est un compagnon de route de l'ancien président depuis les années 1980. Mais il travaille également avec Simone sur certains dossiers.

RICHARD KOUAMÉ SECRÉ



Cet ex-ministre du Tourisme fait partie des membres du gouvernement de l'ère Gbagbo rentrés d'exil en 2019, comme Émile Guiriéoulou (Intérieur) et Thomas N'Guessan (Enseignement supérieur). Tous trois conseillent désormais Simone sur les questions politiques. Autre proche de l'ex-première dame, Gervais Boga Sako, de retour depuis juillet 2021, a quitté le mouvement Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (lancé par les pro-Laurent Gbagbo) et est à la tête de la Fondation ivoirienne pour les droits de l'homme et la vie politique.

LES FIDÈLES QUI ONT REJOINT LE PPA-CI

TAPÉ KIPRÉ



Ancien vice-président chargé des élections au FPI, Tapé Kipré a rejoint le nouveau parti de Laurent Gbagbo en tant que premier vice-président du Conseil de discipline. Il demeure toutefois l'un des conseillers de l'ex-première dame.

BLAISE LASME



L'ex-secrétaire à l'organisation de la jeunesse du FPI est lui aussi un proche de Simone Gbagbo. Membre du PPA-CI, il s'est activé pour mobiliser les partisans en vue de la création de ce parti.

TOTO JÉRÔME BALOU BI



Enseignant-chercheur et consultant à l'université de Cocody, il a été nommé président de la fondation Simone-Ehivet-Gbagbo.

ENTRETIEN

PAP NDIAYE

« On cherche à intimider ceux qui réfléchissent sur les questions raciales »

Près d'un an après sa nomination à la tête du Musée national de l'immigration, à Paris, le chercheur franco-sénégalais souligne la nécessité de regarder en face l'histoire des populations noires.

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE GONNET



Au Palais de la Porte-Dorée, qui abrite le Musée de l'immigration, le 10 mars 2021.

DMITRY KOSTYUKOV/NYT-REDUX-REA

Le 27 octobre, il assistait avec émotion à la restitution de vingt-six objets d'art au Bénin par le Musée du quai Branly. Le 30 novembre, il applaudissait la panthéonisation de Joséphine Baker. Si ces « pas en avant » ne « changent pas la face du monde », le spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis et des minorités – qu'il a régulièrement chroniquée dans *Jeune Afrique* – les attendait depuis longtemps. Il a été l'un des premiers chercheurs de l'Hexagone à s'intéresser aux *black studies* – *La Condition noire,* qu'il publie en 2009, s'est imposée comme l'un des ouvrages fondateurs de ce champ d'études en France. Dix ans plus tard, il a aussi collaboré à l'exposition « Le Modèle noir, de Géricault à Matisse », montrée à New York, au Musée d'Orsay et à Pointe-à-Pitre et corédigé un rapport sur la diversité à l'Opéra de Paris.

En mars dernier, ce chercheur né d'un père sénégalais et d'une mère française est devenu le premier directeur ayant des origines africaines à diriger un grand musée français : le Musée national de l'histoire de l'immigration, implanté dans l'ancien Palais des colonies, édifié pour l'Exposition internationale de 1931 à Paris. Nous le rencontrons dans cet imposant édifice paré d'immenses fresques de propagande coloniale, dont il a accepté de prendre la tête pour contribuer à raconter une autre version de l'Histoire.

Jeune Afrique : Alors que vous êtes un spécialiste de l'histoire et de la sociologie des populations noires, votre nomination à la tête du Musée de l'immigration, celle d'un homme métis, a beaucoup été qualifiée de symbole. N'est-ce pas réducteur ?

Pap Ndiaye : Je n'ai pas été présenté que comme cela, on a aussi reconnu, enfin je crois, que je suis un historien avec quelques mérites professionnels. Mais le symbole compte pour moi, je ne veux pas lui tourner le dos. Plutôt que de m'éloigner de la dimension symbolique, je l'assume en disant qu'en France, encore plus qu'ailleurs peut-être, on a besoin de symboles et de *role models*. Je suis le premier directeur d'un musée national français à avoir des origines africaines. Pourquoi devrais-je le cacher comme si cela remettait en question mes compétences ? Je suis plusieurs choses à la fois. Donc j'assume.

Vous travaillez à mettre en avant au sein du musée la question de la traite négrière et de la colonisation. Les crispations actuelles autour de l'immigration et du passé colonial compliquent-elles ce projet ?

Depuis ma nomination, les projets du musée ont pris beaucoup de consistance. Notre parcours permanent, qui va ouvrir dans un an, commence en 1685, avec la révocation de l'édit de Nantes et la publication du Code noir, qui régit l'esclavage dans les colonies françaises. La première salle sera ainsi, notamment, consacrée à la traite. Par ailleurs, nous travaillons à ce que la décoration, les bas-reliefs, les fresques de cet ancien Palais des colonies, inauguré il y a quatre-vingt-dix ans, qui témoigne de la propagande coloniale de l'époque, soient historicisés, mieux conceptualisés. Nous saisissons à bras-le-corps la question de l'esclavage et la question coloniale.

L'immigration est un sujet délicat, depuis longtemps, et en parler sérieusement va à contre-courant de beaucoup de choses dans l'espace public. Mais télévisions et réseaux sociaux ne disent pas tout de la société française, il y a en son sein des forces bienveillantes et ouvertes. Attention à ne pas tirer trop vite de conclusions à partir de quelques figures et de sondages hâtifs. Je regarde plus du côté de la société, avec ses complexités et son métissage, que du côté de certaines chaînes d'info.

Vous inquiétez-vous de l'éventuelle arrivée au pouvoir de l'extrême droite et de son impact sur la condition noire et sur les perspectives des personnes issues de l'immigration ?

C'est un sujet de vigilance pour tous ceux qui sont attachés aux droits humains et à l'égalité réelle que de voir la progression d'idées qui tendent à construire des murs, à dénoncer celles et ceux qui n'auraient pas le droit de vivre ici et n'auraient pas la bonne tête ou le bon prénom. La mission du Musée de l'immigration est justement de promouvoir l'importance de l'histoire de cette dernière dans notre pays. Il ne s'agit pas de dire que tout est formidable mais de montrer que cette histoire n'est pas une note de bas de page, qu'elle est centrale si on veut comprendre ce qu'il se passe en France depuis le XVII[e] siècle.

En France, on oppose parfois à ceux qui s'intéressent aux questions raciales et à la condition noire qu'ils ne font qu'exporter des problématiques propres aux États-Unis. Est-ce justifié ?

Aujourd'hui, il y a un intérêt manifeste pour ces questions dans la jeunesse, et je m'en réjouis. Mais comme il fallait s'y attendre, cet essor a suscité des réactions et des oppositions. Dans les années 1990, le terme à la mode était le « politiquement correct ». Puis on a parlé de bien-pensance, d'islamo-gauchisme il y a quelques mois et, aujourd'hui, du « woke ». On lance ainsi des chimères afin d'intimider celles et ceux qui réfléchissent sur ces questions en les renvoyant à une supposée américanisation de la société française.

Mais cela fait un siècle qu'on réfléchit sur l'antiracisme et sur la situation des Noirs en France. Il y a eu la création de ligues de défense des Noirs dans les années 1920, la négritude dans les années 1930 et Frantz Fanon dans l'après-guerre. On ne parle donc pas d'américanisation mais d'un espace atlantique de réflexion (États-Unis, Caraïbes, Afrique, Europe) très ancien.

On accuse aussi ces militants et ces chercheurs de s'opposer à l'universalisme…

On leur reproche en effet de s'exprimer au nom d'une cause particulière, au mieux secondaire, au pire hostile à l'esprit des Lumières. Mais la plupart ne sont pas du tout opposés à l'universalisme. Césaire parlait d'un « universalisme décharné » à propos de celles et ceux qui promeuvent un universalisme complètement abstrait, indifférent à son effectivité. Réclamer une meilleure lutte contre les discriminations et une meilleure prise en considération des violences sexistes et sexuelles, est-ce tourner le dos à l'universalisme ou au contraire considérer qu'il doit être valide pour toutes et tous?

Toutes ces accusations sont donc largement infondées. Ce qui ne signifie pas que certaines expressions de ce militantisme ne doivent pas être condamnées. Il existe certainement un discours moralisateur qui peut être sectaire, claquer la porte aux nez de celles et ceux qui sont de bonne volonté mais qui ne disent pas la doxa du moment.

Faites-vous référence à la *cancel culture*, au déboulonnage de statues? Votre ambition de parler de traite négrière au sein même du monument colonial qu'était le Palais de la porte dorée est-elle une façon de montrer une autre voie?

Il y a plein de voies possibles. Je pense que le déboulonnage de la statue du général Lee, grand partisan de l'esclavage, à Charlottesville, ou le déplacement de la statue de Joséphine de Beauharnais à Fort-de-France ne sont pas un problème. Enlever est une option, mais ce n'est pas la seule. Il y en a d'autres qui sont parfois plus créatives, comme celles qui consistent à s'appuyer sur un monument pour faire de l'Histoire. Et quoi de mieux que ce Palais de la porte dorée pour parler de ces questions? Ce n'est pas un musée de la colonisation, il n'en existe pas pour l'instant en France – et c'est regrettable –, mais nous assumons notre part.

Vous avez assisté, le 27 octobre dernier au Musée du quai Branly, à la restitution au Bénin de vingt-six objets d'art. Comment avez-vous vécu ce moment et que doit-il annoncer selon vous?

Cela n'aurait pu n'être qu'un moment solennel, mais il y a eu de l'émotion, parce que tout le monde a bien saisi sa dimension historique et a réalisé qu'il se passait quelque chose d'important. Cette question des restitutions est permise par la loi du 24 décembre 2020, qui remet en question le principe d'inaliénabilité des œuvres. Mais en l'absence de loi-cadre – ce que réclament Felwine Sarr et Bénédicte Savoy –, il faut chaque fois une loi pour autoriser l'État à restituer tel ou tel objet.

> « Il n'est pas question de vider les musées européens, mais de permettre à l'Afrique de retrouver une partie de son patrimoine. »

La prochaine étape consiste à dépasser la restitution de très peu d'objets – que ce soit les bronzes du Bénin, le sabre du Sénégal ou le tambour de Côte d'Ivoire – pour quelque chose de plus systématique. Les marges de manœuvre sont considérables. Il n'est pas question de vider les musées européens mais de rééquilibrer les choses en permettant à l'Afrique de retrouver une partie de son patrimoine, ce qui est complètement légitime.

Quid des œuvres, beaucoup plus nombreuses, des collections privées? Peut-on envisager un retour?

Personne n'empêche les collectionneurs ou les musées privés de restituer des objets. Néanmoins, les pouvoirs publics doivent déjà faire leur part et balayer devant leur porte, ce qui commence à être fait.

Un mois après ces restitutions, Joséphine Baker est entrée au Panthéon. La France commence-t-elle, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, à regarder son passé en face ou ces gestes participent-ils avant tout d'un *soft power* opportuniste en direction de l'Afrique?

L'historien que je suis vous dira tout de suite que la politique a toujours une dimension opportuniste, et ce n'est pas forcément un problème quand ça va dans le bon sens. Je pense qu'il y a eu des évolutions positives ces dernières années sous le quinquennat de Macron – y compris le sommet Afrique-France de Montpellier, avec des propositions très intéressantes issues du rapport d'Achille Mbembe.

Saluons ces avancées positives plutôt que de les fustiger au motif que ça ne suffirait pas. Il convient d'abandonner les positions hyper critiques qui finissent par ne plus distinguer le modérément positif du « rien du tout » ou du très négatif. Le sommet, les restitutions et la panthéonisation sont de très bonnes choses. Cela ne change pas la face du monde, mais reconnaissons les pas en avant quand il y en a.

Que retenez-vous du rapport d'Achille Mbembe?

Deux propositions m'ont marqué : la création d'une maison de l'Afrique à Paris et le Fonds pour la démocratie, même s'il reste à en imaginer le fonctionnement. Ces deux propositions me semblent très positives. Elles peuvent, je l'espère, contribuer à tourner définitivement la page de la Françafrique et engager la France dans un nouveau chemin dans ses relations avec le continent.

Sur ce nouveau chemin, on a l'impression que c'est la France qui définit le cap et le tempo. Quel rôle les États africains devraient-ils jouer?

C'est une vraie question parce que le sommet Afrique-France de Montpellier a fait appel à des jeunes plutôt qu'à des chefs ou à des représentants d'État, ce qui était bien vu. La question est effectivement celle de savoir comment va se construire ce dialogue à branches multiples entre États et sociétés civiles. Beau travail en perspective pour les diplomates!

Par ailleurs, pour la première fois en France, lors de ce sommet, une politique diasporique s'est esquissée. La partie de la population française qui est issue indirectement – par les parents, les grands-parents – du continent africain a des attaches multiples avec le continent, et c'est un grand atout pour ce pays.



Lors de la cérémonie marquant la panthéonisation de Joséphine Baker, le 30 novembre 2021, à Paris. POOL/MAXPPP/MAXPPP

Votre sœur, Marie Ndiaye, a publié cette année un nouveau roman, *La vengeance m'appartient*. L'avez-vous lu, et s'intéresse-t-elle, de son côté, à votre travail?

Marie était justement au musée la semaine dernière, parce qu'elle va présider pour 2022 le jury du prix littéraire de la Porte dorée, qui a déjà récompensé plein d'auteurs importants avant qu'ils ne soient connus comme les lauréats du prix Goncourt, Mohamed Mbougar Sarr et Mathias Enard. Je parle très souvent avec ma sœur de ce que nous faisons ici et je lis ses romans quand ils sortent. Je n'ai pas de droit de regard, je ne suis pas compétent là-dessus. Elle est du côté de la fiction, moi pas, mais nous nous réunissons autour de plein d'autres choses.

Dans votre dernier livre, *Les Noirs américains*, vous soulignez que la guérison de la blessure raciale des États-Unis, que l'élection d'Obama semblait traduire, n'était qu'une illusion. Qu'est-ce que l'arrivée au pouvoir de Trump puis de Biden dit de l'évolution de cette blessure?

Même si l'élection d'Obama était historique, elle n'a pas changé structurellement le pays. Celle de Donald Trump a montré qu'on avait sous-estimé l'ancrage profond et la force du ressentiment d'une partie de la population blanche à l'égard des minorités, que le républicain a profondément travaillé lors de sa campagne, avec des propos très violents. Il a capitalisé sur les peurs, les inquiétudes, le ressentiment d'une partie du monde blanc américain, la plus populaire surtout, qui estime depuis plusieurs décennies que l'État en fait trop pour les Noirs, les Hispaniques et tous les « autres ».

> « Réclamer une meilleure lutte contre les discriminations, est-ce tourner le dos à l'universalisme? »

Quant à l'élection de Joe Biden, elle est due à la mobilisation de l'électorat noir. Si Biden était l'héritier d'Obama, il était surtout le candidat qui, de leur point de vue, leur offrait le plus de chances de se débarrasser de Trump. Mais l'influence de Black Lives Matter sur le programme de Biden a aussi joué. Et la force mobilisatrice qui l'a porté à la présidence est héritière de ce mouvement.

Black Lives Matter s'inscrit-il dans la lignée du Black Power des années 1960, qui a selon vous échoué mais « aiguillonné les plus modérés et politisé les plus modestes »?

Black Lives Matter s'inscrit dans une histoire de la radicalité, celle de la mobilisation populaire, du militantisme Black Power par contraste avec une organisation très modérée comme la NAACP [National Association for the Advancement of Colored People], qui misait d'abord sur les tribunaux et le lobbying. Mais la force de ce mouvement a été d'arriver, surtout après la mort de George Floyd, à rassembler des parties très importantes de la population américaine, bien au-delà des Noirs. Black Lives Matter emprunte à la fois à l'histoire de la radicalité noire et au sens du rassemblement d'un Martin Luther King.

D'Eric Adams et Lori Lightfoot, respectivement maires de New York et de Chicago, à Cori Bush et Ilhan Omar, entrées au Congrès, on compte de plus en plus d'élus noirs aux États-Unis. Cela a-t-il un réel impact sur les inégalités dont les Africains-Américains sont victimes?

Quand le programme de discrimination positive a été lancé dans les années 1970, l'objectif était d'avoir des « locomotives » qui tireraient l'ensemble du train. On pensait que la réussite des uns allait pouvoir bénéficier à tous. Mais les Noirs qui s'en sont sortis, qui sont allés à l'université et ont eu accès à des emplois valorisants, se sont éloignés des mondes pauvres, ne serait-ce que par le logement – ils ont pu quitter les ghettos en profitant de la déségrégation urbaine. Le train n'a pas été tiré, et un bon quart de la population noire américaine est restée à quai. La discrimination positive a bénéficié à ceux qui n'étaient pas loin de la surface, ce qui est déjà très bien, mais elle n'a pas sorti tout le monde hors de l'eau. ●



Tribune

Louise Mushikiwabo

Secrétaire générale de la Francophonie

Face à la pandémie, soyons égoïstement solidaires

Depuis deux ans maintenant, la pandémie de Covid-19 secoue le monde, ébranlant nos certitudes et contraignant les dirigeants à revoir leurs priorités. Tous les pays sans exception, petits et grands, subissent les conséquences de l'une des plus grandes pandémies de l'époque moderne. Exacerbation des rivalités internationales, alliances inédites, conflits diplomatiques, récession économique, excès de communication et frustrations populaires… Cette crise aura bouleversé durablement le monde, bien au-delà des aspects sanitaires. La pandémie a infligé plus de dommages sociaux, économiques et structurels que toutes les guerres récentes.

À l'heure de la mondialisation, cette crise a été la première à affecter simultanément l'ensemble des sociétés et des économies, au Nord comme au Sud. Dans ce contexte, la tenue en février 2022 du Sommet Europe-Afrique m'inspire quelques réflexions. En tant que secrétaire générale de la Francophonie, une organisation multilatérale rassemblant 88 États et gouvernements, dont 30 d'Afrique et de l'Union européenne, celui-ci m'apparaît comme un moment clé pour redéfinir en profondeur la relation entre les deux continents.

Pour beaucoup d'observateurs, la pandémie a été l'occasion d'une prise de conscience. Elle nous a mis face à nos instincts primaires. Alors que le monde ne cesse de parler de solidarité, très vite, nous avons vu les nations se replier sur elles-mêmes, réagir dans la panique et au détriment de toute stratégie collective. Le temps semble donc venu de revoir la notion même de solidarité.

Intérêt partagé

La solidarité, cette valeur au cœur de la plupart des organisations internationales comme la Francophonie, est devenue au fil des ans un leitmotiv qui peine à se traduire par des actions concrètes et mesurables. Et si tout était une question d'approche ? La solidarité est associée à la notion d'aide, souvent perçue comme condescendante. Peut-être devrions-

Et on s'étonne de voir des variants émerger des continents qui n'ont pu avoir accès aux vaccins !

nous abandonner cette approche au profit de celle d'« intérêt partagé ». Soyons solidaires, soit, mais soyons-le par égoïsme et par intérêt ! Voyons dans les efforts de solidarité une chance pour nous aider nous-mêmes. Car ce n'est que collectivement que nous trouverons des solutions durables.

L'actualité de ces derniers mois illustre bien mon propos. D'abord, la question de l'équité vaccinale a suscité des élans de solidarité internationale, malheureusement entachés de tendances égoïstes et d'un manque total de transparence, y compris autour de l'initiative Covax et de la question du partage des brevets. Les chiffres sont parlants : « Sur les 832 millions de doses de vaccin administrées, 82 % sont allées à des pays à revenu élevé ou intermédiaire, tandis que seulement 0,2 % ont été envoyées aux pays à faible revenu. » C'est l'OMS qui le dit. Et on s'étonne de voir des variants émerger de ces continents où les populations n'ont pu avoir accès aux vaccins ! On continue à fermer les frontières, à isoler les États, en sachant pertinemment que c'est là le meilleur moyen de réduire à néant tous les efforts déployés en matière de vaccination.

Autre sujet brûlant au sommaire des discussions entre l'Europe et l'Afrique : les migrations. Quand admettrons-nous que cette question est la conséquence directe des réalités démographiques opposées de ces deux continents, l'un vieillissant et l'autre rajeunissant ? Le problème de l'immigration est en réalité une question d'emploi et de mobilité. Nous devrions privilégier une discussion franche et mettre en place ensemble des mécanismes légaux et régulés pour faire face à cette réalité qui ne fera que s'amplifier.

Enfin, et ce sera mon dernier exemple : la transition énergétique en réponse aux changements climatiques. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2020, 42,8 % seulement de la population avait accès à l'électricité en Afrique en 2016. Ce

Ne laissons pas passer la chance unique que nous offre cette crise de remettre les compteurs à zéro.

qui représente 600 millions de personnes vivant sans électricité, en majorité dans les zones rurales. N'y a-t-il pas une incohérence profonde à demander à un continent d'améliorer un produit dont il manque pour prévenir les conséquences d'un problème dont il n'est pas, ou très peu, responsable ? En d'autres termes, comment parviendrons-nous à relever le défi collectif de la transition énergétique sans pour autant contraindre des États à renoncer complètement aux énergies fossiles et durables dont ils ont cruellement besoin ?

L'avantage dont l'Afrique dispose aujourd'hui, c'est cette occasion unique, dans sa marche vers le développement, de ne pas commettre les mêmes erreurs que les pays développés et de privilégier une approche de développement plus attentive aux enjeux climatiques globaux. Sur cette question cruciale pour les générations à venir, je prône une transition progressive et adaptée aux réalités socio-économiques de chacun.

Ces réflexions entraînent une remise en question de la plus-value de nos organisations internationales. Quel avenir pour le multilatéralisme ? Cette interrogation est au cœur d'une multitude de tables rondes et de groupes de réflexion. Mais les citoyens sont les premiers à se la poser, et avec raison. Nous assistons depuis quelques années à une augmentation croissante de « grands rendez-vous mondiaux », de sommets, de conférences de haut niveau, de forums, etc. Nous passons d'annonce en annonce et de résolution en résolution. La communication, amplifiée par la montée en puissance des réseaux sociaux, est malheureusement de plus en plus superficielle, et les médias s'intéressent davantage aux aspects « people », qu'au contenu réel des discussions. Quant à ces discussions, on peine à en voir la concrétisation tant la succession des annonces est rapide.

« Déconfiner » la réflexion

Mon espoir pour ce sommet Europe-Afrique est qu'il ne soit pas « *business as usual* ». Que ces deux continents, qui partagent une longue histoire commune, puissent se regarder dans les yeux et redéfinir en profondeur leur partenariat. Qui dit partenariat dit contrat, et comme dans tout bon contrat les deux parties doivent s'y retrouver. Gagnant-gagnant.

Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales, a dit avec une pointe d'humour qu'il était peut-être temps de « déconfiner » notre réflexion. Je pense, comme lui, que nous sommes à la croisée des chemins et qu'il est temps de repenser complètement nos modes de gouvernance, comme notre rôle envers les citoyens, de plus en plus dubitatifs et désabusés. Je conclurai en citant Winston Churchill, qui a dit après la Seconde Guerre mondiale « *don't waste a good crisis* ». En bon français, ne laissons pas passer la chance unique que nous offre cette crise de remettre les compteurs à zéro.

Comment regagner la confiance de nos citoyens ? Comment passer des paroles aux actes ? Comment redevenir les dirigeants dont nos peuples ont besoin ? Voilà les questions que je pose en cette fin d'année. Mon vœu pour 2022 est que nous puissions saisir cette crise comme une opportunité, la surmonter et en tirer les leçons qui s'imposent. ●



JOHN WESSELS/AFP

Livraison de vaccins AstraZeneca à Dakar, le 3 mars 2021, dans le cadre de l'initiative Covax.



TRANSITION POLITIQUE AU TCHAD
En route vers le Dialogue national inclusif

Le processus de refondation du Tchad enclenché dès le 21 avril par le Conseil militaire de transition (CMT), au lendemain de la disparition brutale du Maréchal du Tchad Idriss Deby Itno, ne connaît depuis aucun répit. Après avoir d'abord assuré la continuité de l'État, puis lancé les bases d'un dialogue national et inclusif à travers l'ensemble du territoire, le nouveau Chef de l'État multiplie les actes de réconciliation, aussi bien vers l'intérieur que l'extérieur, au nom de l'unité du Tchad, préalable obligé à une transition réussie.


© LUDOVIC MARIN / AFP

Mahamat Idriss Deby Itno, président de la république Tchadienne et le président français Emmanuel Macron à Paris le 12 novembre 2021.

Que de chemin parcouru par le Tchad en un peu plus de six mois ! Depuis le décès, aussi tragique qu'inattendu, survenu le 20 avril, du **Maréchal du Tchad Idriss Deby Itno, président de la république tout juste réélu, le pays a inauguré une période de transition** inédite. Tout en veillant à garantir la stabilité et la sécurité du territoire alors menacé sur ses frontières, **le Conseil militaire de transition (CMT), mis en place dès le 20 avril et présidé par le Général Mahamat Idriss Deby Itno,** a promulgué une charte de transition dans laquelle sont associées toutes les forces vives de la Nation – politiques, sociales, religieuses –, avec l'objectif de consolider l'État et ses acquis, tout en renforçant ses institutions.

Dialogue national et réconciliation

Très vite, un gouvernement de transition et d'union a été mis en place, placé sous la responsabilité d'Albert Pahimi Padaké. Sa feuille de route vise à assurer la continuité de l'État, à préserver la paix et la stabilité, à poursuivre le développement du pays pendant une période de transition qui s'achèvera par l'organisation d'élections générales. Son action est complétée depuis le 5 octobre par celle du Conseil national de la transition (CNT), parlement intérimaire nommé sur décret par le président du CMT, Mahamat Idriss Deby Itno qui, en tant que chef de l'État, promeut également depuis sa prise de fonction, les impératifs de dialogue national et de réconciliation entre tous les Tchadiens et les Tchadiennes.

La composition du CNT illustre cette volonté d'ouverture, puisque ses 97 membres représentent la diversité de la société tchadienne. Un tiers est constitué d'anciens députés de l'assemblée sortante, les autres viennent des différents courants politiques et « politico-militaires », des mouvements syndicaux ou religieux, de la société civile. **Un ministère de la Réconciliation nationale et du dialogue a même vu le jour, confié à Acheikh Ibn Oumar**. Il coiffe le Comité d'organisation du dialogue national inclusif (CODNI), en charge du processus et représentatif lui-aussi de toutes les composantes politiques et sociales du Tchad. Chargé d'indiquer le cap à tenir, il a envoyé de nombreuses missions à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour initier des pré-dialogues avec la population, ainsi que des consultations avec les mouvements politico-militaires.

280 MILLIONS D'EUROS LA SOMME NÉCESSAIRE POUR FINANCER LA TRANSITION. L'UE CONTRIBUE À HAUTEUR DE **100 MILLIONS D'EUROS**, SOUS FORME D'APPUI BUDGÉTAIRE OU D'ASSISTANCE TECHNIQUE.





Les 13 et 14 novembre 2021 à Paris, lors du CODNI (comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif), consultations des forces vives de la diaspora tchadienne en Europe.

Engouement sans faille

Le CODNI a présenté le 25 novembre, les conclusions de ces travaux. Elles confirment d'abord l'engouement sans faille des Tchadiens, décidés comme jamais à s'exprimer, comme leur a demandé à plusieurs occasions de le faire le président du CMT : « tout le monde peut le faire, il n'y a pas de sujets tabous ». À charge ensuite pour le comité technique du CODNI de faire la synthèse des idées et des propositions de chacun et de rédiger le rapport remis aux autorités fin-novembre. « Nous sommes dans le bon timing », a assuré Mahamat Idriss Deby Itno, lors de son passage sur la chaîne France 24 quelques semaines plus tôt. Le chef de l'État a également saisi l'occasion pour promettre à nouveau des élections « libres et démocratiques », alors que le contexte sécuritaire se détend à mesure que les menaces militaires migrent vers la Libye.

« Pour bâtir ensemble un Tchad de paix, de stabilité et de sécurité », comme il s'y est engagé lors de son allocution à la nation, à l'occasion du 61ème anniversaire de l'indépendance du pays, le président du CMT défend le principe d'une « réconciliation sincère et intégrale » et multiplie, comme son Premier ministre, les messages d'unité, invitant chacun à prendre ses responsabilités, pour saisir l'opportunité de maintenir le Tchad sur les rails du progrès. Un appel entendu par la population, ainsi que par de nombreux courants politiques et mouvements de la société civile, de la Convention tchadienne pour les droits humains (CTDDH) à la Convention tchadienne pour la paix et le développement (CTPD), qui tous ont confirmé, au fil des semaines, leur participation au processus de réconciliation, dont le point d'orgue sera le Dialogue national inclusif, attendu pour démarrer dans les prochaines semaines.

Table-rase du passé

Plusieurs cadres de l'Union des forces pour la résistance (UFR) sont également rentrés au pays, pour répondre à la main tendue par les autorités militaires de la transition. D'un certain passé, l'heure est venue de faire table-rase. Et c'est au nom de cette union sacrée que les autorités tchadiennes ont accordé l'amnistie générale à ceux qui avaient choisi la voix de l'exil ou de la violence pour exprimer leur divergence politique. Deux projets de lois ont été présentés lors du Conseil extraordinaire des ministres du 29 novembre, en présence du chef de l'État. Le premier propose une amnistie générale pour les faits d'atteinte à l'intégrité de l'État et de délit d'opinion ; le second pour les faits d'acte de terrorisme, de complicité, de recrutement et d'enrôlement de mineurs dans des forces armées. Près de trois cents personnes au total devraient bénéficier de ces mesures.

« NOUS SOMMES DANS LE BON TIMING », ASSURE MAHAMAT IDRISS DEBY ITNO. UN JUGEMENT PARTAGÉ PAR LES PARTENAIRES DU TCHAD ET PAR LES TCHADIENS EUX-MÊMES.

Le président Mahamat Idriss Deby Itno a également profité de ce conseil pour rappeler à tous ses ministres les critères de compétence, d'expérience et d'équité à respecter au moment de constituer leurs équipes. **« Chacun doit assumer pleinement ses fonctions, dans le strict respect de ses prérogatives et de ses attributions »,** a insisté le chef de l'État. Comme il l'a lui-même confirmé, le processus est dans les temps et respecte aujourd'hui encore le chronogramme défini à l'origine. Pour faire de la transition tchadienne, une transition modèle.

Soutien tous azimuts de la communauté internationale

Depuis son arrivée au pouvoir, le président Mahamat Idriss Deby Itno et le Premier ministre de la transition, Albert Pahimi Padacké, multiplient les missions auprès des différents partenaires internationaux pour mieux plaider la cause de la transition en cours et mobiliser les ressources financières nécessaires à son financement. Le chef de l'État avait ouvert la voie en se rendant au Qatar le 13 juillet, pour s'entretenir en tête-à-tête avec l'Émir Tamim Ben Hamad Al-Thani, pour donner « une nouvelle dimension à la coopération » entre les deux pays. Il s'est ensuite rendu à Paris mi-novembre pour assister au Forum de la paix, ainsi qu'à la conférence internationale sur la Libye. Il avait déjà raffermi les liens avec la France, en venant rendre visite au président Emmanuel Macron début juillet. De son côté, le chef du gouvernement a fait escale à Bruxelles les 16 et 17 novembre. Il a pu s'entretenir avec Janez Lenarcic, le commissaire européen en charge des questions d'urgence humanitaires, ainsi qu'avec sa collègue aux partenariats et à la coopération économique, Jutta Urpilainen. L'occasion pour Albert Pahimi Padacké de confirmer la volonté du CMT de respecter ses engagements ainsi que les trois priorités fixées par l'UE : l'organisation du dialogue inclusif ; la rédaction de la constitution ; l'organisation du référendum constitutionnel et des élections libres et transparentes qui mettront un terme à cette période de transition.

ÉVÉNEMENTS

Des gendarmes algériens patrouillant à la frontière entre les deux pays, dans la région d'Oujda, le 4 novembre 2021.

FADEL SENNA/AFP

MAROC-ALGÉRIE

Pourquoi Washington et Paris préfèrent regarder ailleurs

De l'ONU à l'UA en passant par les États-Unis, la France et l'UE, la communauté internationale semble gênée aux entournures face au conflit historique entre les deux voisins.

PARID ALILAT ET NINA KOZLOWSKI

T

Trois morts et une menace de conflit armé. Le 1er novembre dernier, qui marquait la 67e commémoration du déclenchement de la guerre de libération algérienne, trois camionneurs algériens, qui faisaient la liaison Nouakchott-Ouargla, étaient tués par une frappe attribuée par Alger aux forces marocaines. Annoncée deux jours plus tard dans un communiqué officiel de la présidence, la nouvelle provoquait une onde de choc en Algérie et faisait monter d'un cran les tensions entre les deux voisins, qui avaient déjà rompu leurs relations diplomatiques en août. Depuis les batailles d'Amgala, en 1976, les armées des deux pays ne s'étaient plus affrontées.

« Lâche assassinat », « armement sophistiqué », « acte de terrorisme d'État d'une extrême gravité », « assassinat qui ne restera pas impuni ». Les mots choisis par les autorités algériennes pour rendre compte de l'événement ne laissent aucun doute sur leur intention d'internationaliser ce nouvel épisode du conflit algéro-marocain. Le 4 décembre, Alger saisissait le secrétaire général de l'ONU, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), le secrétaire général de la Ligue des États arabes, ainsi que celui de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Quelques semaines plus tard, silence radio de la part de ces institutions. Idem à Washington, Paris, Bruxelles et du côté des capitales arabes influentes comme Riyad.

Plus les tensions s'aggravent, plus les puissances étrangères en mesure de peser pour éloigner le spectre d'une confrontation armée semblent être frappées de paralysie. Comment expliquer une telle prudence ? Pourquoi Paris et Washington, partenaires importants et influents des deux États, refusent-ils d'intervenir ? Pourquoi les Saoudiens, qui ont joué au milieu des années 1980 un rôle déterminant dans la normalisation des relations entre l'Algérie et le Maroc par l'entremise du roi Fahd, se tiennent-ils aujourd'hui à distance ?

Depuis la mort des camionneurs algériens dans la zone de Bir Lahlou, l'institution onusienne se mure dans le silence. La Minurso s'est pourtant rendue sur place dès le 4 novembre afin de conduire une enquête de terrain. Mais les résultats des investigations n'ont à ce jour toujours pas été communiqués. « On peut légitimement se demander à quoi servent la Minurso et les Nations unies », estime Kader Abderrahim, chercheur à l'Iris et spécialiste du Maghreb. « Il faut dire que les dirigeants algériens n'ont pas apporté de preuves étayant leurs accusations, pas plus qu'ils n'en ont fourni quant à l'implication supposée du Maroc dans les feux de forêt qui ont ravagé la Kabylie l'été dernier. » Le manque d'empressement de la Minurso à boucler cette enquête illustre on ne peut mieux l'attitude de l'ONU dans la gestion du dossier du Sahara occidental : surtout ne froisser aucun des protagonistes d'un conflit qui empoisonne les relations entre les deux voisins depuis des décennies.

Fini le statu quo

Après la signature, en 1991, des accords de cessez-le-feu entre le Maroc et le Polisario – qui prévoyaient notamment l'organisation d'un référendum d'autodétermination des Sahraouis sous l'égide de l'ONU et la mise en place de la Minurso –, les deux parties ont progressivement privilégié le statu quo plutôt que de se risquer à faire des concessions. « Aucune des solutions proposées par cette instance internationale n'a été accompagnée par une volonté de faire pression sur les différents acteurs du conflit au Sahara, rappelle Brahim Oumansour, consultant en géopolitique et relations internationales. Les Nations unies se sont engagées dans des négociations volontaristes sans succès tant les positions contradictoires du royaume et du Polisario empêchent toute avancée. »

Depuis son retour au sein de l'UA, Rabat a opéré un tournant diplomatique, considérant la marocanité du Sahara comme non négociable.

Mais depuis son retour au sein de l'UA, en 2017, le royaume chérifien a opéré un tournant diplomatique en optant pour la stratégie du fait accompli, considérant la marocanité du Sahara comme non négociable. En témoignent ses opérations de reconquête militaire au Sahara qui ont permis au royaume d'élargir peu à peu sa ceinture de sécurité et de repousser les bases du Polisario. Mais aussi sa politique d'ouverture de représentations consulaires étrangères à Laâyoune ou à Dakhla, qui a convaincu un peu plus d'une vingtaine de pays, dont de nombreux États africains, les Émirats arabes unis, Bahreïn ou encore la Jordanie. Dernière manifestation en date de cette fermeté affichée : le discours du 6 novembre du roi Mohammed VI, dans lequel le souverain a exclu tout accord commercial n'incluant pas le Sahara.

Côté algérien, la question du Sahara ne constituait plus vraiment une priorité dans l'agenda politique de l'ancien président Bouteflika. Changement de braquet après la chute de celui-ci, en 2019, et l'accession au pouvoir d'Abdelmadjid Tebboune, lequel s'est appuyé sur le contentieux avec le Maroc pour redéployer une diplomatie qui était devenue progressivement atone sous son prédécesseur. Très critique à l'égard de Rabat, qu'il accuse, parfois avec des accents belliqueux, de vouloir déstabiliser son pays, Tebboune ne cesse de marteler la doctrine d'Alger dans ce dossier : « L'Algérie n'est pas partie prenante du conflit, lequel doit être réglé sous l'égide de l'ONU et dont le référendum d'autodétermination demeure l'unique issue. » L'intransigeance de Tebboune est d'autant plus affirmée qu'il peut compter sur le soutien de l'institution →



Des observateurs de la Minurso près de Guerguerat, dans le Sahara occidental, le 25 novembre 2020.

FADEL SENNA/AFP

→ militaire. Là encore, le changement par rapport à l'ancien régime est manifeste. Jusque-là pratiquement muette sur les relations avec le Maroc et la question du Sahara occidental, l'armée algérienne est désormais sur le front, accusant le voisin de l'Ouest d'être une « force d'occupation » tout en le mettant en garde contre une « escalade militaire ».

Deux pôles de stabilité

Mais la solution défendue par Alger se heurte à deux obstacles majeurs : les positions américaine et française. Washington a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara et continue de considérer le plan d'autonomie proposé par le Maroc comme sérieux, crédible et réaliste. Idem pour Paris, qui juge que le plan est une base de discussion sérieuse. Le soutien des deux puissances à l'option marocaine ne leur permet pas d'agir pour infléchir la position algérienne. Mais en ont-elles seulement la volonté ? Washington considère l'Algérie comme un partenaire sécuritaire important dans la région et ne se risquera pas à aborder les sujets qui fâchent.

Même compréhensible prudence du côté de la France, qui a son propre contentieux avec Alger depuis soixante-dix ans. Relancer les relations avec l'Algérie est une ambition manifestée par chaque nouveau locataire de l'Élysée. Un projet qui se heurte la plupart du temps au mur mémoriel. Après des débuts enthousiastes, Emmanuel Macron a pu lui aussi mesurer la complexité de la tâche, alors que sa sortie sur le « système politico-militaire algérien » en septembre dernier passe encore difficilement à Alger. Improbable, dans ce contexte, de voir le président français poser le pied sur le terrain miné de la question sahraouie. Brahim Oumansour considère par ailleurs que la France souffre d'un problème de légitimité : outre le passif colonial, son rôle dans l'intervention en Libye, en 2011, et son implication en demi-teinte au Mali ont amoindri son influence sur le continent et sa crédibilité en tant qu'arbitre.

« En réalité, les grandes puissances se sont détournées de ce vieux dossier car elles ont conscience que le Maroc ne fera pas machine arrière », selon Kader Abderrahim. Conséquence ? La position marocaine divise les membres influents au sein de l'ONU. « Les États-Unis et la France sont plutôt favorables au Maroc. La Chine reste nuancée pour ne froisser ni le royaume ni l'Algérie », juge Brahim Oumansour. Quant à la Russie, si elle nie très officiellement des tensions avec le Maroc, elle s'est abstenue à l'ONU lors du vote, le 29 octobre, de la résolution 2602, considérée comme favorable à Rabat, et a appelé, le 15 décembre, à des « négociations directes » entre le Maroc et le Polisario. Comprendre : Alger n'est pas partie prenante du conflit au Sahara comme l'en accuse le Maroc, soit un soutien à la position algérienne. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a invité le Maroc et le Polisario à « consentir plus d'efforts », exprimé son inquiétude devant « les risques d'escalade dans cette partie de l'Afrique » et mis en garde contre le statu quo qui pourrait amener « les terroristes à tirer profit de cette situation difficile ».

Sur l'échiquier maghrébin, le Maroc et l'Algérie sont considérés comme deux pôles de stabilité dans une région notoirement volcanique depuis le marasme libyen. Le royaume entretient des relations très étroites avec Washington. La reconnaissance par les Américains de la « pleine souveraineté » du Maroc sur le Sahara et la normalisation des liens avec Israël constituent le point d'orgue de l'excellence de ces relations, mais aussi une victoire diplomatique et politique de Rabat sur son rival algérien.

Un plan d'autonomie « convaincant »

Pourtant, le président Joe Biden pourrait bien choisir de ne pas s'impliquer dans le règlement du conflit, a fortiori dans une tentative de médiation. D'un côté, juge Brahim Oumansour, « Trump a fait une concession sur le Sahara pour réussir son "deal du siècle" entre certains pays arabes et Israël ». Difficile d'imaginer Joe Biden revenir là-dessus. De l'autre, « l'Algérie, pays pivot dans la région, est un allié stratégique et militaire de la Russie, et Washington n'a aucun intérêt à pousser les Algériens encore un peu plus dans les bras des Russes. Plus globalement, les États-Unis sont focalisés sur la montée de l'influence chinoise et l'affaire du nucléaire iranien, ils sont donc très en retrait sur les dossiers maghrébins », poursuit le spécialiste.

Depuis le retour du Maroc au sein de l'UA, plusieurs pays sont revenus sur leur reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) ou ont nuancé leur position

Son rôle dans l'intervention en Libye et son implication en demi-teinte au Mali ont amoindri l'influence de la France sur le continent.



LINH XYZ/SIPA

En mai 1987, le roi Fahd d'Arabie saoudite avait réussi la prouesse d'organiser une rencontre entre Hassan II et Chadli Bendjedid dans une tente, installée à la frontière.

pro-Polisario pour favoriser la coopération économique avec le royaume. « Depuis 2007, le Maroc a élaboré un plan d'autonomie du Sahara, très apprécié à l'UA et à l'ONU, qui peut convaincre certains pays encore réfractaires. La position marocaine est un exemple pour le Cameroun ou encore l'Éthiopie. Ce conflit n'a que trop duré. Il pourrait contribuer à l'émiettement de l'Afrique et dégénérer en conflit régional ou international », souligne Alphonse Zozime Tamekamta, enseignant-chercheur à l'université Yaoundé I, au Cameroun.

Riyad : allié objectif de Rabat

Mais il est probable que l'UA se heurte à un mur. Comme cela a été le cas pour les « frères du Golfe », notamment l'acteur majeur de la région : l'Arabie saoudite. En mai 1987, le roi Fahd avait réussi la prouesse symbolique d'organiser une rencontre au sommet entre le président algérien Chadli Bendjedid et le roi Hassan II dans une tente saoudienne blanche installée à la frontière. Oser pareille initiative avec le président Tebboune et Mohammed VI relève de la gageure. D'abord parce que le leadership saoudien a changé, et avec lui le pays. Le nouvel homme fort de Riyad, Mohammed Ben Salman (MBS), est de cette génération de princes et d'émirs pragmatiques, peu enclins à s'embarrasser de problèmes insolubles au nom d'une « fraternité arabe » dont les fleurs sont aujourd'hui quelque peu fanées. Surtout, le soutien sans équivoque de Riyad au plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental fait des Saoudiens des alliés objectifs de Rabat sur la question. Ce qui est rédhibitoire pour une mission de bons offices auprès d'Alger. À preuve, les récentes propositions de médiation saoudienne au lendemain de la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat, en septembre, ont été sèchement déclinées par les Algériens. La déclaration, à la fin d'octobre, du représentant permanent de l'Arabie saoudite à l'ONU, Abdallah al-Mouallimi, selon laquelle Riyad « rejette toute violation des intérêts suprêmes ou de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du royaume frère du Maroc » n'est pas de nature à inciter Alger à se montrer plus ouvert.

L'arrivée dans l'équation d'Israël – qui a demandé le statut d'observateur au sein de l'UA – est également un « tournant qui apporte beaucoup d'incertitudes », estime Brahim Oumansour : « Pour Alger, c'est une manifestation d'hostilité. Dans ce contexte, l'UA est davantage un théâtre de luttes d'influence que l'agora pacifique du continent. Pourtant, faute d'une résolution du conflit au Sahara, le lent "pourrissement" du Polisario contribue à renforcer les cellules terroristes implantées au Sahel. Sans oublier que les pays de la région offrent d'autres terrains de conflit entre le Maroc et l'Algérie, que ce soit en Mauritanie ou dans un Mali en proie à l'instabilité depuis plus de dix ans. » ●

Washington considère l'Algérie comme un partenaire sécuritaire important dans la région et ne se risquera pas à aborder les sujets qui fâchent.



Tribune

Mohamed Tozy
Politologue, professeur à Sciences Po Aix-en-Provence

Ces silences complices qui servent la Russie et la Chine

Les 9 et 10 décembre dernier, les États-Unis ont organisé un sommet pour la démocratie regroupant 110 pays. Un sommet virtuel, pandémie oblige, qui vient honorer une promesse de campagne du candidat Biden publiée dans une tribune au printemps 2020 par *Foreign Affairs*, revue qui, quelques années avant, avait servi de support redoutable au « Choc des civilisations » de Samuel Huntington, décrivant un monde divisé en huit civilisations.

La liste des États invités a d'ailleurs dessiné cette carte des antagonismes civilisationnels dictés, à quelques exceptions près, par des intérêts claniques et immédiats de Washington. Ce sommet a été largement dévoyé par la présence du Brésil de Jair Bolsonaro, de l'Inde de l'ultranationaliste Narendra Modi, de la Pologne de Jaroslaw Kaczynski et de la Hongrie de Viktor Orban, chantres de la démocratie illibérale, d'un Pakistan dominé par des militaires qui ont la main sur la carte régionale, d'un Irak fragmenté et miné par la restauration du tribalisme et le communautarisme religieux.

L'absence de la Tunisie de Kaïs Saïed, de la Turquie d'Erdogan et, surtout, du Liban est surprenante. En dépit de la période d'incertitude qui s'ouvre dans ces pays, la transition, certes délicate, vers un État de droit n'est pas remise en cause. L'absence de certains pays qualifiés par des observateurs avisés d'hybrides (Jordanie, Maroc) et la présence de certains autres classés autoritaires (Philippines, RDC...) laissent supposer que les experts de la Maison-Blanche inscrivent leur démarche dans une perspective qui va au-delà de la mobilisation d'un camp d'alliés en vue de contenir l'hégémonie chinoise et les tribulations de Poutine au Moyen Orient et en Europe. Ils dessinent désormais une carte du monde qui distingue pays compatibles et pays incompatibles avec la démocratie du point de vue américain.

Cette incohérence des États-Unis et de certains pays leaders du camp des démocraties libérales sert les intérêts chinois et russes. Les déplacements du président Emmanuel Macron, véritable VRP de l'industrie de l'armement, qui ont débouché sur la réhabilitation d'un Mohammed Ben Salmane (MBS) soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, ainsi que le silence complice de la France comme des États-Unis sur les exactions du maréchal Sissi en Égypte, serviront sans doute d'arguments au régime chinois qui pourra aller au-delà de la simple dénonciation des « hypocrisies occidentales » en proposant un projet alternatif visant à faire croire que le régime autoritaire chinois est une version améliorée de démocratie participative et distributive, inclusive et efficace.

> **La réhabilitation de Mohammed Ben Salmane servira sans doute d'argument à Pékin.**

Guerre d'hégémonie

Il faut donc prendre au sérieux la potentielle attractivité de la Chine autoritaire quand son porte-parole de la diplomatie, Zhao Lijian, accuse les Américains « de privatiser, de politiser, d'instrumentaliser et de transformer en arme la démocratie pour faire avancer leur agenda géopolitique ». Les livres blancs que Pékin a publiés l'été dernier, puis à la veille du sommet américain, constituent les prémisses d'une guerre d'hégémonie culturelle prolongeant la Route de la soie. La République de Chine se présente désormais comme « une démocratie qui marche », dont l'efficacité dans le secteur économique vient nourrir la tentation de certaines élites, y compris celles des vieilles démocraties confrontées, lors du krach financier de 2008 et de la pandémie du Covid-19, à une crise profonde de la démocratie représentative et à une certaine lassitude des classes moyennes vieillissantes, déclassées et tentées par le repli identitaire.

La doctrine chinoise appelée la « moyenne aisance » pointe les inégalités et l'hégémonie des intérêts privés qui font que les droits à la dignité et au partage restent au niveau des principes dans les démocraties occidentales. Pour eux, « la réalisation par la Chine d'une moyenne aisance constitue une base solide pour les droits de l'homme, et adopte une perspective plus profonde et plus large de cette cause ».

Nos craintes par rapport à cette offensive idéologique sont fondées. Même les observateurs qui appréhendent la démocratie uniquement par sa dimension procédurale (élections crédibles, société civile reconnue, autonomie – même relative – de la justice, médias disposant de certaines garanties contre l'arbitraire) sans s'attarder sur les valeurs font le constat d'une certaine régression de la démocratie aux États-Unis et en Europe et d'un attrait accru et décomplexé pour le modèle autoritaire.

> **On observe aux États-Unis et en Europe un attrait accru et décomplexé pour le modèle autoritaire.**

Dans son rapport sur l'état mondial de la démocratie en 2021, l'organisation International IDEA a souligné que plusieurs pays souffrent plus que jamais de « l'érosion démocratique ». Les exemples les plus inquiétants se trouvent dans certains des plus grands pays du monde : le Brésil, l'Inde, les États-Unis et trois membres de l'Union européenne : la Slovénie (qui la préside en 2021), la Hongrie et la Pologne.

Cela devrait nous inciter à être plus attentif aux pays qui font des progrès dans la démocratie procédurale mais aussi à penser la démocratie comme un processus fragile, à prendre en compte la violence et l'arbitraire qui fondent les rapports de pouvoir, à assumer les tensions entre individus et communautés. Il s'agit en somme de revenir aux fondamentaux de la philosophie politique. En dépit de leur fragilité, les mécanismes de la démocratie représentative et participative restent les plus appropriés à un tel cheminement à condition de garantir à tous les moyens matériels et l'éducation nécessaire pour assumer pleinement le statut de citoyen. ●



LEAH MILLIS/REUTERS

Le président américain, Joe Biden, et son secrétaire d'État, Antony Blinken, lors du sommet virtuel pour la démocratie, le 9 décembre 2021.

ÉNERGIES VERTES

QUAND LES ARABES FENDENT LA MER ROUGE

Masdar, Acwa, Amea, Phanes... Les géants du Moyen-Orient décrochent un nombre croissant de projets solaires et éoliens en Afrique. Une percée favorisée par un accès facilité aux financements.

ESTELLE MAUSSION

Inaugurée en 2013 par la compagnie émiratie Masdar, la centrale solaire photovoltaïque de Nouakchott, d'une puissance de 15 MW, fournit 10 % de la capacité énergétique de la Mauritanie.

CLÉMENT TARDIF

Signature d'un accord sur 500 MW en Éthiopie pour Masdar; démarrage de la construction d'une centrale de 300 MW en Afrique du Sud pour Acwa Power; projets au Togo, au Mali, au Malawi et en Égypte pour Amea Power et Phanes. Cette revue d'activité, rien que pour 2021, illustre l'essor des acteurs énergétiques issus du Moyen-Orient – Arabie saoudite et Émirats arabes unis – sur le continent. Bien implantés au Maghreb et en Afrique du Sud, ils s'étendent désormais en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. « Compte tenu de la jeunesse de leurs activités africaines, les performances en matière de contrats signés et livrés sont remarquables. On peut parler d'une véritable percée », commente le consultant en énergie Ahmadou Saïd Bâ, ingénieur formé à l'Ensea, ancien cadre des équipementiers américain Visteon et français Valeo. Pionniers de ce mouvement, les deux géants mondiaux Acwa Power – fondé en 2004 et dont l'actionnaire majoritaire est le fonds souverain saoudien (Public Investment Fund, PIF) – et Masdar – créé en 2006 par le fonds souverain d'Abou Dhabi, Mubadala Investment Company – sont devenus des acteurs incontournables sur le continent. →

→ Actif dans 13 pays dans le monde avec un portefeuille d'investissements de 65 milliards de dollars, le premier a débarqué sur le continent en 2012 en Afrique du Sud (centrale solaire CSP Bokpoort de 50 MW) et surtout au Maroc, remportant la première tranche de la centrale solaire CSP Noor puis les tranches II, III et IV avec des tarifs défiant toute concurrence.

Acwa Power est dirigé depuis 2007 par Paddy Padmanathan, ingénieur diplômé de l'université de Manchester passé par le spécialiste américain de l'ingénierie Black & Veatch. Le développeur saoudien, qui vient de réussir son introduction à la Bourse de Riyad en levant quelque 1,2 milliard de dollars, s'est ensuite établi en Égypte, où il a décroché en 2018 la construction d'une centrale solaire de 200 MW à Kom Ombo (Sud-Est). L'année suivante, c'est en Éthiopie qu'Acwa Power perce, remportant un contrat de 300 millions de dollars pour développer 250 MW d'énergie solaire (dans le cadre du programme Scaling Solar d'IFC) avec une offre à 2 cents le kWh, le tarif « le plus bas d'Afrique et l'un des plus bas du monde », souligne alors le ministère éthiopien des Finances.


ENGIE/ABACAPRESS/ELNOOBY MUSTAFA

Le parc éolien de Ras Ghareb, dans le golfe de Suez, est le plus grand d'Égypte.

Rouleaux compresseurs

Son concurrent émirati Masdar, également appelé Abu Dhabi Future Energy Company, est présent dans 30 pays dans le monde avec un portefeuille de 13 GW de projets représentant près de 20 milliards de dollars d'investissements. Le groupe a fait ses premiers pas africains en Mauritanie, en 2013, avec l'inauguration de la centrale solaire de Sheikh Zayed (15 MW), à Nouakchott. Masdar s'est ensuite illustré en Égypte, déployant 30 MW de capacité solaire et 7 000 kits solaires entre 2015 et 2016, puis au Maroc, en remportant en 2019, en consortium avec EDF Renouvelables et Green of Africa, la première phase du projet de centrale solaire hybride (CSP et photovoltaïque) Noor Midelt. « S'ils sont tous les deux très agressifs, ils n'ont pas tout à fait la même approche, souligne un bon connaisseur du secteur. Acwa Power, qui vise une position dominante lorsqu'il arrive sur un marché, porte généralement seul ses projets. Masdar se présente, lui, souvent en consortium, avec EDF, Engie et TotalEnergies notamment. » Masdar est piloté depuis 2016 par Mohamed Jameel al-Ramahi, vétéran des départements financiers de Masdar et d'Adnoc Gas Processing, la filiale de production de gaz de la compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi. Le groupe aboudabien s'est d'ailleurs associé, au début de 2020, avec l'égyptien Infinity Energy dans une coentreprise, baptisée Infinity Power, qui veut multiplier les projets solaires mais aussi éoliens en Égypte, et plus globalement en Afrique. Dans son premier rapport d'activité en tant que société cotée, publié mi-novembre, Acwa Power s'est, lui aussi, positionné sur l'éolien, soulignant comme fait marquant la signature en septembre d'un contrat d'achat d'électricité avec le gouvernement égyptien pour quelque 1 100 MW de projets exploitant la force du vent.

Acwa et Masdar, deux mastodontes qualifiés de « rouleaux compresseurs » par certains, ont été rejoints plus récemment par deux autres acteurs, Phanes et Amea Power, tous deux issus du secteur privé et installés à Dubaï. « S'ils sont de taille plus modeste et visent logiquement des projets de moindre ampleur – entre 50 et 200 MW pour Phanes, 50 MW et 1 GW pour Amea –, ils se montrent toutefois dynamiques, privilégiant les accords de gré à gré », souligne l'expert du secteur sollicité. Phanes a été lancé en 2012 par Martin Haupts, un financier formé en Europe, passé par Credit Suisse, à Londres et à Zurich, puis par Gulf Merchant Bank, à Dubaï. Le groupe se concentre sur les marchés émergents (Moyen-Orient, Afrique, Caraïbes) et revendique 2,5 GW de projets en développement. Insistant sur son profil d'opérateur indépendant, il a fait parler de lui pour la première fois sur le continent en 2016 en signant avec le Nigeria pour la construction de trois centrales solaires d'une capacité totale de 220 MW – un projet toutefois à l'arrêt, faute notamment d'accord sur le tarif d'achat de l'électricité. Par la suite, en 2018, Phanes a mené un projet pilote d'électrification rurale (hors réseau) de 28 kW (alimentation de 2 600 personnes) à Boki, au Niger, tout en amorçant des projets au Mozambique (deux centrales solaires de 50 MW), au Ghana (60 MW), en Guinée (45 MW) et au Mali (93 MW) – deux derniers pays où les projets pâtissent de l'instabilité politique. L'opérateur dubaïote, dont le dernier rapport d'activité en ligne remonte à 2018, a toutefois pu poser en avril dernier la première pierre d'une centrale solaire de 21 MW développée au Malawi malgré les difficultés provoquées par la pandémie de Covid-19.

UNE FOIS LES PROJETS SIGNÉS, CES GROUPES SE DISTINGUENT PAR LEUR CAPACITÉ À RESPECTER LES DÉLAIS ET LE BUDGET.

L'essor d'Amea Power, lancé en 2014 par le holding familial ALNowais Investments de l'homme d'affaires émirati Hussain al-Nowais, semble plus aisé. Le groupe, qui a recruté comme PDG le Belge Jean Rappe, ex-patron d'Engie Solar, a commencé sa percée africaine en 2019 en signant des accords au Tchad (60 MW), au Togo (50 MW) et en Égypte pour deux projets phares : une centrale solaire de 200 MW à Kom Ombo – où Acwa est également actif – et un parc éolien de 500 MW dans la région de Ras Ghareb. Cette même année, il a aussi remporté un appel d'offres en Tunisie, en consortium avec le groupe chinois TBEA, pour la construction d'une centrale solaire de 100 MW à Kairouan, se démarquant notamment d'Acwa, également candidat sur le projet. Depuis, Amea a sécurisé les contrats d'achat d'électricité de plusieurs projets, ceux en Égypte et au Tchad, mais aussi d'autres, au Mali (50 MW), au Maroc (30 MW), au Burkina Faso (25 MW) et au Kenya dans l'éolien (50 MW), tout en cherchant à se développer en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en Ouganda et en Sierra Leone. Dernier motif de satisfaction, il a inauguré en juin son premier projet africain, la centrale solaire togolaise de Blitta – présentée comme la plus grande d'Afrique de l'Ouest.

Moins sensibles au risque

Même de tailles différentes, tous ces acteurs venus du Moyen-Orient présentent des points communs qui constituent leurs forces. Habitués à investir dans des marchés émergents, ils sont moins sensibles au risque et donc moins frileux que les autres développeurs vis-à-vis du continent. « Nous croyons beaucoup à l'Afrique, car le potentiel de développement y est colossal, même si l'on sait qu'il nous faut être résilients », souligne Malik Bencherchali, directeur général de Phanes chargé du développement, résumant l'état d'esprit des différents opérateurs. Ces derniers bénéficient aussi d'un accès facilité aux capitaux, n'ayant aucun problème à mobiliser des financements, des fonds propres aux crédits bancaires en passant par les ressources d'investisseurs et les engagements des bailleurs et organismes de développement – ce qui est particulièrement le cas pour les géants Masdar et Acwa. « Notre schéma est quasiment identique pour chaque projet, mené par une société créée localement : 25 % de fonds propres et 75 % d'endettement auprès d'institutions financières de développement comme IFC, filiale du groupe de la Banque mondiale affectée au secteur privé, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), avec lesquelles nous sommes en contact permanent », avait ainsi expliqué à *Jeune Afrique*, en 2020, Hussain al-Nowais. « Une fois les projets signés, ils se distinguent également par leur capacité à respecter les délais et le budget, note le consultant Ahmadou Said Bâ. C'est assez frappant dans le cas d'Amea, qui a travaillé sur l'intégration verticale afin de garder le contrôle à toutes les étapes : structuration financière, construction et exploitation. »

Reste que cet essor soulève aussi des questions. Au Maroc, l'omniprésence d'Acwa est présentée par certains comme une faiblesse, en raison du potentiel risque pour l'indépendance énergétique du pays et des travers associés à une moindre concurrence. Dans d'autres pays, où les accords ont été signés de gré à gré, les critiques sont parfois vives sur le manque de transparence concernant les tarifs pratiqués et les coûts des projets, sans oublier les soupçons de corruption et de conflit d'intérêts – bien qu'aucune affaire n'ait éclaté à ce jour. Soulignant que l'on manque encore de recul sur les réalisations, plusieurs observateurs identifient deux points faibles des acteurs moyen-orientaux : le manque de connaissance du terrain et la tendance à survendre leur solidité financière, difficile à évaluer. Malgré cela, on devrait assister à une consolidation de leur empreinte dans les prochaines années, la majorité des spécialistes consultés par *Jeune Afrique* s'accordant à dire que les développeurs moyen-orientaux sont en Afrique pour y rester et étendre leurs activités. L'environnement pourrait même devenir plus concurrentiel : certains acteurs de la péninsule arabique ont déjà suivi le mouvement et mis un pied en Égypte, dont le groupe saoudien Alfanar et l'investisseur dubaïote Alcazar Energy, quand d'autres, plus modestes, devraient se lancer sur le créneau des projets raccordés aux réseaux publics et, surtout, sur celui de la fourniture de solutions énergétiques aux entreprises et industries. ●



Léonce Ndikumana
James K. Boyce
Professeurs d'économie à l'université du Massachusetts, Amherst, États-Unis

Fuite des capitaux : arrêter les frais pour éviter l'explosion sociale

Alpha, bêta, gamma, delta, omicron… Combien de lettres de l'alphabet grec, symbolisant les variants du Covid-19, le monde devra-t-il encore souffrir? Alors que l'Afrique australe a de nouveau été victime de la fermeture de ses frontières – aussi inutile qu'injuste –, une poignée de pays riches continuent de s'opposer à la demande de levée des brevets sur les vaccins et traitements contre le virus.

Bien sûr, cet égoïsme vaccinal fait des ravages dans les pays pauvres, mais il revient de surcroît comme un boomerang chez les plus favorisés, avec de nouvelles vagues de virus, plus mortels et plus résistants. Ce cynisme et cet aveuglement, on les retrouve au niveau des grands flux financiers entre le Nord et le Sud. Sur le papier, les pays riches multiplient les aides au développement et les investissements directs en Afrique. En réalité, ils ferment les yeux sur un système international qui pille systématiquement le continent au profit d'une élite et de grandes entreprises.

Au cours des cinq dernières décennies, l'Afrique subsaharienne a perdu plus de 2000 milliards de dollars en raison de la fuite des capitaux. L'hémorragie s'est accélérée depuis le début du siècle, atteignant en moyenne 65 milliards de dollars par an, bien plus que les apports annuels d'aide publique au développement.

Dans le monde imaginaire d'une économie de marchés parfaits, les ressources naturelles seraient une bénédiction, et les capitaux iraient vers les pays où ils sont le plus rares. Le peuple angolais prospérerait grâce aux recettes de l'extraction pétrolière, les Ivoiriens profiteraient du statut de premier exportateur mondial de cacao de leur pays, et les Sud-Africains jouiraient de l'abondance des minéraux.

En réalité, les ressources naturelles sont un terrain de chasse pour l'extraction rapide de richesses et l'accumulation offshore. Les flux de capitaux transfrontaliers ne sont pas motivés par les moindres rendements au capital en Afrique, mais par le secret des paradis

L'égoïsme vaccinal revient comme un boomerang chez les plus favorisés.

fiscaux. Les prêts étrangers sont souvent dilapidés et peu rentables, quand ils ne s'évaporent pas dans la nature.

Dans le scandale de la « dette cachée » du Mozambique, par exemple, un prêt de 2 milliards de dollars (équivalant à 12 % du PIB), structuré par des fonctionnaires, des banquiers européens et des hommes d'affaires du Moyen-Orient, n'est jamais arrivé dans le pays, qui doit pourtant le rembourser, avec les intérêts.

Hémorragie de dollars

En Angola, qui a connu une hémorragie de 103 milliards de dollars entre 1986 et 2018 – l'équivalent de son PIB en 2018 –, l'extraction pétrolière n'a servi qu'à enrichir l'élite et les multinationales pétrolières. En attendant, près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base.

En Côte d'Ivoire, la majorité des producteurs de cacao vit au-dessous du seuil de pauvreté, alors que la fuite des capitaux a coûté 55 milliards de dollars entre 1970 et 2018. Dans ce même laps de temps, quelque 329 milliards de dollars se sont volatilisés en Afrique du Sud, notamment du fait de la sous-facturation systématique des exportations de minerais, expliquant en bonne partie les performances médiocres en matière de croissance, d'épargne, d'investissement intérieur et de réduction de la pauvreté, dans ce qu'on appelle le « pays le plus inégalitaire du monde ».

Ces montants, nous les révélons dans notre dernier ouvrage, *On the Trail of Capital Flight From Africa : The Takers and the Enablers,* qui sera publié par Oxford University Press en janvier 2022, à travers trois exemples : l'Angola, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, des pays riches en ressources naturelles mais où les résultats en matière de développement sont décevants.

Monopoles para-étatiques

Au-delà des chiffres, nous montrons comment les élites nationales sont aidées et encouragées par des banques, des comptables et des sociétés de conseil externes pour orchestrer la fuite des capitaux des pays africains. La politique de la « malédiction des ressources » sape le contrat fiscal entre l'État et la population. Lorsque l'État tire l'essentiel de ses revenus de monopoles para-étatiques, complétés par des prêts extérieurs, ses principaux électeurs deviennent ses collaborateurs étrangers plutôt que ses propres citoyens.

Des efforts régionaux et mondiaux coordonnés sont nécessaires pour lutter contre la fuite des capitaux, la corruption et l'évasion fiscale des entreprises. Le travail courageux du Consortium international des journalistes d'investigation et

La politique de la « malédiction des ressources » sape le contrat fiscal entre l'État et la population.

d'autres organisations a permis de faire la lumière sur les réseaux clandestins de profiteurs et de facilitateurs.

Il reste beaucoup à faire, et l'ambition n'est pas à la hauteur des besoins, comme l'a montré l'adoption d'un accord fiscal mondial en octobre dernier imposé par les pays riches. Sa principale mesure, un impôt mondial sur les entreprises d'à peine 15 %, montre que les capitales du Nord restent plus sensibles à la rhétorique des multinationales qu'aux besoins des pays en développement.

Comme pour le vaccin du Covid-19, c'est un calcul à très court terme. Seule la solidarité vaccinale permettra de mettre fin aux variants, qui, sinon, prolongeront indéfiniment cette pandémie. Et ce n'est qu'en s'attaquant vraiment au pillage des ressources du Sud qu'on permettra aux pays de se développer, et d'éviter l'explosion sociale et les migrations forcées. C'est aussi la seule façon de leur permettre de faire face à l'urgence climatique, avec des retombées positives pour tous. ●



LUKE DRAY/GETTY IMAGES VIA AFP

Un bidonville à côté d'Empresa Nacional de Diamantes, la société nationale de diamants de l'Angola, à Luanda.

OBJECTIF MALI



HARANDANE DICKO/AP/SIPA

Le colonel Assimi Goïta (au centre), lors d'une mission du Conseil de sécurité de l'ONU, le 24 octobre 2021, à Bamako.

POLITIQUE

À quitte ou double

À deux mois de la fin réglementaire de la transition, et après avoir annoncé le report des élections prévues en février 2022, Assimi Goïta est au pied du mur. Pour sortir par la grande porte, le colonel putschiste doit jouer les rassembleurs.

FATOUMATA DIALLO, ENVOYÉE SPÉCIALE À BAMAKO

À quoi pensait le colonel Assimi Goïta ce matin du 7 juin lorsqu'il a troqué son habituel treillis pour l'uniforme de commandant du Bataillon autonome des forces spéciales des centres d'aguerrissement (BAFS-CA), dans lequel il a prêté serment en tant que chef militaire devant la Cour suprême ? Avait-il alors mesuré la portée de cette nouvelle fonction quand, main gauche sur la Constitution et main droite levée vers le ciel, il a juré « devant Dieu et le peuple malien de respecter la Constitution et la charte de la transition » ?

Sept mois après la mise en place du deuxième gouvernement de transition, les engagements pris par Goïta, le 16 septembre 2020 à Accra, lors d'un sommet extraordinaire de la Cedeao au cours duquel il a assuré que la transition ne durerait que dix-huit mois, semblent loin d'être respectés. Au début de novembre, les autorités maliennes ont porté à la connaissance de la Cedeao leur volonté de prolonger la transition au-delà du 27 février 2022, date à laquelle devaient se tenir les élections présidentielle et législatives.

Une décision qui risque d'entraîner de lourdes sanctions contre le pays, même si, lors de la conférence des chefs d'État de la Cedeao, qui s'est tenue le 12 décembre à Abuja, aucune sanction immédiate n'a été annoncée.

Bien qu'elle ait pris acte de la correspondance du président de la transition, qui a promis de porter un nouveau chronogramme à la connaissance des dirigeants ouest-africains d'ici au 31 janvier 2022, la Cedeao n'a pas donné raison à Goïta, préférant réitérer sa position initiale. « Les chefs d'État, après de longs échanges, ont décidé de maintenir la date du 27 février 2022 pour l'organisation des élections au Mali. Ils ont décidé de l'entrée en vigueur de sanctions additionnelles en janvier 2022 », a fait savoir l'instance régionale.

À l'heure où nous mettons sous presse, le 27 décembre constitue une étape décisive. Conformément à la loi électorale malienne, le président Goïta a jusqu'à cette date pour signer un décret présidentiel portant convocation du collège électoral. S'il était signé, ce décret acterait la tenue du double scrutin le 27 février 2022. Passé ce délai, la prolongation de la transition serait entérinée et la Cedeao pourrait alors légitimement appliquer des sanctions supplémentaires pour « non-respect du délai réglementaire de la transition ».

Assimi Goïta pourra-t-il se tirer d'affaire ? Alors que les nouvelles autorités de transition misent sur le soutien des Maliens en capitalisant sur un discours très nationaliste, en interne le gouvernement de transition est pressé de toutes parts.

« Il n'y a pas d'espérance dans le nationalisme. Le discours de Choguel Maïga vire au populisme, et c'est dangereux. »

Les partis politiques, d'abord, s'agacent. « Les défis de la transition n'ont pas été relevés, juge Housseini Amion Guindo, le leader de la Convergence pour le développement du Mali (Codem). À trois mois du délai initialement convenu par le pouvoir de transition, les autorités ont réussi à se mettre le monde entier à dos, en commençant par la Cedeao, qui menace d'accentuer les sanctions à l'encontre de notre pays », regrette-t-il.

Aveu d'échec

Pour cet ancien ministre d'Ibrahim Boubacar Keïta, les dirigeants actuels ne laissent entrevoir aucune porte de sortie. Outre le non-respect des délais de la transition, les récentes successions de grèves dans le secteur bancaire et l'augmentation du prix des produits de première nécessité crispent une partie de la population qui, en battant le pavé pour faire partir IBK, rêvait à plus de justice sociale.

Ce constat amer trouve également un écho chez d'anciens alliés du pouvoir en place. La prolongation de la transition, les nombreuses arrestations de figures politiques, l'essor d'un discours nationaliste ont poussé nombre d'entre eux à prendre leurs distances avec Koulouba. « La transition a échoué », lance, écœuré, Issa Kaou N'Djim, 4e vice-président du Conseil national de transition (CNT), qui a été démis de ses fonctions à la suite d'une sortie sur un média local dans laquelle il n'a pas mâché ses mots envers Choguel Maïga.

Le changement de cap de cette ancienne figure du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), qui fut un fervent supporter de Goïta et appelait à son élection à la prochaine présidentielle, illustre le malaise qui traverse la classe politique malienne. « Prolonger la transition est un aveu d'échec pour les autorités, poursuit Issa Kaou N'Djim. La charte de la transition écrite par nos soins était connue de tous. Celle-ci préconisait de trouver tous les moyens pour assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire. Seize mois plus tard, cela n'a fait que se dégrader. »

Au sein du M5-RFP, qui a porté Choguel Kokalla Maïga à la primature et compte quelques membres dans le gouvernement, certains cadres avouent ne plus être en phase avec l'orientation politique donnée par Choguel. « Il n'y a pas d'espérance dans le nationalisme, se désole Tahirou Dembélé, conseiller politique de Modibo Sidibé. Le discours de Choguel Maïga vire au populisme, et c'est dangereux. »

Dans ce régime d'exception, qui souhaite qu'il n'y ait ni opposition ni majorité, le gouvernement peut toutefois compter sur un allié de taille : l'Union pour la République et la démocratie (URD), ancien principal parti de l'opposition sous IBK. Malgré la disparition de son leader, Soumaïla Cissé, l'URD conserve une base électorale très solide et demeure très influente. Ses cadres, qui ne cessent d'affirmer leur soutien à la transition, jugent que les partis politiques qui se constituent en opposition sont des revanchards souhaitant l'échec de la transition. « Ceux qui s'opposent au

pouvoir actuel sont majoritairement issus du régime d'IBK. Ils sont nostalgiques de l'ancien système, qui a pris fin grâce au M5 », dénonce Moussa Sey Diallo, secrétaire adjoint chargé de la communication du bureau national de l'URD.

Si le parti est jusque-là satisfait de la transition, Moussa Sey Diallo concède néanmoins que la discrétion d'Assimi Goïta pose problème. Taiseux et peu à l'aise devant les micros, le colonel, qui limite ses sorties aux 15 km qui séparent le camp militaire de Kati et Koulouba, doit « réunir autour du Mali en allant devant les Maliens et les leaders d'opinion à Bamako et au-delà des frontières de la capitale », plaide le chargé de communication de l'URD.



ANADOLU AGENCY VIA AFP

Rassemblement populaire pour saluer la démission d'IBK, à Bamako, en août 2020.

L'accord d'Alger patine

Autre sujet d'inquiétude : un dialogue entre l'exécutif et les signataires de l'accord pour la paix de 2015, qui ne cesse de se distendre. Le 10 décembre, ces signataires sont sortis de leur silence pour dénoncer leur « exclusion » des Assises nationales de la refondation, à l'issue desquelles Goïta devra présenter le nouveau chronogramme.

Pourtant, certains signataires de l'accord pour la paix, issu du processus d'Alger, à savoir la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme, ainsi que la Coordination des mouvements de l'inclusivité (CMI), créée après l'accord, avaient manifesté leur intérêt pour ces assises, qui ont pris fin le 31 décembre. Moussa Ag Acharatoumane, porte-parole du Cadre stratégique permanent (CSP) – regroupant la CMA et la Plateforme –, confie à *Jeune Afrique* qu'ils ont multiplié les relances auprès des autorités. En vain. Les principaux acteurs de l'accord pour la paix, qui disent ne pas comprendre cette décision, ont donc fini par annoncer que ces assises ne les « [engageaient] pas ».

Le pouvoir ne risque-t-il pas de regretter, après coup, cette mise à l'écart ? Pour Moussa Ag Acharatoumane, il est inconcevable que les assises discutent de l'APR (Accord pour la paix et la réconciliation, la dénomination usuelle de l'accord d'Alger) sans ses signataires.

Le boycott des assises est un coup dur pour les autorités de la transition. Dès le lendemain de la chute d'IBK, les colonels putschistes avaient pris l'engagement de faire de l'application de l'APR de 2015 une priorité.

Six ans après sa signature, cet accord, qui était vu comme l'outil qui permettrait de ramener la sécurité dans le nord du Mali, divise profondément les Maliens et les gouvernements qui se succèdent. Quand certains réclament sa relecture, d'autres plaident pour son application stricte.

« Au début de la transition, nous avions de bons rapports avec les autorités, mais, avec l'avènement de Choguel Maïga et la programmation des Assises nationales, nous avons senti une prise de distance du gouvernement à notre égard », poursuit Moussa Ag Acharatoumane, qui déplore également « le manque d'avancée dans l'application de l'accord de paix. » Au début d'octobre, déjà, ces groupes avaient annoncé leur retrait des discussions avec le gouvernement de Bamako, jugeant que le processus patinait. Estimant que le colonel Ismaël Wagué, le ministre de la Réconciliation – qui appartient au groupe de colonels qui a perpétré le coup d'État contre IBK –, n'était pas à la hauteur à cause de certaines prises de position, ils avaient aussi demandé son remplacement par une figure plus « neutre ».

> **L'histoire a montré que, lorsque ça grogne dans les rues de Bamako, Koulouba tremble.**

De son côté, Abdoulaye Diop, le ministre malien des Affaires étrangères, l'un des négociateurs de l'APR, reconnaît que, « malgré les difficultés et les retards, le processus avance ». Sur le plan politique, il souligne le fait que la transition s'est montrée inclusive en attribuant des portefeuilles ministériels à quatre membres des groupes signataires de l'accord. De plus, M. Diop assure auprès de *Jeune Afrique* que Bamako travaille en synergie avec ces mouvements pour accélérer le processus d'armée reconstituée (le programme Désarmement, Démobilisation et Réinsertion), dans le but de renforcer la sécurité dans le Nord.

Isolé à l'international comme en interne, le gouvernement de transition semble vouloir tempérer les discours nationalistes en optant pour un apaisement des débats à travers le pays. Mais n'est-ce pas trop tard ? À la mi-décembre, le Cadre d'échanges des partis et regroupement de partis politiques pour une transition réussie – qui comprend entre autres le Parena, le Codem… – et d'autres figures comme Issa Kaou N'Djim ont confié à *Jeune Afrique* leur intention d'appeler à manifester le 27 décembre, afin de s'opposer à la prolongation de la transition et de rétablir « l'ordre constitutionnel ». Avec quels résultats ? L'histoire a montré que, lorsque ça grogne dans les rues de Bamako, Koulouba tremble. ●



BARAKA



« La clé de notre réussite réside dans le respect des engagements vis-à-vis de nos clients et de nos partenaires »

Entretien avec Sadio Bathily - président-directeur général du groupe Baraka Petroleum

À 40 ans, vous êtes à la tête d'un important groupe privé malien. Quel a été votre parcours jusqu'ici ?

J'ai démarré mon activité dans le commerce général et, en 2006, j'ai souhaité me diversifier avec la création de la société Baraka Petroleum, spécialisée dans l'achat, le transport et la distribution d'hydrocarbures au Mali. Au fil des années, l'activité a progressé et le groupe Baraka Petroleum est devenu un des principaux acteurs du commerce de produits pétroliers au Mali. Il emploie actuellement 436 salariés.

Concrètement, en quoi consiste votre activité ?

Nous intervenons dans trois domaines :
*Les ventes directes aux grands comptes : unités de production, mines, autres opérateurs pétroliers agréés, dont la livraison se fait directement dans les dépôts/installations de ces derniers.
*Les ventes au détail grâce à notre réseau de stations-services.
*Le transport par camions citernes.
Depuis 2013, la société a réalisé un gros effort d'investissement : 85 % de notre flotte a moins de 5 ans.
Le groupe reconnait sa responsabilité à prendre toutes les précautions raisonnables, pour fournir et maintenir dans toute la mesure raisonnable, un environnement qui soit sûr et sans risques sanitaires pour les employés, les sous-traitants, les fournisseurs et les visiteurs de nos stations-services et autres sites

Quelle a été la clé de cette réussite ?

Notre croissance s'est faite progressivement, par étapes successives. Nous avons réalisé des investissements importants grâce au soutien des institutions financières qui nous ont accompagnés et nous ont fait confiance depuis 15 ans. Nous avons noué des partenariats solides avec des compagnies internationales, notamment dans le secteur minier. La clé de notre réussite réside dans le fait que nous avons respecté scrupuleusement nos engagements vis-à-vis de nos clients mais également de nos partenaires. Nous avons pu créer une véritable relation de confiance avec notre écosystème.

Quel est votre message à l'intention de la jeunesse ?

Je pense que le Mali est une terre d'opportunités exceptionnelle. Le dynamisme démographique, le potentiel en ressources naturelles (agriculture, minerais, etc.) et l'existence d'un secteur privé dynamique vont permettre la croissance de l'économie au cours des prochaines années et la création de possibilités de travail pour les jeunes notamment. L'émergence des start-up est un phénomène très encourageant. Ce que nous avons fait, d'autres peuvent le faire : chacun a sa chance dans ce pays.

Pensez-vous que les entreprises ont un rôle à jouer dans la société ?

En tant qu'entreprise privée dans le commerce des hydrocarbures, nous créons des emplois dans un secteur stratégique de l'économie malienne et contribuons aux recettes de l'État malien. Nous sommes un acteur du développement économique et social du Mali dans une logique de développement durable.

Quels sont vos projets pour l'avenir ?

Nous allons continuer à développer notre activité dans le commerce d'hydrocarbures tout en poursuivant la diversification. Le déclin des hydrocarbures étant désormais une réalité, nous envisageons d'être présents dans les énergies renouvelables. Par ailleurs, nous souhaitons nous implanter dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.







JAMG - PHOTOS DR

Baraka Petroleum
Niamakoro Route du 30m, Bamako - Mali - Tél. : (+223) 20 20 18 19 - Fax : (+223)20 20 18 19 - Cell : 76 59 61 81
E-mail : barakapetroservice@barakapp.com

PRÉSIDENTIELLE

La valse des « électrons libres »

La classe politique est en pleine recomposition, et les potentiels candidats s'activent pour tenter de sceller des alliances solides, en marge des grands partis traditionnels. Mais l'incarcération de « Boubèye », en août 2021, a freiné les ardeurs de certains.

FATOUMATA DIALLO

Ce lundi 10 mai, une chaleur écrasante venue de l'hinterland mauritanien alourdit l'air à Nioro du Sahel, dans la région de Kayes, au Mali. Il est midi passé quand un avion privé se pose sur la piste granuleuse de la ville sainte. À son bord, un convive de taille. Vêtu d'un boubou blanc orné de bordures dorées, Soumeylou Boubèye Maïga (SBM) s'extirpe de l'appareil. Cela faisait plus de deux ans qu'il n'avait pas mis les pieds dans ce haut lieu de pouvoir où hommes politiques et opérateurs économiques se bousculent pour avoir les faveurs de Mohamed Ould Cheikh Hamahoullah, dit « Bouye », l'un des plus grands guides spirituels du Mali. Même l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) se pliait à cette règle.

Cette visite de SBM à Nioro est hautement symbolique, elle marque l'heure de la réconciliation entre les deux hommes. En février 2019, le chérif s'était payé Boubèye en demandant sa démission de la primature. Et face à une motion de censure inédite déposée conjointement à l'Assemblée nationale par des députés de l'opposition et de la majorité présidentielle, le Premier ministre démissionnera quelques semaines plus tard.

Toutefois, ce lundi après-midi, les rancœurs sont mises de côté. Les deux hommes se saluent d'une poignée de main chaleureuse, SBM s'installe à côté du chérif, qu'il écoute religieusement. Boubèye sait que ce rendez-vous va être commenté, il demande qu'on l'immortalise. « Tu me fais une photo avec lui [le chérif de Nioro] », lance-t-il à l'un de ses collaborateurs. Les flashs crépitent. Le président de l'Alliance pour la solidarité au Mali-Convergence des forces patriotiques (Asma-CFP) semble déjà en campagne. Celui qui n'a jamais caché son ambition de se présenter à la prochaine élection présidentielle sait que, pour peser, il faut gagner les faveurs du chérif de Nioro.

À l'heure de la recomposition politique, tout comme SBM, ils sont nombreux à vouloir concourir à la prochaine présidentielle. En l'absence des deux grands rivaux de cette dernière décennie – IBK, renversé par le coup d'État du 18 août 2020, et le père fondateur de l'Union pour la République (URD), Soumaïla Cissé, décédé prématurément le 25 décembre 2020 –, le boulevard est grand ouvert. Le prochain scrutin présidentiel sera peut-être celui de tous les possibles.

En l'absence des grands rivaux de la dernière décennie, IBK et Soumaïla Cissé, ce scrutin sera peut-être celui de tous les possibles.

Dès le premier trimestre de 2021, plusieurs candidats n'ayant qu'une faible assise sur le plan politique, raison pour laquelle beaucoup les qualifient d'« électrons libres », se sont lancés dans des négociations tous azimuts, en vue de former une structure suffisamment solide pour leur permettre d'être des clients sérieux à la présidentielle.

Pouvoir économique

Celui qui a fait la meilleure opération est sans nul doute Boubou Cissé. Dernier Premier ministre d'IBK, Boubou, qui ne cache plus ses ambitions, a profité du vide laissé par le départ de Soumaïla pour venir jouer les sauveurs au sein de l'URD.

Esseulé sur le plan économique, le parti a besoin d'un candidat en mesure de rassembler les fonds nécessaires pour faire campagne. Dans cette optique, les cadres de l'URD sont nombreux à penser que Boubou est le profil idéal. « Bien qu'il ait été combattu par le parti quand il était à la primature, [certaines voix plaidaient toutefois pour plus de clémence à son égard], il est évident que le facteur économique explique aussi la prise en main de l'URD par Boubou Cissé », explique l'analyste politique Boubacar Haïdara.

Après avoir manifesté sa volonté d'intégrer l'URD, Boubou a adhéré à la branche locale du parti à Djenné – ville dont est originaire sa mère –, dans la région de Mopti, le 26 juin 2021. Si cette adhésion de l'ex-Premier ministre, dont la famille est influente, a été poussée par ses oncles du côté maternel et a été jugée logique par certains cadres, cet acte a néanmoins divisé l'URD, au sein duquel deux clans s'opposent désormais.

D'un côté les pro-Boubou Cissé, de l'autre les anti-. Néanmoins, ce technocrate qui ne maîtrise pas tous →

COMMUNIQUÉ



La RSE au cœur de la stratégie de B2Gold Mali

En dépit des difficultés liées à la pandémie du Covid-19, la production aurifère de **B2Gold Mali** continue à augmenter. La compagnie poursuit ses investissements tout en veillant à l'impact positif sur les communautés environnantes et à la préservation de l'environnement.

Pendant la période juillet-septembre 2021, la mine de Fekola a atteint une production aurifère trimestrielle record de 165 557 onces. En septembre, la mine a produit sa 2 millionième once d'or, 4 ans après le début de la production. Les prévisions de production pour l'ensemble de 2021 ont été revues à la hausse, entre 560 000 et 570 000 onces. Le prix de revient global (PRG) devrait se situer dans la limite supérieure de la fourchette prévisionnelle, entre 745 dollars et 785 dollars l'once.

L'augmentation de la production est due à une capacité de traitement plus élevée de l'usine de traitement du minerai. La capacité annualisée de Fekola devrait maintenant atteindre en moyenne 8,3 millions de tonnes par an sur la base des résultats positifs notés à ce jour.

EXTENSION DE CAPACITÉ

Après examen d'une évaluation d'impact environnemental et social par les autorités maliennes, le permis existant de Medinandi (Fekola) a été mis à jour pour inclure la zone Cardinal, située à moins de 500 mètres de la carrière actuelle de ressources de Fekola. La production de Cardinal devrait apporter environ 60 000 onces additionnelles au cours des 6 à 8 prochaines années.

Les dépenses d'investissement au cours des neuf premiers mois de 2021 ont totalisé 54 millions de dollars USD. La conception et la planification d'une nouvelle unité de stockage de résidus est également en cours, la construction commençant dès le quatrième trimestre 2022.

PRÉPARER LE FUTUR

La compagnie B2Gold croit fermement qu'il est de sa responsabilité de s'engager ouvertement et respectueusement auprès des parties prenantes locales afin de laisser aux communautés un héritage positif qui dépassera la vie de ses mines.

En 2021, un nouveau lycée a été ouvert à Fadougou et la compagnie poursuit le financement du programme de bourses. Le Plan de Développement Communautaire est également en cours d'exécution, en collaboration avec les communautés locales. Il comprend plusieurs projets : amélioration de l'accès à l'éducation ; amélioration de l'accès à la santé et aux soins ; amélioration de l'accès à l 'eau (4 projets) ; et 4 projets de subsistance : pisciculture, élevage de volailles, potager et commerce.







CENTRALE SOLAIRE HYBRIDE DE FEKOLA : UN PROJET PIONNIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

La stratégie d'investissement de B2Gold Mali comprend une composante énergétique importante : **la construction d'une centrale solaire hybride de 30 MW** avec une capacité de stockage des batteries de 13,5 MW. Ce projet combine le solaire et le mazout lourd (HFO). L'investissement total atteint 38,5 millions de dollars USD (22 milliards de FCFA).

La centrale étant en activité, l'impact positif est déjà perceptible. Pendant les 10 premiers mois de 2021, **7,8 millions de litres de carburant ont pu être économisés**. A terme, l'économie portera sur 13 millions de litres par an. Actuellement, 14% de la production d'énergie nécessaire à la mise provient du solaire et la réduction des émissions de CO2 se chiffre déjà à 22 000 tonnes.

Le projet a donné lieu à un important transfert de compétences avec la formation d'employés maliens pour la construction de la centrale mais aussi l'exploitation, la gestion, et la maintenance.

JAMG - PHOTOS DR



BOUBACAR DIARRA DFA COMMUNICATION

Seydou Mamadou Coulibaly.



VINCENT FOURNIER/JA

Boubou Cissé.

→ les codes de la politique continue d'avancer ses pions. Il sait que s'il est désigné candidat de l'URD à la présidentielle il aura fait un grand pas vers la victoire. Le parti façonné par Soumaïla possède aujourd'hui une base électorale solide.

L'homme d'affaires Seydou Mamadou Coulibaly offre le même type de profil que Boubou Cissé. Son statut d'homme fortuné peut être source de toutes les convoitises et offrir un afflux de trésorerie bienvenu pour beaucoup de mouvements actuellement plongés dans un véritable gouffre financier, notamment le Rassemblement pour le Mali (RPM), le parti d'IBK.

Dans un premier temps, ce débutant en politique préfère avancer seul, avec son mouvement politique Benkan (Pacte citoyen), créé en avril 2021 dans la ville de Mopti. Moulaye Ahmed Boubacar Haïdara, ancien cadre du RPM, fait partie des figures politiques qui l'ont rejoint. Plutôt habitué à serrer les mains des dirigeants d'entreprise, Seydou Mamadou Coulibaly, qui souffre d'un déficit de popularité, s'est lancé au printemps dernier dans une grande campagne de communication à travers tout le pays pour rencontrer des militants et se faire connaître des citoyens. « Boubou et Seydou Mamadou Coulibaly apparaissent comme les candidats les plus sérieux parce qu'ils possèdent un important capital, analyse Boubacar Haïdara. Cela ne signifie pas qu'ils ont les meilleurs projets politiques. Mais, au Mali, pour espérer remporter un scrutin, il faut être détenteur d'un pouvoir économique. Ils finissent tous tôt ou tard par distribuer de l'argent aux électeurs », fait-il observer.

Chasse aux sorcières

Si l'heure n'est pas encore aux calculs politiques, Seydou Coulibaly n'exclut cependant pas de futures alliances. « Il ne veut pas s'imposer dans les partis traditionnels. Toutefois, des discussions sont en cours entre les uns et les autres. Il attend d'être le choix de nos militants et qu'un chronogramme clair soit fixé avant de penser aux alliances », explique l'un de ses proches.

Dans un tout autre registre, on trouve aussi des profils comme celui de Modibo Sidibé, des Forces alternatives pour le renouveau et l'émergence (Fare). Ce baobab de la politique malienne, qui a un temps occupé le poste de Premier ministre, est un candidat qui peut se vanter d'avoir un capital social.

Dans un pays gangrené par une corruption à tous les niveaux, il bénéficie d'une réputation d'intégrité sans tache, son nom n'ayant jamais été cité dans la moindre affaire de détournement de fonds. Est-ce suffisant pour accéder à la magistrature suprême ? Sans doute pas, et, au sein du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), Modibo s'active pour nouer des alliances solides. Une coalition avec Sy Kadiatou Sow, qui dirige la plateforme Awn Ko Mali – « le Mali d'abord » –, et Cheick Oumar Sissoko, le coordinateur d'Espoir Mali Kura (EMK), des responsables politiques du M5 déçus par la politique de Choguel Kokalla Maïga qu'ils ont porté à la primature, n'est pas à écarter.

L'incarcération de SBM, le 26 août dernier, a cependant marqué un coup d'arrêt dans la campagne présidentielle. Depuis que ce sécurocrate, très influent et craint à Bamako, a été placé sous mandat de dépôt dans l'affaire « Air IBK », les hommes politiques qui affichaient leurs ambitions se sont mis en retrait.

Cela fait plus de trois mois que Boubou Cissé n'est plus retourné au Mali, craignant de subir le même sort que Boubèye et d'autres dirigeants arrêtés. Tiéman Hubert Coulibaly, de l'Union pour la démocratie et le développement (UDD), qui avait déjà commencé à sillonner l'intérieur du pays, a aussi déserté.

« Ces arrestations ont mis fin à la campagne présidentielle prématurée qui était déjà lancée. Dans le fond, la lutte contre la corruption des militaires est aussi dirigée contre tous les candidats qui peuvent leur poser des problèmes sur le plan politique », commente un politologue établi à Bamako. Dans cette atmosphère de chasse aux sorcières, une lutte âpre se dessine pour les candidats. Pour remporter la présidentielle qui se profile, il faut sans nul doute faire la cour aux militaires. À moins que ceux-ci n'aient déjà leur candidat. ●

Pour remporter la présidentielle, il faut sans nul doute faire la cour aux militaires. À moins que ceux-ci n'aient déjà leur candidat.

COMMUNIQUÉ





Member of the CSTT-AO Group

« Nous prenons en charge l'intégralité de la Supply Chain de nos clients »



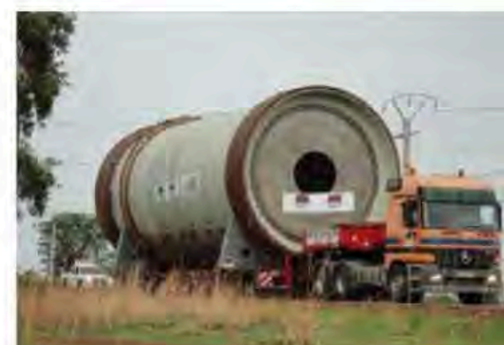
ENTRETIEN AVEC Mamadou Abdoul DIAGNE

Ingénieur en Systèmes de Production et Logistique

Directeur des Opérations de Afrilog Mali depuis 10 ans









Pouvez-vous nous présenter Afrilog ?

Afrilog Mali est une société de droit malien, créée en 2000 et filiale du groupe CSTT-AO, basé à Dakar. Notre activité consiste à prendre en charge l'intégralité de la Supply Chain de nos clients. Au Mali, nous sommes une équipe de 45 professionnels de nationalité malienne, hautement qualifiés dans les différents métiers liés à la gestion de la Supply Chain.

En quoi consiste concrètement votre activité ?

Nous intervenons principalement dans trois domaines :

- La gestion des achats. Nos équipes sont en mesure de prendre en charge l'ensemble de l'activité achats d'une entreprise : planification, identification et sélection des fournisseurs et gestion des stocks.
- L'organisation du transport des marchandises. **Afrilog** Mali agit en tant que transitaire (freight forwarder) afin de sélectionner le ou les modes de transport les plus adaptés (route, chemin de fer, avion et navire). Nous gérons également l'ensemble des procédures administratives, notamment le dédouanement des marchandises et mettons à disposition de nos clients, si nécessaire, plusieurs entrepôts, dont l'un est situé dans la région minière de Kéniéba. L'objectif est d'assurer une prestation fluide et agile de transport « de bout en bout ».
- La gestion de projets spécifiques. Nous sommes en mesure d'assurer en particulier les transports spéciaux de marchandises (colis lourds) en collaboration avec les équipes basées à Dakar et Abidjan.

Pour quel type de clients travaillez-vous ?

Nous travaillons principalement pour le secteur minier et l'industrie. Nous avons des clients aussi dans l'agrobusiness, parmi les ambassades, les organisations internationales (Nations Unies par exemple) et les ONG. Nous sommes en mesure d'apporter des solutions personnalisées en fonction des spécificités de l'activité de chaque client.

Comment vous différenciez-vous de vos concurrents ?

Notre présence au Mali constitue un atout essentiel car nous connaissons le contexte et les acteurs locaux. L'appartenance à un groupe disposant d'une implantation internationale solide, en Afrique mais aussi dans le reste du monde, nous permet d'apporter un service de qualité à nos clients. Ainsi, par exemple, grâce à ce réseau, nous sommes en mesure de réaliser du sourcing auprès de fournisseurs basés en Asie, en Europe et dans les Amériques.

Un autre atout essentiel réside dans le fait que nos clients traitent avec un seul interlocuteur dans le cadre d'un contrat global. Nous prenons en charge l'intégralité de la Supply Chain : nos clients n'ont pas à se soucier des modes de transport, des procédures, etc. Nous avons choisi une solution SAP qui permet une dématérialisation à 100% et une traçabilité complète des opérations.

Enfin, nous disposons des certifications internationales nécessaires : ISO 9001 et ICMI pour le transport des produits dangereux.

Au Mali, comme dans le reste de l'Afrique, on assiste à un développement des exigences en matière de contenu local. Comment intégrez-vous ce phénomène dans votre stratégie ?

Les politiques de contenu local sont un outil essentiel pour favoriser une croissance inclusive qui profite à l'économie nationale et à la population. Lorsque cela est possible, nous privilégions les achats de biens et de services au Mali. Nous avons créé une base de données de fournisseurs locaux, qui comprend plus d'une centaine d'entreprises. Notre objectif est de continuer à accroître la part du contenu local dans nos projets.

www.afrilog.com

Hamdalaye ACI 2000 Rue 286 Porte 2129 Bamako - Mali / Tél. : +223 20 23 07 19

JAMG - PHOTOS DR

OBJECTIF **MALI**

ANTICORRUPTION

Wanted, anciens collaborateurs **d'Ibrahim Boubacar Keïta**

Puissants et influents sous le régime d'IBK, ils sont aujourd'hui derrière les barreaux ou recherchés. *Jeune Afrique* revient sur la lutte contre les nombreuses malversations lancée par le gouvernement de transition.



Fatoumata Diallo

À peine arrivé au pouvoir, le gouvernement de transition qui a succédé au régime d'Ibrahim Boubacar Keïta a fait de la lutte contre la corruption et l'impunité un fer de lance. Le premier à en subir les conséquences est Boubou Cissé, dernier Premier ministre d'IBK, qui se trouvait à Sébénikoro au moment du coup d'État du 18 août 2020.

Accusé d'avoir joué un rôle central dans une affaire de tentative d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État », dans laquelle figuraient cinq autres personnalités, Boubou Cissé, contrairement aux autres, n'a pas pu être mis aux arrêts. Retranché durant plusieurs semaines dans un lieu tenu secret, l'ancien Premier ministre s'était exprimé par voie de presse pour dénoncer un complot politique monté contre lui.

Si la procédure contre Boubou Cissé et ses comparses est aujourd'hui annulée, l'intéressé, qui veut porter haut les couleurs de l'Union pour la République et la démocratie (URD) à la prochaine élection présidentielle, a pris ses distances avec le pays. Il passe aujourd'hui le plus clair de son temps entre Abidjan et Niamey, où étudient ses enfants.

Depuis la mise en place du deuxième gouvernement de transition dirigé par Choguel Kokalla Maïga, la lutte contre la corruption, qui est l'une des priorités du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), s'étend à tous les niveaux à Bamako, renversant même ceux qui étaient autrefois considérés comme des intouchables.

Qu'ils soient placés sous mandat de dépôt dans l'affaire « Air IBK », présentés devant les juges ou recherchés pour l'affaire Birama Touré… un dénominateur commun lie tous ces hauts cadres : leur proximité avec le président déchu. *Jeune Afrique* revient sur ces arrestations qui ont fait trembler la capitale malienne. ●

L'AFFAIRE BIRAMA TOURÉ

Moussa Diawara



Puissant sécurocrate d'IBK, il était les yeux et les oreilles de l'ancien président, le fils qu'il aurait aimé avoir. Jeudi 29 juillet 2021, ce général de division, ancien chef d'état-major de la garde nationale, qui a également dirigé la Sécurité d'État (SE, les services de renseignements maliens), a été arrêté à son domicile et inculpé pour « complicité de séquestration et d'enlèvement », de « tortures » et « d'association de malfaiteurs » par le tribunal de la commune IV de Bamako.

Alors que Reporters sans frontières révélait que le journaliste Birama Touré, enlevé en 2016 et dont le corps n'a jamais été retrouvé, aurait été détenu et torturé dans une « prison secrète » de la SE, les juges ont estimé que Moussa Diawara, directeur de la SE au moment des faits, ne pouvait pas ne pas être au courant. Détenu dans les locaux du camp 1 à Bamako, il a depuis été entendu.

Coïncidence ou non, le retour à Bamako en mai 2021 de cet homme puissant inquiétait les autorités de la transition. Selon nos informations, Moussa Diawara commençait déjà à conseiller Bah N'Daw, le premier président de la transition. Le deuxième coup d'État du 24 mai a stoppé net le retour de Moussa Diawara.

Karim Keïta



« À défaut de le coincer sur une affaire de corruption, c'est par l'affaire Birama Touré que les autorités de la transition veulent mettre la main sur Karim », nous confiait un diplomate situé à Bamako. Le 5 juillet 2021, la justice malienne a saisi Interpol pour demander l'émission d'un mandat d'arrêt international à l'encontre du fils de l'ancien président, exilé à Abidjan depuis le coup d'État qui a fait chuter son père. Les juges souhaitent que Karim rentre au Mali pour être auditionné sur les circonstances qui ont conduit à la disparition de Birama Touré. Depuis 2016, le nom de Karim Keïta revient régulièrement dans cette histoire, où des témoins l'accusent d'avoir commandité l'enlèvement du jeune journaliste. Toutefois, la demande auprès du bureau d'Interpol n'a, semble-t-il, pas abouti. À ce jour, aucun mandat d'arrêt international n'est effectif contre Karim.

CORRUPTION À L'AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS AU MALI (API)

Moussa Ismaël Touré



En tant que directeur général de l'API, il était presque de tous les voyages d'IBK. Si on le dit proche de Karim Keïta, il est toutefois difficile de qualifier la nature de ses relations avec l'ancien président. Le 5 octobre 2021, il a été arrêté et placé sous mandat de dépôt par le pôle économique et financier, qui l'accuse de « malversations » et met en cause sa gestion à la tête de l'API.

LE HORS-PISTE D'« AIR IBK »

Soumeylou Boubèye Maïga



Ministre de la Défense en 2014, lors de l'achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires surfacturés, celui que l'on surnomme « le tigre » est en détention provisoire depuis le 26 août 2021, à la Maison d'arrêt centrale de Bamako. Poursuivi pour « faux en écriture, usage de faux et falsification de documents », pour « atteinte aux biens publics par détournements », il est aussi accusé d'« avoir cédé à des sollicitations qui tendent à la corruption », d'« abus d'influence réelle ou supposée en vue d'obtenir des avantages », et d'avoir réalisé des « montages pour percevoir des avantages indus » dans l'exercice de ses fonctions. Ses avocats se battent pour obtenir sa libération. Le 15 décembre, il a été transféré dans une clinique de Bamako pour raisons médicales.

Bouaré Fily Sissoko



Proche de l'ancien président, elle a été placée sous mandat de dépôt quelques heures seulement après Boubèye. Ministre de l'Économie et des Finances en 2014, elle passe ses nuits à la prison pour femmes de Bamako depuis le 26 août 2021. Il a fallu attendre trois mois pour qu'elle puisse être auditionnée par la chambre d'accusation de la Cour suprême.

Mahamadou Camara



Retour à la case départ pour l'ancien ministre de la Communication d'IBK et directeur de cabinet avec rang de ministre, lors de l'achat de l'avion présidentiel. Le 23 septembre dernier, il a été inculpé pour « favoritisme, faux en écriture, usage de faux et complicité d'atteinte aux biens publics par usage de faux » par la Cour suprême et incarcéré. En 2020, il avait déjà passé près d'un mois en prison à cause de cette affaire, mais en avril 2021 la cour d'appel de Bamako avait notifié l'annulation de la procédure le concernant dans ce dossier.

VINCENT FOURNIER/JA; NICOLAS RÉMÉNÉ/LE PICTORIUM; ERIC PIERMONT/AFP; EMMANUEL DAOU BAKARY; DR; DAOU BAKARY EMMANUEL; EMMANUEL DAOU BAKARY



BUSINESS SOLUTIONS

CRÉER UNE EXPÉRIENCE CLIENT DE QUALITÉ

Depuis 1983, l'importation, le transport et la distribution d'hydrocarbures en gros représentent notre cœur de métier.

Nous proposons des solutions dédiées qui facilitent l'activité au quotidien de nos clients.

Pour l'ensemble de notre clientèle grands comptes, dans les mines et l'industrie, nous mettons à disposition l'ensemble de notre savoir-faire, depuis la prise de commande jusqu'à la livraison, grâce à notre importante flotte de camions-citernes.

Nous réalisons également, à la demande, la construction et l'installation d'infrastructures de stockage et de distribution sur site.

Notre département dédié au BtoB, YaraOil Business Solutions a pour mission de développer des solutions adéquates pour permettre à nos clients professionnels de se concentrer sur leur cœur de métier.

Parmi nos solutions dédiées, nous avons mis l'accent sur les moyens de paiements à travers le développement de notre propre plateforme de carte prépayée, mais aussi via nos chèques carburants.

Ceux-ci ont pour objectif de faciliter la gestion au quotidien des services d'achats et de comptabilité de nos clients cibles.

Contact :
YaraOil,
Faladiè, Avenue de l'OUA, Bamako, ML
+223 70 25 75 75
contact@yaraoil.com

www.yaraoil.com



SINCE 1983



NOTRE POLITIQUE RSE

UNE ENTREPRISE TOUJOURS PLUS ÉTHIQUE ET RESPONSABLE

En 2021, nous avons mis en œuvre la première partie de notre plan de RSE, en augmentant la rémunération nette de nos salariés et en mettant en place un programme de prévention de la santé et du bien-être au travail au sein de l'entreprise.

Nos actions sont pour l'essentiel dirigées vers l'ensemble de la communauté avec pour objectif de renforcer l'égalité des chances.

6 actions majeures ont été mises en œuvre en 2021 :

- Réhabilitation des toilettes de l'Hôpital du Point G.
- Mise en place d'une équipe d'intervention d'urgence Kéniéba.
- Sponsoring de 3 années d'études supérieures pour 3 lauréats de l'ISC Business School.
- Réhabilitation de terrains de football dans 4 communes de Bamako.
- Don de fournitures scolaires aux écoles publiques de 2 communes de Bamako.
- Don de moutons lors de la fête de Tabaski.

Être une entreprise à mission est une véritable source d'inspiration pour notre fonctionnement et nous travaillons déjà sur les prochaines étapes.

Nous souhaitons être une entreprise toujours plus éthique et responsable.



PORTRAIT

Adam Dicko, une jeunesse militante

Elle s'est fait remarquer au dernier Sommet Afrique-France, à Montpellier, en n'hésitant pas à recadrer Emmanuel Macron et son « paternalisme ». Depuis l'âge de 15 ans, elle se bat en faveur des jeunes, de la citoyenneté et de la démocratie.

MANON LAPLACE, À BAMAKO

Adam Dicko n'est pas de celles que l'on fait taire. D'aussi loin qu'elle s'en souvienne, elle aime « bousculer, agiter les idées communément acceptées ». Enfant, déjà, elle « entrait dans des débats interminables » avec son père. « Qui a décidé qu'il fallait aller à l'école ? Pourquoi moi, en tant que fille, je dois laver les ustensiles de cuisine, et mon cousin aller chercher de l'eau ? Pourquoi pas le contraire ? »

Pendant des heures, elle questionne le patriarche, originaire de Douentza et qui s'est installé à Bamako dans les années 1990. S'il lui permet de s'affirmer comme elle le souhaite, ce commerçant peul, qui la surnomme affectueusement « la rebelle », a pour ses filles des ambitions conservatrices. « Il voyait l'école comme un passe-temps avant de trouver un mari et de devenir une épouse », raconte-t-elle.

Une vision qu'Adam, deuxième de cette fratrie de sept (cinq filles et deux garçons), interroge et remet en question. « Même si on n'avait pas le même point de vue, mon papa me laissait m'exprimer plus que n'importe qui. C'est le plus grand démocrate que je connaisse », se souvient-elle, louangeuse.

Volubile, Adam Dicko a un débit de mitraillette. Une question sur son enfance, et elle en anticipe dix autres, ricochant sur la société, la citoyenneté, la démocratie, le rôle des jeunes, des femmes, son propre parcours. Autant de sujets qu'elle défend, qui représentent « son principal hobby » et qui la poussent parfois à se montrer un brin « rentre-dedans ».



À Bamako, le 23 novembre 2021.

NICOLAS RÉMÉNÉ POUR JA

Le pied dans la porte

Le dernier à en avoir fait l'expérience ? Le chef de l'État français. Loin de se laisser impressionner par le statut de son interlocuteur, la militante de 29 ans, qui faisait partie des onze représentants de la jeunesse africaine retenus pour cette rencontre avec Emmanuel Macron, n'a pas ménagé le locataire de l'Élysée.

« Ce qu'il se passe au Sahel n'est que la conséquence de ce que vous avez fait en Libye. Vous êtes au Sahel pour corriger l'erreur que vous avez commise en Libye. Vous aimez dire que sans la France il n'y aurait actuellement pas de gouvernement aujourd'hui à Bamako. J'ai envie de dire que, sans l'Afrique, il n'y aurait pas de France. [...] Arrêtez de dire que vous êtes au Mali pour nous aider. [...] Arrêtez les discours paternalistes. Nous n'avons pas →

« NOTRE AMBITION EST DE DEVENIR UN ACTEUR MINIER DE RÉFÉRENCE, LEADER AU MALI ET DANS LA SOUS-RÉGION »

ET.A.SI
ETABLISSEMENT ADAMA SIDIBE
LOCATION ENGINS - MINING

Fort de son expérience dans les services aux compagnies minières, le groupe ETASI a décidé de se positionner sur de nouveaux segments de la chaîne de valeur minière : l'exploration et, à l'avenir, l'exploitation. Une stratégie qui contribue d'ores et déjà au développement du contenu local dans l'industrie minière, priorité fondamentale du Gouvernement du Mali.



M. Adama Sidibé
Président directeur général de ETASI

Établissement Adama Sidibé **(ETASI Sarl)**, fondé en 2001 par Adama Sidibé, n'a cessé de se développer dans les activités de sous-traitance minière. Avec un objectif prioritaire : devenir le leader au Mali, au Sénégal et en Guinée.

UN PARTENAIRE DE PREMIER PLAN

La mission a consisté à offrir aux clients un service de qualité irréprochable, en satisfaisant l'intégralité des exigences incluses dans les cahiers des charges : disponibilité, performance, fiabilité, flexibilité et ponctualité. **ETASI** compte une grande flotte diversifiée d'équipements de mine : chargeuses, pelles, bulls, grues, camions, niveleuses, chariots, etc.
La société a développé un savoir-faire dans deux domaines précis : le chargement du minerai sur site et le transport jusqu'à l'usine de traitement ou l'entrepôt sur des distances de l'ordre de 20-30 kilomètres.

ETASI travaille actuellement au Mali avec plusieurs grands acteurs de l'industrie minière mondiale, notamment Barrick Gold, SEMOS et Resolute Mining.

EXPLORATION : UN PARI RÉUSSI

Fort de ces atouts, la société a abordé une nouvelle étape. L'objectif est désormais d'être une entreprise malienne de référence pour la fourniture de services d'exploration de niveau international, un créneau occupé traditionnellement par des sociétés étrangères.

ETASI s'est agrandi avec la création de Si-Mining et l'acquisition de AMCO Drilling qui est désormais une autre entité de **ETASI** appelée **ETASI&CO DRILLING.** Le groupe est désormais en mesure de proposer un service plus diversifié dans l'exploitation et les forages miniers. Il dispose du parc d'équipements nécessaires et d'une équipe de maintenance performante qui bénéficie continuellement de formations adéquates pour l'entretien et la réparation de ce parc.

L'idée est d'utiliser les dispositions du code minier malien, qui permettent l'accès à des petits permis, d'une superficie maximale de 100 km². Le groupe **ETASI** a obtenu quatre permis d'exploration : 1 pour le calcaire (Guembe) et 3 pour l'or (Daounabere, Farabala et Bakoron).

Pour le permis de calcaire, la phase exploratoire est terminée. Les études ont permis d'attester du potentiel du gisement. La production annuelle de chaux (par calcination du calcaire) pour l'industrie pourrait atteindre 5 millions de tonnes (MT) et celle de chaux pour l'agriculture, entre 10-20 MT par an.

VALORISER LES PERMIS

L'étape suivante est celle de la valorisation des investissements effectués dans la phase d'exploration notamment un permis de calcaire et 3 permis aurifères. Compte tenu de l'ampleur des investissements nécessaires, la stratégie repose sur l'association avec des investisseurs. Les campagnes d'explorations ont été engagées et devraient durer jusqu'en 2023.





^ Près du site de la mine de calcaire de Guembé, le Groupe ETASI a mis à disposition de la population un forage d'eau potable.



^ Indication « à l'ancienne » de la direction de la mine de calcaire de Guembé exploitée par SI-MINING membre du Groupe ETASI.

JAMG - PHOTOS ETASI SA

Hamdallaye ACI 2000, Immeuble tour jumelle face à AMRP, Bamako - Mali - Tél. : (+223) 44 90 30 42 / 77 18 03 03 / 66 75 40 51
Email : info@etasimali.com - www.etasimali.com

→ besoin d'aide, nous avons besoin de coopération, nous avons besoin de partenariats. Nous sommes liés par les enjeux et les défis. Le terrorisme ne menace pas que le Mali [...]. Les récentes sorties entre vous et les autorités maliennes, c'est une honte », martèle-t-elle sans se démonter face au président français.

Un peu amusée lorsqu'on lui rappelle les mots employés, elle n'en regrette aucun. Et qu'importe si certains l'accusent de n'avoir pas respecté l'étiquette. « J'ai parlé avec émotion. Quand on a rencontré Emmanuel Macron à l'Élysée avant le sommet, on est arrivés plein de fougue, ajoute-t-elle dans une gestuelle combattante. Mais on s'est très vite rendu compte qu'il était plus radical que nous, j'ai senti le besoin de donner mon point de vue, de recadrer ce discours-là. »

Recadrer, quitte à bousculer un peu le protocole et les échanges prévus, qui demandaient d'éviter les positions nationalistes ou régionalistes, afin de se concentrer sur le continent dans sa globalité. Mais Adam Dicko, de son propre aveu, est une « impulsive ». Tout au long de son parcours de militante modèle, elle a dû mettre le pied dans la porte, imposer son rythme.

Son père ne veut pas qu'elle participe au Parlement des enfants? La lycéenne de 15 ans y assistera en secret, quitte à débrancher le téléviseur sans explication au moment du journal télévisé pour ne pas être découverte. Elle se rend compte qu'il n'y a que des candidats masculins à la présidence de l'Association malienne pour la protection et la promotion de la famille (AMPPF), dont elle visite les locaux pour la première fois? Elle se présentera sans même être membre et parviendra à se faire élire. « J'étais simplement là pour m'inscrire, je n'avais même pas de programme, mais j'ai voulu montrer que les hommes n'étaient pas les seuls à pouvoir diriger », revendique-t-elle.

Elle pousse la pédagogie jusqu'à montrer, sous les yeux ulcérés de certains hommes, comment appliquer un préservatif, sur un pénis en bois.

Même combat en 2018, alors qu'elle intègre le conseil consultatif des jeunes de l'Union africaine. Le statu quo veut alors que les candidats anglophones visent la présidence, quand les francophones, moins nombreux, se contentent de la vice-présidence. « Je ne comprenais pas qu'on ne vise pas plus haut », s'insurge-t-elle encore aujourd'hui. Qu'à cela ne tienne, elle fera campagne auprès des lusophones, dont le vote peut tout faire basculer, et remportera l'élection d'une courte tête.

Partout où elle passe, Adam Dicko sème un vent de révolution. À 15 ans, au lycée Mamadou M'bodj, où elle est élève, après avoir assisté à un sketch sur la santé sexuelle et reproductive, Adam crée un club pour parler contraception, mariage précoce, grossesses non désirées. « J'ai vu beaucoup de mineures tomber enceintes et être forcées de quitter l'école ou d'avorter. J'ai senti qu'il y avait un besoin, pour moi mais aussi pour les autres. J'ai vu ce sketch et j'ai pris conscience que c'était la première fois que j'avais accès à autant d'informations sur ces questions. Il fallait le faire jouer au lycée. »

Le noyau familial n'échappe pas à la tempête militante. « Quand j'ai commencé à parler de santé sexuelle et reproductive, ma première cible a été ma mère. Quand j'ai eu mes règles pour la première fois, je lui ai dit que le sang coulait, elle m'a réprimandée et dit que j'étais impolie. Aujourd'hui, toutes les jeunes filles du quartier passent à la maison pour recevoir des conseils. Ma mère fait même de la sensibilisation auprès des autres mamans pour vulgariser le sujet, c'est l'une de mes plus grandes fiertés », se réjouit la militante.

Pour en arriver là, il a fallu lever un certain nombre de tabous. « Le mariage précoce, l'excision, les filles qu'on ne met pas à l'école, tout cela existait dans ma famille. Chez les Peuls, on est plutôt conservateurs, déplore-t-elle. À la maison, quand il y avait des publicités pour des préservatifs, ou deux personnes qui s'embrassaient dans un film, les enfants devaient quitter la salle. »

Alors, petit à petit, Adam Dicko déconstruit les préjugés et ramène à la maison les connaissances qu'elle acquiert dans les différents organismes qu'elle fréquente. Elle pousse même l'élan pédagogique jusqu'aux *grins* du quartier, où, sous les yeux ulcérés de certains hommes du voisinage, elle montre comment appliquer un préservatif, sur un pénis en bois. Depuis cet épisode, qu'elle raconte, rigolarde, son père a compris qu'« elle [ferait] ce qu'elle [voudrait] ».

Des outils pour s'engager

Après des études de droit et de ressources humaines, Adam Dicko cofonde, en 2014, l'Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie (Ajcad). Elle n'a alors que 22 ans et voit ses convictions sur la politique malienne profondément ébranlées. « Le coup d'État de 2012 avait engendré une profonde crise de démocratie et de citoyenneté. Avant ça, quand je voyageais, je présentais toujours le Mali comme un modèle. J'ai eu le sentiment que la jeunesse avait bénéficié de la démocratie obtenue en 1991, mais qu'elle n'avait pas su se l'approprier, la défendre », regrette-t-elle.

Ce sera donc son combat : œuvrer à donner aux jeunes les outils pour s'engager dans la vie politique et renforcer leur citoyenneté. Si ça n'avait pas été celui-là, elle se serait bien vue avocate ou journaliste. « J'aime parler », lâche-t-elle en riant. Dans cinq ans, celle qui a pour modèle sa mère et Fatoumata Siré Diakité (militante et fervente défenseuse d'un nouveau code de la famille) se verrait bien mettre son bagou au service d'une entreprise. La sienne.

« J'aimerais m'investir de plus en plus dans l'entrepreneuriat économique, peut-être dans le domaine de la recherche et de l'innovation ou de la digitalisation, tout en gardant un côté social bien sûr », se corrige-t-elle. Quant à la politique? « Pas pour le moment. J'aime l'idée de continuer à rassembler des jeunes, afin de les doter des outils nécessaires pour s'impliquer dans la vie publique. Mais l'avenir nous le dira. » ●

COMMUNIQUÉ

MANDE SARL

« NOUS PROPOSONS DES SOLUTIONS CLÉ EN MAIN POUR UNE BASE VIE OPÉRATIONNELLE »



Être la centrale d'achat de référence pour les miniers et les fabricants locaux afin de faciliter leurs opérations dans toute l'Afrique. Tel est l'objectif de Mandé S.A.R.L., une société de commerce général et de prestation de services. Nous offrons à nos clients un service de classe mondiale et l'accent est mis sur la qualité.

Que vous ayez besoin de services de transport, de consultation en chaîne d'approvisionnement ou plus, nous utilisons la qualité de nos employés compétents, des processus éprouvés et une bonne technologie pour fournir une connectivité, des capacités et une expérience défiant toute concurrence. En tant que conseillers stratégiques auprès de nos clients, nous comprenons l'importance de fournir des services plus diversifiés.

UN LEADER DE RÉFÉRENCE

Société Mandé S.A.R.L. est une centrale d'achat répondant aux normes internationales et opérant au Mali, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et en Guinée. Elle est axée essentiellement sur les mines et l'industrie, grâce à des boutiques, des showrooms et la vente en ligne.

Son objectif est de se positionner en tant que leader et référence dans la fourniture d'équipements et consommables de qualité, répondant aux normes internationales. Mandé S.A.R.L. assure continuellement la fourniture d'équipements et consommables de qualité en collaborant avec des fournisseurs de qualité et en misant sur un service client irréprochable.

Partenaire officiel sur son théâtre d'opération, de IMDEX-AMC/REFLEX et de Bisley, Mandé S.A.R.L., de par sa notoriété et sa grande capacité d'adaptation et de réactivité, a très vite été approchée par les références de fourniture de contenus à l'industrie minière de la sous-région. Ces enseignes internationales trouvent, à travers le réseau ouest-africain Mandé-Drillers Corner, un point d'entrée pour pénétrer un marché regorgeant d'opportunités tout en bénéficiant de l'expertise d'une équipe locale au fait des réalités et cultures des pays hôtes.

Le crédo des dirigeants est résumé par « l'offre d'une machine industrielle totale et immédiatement opérationnelle avec ses compétences humaines et matérielles à tout entrepreneur qui souhaite s'implanter dans la région » d'où la vision de Mandé : « Être la centrale d'achat de référence pour les miniers et les fabricants locaux afin de faciliter leurs opérations dans toute l'Afrique ».

L'IMPORTANCE DE LA FORMATION

Les compétences du Groupe Mandé sont aujourd'hui en évolution permanente à travers le continent. Nous assurons la formation continue de notre personnel afin de garantir à nos clients et partenaires la mise à disposition d'une équipe professionnelle locale qualifiée. Le caractère local du personnel permet la disponibilité immédiate et un temps de réponse opérationnelle inégalé. Nos clients peuvent ainsi réaliser de grandes économies logistiques dans un domaine particulièrement onéreux en termes de rémunération.



UNE OFFRE DIVERSIFIÉE

Mandé S.A.R.L. propose une large gamme de produits et de prestations :

- Centrale d'achat, transport, logistique : pièces détachées industrielles, lubrifiants, PVC, fer et acier.
- Fourniture de produits et instruments de forage (IMDEX AMC/REFLEX) et matériel de forage et de soudure.
- Fourniture d'EPI (Bisley, CERVA) et EPC, équipement, matériel et systèmes de sécurité.
- Fourniture de produits chimiques.
- Fourniture de produits alimentaires et de commodités.

JAMG - PHOTOS DR

Tél. : +223 66 75 40 11 | +225 07 89 87 44 00 | info@mandesarl.com | sales@mandesarl.com | **www.drillerscorner.com**


Lors d'une conférence de presse à Moscou, le 11 novembre 2021.

SERGEI SAVOSTYANOV/POOL/SPUTNIK VIA AFP

OBJECTIF **MALI**

DIPLOMATIE

Abdoulaye Diop « Il y a un acharnement contre le Mali »

Interférences supposées de la France, organisation des élections, situation sécuritaire, relation avec Wagner… À deux mois de la fin réglementaire de la transition, le ministre des Affaires étrangères répond aux questions de *Jeune Afrique*.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA DIALLO

Ministre des Affaires étrangères depuis juin dernier, Abdoulaye Diop multiplie rencontres et voyages pour plaider en faveur de la prolongation de la transition auprès des partenaires internationaux.

Jeune Afrique : Les autorités de la transition s'étaient engagées à tenir l'élection présidentielle le 22 février 2022. L'échéance a été repoussée à cause de la situation sécuritaire. À quelle nouvelle échéance la situation sera-t-elle propice ?

Abdoulaye Diop : Nous ne sommes pas naïfs au point de penser qu'il faut 100 % de sécurité pour conduire des élections. Cependant, quand nous avons signé la feuille de route de la transition, l'ambition des autorités était d'œuvrer à améliorer la situation sécuritaire de Kayes jusqu'à Mopti, dans le centre du pays. Quand la France a décidé de procéder au désengagement d'un certain nombre de ses soldats présents sur le sol malien, nous étions dans la dynamique de déployer notre dispositif. Le départ des forces spéciales sur trois des cinq emprises que comptait l'opération Barkhane [Mopti, Tessalit et Tombouctou] a contraint l'armée malienne à revoir sa stratégie pour combler le vide sécuritaire laissé dans les zones désertées.

Concrètement, quels critères vous permettront de considérer qu'un niveau de sécurité optimal a été atteint ?

Nous allons faire une évaluation minutieuse des zones où l'insécurité sévit, et identifier les lieux où nous pensons être en mesure de déployer une équipe électorale avec le matériel adéquat. Nous allons procéder au cas par cas, il n'y a pas de situation idéale.

Un nouveau calendrier a-t-il été fixé ?

La question est toujours en examen. Nous souhaitons que la nouvelle feuille de route de la transition ainsi que le nouveau chronogramme fassent l'objet d'échanges entre les forces vives de la nation dans le cadre des assises nationales pour la refondation du pays. À l'issue de cette vaste concertation, le gouvernement pourra présenter à la Cedeao, et à la communauté internationale, un nouveau déroulé des élections. Ce n'est plus qu'une affaire de semaines.

Comprenez-vous aussi que certains hommes politiques et une partie de l'opinion publique s'impatientent au regard des nombreux reports qu'ont subis les assises ?

Elles ont été repoussées par le Panel des hautes personnalités, chargé de piloter le processus, dans l'unique but d'aller vers plus d'inclusivité. C'est dans cet esprit que le chef de l'État rencontre depuis quelques jours l'ensemble des forces vives de la nation, y compris les partis politiques opposés aux assises. L'Adema (Alliance pour la démocratie au Mali), l'une des plus grandes formations politiques du pays, a décidé de rejoindre le train. Je comprends les inquiétudes des uns, mais il n'y a pas de dérapage. Le processus reste sur les rails, et les assises se tiendront.

> « Je comprends les inquiétudes des uns, mais il n'y a pas de dérapage. Le processus est sur les rails, et les assises se tiendront. »

Le 2 décembre dernier, vous avez critiqué sur Twitter le

positionnement de l'ambassadeur du Niger à l'ONU, qui a déclaré que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies pour organiser des élections crédibles, apaisées et transparentes en Libye.

C'est au peuple libyen de juger de son aptitude à conduire des élections. J'ai fait preuve de solidarité envers nos frères libyens puisque cette critique peut aussi s'appliquer à l'examen de la situation du Mali. Nos deux nations sont certes différentes, mais nous rencontrons, toutes deux, des problèmes sur le plan sécuritaire. C'est à cause de cette insécurité que les élections ne peuvent pas se tenir au Mali. Hélas, nous ne pensons pas avoir été entendus, ni compris.

Par qui ne pensez-vous pas avoir été entendus ?

Par nos interlocuteurs de la Cedeao et de la communauté internationale. Les Maliens ont le sentiment que ceux-là ont tendance à avoir deux poids et deux mesures dans l'examen de la situation de certains pays de la région.

Votre critique s'adresse-t-elle au Tchad, où la communauté internationale, la France en première ligne, a soutenu la prise de pouvoir de Mahamat Idriss Déby ?

Je ne pointe personne du doigt. Ces nations demeurent des pays amis. Je fais simplement remarquer qu'il y a une différence de traitement entre le Mali et certains pays où les militaires ont pris le pouvoir, et des pays où des Constitutions ont été changées.

En fonction de ses intérêts, la communauté internationale a une double lecture. C'est déplorable puisqu'elle fait fi de l'application des principes démocratiques et des règles de droit qui doivent être uniformes et s'appliquer de manière impersonnelle à tous. Aujourd'hui, nous avons clairement le sentiment qu'il y a un acharnement contre le Mali.

Le 7 novembre dernier à Accra, la Cedeao a décidé d'appliquer des sanctions individuelles aux membres du gouvernement et du CNT, excepté vous et le président de la transition. Comment les avez-vous vécues ?

Nous en avons pris acte et les avons regrettées. La coercition n'est pas la solution. Nous souhaitons que le dialogue se poursuive avec nos différents partenaires. L'État malien est prêt à faire le nécessaire pour aller vers les élections. C'est dans ce sens que le Conseil des ministres a adopté le projet de loi électorale qui intègre la question de l'organe unique chargé d'organiser des élections transparentes et crédibles. Nous comptons sur l'accompagnement de l'ensemble des partenaires du Mali pour une mise en opération rapide de cet organe. C'est un élément déclencheur du processus qui atteste de notre volonté d'aller de l'avant.

> « Il faut éviter des ingérences extérieures dans le travail de la Cedeao. Des puissances étrangères non africaines manœuvrent en notre défaveur. »

Cela étant, il faut qu'on évite, dans la mesure du possible, des ingérences extérieures dans le travail de la Cedeao. Des puissances étrangères non africaines manœuvrent en notre défaveur.

Est-ce la France que vous ciblez ?

La France en est l'exemple. Les membres de la Cedeao sont assez matures pour apprécier la situation de notre pays et prendre un certain nombre de mesures.

À la fin du mois de septembre, des rumeurs évoquaient la signature « imminente » d'un contrat entre la société privée russe Wagner et l'État malien…

Il n'y a pas de société de sécurité privée de ce nom qui opère au Mali et il n'y a aucun contrat, ni acte, posé dans cette direction. Nous l'avons appris par voie de presse. Nous prions ceux qui avancent ces rumeurs de nous présenter des preuves. En revanche, nous coopérons avec l'État russe, avec lequel nous entretenons une relation de longue date.

Pourquoi avoir fait le choix de redynamiser vos relations avec Moscou à un moment où la France, l'alliée historique, se braque contre vous ?

Les échanges entre nos deux pays n'ont jamais cessé. En 2015, j'ai effectué une visite officielle à Moscou. Celle-ci n'a pas bénéficié de la couverture actuelle. L'ancien ministre des Affaires étrangères Tiébilé Dramé s'y est rendu aussi en son temps. La mauvaise publicité autour de notre coopération avec la Russie vient de cette affaire Wagner.

Notre stratégie est de diversifier nos partenaires en renforçant les relations avec les anciens amis et en explorant de nouveaux horizons diplomatiques. Qu'on ne dise pas que le Mali veut remplacer la France par la Russie. Ce sont deux grandes puissances, et elles ont les moyens de gérer leurs problèmes sans passer par le Mali. En revanche, nous n'accepterons pas que des pays viennent imposer leur diktat et s'immiscer dans les choix de nos partenaires.

Comment avez-vous appréhendé le retrait progressif de Barkhane sur votre sol ?

Les conditions dans lesquelles ce désengagement a eu lieu nous ont surpris. Il aurait fallu travailler ensemble pour que celui-ci se déroule dans un esprit de responsabilité en tenant compte de la complexité sécuritaire sur le terrain.

Il faut maintenant aller de l'avant. Pour cela, nous devons fournir les moyens nécessaires à nos forces de sécurité pour qu'elles puissent effectuer leur travail dans des conditions optimales. Pour lutter contre le terrorisme, il faut également renforcer la coopération régionale en matière sécuritaire, en s'appuyant sur l'Algérie et les pays membres du G5 Sahel. L'armée malienne manque d'équipements. Elle a besoin d'appui aérien et d'outils en matière de renseignements. ●



MINISTÈRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU DU MALI



LE MINISTRE SUR LE CHANTIER ?



MINE D'OR DE MORILA.

Le secteur minier en quête de diversification

Le secteur minier représente près de 10 % du PIB du Mali, 70 % des recettes d'exportation et plus de 400 milliards de CFA de contribution aux recettes de l'État, grâce principalement aux projets aurifères. Le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau souhaite diversifier la production en tirant parti d'autres ressources minières largement inexploitées jusqu'ici.

La production industrielle d'or du Mali est de 65 millions de tonnes (MT) par an, ce qui place le pays au 3ème rang en Afrique pour ce métal. À cela s'ajoute la contribution de l'orpaillage qui, pour le moment, échappe toujours aux statistiques nationales et représenterait plus de 10 Mt par an. Une « feuille de route » a été mise en place par le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, autorité de tutelle du secteur minier, avec la Chambre des Mines du Mali afin de réorganiser le secteur.

Le Ministère a pour ambition de développer de manière stratégique l'économie nationale en s'appuyant sur les revenus miniers. Les découvertes récentes ont fait passer les réserves en or à 882 tonnes, soit environ 16 années d'exploitation au rythme actuel de production, attirant un intérêt croissant pour la région. Cette évolution génère également de nouvelles opportunités d'investissements en raison des projets de développement de l'énergie et des infrastructures de transport.

Un sous-sol riche

Le potentiel minier malien ne se limite pas uniquement à l'or. Les recherches effectuées dans le secteur extractif du pays ont permis de mettre en évidence la grande diversité et la richesse des ressources. Selon les informations disponibles, le sous-sol malien contient d'importantes ressources en minerais :

- **Phosphates :** d'importantes réserves de phosphate sont situées dans la zone du Tilemsi (20 Mt), la production ayant lieu à Bourem (pour l'engrais) et Tamaguilelt tin Hina (super phosphate et acide phosphorique).
- **Calcaire** : 40 Mt (Bafoulabé, Hombori).
- **Sel gemme** : 53 Mt (Taoudéni).
- **Bauxite** : 1,2 milliard de tonnes (Kayes, et Ouest de Bamako). D'autres indices de bauxite sont connus dans le sud du Mali, où la recherche a récemment été menée.
- **Fer** : 2 milliards de tonnes (Kayes).
- **Manganèse** : 10 Mt (Ansongo). Les réserves, situées dans le Gourma, sont estimées à plus de 20 millions de tonnes, les travaux d'exploration sont déjà en cours.
- **Lithium** : les principaux gisements se trouvent à Kayes, Falémé et Bougouni. Les réserves sont estimées à plus de 4 Mt.
- **Schistes bitumineux** : 10 milliards de tonnes.
- **Marbre** : 60 Mt.
- **Gypse** : 405 000 tonnes.
- **Uranium** : 5 000 tonnes d'U_3O_6 et 200 tonnes d'U_3O_2 à 0,085 % 3 zones potentielles sont en cours d'exploration dans l'Adrar des Iforas, dans la zone de Gao et la zone de Falea (5000 tonnes).
- **Plomb-zinc** : 1,7 Mt de réserve
- **Diamants** : en 1980, un diamant de 320 carats a été découvert à Kéniéba. Des indices de diamant se trouvent également dans le nord du pays

Le Mali, producteur de lithium

La diversification est en marche. La compagnie australienne Firefinch et son partenaire, la compagnie chinoise Jianxi Ganfeng Lithium, envisagent de démarrer la production de lithium contenu dans le gisement de Goulamina en 2023.

Le Mali sera le premier pays producteur de lithium en Afrique de l'Ouest et entrera dans le club mondial des producteurs de ce métal, indispensable pour la fabrication des batteries destinées notamment aux véhicules électriques. Il s'agit d'un projet d'envergure mondiale. Selon l'étude de faisabilité, elle peut produire 436 000 tonnes de concentré de spodumène pendant 23 ans au moins, rapportant 7,67 milliards de dollars.



Énergie électrique : couvrir les besoins dans une logique de développement durable

Les efforts destinés à assurer la couverture des besoins en énergie électrique des populations et des activités socioéconomiques du Mali se sont poursuivis en 2021 aussi bien en termes de production que de transport/distribution et d'électrification rurale. Un accent particulier a été mis sur le développement des énergies renouvelables, hydro-électricité et solaire.

Renforcement des capacités de production

Les projets en cours de réalisation et/ou de préparation sont les suivants :

- la mise en eau et le démarrage des essais des groupes de la centrale hydroélectrique de Gouina (140 MW dans le cadre de l'OMVS) ;
- la poursuite des travaux de doublement de la capacité de la Centrale hydroélectrique de Sotuba (6 MW) ;
- la finalisation des options techniques et le choix de l'entreprise pour la réalisation de la centrale hydroélectrique de Kénié (56 MW) ;
- la mobilisation de financement complémentaire pour la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Sotuba et de Selingué ;
- les activités de relance du projet de centrale hydroélectrique de Taoussa (25 MW) ;
- la poursuite des études de faisabilité des projets de centrales hydroélectriques de Bagoé II (19 MW) et Baoulé III Baoulé IV (17,7 MW et 12,7 MW).
- la poursuite des travaux du projet de la Centrale thermique au fuel lourd à Sirakoro (100 MW) qui sera inaugurée prochainement.



PROJET DE LA CENTRALE THERMIQUE AU FUEL LOURD À SIRAKORO (100 MW).

Transport et distribution

S'agissant de l'extension et du renforcement de réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique, les activités ont concerné, notamment :

- le projet d'interconnexion des réseaux électriques de la Guinée et du Mali qui rentre dans le cadre de la réalisation des interconnexions électriques entre les pays membres de la CEDEAO ;
- la poursuite des travaux de la liaison « Sikasso-Bougouni-Sanankoroba-Bamako » qui favorisera le transit de l'énergie en provenance de la Côte d'Ivoire et permettra l'électrification de la nouvelle zone industrielle du District de Bamako ;
- le renforcement des postes de transformation autour de Bamako ;
- le renforcement du réseau de transport et de distribution de l'électricité de Bamako à travers le Projet d'Amélioration du Secteur de l'Électricité au Mali (PASEM) ;
- la signature du contrat de l'entreprise pour la réalisation des travaux de la liaison 225 kilovolts double terne Manantali-Bamako.

Quant à l'électrification rurale, les efforts sont concentrés sur l'électrification de plus de deux cent 200 nouvelles localités ou le renforcement d'environ 160 localités déjà électrifiées à travers la mise en œuvre de plusieurs projets de centrales hybrides pour un total de cinq cent (500) localités rurales électrifiées à travers tout le territoire national. Le Projet Régional d'Accès à l'Électricité de la CEDEAO favorisera l'électrification de plusieurs villages des villes de Kayes, Manantali, Kita et Kodialani.

En 2022, les actions en cours seront poursuivies. Le taux national d'électrification devrait atteindre 54 % à la fin de l'année prochaine contre 52 % en 2020.

Le solaire, priorité stratégique du Mali

Le Mali est fortement engagé dans le développement de l'énergie solaire avec plusieurs projets significatifs :

- **la poursuite des études des parcs solaires de 300 MWc et 500 MWc ;**
- **la signature et ou le suivi de la mise en œuvre des conditions préalables à la mise en vigueur des conventions de concession des projets de centrales solaires de Ségou Pélengana 33 MWc, de Sikasso 50 MWc, de Koutiala 25 MWc, Tiakadougou vers Sélingué 50 MWc, Fana 50 MWc, Bla 93 MWc ;**
- **la finalisation des documents contractuels pour les projets de centrales solaires de Sounssounkoro de 48 MWc vers Ouélésébougou ;**
- **le recrutement des bureaux d'études pour la réalisation de la centrale solaire de Mopti ;**
- **le suivi de la mise en vigueur des conventions de financement du Projet d'électrification rurale de 70 localités par systèmes solaires photovoltaïques au Mali (Phase I : 50 localités) ;**



MINISTÈRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU DU MALI



CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE GOUINA.



STATION DE TRAITEMENT D'EAU DE KABALA.

L'accès à l'eau potable dans l'ensemble du pays demeure une priorité fondamentale

La problématique de l'accès à l'eau potable des populations du Mali constitue une des préoccupations majeures de la Transition. Dans ce domaine, d'importants efforts ont été fournis pendant la période octobre 2020-octobre 2021 pour assurer l'accès à l'eau potable dans l'ensemble des localités du pays et particulièrement dans les grands centres urbains.

Amélioration de l'accès à l'eau potable

Les réalisations en infrastructures hydrauliques sur la période ont porté sur la construction de 700 nouveaux ouvrages et 77 réhabilitations d'ouvrages existants, pour 1 175 points d'eau publics mis en service et accessibles à plus de 450 000 personnes bénéficiaires supplémentaires.

Ces réalisations qui se répartissent sur l'ensemble du territoire national, portent sur : 84 systèmes d'adduction d'eau potable (AEP/AES) avec 322 bornes fontaines ; 295 pompes à motricité humaine (PMH) ; 19 puits modernes et 302 systèmes d'hydraulique villageois et pastoral améliorés (SHVA/SHPA), dont 78 au titre des forages d'eau potable offerts par le Président de Transition.

La répartition des 77 réhabilitations d'ouvrages existants est la suivante : 12 AEP/AES, avec 26 bornes fontaines additionnelles ; 34 forages équipés de pompes à motricité humaine ; 13 puits modernes ; 18 systèmes.

Un service public de qualité

S'agissant de l'amélioration de l'accès à l'eau pour les autres usages, les actions ont porté sur : la construction du quai pétrolier de Mopti, la réalisation de 87 systèmes hydrauliques pastoraux améliorés (SHPA) et la réhabilitation de 9 autres.

Concernant la gestion intégrée des ressources en eau pour tous les usages, les actions majeures ont consisté à la mise en œuvre des PTBA 2020 et 2021 du Programme conjoint d'appui à la mise en œuvre de la GIRE au Mali et le suivi-évaluation des ressources en eau à travers : la gestion d'un réseau hydrométrique de 95 stations ; la collecte de données piézométriques sur 160 sites d'observation ; la participation à la gestion des eaux transfrontalières internationales (OMVS, ABN, ABV, OSS).

Quant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente, les efforts ont été concentrés sur : la poursuite de la stratégie de professionnalisation de la délégation de gestion du service public de l'eau au secteur privé avec 22 contrats signés ; et la poursuite de la stratégie de contrôle de gestion du service public de l'eau.

Continuité des investissements en 2022

Sur la base des programmations des projets en cours de mise en œuvre et des financements acquis au titre du BSI pour l'exercice 2022, les actions prévues portent sur la construction de 242 ouvrages d'alimentation en eau potable et le renforcement d'un ouvrage, en vue de la mise en service de 560 points d'eau publics et 687 branchements particuliers, pour plus de 225 000 personnes cibles bénéficiaires.

Ces prévisions en nouveaux ouvrages, portent sur 18 systèmes AEP/AES avec 85 bornes fontaines, 128 SHVA et 90 PMH. Le renforcement d'ouvrage prévu, concerne 1 AES avec 5 bornes fontaines.

Sur le plan politique et stratégique, les actions envisagées concernent l'adoption de la Politique nationale de l'eau avec ses quatre programmes directeurs de mise en œuvre, dont les documents validés sont attendus à fin janvier 2022.

Le projet d'approvisionnement en eau potable de Bamako

Ce projet vise à satisfaire les besoins en eau de la capitale à partir de la localité de Kabala. La 1ère phase du projet (construction de la station d'épuration et des réservoirs) est pratiquement achevée et la 2ème phase (canalisations) est lancée. Le projet a une dimension sociale avec l'installation de 5 000 branchement sociaux au bénéfice des populations les plus vulnérables.


M. LAMINE SEYDOU TRAORÉ, MINISTRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU DU MALI.

De nouvelles opportunités pour l'**industrie pétrolière**

Le Mali compte cinq bassins sédimentaires : bassin de Taoudéni, le plus vaste bassin intracratonique d'Afrique occidentale avec environ 2 millions de km² de superficie, dont plus de 800.000 km² au Mali, le fossé de Nara (50 000 km²), le graben de Gao, (25 000 km²), le bassin de Tamesna (30 000 km²) et le bassin de Iullemeden (50 000 km²).

Les 5 bassins sédimentaires sont subdivisés en 51 blocs sur lesquels des travaux d'exploration pétrolière ont été entrepris, et sur certains des travaux avancés. À la suite des travaux et des données disponibles, plusieurs blocs offrent des opportunités.

Blocs 1, 2, 3, 4 et 9 du bassin de Taoudéni

La société ENI/SIPEX a acquis dans ces blocs du bassin de Taoudéni 6 138 kml de données sismiques et 244 000 kml de données potentielles de géophysiques aéroportées. Les résultats d'interprétation de ces données ont identifié plusieurs prospects et leads susceptibles de contenir des hydrocarbures. Parmi ces blocs, le bloc 4 a particulièrement fait l'objet de travaux intenses conduisant à la planification de forages sur deux prospects (sur 11 identifiés) ; la réalisation de forages hydrauliques pour l'alimentation en eau des forages ; et la simulation par la méthode de Monte Carlo de l'évaluation technico-économique de deux prospects. Celle-ci a permis d'estimer à 2,5 milliards de barils de pétrole et 417 milliards de m³ de gaz. Le bloc 4 est aujourd'hui subdivisé en 4 blocs ; 4A, 4B, 2A et 2B qui sont libres de tout engagement contractuel. Il faut noter que deux forages ont été réalisés dans le bassin de Taoudéni, l'un en 1982 par Elf et le second en 1985 par Esso atteignant respectivement 2 230 et 2 320 m de profondeur. Les deux forages ont mis en évidence le système pétrolier du bassin de Taoudéni et le premier a montré des indices de gaz.

Blocs 11 et 7 respectivement du fossé de Gao et du Bassin de Taoudéni

La société Heritage Oil a acquis respectivement 848 kml et 203 kml de données sismiques dans le bloc 11 du graben de Gao et 7 du bassin de Taoudéni et 21 000 kml de données potentielles de géophysiques aéroportées sur les deux blocs. Elle a procédé à l'interprétation de ces données qui ont permis de déceler trois prospects à tester avec plus de 4 milliards de barils estimés.
Un forage de 1 697 m de profondeur a été réalisé en 1979 dans le bloc 11 du fossé de Gao qui a décelé un bon réservoir de 25 %.
Ces deux blocs sont libres de tout engagement contractuel.

Bloc 13 du fossé de Nara

La société AFEX Global a acquis 273 kml de données sismiques dans le bloc 13 du fossé de Nara et 8 800 kml de données potentielles de géophysiques aéroportées. L'interprétation des données a permis de confirmer le fossé de Nara avec plus de 6 000 m de couverture sédimentaire.
Le bloc est présentement divisé en 2 blocs 13 A et 13B ; le bloc 13B est actuellement objet de demande de permis d'autorisation par une société et le 13A est libre de tout engagement contractuel.



Hydrogène : les ambitions du Mali

En plus des énergies fossiles, il a été mis en évidence au Mali de l'hydrogène naturel sur le bloc 25 du fossé de Nara par la société Hydroma. Depuis 2012, de l'électricité est produite avec de l'hydrogène naturel, via une unité pilote non-commerciale, qui approvisionne le village de Bourakébougou. La société a effectué également plus de 20 forages peu profonds afin d'évaluer la ressource et de mieux connaitre la genèse de cet hydrogène. Le Mali entend bien développer cette opportunité et invite les investisseurs à s'intéresser sur cette problématique dont l'intérêt n'est plus à démontrer par la fabrication des engins qui fonctionnent déjà à partir de l'hydrogène.

www.mines.gouv.ml

JAMG/DF - PHOTOS : © MINISTÈRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU DU MALI

DOSSIER SENSIBLE

Entre Barkhane et Wagner, la guerre de communication fait rage

Au Mali comme dans d'autres pays africains en mal de sécurité, les antennes militaires des chancelleries grincent des dents dès qu'est prononcé « Wagner », le nom du groupe paramilitaire russe. Question de principe d'abord : comment combiner, sur un théâtre d'opérations, une coopération militaire publique jaugée par des contribuables européens via leurs élus et le concept commercial de mercenariat exonéré de considérations politiques?

Au-delà du principe, ensuite, les Nations unies mettent à l'index les agissements de la société de sécurité privée présentée comme étroitement liée au locataire du Kremlin. Le 27 octobre dernier, un groupe d'experts de l'ONU appelait le gouvernement centrafricain à « mettre fin à toutes relations » avec les paramilitaires russes accusés de harceler et d'intimider « violemment » des civils.



Désinformation

« *Niet* » à Wagner, a tranché la ministre française des Armées, Florence Parly, dans un entretien accordé à *Jeune Afrique* le 26 novembre, en évoquant précisément le cas malien. Selon elle, la présence du groupe au Mali serait « inacceptable ». Et une dimension non négligeable du débat se fait jour : celle de la communication, qui va d'opérations de séduction en campagnes déceptives, voire à la diffusion de fake news. Sans mettre formellement les acteurs russes à l'index, la ministre a ainsi attribué le blocage d'un convoi de l'armée française à « une action de désinformation plus large dont l'objectif est assez simple : faire partir la communauté internationale des pays concernés ».

Compétiteur en Afrique, le groupe Wagner l'est assurément. Hyperactif sur le terrain de la com aussi, si l'on en croit un article du quotidien français *Le Figaro*. Depuis la Russie, cette « armée de l'ombre », qui ne veut ni confirmer ni infirmer un déploiement au Mali, contournerait la modération des réseaux sociaux en associant des légendes codifiées à des clichés de contextes militaires explicites – des uniformes maliens y sont reconnaissables. Le mot « orchestre », par exemple, ferait référence à une escouade constituée, tandis qu'« instrument de musique » désignerait une arme, et « symphonie » une opération en cours. Telegram, Twitter et TikTok seraient le terrain de jeu favori de Wagner. Et les groupes d'internautes antifrançais leurs alliés objectifs...

Sans doute percluse de scrupules à l'idée d'emprunter les biais communicationnels, la France déploie, dans cette lutte informationnelle, des spots publicitaires qui expliquent que l'opération Barkhane n'abandonne pas le Mali « en plein vol », comme le suggérait le Premier ministre malien, Choguel Maïga.

Sur les seize panneaux numériques de carrefours fréquentés et sur les antennes des chaînes de la ORTM, de Joliba TV et de Renouveau TV, un petit film montre, depuis octobre, des soldats et des blindés qui illustrent l'énigmatique message « Barkhane se transforme ». Qui conquerra les cœurs maliens? ●

Damien Glez

ÉCONOMIE

Une relance en stand-by

Le deuxième coup d'État du mois de mai et, surtout, l'annonce du report des élections, laquelle a entraîné la suspension de l'aide internationale, ont bloqué le rebond annoncé.

ALAIN FAUJAS

Vu du centre de développement de l'OCDE, « le Mali va vraiment dans le bon sens en répondant à l'urgence sanitaire tout en essayant d'investir, si l'on en croit la loi de finances 2022, explique l'économiste Bakary Traoré. Mais le pays a toujours grand besoin de réformes et de l'aide internationale ».

« Un rebond post-Covid est en cours, précise-t-il. Dès l'an prochain, la croissance devrait repasser au-dessus des 5 %, tirée par une demande intérieure que nourrit le programme de relance du gouvernement. Le retour à la normale des superficies plantées avec du coton, tout comme la hausse ininterrompue de la production d'or, passée de 66,9 tonnes en 2019 à 71,2 tonnes en 2020, sont autant de bouffées d'oxygène. » Le renfort soutenu de la diaspora et la suspension de la charge de la dette sont venus conforter la reprise. L'inflation est annoncée officiellement comme modérée.

Le déficit budgétaire, la balance courante et la dette publique se sont aggravés sous l'effet de la pandémie, mais ils restent maîtrisés. Bonne nouvelle : « Le gouvernement de transition cherche à modifier la structure de ses dépenses et à mettre l'accent sur l'investissement, selon Bakary Traoré. Il veut améliorer la sécurité, faire face à la nécessité des réformes institutionnelles et politiques, promouvoir la bonne gouvernance et justifier l'usage des fonds publics. »

Malheureusement, 12 % des entreprises ont mis la clé sous la porte en 2020. Les recettes fiscales sont insuffisantes, car la masse salariale de la fonction publique équivaut à près de la moitié de ces recettes. Quelque 1,3 million de personnes sont en urgence alimentaire permanente, et 4 millions s'y trouvent par intermittence : pas étonnant que l'agitation sociale soit quasi permanente.

Mouvements sociaux

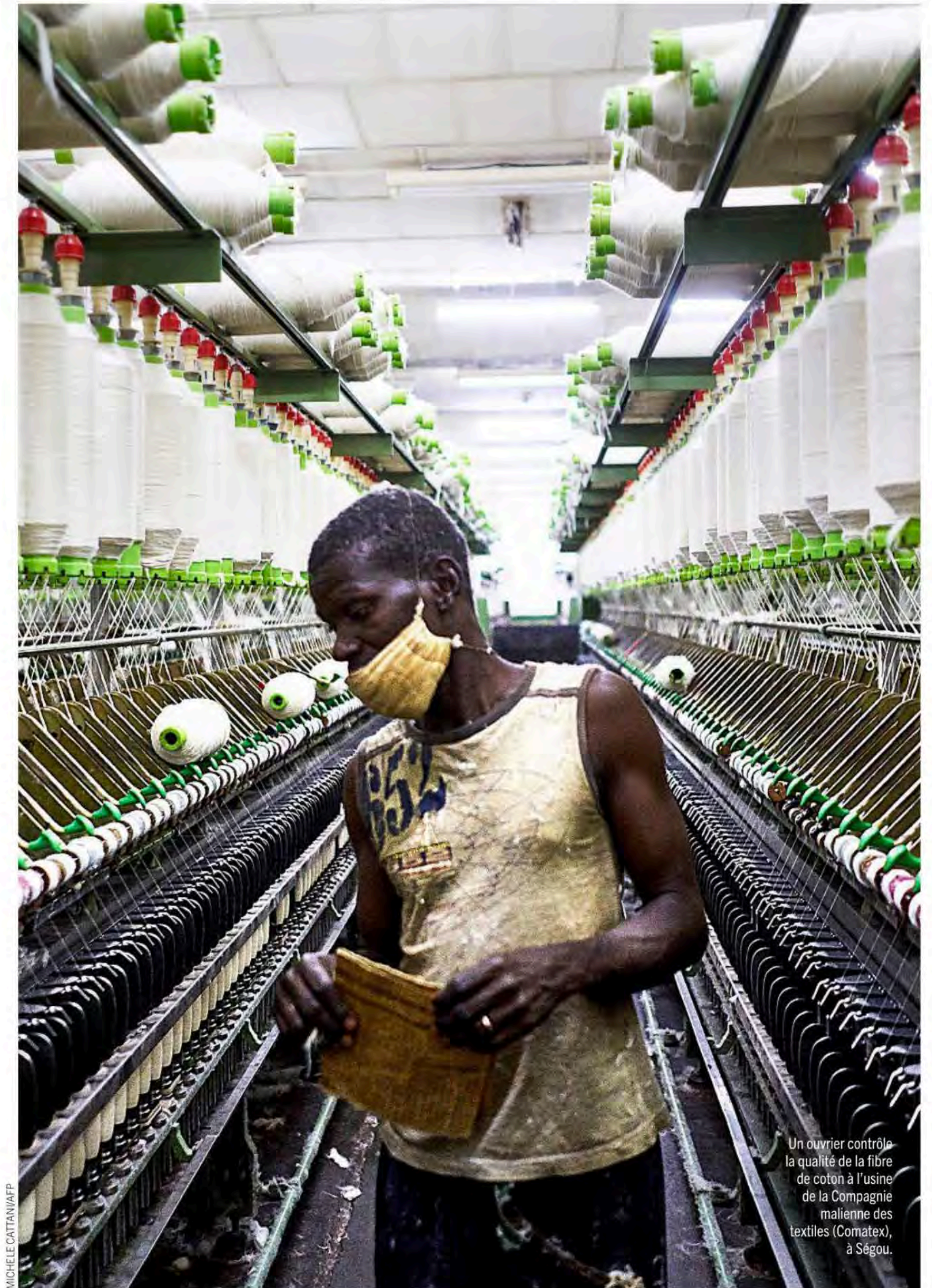
L'élan initial semble bel et bien bloqué depuis le deuxième coup d'État du mois de mai et, surtout, depuis l'annonce du report des élections promises par l'autorité de transition le 27 février 2022. La communauté internationale n'a pas accepté ce revirement et a emboîté le pas à la Cedeao, décrétant des sanctions contre les responsables maliens. L'aide internationale (FMI, Banque mondiale, BAD, Union européenne, France) a été suspendue le 4 juin.

Le président Biden a retiré le Mali du programme de préférence commerciale de la Loi sur la croissance et les opportunités (Agoa) le 2 novembre. Le pays ne pourra donc plus exporter ses produits vers le marché américain sans droits de douane à partir du 1er janvier 2022. En termes financiers, cette sanction n'est pas trop grave, car il n'y exporte que 11,1 millions de dollars (0,3 % de ses exportations). Mais, politiquement, le coup est rude.

« La situation est compliquée avec nos partenaires stratégiques, regrette Khalid Dembélé, enseignant à l'université privée Intec Sup, qui ne cache pas son pessimisme. Les dons sont suspendus. L'insécurité gagne du terrain jusqu'aux portes de Bamako. Le secteur informel, l'immobilier, l'or et le coton – dont le Mali va redevenir le premier producteur africain – résistent, mais pas le secteur bancaire. Le prix du pain est au plus haut. Je ne vois pas ce que le gouvernement de transition pourra faire pour maîtriser la masse salariale de l'État malgré ses tentatives pour y mettre de l'ordre. Ses marges de manœuvre sont étroites. Le moral des chefs d'entreprise n'est pas au mieux en raison de ces risques politico-économiques, mais aussi parce que deux "milliardaires", Mamadou Sinsy Coulibaly et Amadou Sankaré, se disputent la présidence du patronat… »

Même son de cloche auprès d'Aïssata Diakité, créatrice et PDG de Zabbaan Holding (jus de fruits et confitures). « Nous vivons une période assez terrible, déplore-t-elle. Notre économie va mal. Après la pandémie, qui a fait beaucoup de dégâts, nous subissons une forte hausse des prix, notamment dans l'agroalimentaire. Notre pays est enclavé, et le coût du transport a bondi : le prix de cinq litres d'huile est passé de 11 à 20 euros. Ce n'est pas évident de se diversifier comme je le souhaite compte tenu de ces incertitudes, surtout quand les banques, qui avaient déjà du mal à nous financer, sont bloquées par des mouvements sociaux. » →

OBJECTIF **MALI**



MICHELE CATTANI/AFP

Un ouvrier contrôle la qualité de la fibre de coton à l'usine de la Compagnie malienne des textiles (Comatex), à Ségou.

REPÈRES

Des résultats plutôt bons, mais trop dépendants de l'extérieur

	2019	2020	2021	2022
			Projections	
		(en %)		
Croissance (PIB réel, à prix constants)	**4,8**	**– 1,6**	**4,0**	**5,3**
Inflation (moyenne annuelle)	**– 2,9**	**0,5**	**3,0**	**2,0**
		(en % du PIB)		
Solde budgétaire global	**– 1,7**	**– 5,4**	**– 5,5**	**– 4,5**
Solde extérieur courant (dons compris)	**– 7,5**	**– 0,2**	**– 5,3**	**– 5,0**
Balance des paiements	**3,0**	**1,6**	**1,4**	**1,7**
Balance commerciale	**– 2,7**	**3,0**	**1,3**	**0,1**
Exportations (franco à bord)	**21,6**	**23,9**	**23,0**	**21,8**
Or	16,4	19,7	19,1	17,7
Coton fibre	1,9	1,2	0,8	1,0
Importations (franco à bord)	**– 24,0**	**– 20,9**	**– 21,7**	**– 21,7**
Produits pétroliers	– 6,3	– 6,1	– 4,7	– 4,4
Produits alimentaires	– 3,1	– 3,1	– 3,1	– 3,1
Dette publique totale	**40,6**	**47,4**	**51,0**	**50,6**
Dette publique extérieure	26,3	31,9	30,0	27,7

SOURCE : FMI, OCTOBRE 2021

Les conditions de vie restent très difficiles

IDH **Indice de développement humain (IDH)**
0,434, soit le **184e rang mondial sur 189 pays classés**, contre une moyenne de 0,547 en Afrique subsaharienne

Espérance de vie
59,3 ans, au-dessous de la moyenne de 61,5 ans en Afrique subsaharienne

Urbanisation
43,9 %, au-dessus de la moyenne de 39,7 % en Afrique subsaharienne

Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,90 $ par jour)
49,7 %, supérieur à la moyenne de 45,7 % en Afrique subsaharienne

Durée moyenne de scolarisation d'un Malien âgé de 25 ans
2,4 ans, au lieu d'une durée attendue de 7,5 ans, et d'une moyenne de 5,8 ans en Afrique subsaharienne

SOURCE : PNUD 2020

→ Les sanctions qui ont suivi le dernier coup d'État ont aussi compliqué l'action d'Aïssata Diakité en faveur des femmes. « Nous avions monté un projet d'accompagnement de celles-ci avec la Cedeao. On nous a fait savoir que nous n'étions plus éligibles. Nous sommes parvenus à mener le projet à bien avec d'autres partenaires. Il faudrait que l'État négocie vraiment avec les bailleurs », poursuit-elle.

Peut-être parce que, en sanctionnant les dirigeants, la communauté internationale risque d'étrangler la population, la Banque mondiale a repris ses programmes d'aide, le 6 septembre, après trois mois d'interruption.

Potentiels et handicaps

De son côté, la représentante de la Banque à Bamako a signé quatre accords de relance en octobre 2021. Le premier est un financement additionnel anti-Covid de 29,4 milliards de F CFA (50,6 millions de dollars). Le deuxième finance le Projet communautaire de relance et de stabilisation du Sahel. Il est doté de 56 milliards de F CFA, moitié en prêt et moitié en don. Il entend contribuer à la résilience des communautés fragilisées dans la région du Liptako-Gourma.

Le troisième porte sur 30,83 milliards de F CFA, moitié en prêt et moitié en don. Il est destiné à soutenir la fourniture de 80 mégawattheures à Bamako afin de relier au réseau 70 000 nouveaux clients dans les zones périurbaines et rurales. D'un montant de 17 milliards F CFA, le quatrième porte sur un financement additionnel du Projet d'amélioration de l'accessibilité rurale.

Ces soutiens confirment la première place de la Banque mondiale parmi les donateurs du Mali, puisque celle-ci a remis en route une trentaine de projets pour un montant total de 910 milliards de F CFA.

À l'évidence, il existe un grand fossé entre les potentialités du pays, qui font rêver ses dirigeants successifs à des jours meilleurs, et le handicap des convulsions économiques, sécuritaires et sociales, que rien ne semble pouvoir corriger pour le moment. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



Cabinet Juri-Partner
199, rue 109 Badala SEMA I I
BP.E 5354 Bakako - Mali
Tél. : +223 20 22 28 42 / 20 22 45 10
Email : mediarra@juripartner.com
www.juripartner.com

« La création d'un cadre de concertation sur le contenu local est une avancée positive »

Le 12 novembre 2020, le gouvernement malien a adopté le décret d'application du nouveau Code minier. Ce nouveau code très attendu introduit des innovations notamment pour une meilleure prise en compte du contenu local mais aussi du développement communautaire.



Mamadou G. Diarra
Avocat au Barreau du Mali

Création d'un cadre de concertation

La réforme introduit la création d'un cadre de concertation tripartite, entre l'État, le secteur privé, et les sociétés minières pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre d'une politique nationale de développement de l'approvisionnement local. Les programmes des différents projets miniers devront recueillir son avis avant approbation. Ce cadre permettra de travailler en vue d'accroître progressivement la part des entreprises privées maliennes dans la sous-traitance et l'approvisionnement dans le secteur.

Cette disposition revêt une importance essentielle. En pratique, pendant longtemps il n'y avait pas ou peu de sous-traitance et d'achats locaux dans les industries extractives au Mali. L'essentiel des fournisseurs et prestataires dits nationaux n'étaient en réalité que des filiales des grandes sociétés multinationales, dont les capitaux sont détenus en intégralité par ces sociétés. Cette tendance a été inversée et nous assistons depuis quelques années à un développement de compagnies locales, à capitaux maliens, dans la sous-traitance.

Promouvoir le contenu local

L'augmentation de la part de contenu local repose sur une série de conditions : volonté conjointe de l'État et des sociétés minières ; présence d'un secteur privé malien entreprenant qui mutualise les ressources ; existence d'une main d'œuvre qualifiée ; prise en compte des communautés locales (recrutement de la main d'œuvre non qualifiée, achats locaux etc.) ; transparence dans l'expression des besoins des sociétés minières ; encadrement strict de l'octroi de régimes dérogatoires pour les prestations, fournitures, notamment l'interdiction des importations lorsqu'il existe une offre locale compétitive.

Une mine ne doit pas être un simple ilot de prospérité. Le projet minier doit, certes, être conçu comme un business mais aussi comme un projet de développement.

Un autre élément important réside dans la promotion du développement communautaire. Les sociétés minières doivent accroître leurs achats auprès des communautés et favoriser l'émergence de structures économiques qui soient en mesure de proposer des services aux mines. L'enjeu est d'assurer un développement économique et social durable lorsque le filon minier aura été exploité.

Les pays à vocation minières font tous face aujourd'hui à une montée des revendications de la part des communautés qui ont le sentiment que l'exploitation ne leur profite pas. La définition d'un cadre législatif et réglementaire efficace passe par l'instauration d'une plus grande transparence dans l'exploitation des ressources et l'utilisation des recettes fiscales : les communautés exigent une meilleure redistribution.

JAMG - PHOTOS DR



Usine de production du complexe minier aurifère de Loulo-Gounkoto, exploité par Randgold Resources.

SIMON DAWSON/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

RESSOURCES NATURELLES

Des mines et des idées

Dopé par la remontée des cours, le secteur aurifère, premier poste d'exportation du pays, se porte bien. Mais, face à l'épuisement des gisements, l'accent est mis sur l'exploration et la diversification.

MANON LAPLACE

Le secteur aurifère malien se porte bien. Il faut dire que, depuis plus de dix ans, le cours de l'or n'arrête pas de grimper (il dépassait les 1500 euros l'once en décembre 2021). En même temps que le cours de l'or, le nombre de mines a fortement augmenté ces dernières années. De cinq exploitations en 2005 à sept en 2010, le Mali est passé à quatorze mines actuellement en activité.

Avec quelque 70 tonnes produites en 2020 (contre 42 tonnes dix ans plus tôt), l'or représentait près de 80 % des ressources exportées par le Mali, indique le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, devançant de très loin le coton et les produits agricoles.

Le grand paradoxe

Mais « il s'agit d'un secteur cyclique, et les ressources commencent à s'épuiser », met en garde Sidi Oumar Haidara, directeur commercial de Marvel Gold, qui fait de l'exploration au Mali. « Ces dix dernières années, la production a baissé de 30 % », affirment également plusieurs panélistes présents aux Journées minières et pétrolières du Mali, qui se sont tenues à Bamako mi-novembre. « Si on prend l'exemple de Morila [l'une des plus importantes mines du pays, située au sud de Bamako], la teneur en or était autrefois de 100 g par tonne de minerai, on est aujourd'hui à 1 ou 2 g », précise Chiaka Berthé, responsable des opérations en Afrique de l'Ouest du canadien Barrick, numéro un mondial de la production aurifère. En 2020, le mastodonte a cédé l'exploitation du site à la junior australienne Mali Lithium afin de lui offrir une seconde jeunesse.

Morila, dont ont été extraites près de 7 millions d'onces d'or en deux décennies, n'est pas la seule à voir ses ressources se tarir. En plus de rafraîchir les installations déjà existantes, les compagnies minières mettent surtout le cap sur l'exploration. « L'unique solution, c'est la recherche minière, il faut trouver de nouveaux gisements », tranche Sidi Oumar Haidara.

Un constat qui n'échappe à personne. À ce jour, 400 permis pour la recherche sont en cours, indique le ministère, qui a vu les demandes d'exploration exploser depuis 2014. Si de nombreux acteurs du secteur rechignent à communiquer sur les investissements opérés, le canadien Barrick assure, lui, dépenser annuellement 100 millions de dollars dans l'exploration.

Autre objectif, afin d'assurer la pérennité des compagnies présentes au Mali : la diversification des ressources exploitées. « L'or est une ressource finissante, il faut donc diversifier, s'orienter vers des secteurs plus pérennes », assure Chiaka Berthé.

Ainsi, en 2021, les autorités maliennes enregistrent une augmentation des demandes d'exploration pour le manganèse, avec une dizaine de permis de recherche émis, et pour le fer, avec cinq permis délivrés.

Des chiffres qui semblent peser bien peu par rapport à ceux de l'or. « Malgré notre forte volonté de diversifier le secteur, il est plus facile d'exploiter l'or que le manganèse ou le fer. Pour ces derniers, l'extraction est particulièrement énergivore, la transformation aussi. Cela freine beaucoup d'entreprises », admet Lassana Guindo, conseiller technique au ministère.

Reste une question qui revient sans arrêt : « Comment se fait-il que les bénéfices de l'or malien ne se ressentent toujours pas dans le panier de la ménagère ? » interroge Mamadou Keita, ingénieur des mines spécialisé en économie minière.

« C'est en effet le grand paradoxe, reconnaît Lassana Guindo. L'or représente 80 % de la balance commerciale mais pèse à peine 8 % du PIB. » Au sein des différents consortiums qui exploitent l'or malien, la part de l'État plafonne à 20 %, et l'économie aurifère reste fortement extravertie. « Une question d'investissements », défend Abdoulaye Maïga, directeur de l'exploration chez Segala Mining, 3e producteur d'or en Afrique. ●

Comment se fait-il que les bénéfices de l'or ne se ressentent toujours pas dans le panier de la ménagère ?

MMD HOLDING
Pour une Afrique durable



MMD-Holding est un groupe africain qui a été créé en 2006 par Mamadou dit Mama DRAMÉ, jeune entrepreneur audacieux, reconnu dans le monde des affaires pour sa détermination et son dynamisme.

Le développement et la croissance du groupe est assurée grâce à une structure innovante et flexible avec notre équipe d'experts multiculturelle et engagée.

Le groupe apporte son savoir faire dans les secteurs :
BTP | Hydrocarbures | Transport | Mines | Sécurité | Energies | Agro-alimentaire

Notre groupe offre un partenariat orienté vers le développement et la réussite projet.

Tél : (+223) 20 23 07 08 - Mail : Info@mmd-holding - Site : www.mmd-holding.com
MMD HOLDING

ÉLECTRICITÉ

L'autre transition

Confrontées à la crise énergétique, les autorités entendent se concentrer sur le renouvelable. De nombreux partenariats public-privé ont été conclus, notamment dans le solaire, jugé plus facile à développer.

BOKAR SANGARÉ, À BAMAKO

Pour réussir sa transition énergétique, le Mali a décidé de mettre l'accent sur le solaire, « facile à développer », selon Théra Aminata Fofana, directrice nationale de l'Énergie. Des projets sont aussi en cours sur l'éolien, la biomasse et l'hydroélectricité. À Kita, depuis mars 2020, Akuo Energy exploite une centrale solaire qui vend de l'électricité à Énergie du Mali (EDM), qui souffre depuis des années de problèmes de mauvaise gouvernance, de déficit de production et d'infrastructures défectueuses.

En mai 2021, le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré, expliquait à *Jeune Afrique* qu'au Mali « 60 % [contre 30 % au début de 2000] de l'électricité est issue du thermique, qui en plus d'être une source d'énergie fossile est aussi très onéreuse ». Au-delà des conséquences d'une « inversion du mix énergétique », les problèmes d'électricité, qui donnent souvent lieu à des manifestations jusque devant le siège d'EDM, sont la résultante de décennies de « déficit d'investissements ». Le ministre avait alors annoncé « un plan massif d'investissements dans des sources d'énergie moins onéreuses ».

Selon la direction nationale de l'Énergie, le Mali a favorisé le partenariat public-privé pour le développement de centrales solaires. À ce jour, environ sept conventions ont été signées en ce sens.

Deux groupes émiratis ont acquis des centrales au Mali : Amea Power à Tiakadougou Dialakoro (50 MW à 44 milliards de F CFA, soit 67 millions d'euros) et Phanes Group à Bla (96 MW à 67,7 milliards de F CFA). À Fana, le groupe français Legendre compte développer une centrale d'une capacité de 50 MW, dont le coût s'élève à 60 milliards de F CFA. À Ségou, à Sikasso et à Koutiala, des projets de centrale sont en cours de développement.


NICOLAS RÉMÉNÉ

La centrale solaire de Yorosso, près de la frontière burkinabè.

Délestages et manifestations

Parmi ces centrales, seule celle de Sounsoukoro, sur la route de Ouelessebougou, comporte un stockage « permettant de prendre en compte le caractère intermittent du solaire pour réguler le réseau ». Et, *last but not least*, le Système d'échanges d'énergie électrique de la Cedeao a pour projet de développer des centrales d'environ 150 MW à Fana et à Bougouni.

Les investissements couvrent aussi les domaines de l'éolien – dont un est en cours dans la région de Kayes – et de l'hydroélectricité, notamment à Djenne et à Kourouba où des sites mini-micro ont été aménagés. L'État malien, pour doubler la centrale hydroélectrique de Sotuba, s'est endetté. Ces efforts, pour la directrice de l'Énergie, vise d'abord et avant tout à augmenter la production nationale.

En pleine période de canicule, en avril 2021, et face aux manifestations contre les délestages à Bamako, le ministre Traoré avait sollicité le soutien énergétique de la Côte d'Ivoire, qui n'avait pu voler à son secours. « Le solaire est intermittent, il diminue l'utilisation de la source thermique mais sans stockage. On ne peut sûrement pas se débarrasser du thermique », précise la directrice. ●

COMMUNIQUÉ



Médecin Général de Brigade
Boubacar Dembélé, Directeur Général de la CANAM.



Couverture sociale :
Vers l'opérationnalisation du RAMU

Si l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) ne prenait en compte que les fonctionnaires et les salariés, la donne a changé avec le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU). Une vision qui a fini par se concrétiser sous la Direction du Médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé.

Le Gouvernement du Mali a engagé depuis 2015 un processus permettant de mettre en place, à partir de 2018, un système de protection sociale contre le risque maladie au profit de l'ensemble de la population malienne. En effet, la mise en place en 2009 de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assistance Médicale (RAMED), respectivement pour les fonctionnaires, les travailleurs, les députés, les retraités et leurs ayants droits d'une part, et les indigents et autres bénéficiaires de droit d'autre part, a permis au Mali d'amorcer un système de couverture maladie basé sur la solidarité et la mutualisation du risque pour certaines catégories de la population. Il en est de même pour les garanties offertes par les mutuelles de santé et diverses formes de « gratuités légales ».

En 2021, l'AMO, le RAMED, la mutualité et les sociétés d'assurances privées couvrent environ cinq millions neuf cent onze mille trois cent soixante (5 911 360) personnes sur une population estimée à vingt et un million cent douze mille (21 112 000) habitants soit 28% de la population totale. Par conséquent, plus de quinze millions deux cent mille six cent quarante (15 200 640) personnes ne bénéficient d'aucun système d'assurance maladie.

Donc, l'institution d'un Régime d'Assurance Maladie Universelle vise à assurer l'accessibilité des soins de santé à l'ensemble de la population.

Pour rappel, en 2013, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a invité ses pays membres à progresser vers la couverture sanitaire universelle afin d'assurer la sécurité financière des patients dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans ce cadre, le Gouvernement, avec l'accompagnement de l'OMS, a adopté la Stratégie nationale de financement de la couverture sanitaire universelle dont un des axes prioritaires porte sur la mise en place d'un Régime d'Assurance Maladie Universelle au moyen d'un dispositif adapté, cohérent et complet.

Pour concrétiser cette réforme, la Loi n°2018-074 du 31 décembre 2018 portant institution du Régime d'Assurance Maladie Universelle a été adoptée. Elle constitue une des priorités du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales devant garantir un accès aux soins de santé de qualité sur toute l'étendue du territoire national et ce, quelles que soient les catégories de la population.

Pour y parvenir, un Comité de réflexion et de Suivi de la mise en place des dispositifs de protection sociale pour l'Opérationnalisation de la Couverture sanitaire universelle (CSU) a été créé par le gouvernement en 2016. Puis, un Groupe d'experts a été ensuite institué pour animer les travaux et produire les documents nécessaires de la CSU.

L'objectif de cette réforme majeure est de permettre à l'ensemble de la population malienne d'accéder à une assurance maladie unique qui couvrira toutes les catégories sociales par des mécanismes appropriés. Il constituera une avancée notoire pour l' amélioration de l'état de santé de toute la population en levant notamment la barrière financière.

La gestion du RAMU est confiée à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie. Elle pourra déléguer, certaines fonctions ou compétences à d'autres structures notamment l'Agence Nationale d'Assistance Médicale, l'Union Technique de la Mutualité qui seront érigées en Organismes Gestionnaires Délégués (OGD) comme le sont actuellement la Caisse Malienne de Sécurité Sociale et l' Institut National de Prévoyance Sociale.

« L' assurance maladie entamera une nouvelle phase de sa vie qui nécessitera une synergie d'efforts et d'actions de tous les acteurs impliqués dans son fonctionnement. L' assurance maladie est un bien commun précieux sur lequel chaque malien et chaque malienne doit veiller », dit le médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé, Directeur Général de la CANAM.

ENTREPRENEURIAT

Aïssata Touré, la patronne des patronnes

Présidente du Réseau des femmes opératrices économiques du Mali, elle dirige aussi l'Association des femmes chefs d'entreprises et coordonne la sous-commission genre de la CVJR. Portrait d'une battante aux multiples casquettes.

BOKAR SANGARÉ

Pendant quinze ans, elle a été présidente des exportateurs de fruits et légumes. La seule femme dans un secteur dominé par les hommes. « Aucun problème, ils ne m'ont jamais regardée de haut. Je me suis documentée et formée à travers l'appui des partenaires selon des besoins spécifiques liés à mes activités », rassure Aïssata Touré Coulibaly.

À 66 ans, la responsable respire toujours la jeunesse et n'est jamais absente des combats en faveur des femmes. Comme à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), où, en tant que coordinatrice de la sous-commission genre, elle est souvent à l'écoute des femmes affectées par le conflit : « Des victimes de violences sexuelles ou celles ayant perdu maris, enfants. Ça donne une autre dimension de la vie. » Car Aïssata Touré a plusieurs casquettes : présidente du Réseau des femmes opératrices économiques du Mali (affilié à celui de l'Uemoa), elle dirige l'Association des femmes chefs d'entreprises du Mali et, depuis plusieurs années, elle est devenue vice-présidente chargée de l'entrepreneuriat féminin au sein du Conseil national du patronat du Mali.

Elle a consacré une bonne partie de sa vie à bâtir Multichem, créée en 1995. Cette entreprise, dont elle est la patronne, s'occupe de l'importation et de l'exportation des fruits, fleurs et légumes, et réalise un chiffre d'affaires de 400 000 millions de F CFA (610 000 euros environ). « La petite société a connu de bien meilleurs résultats », précise-t-elle.

Saut dans l'inconnu

Diplômée de l'École centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (Ecica) en 1980, Aïssata Touré est d'abord assistante dans une banque. Du carton des souvenirs de cette époque, elle ressort un divorce et le salaire qui ne permettait pas de « [s']épanouir et de prendre soin de [ses] trois enfants dont [elle avait] la garde ». Elle suit une formation à l'ENA de Paris, puis démissionne en 1991 et décide d'entrer dans le secteur privé. « J'ai sauté dans l'inconnu, car je manquais de connaissances, se souvient-elle. Il fallait tenir. Il y avait les enfants, une marmite à faire bouillir. »


SALIF TRAORÉ

Elle commence par le haricot vert, exporté vers la France et très prisé à l'époque sur le marché européen. Aujourd'hui, le Mali ne figure plus dans les statistiques d'exportation de ce produit « depuis que le Maroc a commencé à en faire ». En 1998, pensant à se lancer dans l'horticulture, elle va se rabattre dans la commande de fleurs pour confectionner des bouquets et les vendre. C'était du temps d'Air Afrique. Elle rencontre des déboires, les vols étaient sans cesse annulés. Aïssata Touré cherche alors à cultiver ses fleurs et obtient – grâce à l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) et à l'Office de la haute vallée du Niger (OHVN) – une parcelle de 5 hectares à Samanko, en périphérie de Bamako.

À ce jour, sur les 150 boutures venues de Côte d'Ivoire et du Sénégal, 80 se sont acclimatées, et les fleurs sont commercialisées, hors Mali, au Niger et en Mauritanie, ainsi que sur le marché parisien de Rungis. « Au Mali même, j'avais pensé à une clientèle d'expatriés, mais je me suis trompée : ils ne représentent pas 1 %. Tout est vendu aux Maliens, c'est dans leurs habitudes, surtout chez les jeunes », confie celle qui a imaginé un slogan commercial attractif : « L'ambassadeur de vos ambitions ». ●

COMMUNIQUÉ



Pour vous, depuis 15 ans nous agissons avec le cœur
Merci de votre confiance


Brelotte BA Directeur Général Orange Mali
Meilleur Directeur Général de l'année 2021
du prix AfricaCom Awards

Orange Mali, 15 ans aux côtés des maliens…

Orange Mali, une entreprise citoyenne et responsable…

« Orange Digital Center », un écosystème entièrement dédié au développement des compétences numériques et à l'innovation !

Dans le cadre de sa démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, Orange Mali souhaite accompagner les idées neuves, porteuses de progrès pour tous et notamment celles qui sont créatrices de valeur économique et d'emplois au niveau local. C'est pour cela qu'Orange Mali a souhaité initier et soutenir, dans une démarche partenariale des initiatives qui contribuent à accélérer cette mutation positive.
L'ouverture de Orange Digital Center le 27 juillet dernier illustre parfaitement cette démarche responsable.

D'une superficie de 1557 m2, l'Orange Digital Center réunit en un même lieu les 4 programmes stratégiques du groupe Orange, à savoir : une école du code (Orange Digital Kalanso), un atelier de fabrication numérique Fablab Solidaire de la Fondation Orange, un accélérateur de start-up Orange Fab et Orange Ventures Africa, le fonds d'investissement du Groupe Orange. L'ensemble de ces programmes sont gratuits et ouverts à tous. Ils vont de la formation des jeunes au numérique (90% de ces formations sont des formations pratiques), à l'accompagnement pour les porteurs de projets en passant par l'accélération de start-up et l'investissement dans ces dernières.

Ainsi en tant que premier contributeur au développement du numérique au Mali, Orange Mali soutient de manière pérenne l'émergence d'un écosystème créatif, prospère qui donne aux acteurs du numérique la possibilité de créer et de se développer.

Orange Mali, une entreprise solidaire et humaine

La fondation **Orange Mali a 15 ans** ! 15 ans d'actions solidaires en faveur des populations vulnérables dans les domaines de la santé, de l'éducation conventionnelle et numérique, de la culture et de la solidarité !

- Plus de **700 millions** investis dans la lutte contre la maladie à covid19,
- Don de plusieurs matériels médicaux aux hôpitaux et centres de santé du Mali : scanner numérique et ambulance équipée au CHU Gabriel Touré, équipement de la 3ème unité du centre d'hémodialyse du CHU du Point G, équipement de l'unité de soins intensifs de l'hôpital du Mali, construction de **2 centres de prise en charge des femmes victimes de fistule obstétricale à Sikasso et Koulikoro**, construction de 15 maternités rurales à Mopti etc…,
- Construction de **10 projets villages** : une école, un point d'eau et un centre de santé dans les villages reculés du Mali,
- Construction de **126 salles de classe** avec latrines dont 114 en partenariat avec l'UNICEF
- Soutien à l'excellence à travers des concours d'orthographe, de lecture, etc…,
- Ouverture de **85 écoles numériques et de 10 maisons digitales** dans les écoles publiques et les maisons de la femme afin de réduire la fracture numérique,
- Soutien de centres d'accueil et associations à travers des projets et dons de vivres et de matériels pour les activités génératrices de revenus
- Soutien de festivals, d'activités théâtrales, de danse, etc…

En 15 ans plus de 800 projets soutenus pour un budget de plus de 8 milliards de FCFA !

Vous rapprocher de l'essentiel



©DFAcom.net

OBJECTIF MALI

SOCIÉTÉ

Ousmane Oumarou Sidibé « La crise est profonde, il faut une réponse à la hauteur »

L'ancien ministre a présidé la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour réfléchir aux réparations des préjudices et à l'entretien de la mémoire autour des drames vécus par tout un peuple. Il tire un bilan de son mandat, commencé en 2015 et qui s'est achevé en décembre 2021.

PROPOS RECUEILLIS À BAMAKO PAR BOKAR SANGARÉ


NICOLAS RÉMÉNÉ POUR JA

Le président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, à Bamako, le 3 décembre 2021.

Créée en 2014, pour contribuer à instaurer la paix « à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques », la CVJR a vu son mandat prendre fin le 31 décembre 2021. En septembre dernier, ses travaux ont débouché sur l'adoption par le gouvernement malien d'un plan de réparation estimé à 65 milliards de F CFA (112 millions d'euros) pour les victimes de la crise.

Professeur de droit public, ancien directeur de l'ENA (du Mali), Ousmane Oumarou Sidibé a été ministre de l'Emploi et de la Fonction publique, et a publié *Syndicats africains, à vous maintenant ! Pour une démocratie durable* (L'Harmattan, 1997), avec Gérard Kester. Il est aussi cadre du parti Union pour la république et la démocratie (URD), et a présidé la CVJR de 2015 à décembre 2021.

Il dresse pour *Jeune Afrique* le bilan du travail de la CVJR et fait des propositions pour éviter qu'elle ne soit une énième commission au Mali, où la crise se poursuit.

Jeune Afrique : Quel bilan peut-on dresser du travail de la CVJR ?

Ousmane Oumarou Sidibé : La CVJR a été créée dans le contexte d'un conflit actif qui continue malgré la signature de l'accord de paix [de 2015]. Il y a deux choses au cœur de notre mandat : enquêter sur les graves violations des droits de l'homme et proposer des mesures de réparation. Nous avons élaboré une cartographie qui nous a permis d'avoir une vision générale de la conflictualité. Notre unité de recherche a mené des enquêtes approfondies sur au moins 16 cas emblématiques, dont certains ne sont même pas bien connus des Maliens : les révoltes paysannes de Ouelessebougou [sous Modibo Keïta], le drame de Sakoïba [Ségou, sous Modibo Keïta], la rébellion de 1963, le massacre de Bamba [Gao] et celui de Kel Assouk [1994].

À ce jour, nous avons plus de 23 600 dépositions de victimes, parmi lesquelles 500 recueillies auprès des personnes réfugiées en Mauritanie, au camp de Mbera. Nous avons préparé une politique de réparation inclusive, participative, à travers des rencontres avec les victimes, les témoins, les associations, les organisations de défense des droits de l'homme, les groupes signataires de l'accord, les groupes de jeunes et de femmes, pendant deux ans. Nous avons choisi l'option d'extraire du rapport la politique nationale soumise au gouvernement qui l'a adoptée. Nous avons proposé un projet de loi pour les réparations que nous espérons voir voter dans les deux mois par le Conseil national de transition.

> « **Nous avons plus de 23 600 dépositions de victimes, dont 500 recueillies auprès de réfugiés en Mauritanie, au camp de Mbera.** »

S'agit-il avant tout d'un travail cathartique ou est-ce plus profond ?

Ce travail a joué un rôle très important, notamment dans les communautés touarègues et arabes. Elles ne pensaient pas que le Mali serait capable, à Bamako, de leur donner la parole, de retransmettre à la télévision leurs propos et ce que l'armée leur a fait. Les enfants de Fily Dabo et de Hamadoun Dicko [condamnés à la peine de mort par le tribunal spécial populaire en 1962] ont dit la même chose. C'était une occasion pour les victimes de partager leur douleur avec l'ensemble des populations maliennes. On ne le fait pas pour remuer le couteau dans la plaie mais pour dire la vérité.

Le cas de toutes les victimes sera-t-il évoqué, sachant que le conflit se poursuit ?

Nous allons déposer le rapport au cours de l'année 2022 pour que les réparations commencent. Nous avons proposé au gouvernement de créer deux structures pour prendre la succession de la CVJR, parmi lesquelles une agence de réparation. Celle-ci continuera de prendre les dépositions, puisque le conflit n'est pas terminé. Les victimes seront enregistrées et vont bénéficier de la même réparation. Nous avons proposé une politique sur cinq ans.

Quelles réparations et quelles mesures d'accompagnement pour les victimes ?

L'État va s'occuper des pertes de vie, quel que soit l'auteur, parce qu'il a le devoir de protéger les populations. S'il y a des défaillances, il doit assurer la réparation, d'autant que, dans la plupart des cas, on ne connaît pas les responsables. Il y a les pillages et les dégradations de biens, pour lesquels nous proposerons un montant standard. Il ne s'agit pas d'une réparation intégrale. Nous sommes allés en Côte d'Ivoire, en Algérie et dans d'autres pays qui, bien qu'ils soient plus riches que le Mali, ne se sont même pas occupés des pertes de biens.

Il y aura des réparations d'ordre mémoriel. Beaucoup ont demandé qu'on clôture les endroits où leurs parents proches ont été enterrés, comme Sobane-Da, Ogossagou [centre du Mali] ou encore Kel Assouk [Nord], pour venir se recueillir. On va ériger des lieux de commémoration et un centre pour la mémoire, l'unité et la paix. Cette structure permanente devra travailler sur ces questions mémorielles pour les communautés qui se sentent exclues du récit national, notamment les populations touarègues et arabes, qu'il faut intégrer. Après la CVJR, cette structure sera consacrée à cela, pendant que l'agence s'occupera uniquement de la réparation matérielle et financière.

Qu'en est-il des mesures d'accompagnement?

Il y aura beaucoup de mesures psycho-médicales. Nous avons des médecins dans nos antennes qui essaient d'évaluer les besoins d'accompagnement urgent, médical ou psychologique. Nous avons signé une convention avec l'Agence nationale d'assistance médicale pour que toutes les victimes puissent bénéficier d'une prise en charge gratuite. Souvent, les médicaments pour certaines spécialités ne sont pas disponibles.

Nous avons tenté un accompagnement psychologique, mais c'est de premier niveau. Nous nous sommes rendu compte que le Mali n'avait pas de réponse. Il n'y a pas de professionnels, pas de psychologues cliniciens. À Bamako, il n'y a qu'une clinique qui nous a accompagnés, c'est très peu par rapport à l'ampleur des besoins. Là où il y a eu des massacres, les survivants sont dans un état psychologique très dégradé. Une de nos recommandations sera de demander que le Mali fasse de la formation des psychologues cliniciens un chantier important.

Vous avez dit qu'un montant standard était prévu en guise de réparation matérielle pour les destructions de biens. De quel ordre sera-t-il?

C'est en discussion avec le gouvernement. Un projet de décret fixera ce montant. Ce sera beaucoup plus généreux qu'en Côte d'Ivoire ou au Pérou. Nous avons pris les exemples internationaux, mais nous proposons des standards beaucoup plus élevés.

Comment les montants des réparations ont-ils été calculés?

Nous avons privilégié les pertes de vie. On ne doit pas réparer les dégâts matériels au-delà du coût d'une vie. C'est une réparation administrative que l'État offre. On a ouvert la possibilité, pour ceux qui ne voudraient pas de ces réparations, d'y renoncer et de choisir l'option judiciaire. Nous avons proposé quelque chose de simple, d'accessible et de plus rapide – étant donné qu'on ne peut pas « réparer » tout le monde en même temps –, notamment une hiérarchisation pour les victimes qui sont dans la précarité, les orphelins. En plus, nous avons demandé que les enfants des personnes décédées dans ce conflit soient considérés comme des pupilles de la nation et qu'ils soient accompagnés. L'approche est centrée sur les droits de l'homme, de la personne.

Ce processus de réparation suffit-il à ramener la paix et à amorcer la réconciliation entre les Maliens?

Quand on s'est installés et qu'on a fait le tour du pays, on a posé cette question aux victimes : êtes-vous prêtes au pardon? On a été surpris par leur résilience. Elles ont dit qu'elles étaient prêtes au pardon et à la réconciliation, mais à une condition : que des enquêtes soient réalisées pour les reconnaître dans leur statut de victime et dire la vérité sur ce qui s'est passé. Ensuite, l'écrasante majorité veut une réparation, notamment matérielle. Au-delà, dans notre mandat, nous proposons diverses recommandations, en particulier des mesures de non-répétition du conflit, l'intégration des différentes communautés, le vivre-ensemble, le fait d'impulser l'esprit républicain, démocratique. C'est un ensemble de mesures qui peut amener la réconciliation. Et il faut que certains auteurs soient recherchés et punis. Ce n'est pas notre rôle mais celui de la justice pénale et du pôle judiciaire spécialisé.

> « **Les survivants sont dans un état psychologique très dégradé. Nous nous sommes rendu compte que le Mali n'avait pas de psychologues cliniciens.** »

Que faut-il pour que la CVJR ne soit pas qu'une commission de plus?

Il faut d'abord mettre en place les organes que nous avons proposés : une agence de réparation et le centre pour la mémoire, l'unité et la paix. Un endroit comme le bagne de Taoudeni, symbole même de la négation des droits de l'homme, doit devenir un musée où les gens voient ce qu'il ne faut pas faire dans le traitement des êtres humains. Nous avons accompli notre part du boulot, mais il faut que ça continue, fermer la CVJR et aller plus loin avec les organes successeurs. Nous avons une crise profonde, longue et la réponse doit être à la hauteur.

Quelles sont les causes profondes de cette crise?

Elles remontent à 1963, précisément à la première rébellion. Beaucoup de Maliens considèrent que cette rébellion a été bien gérée parce qu'elle a été matée. Les autres rebellions sont les enfants de la première. La solution exclusivement militaire n'était donc pas adéquate. Il y a des causes liées à la façon dont le Mali gère et intègre ses diversités. Comment, dans l'unité, faire place aux diversités culturelles, linguistiques notamment? Quand on parle de l'histoire, tout ne se ramène pas à Soundiata Keïta, il y a d'autres héros qui doivent être invoqués. Ces empires ont concerné toutes les populations maliennes, donc il faut les intégrer, y compris les Touaregs et les Arabes. Il faut qu'ils voient leur place. Les Maliens ne prennent pas tellement conscience de certaines frustrations des populations. Il y a aussi la gouvernance du pays. Le comportement des forces de défense et de sécurité et celui des administrations génèrent ces crises.

Pour vous, c'est mission accomplie?

Nous avons fait quand même une grande part de notre mandat. Parce que ce n'était pas évident, les gens étaient sceptiques. Ils ne croyaient pas à la diffusion des audiences publiques. Il y a des pays où elles n'ont jamais été retransmises. Je peux vous dire que, sur le plan international, la CVJR du Mali est considérée comme un modèle à part entière. Notre commission est la seule (hormis celle qui a été créée en Colombie) à s'être déployée pendant la crise. Je peux dire mission accomplie d'une certaine façon, avec les contraintes, en toute modestie. ●







SMARTMEDIA | MALI

SONAVIE ET SBN ASSURANCES SE RENFORCENT

Au terme d'une opération d'augmentation de capital finalisée en 2021 et rendue possible par la prise de participation dans le capital de la Holding GAMMA (Groupement d'Assurances Modernes Multiformes en Afrique) par YEELEN FONDS FINANCIER (fonds créé à l'initiative de la BOAD et dédié au secteur financier de la zone UEMOA), la SONAVIE et SBN ASSURANCES (SABUNYUMAN) se renforcent et entament un virage dans leur stratégie. La mise en place d'un tel groupe d'assurances permet d'optimiser les synergies entre les deux entités.

À la faveur de ces opérations, ces compagnies d'assurances sont conformes aux nouvelles normes CIMA* en termes de capital social et de fonds propres minimums. Ces capitaux leur permettent ainsi de financer efficacement le plan stratégique de développement du groupe.

La SONAVIE (Société Nouvelle d'Assurance Vie), 1er acteur du marché de l'assurance vie au Mali, a été créée en 1996 tandis que SBN ASSURANCES (SABUNYUMAN), créée en 1982 se positionne comme 3ème acteur du marché Non-Vie.

Les défis du secteur des assurances au Mali (et dans la zone CIMA en général) sont importants. Cela se traduit par la couverture insuffisante de nos populations nécessitant une véritable politique d'inclusion financière, mais aussi par la nécessité d'une meilleure adéquation de nos offres aux besoins des assurés et aussi par un accès plus facile aux services proposés (digitalisation, actions de proximité, etc.).

Notre ambition première : faire rentrer l'assurance dans les mœurs des maliens.

**Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance.*

www.sonavie.com www.sbnassurances.com

OBJECTIF **MALI**



La formation universitaire comprend trois grandes filières : la codicologie, la numérisation et la conservation physique des manuscrits.

NICOLAS RÉMÉNÉ POUR JA

CULTURE

Les précieux manuscrits de Tombouctou

La « cité mystérieuse » accueille la deuxième promotion d'étudiants formés aux métiers du livre ancien. De la conservation à la numérisation de ces ouvrages, un travail colossal les attend pour préserver ce patrimoine menacé et les secrets qu'il renferme.

MANON LAPLACE, ENVOYÉE SPÉCIALE À TOMBOUCTOU

Dans la salle de travail de l'Institut des hautes études et de la recherche islamique Ahmed-Baba de Tombouctou, le temps semble avoir ralenti. Alors que flottent les grains de poussière et le bruit des brosses sur le papier, six étudiants ont entre les mains l'un des patrimoines les plus précieux de la région.

Cérémonieusement, ils répètent les mêmes gestes : soulever les feuilles, une à une, de la pointe d'une lichette de bois, puis, du plat du pinceau, débarrasser les encres et les papiers centenaires de la poussière.

Ils sont ainsi une trentaine, venus de tout le pays, à prendre part à la deuxième promotion de la formation aux métiers du livre et des manuscrits anciens, au sein de cet établissement emblématique de la cité du nord du Mali. « On trouve à Tombouctou des manuscrits issus de toute la région, témoins de la richesse des échanges qui avaient lieu ici à une époque. Au-delà de sauver ces manuscrits, il s'agit de mettre en valeur l'histoire qu'ils racontent. Ce sont des puits de science et de savoir, qui traitent aussi bien d'astronomie, de médecine, d'arithmétique, de théologie ou de droit », s'enorgueillit Mohamed Diagayete, directeur général de l'Institut Ahmed-Baba.

Sous sa direction, et depuis 2019, sont formés les codicologues, conservateurs, bibliothécaires et opérateurs de numérisation de demain, qui se chargeront de faire vivre ce patrimoine tombouctien. La cité millénaire, qui fut un carrefour de commerce et de →



NICOLAS RÉMÉNÉ POUR JA

Un ancien manuscrit, manipulé avec précaution afin de le débarrasser de sa poussière, à l'Institut Ahmed-Baba, le 28 octobre 2021, à Tombouctou.

→ savoir à l'époque médiévale, a vu affluer des chercheurs et apprentis du monde entier venus pour des formations. Les manuscrits, que l'on trouve du Niger à la Mauritanie en passant par l'Algérie, sont les témoins de la grandeur passée de la région.

« Tombouctou a beaucoup brillé dans l'histoire, et la crise qu'elle traverse depuis plusieurs années lui a fait prendre beaucoup de retard. Il est extrêmement important que ces manuscrits, témoins de cette histoire glorieuse, soient revalorisés et adaptés au contexte actuel », revendique Boubacar Ould Hamadi, président de l'autorité intérimaire de la région de Tombouctou.

Les précieux ouvrages, dont la datation remonterait jusqu'au IXe siècle, apportent une rectification historique au récit redondant qui a toujours réduit l'Afrique à son oralité, déniant au continent son histoire écrite. Une version ethnocentrée que viennent contredire des centaines de milliers de pages noircies de récits de voyage, de poèmes ou de traités scientifiques.

Longtemps laissés à la merci du temps et de l'usure, ces vestiges font l'objet d'un plan de sauvegarde depuis 2015, sous l'impulsion de plusieurs partenaires internationaux tels que l'Unesco. À l'époque, les précieux codex s'entassent entre Tombouctou et Bamako. Marqués par le passage de la poussière, des insectes et des intempéries, les manuscrits doivent de nouveau être sauvés.

Ce fut le cas trois ans plus tôt. En 2012, de nombreux ouvrages, encore conservés à Tombouctou, quittent le nord du pays dans des conditions rocambolesques. « Certains ont été cachés dans les quartiers, d'autres sont partis vers Bamako sur des charrettes, à dos d'âne, sur des pirogues, dans des camions, égrène M. Alkhamiss, responsable du laboratoire de conservation. Les manuscrits n'appartiennent pas à Tombouctou, ils appartiennent au monde entier, c'est pourquoi il y a eu tant d'efforts déployés pour les sauver. »

Ces livres offrent une rectification historique au récit redondant qui a toujours réduit l'Afrique à son oralité, niant son histoire écrite.

À l'époque, la menace est d'une autre nature. Sous les bannières d'Ansar Eddine et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, les pick-up charrient leur lot de combattants, d'armes à feu et de destruction. Les impudents sont châtiés, et de nombreux biens culturels et patrimoniaux perdus. « Il y a tout de même eu quelques miracles, relativise Mohamed Diagayete. Ceux qui ont sauvé les manuscrits ont pris tous les risques. »

Œil vigilant

Si on estime que 4203 ouvrages ont été détruits sous l'occupation, 300000 d'entre eux sont toujours conservés à Bamako, dans l'attente que la situation sécuritaire se stabilise dans le Nord. L'institut tombouctien, lui, en compte environ 10000.

« Tant qu'on les manipule, les manuscrits sont sujets à la dégradation. S'ils se gâtent, c'est un patrimoine et un savoir perdus à jamais », met en garde M. Alkhamiss devant ses apprentis, dont il inspecte les gestes d'un œil vigilant. « Ce que l'on a ici, c'est l'histoire de l'Afrique, l'histoire du grand monde. On ne peut pas laisser ce patrimoine se perdre. S'il disparaît, l'histoire n'existe plus », explique-t-il.

Pour former les futurs gardiens des manuscrits, l'établissement bénéficie d'un financement de 357000 euros environ, offert par le fonds de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), et d'un appui de l'université de Hambourg.

« On commence par le dépoussiérage et le stockage des manuscrits. Une fois ce patrimoine à l'abri, il faudra en ouvrir le contenu au public, notamment en les numérisant et en faisant un important travail d'inventaire », explique Maria-Luisa Russo, spécialiste des livres anciens et coordinatrice, au Mali, des projets de l'université de Hambourg, qui pilote le programme depuis 2015.

À l'abri de la lumière et des intempéries, derrière les hautes cloisons de terre de l'Institut Ahmed-Baba, les ouvrages tombouctiens sont désormais entre les mains des étudiants. Une fois les potentiels nuisibles écartés, à coups de pinceau et de patience, reste le plus gros du travail. Leurs écrits, pour la plupart en arabe, doivent être numérisés afin d'ouvrir les secrets immémoriaux de « la ville aux 333 saints » au monde entier.

Objets de trafic

« Les manuscrits sont partie intégrante de la culture de Tombouctou. On y retrouve l'histoire de la cité, l'histoire des savants venus ici, l'histoire de ses saints. On appelle Tombouctou la "ville mystérieuse", les manuscrits renferment une partie de ces mystères », défend le professeur Maïga, chargé des modules informatiques à l'institut.

Viendra ensuite l'étape du catalogage thématique afin d'en offrir l'accès aux chercheurs nationaux et internationaux. « Ces écrits représentent un apport considérable pour l'étude historique des nombreuses disciplines qu'ils abordent », assure Maria-Luisa Russo.

Mais « la route est encore longue », prévient la chercheuse italienne. À ce jour, il est impossible de quantifier le nombre de manuscrits que possède le Mali. « À Tombouctou, Bamako, Djenné ou Gao, nombre d'entre eux reposent toujours au sein de bibliothèques familiales de particuliers. Beaucoup, encore, ont fait l'objet de trafic et ont quitté le pays ou le continent », précise-t-elle.

Des biens privés, souvent conservés dans des conditions inadéquates et pour lesquels un important travail de sensibilisation reste à faire. Toujours menacés, les manuscrits pluricentenaires, une fois ouverts au public, contribueront au rayonnement de la « Perle du désert », ville éternelle de savoir et de traditions. ●

OBJECTIF **MALI**

● Accumulation d'Hydrogène Naturel au Mali
● Pays du West African Big Green Deal d'Hydroma
HYDROMA
Le West African Big Green Deal, une initiative accélératrice de la transition énergétique inscrivant l'hydrogène naturel et vert dans le mix énergétique africain.
www.hydroma.ca

SOYATT

LES HYDROCARBURES, UN MÉTIER D'EXPERT, EXPLOITÉ AU SEIN D'UNE MARQUE ENGAGÉE !

Chez Soyatt, le métier se transmet de père en fils. Plus de 30 ans après sa création, Soyatt est dirigée aujourd'hui par la deuxième génération. L'entreprise familiale truste les hauts du tableau et s'inscrit parmi les leaders dans l'hydrocarbure au Mali.

De l'importation via le transport, au stockage, en passant par la distribution en gros ou au détail à travers notre réseau de station-service en cours de construction, Soyatt se déploie sur l'ensemble de la chaîne de valeur après le raffinage, pour délivrer des produits de qualité.

Fort de nos méthodes de travail éprouvées, nous savons répondre au plus près des attentes de nos clients et partenaires.

DÉCOUVREZ NOTRE MÉTHODE SO'PRO !

Du matériel de qualité et une équipe professionnelle, dévoués à votre approvisionnement en hydrocarbure sur l'ensemble du territoire malien.

SOYATT

Des partenaires fiables et expérimentés nous accompagnent pour vous garantir le meilleur service.

TRAFIGURA TOTAL ADDAX SIR VIVO ENERGY

+223 20 20 01 25 • WWW.SOYATT.COM

Faladié, Avenue de l'OUA BP 310 Bamako – Mali



Tribune

Elgas

Écrivain et docteur en sociologie

Noirs de France : sortir de la double assignation

Qu'est-il permis à un Noir de penser dans la France actuelle ? La question peut paraître naïve, inopportune, presque risible. Pourtant, en ces temps de procès colonial et de décolonialisme conquérant, elle s'impose pour les personnalités, surtout celles en vue, sommées, de ne pas décevoir les attentes militantes projetées sur elles et de porter, de façon monochrome et revendicative, le combat de l'émancipation.

Dernier temps fort de cette frénésie, l'entrée de Joséphine Baker au Panthéon. Dans son cortège, elle a emporté, sans répit, le lancinant débat sur ces honneurs français dont les récipiendaires deviennent forcément suspects aux yeux des leurs, tant ils sont dépossédés de toute souveraineté et perçus à travers des grilles de l'ordre de la réification du fait colonial. La séquence a cristallisé les prises de paroles d'égéries du combat antiraciste en France, qui se sont presque unanimement désolées d'un acte purement cosmétique de la France, servant à masquer le maigre bilan sur le front de la lutte contre les inégalités raciales, pour le dire rapidement.

Si le fond d'un tel débat est important, sa systématicité questionne. Peu importe les contextes, les cas, ce type d'accusation tombe toujours comme un couperet, qui répand dans le débat l'odeur malodorante de la suspicion. La prévalence de ce genre de réflexe tend ainsi à enfermer les Noirs dans une conception carcérale de l'identité, où toute singularité, liberté, différence, sont requalifiées d'acte de félonie envers la « communauté ». Communauté que l'on peine à définir tant les logiques qui la traversent sont diverses, voire contradictoires.

Longtemps, l'assignation a été le fait d'un renvoi aux origines et aux affiliations ethniques ou religieuses. Une injonction à l'assimilation, à faire allégeance. Portée par une France institutionnelle et diluée dans le sens commun par atavisme et inconséquence politique, cette catégorisation reprenait tous les codes de l'ethnologie coloniale. Véhicule d'un racisme et de sa survivance, on figeait – et on fige toujours – les Noirs dans un récit qui les exclue, au mépris de leur trajectoire intrinsèque et des récits historiques individuels insolubles dans un ensemble communautaire.

Toute singularité ou liberté est requalifiée d'acte de félonie envers la « communauté ».

Fait nouveau et notable, cette même assignation devient une auto-assignation. La reproduction presque inconsciente du recours abusif à ce schéma de l'identité, de l'origine et de la race, aboutissant inévitablement à la même négation d'historicité, de liberté. D'autant plus que s'y rajoute, ainsi projetée, une dette envers les siens, ou envers l'Histoire. En reprenant les termes du particularisme différentialiste, certains mouvements décoloniaux cèdent à cette tentation essentialisante. C'est bien chez eux que l'on note une générosité dans l'accusation de traîtrise. Opprobre jetée sur quiconque dévie d'une ligne arbitrairement définie par eux, à qui la légitimité de leur lutte semble donner un ascendant moral naturel. Piédestal assez haut pour juger de ce que serait une bonne parole nègre.

Stigmate historique

Si on se risque à mener une généalogie d'une telle accusation à l'aliénation, ou à la trahison, on ne sera pas surpris de remonter jusqu'à Cheikh Anta Diop et Frantz Fanon, entre autres. En termes sublimes et flamboyants, ils avaient, dans *Nations, nègres et culture* pour l'un, et *Peaux noires, masques blancs* pour l'autre, prédit l'existence de ce méfait colonial de pertes de repères, aboutissant à renforcer les codes du stigmate historique. En se réclamant de tels tuteurs, certains héritiers touchent pourtant une corde sensible.

Mais si les termes intellectuels de ces constats ne souffrent d'aucune contestation, révélant la prescience de leurs auteurs, leur usage politique à travers le temps, potentiellement subverti, est devenu moins pointu. Conséquence imprévue de la traque des aliénés, le surgissement d'une police intellectuelle qui rétrécit le champ du débat, en figeant son cadre, en ciblant les individus.

Identité des débats internes au continent, cette logique d'affrontement ne se fait plus tellement sur la base des idées, mais seulement sur celle de la légitimité des protagonistes, toujours réduits au type de leur relation avec la France – surtout quand ils s'y distinguent. La maigreur de la teneur des conversations intellectuelles qui en découlent, promeut nombre de pensées régressives qui, dans la surenchère identitaire de notre époque trouble, avancent plus sûrement que les idées progressistes, pluralistes. En France, chaque actualité impliquant les personnalités noires met en scène cette double assignation, contribuant à un immobilisme conflictuel. La promotion d'une liberté individuelle, préservant la fidélité mémorielle sans s'y emprisonner, un refus du cloisonnement, tout en étant lucide sur l'importance de la « race » est plus que jamais le chantier premier. Et puisqu'il faut toujours revenir à Fanon, autant le faire sans hémiplégie. Il avait la flamme de l'activiste et l'élégance de l'intellectuel, lui qui écrivait dans sa conclusion : « Il n'y a pas de mission nègre ; il n'y a pas de fardeau blanc. » ●

Dans la surenchère identitaire de notre époque trouble, les pensées régressives progressent.



ALLILI MOURAD/SIPA

Fresque de street art à Grenoble.

ISRAËL-AFRIQUE

Session de rattrapage



Le président rwandais, Paul Kagame (à dr.), avec l'ex-chef du gouvernement israélien Benyamin Netanyahou, à Kigali, le 6 juillet 2016.

CYRIL NDEGEYA/AFP

Sous l'impulsion de Benyamin Netanyahou, l'État hébreu a renoué avec le continent. Après avoir normalisé ses relations avec de nombreux pays, Tel-Aviv continue de développer sa coopération sécuritaire et économique. Et espère intégrer l'Union africaine au titre d'observateur.

OLIVIER CASLIN

Depuis quelques années, « Israël est de retour en Afrique », comme n'a cessé de le proclamer Benyamin Netanyahou. L'ex-Premier ministre israélien l'avait annoncé une première fois lors de sa tournée historique de juillet 2016 dans l'est du continent (Ouganda, Rwanda, Kenya et Éthiopie), puis l'a répété un an plus tard lors du 51e sommet de la Cedeao organisé à Monrovia. Il a ensuite complété la formule en novembre 2018, à la suite des visites du président rwandais, Paul Kagame, de son homologue togolais, Faure Gnassingbé, et de l'ancien chef de l'État tchadien Idriss Déby Itno. C'est alors « l'Afrique qui est de retour en Israël ».

C'est peu de dire que Benyamin Netanyahou n'a pas ménagé ses efforts pour voir son pays retrouver au minimum la place et l'influence qui était la sienne en Afrique, avant ses exploits militaires de 1973, pendant la guerre du Kippour. Le tout jeune État juif bénéficiait alors d'un

capital de sympathie certain auprès des pays africains tout juste indépendants. Israël comptait dans les années 1960 jusqu'à 33 ambassades, multipliait les actions d'aide au développement à travers le continent et siégeait, en tant qu'observateur, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'ancêtre de l'UA. Avant d'être mis à l'index du continent pendant plus de deux décennies, puisque c'est avec la signature des accords d'Oslo, en 1993, qu'Israël commença à reprendre lentement ses relations diplomatiques avec la majorité des pays du continent.

Ensuite? « La diplomatie israélienne délaisse l'Afrique », estime aujourd'hui Emmanuel Navon, chercheur en sciences politiques à l'université de Tel-Aviv. Pendant deux nouvelles décennies durant lesquelles « Israël se renforce militairement et économiquement pour devenir une véritable puissance régionale, mais n'a pas l'opportunité alors de s'intéresser diplomatiquement à l'Afrique », reprend le chercheur. Pour cause notamment de seconde intifada dans les territoires occupés. Il faut donc attendre 2009, et le retour de Benyamin Netanyahou à la tête du gouvernement, pour qu'Israël porte à nouveau toute son attention en direction de son voisin du Sud. En douze années passées au pouvoir, le premier ministre a pratiquement atteint son objectif, en redonnant de la « visibilité à Israël sur le continent ».

La coopération, d'abord sécuritaire puis économique, a repris dans la foulée des savoirs technologiques proposés par les entreprises et les ONG israéliennes, pendant que Tel-Aviv renouait officiellement avec le continent, comptant quelques belles « prises » à son actif, comme la Guinée, le Rwanda, le Tchad et, plus significatif encore, des pays musulmans comme le Soudan et le Maroc. Israël dispose aujourd'hui de relations diplomatiques avec une quarantaine de pays africains, dont 37 en Afrique subsaharienne. Seul l'ancien ami sud-africain continue de faire défaut, même si Pretoria reste toujours le principal partenaire économique d'Israël sur le continent. Fort de ce regain de popularité, l'État hébreu peut même espérer retrouver


KOBI GIDEON/POLARIS/STARFACE

Le nouveau Premier ministre israélien, Naftali Bennett, le jour de sa désignation, le 13 juin 2021, à la Knesset.

bientôt son siège d'observateur à Addis-Abeba *(lire page 166)*.

L'initiative diplomatique de Benyamin Netanyahou a donc porté ses fruits, même s'il s'agit pour le moment d'une déclaration d'intention. « L'intendance n'a pas encore suivi », confirme Emmanuel Navon. Le milliard de dollars promis à la Cedeao en 2017 n'a pas été décaissé, et Israël compte moins d'une quinzaine d'ambassades sur le continent, sa représentation marocaine incluse. Le pays a même dû fermer une de ses ambassades en Amérique latine pour ouvrir celle du Rwanda en 2011, faute de budget. « Bibi [le surnom de Benyamin Netanyahou] a concentré les pouvoirs et vidé de ses ressources le ministère des Affaires étrangères qu'il estimait lui être politiquement hostile », explique-t-on aujourd'hui en interne.

Débouché sur la mer Rouge

Ancien diplomate auprès de l'ONU dans les années 1980, le chef du gouvernement endosse lui-même le costume de ministre adjoint des Affaires étrangères pendant près de cinq ans. Se met alors en place « une diplomatie de cabinet, directe et très efficace », commente Emmanuel Navon. Encore plus avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. « Ses relations particulières avec les États-Unis ont toujours servi les intérêts d'Israël en Afrique », affirme l'universitaire. Et la politique « transactionnelle » pratiquée pendant l'ancienne administration américaine a donné des résultats spectaculaires à la fin de 2020 au Soudan, puis au Maroc, dans un jeu de billard à trois bandes qui, à la fin, permet à Tel-Aviv de normaliser ses relations avec les pays désireux de plaire à Washington.

L'arrivée de Naftali Bennett à la primature en juin dernier, ne semble pas devoir inverser la donne vis-à-vis de l'Afrique. Au contraire, le nouveau chef de gouvernement capitalise

L'initiative diplomatique de Benyamin Netanyahou a porté ses fruits, même s'il s'agit pour le moment d'une déclaration d'intention.

déjà sur les succès de son prédécesseur, comme au Maroc, avec lequel un accord-cadre de coopération sécuritaire – unique en son genre en Afrique – a été signé le 24 novembre 2021. En interne, il a en revanche déjà replacé le ministère des Affaires étrangères, détenu par son allié et futur Premier ministre à partir de 2023, Yaïr Lapid *(lire interview pp. 168-169)*, au centre de la diplomatie israélienne. Le budget, adopté par la Knesset à la fin d'octobre dernier pour la →

OFFREZ-VOUS
UN VOYAGE
VIRTUEL DE LA
VILLE SAINTE DE
JERUSALEM

ISRAEL

→ première fois depuis trois ans et demi, devrait lui donner les moyens de développer sa politique extérieure, notamment en direction de l'Afrique.

Les décennies et les gouvernements passent en Israël, mais les enjeux du pays sur le continent restent les mêmes depuis David Ben Gourion : s'assurer d'un débouché – ô combien stratégique – sur la mer Rouge et obtenir le soutien des pays africains dans les grandes instances internationales. L'entrisme iranien en Afrique et la lutte contre le terrorisme de par le continent n'ont fait que ranimer, à partir des années 2000, un activisme diplomatique qui n'a aucune raison de s'éteindre du côté de Tel-Aviv. D'autant qu'aux impératifs sécuritaires s'ajoutent les débouchés économiques pour un secteur privé israélien qui a vite retrouvé le chemin du continent. « Le pouvoir sécuritaire et le pouvoir économique vous confèrent le pouvoir diplomatique », assurait, en 2018, Benyamin Netanyahou, alors encore Premier ministre. Comme un résumé de la stratégie que compte suivre son pays en Afrique. ●

Adhésion différée

Annoncée en juillet 2021 mais rejetée par plusieurs États membres, l'intégration d'Israël au sein de l'UA en tant qu'observateur devra attendre un nouveau scrutin, en février 2022.

En février 2022, Israël s'apprêtera à ouvrir un nouveau chapitre de sa longue relation avec le continent, en obtenant le statut d'observateur auprès de l'Union africaine (UA). Accordée en juillet dernier, cette accréditation a été dénoncée dès septembre par plus d'une vingtaine de pays membres, contrariés d'avoir été mis, selon eux, devant le fait accompli. Le président de la Commission de l'UA, l'homme politique tchadien Moussa Faki, n'a donc pas eu d'autre choix que de revoir sa position. La question sera donc posée à l'ensemble des 54 États membres lors du prochain sommet des chefs d'État, prévu à Addis-Abeba en février 2022.

Une formalité ?

« Une formalité », selon plusieurs observateurs israéliens, plutôt confiants au moment d'inventorier les soutiens de leur pays au sein de l'organisation panafricaine. Officiellement, Israël n'a pas compté autant d'amis africains depuis de longues décennies. « Il faut remonter aux années 1950, quand Israël disposait de plus d'une trentaine d'ambassades de par le continent », précise le chercheur Emmanuel Navon. Le pays siégeait alors à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avec déjà ce statut d'observateur qu'il cherche aujourd'hui à retrouver. Il en a été dépossédé en 2002 au moment où le continent choisissait la voie de l'Union africaine.

Depuis la guerre israélo-arabe de 1973, le continent faisait en effet preuve d'une belle unité sur la question israélienne. Au lendemain du conflit, l'ensemble des pays africains avaient officiellement rompu leurs relations diplomatiques avec Tel-Aviv, incités par une OUA largement sous influence des pays arabes du continent. Vingt ans après le départ obligé d'Israël, les plus ardents adversaires à son retour sont toujours les mêmes. Ils sont juste moins nombreux que par le passé, leur quantité diminuant à mesure que l'État hébreu normalise ses relations avec le continent, depuis les accords d'Oslo de 1993.

Camp du refus

Si la Libye en déliquescence n'exerce évidemment plus la même influence à l'UA qu'au temps de Mouammar Kadhafi, l'Algérie s'est rapidement élevée contre « l'évidence » de la décision prise par la commission, et a vite réuni autour d'elle la grande majorité des pays musulmans du continent, de la Mauritanie à Djibouti. Seuls manquent à l'appel le Maroc et le Soudan, en phase de rapprochement avec Tel-Aviv, ainsi que le Tchad, qui a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël en 2018, à la suite de la visite historique sur place du président Idriss Déby Itno.

> **La bataille qui se prépare à Addis-Abeba devrait se conclure par un vote à majorité simple qui, s'il devait être secret, pourrait réserver des surprises.**

Les autres farouches adversaires d'un retour israélien à l'UA sont à chercher dans l'extrême sud du continent, le Zimbabwe, la Namibie ou le Botswana. Ces pays ont emboîté le pas à l'Afrique du Sud, devenue, depuis 1994 et l'arrivée de l'ANC au pouvoir, la grande défenseure de la cause palestinienne sur le continent. « La situation en Palestine n'ayant pas changé, il n'y a donc pas de raison que le statut d'Israël change », avance cette fois encore le camp du refus, comme il l'avait déjà fait, avec succès, lors des demandes précédentes de 2013 et 2016. Une lourde bataille procédurale a donc démarré à Addis-Abeba, prévue pour se conclure par un vote à majorité simple qui, s'il devait être secret, pourrait réserver des surprises. Dans le cas contraire, Israël mettrait fin à très exactement vingt ans d'absence, pour reprendre sa place parmi les 90 partenaires extérieurs aujourd'hui accrédités auprès de l'UA. ●

Olivier Caslin

LR GROUP

MAKING VISION REALITY IN AFRICA

NOUS VOUS APPORTONS DES SOLUTIONS INTÉGRÉES DEPUIS 1985

LR GROUP transforme la vision en idées, les idées en actions et l'action en impact à long terme.
Acteur majeur de vos projets, dans le financement, de l'étude de faisabilité, de la conception, de la réalisation, de la gestion et de l'exploitation.
Nous sommes fiers d'investir et d'entreprendre dans des projets qui améliorent le niveau de vie des communautés locales et qui encouragent l'autosuffisance des populations.


AGRICULTURE


EAU ET IRRIGATION


ÉNERGIE RENOUVELABLE


LIAISON


ÉDUCATION


SANTÉ


INFRASTRUCTURE


TRANSFERT DE CONNAISSANCES

JAMG - © LR GROUP

www.lr-group.com

ENTRETIEN

Yaïr Lapid

« Nous avons fourni 1 million de vaccins aux pays africains »

Le nouveau chef de la diplomatie israélienne revient pour JA sur la politique de rapprochement avec le continent.

OLIVIER CASLIN

Yaïr Lapid est depuis six mois le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Israël. De la normalisation en cours avec le Maroc à la coopération sécuritaire et économique, sans oublier le retour attendu d'Israël en tant qu'observateur à l'UA, l'ancien journaliste, âgé de 58 ans, revient sur les grands dossiers sensibles de son pays en Afrique.

Vous avez été nommé ministre des Affaires étrangères il y a quelques mois seulement, avec quelle feuille de route concernant l'Afrique ?

L'histoire de nos relations avec l'Afrique est aussi longue que riche depuis les années 1950. Notre ministre des Affaires étrangères d'alors, et futur Premier ministre, Golda Meir, avait défini les grandes lignes de l'approche politique, économique, stratégique et humanitaire d'Israël vers l'Afrique. Nous continuons de marcher dans ses pas, en élargissant nos relations bilatérales et multilatérales. Durant ces derniers mois, j'ai eu une douzaine de conversations avec mes homologues africains, et j'ai été impressionné par la confiance, le respect et les intérêts que nous partageons. Israël et l'Afrique ne sont pas uniquement reliés physiquement, à travers notre frontière terrestre commune, mais également par tous les principaux aspects de la vie ; de la santé à la sécurité alimentaire, du changement climatique à l'innovation technologique, sans oublier, bien sûr, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Nos efforts conjoints ont déjà eu des impacts significatifs bénéfiques pour tous, et cela va se poursuivre.

Comment définiriez-vous aujourd'hui l'état des relations entre Israël et le continent africain ?

Israël dispose aujourd'hui de liens avec 46 pays en Afrique. Ces dernières années, nous avons connu un rapprochement significatif avec le Soudan, le Tchad, avec lequel nous avons rétabli nos relations diplomatiques, et le Maroc, dans le cadre de nos accords de normalisation. L'aide importante et les actions de développement portées par Israël dans des domaines pour lesquels le pays dispose d'une réelle expertise – l'agriculture, la santé publique, l'éducation et l'innovation – reflètent notre volonté de coopérer très étroitement avec les pays du continent. De plus, les compétences technologiques d'Israël, en tant que *start-up nation*, peuvent significativement renforcer le processus de développement du continent, dans le respect de l'Agenda 2063 proposé par l'UA, en particulier dans les secteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

> **« L'absence de représentation d'Israël au sein de l'organisation panafricaine est une aberration historique en passe d'être résolue. »**

Que signifie pour Israël l'obtention du statut d'observateur auprès de l'UA ?

Étant donné la qualité de nos relations avec les pays et les populations d'Afrique, il semble naturel que notre relation avec la plus importante organisation panafricaine soit formalisée à travers l'attribution de ce statut d'observateur. Comme je l'ai dit au chef de l'État congolais Félix Tshisekedi, l'actuel président de l'UA, lors de sa visite à Jérusalem, l'absence de représentation d'Israël est une aberration historique en passe d'être résolue. J'ai confiance en le fait que notre vision est aujourd'hui partagée par une majorité écrasante de pays membres de l'UA, et que ceux-ci le feront savoir au moment d'engager le débat lors de l'assemblée de février.

Que représente pour Israël la normalisation en cours avec le Maroc, et cela va-t-il avoir des conséquences sur les relations du pays avec l'ensemble du continent ?

Cette reprise de relations diplomatiques complètes entre Israël et le royaume du Maroc est un grand pas pour nos relations avec l'ensemble de la région. L'année dernière, nous avons vu l'émergence d'un nouveau contexte au Moyen-Orient. Les liens diplomatiques, économiques, sécuritaires, culturels, tissés lors des accords de normalisation avec le Maroc, les Émirats arabes unis et Bahreïn, ont renforcé nos partenariats, avec davantage de prospérité et de stabilité pour tous. Pas un jour ne passe sans qu'un nouvel accord ne soit signé, qu'une nouvelle initiative de coopération ne soit dévoilée ou qu'une visite officielle historique ne soit organisée. Et pas seulement avec nos nouveaux amis, nous approfondissons également notre coopération avec nos partenaires régionaux traditionnels, comme l'Égypte et la Jordanie. Israël a déjà des relations fortes et dynamiques avec de nombreux pays d'Afrique. Et parce que nous les établissons sur des fondations solides, nous espérons fermement que ce cycle de paix, et les progrès qui vont avec, s'étendra au rythme des accords de normalisation signés avec d'autres pays africains. Nous y sommes prêts.



AFP

> **« Nous espérons que ce cycle de paix et de progrès s'étendra au rythme des accords de normalisation signés avec d'autres États. »**

Que compte faire le gouvernement pour renforcer le réseau et l'influence d'Israël en Afrique ?

À la suite de l'adoption du budget pour les années 2021 et 2022 – avec une augmentation de 18 % pour le ministère des Affaires étrangères –, j'ai demandé que nous accroissions notre représentation diplomatique en Afrique. Cela signifie, dans un premier temps, que le nombre de nos diplomates en poste dans nos ambassades existantes sera plus important, avant de réfléchir ensuite à en ouvrir davantage. Le renforcement de notre présence sur le terrain aura un effet durable sur la force de nos relations. Nous cherchons également à développer nos échanges commerciaux, et à partager nos pratiques et notre expérience dans la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Je suis personnellement ravi qu'Israël ait récemment fourni un million de vaccins AstraZeneca aux pays africains, via l'initiative Covax. Cette décision est un des aspects de la contribution israélienne à l'effort global pour éradiquer la pandémie en facilitant l'accès aux vaccins pour tous.

Votre gouvernement travaille-t-il avec les autres acteurs israéliens présents en Afrique – entreprises, universités, ONG – à la définition d'une stratégie commune ?

Le gouvernement d'Israël encourage les acteurs non gouvernementaux à être actifs, et nous essayons de trouver des moyens créatifs pour supporter leurs activités. Je suis particulièrement fier du travail réalisé par les ONG israéliennes qui, depuis des années, apportent en Afrique le meilleur d'Israël. ●



Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz (à dr.), avec Abdellatif Loudiyi, ministre délégué marocain chargé de l'Administration de la Défense, à Rabat, le 24 novembre 2021.

ARIEL HERMON/ISRAEL DEFENCE MINISTRY/AFP

ÉCONOMIE

Nouvelle terre promise

Fer de lance de la coopération israélienne sur le continent, le secteur privé attend toujours un soutien significatif de la part de son gouvernement. Les opportunités ne manquent pourtant pas entre deux partenaires qui souhaitent renforcer leur collaboration.

OLIVIER CASLIN

Pour Israël, l'économie n'est jamais très éloignée de la diplomatie. Elle en est même parfois l'une des principales composantes. Après tout, si l'État hébreu s'est intéressé à l'Afrique ces dernières années, c'est aussi pour contrer l'influence de l'Iran dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. C'est également pour suivre le mouvement enclenché par le secteur privé israélien, qui a de nouveau investi le continent dès les années 1990 – quand le gouvernement d'Israël comptait alors ses amis africains sur les doigts d'une main.

« Nos entreprises ont toujours su faire preuve d'initiatives, prendre des risques. En Afrique comme ailleurs, ce sont les acteurs économiques qui font avancer la diplomatie », confirme Corinne Ganor. Directrice des financements export chez Discount Bank, troisième enseigne bancaire la plus importante du pays, elle est aux premières loges pour constater, et donc pour confirmer, « l'intérêt en forte hausse que portent les compagnies israéliennes à un marché africain où elles ont beaucoup à apporter ».

Concentrés dans un premier temps sur les secteurs de la sécurité et de la défense, les investisseurs israéliens ont ensuite porté leur intérêt sur le secteur minier, surtout diamantaire, sur l'énergie, sur l'agriculture ou la santé. Ils ont été rejoints, ces dernières années, par une nouvelle génération d'entreprises issues de la *start-up nation* israélienne, qui, s'appuyant sur leur haut savoir technologique et numérique, proposent les services les plus innovants en matière de cybersécurité, d'e-santé, d'agrotech, de télécommunications ou encore d'énergies renouvelables.

Après la sécurité et la défense, les investisseurs s'orientent vers le minier, l'énergie, l'agriculture ou la santé.

Un « cyberpartenariat, selon la formule de l'universitaire Emmanuel Navon, qui apporte une véritable valeur ajoutée à l'Afrique ». Même si cette dernière ne le sait pas encore forcément.

C'était d'ailleurs tout l'enjeu du sommet Israël-Afrique, qui devait être organisé en octobre 2017 à Lomé, avant d'être purement et simplement supprimé à la dernière minute face à la réticence de certains poids lourds du continent (Nigeria, Afrique du Sud…). Plus de 150 entreprises israéliennes, présentes dans les domaines de l'agronomie, de l'ingénierie ou encore de la sécurité, avaient prévu de faire le déplacement jusqu'au Togo pour participer à cet événement sans précédent sur le continent. Le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, à l'initiative de ce sommet, enregistra alors l'échec le plus marquant de sa politique africaine.

Malgré l'approche volontariste de l'ancien chef du gouvernement, « le continent reste secondaire s'agissant des moyens mis à disposition par l'État pour aider les firmes israéliennes à s'y implanter », constate un entrepreneur israélien. Sur les 55 missions dont dispose le ministère de l'Économie et de l'Industrie, seules quatre sont situées sur le sol africain, en Égypte, en Afrique du Sud, au Ghana et au Kenya, les deux dernières n'étant opérationnelles que depuis 2018.

Coopération médicale

L'Israel Foreign Trade Risks Insurance Corporation, créé en 1957 pour garantir les investissements du secteur privé israélien à l'étranger, voit le total de ses engagements augmenter d'année en année – il a doublé en 2018 pour atteindre près de 2 milliards de dollars –, mais ne couvre que des projets aux montants modestes. Enfin, l'Israel Export Institute (IEI), fondé, lui, en 1958 pour faciliter les contacts entre les entrepreneurs et les structures publiques israéliennes ou étrangères, ne mentionne même →

AGRICULTURE

QUAND TEL-AVIV CULTIVE SA DIFFÉRENCE

Le secteur agricole israélien a acquis une véritable expertise technologique en matière de culture en milieu aride, de production d'énergies renouvelables, essentiellement solaire, et de gestion de l'eau, qu'il propose déjà aux pays africains qui le souhaitent. Aux premières initiatives lancées par le Mashav et par des ONG dans les années 1960 succède aujourd'hui le secteur privé. Certains opérateurs ont même construit leur renommée sur le continent, comme Netafim, le pionnier de l'irrigation au goutte-à-goutte, ou Energiya Global, créée par l'activiste milliardaire Yosef Abramowitz, qui a installé des centrales solaires pour alimenter les zones rurales au Rwanda, puis au Liberia. Derrière la sécurité et la cybersécurité, le secteur de l'agriculture et de l'agrotech représenterait un bon tiers des 1 500 entreprises israéliennes recensées sur le continent. Celles-ci s'appuient sur les dernières technologies pour diversifier leur offre de service. Comme LR Group, fondé, en 1985, sur un savoir-faire agricole, mais qui propose aujourd'hui des exploitations clés en main (avec dispensaire, école…), en Angola, au Tchad, en RD Congo, où la compagnie a remis en état le domaine présidentiel de la Nsele. Comme les autres opérateurs israéliens, LR Group peut compter sur l'appui du gouvernement, qui a fait de l'agriculture l'un de ses axes forts de pénétration sur le continent, mixant savamment coopération et business pour proposer une formule à la fois adaptée et adaptable aux besoins de l'Afrique. ●

Sarah Gaudron

→ pas l'Afrique dans ses statistiques économiques.

Il faut dire que le continent pèse peu dans les grands agrégats israéliens. D'après l'IEI, le total des échanges réalisés chaque année entre Tel-Aviv et ses partenaires africains ne représente que 1,5 % du commerce extérieur, soit environ 1,3 milliard de dollars. Pour compenser en partie le soutien limité de l'État, les entrepreneurs peuvent aussi s'appuyer sur les réseaux de la Chambre de commerce Israël-Afrique (AICC – *lire p. 172*), ainsi que sur ceux du syndicat patronal, la Manufacturers Association of Israel, qui tente d'organiser régulièrement des rencontres entre ses membres et leurs homologues africains.

Ils peuvent également compter sur les organisations propres à chaque pays, comme au Maroc, où le secteur privé multiplie les initiatives de rapprochement depuis la normalisation des relations avec Israël, à la fin de 2020. Ainsi la Chambre de commerce et d'industrie Maroc-Israël va organiser son premier forum d'investissement en mai 2022, à Marrakech. Plus de 300 hommes d'affaires issus des deux pays sont déjà inscrits. L'actuelle pandémie devrait aussi donner l'opportunité aux entreprises israéliennes de renforcer leur coopération médicale en Afrique, « de la fourniture de vaccins à la gestion de la vaccination », imagine déjà Emmanuel Navon. Le chercheur voit même plus généralement une concordance des temps entre « une Afrique qui souhaite diversifier ses partenariats et Israël qui veut renforcer les siens ». ●

Aide-toi, le Mashav t'aidera

L'agence de coopération internationale israélienne retrouve le chemin de l'Afrique, tout comme son ministère de tutelle. Les programmes de soutien se multiplient, guidés par l'esprit d'entraide initial.

En 1958, l'État d'Israël a 10 ans. Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de David Ben Gourion, Golda Meir découvre le continent africain en même temps que la pauvreté de ses populations. À son retour en Israël, elle crée le Mashav, une agence de coopération internationale, dont l'objectif est officiellement « d'aider les autres nations à surmonter les défis du développement, en apportant le savoir-faire et la technologie qui ont permis à Israël de se développer ».

Durant ses soixante-trois années d'existence, l'agence gouvernementale est intervenue dans 140 pays, et près de 300 000 personnes ont pu bénéficier de ses « formations de formateurs ». Ces programmes phares de l'organisation sont le plus souvent menés en collaboration avec les gouvernements locaux. Mais l'agence intervient également dans le cadre des actions de développement des Nations unies et auprès d'ONG locales ou internationales.

Si le Mashav est présent dans le monde entier, le continent africain absorbe à lui seul 40 % de son budget global. En 2019, plus de 2 000 personnes ont suivi les formations que l'organisation donne en Israël ou sur le continent, qui peuvent aller de trois mois à trois ans, dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'innovation technologique, la médecine, l'éducation ou encore les questions de genre. Ces deux dernières années, les restrictions imposées aux voyageurs ont motivé la mise en ligne de certains cours, suivis par plus de 50 000 personnes.

Éducation et culture d'avocat

L'agence a récemment connu d'importants succès en Afrique. Des dizaines d'enseignants ont bénéficié de formation à l'éducation de jeunes enfants au Ghana. La culture locale de l'avocat – produit très demandé sur les marchés européens – a été développée en collaboration avec le ministère de l'Agriculture éthiopien sur un programme de quatorze ans. Sous la direction de l'ambassadrice Eynat Shlein, nommée à la fin de 2020, le Mashav ne limite pas ses actions à la formation. Des pôles d'excellence, notamment agricoles, ont vu le jour au Rwanda. Des bourses sont régulièrement attribuées à des entrepreneurs afin de développer les initiatives locales sur le continent.


MASHAV

Plantation d'arbres fruitiers, en Éthiopie.

Celle qui est également directrice générale adjointe du ministère des Affaires étrangères avoue attendre avec impatience le retour de son pays au sein de l'Unesco, qu'il a quittée en même temps que les États-Unis, en 2019. Une éventualité évoquée en juillet par son ministre de tutelle, Yaïr Lapid, et qui permettrait d'accroître les capacités d'intervention du Mashav. Car les défis qui attendent l'organisme de coopération internationale israélien sont grands. À commencer par ceux liés au réchauffement climatique et à la crise sanitaire. Le Mashav souhaite multiplier ses interventions sur ces deux dossiers, toujours dans l'objectif de remplir sa mission d'origine auprès du continent africain. ●

Sarah Gaudron

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



AgriGo Group
International Agricultural Projects
9 Shaked st., Industrial Park Hevel Modiin,
PO Box 952, 6085001, Israel
Tél/ : +972 54-237-4615 Email : shavit@agrigo.co.il
www.agrigo-group.com

Opportunités de réalisations de projets Agro-Industriel en Afrique

AgriGo Group (Israël) est un entrepreneur et intégrateur EPC mondial pour des solutions agricoles de haute technologie, projets clé en main dans le domaine de l'élevage, des serres et de l'aquaculture, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire: des produits protéiques nutritifs de haute qualité et a des coûts abordables.

Des décennies d'expérience dans la planification, la mise en place et la gestion de projets agricoles sur tout le globe ont prouvé que lorsqu'il s'agit d'initiatives complexes et de grande envergure, le plus grand défi est d'assurer la coordination totale, l'efficacité optimale et la qualité la plus élevée de toutes les maillons de la chaine de production et de tous les acteurs impliqués, car chaque détail compte pour assurer le succès final - un projet durable et rentable avec un potentiel d'expansion intégré pour les décennies à venir.

Tout en travaillant sur nos solutions sur mesure, nous ne laissons jamais les facteurs externes affecter la qualité et l'efficacité de nos projets.

Ainsi, si nous sommes confrontés à un quelconque défi, nous adaptons notre propre savoir-faire technologique ou nous nous associons aux meilleurs professionnels du domaine.

En fait, nous aimons les défis, car ils deviennent souvent le catalyseur d'innovations révolutionnaires.

Le Covid-19 nous a mis devant de nouvelles réalités, il est de plus en plus cher ou quasiment impossible dans certaines régions d'importer de la nourriture ou des matières premières, d'où l'importance de produire localement, pour des raisons économiques, sanitaires ou tout simplement d'assurer l'autosuffisance alimentaire, AgriGo met à disposition son expérience et son savoir-faire pour la réalisation de tels projets agricoles.



Savit DAHAN
Vice-Président Business Développement.



Partnering for Success
Solutions Médicales Clés en Main

L'Excellence dans le Secteur Médical

Elsmed Healthcare Solutions est spécialiste en développement d'établissements médicaux à travers le monde.

Forts de plus de 25 ans d'expérience, Elsmed continue de collaborer avec des institutions publiques et privées pour mettre en œuvre des projets de soins de santé adaptés aux besoins locaux et conformes aux normes internationales de gestion et de qualité ISO 9001: 2008.

De part son approche holistique, Elsmed offre tout le savoir-faire professionnel pour une solution intégrée adaptée, efficace et économique.

Nos services incluent une solution médicale complète depuis la conception jusqu'à la supervision de la construction, livraison et installation de tous les équipements, formation technique du personnel biomédical et enfin la maintenance sur de nombreuses années.

Grâce à des partenariats et représentations de grandes firmes mondiales d'équipement, tel que Siemens, Varian, Medtronic, Maquet, Tuttnauer,Schiller et bien d'autres, Elsmed assure la qualité de ses projets.

ELSMED a réalisé plus de 250 projets médicaux publics et privés à travers le monde et sur le continent notamment en Angola, Guinée Conakry et Équatoriale, Nigeria, Madagascar, Ouganda, Ethiopie, Mali,Côte d'Ivoire.



« Améliorer la qualité de vie et l'accès à la santé pour tous à travers nos projets est notre mission.»

www.elsmed.com | info@elsmed.com | Linkedin : ElsMed Healthcare Solutions - Tél. : +972 3-558-4839 | +44(0) 7522623444 | +972 54-3055585 | HQ : Israel

QUESTIONS À…


AICC

Ayala Wittner *Présidente de l'AICC*

« Le secteur privé a toujours été à l'avant-garde de la présence israélienne en Afrique »

Créée en 1996 pour redynamiser les relations économiques d'Israël avec le continent africain, la Chambre de commerce Israël-Afrique (AICC) compte aujourd'hui plus de 300 entreprises membres, toutes israéliennes. Pour l'instant. « Nous réfléchissons en effet à la possibilité d'accueillir des compagnies africaines, notamment via les accords que nous avons conclus avec certaines chambres consulaires sur le continent », précise Ayala Wittner, sa présidente. L'essentiel pour cette financière de carrière est de voir l'organisation, dont elle a la charge depuis cinq ans, renforcer son influence, plus encore peut-être d'avoir l'oreille des autorités publiques en Israël. Surtout au moment où le gouvernement semble avoir pris conscience du potentiel de l'Afrique, comme le secteur privé israélien l'avait fait longtemps avant lui.

Jeune Afrique : L'AICC vient de fêter ses vingt-cinq années d'existence en 2021. Quels étaient ses objectifs de départ ?

Ayala Wittner : Ils ont toujours été de favoriser et d'améliorer les relations commerciales entre Israël et les pays d'Afrique subsaharienne. Nous fournissons à nos membres toutes les informations nécessaires pour qu'ils puissent développer leur business sur le continent, et, avec le temps, l'AICC est également devenue une interface très active dans les différents champs de la coopération israélienne avec l'Afrique : de la promotion des relations commerciales bilatérales à l'identification des opportunités d'affaires et des partenaires potentiels.

Quels sont les principaux secteurs d'activités demandeurs de l'expertise israélienne en Afrique ?

Nos compagnies membres travaillent dans plus de quarante pays à travers le continent. Sur l'ensemble des différents secteurs, elles apportent une vraie valeur ajoutée : dans l'agriculture, l'eau et l'énergie – avec chaque fois des solutions renouvelables –, la communication, la santé et l'éducation. La demande en Afrique est énorme, et nous disposons de toute la technologie nécessaire pour y répondre.

Comment travaillez-vous avec les autorités publiques israéliennes ?

Nous maintenons une collaboration très serrée avec les ministères concernés, ainsi qu'avec les différentes organisations et institutions publiques comme le Mashav ou l'Israel Export Institute. Nous avons aussi des relations régulières avec les différentes missions diplomatiques africaines établies en Israël.

Que pensez-vous de la stratégie des gouvernements israéliens en Afrique ?

Le secteur privé israélien a de tout temps été à l'avant-garde de la présence israélienne en Afrique, dans la foulée des liens tissés dès les années 1950 entre Israël et le continent, fondés sur la solidarité et l'engagement. Nous croyons tous ici au potentiel de l'Afrique et nous sommes prêts à partager notre expertise et notre expérience avec les pays qui le souhaiteront. L'affinité existante ne dépend pas des gouvernements qui se succèdent à Tel-Aviv, elle s'inscrit dans la durée de nos relations avec le continent. ●

Olivier Caslin

SANTÉ AU CHEVET DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE

Depuis 2011, le secteur israélien de la technologie médicale donne rendez-vous au monde entier, à l'occasion de la biennale MEDinISRAEL, durant laquelle se succèdent, pendant deux jours, conférences et tables rondes sur le sujet. Organisé conjointement par les ministères israéliens de l'Économie et de l'Industrie, de la Santé, et des Affaires étrangères, l'événement a tenu virtuellement sa sixième édition en avril 2021 autour des nouveaux défis à relever par la médecine face à l'actuelle pandémie. Une centaine de compagnies israéliennes étaient présentes pour l'occasion. Elles seront encore une bonne trentaine, le 3 mars, pour l'événement spécialement organisé en direction de l'Afrique francophone et intitulé « MEDinISRAEL, voyage vers le futur – un nouveau monde médical ». L'occasion pour les représentants des services de santé publique africains de découvrir – en français – l'offre israélienne en matière d'équipements médicaux high-tech. ● **O.C.**



Coopération économique israélo-africaine: let's do business together*

Afrique du Sud, Eswatini, Lesotho, Ile-Maurice, Madagascar: info@pretoria.mfa.gov.il

Angola, RDC, Mozambique, Sao Tome & Principe: info@luanda.mfa.gov.il

Cameroun, République de Centre Afrique, Guinée-Equatoriale: info@yaounde.mfa.gov.il

Cote D'Ivoire, Burkina Faso, Benin, Togo: info@abidjan.mfa.gov.il

Egypte: info@cairo.mfa.gov.il

Erythrée: info@asmara.mfa.gov.il

Ethiopie, Tchad, Burundi: info@addisababa.mfa.gov.il

Ghana, Sierra-Leone, Liberia: info@accra.mfa.gov.Il

Kenya, Ouganda, Tanzanie, Malawi, Seychelles: info@nairobi.mfa.gov.il

Maroc: info@rabat.mfa.gov.il

Nigeria: info@abuja.mfa.gov.il

Rwanda: info@kigali.mfa.gov.il

Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Guinée: info@dakar.mfa.gov.il

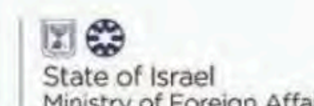
Sud-Soudan: info@juba.mfa.gov.il

Zambie, Zimbabwe, Botswana, Namibie: info@lusaka.mfa.gov.il

*faisons affaire ensemble !







Tendances

Big tech Promesses tenues ?
Gastronomie L'homme qui ne savait pas faire une omelette
Exposition Cécile Fakhoury : l'art et la méthode
Côte d'Ivoire Les influenceurs se responsabilisent
L'infographie Comment le cinéma africain tente de s'imposer



Thiaroye 1944, par le photographe Omar Victor Diop, qui se met en scène en tenue de tirailleur sénégalais.

OMAR VICTOR DIOP

TENDANCES



Nitin Kashyap, de Google, lors d'un événement organisé par la firme américaine à Lagos, au Nigeria, le 24 juillet 2019.

EMILADE ADELAJA/REUTERS

Google for NIGERIA

BIG TECH
PROMESSES TENUES ?

Les milliards de dollars engagés par les grandes plateformes américaines suffisent-ils à développer un écosystème numérique sain qui profite à tous les Africains ? Une question qui se pose avec acuité à mesure que le voile se lève sur l'influence que ces mastodontes exercent au sein du continent.

QUENTIN VELLUET



Le cofondateur de SafeBoda, Ricky Rapa Thompson, à Kampala, en Ouganda, en octobre 2018.

FRANCIS MUKASA / REUTERS

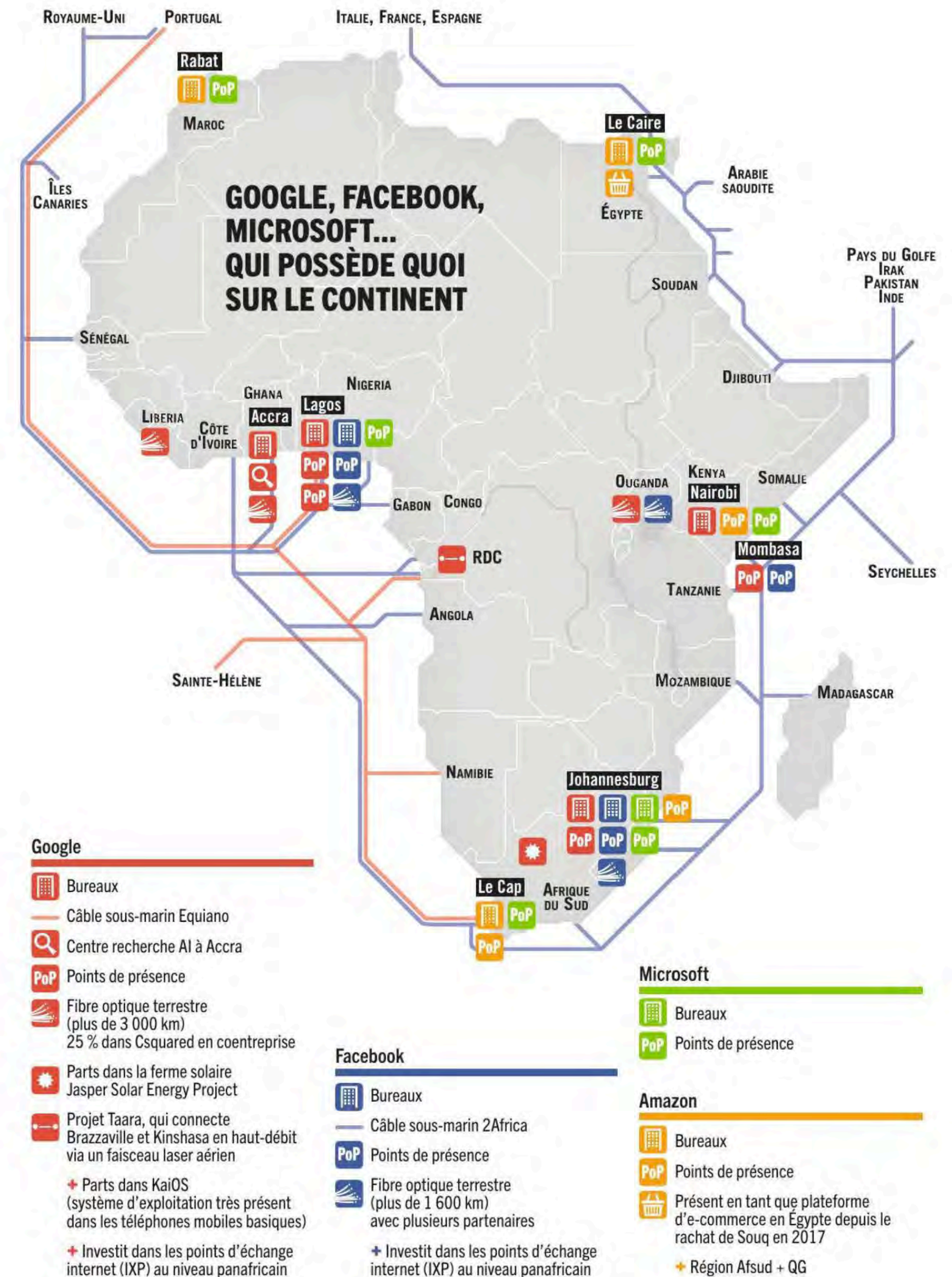
Avec leurs casques et leurs gilets orange, les taxis et livreurs à moto de SafeBoda sont reconnaissables entre mille dans le trafic animé de Kampala. Depuis la mi-décembre, ils travaillent avec une fierté supplémentaire à celle d'avoir été formés pour conduire en toute sécurité des engins en bon état : leur employeur a reçu un investissement de Google en capital-risque, le premier du genre pour le géant de Mountain View en Afrique. Annoncée le 15 décembre, la transaction – dont le montant n'a pas été dévoilé – a été financée par un fonds de 50 millions de dollars créé uniquement pour les jeunes pousses africaines en phase de croissance. SafeBoda n'en est pas à sa première levée de fonds, puisque la start-up, fondée par l'Ougandais Ricky Rapa Thomson, le Belge Maxime Dieudonné et l'Écossais Alastair Sussock, a déjà mobilisé 1,3 million de dollars depuis sa création en 2015. Le trio d'entrepreneurs, qui réunit respectivement un ex-boda-boda – taxi-moto bien connu, notamment en Ouganda et au Kenya –, un ancien consultant de Deloitte et un économiste formé à Oxford, veut profiter de ce nouveau coup de pouce pour accélérer son développement dans son pays d'origine mais aussi au Nigeria, où l'entreprise s'est lancée en mai 2021.

En 2021, ce sont plus de 5 milliards de dollars de capitaux étrangers qui ont été injectés dans des start-up africaines, à l'instar de SafeBoda. Un niveau jamais atteint auparavant. Qu'ils viennent d'Asie, du Moyen-Orient ou des États-Unis, nombreux sont les fonds d'investissement qui ont jeté leur dévolu sur le continent. Et, depuis le début de la pandémie, certains d'entre eux n'hésitent pas à conclure des transactions dites « hélicoptères », c'est-à-dire opérées intégralement à distance depuis leurs quartiers généraux à l'étranger. Cet engouement tombe à point nommé, puisqu'il répond directement à un besoin formulé à partir de 2019 par plusieurs organismes publics et privés, comme l'Union internationale des télécoms (UIT), le lobby des opérateurs de télécoms, GSMA ou encore l'Alliance pour un internet abordable (A4AI) et la Fondation Tony Blair. Selon ces derniers, pour atteindre l'accès universel à internet et développer les usages d'ici à 2030 en Afrique, 97 milliards de dollars devront être investis sur le continent.

Surenchère

Du côté de la Silicon Valley, la surenchère est venue de Google. En octobre, la « big tech » américaine a annoncé, par la voix de Nitin Gajria, son directeur général pour l'Afrique subsaharienne, un plan d'investissement de 1 milliard de dollars sur les cinq prochaines années. Celui-ci couvre notamment la dotation d'Africa Investment Fund [50 millions de dollars], qui a pris des participations dans SafeBoda, la poursuite des travaux de construction du câble sous-marin de fibre optique Equiano, qui reliera le Portugal à l'Afrique du Sud, et d'autres initiatives en faveur de la formation et du soutien aux jeunes entrepreneurs et aux gouvernements. Quant à Facebook, dirigé par Mark Zuckerberg, le groupe est à l'initiative d'un investissement de 800 millions d'euros pour son câble 2Africa, codétenu avec plusieurs opérateurs, et affirme à travers une étude commandée au cabinet Analysis Mason en 2020 que ses investissements dans les infrastructures numériques (fibre optique terrestre et sous-marine, point de présence) contribueront à augmenter le →

FACEBOOK ASSURE QUE L'ENSEMBLE DE SES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES CONTRIBUERONT À AUGMENTER LE PIB DU CONTINENT DE 57 MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI À 2025.



TENDANCES

→ PIB du continent de 57 milliards de dollars d'ici à 2025. « Il existe un énorme déficit de financement pour les infrastructures numériques, la formation des compétences et des talents en Afrique, que de telles initiatives contribuent à combler », se félicite l'ingénieure informatique ghanéenne Bridget Boakye, responsable des politiques publiques au sein de la Fondation Tony Blair. Il est en effet difficile de nier la contribution des grands noms de la tech mondiale au développement sur le continent de l'accès à internet et des usages qui en découlent.

Cadre de protection

Mais ces groupes en font-ils assez en Afrique ? Les moyens qu'ils mettent en œuvre sont-ils à la hauteur des ambitions et des promesses annoncées ? La question est d'autant plus légitime qu'en novembre, soit un mois après son annonce pour l'ensemble du continent, Google a fait part de son intention d'investir le même montant, soit 1 milliard de dollars en cinq ans pour la seule Australie ! Par ailleurs, depuis la fuite de documents internes et les révélations faites par la lanceuse d'alerte et ex-employée de Facebook Frances Haugen, auprès du Parlement de différent pays à propos de l'impact négatif de cette plateforme sur les processus démocratiques et la circulation de l'information, un autre discours sur le rôle des grandes entreprises de la tech en Afrique émerge. Et celui-ci est beaucoup moins reluisant.

Facebook, via Frances Haugen, mais aussi Twitter, à travers un rapport publié par la fondation Mozilla, sont accusés de sous-investissement et de négligence dans les services de modération et de traduction des contenus diffusés sur leur plateforme en langues locales. Le Kenya en a fait les frais en 2021. La fondation Mozilla a en effet révélé, au début de septembre, que Twitter avait été le canal de diffusion d'environ onze campagnes de désinformation ciblant des journalistes, des juges ou des activistes issus de la société civile. Celles-ci ont été coordonnées entre mai et juin 2021, période où le débat national était essentiellement consacré à la révision de la Constitution. À l'aide de groupes WhatsApp, les commanditaires ont fédéré 3 700 comptes Twitter – pour certains vérifiés par le réseau social et dont les propriétaires pouvaient être rémunérés entre 10 et 15 dollars via M-Pesa, pour une participation à trois campagnes par jour. Selon Odanga Madung et Brian Obilo, les rédacteurs de l'étude, certains d'entre eux ont ainsi pu toucher environ 250 dollars par mois. Au total 23 000 tweets ont été rédigés en deux mois avec un objectif principal : celui d'imposer le sujet dans le classement des tendances médiatiques du réseau social créé par Jack Dorsey. Selon le même mode opératoire, des campagnes d'influence et d'appel à la violence sur Twitter et Facebook ayant eu potentiellement de véritables conséquences humaines – bien que les liens de cause à effet n'aient pas encore été démontrés – ont été repérées en Éthiopie, où les deux réseaux ne disposent pas de modérateurs maîtrisant les langues locales comme l'amharique, le tigrigna, l'oromo ou le somali.

Mettant en avant leur statut de simples intermédiaires, ces réseaux sociaux ont l'habitude de se dédouaner de toute responsabilité quand il s'agit des contenus diffusés sur leurs plateformes. Pour atténuer les critiques, des gages ont tout de même été donnés, avec la suppression de l'outil « Tendances » de Twitter en Éthiopie et la suppression d'un message publié sur Facebook par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, au début de novembre, jugé violent. Selon Bridget Boakye, il est temps d'apporter des réponses réglementaires afin de freiner l'influence de ces entreprises sur les contextes politiques locaux et de permettre à ces dernières de mieux maîtriser ce qui se dit sur leurs réseaux. « Nous avons dressé une liste de propositions sur la régulation des big tech et de la modération en proposant notamment de soumettre ces entreprises à des audits annuels de leurs opérations, indépendants, et à leur frais. Un nouveau statut international, qui permettrait aux plateformes de siéger à l'ONU en tant qu'observatrices non-membres de l'ONU tout en étant régulées par un organisme multilatéral est également souhaitable », explique cette diplômée de l'université de New York.

L'AFRIQUE DU SUD EST EN TRAIN DE DÉVELOPPER UNE LÉGISLATION INTÉRESSANTE QUI CONÇOIT LA DONNÉE COMME UNE INFRASTRUCTURE SENSIBLE.

Sur le plan économique, des initiatives existent également pour éviter une exploitation abusive des données des citoyens africains à des fins commerciales. « L'Afrique du Sud est en train de développer une législation intéressante qui conçoit la donnée comme une infrastructure sensible au même titre que les réseaux électriques ou de télécommunications », indique le chercheur botswanais Oarabile Mudongo, chargé de recherche sur la politique et la gouvernance de l'intelligence artificielle au Research ICT Africa, un think tank implanté à Cape Town. Outre l'obligation d'héberger les données sur le territoire national, le projet sud-africain prévoit, par exemple, de garantir le développement de projets de recherche basés sur les datas produites localement afin que, « quelles que soient les données exploitées, elles bénéficient d'abord à la nation sud-africaine », renchérit Oarabile Mudongo. Le texte propose aussi que les investissements dans les centres de données soient centralisés dans les grandes zones métropolitaines du pays, via des incitations fiscales et la création de zones économiques spéciales.



Des chauffeurs de taxi-moto, ces deux-roues connus sous le nom de boda-boda, attendent des clients dans une rue de Kampala, en Ouganda, le 5 octobre 2018.

FRANCIS MUKASA/REUTERS

QUELLES QUE SOIENT LES DONNÉES EXPLOITÉES, ELLES DOIVENT D'ABORD BÉNÉFICIER À LA NATION SUD-AFRICAINE.

Si Johannesburg commence à définir un cadre de protection, c'est parce que l'impact économique des big tech peut aller au-delà de la complexe question de l'optimisation fiscale. Le 4 octobre dernier, la panne des services de Meta, nouvelle maison mère de Facebook et de WhatsApp, a par exemple impacté directement de nombreux commerçants informels du continent pour qui la messagerie est un canal de communication essentiel à leur activité. Ce genre de panne met en lumière la position de quasi-monopole que détient ce service sur la zone et les effets de dépendance qu'elle peut créer. Dans les métropoles numériques comme Lagos ou Nairobi, un phénomène similaire à celui que connaît San Francisco depuis des années est en cours de création. Une enquête récente du *Financial Times* a ainsi montré qu'avec l'intensification de l'intérêt de sociétés comme Microsoft pour le recrutement et la formation de développeurs locaux les salaires ont augmenté sans que les pépites locales puissent suivre la cadence. Résultat, un phénomène de siphonnage des talents est en cours, couplé à une hausse des prix des logements. Mais pour certains, comme Adio-Adet Dinika, spécialiste de l'impact de la digitalisation dans les marchés subsahariens du travail, cette tendance n'est pas une fatalité et doit être relativisée : « La tech est un monde à multiples facettes puisqu'il y a un bon côté à cette dynamique : elle crée une nouvelle classe moyenne et éduquée, en mesure de créer à son tour des entreprises », conclut le chercheur zimbabwéen à l'École internationale supérieure de sciences sociales de Brême, en Allemagne. ●



Tribune

Axelle Jah Njiké

Auteure afropéenne, podcasteuse, chroniqueuse et militante féministe

Le féminisme subsaharien, une si vieille réalité

« Vous ne pouvez pas proclamer qu'une idée ou un fait a été importé dans une société donnée, à moins donc de conclure aussi qu'à votre connaissance il n'y a pas, et il n'y a jamais eu, de mot ou d'expression qui, dans la langue indigène de cette société, décrit cette idée ou ce fait. »

Ces mots de l'autrice et dramaturge féministe ghanéenne Ama Ata Aidoo illustrent parfaitement le procès inlassablement fait au féminisme, dès lors qu'il se rapporte aux filles et aux femmes subsahariennes ou afropéennes. Le féminisme serait ainsi une importation de l'Occident, une injonction de femmes blanches assénée aux femmes d'ascendance africaine, et allant à l'encontre des « vraies » valeurs – évidemment traditionnelles – de ces dernières.

Comme si leur appartenance subsaharienne les dispensait de désirs d'émancipation. Qu'il y avait confusion. Et qu'il s'agissait d'une démarche inconnue pour elles. D'ailleurs, de qui pourraient-elles bien prétendre s'affranchir, leur situation est si enviable ! Personnellement, j'aime à croire que de tout temps, dans toutes les régions – et pas seulement sur le continent –, des femmes africaines ont aspiré à régner sur elles-mêmes, à être libres et à utiliser cette liberté pour en libérer d'autres. Dans une perspective internationaliste panafricaine, c'est d'ailleurs ce que me semblent traduire les rencontres continentales qui suivront les indépendances, et qui verront le rassemblement des divers mouvements de femmes africaines de tout le continent.

Continuer à présenter le féminisme incarné par les femmes africaines comme l'émanation du féminisme des femmes blanches, quand on sait que, historiquement, l'oppression des femmes n'a connu aucune frontière ethnique ou raciale, c'est leur dénier toute singularité.

De tout temps, dans toutes les régions, des femmes africaines ont aspiré à régner sur elles-mêmes.

C'est réfuter l'idée qu'elles aient pu être responsables, aspirer à prendre leur destinée en main, penser par elles-mêmes leurs oppressions, leurs problèmes, et envisager d'elles-mêmes les solutions possibles.

Dès lors qu'il s'agit de liberté, d'échappées, de refus de l'autorité patriarcale – quelques-unes des caractéristiques du féminisme –, j'ai franchement peine à croire que les Subsahariennes n'aient pas eu elles aussi leur lot de griefs. Que les féminismes africains et les féminismes du Sud global aient commencé avec le colonialisme. Que les femmes de ces espaces ont attendu les Occidentales pour fédérer, lutter, soutenir, se solidariser entre elles, pour leur propre compte. Et ça tient de l'insulte d'imaginer qu'il ait pu en être autrement. Du mépris et de l'affront de considérer les récits de l'émancipation des Subsahariennes comme consécutifs à ceux d'autres femmes.

Réappropriation de la narration

Au cœur de la question du féminisme, il y a celle de l'autodétermination, celle de la réappropriation de sa narration : disposer de soi-même pour concevoir ou non des enfants, vivre librement sa sexualité, affirmer son humanité. Par sa prétention à l'individualisme, le féminisme fait de la femme un individu, un sujet, une citoyenne désireuse de faire ses propres choix. Et c'est peut-être parce qu'il est synonyme d'autodétermination qu'il est perçu comme un « truc de femme blanche ». Que ses détracteurs mentent et prétendent qu'il n'aurait pas d'histoire sur le continent, pas lieu d'être revendiqué.

Le féminisme africain n'a attendu personne. Et il est même possible qu'il ait été en vigueur parmi les femmes africaines, avant même qu'il existe un terme pour le définir car de tout temps, partout, il a existé des êtres luttant contre le sexisme et le patriarcat qui leur était imposé. Des êtres ne tolérant pas les inégalités existantes, en particulier dans la sphère intime et familiale. S'étant rebiffés à l'idée que leur participation à la vie de la collectivité devait passer par un homme interposé et leur identité être circonscrite à « filles, épouses, et mères de citoyens ».

L'affaire de tous

Vilipendé quasiment partout par ses adversaires parce qu'il va à l'encontre de l'ordre patriarcal établi, et particulièrement au sein de nos cultures où le groupe prévaut sur l'individu – surtout quand cet individu est une femme, le féminisme apparaît comme l'ennemi de la communauté, pour cette raison.

Hier comme aujourd'hui, toute l'argutie autour de sa pertinence pour les femmes africaines illustre en vérité l'adage suivant lequel lorsque le ou la sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Car s'évertuer à prétendre que le problème résiderait dans l'occidentalité du terme, et non dans la situation des femmes et les inégalités qu'elles vivent, c'est regarder par le petit bout de la lorgnette. C'est faire diversion. Perdre de vue l'ensemble. Et refuser de comprendre que peu importe le nom qu'on lui donne, aucun être sur cette planète ne sera véritablement libre tant qu'une seule femme, une seule fille sera asservie. Que l'oppression des femmes, quelle que soit la culture dans laquelle elles sont mises, ampute aussi les hommes de leur humanité.

Le féminisme est l'affaire de toutes et de tous. Il exprime un désir de vie pour autre chose. Celle d'un monde où chacun et chacune d'entre nous peut être qui il ou elle est, un monde de paix et de possibilités. Réactualiser le discours sur l'émancipation à partir de soi et en ses propres termes appartient à toutes les femmes. Y compris aux Subsahariennes et leurs descendantes. ●

Aucun être de ce monde ne sera véritablement libre tant qu'une seule femme sera asservie.



TONY KARUMBA/AFP

Manifestation en faveur de la reconnaissance des droits de la communauté LGBTQ, à Nairobi, le 17 janvier 2020.

TENDANCES

GASTRONOMIE

L'homme qui ne savait pas faire une omelette

Meilleur jeune talent du guide *Gault&Millau* 2017 et candidat récent de l'émission *Top Chef* du monde arabe, Faïçal Zahraoui, arrivé là un peu par hasard, est une étoile montante de la cuisine marocaine.

JANE ROUSSEL



«À18 ans, je ne savais même pas faire une omelette», lance Faïçal Zahraoui, installé devant une assiette composée de six gyozas à l'enveloppe noir de jais. C'est le carbone alimentaire qui leur donne cet aspect, tandis qu'à l'intérieur se nichent du foie gras grillé avec une farce qui mêle poireaux, céleri-rave, morceaux de pomme granny-smith et confiture de pommes et de coings. Le chef l'arrose d'un bouillon. On déguste. On a beau savoir faire une omelette depuis plus longtemps que lui, on n'est pas près de préparer une telle recette!

Faïçal Zahraoui est une sorte d'ovni de la cuisine, un outsider. Sélectionné pour le Bocuse d'or Africa en 2012, meilleur jeune talent du *Gault&Millau* 2017, invité par *Top Chef* du monde arabe à trois reprises avant qu'il puisse y participer… À désormais 39 ans, l'homme sait concocter bien plus qu'une omelette, et il est considéré comme l'un des petits génies de la cuisine marocaine.

« J'ai passé mon bac au Maroc. À 18 ans, comme je ne savais pas ce que je voulais faire, je suis parti en France pour un diplôme de reconnaissance des métiers appelé certificat de qualification professionnelle (CQP). En un an, j'ai fait quatre stages : mécanique, plomberie, menuiserie, puis restauration, stage que j'ai beaucoup aimé ! » De retour au pays, il s'inscrit à l'école hôtelière de Mohammedia, avec le projet d'être restaurateur, côté service, « parce qu'[il] adore discuter avec les gens ». « Quand j'étais jeune, dit-il, je travaillais dans des commerces pour me faire de l'argent de poche pendant les vacances. J'étais bon vendeur, je négociais bien au marché aux puces ! »

Major de sa promotion

Lors de la première année généraliste, il s'initie à la cuisine. La découverte est amère. Il rate une pâte à choux, se fait « pourrir la vie » par le professeur. Il écarte un temps l'idée de devenir restaurateur, mais termine malgré tout l'année major de sa promotion. Venant en France pour un stage avant la spécialisation, il est employé au restaurant Perard, au Touquet-Paris-Plage. « J'étais très compétent au bar et en tant que serveur. Un jour, mon directeur me dit : "Ça va être calme cette semaine, fais ton stage obligatoire en cuisine, comme ça on n'en parle plus et tu reviens la semaine prochaine en salle." Je suis rentré en cuisine et je n'en suis plus jamais ressorti. » Lui qui confie être extrêmement maladroit, qui se cogne à chaque coin de table, glisse, fait valdinguer ce qu'il a en main, est saisi par la précision, le détail de la cuisine. « J'ai aimé l'adrénaline, la rigueur, la discipline : tout ce que je n'étais pas ! J'étais un jeune déconneur. Je faisais des bêtises… La cuisine m'a canalisé. À la fin de cette semaine, j'ai dit : je reste là. »

Après avoir bataillé avec l'école pour changer de spécialité et menacé de tout arrêter, il termine sa deuxième année avec le titre de champion du Maroc au concours des écoles hôtelières avec un plat très technique à réaliser, un faux-filet à ficeler avec des carottes et des pommes tournées.

Mais, à bien y réfléchir, son histoire avec la cuisine n'a pas tout à fait commencé là, rectifie-t-il. C'est de sa mère que lui vient ce goût. « Je me souviens, petit, j'adorais aller avec elle sur le marché de l'ancienne ville de Rabat. Elle y passait deux ou trois heures, mes frères et mes sœurs détestaient ça. Je la regardais choisir les sardines, les tomates, la menthe. Aujourd'hui je fais les mêmes gestes, je sens la pomme de terre →

Avec son associée, Khouloud Belkahia.

REPORTAGE PHOTOS NAOUFAL SBAOUI POUR JA


À l'Azalaï Urban Souk, il propose des recettes inspirées de spécialités locales et d'autres venues d'ailleurs.

→ exactement comme le faisait ma mère. Par contre, je détestais cuisiner. Je restais avec elle en cuisine et je goûtais à tout ! Elle finissait par me virer », sourit-il.

Bien plus tard, c'est elle qui lui fera préparer sa première recette. La fameuse pâte à choux qu'il a ratée à l'école. Elle la lui fait refaire à la maison, avec un four sans ventilation, seulement chauffé par le bas. Ce n'était pas approprié, mais c'est un succès. Son premier.

Bouchées doubles

Ses parents recevaient beaucoup. Sa mère avait exclu d'employer une cuisinière, préférant cuisiner seule et s'y consacrer entièrement. Elle a toujours préparé une cuisine du monde, fait découvrir à ses enfants des lasagnes ou des rôtis, en plus des spécialités marocaines, comme le fait Faiçal aujourd'hui.

Ses parents ont eu beaucoup de mal à croire que leur jeune fils puisse être chef, alors même que celui-ci travaillait déjà dans de grands restaurants en France, . « "Chef", je n'aime pas ce mot, intervient-il. Je ne suis pas chef, c'est un titre. Moi, je suis cuisinier. »

Un jour, il reçoit une gifle : « Toi, tu as du potentiel, mais tu vas le gâcher avec tes conneries ! » lui balance un chef. Il était arrivé avec quatre heures de retard pour un événement qu'on lui avait confié. « Je ne prenais pas les choses au sérieux. Je suis allé vite, on me disait que j'avais du talent, j'avais la grosse tête. » Depuis, il travaille « à 400 à l'heure » et cumule les projets. Il a ouvert l'Azalaï Urban Souk à Marrakech, un restaurant de 50 couverts, dans le quartier de Gueliz, qui offre une cuisine marocaine et une cuisine du monde – notamment un couscous fumé –, à des prix aux alentours de 150 dirhams (environ 14 euros). Il fait aussi du conseil et organise de nombreux dîners privés.

Amateur d'associations improbables, Faiçal concocte des plats à l'instinct, à l'émotion : il sent, goûte et mélange.

Le menu de ces derniers ? Surprise ! Faiçal cuisine à l'instinct, à l'émotion : il goûte et mélange. Il aime son foie gras poêlé avec de la sauce tomate marocaine, « même si c'est improbable ». Il arrose sa bavette de beurre blanc, « même si c'est pour le poisson ». Il cuisine des plats marocains en accordant une large part à la tradition, tout en y apportant sa touche inventive et un dressage des assiettes précis. Parce que, selon lui, la cuisine marocaine ne se limite pas aux spécialités que l'on connaît, elle est bien plus vaste.

« On a des techniques fascinantes, parfois oubliées : la cuisine enterrée ou la cuisine aux cendres en font partie. Mais j'aime aussi recourir au charbon, fermenter mes aliments. Je fais, entre autres, mon propre kombucha. Je fermente aussi mes graines pour mes mayonnaises. Je fabrique mon levain. »

Sa cuisine voyage : depuis l'Asie, en passant par le Sénégal, l'Italie mais aussi par la France. D'où le foie gras dans le gyoza ? Il sourit. « Le foie gras, on le fait ici ! Je l'ai préparé façon chouaya, une sorte de barbecue typique d'ici, qui n'a rien à voir avec la version américaine que vous connaissez. Pour moi, aujourd'hui vous avez goûté une recette marocaine. » ●


Dans ce métier, il apprécie l'adrénaline et la rigueur.


Risotto de lentilles au lait de coco et légumes grillés.



Tribune

André Yoka Lye

Président de la Commission mixte RD Congo-République du Congo pour la promotion de la rumba

Planète rumba

En juin 2019, peu avant sa mort, Fumu Fylla, alors président du Comité rumba du Congo, déclarait : « Le rythme de la rumba congolaise est la cadence même du fleuve Congo, avec ses secousses vertigineuses, avec ses élans impétueux et fusionnels. » C'était lors d'une réunion des comités scientifiques des deux Congos chargés d'élaborer le plaidoyer pour l'inscription de leur rumba sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Devant opérer le choix d'un élément d'exception, les experts ont opté pour la rumba congolaise « parce qu'elle est l'expression par excellence de notre passion de vivre, de notre résilience, justifiait le document de plaidoyer. Compagne de route et de lutte de l'histoire politique des Congos, elle a fini par devenir, non plus seulement un moment festif et un défouloir, mais un vecteur de mobilisation des consciences populaires ». À ce titre, les chansons *Indépendance cha-cha*, de la star kinoise Joseph Kabasele (Grand Kallé), et *Pont sur le Congo*, du poète brazzavillois engagé Franklin Boukaka, sont des références significatives.

Pour le dossier de candidature, l'Unesco a posé cinq questions essentielles concernant la viabilité de la danse : la reconnaissance des communautés locales, l'intérêt des scientifiques pour la rumba, de même que le degré d'implication des États candidats dans sa sauvegarde et sa promotion, spécialement avec des inventaires fiables comme « pièces à conviction ».

Par les réponses positives des experts, notamment leur démonstration que la rumba congolaise est historiquement de tradition populaire, la communauté scientifique est arrivée à cerner l'essence et le sens de la chanson. Mais également des « ambiances » – comme disent les Congolais –, à savoir : la danse, la sape, les associations de plaisance et d'entraide, la vocation des bars comme temples de plaisir, avec leurs rythmes, leurs idoles et leurs fans, leurs vestales et leurs rituels. Démarche inédite, l'Institut national des arts de Kinshasa sort progressivement la rumba congolaise de l'oralité, en mettant sur partitions, dans des répertoires périodiques, ses œuvres emblématiques.

Elle est l'expression de notre passion de vivre, de notre résilience.

Malgré des accointances génétiques partagées dans les Amériques, notamment dans le giron afro-cubain, des variables substantielles sont apparues. La rumba congolaise se distingue aussi par la prédominance du lingala, langue « préfabriquée » à partir des parlers vernaculaires de la partie septentrionale du bassin du Congo. Elle s'est enrichie au gré des échanges sur le parcours du fleuve, ainsi que des codes de l'armée coloniale et, surtout, comme support littéraire de la chanson populaire urbaine, dans ses variations à la fois romantiques et satiriques. La rumba congolaise continue de s'approprier les innovations contemporaines de la *world music* dans une inépuisable créativité.

Cœur battant

La pluralité des influences qui l'ont engendrée, autant que le succès mondial de ses différentes déclinaisons font reconnaître la rumba comme porteuse d'une identité sociale transversale qui la hisse à une notoriété planétaire. Pour nous Congolais, notamment les professionnels et les entrepreneurs culturels, l'inscription de la rumba congolaise sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité n'est que le point de départ de la vraie aventure de sa promotion, de sa sauvegarde et de sa viabilité. Pour qu'au centre d'un continent inventif la rumba soit la métaphore d'un grand Congo (celui de Lumumba, de Kabasele, de Boukaka, de Tchicaya U Tam'si), cœur battant d'une Afrique vivante. ●

TENDANCES

EXPOSITION

Cécile Fakhoury l'art et la méthode

Abidjan, Dakar et Paris, la galeriste française installée en Côte d'Ivoire dispose désormais de trois espaces pour promouvoir les plasticiens africains, dans un souci constant de professionnalisation et d'internationalisation.

NICOLAS MICHEL

Enceinte de son troisième enfant, Cécile Fakhoury vient d'ouvrir, au 29 de l'avenue Matignon (Paris), son troisième espace d'exposition. Comme à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Dakar (Sénégal), elle y présentera les artistes africains qu'elle apprécie, promeut et soutient avec détermination. Dix ans seulement après l'ouverture de la galerie qui porte son nom, la jeune femme représente, d'une certaine manière, l'évolution d'un secteur qui se professionnalise chaque jour un peu plus : désormais, la plupart des plasticiens issus du continent savent que le marché de l'art ne se conquiert qu'avec l'aide d'un(e) galeriste puissant(e).

Comme souvent, l'histoire commence avant l'histoire quand, toute petite, Cécile Péron découvre le monde de la création par l'intermédiaire de ses parents. « Ils sont originaires de Concarneau, en Bretagne. Mon père a commencé par travailler comme antiquaire avant de devenir galeriste, raconte-t-elle. C'est un autodidacte, il n'a pas suivi d'études d'histoire de l'art. Il a d'abord eu une galerie à Pont-Aven, avant d'ouvrir la galerie Hervé Péron, à Paris, passage Verdeau, près de Drouot. Il est devenu spécialiste des artistes bretons et des peintres de l'entre-deux-guerres. Enfant, j'ai été trimbalée entre les musées et les maisons de vente, dans des ateliers d'artistes. »

Une vocation tardive

Née en 1983 à Paris, Cécile Péron ne s'imagine pas forcément suivre les traces de son père : « Si j'ai toujours vécu dans ce milieu, je n'ai pas tout de suite voulu faire ce métier », assure-t-elle. Après un bac économique et social, elle entre à l'École de management Léonard de Vinci, à la Défense, où elle s'ennuie férocement. « J'ai choisi l'EMLV car quelqu'un m'avait dit que cette école permettait de →



Les Fantômes verts, de François-Xavier Gbré, 2021.

GRÉGORY COPITET

→ faire des stages de longue durée », se souvient-elle. Ces stages, elle ne va pas les choisir au hasard : très sensible à la création, elle s'oriente vers le marché de l'art en travaillant chez Chantal Crousel, Daniel Templon et David Zwirner, autant de galeristes spécialisés dans l'art contemporain. « Je me souviens d'avoir ressenti une grande émotion lors d'une exposition d'Aurélie Nemours au Centre Pompidou. C'était incroyable tout ce qu'elle pouvait faire passer avec de simples à-plats de couleur ! Je crois que ce qui m'a vraiment transformée, c'est quand j'ai découvert, seule, l'art contemporain, un art qui parle de notre société et de choses beaucoup plus concrètes que l'art moderne. »

Fibre commerciale

Pour autant, Cécile Péron ne renie pas l'enseignement paternel. « Mon père m'a appris à regarder, m'a donné une certaine sensibilité à la couleur, m'a enseigné comment comprendre la signification d'un trait, dit-elle. Mais j'ai aussi reçu de lui la fibre commerciale. Vendre de l'art, c'est un moyen de défendre des voix qui me passionnent et m'intéressent. C'est un outil, pas un aboutissement. »

Après ses études et un stage au sein de la maison de ventes aux enchères Sotheby's, la jeune femme officie un temps chez son père et obtient un mastère de l'IESA en lien avec le commerce de l'art contemporain. « J'ai adoré cette année-là, en particulier l'enseignement de Daniel Lesbaches, que je revois toujours avec énormément de plaisir, mais, à ce moment-là, bosser en galerie n'était toujours pas une évidence. »

C'est finalement de l'Afrique, et plus précisément de la Côte d'Ivoire, que viendra le coup de pouce. Mariée à Clyde Fakhoury, le fils de l'architecte Pierre Fakhoury, Cécile Fakhoury découvre le pays au milieu des années 2000. « Mon mari n'y est pas né et il n'y a pas vécu, mais son père, qui est né à Dabou, y vit, raconte-t-elle. Nous y sommes allés plusieurs fois avant que Clyde, qui travaille dans la construction, ne reprenne la boîte familiale PFO et que nous décidions de nous y installer. »

Une fois sur place, subjuguée, elle ne reste pas inactive : « Ce pays me passionne, je découvre une nouvelle culture, je rencontre des artistes... et je cherche un poste dans le domaine de la culture, je frappe à toutes les portes. » Assez rapidement, l'idée de monter une galerie se met en place. « J'ai ressenti un engouement de la part des artistes, une ferveur incroyable, même si de nombreuses personnes me déconseillaient de me lancer... J'ai avancé contre vents et marées. » C'est ainsi que la galerie ouvre à Cocody, en 2012, dans un espace de 400 m². « Quand j'ai voulu m'installer, j'ai cherché à louer un lieu avec mes modestes moyens, et il était compliqué d'en trouver un qui ne nécessitait pas une importante réhabilitation. Mon beau-père, qui m'a vue m'acharner, m'a proposé de construire. L'idée m'a fait peur car mon projet était encore expérimental. Il m'a dit : "Je te le loue, et si ça ne marche pas je pourrai l'utiliser comme espace de stockage !" Cette aide m'a permis de démarrer avec un sublime espace d'exposition. »


Cécile Fakhoury dans sa galerie, à Paris.

« J'ai ressenti un engouement des artistes, une ferveur incroyable, mais certains me déconseillaient de me lancer... »

Dans ce lieu, Cécile Fakhoury importe les méthodes du marché de l'art occidental qu'elle maîtrise et les applique aux artistes ivoiriens. Les premiers d'entre eux représentent deux générations à l'opposé l'une de l'autre : le doyen Frédéric Bruly Bouabré et le jeune prodige Aboudia. « La rencontre avec Frédéric Bruly Bouabré m'a beaucoup marquée, souligne Fakhoury. Il m'a longuement parlé, j'ai passé des matinées entières avec lui, dans sa famille, à Yopougon. J'ai appris son alphabet. À l'époque, tous les artistes voulaient le rencontrer. Très vite, j'ai eu l'idée d'une exposition commune avec Aboudia, dont les œuvres avaient acquis une certaine renommée durant les affrontements. Ils ont travaillé à quatre mains sur des sujets humanistes pour l'exposition inaugurale de la galerie. »

Après des expositions de groupes, des solo shows, Cécile Fakhoury accueille des artistes comme Paul Sika, Cheikh Ndiaye, François-Xavier Gbré, Jems Koko Bi, Ouattara Watts... « Quand je suis arrivée, ils étaient pour la plupart très jeunes, et je les ai découverts au fur et à mesure. Ce sont des rencontres, et je me lance avec ceux pour lesquels j'ai envie de bosser. Ce que je recherche, c'est une voix assez forte qui va me parler, me toucher et raconter quelque chose. Le discours est important dans l'art contemporain. Un artiste qui n'a rien à dire, je ne sais pas à quoi ça sert. »

Peintre et performeuse d'origine algérienne, aujourd'hui représentée par Cécile Fakhoury, Dalila Dalléas Bouzar confirme cet engagement et ce besoin de dialogue : « J'ai travaillé avec pas mal de galeristes, et c'est avec elle que je peux vraiment discuter d'art et d'autres choses – et il est très important de pouvoir s'exprimer, affirme-t-elle. Ensuite, elle est très professionnelle et très admirative de ses artistes. Elle nous chouchoute et ça fait du bien parce que nous ne sommes pas toujours respectés dans notre travail. Ce qui compte aussi, c'est son soutien sur le long terme. Elle croit en notre travail. Chaque expo personnelle est une collaboration dans laquelle elle s'implique pour la production et la conception. Elle est ambitieuse et c'est bien pour nous. »

Cette ambition, c'est d'abord de faire accepter le système de la galerie sur le continent, où certains collectionneurs n'hésitent pas à faire le tour des ateliers d'artistes pour essayer d'acheter leurs œuvres en contournant les intermédiaires. « Moi, je ne peux pas faire le travail de promotion de leurs œuvres s'ils vendent en atelier, explique la galeriste. Cela a été un véritable défi de convaincre les créateurs de l'intérêt d'un système qu'ils ne connaissaient pas. Mais ces discussions, on les a eues, et les jeunes des nouvelles générations ont sur le sujet plus d'informations. » Enfin, l'ambition de Cécile Fakhoury est aussi de renforcer chaque jour le marché de l'art africain en appliquant l'adage selon lequel « le marché international ne sera fort que si le marché local est fort ». Entendez : les artistes africains ne seront reconnus à leur juste valeur à l'étranger que s'ils le sont, véritablement, chez eux.

Le local et l'international

« Vers 2016-2017, je me suis rendu compte que plus de 97 % de ce que je vendais quittait le continent, raconte-t-elle. J'étais en train de reproduire une vieille histoire alors même que j'essayais de développer le marché local ! » De cette constatation est venue l'idée d'ouvrir une filiale à Dakar, où certains collectionneurs commençaient à prendre conscience de la valeur de leurs collections. À l'angle de la rue Carnot et de la rue Béranger-Féraud, sur le Plateau, la galerie a ainsi ouvert un nouvel espace de 200 m² dans le but « d'équilibrer le chiffre d'affaires entre le local et l'international ». La suite logique aurait été d'ouvrir un espace en Afrique anglophone – et pour ce faire le Ghana fut envisagé. Covid oblige, c'est finalement Paris – la France disposant d'un marché de l'art très structuré et de fortes institutions commerciales et muséales – qui a raflé la mise. Pour le moment.

« Ce qui m'intéresse, c'est quand l'œuvre reste sur le continent, insiste la galeriste. Nous avons toujours une majorité de collectionneurs occidentaux, mais les Africains ont désormais un vrai poids dans notre chiffre d'affaires. » Des collectionneurs qui sont prêts à débourser entre 2 000 et 180 000 euros pour l'œuvre d'un artiste contemporain du continent. Des collectionneurs que Cécile Fakhoury rencontre aussi dans les foires d'art qu'elle a choisi de favoriser : Art X Lagos, Cape Town Art Fair et 1-54 Marrakech. « On avait besoin de ce focus africain, car personne ne nous connaissait, dit-elle à propos d'1-54. Cette foire a donné des clés de lecture, elle nous a permis d'être identifiés et visibles, elle nous a connectés au reste du monde. De manière naturelle, on se détachera bientôt de cette idée de spécialité "africaine" pour exister au même titre que les autres. »

« Nous avons toujours une majorité de clients occidentaux, mais les Africains ont désormais un vrai poids dans notre chiffre d'affaires. »

Aujourd'hui, la galerie Cécile Fakhoury, ce sont 12 salariés, une maison mère en Côte d'Ivoire et deux filiales à l'étranger (Dakar, Paris), ainsi qu'une vingtaine d'artistes représentés. « Des artistes qui témoignent d'un temps actuel, qui réinventent le monde et vont puiser loin dans leurs racines, dans leur histoire. » Et aussi des artistes qui se vendent mieux, chez eux comme à l'étranger. ●



Tribune
Jean-Wilfried Kemajou
Consultant en communication

L'image des pays africains est façonnée à l'étranger

C'est désormais un rituel. L'institut de sondage Ipsos a publié son prestigieux Nation Brands Index, un indicateur de performance annuel qui mesure le rayonnement des pays à travers le monde. Il entend mettre en exergue les efforts réalisés par les États en matière de commerce, de tourisme et de relations diplomatiques.

Cette année, une fois de plus, le constat est sans appel : aucun pays africain n'apparaît dans le classement des trente principales marques pays. Dans un monde globalisé, caractérisé par l'intensification de la concurrence et une certaine forme d'uniformisation culturelle des sociétés, les pays africains ont encore du mal à faire entendre leurs voix.

Si l'Afrique est victime d'un défaut d'attractivité, ce n'est pas faute d'atouts à valoriser, mais plutôt à cause de la faible mise en avant de ses forces. Entendons-nous bien, l'enjeu majeur aujourd'hui pour toute nation est la maîtrise de son récit à l'heure de la guerre globale de la culture et des médias. Dans ces conflits idéologiques, le continent est le terrain de jeu de puissances étrangères qui ne manquent pas de diffuser leurs visions du monde au travers de contenus télévisuels et cinématographiques. L'influence des classiques hollywoodiens dans notre imaginaire collectif n'est plus à démontrer. Il en est de même pour les télénovelas brésiliennes, qu'on ne présente plus dans les rues d'Abidjan ou de Douala.

C'est un secret de polichinelle : l'image des pays africains est façonnée à l'étranger. Une problématique confirmée par le dernier rapport de l'ONG Africa No Filter, qui rappelle qu'un tiers des informations publiées par les médias africains proviennent d'agences de presse étrangères.

Dans ce contexte, peut-on espérer un meilleur traitement médiatique de l'Afrique à l'international ? Il est de la responsabilité de chaque État de définir un récit propre à son identité et à ses valeurs afin de déconstruire les multiples stéréotypes et images reçues dévalorisantes.

Si l'Afrique souffre d'un manque d'attractivité, ce n'est pas faute d'atouts à valoriser.

Face à cette pensée dominante se développent, à contre-courant, de nouveaux récits inspirants au sein de pays émergents. La Corée du Sud en est le chef de file à travers le phénomène Hallyu, qui désigne l'exportation de *dramas* télévisés et de produits culturels sud-coréens.

Le dernier exemple en date est la célèbre série *Squid Game*, qui a généré plus de 900 millions de dollars de revenus. Un succès planétaire qui participe à la construction d'une nouvelle narration du pays depuis plusieurs décennies. Cette promotion de l'identité sud-coréenne par le biais de la culture s'est traduite par un essor des investissements. En ce qui concerne le secteur touristique, la Hallyu a attiré près de 1,1 million de visiteurs étrangers en 2019, selon l'Office du tourisme coréen.

Nollywood

En Afrique, l'industrie cinématographique nigériane, surnommée Nollywood, fait figure de précurseur. En exposant l'héritage culturel du Nigeria par l'intermédiaire de sa langue et de ses traditions, le cinéma a considérablement bouleversé le regard que porte le monde sur ce géant d'Afrique de l'Ouest.

Cette narration d'un nouveau genre est renforcée par une industrie musicale forte, avec des ambassadeurs tels que Burna Boy et Wizkid, qui incarnent un nouveau paradigme en véhiculant une vision optimiste du continent. Ainsi, en 2018, la production cinématographique et musicale a engrangé 4,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit 2 % du PIB du Nigeria. De plus, il est important de rappeler que Nollywood est devenu le deuxième employeur du pays après l'agriculture.



SIMON WOLHFAHRT/AFP

Lors de l'inauguration de l'académie de football du Paris-Saint-Germain (PSG) à Huye, au Rwanda, le 27 novembre 2021.

Les succès du Nigeria comme ceux de la Corée du Sud ne tombent pas du ciel. La création d'une marque pays se doit de respecter trois règles essentielles. D'abord, la mise en place d'un audit réputationnel. Il s'agit d'une étude approfondie des forces et faiblesses d'un pays lui permettant d'identifier ses aspects à valoriser. À l'aide d'une approche quantitative (sondages, enquêtes en ligne) et qualitative (*focus groups*, interviews), l'audit réputationnel permettra de faire émerger une évaluation authentique de la perception d'un État par ses habitants, mais également par les touristes et partenaires étrangers.

Réputation

Ensuite, chaque État se doit de développer une stratégie de spécialisation qui repose sur la valorisation d'un atout. L'exemple le plus parlant est l'initiative Visit Rwanda, une campagne de promotion touristique misant sur les richesses naturelles de ce territoire des Grands Lacs. Grâce à une communication maîtrisée et à des partenariats stratégiques, le Rwanda a su rompre avec une image négative, entachée par les violences du génocide de 1994.

À l'aide d'une stratégie moderne de relations publiques, le pays se présente au reste du monde comme un territoire abritant un environnement naturel singulier. En associant son image de marque à de célèbres clubs de football comme le Paris-Saint-Germain,

Grâce à son partenariat avec Arsenal, le Rwanda a accueilli 1,7 million de visiteurs.

le Rwanda a pu bâtir la réputation d'un État en pleine croissance, synonyme de dynamisme et de progrès. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : après la mise en œuvre d'un partenariat, en 2018, avec le club de football anglais Arsenal, le Rwanda a accueilli 1,7 million de visiteurs l'année suivante.

Enfin, la création d'une entité chargée de la coordination des diverses activités promotionnelles d'un pays est une priorité pour pouvoir structurer les campagnes de communication visant à garantir l'attractivité des États africains. Un cas d'école est très certainement l'organisme Brand South Africa, qui a comme principales missions d'inspirer et d'unifier « la société civile, les entreprises, le gouvernement et les médias pour construire la réputation de l'Afrique du Sud et contribuer à sa compétitivité mondiale ».

L'avantage d'une telle organisation est de favoriser des synergies entre les multiples acteurs mobilisés. Il est également question de garantir une cohérence des messages véhiculés par les parties prenantes. Une initiative concrète en faveur d'une nouvelle narration africaine. ●

CÔTE D'IVOIRE

Les influenceurs se responsabilisent

Quel que soit leur domaine de prédilection, les créateurs de contenus font aussi entendre leur voix sur les questions sociales et sociétales de l'heure.

EVA SAUPHIE

Plus question de poster dans le seul but de vendre des rêves inaccessibles. Amener à consommer différemment, intelligemment, et surtout de manière consciente, voilà la mission que se sont fixée ces nouveaux créateurs de contenus. Ils capitalisent sur leur image pour vivre de leur activité sur Instagram, Facebook ou TikTok. Mais si la forme reste la même, le fond change. À l'heure des crises écologiques et sanitaires liées à la pandémie, fini les vols à l'autre bout du monde qui font exploser l'empreinte carbone. Sans compter le risque de fermeture des frontières.

Ces nouveaux enjeux, les globe-trotteurs influents les ont bien compris. C'est sur le tourisme interne qu'ils misent principalement pour faire découvrir à leur communauté les richesses de leur continent à grand renfort de sensibilisation à l'environnement. Idem du côté de la gastronomie. Cuisine locale accessible ou cinq étoiles, les gourmets du numérique parient sur la valorisation des restaurateurs qui font bouger les lignes dans leur domaine en Côte d'Ivoire. Les créateurs de contenus beauté et humour – thématiques pionnières du genre sur les réseaux sociaux – ne sont pas en reste. Ils en profitent eux aussi pour faire passer des messages qui interrogent la nouvelle génération. Cinq néo-influenceurs ont retenu notre attention. ●

LAETITIA KY

LA FÉMINISTE QUI SUBLIME LA BEAUTÉ NOIRE

Cette Ivoirienne de 24 ans n'est pas une créatrice de contenus beauté comme les autres. Depuis 2016, Laetitia Ky modèle sa chevelure crépue en s'inspirant des coiffes africaines de la période précoloniale. Sur sa page Instagram, aucun conseil pour définir ses boucles ou réaliser des tresses. En lieu et place, des autoportraits léchés où elle met en scène de véritables sculptures capillaires, réalisées à l'aide de fils et servant à illustrer son propos. Corps féminins nus meurtris, mutilés, mais aussi puissants et forts, viennent ainsi s'ériger fièrement au sommet de sa tête. Ses créations engagées s'accompagnent de textes dans lesquels elle brise la loi du silence autour des violences et des oppressions sur le genre, dont elle a elle-même été victime. Le cheveu afro comme symbole d'émancipation retrouve de sa superbe pour dénoncer l'indicible.



LAETITIA KY

Marques de luxe américaines

Son esthétique puissante et ses messages ont permis à Laetitia Ky de remporter, en 2019, le concours Elite Model Look dans la catégorie « Création digitale », lancé en partenariat avec TikTok – réseau sur lequel elle compte aujourd'hui près de 6 millions de followers – et de signer un contrat avec l'agence d'une valeur de 50 000 dollars, (44 300 euros ou plus de 29 millions de F CFA). Laetitia Ky a également su séduire des marques de luxe américaines comme Marc Jacobs et DKNY dans le cadre de campagnes digitales. Mais l'influenceuse n'en oublie pas son premier combat et profite de sa visibilité pour continuer à promouvoir l'émancipation des femmes en dehors des frontières du numérique. Son premier livre *Love and Justice : A Journey of Empowerment, Activism and Embracing Black Beauty* sortira en avril 2022, aux éditions Princeton Architectural Press. ●

TENDANCES



Laetitia Ky

LAETITIA KY

NADER FAKHRY
LE GLOBE-TROTTEUR ACTIVISTE

« On peut influencer, éduquer, éveiller, sensibiliser », clame Nader Fakhry, 31 ans, Ivoirien d'origine libanaise. Ce micro-aventurier a créé la page Instagram qui porte son nom en 2017, à la suite d'une visite au marché de fripes de Kouté, dans le quartier de Yopougon, à Abidjan. Alors qu'il accompagne son épouse acheter une tenue pour un mariage, il s'amuse à la filmer. « Ma femme était fière de pouvoir composer une super-tenue à moindre coût et de seconde main. Elle a fini par poster la vidéo sur sa page en se disant que ses copines allaient avoir envie de visiter le marché. Au final, la vidéo a fait 50 000 vues », s'étonne-t-il encore. Nader Fakhry réalise l'impact que peut avoir le partage d'expériences sur la population. Et commence à documenter ses propres découvertes à partir de photos et de vidéos pour « changer le regard des gens sur leur continent ».

Le cadre dynamique de l'époque profite de ses week-ends et de ses vacances pour explorer la Côte d'Ivoire hors des destinations plébiscitées par les Abidjanais, comme Bassam et Assinie. Cap sur les plages de l'Ouest d'abord, comme celles de Grand-Béréby, en direction du Liberia. « Les gens étaient agréablement surpris de découvrir ce type de paysages, et moi-même qui ai fait l'école française d'Abidjan, j'ai non seulement découvert des sites incroyables, mais aussi des pans de ma culture que je ne connaissais pas », admet-il. Une première excursion qu'il documente en vidéo et qui attire d'emblée un sponsor.

Ambassadeur des Eaux et Forêts

Fini le salariat pour le nouveau globe-trotteur. En avant pour les régions des savanes, des montagnes, l'ascension du mont Nimba, les rencontres avec les chimpanzés dans la forêt de Taï, la traversée du fleuve Cavally, puis la découverte de la sous-région et de ses criques inhabitées… Autant d'expéditions qui lui font prendre conscience de la richesse du pays en matière de biodiversité et d'espèces. Et qui l'amène à éditorialiser son contenu en faveur de la protection de l'environnement. « On subit l'exploitation forestière, la perte de la culture depuis la colonisation. J'essaie de préserver tout ça à travers mes vidéos pour alerter la nouvelle génération et influencer les décisions du gouvernement », reconnaît celui qui a été nommé, cette année, ambassadeur des Eaux et Forêts en Côte d'Ivoire, et qui recense quelque 204 000 abonnés sur Facebook et plus de 280 000 sur Instagram. ●


NADER FAKHRY

Nader Fakhry, dans les quartiers pauvres et les bidonvilles d'Abidjan.


KEVINE OBIN

KEVINE OBIN
L'HUMORISTE D'UN NOUVEAU GENRE

Sa première vidéo postée sur YouTube en 2017 lui a rapporté 170 euros. Aujourd'hui, Kevine Obin, 25 ans, touche entre 5 000 et 10 000 euros par mois grâce à ses stories caméra, des formats longs où il narre un événement vécu, personnel et souvent drôle. « J'ai commencé de façon très artisanale, avec beaucoup d'amateurisme, car je ne comptais pas en faire mon métier, confie-t-il. Mais mon naturel a plu à ma communauté. Je parle avec mon accent ivoirien et j'utilise des expressions ivoiriennes que certains de mes abonnés ont d'ailleurs découvertes avec moi. » Grâce à sa visibilité, Kevine Obin a été contacté par la chaîne de télévision privée ivoirienne Life TV pour animer une nouvelle émission hebdomadaire *Le Canapé des affaires*, diffusée chaque samedi à 20 heures, heure de grande écoute. Une formule calquée sur le contenu posté sur sa chaîne (260 000 abonnés).

« L'émission est ensuite rediffusée sur YouTube, on fait le pont entre les deux formats », analyse ce diplômé d'un bachelor en journalisme télé et radio qui rêve d'avoir, à terme, son propre talk-show. « Life TV est une télé décomplexée qui recrute des jeunes talents et qui n'a pas eu peur de faire appel à un garçon efféminé comme moi », apprécie-t-il. Et pour cause, Kevine Obin redéfinit les codes du genre en s'amusant à brouiller les pistes du masculin, du féminin et des préférences sexuelles, dans un pays où l'homosexualité n'est pas illégale mais où la communauté LGBTQI+ reste largement stigmatisée. En 2018, l'humoriste postait une vidéo intitulée *Suis-je gay, je réponds enfin !* (plus de 384 000 vues) pour répondre aux nombreux commentaires qui l'assaillaient sur le sujet. Kevine joue sur l'homophonie et fait son coming out « gai ». Une bonne stratégie de communication qui lui vaut d'être suivi par plus de 530 000 personnes sur TikTok. ●

LALA FATIMA HAÏDARA
LA GOÛTEUSE ENGAGÉE

« Les restaurateurs me sollicitent directement maintenant », remarque Lala Fatima Haïdara, alias la goûteuse, nom de sa page Instagram créée en 2018. Si cette Ivoirienne de 29 ans continue de tester les bonnes adresses, à raison de deux à trois restaurants par semaine, elle n'hésite pas à garder son esprit critique et s'autorise même parfois la mention d'un bémol. « Mes abonnées me font confiance, il faut rester vraie », martèle-t-elle. Fatima exclut les campagnes payantes de sa stratégie, mais elle met volontiers en place des jeux concours pour vivre de son activité et permettre à sa communauté – plus de 500 000 sur Facebook et Instagram compris – de découvrir la diversité du paysage culinaire local.


LALA FATIMA HAÏDARA

Repas gratuits pour les enfants

« Je veux montrer aux Ivoiriens que l'on peut bien manger traditionnel, mais qu'il existe aussi des tables fusion afro-internationale et une vraie gastronomie sur place », détaille celle qui souhaite aussi, grâce à ses photos léchées et alléchantes, prouver que le tourisme culinaire a toute sa place en Côte d'Ivoire. Pour l'heure, cette diplômée en gestion et stratégie des PME cumule son activité de créatrice de contenus et son statut de salariée. Mais elle rêve d'ouvrir son propre restaurant. En attendant, l'influenceuse profite de sa petite notoriété pour lancer des actions gourmandes et sociales en organisant depuis 2020 le Social Food Tour. Cet événement, qui se tient pendant cinq jours à la mi-décembre, donne l'opportunité à des enfants de profiter gratuitement d'un repas complet dans un restaurant convivial. ●


PRINCE EDJA

PRINCE EDJA
LE VOYAGEUR RÊVEUR

« Grand-Lahou, dans la région des Grands-Ponts, la terre natale du mapouka, l'un des berceaux du youssoumba, des plages encore vierges… Depuis quarante ans, le rivage est avalé vers le nord par l'océan, à raison de 1 à 2 mètres par an. Beaucoup de monuments ont déjà disparu… » Voilà ce que l'on peut lire sur une des stories postée sur la page Instagram de Prince Edja (plus de 10 000 followers).

Oser découvrir

Sorte de reporter voyageur 2.0, cet ancien directeur marketing et communication de l'hôtel Azalaï d'Abidjan passe aujourd'hui le plus clair de son temps à promouvoir le tourisme local. Korhogo, Dabou, San Pedro, Tiassalé… Autant de destinations que Prince Edja revalorise. Cet ancien expatrié à Accra (Ghana) sillonne la Côte d'Ivoire, mais aussi la sous-région et d'autres territoires du continent. Il compte 28 pays visités au compteur : Kenya, Guinée-Bissau, Sénégal, Burkina, mais aussi Maroc. Un moyen pour lui de mettre un coup de projecteur sur le patrimoine culturel et naturel africain et de prouver que les voyages qu'il réalise sont accessibles à tous. « J'incite ma famille d'abonnés à découvrir, tester, oser certains de mes voyages […] et à découvrir la culture et la tradition des peuples, précise-t-il sur sa page. Je ne vends pas du rêve, je vis mes rêves. » ●

TENDANCES

L'INFOGRAPHIE

Comment le cinéma africain **tente de s'imposer**

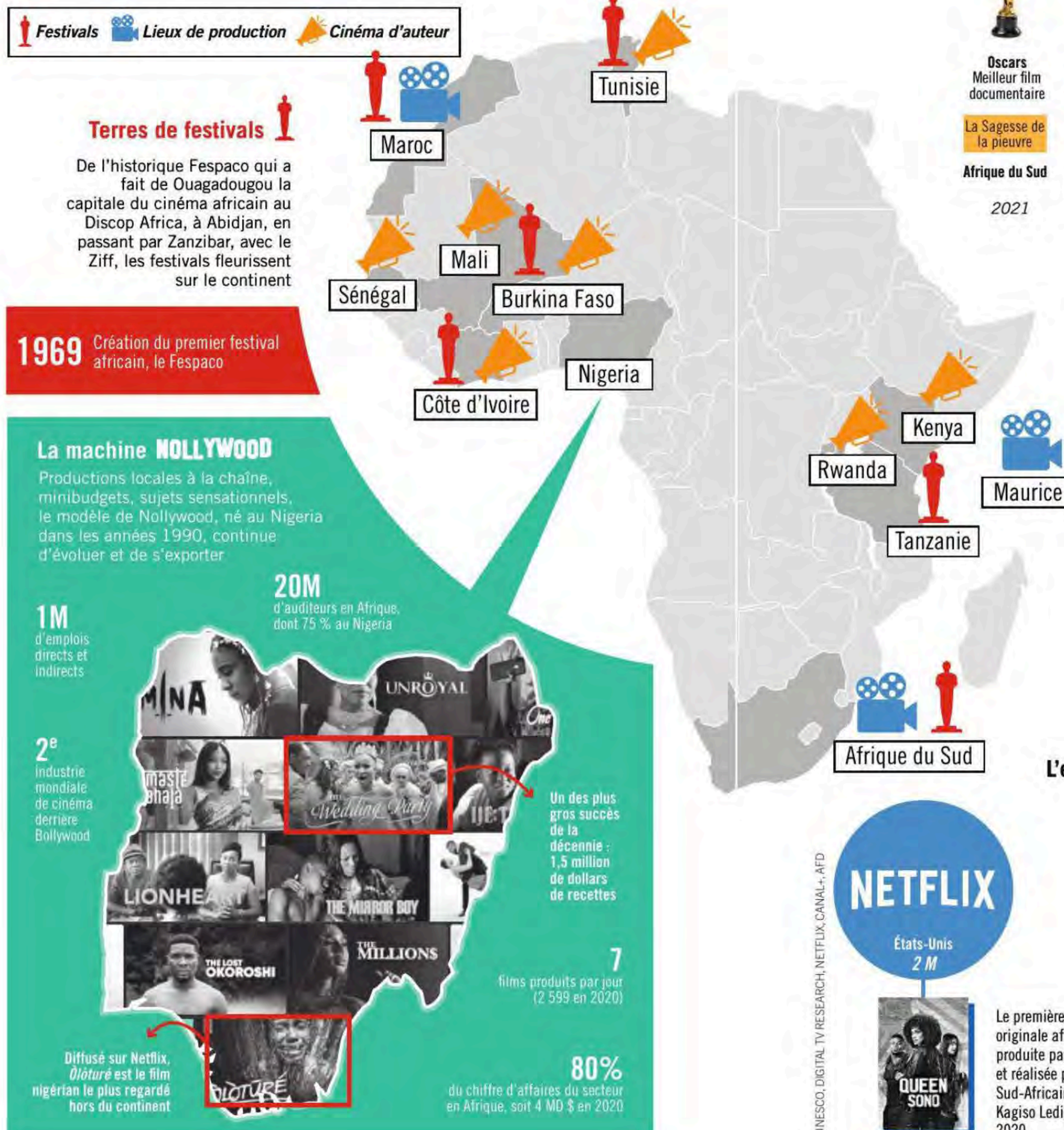
Des films primés à l'international, tel le sud-africain *La Sagesse de la pieuvre*, qui a décroché l'Oscar du meilleur documentaire étranger en 2021, aux séries sénégalaises *Maîtresse d'un homme marié* et *Sakho & Mangane*, qui ont embrasé le continent, la production audiovisuelle africaine est en pleine croissance. Si le secteur reste majoritairement tiré par les créations des studios nigérians de « Nollywood », d'autres modèles existent et continuent de se développer, à l'image du cinéma d'auteur en Afrique de l'Ouest.

Autre levier de croissance, les revenus issus de l'explosion de la VOD. Les rois du streaming l'ont bien compris, qui se livrent une bataille acharnée pour obtenir des parts de ce marché naissant.

En ébullition

D'un côté, pour pallier les problèmes de débit internet et la faible bancarisation, les plateformes nouent des partenariats avec les opérateurs de télécoms pour proposer des forfaits incluant l'abonnement au service de streaming. De l'autre, elles jouent la carte des productions africaines à destination du public local. Le mouvement est certes encore timide mais réel. Si elle est encore « sous-financée et sous-évaluée », l'industrie audiovisuelle du continent est aussi en pleine ébullition, à en croire un rapport publié par l'Unesco en octobre 2021. Les revenus annuels du secteur, qui plafonnent aujourd'hui à 5 milliards de dollars, pourraient en effet être multipliés par quatre et créer jusqu'à 20 millions d'emplois… si les efforts de structuration et les investissements nécessaires sont réalisés. ●

Marie Toulemonde



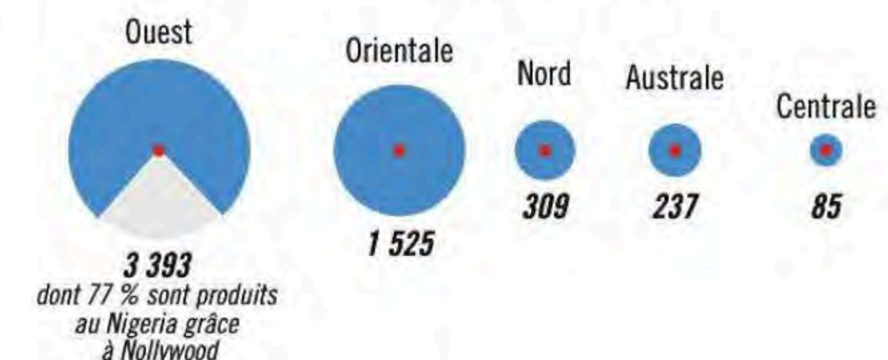
Cinéma d'auteur

Films de qualité et engagés, souvent produits grâce aux financements publics européens, notamment français, ils cherchent moins la rentabilité qu'une reconnaissance à l'international. Ce modèle est inspiré du cinéma français, centré sur l'auteur et son œuvre, avec l'objectif de faire émerger des « ambassadeurs » nationaux.



Lieux de production

Grâce à leurs infrastructures cinématographiques et aux abattements fiscaux, ces pays accueillent de plus en plus de tournages de films étrangers. C'est sans doute le modèle le plus lucratif, car, au-delà des recettes durant la réalisation du film, il offre une belle vitrine touristique.

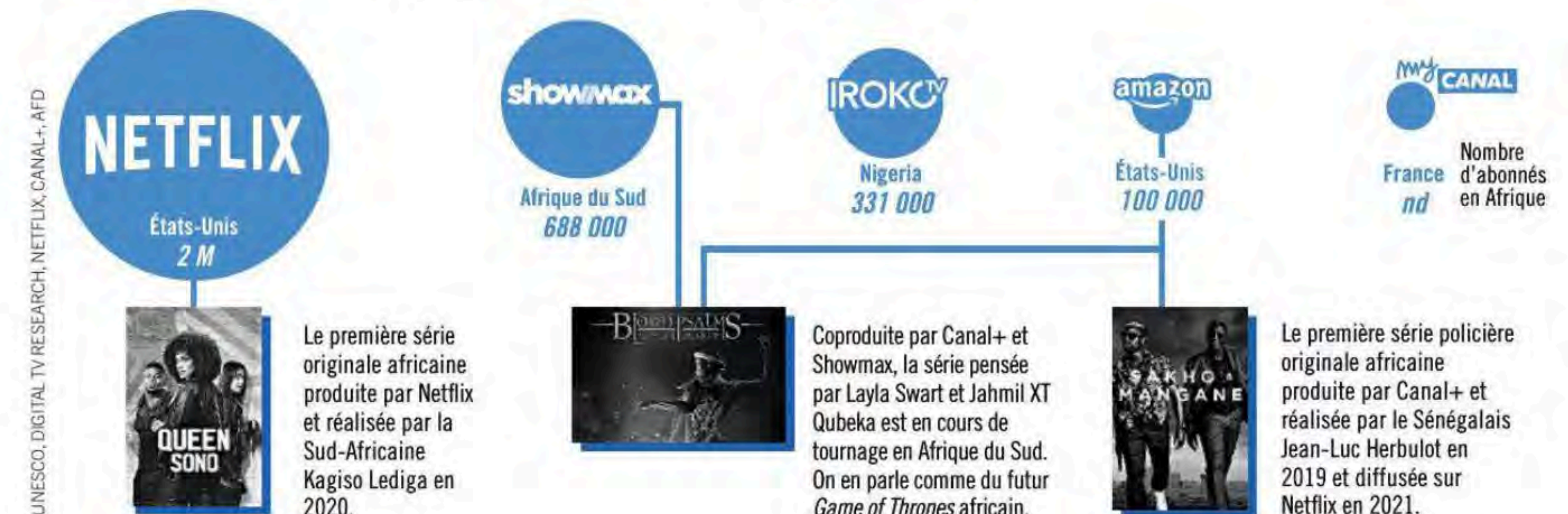


Nombre d'abonnés à des services de VOD

Part de Netflix

Année	Part de Netflix	Abonnés
2020	50 %	3,9 M
2021	50 %	5 M
2026	39 %	15 M

x 3,8



UNESCO, DIGITAL TV RESEARCH, NETFLIX, CANAL+, AFD



Tribune

Boniface Mongo-Mboussa

Écrivain et critique congolais

Prix littéraires : la fin du plafond de verre ?

Nous le savons tous : notre littérature, comme notre économie, est extravertie. Voilà pourquoi l'on doit se réjouir de la moisson littéraire inespérée que vient de récolter notre continent. Célébrons en premier lieu, l'auteure du *Parlement conjugal*, la Mozambicaine Paulina Chiziane, lauréate du prix international Camoes. Cette distinction détonne pour trois raisons. D'abord, le statut littéraire, au sein du continent, du Mozambique : peu de ses écrivains, excepté Mia Couto, ont réussi à franchir la frontière francophone. Ensuite, le symbole que représente la lauréate : c'est la première fois dans l'espace lusophone qu'une femme reçoit ce prix décerné par la fondation de la bibliothèque nationale du Portugal et le ministère brésilien de la Culture. Enfin, le statut de Paulina Chiziane, qui, à l'instar de la Cap-Verdienne Cesaria Evora, a connu ce que Pierre Michon appelle « une vie minuscule ». Paulina Chiziane n'est pas Chimamanda Ngozi Adichie ni Leonora Miano. Mais son sacre couronne l'ascension fulgurante des romancières africaines au cours de cette décennie. C'est ici l'occasion de regretter la disparition brutale d'un phare, Yvonne Vera.

Le Nobel a été décerné au Tanzanien Abdulrazack Gurna. Si les cinq lauréats africains de ce graal littéraire sont arabophones – l'Égyptien Naguib Mahfouz – ou anglophones – les Sud-Africains John Maxwell Coetzee et Nadine Gordimer, le Nigérian Wole Soyinka, et Gurna –, l'Afrique francophone n'a pas démérité. La poésie de Tchicaya U Tam'si, malheureux finaliste en 1986 contre Soyinka, aurait mérité le Nobel, tout comme l'œuvre romanesque d'Ahmadou Kourouma ou d'Amadou Hampâté Bâ. Et je ne mentionne même pas ici les Martiniquais Aimé Césaire et Édouard Glissant. Cette anomalie littéraire, qui, je l'espère, pourra être corrigée un jour, invite à l'introspection.

Il était temps !

Fort heureusement, Boris Boubacar Diop, auteur d'un beau roman métallique, *Murambi*, salué en son temps par Toni Morisson, vient d'être récompensé par le prestigieux prix Neustadt. Un an plus tôt, son compatriote et homonyme David Diop avait décroché le Booker Prize international pour *Frère d'âme*. Cette année, le Booker Prize est revenu au Sud-Africain Damon Galgut pour *The Promise*, un roman sur le passage du temps, qui met en scène la dislocation d'une famille blanche dans une Afrique du Sud post-apartheid.

Bien entendu, l'événement littéraire dans l'espace francophone reste l'attribution du prix Goncourt à Mohamed Mbougar Sarr. Et il était temps. Au cours de cette décennie, de nombreux écrivains africains ont reçu le prix Renaudot (Kourouma, Alain Mabanckou, Tierno Monénembo, Scholastique Mukasonga) et le Goncourt des Lycéens (Miano, Kourouma, Diop, Djaïli Amadou Amal), mais ils ont toujours été des finalistes malheureux au Goncourt. Mbougar Sarr vient de briser ce plafond de verre. Une étape est donc franchie concernant la réception de la littérature francophone africaine dans l'Hexagone.



On doit se réjouir de la moisson inespérée que vient de récolter notre continent.

Reste à œuvrer sur le continent pour juguler notre extraversion. Tous ceux qui ont lu et rendu compte de *La Plus Secrète Mémoire des hommes* ont omis de signaler que le roman était coédité par Jimsaan, au Sénégal. Ce détail préfigure peut-être l'avenir de la vie littéraire sur le continent. Pour cela, il faudra poser les bases d'une véritable politique culturelle continentale... Ce sera peut-être aussi l'occasion de créer un grand prix littéraire continental qui couronne une œuvre, un parcours. Un prix qui portera le nom d'Achebe, de Senghor ou de Gordimer. ●





DIARA NDIAYE

ALORS ON DIT QUOI ?

SAMEDI À 11H10 TU

Débats, initiatives, conseils, découvertes...
L'émission interactive consacrée aux jeunes en Afrique

Première radio internationale en Afrique francophone*

À (ré)écouter en podcast sur rfi.fr



*Sources : Kantar TNS - Africascope septembre 2020 - juin 2021

Dossier
Santé



ZOHRA BENSEMRA/REUTERS

Dans le service des maladies infectieuses du centre hospitalier universitaire de Fann, à Dakar, en juillet 2021.

COVID-19

Le virus du changement

Si l'Afrique continue de mieux résister à la pandémie que le reste du monde, elle en a tout de même subi les conséquences. Le choc a-t-il été suffisant pour inciter les gouvernants à investir dans des hôpitaux et à mettre en place une couverture maladie universelle ?

OLIVIER MARBOT

Les systèmes de santé du continent étaient-ils prêts à faire face à une catastrophe sanitaire telle que celle liée au Covid-19 ? Y a-t-il ne serait-ce qu'un pays parmi les plus avancés en la matière – on songe à l'Afrique du Sud, au Rwanda, aux pays du Maghreb ou à l'Égypte – qui possédait un réseau adéquat de prise en charge des patients, un parc suffisant de laboratoires capables d'analyser les échantillons, des professionnels en nombre suffisant et correctement formés ?

À l'évidence, la réponse est non. Deux ans après l'identification du coronavirus dans la région de Wuhan, en Chine, aucune nation au monde n'était armée pour affronter de façon satisfaisante une pandémie planétaire. Avec leurs faibles moyens, beaucoup d'États africains s'en sont finalement mieux tirés que des géants aux capacités apparemment infinies tels que les États-Unis, le Japon ou les grandes nations européennes.

Sacs-poubelle

On a vu, dans ces grands pays, des soignants s'envelopper de sacs-poubelle faute de blouses en nombre suffisant, des malades dans un état critique patienter dans des couloirs d'hôpitaux sans pouvoir être pris en charge. Avec le Covid-19, le monde entier a été mis face à sa propre inconséquence. Car, presque partout, dès qu'il s'agit de freiner la dépense publique, la tendance est la même : on rogne sur les budgets de la santé, on ferme des lits d'hôpitaux, on dérembourse des médicaments et on ne revalorise pas les salaires des infirmiers.

Depuis deux ans, chacun a pu mesurer les conséquences de ces choix budgétaires. Mais, souligne Agnès Binagwaho, ancienne ministre rwandaise de la Santé et cofondatrice de la University of Global Health Equity *(lire pp. 208-211)*, le virus a fait plus que cela : « Pour la première fois, ce sont aussi les économies qui ont été ébranlées. Je pense que, cette fois, il y a eu une prise de conscience. Les responsables politiques ont réalisé qu'il était crucial de disposer de systèmes de santé solides. »

Lorsqu'une flambée de choléra ou d'Ebola endeuille une région d'Amérique du Sud ou d'Afrique, tout le monde frémit, bien sûr. Lorsque, quarante ans après son apparition, le VIH continue ses ravages dans le sud du continent, on se lamente. Depuis la crise du H1N1, en 2009, puis les épidémies d'Ebola de la période 2014-2016, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tirait la sonnette d'alarme, avertissant que la planète n'était pas prête à affronter une crise sanitaire de grande ampleur et, pis, que le niveau global de préparation des infrastructures de santé stagnait dangereusement. Rien n'y faisait.

Le Covid a fait entrer le monde dans une autre dimension. Il a donné chair à ces avis pessimistes : selon les calculs du FMI et du Global Preparedness Monitoring Board, il a déjà coûté 11 000 milliards de dollars à l'économie mondiale. Et, bien sûr, cette somme augmente chaque jour. À l'inverse, estiment les mêmes institutions, si l'on voulait mettre à niveau des systèmes de santé afin qu'ils soient en mesure de juguler une nouvelle pandémie, cet effort représenterait 5 dollars par an et par personne.

Contrairement à l'Europe, où chaque pays n'en a fait qu'à sa tête, le continent a réagi de manière plutôt concertée.

Calcul simpliste, sans doute, mais, selon beaucoup de professionnels de santé, la pandémie de Covid-19 a paradoxalement eu la vertu de rappeler quelques évidences. La santé de tous est un bien commun. Elle a un coût. Lorsqu'on la néglige, ce sont tous les autres pans de la société qui en pâtissent. Deux ans après le début de la crise, les leçons ont-elles été tirées, en particulier en Afrique ?

Les lacunes que l'on a pu constater ne sont malheureusement pas une surprise : manque d'infrastructures permettant d'accueillir et de soigner les malades, matériel et médicaments en quantités insuffisantes, pénurie de personnel compétent. Dans un rapport publié à la fin de 2021, la Fondation Mo Ibrahim souligne que chacun de ces problèmes était connu depuis longtemps.

Deux mille respirateurs

Entre 2010 et 2019, insistent ses experts, le niveau moyen d'accès à des soins de qualité a progressé sur le continent, mais, depuis 2015, cette progression n'a cessé de ralentir. Au cours de la même période, l'accès aux soins s'est amélioré dans 33 pays du continent, mais a régressé dans 20 autres, parmi lesquels la Guinée-Bissau, la Libye, l'Ouganda, la Namibie ou l'Érythrée.

En moyenne, on dénombre, en Afrique, 135,2 lits d'hôpital pour 100 000 habitants, et 3,1 lits de soins intensifs. Le continent se partage 2 000 respirateurs, indispensables pour sauver les patients atteints de formes sévères du Covid-19. Dix pays n'en possèdent aucun. Il n'y a que 0,2 médecin et 1 infirmier pour 1 000 habitants.

Malgré ces failles consternantes, le continent, en particulier l'UA et ses agences spécialisées, a su se mobiliser plus vite et mieux qu'aucune autre instance internationale. Le premier cas de Covid-19 était à peine identifié en Afrique que l'ensemble des ministres de la Santé se réunissaient sous l'égide du CDC, l'agence continentale chargée des problèmes sanitaires.

Contrastant avec une Europe où chaque pays n'en faisait qu'à sa tête, l'Afrique a réagi de façon relativement concertée et a très vite lancé les chantiers nécessaires. Mutualisation des capacités de séquençage génétique des échantillons prélevés pour analyse, partage de stocks de masques, mise en place de structures communes en vue de commander les futurs vaccins… L'une des manifestations les plus convaincantes de cette mobilisation est l'Agence africaine du médicament, qui s'apprête à entrer en fonction.

Insuffisant, bien sûr. Mais plutôt mieux que dans le reste du monde. Le travail restant à accomplir, hélas, reste immense et, lorsqu'on demande à la professeure Agnès Binagwaho quels sont les chantiers prioritaires, elle lève les bras au ciel : « Mais tout

est prioritaire ! Le Covid ne nous a rien appris que nous ne sachions déjà. L'Afrique subit 24 % de la charge de morbidité mondiale, et son personnel de santé ne représente que 3 % des effectifs mondiaux. Ce n'est pas dû au Covid, tout cela était connu avant 2020… »

Selon l'ancienne ministre rwandaise, le plus urgent est d'assurer l'accès à la santé pour tous (ce qui suppose des systèmes de couverture maladie universelle), de disposer d'un personnel de santé plus nombreux et, à cet égard, de mettre fin à la fuite des cerveaux, dont elle estime que, rien qu'en matière de médecine, elle a coûté 2 milliards de dollars au continent depuis dix ans.

Envoyé spécial de l'OMS pour le Covid et ancien ministre malien de la Santé, son collègue Samba Sow complète la liste : « Le gros sujet du jour, c'est l'épidémiologie de la pandémie. Diagnostiquer, étudier et tracer les cas, les variants… Il y a aussi les questions de financement et, bien sûr, la recherche de vaccins vraiment efficaces. Donc des vaccins développés par – et pour – des Africains. » Dans cette logique, il se félicite du récent accord qui permettra très rapidement au Rwanda, puis au Sénégal, de produire un vaccin à ARN messager en partenariat avec BioNTech.

Sérums

« C'est le genre de partenariat que j'appelle de mes vœux depuis les grandes épidémies de méningite, souligne-t-il. À l'époque, je plaidais pour que l'on travaille avec les Indiens du SII. Nous devons mettre en place des unités de production qui travaillent pour l'Afrique. Il faut aussi que nos pays aient les moyens d'acheter les sérums fabriqués sur ces sites. La question des brevets est également importante. Selon moi, la priorité serait que l'Afrique propose son propre brevet. Le reste suivra. »

Quel que soit l'ordre des priorités, la question du financement se posera naturellement. Et elle n'a pas été laissée de côté par les responsables africains de la santé. « Avec le Covid, estime la professeure Binagwaho, tout le monde a pris conscience du fait que la réponse ne pouvait reposer uniquement sur le secteur et les


DR


DR

Agnès Binagwaho, ex-ministre rwandaise de la Santé, et le Malien Samba Sow, envoyé spécial de l'OMS pour le Covid-19.

fonds publics. Le privé a un grand rôle à jouer, et c'est assez nouveau dans nos pays, où les groupes privés sont actifs mais investissent peu dans le domaine de la santé. Pour le VIH, par exemple, on continue d'acheter les médicaments sur d'autres continents. »

La crise du coronavirus a changé la donne, et le secteur privé s'est fortement mobilisé, au-delà du strict champ médical. Le groupe Dangote a collecté – et donné – des fonds au Nigeria. Puis, au-delà des frontières nigérianes, du matériel de soin a été réuni par des entreprises sud-africaines. Des banques privées kényanes ou rwandaises ont fourni des fonds destinés à l'acquisition de matériel… Des géants miniers comme Barrick, du cacao comme Cargill ou de la téléphonie comme MTN, implantés en Afrique de l'Ouest, ont également fourni des systèmes d'information, des kits de protection, des vaccins et du personnel médical, d'abord pour leurs employés, puis pour les communautés qui vivent autour de leurs sites de production, plantations ou bureaux.

Le secteur privé en général, ajoute l'ancienne ministre du Rwanda, a contribué à la lutte contre la maladie de multiples façons : « Des robots ont contrôlé la température des malades sans mettre les soignants en danger, il y a eu des livraisons de matériels et de médicaments par drones, des outils d'autodiagnostic et de traçage des malades, mais aussi du matériel en cours d'acheminement… Le partenariat public-privé a permis de développer de nouveaux outils, et, aussi, de maintenir des entreprises à flot. »

Tradipraticiens

La répartition de l'accueil des malades entre hôpitaux publics et cliniques privées a elle aussi évolué au gré des urgences. « On partait parfois de loin », note le professeur Samba Sow, qui rappelle que, « dans beaucoup de nos pays, les gens ne vont chez le médecin que quand ça ne va vraiment pas. Sinon, ils se contentent du pharmacien ou du tradipraticien ».

L'implication du secteur privé dans la prise en charge des patients Covid s'est faite de façon très variable selon les pays et le parc d'établissements dont ils disposaient, ajoute la professeure Binagwaho : « Les cliniques ont contribué à l'effort général partout, à la mesure de leurs moyens. En général, chaque pays a élaboré un protocole de prise en charge organisant cette répartition des rôles. Souvent, il a aussi fallu faire évoluer les textes pour que les soins liés au Covid soient remboursés par l'assurance maladie, quand elle existe. »

Des robots qui prennent la température des patients, des drones pour livrer des médicaments, des outils d'autodiagnostic…

C'est d'ailleurs une autre évolution majeure : l'épisode de la pandémie a abouti à une prise de conscience générale de l'importance d'une couverture maladie universelle. Là encore le continent part de loin, souligne le rapport de la Fondation Mo Ibrahim : si, à l'échelle mondiale, les citoyens paient de leur propre poche 18,1 % de leurs dépenses de santé (le reste étant pris en charge par des systèmes d'assurance publics →

HEALTHCARE

SÉCURISER L'ACCÈS À DES MÉDICAMENTS DE QUALITÉ









Leader sur le marché pharmaceutique en Afrique, nous assurons, grâce à des filières structurées, la distribution de médicaments et de produits pharmaceutiques dans plus de 28 pays. Nous garantissons ainsi leur intégrité du lieu de stockage jusqu'à l'officine.

Grossiste répartiteur mais aussi agent pour le compte de laboratoires de renommée mondiale, nous produisons également au Maroc et en Algérie des médicaments sous licence. Un engagement qui favorise l'emploi en s'appuyant sur les savoir-faire locaux et sur les innovations des laboratoires pharmaceutiques internationaux.

WITH AFRICA **FOR** AFRICA



www.cfaogroup.com



→ ou privés), ce taux atteint 33,3 % en Afrique. L'OMS estime pour sa part que seuls 48 % des habitants du continent ont accès à un niveau de soins correspondant à leurs besoins.

À moyen terme, juge la chercheuse rwandaise, la production locale de médicaments, de vaccins et de matériel devra devenir la priorité. « Cette crise nous a montré que le monde occidental se moquait pas mal de ce qui nous arrive, constate-t-elle sèchement. Moins de 10 % des Africains sont vaccinés pendant que les pays riches stockent des centaines de millions de doses qui arrivent à expiration ! Cela a eu le mérite de nous prouver que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes, ce qui est une bonne chose. À nous de prendre notre avenir sanitaire en main. »

Là encore la situation est connue : pour ne parler que des vaccins, il n'existe que dix sites de production sur l'ensemble du continent, dont quatre ne fournissent que des prestations de base, du type conditionnement en flacons. Mais les projets se multiplient. En plus du partenariat avec BioNTech déjà évoqué, le sud-africain Aspen Pharmacare va bientôt produire un sérum Johnson & Johnson ; Sinovac va ouvrir au Caire la plus grosse usine de vaccins d'Afrique, et Moderna annonce une capacité de production de 500 millions de doses déployée sur plusieurs sites, qui devront être construits d'ici à quatre ans. Quant aux autorités chinoises, elles ont profité du Forum sino-africain organisé à Dakar du 28 au 30 novembre pour accentuer leur effort : 1 milliard de doses offertes en 2022, dont 400 millions fabriquées sur le continent, et des pourparlers annoncés avec 19 pays. « La Chine a été la première à faire de ses vaccins un bien public mondial, notamment pour les pays en développement », a répété à Dakar Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, avant d'appeler à la levée des brevets.

Il n'existe que dix sites de production de vaccins sur l'ensemble du continent. Mais les projets se multiplient.

Un nouvel ordre sanitaire mondial va-t-il émerger de cette pandémie ? Les pays les moins avancés du continent en matière de santé vont-ils enfin se conformer aux objectifs ambitieux que s'était fixés l'OUA (future Union africaine) en 2001 à Abuja : 15 % des budgets des États consacrés à la santé ? « Avons-nous le choix ? s'interroge la professeure Agnès Binagwaho. Il y a au moins une épidémie chaque année, une pandémie tous les dix ans. Ce n'est pas pendant la guerre qu'on apprend à fabriquer des canons ! Maintenant que la prise de conscience a eu lieu, il faut construire des systèmes de santé solides, former du personnel, financer l'accès de tous à la santé. Et nous devons le faire nous-mêmes, car personne ne nous aidera. » ●



WASSIM JDIDI/PANORAMIC

L'hôpital Abderrahmen-Mami, près de Tunis.

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



Bureau Veritas
Le Triangle de l'Arche
8, cours du Triangle de l'Arche CS 90096
92937 PARIS LA DEFENSE Cedex
contact.africa@bureauveritas.com
www.bureauveritas.africa

« En matière de risque sanitaire, la prévention est la meilleure arme de défense »

Comment pouvez-vous aider les organisations africaines (entreprises, administrations, etc.) dans le contexte de la crise sanitaire ?

En avril 2020, Bureau Veritas a mis en place un protocole sanitaire commun à toutes les professions pour rassurer clients et salariés : le label Bureau Veritas « SafeGuard » qui valide le respect des bonnes pratiques de gestion des risques dans tous les lieux de vie et de travail. Nos check-lists ont été élaborées par un groupe d'experts en santé constitué d'épidémiologistes, de professionnels en sécurité et hygiène, sur la base des bonnes pratiques et recommandations les plus reconnues. Elles permettent un contrôle de l'application des mesures préventives nécessaires dans trois domaines : accueil des clients et gestes barrières ; fréquence de nettoyage et de désinfection des surfaces ; et surveillance du respect des règles renforcées.



Marc Roussel,
Président GSIT (Service aux Gouvernements & Commerce International) et Senior Vice-Président Afrique

Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le label Safeguard offre les avantages suivants :

- **La définition des points de contrôle.** Nous accompagnons nos clients dans la conception de la check-list qui sera utilisée par nos auditeurs. Elle doit inclure tous les points à contrôler afin d'assurer le respect des bonnes pratiques d'hygiène, de distanciation sociale, toute autre recommandation des autorités ainsi que les réglementations en vigueur au moment de l'audit afin de prévenir le risque de contamination par la Covid-19.
- **La réalisation d'un audit.** Dans un premier temps les audits à distance, conduits à l'aide de nos solutions digitales de pointe, représentent une première étape efficace. Ils peuvent ensuite être combinés avec des audits sur le terrain pour vérifier que les mesures de protection instaurées sont mises en œuvre efficacement.
- **L'obtention d'un label.** Celui-ci est basé sur la conformité à toutes les exigences requises, après une vérification indépendante effectuée par un tiers de confiance : un auditeur qualifié.

En tant que tierce partie, nous restons objectifs tout en veillant à ce que les besoins du client soient satisfaits et que la conformité soit atteinte.

- **La consolidation des labels et des rapports d'audit dans une base de données centralisée.** Nos clients peuvent aisément connecter leurs systèmes avec cette base pour utiliser ces informations dans leurs sites internet ou applications (modèle de données ouvert).

Quels sont les atouts de Bureau Veritas ?

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé un savoir-faire mondialement reconnu pour l'assurance qualité, la vérification, la conformité et le respect des normes, que nous mettons au service de nos clients en Afrique. Nous proposons des solutions adaptées à chaque entreprise afin de les aider à couvrir le risque sanitaire.

Nous sommes présents en Afrique depuis plus de 150 ans et avons des bureaux dans 35 pays du continent. Nous avons une connaissance approfondie des pays, ce qui nous permet d'intervenir rapidement sur place, y compris dans les endroits les plus reculés.

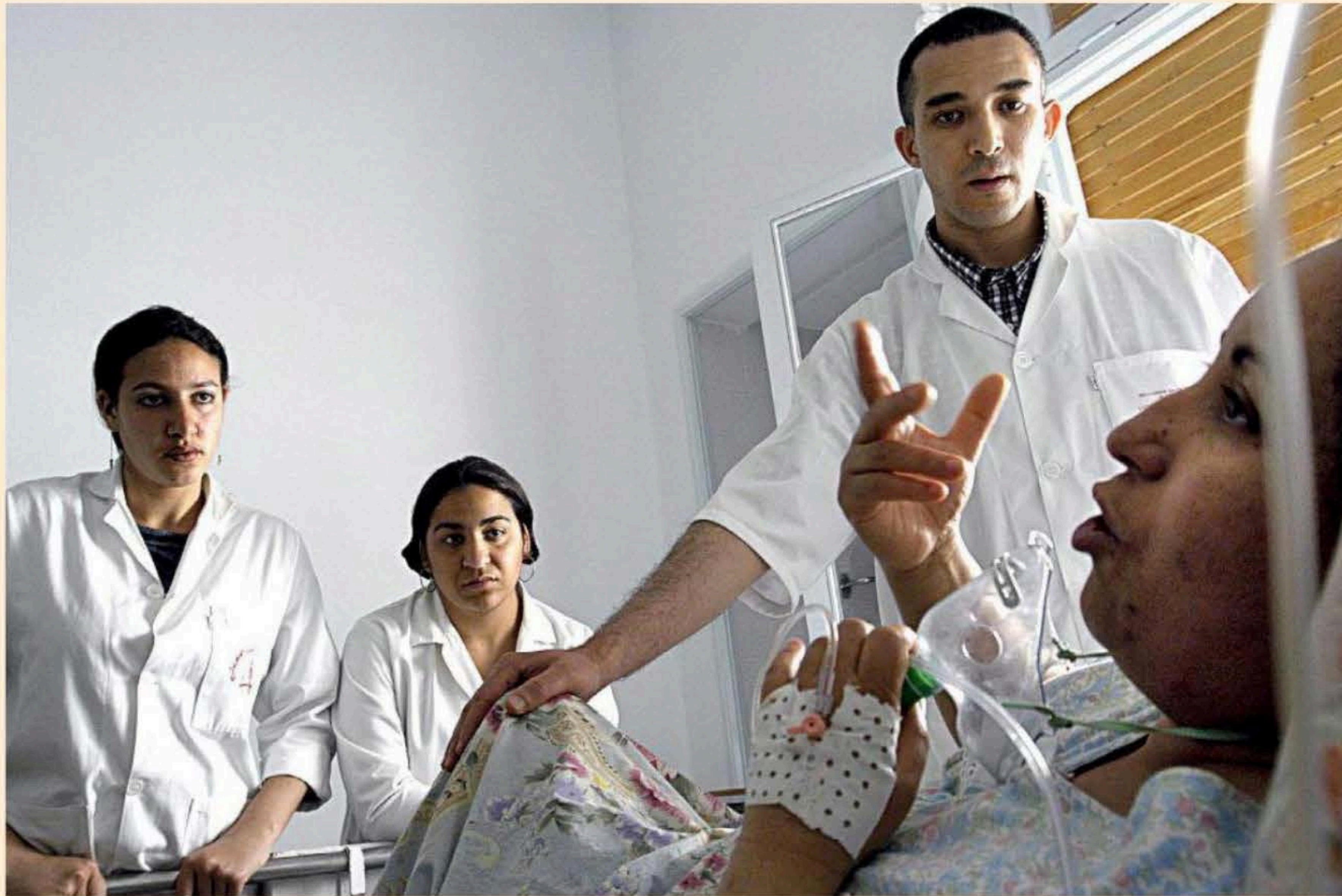
JAMG - PHOTOS DR

FUITE DES CERVEAUX

Quand les blouses blanches tournent casaque

Les jeunes médecins africains sont souvent tentés de parfaire leurs études en Occident puis de s'y installer. L'amélioration des systèmes de soins, la création de filières d'excellence et la reconnaissance mutuelle des diplômes font partie des remèdes destinés à limiter cette hémorragie.

STÉPHANIE WENGER



ANDREW TESTA/PANOS-REA

Étudiants en première année de médecine au chevet d'une patiente, à l'hôpital de La Rabta, à Tunis.

C'est un campus rutilant, dans un quartier de Kigali, à proximité de grands hôtels, de palais des congrès et de centres commerciaux. Depuis sa création, en 2015, l'University of Global Health Equity (UGHE) accueille des étudiants de toute la sous-région, dont 70 % de filles grâce à une politique de recrutement attentive à l'égalité homme-femme.

Après avoir lancé, à ses débuts, des masters en santé publique (recrutant à bac+3), l'université, que finance notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, a ouvert des bachelors (post-bac) pour permettre à des jeunes d'entamer leurs études médicales dans l'établissement et de devenir, cinq à dix ans plus tard, des médecins généralistes ou des chirurgiens.

Ceux qui, en décembre, auront réussi leurs examens – des étudiants originaires d'Ouganda, de Tanzanie, du Burundi et de RD Congo – intégreront donc, dès leur première année d'études supérieures, cet établissement d'un nouveau genre. L'UGHE vise en effet à former →



LA VIE PASSE PAR NOS SOLUTIONS

Dedalus

DEDALUS, UNE ENTREPRISE AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Dedalus accompagne les établissements de santé (publics, privés et ESPIC) au plus près des enjeux et des besoins de transformation numérique à travers des solutions logicielles couvrant les domaines du dossier patient, des laboratoires, de l'imagerie médicale, de la facturation, du PMSI, de la restauration et des parcours Ville-Hôpital.

+ 6200 collaborateurs dans le monde
+ 2500 collaborateurs en R&D
+ 11 400 hopitaux et laboratoires
+ 40 pays équipés dans le monde

www.dedalus.com/fr/

→ intégralement des professionnels de santé pour un continent dont le personnel médical part souvent parfaire sa formation en Europe ou en Amérique du Nord. Et qui ne revient jamais, laissant son pays d'origine en situation de sous-effectif.

Le choix de la France

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il n'y avait en moyenne que 4,5 médecins pour 10 000 habitants en Afrique durant les années 2012-2016. Parallèlement, indique la Fondation Mo Ibrahim, la proportion des médecins formés sur le continent a augmenté dans les hôpitaux occidentaux. Aux États-Unis, elle a crû de 27 % entre 2008 et 2018, ce qui équivaut à l'installation de 1 médecin par jour – le plus souvent formé en Égypte, au Ghana, au Nigeria ou en Afrique du Sud.

Les praticiens africains francophones font, eux, le plus souvent le choix de la France, où ils suivent des filières de spécialisation hospitalière à la fin de leurs études médicales, avant de finir par s'établir dans l'Hexagone. Certains États d'Afrique

En 2019, le Sénégal comptait 0,88 médecin pour 10 000 habitants, le Burkina 0,94 et le Rwanda 1,19.

subsaharienne sont particulièrement affectés par cette hémorragie de soignants. En 2019, le Sénégal comptait 0,88 médecin pour 10 000 habitants, le Burkina Faso 0,94 et le Rwanda 1,19.

À son échelle, l'UGHE de Kigali compte bien inverser la tendance. « L'éducation médicale a un coût élevé, que la majorité de nos étudiants ne peut assumer. C'est pourquoi, chez nous, les études et l'hébergement sont gratuits. Ce qui nous importe, c'est la capacité de ces jeunes à être de bons praticiens. C'est sur ce critère qu'ils sont sélectionnés », explique le chirurgien éthiopien Abebe Bekele, doyen de la faculté de médecine de l'UGHE.

En application du programme Umusanzu (« contribution », en kinyarwanda), les jeunes qui commenceront leurs études à l'UGHE en 2022 signeront un accord avec leurs ministères de la Santé respectifs : une fois leur diplôme obtenu, ils s'engagent à travailler pendant six à neuf ans dans leur pays d'origine. En retour, leur ministère leur promet de les embaucher.

Pour les étudiants en master, des partenariats existent déjà entre l'UGHE et des hôpitaux rwandais, notamment à Kigali et dans le district de Butaro, près de la frontière ougandaise.

Pour vos besoins d'évacuations sanitaires
et soins médicaux à l'étranger
veuillez nous contacter au :
+33 603 96 48 52
a.sokari@africare.fr
drachrafsokari@gmail.com
www.africare.fr



AfriCare
l'accompagnement proche de vous, loin de votre poche
Africare
48, Rue Pasteur 92150 Suresnes - France



Diplômés de la University of Global Health Equity (UGHE), au Rwanda, en 2019.

© UGHE

Abebe Bekele n'était pas enseignant quand il est devenu doyen de la faculté de médecine d'Addis-Abeba, en 2012 : « Je n'étais pas préparé à diriger une faculté. J'ai appris sur le tas. Nous manquons de professionnels prêts à assumer leur rôle en matière de structuration de nos systèmes de santé. Dans les ministères comme dans les universités, il y a besoin de médecins ! Certains diplômés de l'UGHE seront en mesure de conduire des politiques publiques efficaces », fait-il valoir.

Offre privée

La sociologue Christelle Fifaten Hounsou, spécialiste des migrations et des professions médicales (à l'université Paris-VII et à l'Institut Convergences Migrations), analyse avec prudence le phénomène de la « fuite des blouses blanches ». « De tout temps les médecins se sont déplacés pour se former », rappelle-t-elle.

À l'en croire, cette émigration africaine est le plus souvent favorisée par les politiques de santé des pays occidentaux. « Si de nombreux médecins africains sont restés en France, c'est aussi et surtout parce qu'on y avait besoin d'eux : le système hospitalier français est en sous-effectifs, et il y a de véritables déserts médicaux en zones rurales », estime-t-elle.

« Pour que des filières de formation locales puissent maintenir des médecins sur le continent, ajoute la spécialiste, il faut que les États africains soient prêts à investir dans leurs systèmes de santé, aussi bien publics que privés. » Ces derniers peuvent, si on les aide financièrement, prendre en charge une part grandissante de patients, y compris ceux qui ont des revenus modestes.

En matière de formation médicale, constate la chercheuse, la tendance est au renforcement de l'offre privée. C'est le cas au Maroc, en Tunisie, au Sénégal, au Burkina Faso. Dans ces pays, les filières publiques d'enseignement universitaire de bon niveau existent également, et attirent au-delà de leurs frontières. Ainsi, depuis quelques années, le Maroc et la Tunisie ouvrent la porte à d'autres étudiants africains et ont rendu les formations payantes pour les étrangers non boursiers.

Des politiques d'entente et d'harmonisation doivent aussi être construites à un échelon régional, voire panafricain ou international. L'objectif ? Faciliter l'ouverture de postes à des médecins originaires d'autres pays du continent et favoriser la reconnaissance mutuelle des diplômes. C'est cette mission

« Pour retenir les médecins, il faut leur permettre de travailler dans des conditions optimales. »

que s'est fixée la Conférence internationale des doyens et des facultés de médecine d'expression française (Cidmef). Elle regroupe des représentants de 150 universités et établissements francophones de formation médicale sur tous les continents, et délivre des accréditations reconnues mondialement.

« Les facultés de médecine de Marrakech et de Tunis ont obtenu l'accréditation Cidmef. Ce sera bientôt le cas pour celles de Sousse et de Yaoundé », se réjouit le pédiatre tunisien Ahmed Maherzi, vice-président de la Cidmef. « Quand la qualité de leur formation dans leur pays d'origine est reconnue, les médecins africains sont moins tentés d'aller se former dans des pays plus développés puis d'y faire carrière », souligne cet ancien doyen de la faculté de médecine de Tunis (2011-2017), aujourd'hui professeur invité à Montréal. « Il appartient à chaque pays de mener une politique appropriée pour retenir ses médecins. Cela implique d'améliorer la qualité de la formation, d'assurer un salaire adéquat aux soignants et, surtout, de leur permettre de travailler dans des conditions optimales », précise-t-il.

Les établissements de formation doivent aussi entamer leur mue. « Les facultés de médecine ont surtout favorisé la formation dans les hôpitaux universitaires, faisant ainsi la promotion des spécialités aux dépens de la médecine générale », analyse Ahmed Maherzi, pour qui il faut revoir cette stratégie.

« Organiser un système de santé par territoire, autour d'un campus médical et d'un centre hospitalier régional installés dans une ville de taille moyenne permettrait de former des praticiens dont les compétences seraient en phase avec les besoins de la population. C'est bien plus efficace que de forcer de jeunes médecins urbains à exercer quelques années dans des déserts médicaux, fût-ce dans leur propre pays », conclut le Tunisien. ●

HÔPITAUX

Tesalys, le Terminator des déchets

Présente sur le continent depuis 2014, cette entreprise française s'est taillé une place sur un marché en plein essor depuis la pandémie de Covid-19. La clé de son succès ? Un appareil broyeur et stérilisateur.

AURÉLIE BENOIT



Le « banaliseur » détruit et désinfecte 60 kg de matériels médicaux souillés par jour.

TESALYS

Depuis quelques mois, un drôle d'équipement a trouvé sa place au sein du centre hospitalier de Bondoukou, en Côte d'Ivoire. L'appareil, un « banaliseur », broie et stérilise (avec de la vapeur à 135 °C) seringues, compresses et cotons. Commercialisé par la société Tesalys, fondée à Toulouse en 2012, le système Steriplus a été déployé dans trois autres établissements ivoiriens durant les derniers mois de 2021.

Ces machines, qui traitent chacune 60 kg de stocks par jour, permettent de répondre au problème que pose, avec de plus en plus d'acuité, la gestion des déchets médicaux dans les établissements de santé. Le continent produit plus de 282 000 tonnes de ce type de déchets par an, dont 15 à 20 % sont considérés comme dangereux.

La question de leur stérilisation reste trop souvent négligée dans de nombreux pays. Sur le marché mondial de leur retraitement, estimé à 2 milliards d'euros, le continent africain joue encore une partition très discrète. Pis, 90 % de ses déchets médicaux échouent dans des décharges ou des incinérateurs non conformes aux normes sanitaires. « Cela présente un double risque : épidémique et environnemental », déplore Miquel Lozano, cofondateur de Tesalys.

D'Alger à Kigali

Ce constat a rapidement poussé Lozano, qui fut directeur export dans plusieurs entreprises du secteur de la santé, et son associé, Jean-Michel Rodriguez, à prospecter sur le continent. « Nous avons commencé en Algérie en 2014, deux ans à peine après le lancement de notre activité, indique-t-il. Nos machines, compactes, sont parfaitement adaptées aux marchés où les filières de traitement ne sont pas structurées. »

Face à l'absence de réglementation, l'accès à des financements est essentiel pour convaincre les acheteurs potentiels. Avec des équipements allant de 50 000 à 500 000 euros, Tesalys entend s'adresser à toutes les bourses. Mais, pour les structures publiques locales, l'addition reste souvent trop salée. Le recours à l'aide d'organismes internationaux est donc privilégié. « Plusieurs bailleurs de fonds, tels que la Banque africaine de développement, ont soutenu l'acquisition de nos machines », indique Olivier Makpolo, responsable du développement en Afrique subsaharienne à Tesalys.

En Afrique, 90 % des seringues ou compresses usagées échouent dans des décharges non appropriées.

Dans certains pays, les gouvernements ont eux-mêmes pris le sujet à bras-le-corps. « Dès qu'il est question d'environnement, le Rwanda, par exemple, fait preuve d'un plus fort volontarisme que bien d'autres pays d'Afrique », note Makpolo.

Parallèlement à son offre d'équipementier, Tesalys propose des actions de formation et développe une activité de conseil pour aider les autorités à structurer les filières. La crise liée au Covid-19 n'a fait que renforcer ces besoins. « Il a fallu gérer de nombreux déchets issus des tests [de dépistage]. Le grand public a alors pris conscience du problème », remarque Miquel Lozano.

La demande étant croissante, d'autres sociétés, comme le libanais Averda ou le belge Ecosteryl, ont emboîté le pas à Tesalys. Mais, selon l'entreprise toulousaine, dont les activités en Afrique représentent un quart de son chiffre d'affaires, il y a de la place pour tous. Pour continuer à avancer ses pions sur le continent, elle envisage d'implanter plusieurs antennes en Afrique d'ici trois à cinq ans. ●

UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE AMBITIEUSE





L'EXPERTISE DANS LE DIAGNOSTIC MÉDICAL

Le Groupe INOVIE est un acteur majeur du **diagnostic** représentant **18 % de l'activité de biologie médicale privée en France métropolitaine et dans les DOM TOM, également présent à l'international, via INOVIE AFRICA et INOVIE MENA**, déjà implanté au Liban (pays dans lequel INOVIE est devenu leader en moins de 3 ans), au Maroc, au Cameroun, et en Côte d'Ivoire.

En 2022, INOVIE continue de se développer à l'international avec des partenariats de confiance, en cours de constitution, en RDC, en Algérie, et dans la péninsule arabique.
INOVIE AFRICA apporte ainsi **différentes solutions personnalisées au Moyen Orient et en Afrique**, en **s'implantant localement**, et **en adaptant son modèle économique aux spécificités** du marché territorial du pays.

Chiffres clés Inovie

530 SITES DE PROXIMITÉ
6 500 COLLABORATEURS
70 000 PATIENTS PAR JOUR
+ 1 200 M€ DE CA EN 2021

Ces solutions, à partir de solides partenariats avec les acteurs locaux, peuvent prendre la forme :
- Sous-traitance locale des tests de spécialité **(B2B)** pour les établissements de soins et les laboratoires de proximité, **et/ou**
- D'implantation de points de diagnostics médicaux **(B2C), et/ou**
- D'internalisation d'actes de routine **(B2B)**, avec la gestion de laboratoires et/ou d'établissements de soins.

Enfin, en 2021, **INOVIE a décidé de mettre toute son expertise au service de la communauté médicale et de la population africaine, via la Fondation INOVIE AFRICA**. Celle-ci a pour mission de promouvoir la R&D, de faciliter la création de réseaux de diagnostic, la formation en biologie médicale en Afrique, et l'accompagnement des jeunes biologistes médicaux dans leur projet entrepreneurial.
Cette année, INOVIE a rejoint **French Healthcare**, association lancée par le ministère des Affaires Étrangères et du Développement International pour promouvoir la vision française en matière de santé mondiale.

INOVIE AFRICA DMCC - Jumeirah Lakes Towers, Cluster I platinum Tower, Unit 3603, Dubai, United Arab Emirates -
https://fondation-inovieafrica.org



Tribune

Afaf Zarkik
*Chercheuse au Policy Center for the New South**

Pétrole et gaz : l'exploitation envers et contre tout ?

Malgré le changement climatique et l'impératif de transition énergétique, les investisseurs étrangers comme les pays producteurs continuent de miser sur les hydrocarbures en Afrique. Une manne qui n'est pas près de s'épuiser, tant la demande en énergies fossiles (80 % à 85 % de la consommation primaire) reste une tendance lourde sur les marchés, COP26 ou pas.

Force est de constater que les groupes pétroliers maintiennent leurs investissements exploratoires offshore au profit du bassin Suriname-Guyana, en Amérique du Sud, ainsi que tout le long des côtes atlantiques du continent.

La plus grande découverte gazière d'Afrique en 2019 – et la deuxième la plus importante à l'échelle mondiale – a été faite par BP au large de la Mauritanie et du Sénégal. Total a aussi découvert deux blocs de pétrole au large de l'Afrique du Sud en 2019 et en 2020, et d'autres gisements offshore importants ont été trouvés en 2021 en Angola, en Côte d'Ivoire et en Égypte. L'argent et les chiffres parlent : entre 2013 et 2019, les pays du G20 ont investi 123 milliards de dollars de deniers publics dans des projets d'énergies fossiles en Afrique et au Moyen-Orient, contre 27 milliards seulement dans les énergies propres, selon Oil Change International.

En clair, la manne de ces combustibles reste prometteuse, malgré les déboires du projet gazier de Cabo Delgado, au Mozambique, dus aux attaques islamistes. L'avanie, dans une région sécurisée depuis septembre 2021 par le Rwanda et l'Afrique du Sud, reste à relativiser à l'échelle du continent, compte tenu des nouvelles perspectives gazières colossales de l'Égypte.

Cette grande nation arabe est le 13e pays producteur mondial de gaz et le 2e producteur en

La demande en énergies fossiles reste une tendance lourde sur les marchés, COP26 ou pas.

Afrique en 2020. L'Égypte est devenue exportatrice nette de gaz en janvier 2019, et un vaste programme, nommé « Autogas », a été lancé pour faire tourner le parc automobile égyptien au gaz naturel, moins polluant que l'essence.

Unique, cet exemple, qui aurait déjà permis la reconversion de 331 000 véhicules à la fin de 2020 (près de 5 % du parc automobile), donne à méditer et pourrait s'appliquer à l'Afrique centrale mais aussi à la Libye, où se trouve le tiers des réserves du continent. En raison des coupures d'électricité provoquées par la guerre, Tripoli cherche à diversifier son mix énergétique, en portant la part des énergies renouvelables d'un niveau zéro aujourd'hui à 22 % en 2030, sans grande visibilité sur les chances d'aboutir d'un tel projet.

Populations sans électricité

Point névralgique de l'Afrique du Nord, la Libye est capable, en temps normal, d'extraire de son sous-sol 1,2 million de barils par jour, soit plus de 1 % de la production quotidienne mondiale. Considéré comme sous-exploré, le pays pourrait détenir encore plus de cet or noir, qui représente sa seule ressource, soit 95 % des recettes d'exportation et 96 % du budget.

L'Afrique, elle, ne représente que 4,5 % de la demande mondiale en pétrole, mais le double du côté de l'offre – 9 % du total, avec sept pays membres de l'Opep. Alors que l'Arabie saoudite a décidé de porter la part des énergies renouvelables à 50 % de son mix d'ici à 2030, tous les grands producteurs africains de pétrole ne voient pas forcément la transition d'un même œil. Loin de là, puisque l'Angola dépend déjà massivement de l'hydroélectricité, 72 % de sa production nationale en 2019. Pas de quoi se vanter cependant, dans la mesure où la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité. L'alimentation du pays repose en grande partie sur des importations



Le *Duhail*, navire qatari, avec sa capacité de 210 100 m^3, est l'un des plus grands méthaniers construits à ce jour.

AFP

de diesel, qui fait tourner les groupes électrogènes.

Grâce au solaire, le Nigeria, de son côté, entend fournir de l'électricité à 25 millions de personnes d'ici à 2030 (12 % de la population,

Les pays du Nord avaient promis au Sud une aide climat de 100 milliards de dollars par an, sans suite concrète.

sur un total de 38 % n'ayant pas accès à l'électricité). Mais, pour l'instant, l'éolien et le solaire ne comptent que pour 0,1 % du mix énergétique du pays, comme en Angola. Le pays le plus peuplé d'Afrique a toujours toutes les peines du monde à acheminer à ses usagers le courant – tiré du gaz à 73 %, de l'hydroélectricité à 12,5 % et du diesel pour les groupes électrogènes à 14 %. Pas moins de quatre pannes sur le réseau national ont plongé des villes entières dans l'obscurité, dont Abuja et Lagos, pour la seule année 2021. Le coût économique des coupures de courant s'élève à 2 % du PIB nigérian, selon la Banque mondiale.

Quoi qu'il en soit, le président Buhari a fermement plaidé, durant la COP26, pour une transition au gaz au Nigeria. Et rappelé les pays riches à leurs obligations, en estimant les besoins de financement de son pays à 400 milliards de dollars pour la transition. En 2009, les pays du Nord avaient promis au Sud de porter leur aide climat à 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, sans suite concrète.

Difficile, donc, de jeter la pierre à l'Afrique du pétrole, dans la mesure où les énergies fossiles restent prépondérantes partout. Les pays développés eux aussi incluent le gaz dans leurs plans de transition. Le continent, qui reste en partie à électrifier et ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions mondiales de CO_2, intéresse certes le reste du monde pour son pétrole.

Efforts considérables

Il n'en fournit pas moins des efforts considérables, parfois exemplaires, vers la transition. Avant une décarbonisation des économies – qui sera longue et coûteuse, en particulier dans un contexte de forte croissance démographique –, le gaz naturel représente une réelle option, pour les pays qui en sont dotés. ●

* Auteure de *Pétrole* dans le rapport Arcadia 2021 sur les matières premières en Afrique.





Fleuve Congo Hotel

KINSHASA | DRC



Democratic Republic of Congo's Leading Hotel



Democratic Republic of Congo's Leading Hotel Suite





Le Meilleur Hôtel au cœur de l'Afrique

Le prestigieux et idyllique Hôtel Fleuve Congo, icône de l'industrie hôtelière 5 étoiles en République Démocratique du Congo, est la référence de luxe au bord du majestueux fleuve Congo. Avec un personnel qualifié et d'une hospitalité légendaire, quoi de mieux que d'expérimenter l'authenticité locale.
237 chambres et somptueuses suites offrant en spectacle naturel le fleuve Congo, ses salles de réunions ultra modernes, ses fines spécialités culinaires et ses bars forment un atout majeur pour vous hisser au summum de la satisfaction.

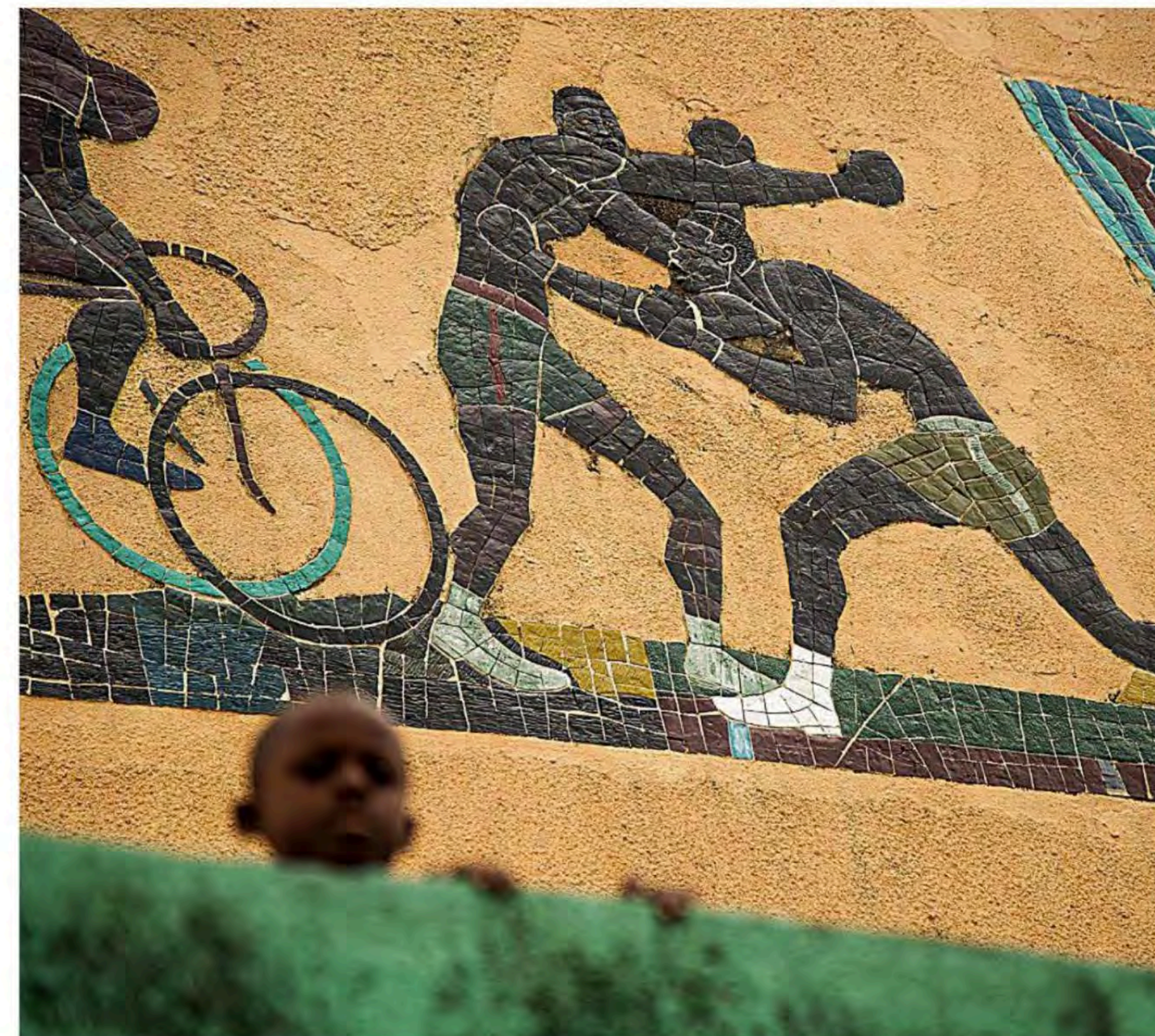
Fleuve Congo Hotel
119, Blvd Colonel Tshatshi
Kinshasa - Gombe
République Démoncratique du Congo
T +243 80 8500 600
reservations@fleuvecongohotel.com

BY Blazon HOTELS

fleuvecongohotel.com
blazonhotels.com

GRAND FORMAT
RD CONGO

ENJEUX p. 222 | ÉCONOMIE p. 240 | SOCIÉTÉ p. 262



GABRIEL BOUYS/AFP

Un géant convalescent

Clarification politique, embellie économique, dynamisme de la société civile… Tout semble réuni pour que ce pays immense au potentiel énorme sorte enfin de l'ornière.

Banque de l'Année en RDC











TMB

BUSINESS BANKING - PERSONAL BANKING - MOBILE BANKING | www.tmb.cd



Édito
Damien Glez

Tshisekedi : le grand cru au prochain mandat ?

« Laissez décanter et oxygénez » : ce tutoriel de consommation de vins s'appliquerait-il aux process politiques, singulièrement lorsqu'ils sont congolais ? À ceux qui accusent le régime Tshisekedi d'avoir consumé une bonne moitié du mandat présidentiel en affinages politiciens, les aficionados de « Fatshi » répondraient qu'une décantation quasi œnologique était indispensable après les périodes fermentées de Mobutu Sese Seko et des Kabila père et fils.

Dans cette sorte de mise en carafe d'un alcool politique congolais plutôt âcre, le fils de feu Étienne devait d'abord séparer le vin de goutte de l'alternance du dépôt de la continuité. Sans le jeu de bonneteau dont Emmanuel Ramazani Shadary fut le leurre, Félix Tshisekedi aurait-il pu constituer finalement son Union sacrée de la nation expurgée des kabilistes ?

Après sédimentation, dans la foulée d'une nouvelle majorité déjà en passe de célébrer son premier anniversaire, vint le temps des limogeages, des poursuites et des audits : à la Gécamines, au gouvernorat du Lualaba, à la Banque centrale du Congo (BCC) ou dans les interlignes de quelques contrats sino-congolais.

Ajoutez à la décantation purgative l'oxygénation par la promotion de nouvelles personnalités politiques, et le tour de passe-passe semblait jouer. Trop tard ? Alors que la précampagne de la présidentielle de la fin de 2023 ne devrait pas manquer de débuter dès 2022, faut-il se résigner à ne voir dans le mandat actuel qu'une transition, un apprentissage, un soubassement, voire un tour de chauffe ?

L'ivresse de l'autosatisfaction

Pour filer la métaphore vinicole jusqu'à la lie électorale, le régime peut brandir le millésime de la présidence – même mitigée – de l'Union africaine, avec l'affirmation d'un charisme présidentiel à l'international, charisme jusque-là sous-estimé, voire insoupçonné. Et puisque le vin de la précampagne est presque tiré – le président est candidat à sa réélection –, autant le boire en acceptant l'ivresse de l'autosatisfaction : la croissance de l'économie pour 2021 a dépassé les prévisions du FMI ; des infrastructures se concrétisent, comme la route à péage vers Dar es-Salaam ; les réserves de la BCC augmentent ; les filières cacaoyères et caféières se professionnalisent ; la collecte fiscale s'affine ; la Cour des comptes prend ses marques ; le collectif budgétaire est en hausse ; les investissements dans les secteurs de l'électricité ou de la fibre laissent espérer la diversification économique tant invoquée…

> **L'enquête « Congo Hold-up » pourrait devenir une alliée objective du président-candidat.**

Certes, il y a loin de la coupe du grand cru aux lèvres populaires. En ce qui concerne la mise en lumière, par les futurs candidats-adversaires, du verre à moitié vide – l'insuffisant succès économique au regard du potentiel ou l'introuvable sécurité dans l'est du pays –, « Congo Hold-up » pourrait devenir un allié objectif du président-candidat. L'enquête collaborative pourrait tout autant anesthésier les envies de revanche rapide du clan de Joseph Kabila que refroidir les ambitions présumées de certains poids lourds comme Moïse Katumbi.

Tshisekedi s'est fait un prénom, et le vin est censé se bonifier avec l'âge. Si le beaujolais nouveau sort en novembre, à quand le « Fatshi » nouveau ? ●

GRAND FORMAT **RD CONGO**



ENJEUX

La voie est (presque) libre pour Fatshi

Candidat déclaré à sa réélection en 2023, le chef de l'État a repris les rênes du pouvoir il y a un an en rompant avec Joseph Kabila. Mais il n'a pas écarté tous les obstacles pour autant.

ANNA SYLVESTRE-TREINER, ENVOYÉE SPÉCIALE

Félix Tshisekedi, dans son bureau à Kinshasa, le 20 avril 2021.

ASHLEY GILBERTSON/NYT-REDUX/REA

Certains se seraient-ils trompés sur Félix Tshisekedi ? « Cet homme est servi par sa bonhomie, son attitude doucereuse, le fait qu'on puisse le voir uniquement comme un héritier, commente un diplomate qui le côtoie depuis trente ans. C'est sans doute cela qui a trompé tout le monde, à commencer par Joseph Kabila. » Tout observateur politique le lui accordera : c'est un coup de maître qu'a réalisé le président congolais il y a tout juste un an. Jusqu'alors prisonniers de l'alliance nouée avec son prédécesseur, ses stratèges et lui-même ont habilement renversé la table et repris toutes les rênes du pouvoir. À eux le gouvernement, la majorité à l'Assemblée nationale et le contrôle du Sénat. De quoi ouvrir la voie à une réélection en 2023 ?

La rupture entre le FCC et Cach permet au président d'être le seul à décider. Cela le rend aussi comptable de tous les problèmes du pays.

Enfin les mains libres, Félix Tshisekedi (« Fatshi ») a voulu montrer qui dirigeait. « En 2019, nous avons récupéré un pays dans un état déplorable, nous menons un combat permanent pour le redresser », estime l'un de ses collaborateurs. Profitant de son accession à la tête de l'Union africaine au début de 2021, il a voulu redorer l'image de son pays à →

→ l'extérieur, multiplié les déplacements et les candidatures de la RDC à des postes internationaux. En mai, face aux groupes armés dans l'Est, il a décrété l'état de siège en Ituri et dans le Nord-Kivu. Puis, en novembre, malgré les craintes, il a autorisé l'Ouganda à conduire des opérations armées contre les Allied Democratic Forces (ADF) sur le sol congolais.

En octobre, il a entériné le choix de Denis Kadima à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), ignorant les protestations des puissantes Églises catholique et protestante. Des décisions « courageuses », comme les qualifie le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, devenu l'un des fidèles du président *(lire pp. 226-227)*, qui doivent contribuer au « changement de narratif » que le pouvoir appelle de ses vœux. Mais des décisions très contestées.

Espoirs et désillusions

Avec l'omnipotence vient cependant la responsabilité. « La rupture entre le Front commun pour le changement [FCC], de Joseph Kabila, et Cach [Cap pour le changement], de Tshisekedi, permet à ce dernier d'être le seul à prendre les décisions, mais cela le rend aussi pleinement comptable de tous les problèmes du pays. « Il ne peut plus dire : "Je suis coincé, c'est la faute de Kabila" », estime le diplomate cité plus haut.

À mi-mandat, le changement de majorité a été aussi l'heure de vérité pour le président et celle de la déception pour nombre de ses concitoyens qui s'impatientent face à l'absence de réelles améliorations dans leur quotidien. « Il y a eu beaucoup d'espoir à l'arrivée de Félix Tshisekedi, en 2019, de nombreux Congolais s'imaginaient que cela allait changer. Mais c'est l'heure de la désillusion, car le système actuel est assez semblable à celui qui était en place sous Joseph Kabila. Et, en deux ans et demi, rien de concret ne s'est passé », dénonce un opposant.

Ces derniers mois, les grèves se sont succédé, notamment dans le secteur de l'éducation, dont Félix Tshisekedi a fait l'une de ses priorités en tentant d'instaurer la gratuité de l'enseignement primaire. Les délégations pléthoriques à l'occasion des déplacements à l'étranger continuent de faire jaser, étant donné le coût qu'elles représentent. Surtout, la contestation du président de la Ceni a poussé catholiques et protestants à élever la voix, et l'opposition à battre le pavé. Pour la première fois, en novembre, le FCC et Lamuka se sont joints autour d'un combat commun dans un autoproclamé « bloc patriotique » *(lire pp. 230-232)*. D'une même voix, ils ont appelé à des marches contre le pouvoir pour tenter de faire reculer la désignation de Denis Kadima.

Selon le discours officiel, cette contestation n'a pas de quoi effrayer un pouvoir qui se dit sûr de sa force. Mais même au sein de la majorité, des dents se sont mises à grincer, et certains ont commencé à s'inquiéter. « Vous ne pouvez pas vous mettre à dos Kabila, Fayulu, les catholiques, Kamerhe, Katumbi... C'est de la folie », s'agace l'un des principaux cadres d'un parti allié à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti du chef de l'État.

La désignation contestée du président de la Ceni a poussé catholiques et protestants à élever la voix, et l'opposition à battre le pavé.

Car l'Union sacrée ne semblait plus aussi unie qu'elle voulait bien le proclamer. Parmi les alliés du président, Vital Kamerhe, son ancien puissant directeur de cabinet, était incarcéré après avoir été condamné en 2020 à treize ans de prison pour corruption et détournements de fonds. Moïse Katumbi a, durant plusieurs semaines, hésité à quitter l'alliance nouée avec le président. Lui qui avait fait de la composition de la Ceni « une ligne rouge » a multiplié les consultations tant en RDC qu'à l'étranger, en novembre, avant de repousser sa décision – selon nos informations, des diplomates comme des politiques ont dissuadé l'ancien gouverneur du Katanga de claquer la porte « trop tôt ». Quant à Jean-Pierre Bemba, il n'a cessé de se faire discret. Il fallait resserrer les rangs.

Plusieurs décisions sont venues à point nommé. À la fin de novembre, une affaire remontant à 2012 a été soldée en faveur de Jean-Pierre Bemba. La Régie des voies aériennes (RVA) a été condamnée à lui verser 21 millions de dollars pour l'immobilisation et la destruction de ses avions à l'aéroport de Ndjili. Au début de décembre, c'est Vital Kamerhe qui a bénéficié d'une décision favorable de la justice. La Cour de cassation a en effet accordé la liberté provisoire au leader de l'Union pour la nation congolaise (UNC).

Ramener la sérénité

Du côté de l'opposition, Matata Ponyo, l'ancien Premier ministre de Joseph Kabila, a in extremis échappé à un procès, la Cour constitutionnelle s'étant déclarée incompétente pour le juger. Enfin, condamné en avril 2021 à trois ans de prison pour des faits de blanchiment de capitaux et transferts de capitaux vers l'étranger, Willy Bakonga, l'ancien secrétaire général adjoint du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et ex-ministre, a été libéré à la fin de novembre.

« Félix Tshisekedi n'a rien à voir avec cela, il n'intervient en rien dans les décisions de la justice », insiste le conseiller du président. Si certaines libérations vont à l'encontre de la lutte contre la corruption affichée par le pouvoir, elles ont le mérite d'apaiser les esprits. « Aujourd'hui, le seul but du chef de l'État est de ramener la sérénité. C'est ce qu'il est en train de faire. Le front social se dégonfle, Moïse Katumbi ne nous a pas quittés, nous avons entamé un dialogue avec les religieux..., se félicite-t-il, écartant même toute adversité entre Tshisekedi et Kabila. Ils se parlent, ils se sont appelés début décembre lorsque l'ancien président est revenu à Kinshasa. »

Le chef de l'État-candidat veut croire que la présidentielle qui se tiendra dans deux ans sera plus facile que celle de 2018. « Il ne faut pas le sous-estimer. Il a été élevé à l'école de son père. Celle de l'endurance et de la lutte », souligne l'un de ses opposants. ●

COMMUNIQUÉ



CCA
Cellule Climat des Affaires

Améliorer le climat des affaires en RDC « La Cellule Climat des Affaires au cœur des enjeux »

Le défi majeur à relever consiste en la mise en œuvre coordonnée des réformes axées sur la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs et la rationalisation de la fiscalité.


Coordonnateur a.i Rock BASHALA


Coordonnateur Adjoint Patrick FATA

JAMG - PHOTOS DR

La Cellule climat des affaires (CCA), créée en janvier 2020 par ordonnance présidentielle est le nouveau paradigme expérimenté par le Chef de l'État, Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, pour impulser l'amélioration de l'environnement économique congolais, et servir d'interface avec le monde des affaires. Rattachée à la Présidence de la République et placée sous son autorité directe, en une année d'existence, la CCA s'est révélée une structure de performance et un catalyseur de la gestion axée sur les résultats.

AXES PRIORITAIRES DES RÉFORMES

La CCA appuie une série de propositions de réformes qui tiennent compte des priorités et des aspirations des opérateurs économiques, notamment le besoin de sécurité juridique et judiciaire des investissements, la rationalisation de la fiscalité et l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises. Elle appuie entre autres deux initiatives législatives dont l'une vise à résoudre les difficultés d'application du droit issu de l'OHADA par le développement de mesures complémentaires, et l'autre, la modernisation de la justice commerciale.

En ce qui concerne la rationalisation de la fiscalité, la priorité est donnée à la réduction de la multiplicité de taxes, redevances, droits et impôts ainsi que la complexité des procédures. Elle a aussi, fort de l'expérimentation en cours, amorcé des réflexions devant aboutir à des réformes consacrant des modes alternatifs de résolution des différends fiscaux. À ce propos, les cas particuliers de bons offices offerts au Secteur privé ont donné des résultats satisfaisants tant pour les opérateurs concernés que pour l'État. Et, pour promouvoir l'accès au crédit par les PME, la CCA a soutenu la mise en place du Fonds de garantie d'entrepreneuriat au Congo (FOGEC).

Par ailleurs, la Cellule a, grâce à son partenariat stratégique avec l'Institut Tony Blair, mobilisé un outil de suivi-évaluation, « Tableau de bord numérique » qui a l'avantage de placer le Président de la République au diapason des différents acteurs et structures tenus d'appliquer les réformes, avec possibilité d'identifier les obstacles et par conséquent, de donner, le cas échéant, son impulsion nécessaire.

CELLULE CLIMAT DES AFFAIRES
Présidence de la République, Mont Ngaliema-Cité de l'Union africaine - Kinshasa - République démocratique du Congo

MAJORITÉ

Christophe Mboso

Président de l'Assemblée nationale

« Pour la paix, nous sommes prêts à composer avec le diable »

PROPOS RECUEILLIS À KINSHASA PAR
ANNA SYLVESTRE-TREINER ET STANIS BUJAKERA TSHIAMALA

Il y a un an, qui aurait imaginé cet homme de 80 ans devenir le deuxième personnage de l'État ? Pas même lui, semble-t-il. Christophe Mboso N'Kodia paraît encore s'amuser du hasard et des rebondissements de la vie politique. Après le renversement de la coalition que Félix Tshisekedi avait nouée avec l'ancien chef d'État Joseph Kabila, le plus âgé des députés s'est retrouvé propulsé au perchoir, et il est parvenu à y rester. Celui qui était auparavant dans le camp de ses adversaires s'est mué en premier partisan du président Tshisekedi. Verbe haut, goût de la phrase piquante, et pas le moins du monde effrayé par la polémique, Christophe Mboso mène désormais les débats à l'Assemblée et est investi de certains des dossiers les plus sensibles de la République. Il a reçu *Jeune Afrique* dans son bureau du Palais du peuple pour s'en expliquer.

Jeune Afrique : Le 3 février 2021, vous êtes arrivé presque par surprise à la tête de l'Assemblée nationale. Comment avez-vous vécu cette première année au perchoir ?

Christophe Mboso N'Kodia : Cela a été une année de tous les dangers. À chaque instant, tout pouvait basculer et mal tourner, mais, finalement, cela s'est bien passé. On travaille désormais dans la sérénité. Et malgré quelques contestations ici et là, on parvient à des résultats. C'était une bonne année.

Cela veut-il dire que malgré le renversement de la majorité tenue par le Front commun pour le Congo (FCC), en 2020, vous avez le sentiment que la situation politique est apaisée ?

Oui, c'est mon sentiment. On travaille pour sauvegarder la paix.

Certains estiment que vous devez votre poste à un coup d'État constitutionnel…

Vous voyez : je ris. Ce n'était pas du tout un coup d'État, c'est le résultat de l'autodétermination d'un peuple. Le peuple réclame la justice, l'État de droit, la démocratie. Il veut que les choses évoluent. C'est ce qui a poussé un grand nombre de députés à apporter le changement. La nouvelle majorité a eu le soutien du peuple. Vous avez bien vu, il n'a pas réagi. C'est bien qu'il était d'accord.

Après le renversement de Jeanine Mabunda, vous avez été désigné pour lui succéder. Avez-vous été étonné d'être choisi ?

Je n'ai rien fait pour arriver là où je suis aujourd'hui ! Ce n'est qu'une question d'âge. Étant le doyen de l'Assemblée nationale, j'ai dirigé le bureau d'âge [à partir du 10 décembre 2020], et puis je suis resté à ce poste. Voilà tout.

C'était tout de même étonnant. Vous deveniez le chef de l'Union sacrée à l'Assemblée nationale alors même que, deux jours plus tôt, vous étiez dans le camp de ses adversaires. On vous a vu brandir une affiche « je soutiens Mabunda »…

Tout est dynamique, même l'organisme humain…

Ne regrettez-vous pas cette scène aujourd'hui ?

Non, je ne la regrette pas. Je m'adapte à tout le monde en toute circonstance, c'est peut-être mon plus grand atout.

Quel premier bilan tirez-vous de l'Union sacrée à la tête du pays ?

Je pense qu'il est trop tôt pour dresser un bilan. Et puis je n'aime pas l'autosatisfaction, je n'aime pas me sublimer moi-même. Je préfère que vous posiez la question à un observateur extérieur, un journaliste de *Jeune Afrique,* par exemple !

Pourquoi l'Union sacrée peine-t-elle tant à s'organiser et à mettre des structures en place ?

Nous sommes en train de le faire. Lentement mais sûrement.

Étant donné le renversement de majorité en 2020, êtes-vous sûrs de la fidélité des députés de la « nouvelle » majorité ? Lorsqu'un élu a été acheté une fois, pourquoi ne le serait-il pas à nouveau…

Je n'ai aucune crainte et j'ai confiance en cette majorité. Désormais, il faut entretenir cette confiance. C'est comme une fleur : si vous n'en prenez pas soin, elle fane.

Même de la part des députés proches de Moïse Katumbi, lequel semble hésiter à rester dans la majorité ?

Ce que je sais, c'est qu'ils sont encore avec nous ! Tant qu'ils n'ont pas annoncé leur départ, nous leur faisons confiance.

Parmi les dossiers sensibles sur votre bureau, il y a eu la nomination contestée de Denis Kadima à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les représentants des Églises catholique et protestante du Congo y étaient fermement opposés. Quelle issue peut-on trouver à cette crise ouverte entre les religieux les plus influents du pays et l'État ?

Je crois que la crise est en train de s'éteindre, nous sommes en train de nous parler. Mais je voudrais souligner une chose : il n'y a pas eu de forcing dans la désignation de Denis Kadima. Un forcing, c'est imposer par la force, et ce n'est pas ce que nous avons fait. Nous aurions aimé qu'il y ait un consensus entre les huit confessions religieuses, mais il n'y en a pas eu. Nous avons été patients, mais les religieux ne peuvent pas bloquer tout le processus électoral. Alors on a avancé.

Pensez-vous que confier le choix du président de la Ceni aux religieux c'est leur donner trop de pouvoir ?

La loi l'a décidé, en vertu de leur sérieux, de leur compétence… C'est comme ça !

Faudrait-il revoir le mode de désignation du président de la Ceni ?

Certainement. On sera obligés de revoir les choses à l'avenir.

Comment garantir l'inclusivité du processus électoral ?

Les élections de 2023 seront transparentes, et il y aura des observateurs pour s'en assurer. Les Églises pourront déployer leurs observateurs, il n'y aura aucun problème pour cela.



ARSÈNE MPIANA POUR JA

Comprenez-vous les craintes de ces religieux qui redoutent que les résultats de l'élection soient contestés ?

On dit que chat échaudé craint l'eau froide, n'est-ce pas ? Trois cycles électoraux, en 2006, en 2011 et en 2018, ont été émaillés par des conflits. Ils hantent l'esprit des Congolais. Mais nous promettons que 2023 se passera mieux.

> « Je m'adapte à tout le monde, en toute circonstance. C'est peut-être mon plus grand atout. »

Autre dossier entre vos mains : l'état de siège dans le Nord-Kivu et en Ituri, qui ne cesse d'être prorogé ***(lire p. 231)*****. Va-t-on en sortir un jour ?**

On s'en sortira. Le plus important pour nous, c'est la volonté de mettre fin aux atrocités et à la violence. Pour cela, nous avons besoin de cohésion. Nous reconnaissons aussi qu'il y a des faiblesses opérationnelles, mais nous sommes déterminés à améliorer cela.

Dans l'une de vos interventions au perchoir, vous avez demandé aux députés de quitter les groupes armés. Pourquoi ?

Parce que tous ceux qui sont complices, qu'ils soient civils ou militaires, doivent quitter les groupes armés.

Avez-vous des informations sur des complicités au sein même de votre Assemblée ?

Chacun doit regarder sa conscience.

L'Ouganda a officiellement lancé des opérations militaires sur le sol congolais contre les Allied Democratic Forces fin novembre 2021. Ce feu vert n'est-il pas un aveu d'impuissance pour la RD Congo ?

Non. À travers le monde entier, des États viennent au secours d'autres États. Nous reconnaissons avoir certaines faiblesses, mais ce feu vert n'est pas un aveu d'échec. Si c'est pour rétablir la paix, nous sommes même prêts à composer avec le diable.

Le sujet est sensible, car par le passé les troupes ougandaises et rwandaises ont commis des massacres sur le sol congolais. Il y a des craintes…

J'en suis conscient. Mais je crois que, à la différence d'autres pays, l'Ouganda n'a pas d'ambition expansionniste.

On fait de vous l'un des plus fidèles et dévoués du président Tshisekedi. Vous confirmez ?

Oui, j'ai décidé de soutenir inlassablement le président Tshisekedi.

À 80 ans, avec ce poste à la tête de l'Assemblée nationale, menez-vous votre dernière bataille politique ?

Oui, je préfère finir ma carrière en étant fier et laisser ensuite l'avenir de ce pays dans les mains des jeunes générations. C'est le devoir de l'aîné : communiquer tous les secrets pour que les jeunes aillent de l'avant et prennent la relève. ●



FIBREZ !
ON PEUT TOUT RÉDUIRE, SAUF LE DÉBIT !
LA FIBRE CANALBOX EST MAINTENANT À KINSHASA.
MAIS AUSSI À OUAGADOUGOU, ABIDJAN, KIGALI, BRAZZAVILLE, POINTE-NOIRE, LOMÉ ET LIBREVILLE
CANALBOX
CANALBOX
www.jeveuxmafibre.cd

OPPOSITION

Fayulu, Kabila, même combat

Tout sépare le leader de Lamuka et l'ancien président, sauf leur rejet de Félix Tshisekedi. Les deux hommes vont-ils mettre sur pied une alliance de raison ?

ANNA SYLVESTRE-TREINER

Il pleut dru ce 13 novembre à Kinshasa. Ça mouille, ça inonde, mais ce jour-là rien ne peut décourager les partisans du « bloc patriotique ». Par milliers, les militants du Front commun pour le Congo (FCC), de Joseph Kabila, et ceux de Lamuka, de Martin Fayulu et d'Adolphe Muzito, défilent jusqu'au stade Tata-Raphaël. Hier encore, ils étaient adversaires, aujourd'hui, ils partagent un combat commun.

Tous protestent contre la nomination de Denis Kadima à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et accusent le pouvoir d'un verrouillage du processus électoral en vue de la présidentielle de 2023. Trois semaines plus tôt, après des mois de blocage, le président Félix Tshisekedi a en effet entériné le choix très contesté de Denis Kadima. Bien que sa compétence soit reconnue par tous, cet expert électoral est accusé par ses détracteurs d'être trop proche du président – ils sont notamment tous les deux originaires de la province du Kasaï. Alors que la loi confie à huit confessions religieuses la charge de proposer le nom du président de la Ceni, la puissante Église catholique (Conférence épiscopale nationale du Congo, Cenco) et l'Église du Christ au Congo (ECC), protestante, s'étaient opposées aux six autres, dénonçant des méthodes de corruption et de menaces.



Joseph Kabila (à g.) et Martin Fayulu.

MONTAGE JA : J.WESSELS/AFP ; ROBERT CARRUBBA POUR JA

« C'est la marche pour le changement. Nous avons commencé aujourd'hui et nous allons continuer jusqu'à ce que les incompétents comprennent que le peuple veut se prendre en charge », a dénoncé Emmanuel Ramazani Shadary, l'un des plus proches lieutenants de Joseph Kabila au sein du FCC, en tête de cortège le 13 novembre, avant de dénoncer une « dictature » pire que « celle de Mobutu ».

Un vocabulaire qui pourrait être celui de Martin Fayulu, son ancien rival dans la course à la présidentielle de 2018. Même adversaire – Félix Tshisekedi –, même slogan. Les anciens ennemis pourraient-ils devenir des alliés – du moins de circonstance ? La rupture de l'alliance nouée entre le FCC et Cap pour le changement (Cach, la coalition de Tshisekedi) au lendemain de la présidentielle de 2018 semble avoir tout d'une bonne nouvelle pour l'opposition, qui voit ainsi ses rangs renforcés par Joseph Kabila et les siens.

Pourtant, le diable se niche souvent dans les détails. Ce 13 novembre, c'est en ordre dispersé que l'opposition a défilé. Ce n'est pas un, mais trois cortèges distincts qui ont afflué au stade. Surtout, ni Joseph Kabila ni Martin Fayulu ne battaient le bitume kinois auprès de leurs sympathisants. Le premier était encore en Afrique du Sud, où il avait, peu de temps avant, soutenu son mémoire et où vivent plusieurs de ses proches. Le second a préféré ne pas faire le déplacement. « Pourquoi faudrait-il toujours que Martin Fayulu incarne la protestation ? interroge l'un des membres de son entourage. Lorsqu'une marche est interdite, il s'y rend toujours pour faire front, mais ce jour-là il y avait déjà beaucoup de personnalités. Martin Fayulu soutenait bien sûr l'initiative, mais il n'avait pas besoin d'être présent. »

Malaise palpable

Dans les rangs du pouvoir, on se gausse pourtant de cette absence. « Il est évident que, si Fayulu n'est pas venu, c'est parce qu'il ne voulait pas s'afficher bras dessus bras dessous avec les caciques du FCC ! » Le malaise est palpable dans l'entourage de celui qui se proclame toujours « président élu » après l'étrange présidentielle de 2018. « Nous n'avons aucune relation avec le FCC. Pour nous, Kabila et Tshisekedi sont toujours ensemble. Le système qui était en place sous Kabila est celui qui perdure. Rien n'a changé », poursuit le proche de Martin Fayulu, alors que ce dernier n'a cessé d'accuser l'Union sacrée d'être une « deuxième grossesse » de l'alliance entre Tshisekedi et Kabila. Pour celui qui estime s'être fait voler la victoire par des manigances entre l'actuel et l'ancien président, il semble hors de question d'envisager une véritable alliance avec l'ancien président.

Dans les rangs d'un FCC encore affaibli par sa perte de pouvoir il y a un an, le ton se fait plus conciliant. Le parti est encore doté d'organes temporaires et dirigé par « un comité de crise », pourtant chacun semble attendre les directives d'un chef connu pour son goût de la discrétion et de la réserve. Alors que la scène politique continue de se recomposer, on se fait prudent. D'ici à 2023, « le jeu politique réserve bien des surprises », conclut un observateur qui rappelle qu'avant de s'opposer Kabila et Tshisekedi se sont alliés deux ans à la tête de l'État, et qu'avant cela encore ils étaient des ennemis jurés. ●

> **Il est évident que, si Fayulu n'est pas venu, c'est qu'il ne voulait pas s'afficher bras dessus bras dessous avec les caciques du FCC !**

QUESTIONS À...

Néhémie Mwilanya Wilondja

Député national du Front commun pour le Congo

« On devrait être reconnaissants envers Joseph Kabila »

Après plusieurs mois au cours desquels il a semblé sonné, apathique, à la suite de la perte de sa majorité, le camp de Joseph Kabila tente aujourd'hui d'organiser la riposte. Sur le terrain, pour contester le processus électoral, il s'est allié à Lamuka, la coalition emmenée par Martin Fayulu et Adolphe Muzito, qui l'a pourtant combattu. Mais, en interne, la remise à plat des structures, l'éventuelle nomination de nouveaux animateurs et la clarification du futur rôle de Joseph Kabila traînent. Installé dans son bureau à Kinshasa, Néhémie Mwilanya Wilondja, ex-coordonnateur d'un Front commun pour le Congo (FCC) en quête de relance, s'est confié à *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique : Pourquoi le FCC a-t-il fait le choix d'intégrer le « bloc patriotique » avec Lamuka ?

Néhémie Mwilanya : Le pays va mal, c'est une évidence. Si l'on prend la situation que Joseph Kabila a laissée le 24 janvier 2019, qu'il s'agisse de la politique, de l'économie ou du social, on constate qu'il y a une véritable fracture. Aujourd'hui, vous avez d'un côté le pouvoir et de l'autre le peuple.

Que reprochez-vous concrètement au processus électoral en cours ?

Quand des équipes participent à une compétition, les règles du jeu doivent être connues à l'avance et acceptées par tous. La désignation de l'arbitre doit aussi faire l'objet d'un consensus. Là, nous sommes dans une situation où l'un des compétiteurs est en train de choisir le stade et ses adversaires, en instrumentalisant la justice. Finalement, cela donne un processus tronqué.

Cette alliance n'est-elle pas contre-nature, au regard des relations entre le FCC et Lamuka ?

Il s'agit d'un ralliement à un agenda commun. Lorsque le président Tshisekedi a investi Denis Kadima à la tête de la Commission électorale nationale indépendante [Ceni], j'ai dit que le défi était lancé. Il faut tenter de faire entendre raison au pouvoir. Même l'organe de régulation qu'est la Cour constitutionnelle pose un

problème. Comment convaincre la communauté internationale qu'il s'agit là d'un processus crédible?

Cette entente a-t-elle vocation à durer jusqu'aux élections de 2023?

Nous partageons pour le moment les mêmes objectifs. Au regard de l'évolution de la situation, les mêmes acteurs décideront librement de poursuivre cette entente ou de retourner à leur combat singulier. En attendant, c'est un bloc qui reste ouvert à tous ceux qui veulent le rejoindre.

L'absence de Martin Fayulu lors de la marche du 13 novembre 2021 a pourtant donné l'impression que le bloc était divisé...

Chaque force a son organisation interne. Martin Fayulu n'y était pas, mais d'autres membres de son parti étaient là pour le représenter. Nous ne répondons pas aux impressions. N'étions-nous pas côte à côte, forces politiques et forces sociales avec les mouvements laïcs? Parler des personnalités est trop réducteur. L'important, c'est cette photographie.

Où en est la restructuration du FCC?

Cela relève de l'organisation interne. On ne peut pas avoir un horizon électoral sans penser à une réorganisation de la famille politique. Des comités y travaillent en ce moment même. Vous serez bientôt fixés sur l'avenir du FCC et de ses structures.

Depuis la perte de sa majorité, le FCC paraît affaibli et divisé...

Je suis un peu déconcerté car on parle simultanément de notre faiblesse supposée et du fait que l'on nous redoute. Peut-on redouter des faibles? Lorsque nous avons échoué à la présidentielle, on a d'abord dit que Kabila et les siens étaient perdus. Nous sommes « entrés en coalition » avec le président Tshisekedi et, dès cet instant, tout le monde a dit que Kabila était toujours fort et qu'il fallait réduire son influence. Depuis, on a assisté à un quasi-coup d'État institutionnel et on a dépouillé le président Kabila de tous ses atouts légitimes. Malgré cela, on a le sentiment que la même hantise persiste.

On vous a surtout reproché d'avoir bloqué l'action du pouvoir quand vous étiez « en coalition ».

Peut-on toujours dire que c'est le cas? Une année a passé depuis que « le coup » a été fait. Est-ce toujours Kabila qui bloque le pouvoir? Nous ne sommes plus associés de près ou de loin à la gestion du pouvoir. Est-ce que le pays va mieux?

Il y a tout de même des mesures concrètes: l'état de siège, un budget à plus de 10 milliards de dollars...

Nous avions déjà eu un budget de 11 milliards sous le gouvernement de Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Le pouvoir actuel ne bénéficie que des réformes du camp Kabila, comme celle du code minier. Lorsque vous enlevez l'apport du financement extérieur, le gros des recettes est issu de l'industrie minière. Si on veut encore accroître les recettes, il faut poursuivre ces réformes. L'enjeu n'est pas le chiffre, mais la mobilisation des recettes.



Néhémie Mwilanya Wilondja.

JOHN BOMPENGO

Vous avez le sentiment que l'on a fait un mauvais procès à Joseph Kabila?

Je crois que le débat doit d'abord tourner autour de ce qu'il a apporté pour ce pays. Il a organisé le premier transfert pacifique de pouvoir, n'a pas tripatouillé la Constitution, a respecté le nombre de mandats, etc. Aucun coup de feu en rapport avec cette passation n'a été tiré et, trois ans plus tard, celle-ci tient. Je constate que, alors qu'on lui devrait reconnaissance, il est devenu une cible.

Il semble aujourd'hui très en retrait. A-t-il digéré la perte de sa majorité?

On peut parler de regrets car les choses n'auraient pas dû se passer comme ça. Mais le plus trahi dans tout cela, c'est le peuple congolais. S'il faut reconnaître quelque chose à Kabila, c'est cette retenue dont il a fait preuve par rapport à cette séquence.

Au-delà de cela, avec le reste des membres de son parti, il a su organiser l'opposition qui est aujourd'hui sur le terrain. Je crois que c'est l'essentiel.

Joseph Kabila a-t-il l'intention de revenir en politique?

Quelqu'un qui a réalisé des travaux d'Hercule dans un pays qui n'existait plus avait bien le droit, à la fin de ses deux mandats, de prendre un moment pour souffler. C'est de bonne foi qu'il a joué la carte de cette coalition [avec le président Tshisekedi]. Son premier réflexe était de donner sa chance à cette alternance pour que cela devienne une coutume dans notre pays.

Aujourd'hui, il mène les consultations au sein de sa famille politique, et c'est le seul à pouvoir décider de ceux qui pourront la représenter aux prochaines échéances. Quant à son rôle à l'avenir, je rappelle que Joseph Kabila n'a que 50 ans!... ●

Propos recueillis par Stanis Bujakera Tshiamala, Romain Gras et Anna Sylvestre-Treiner



MATADI GATEWAY TERMINAL

« L'AMÉLIORATION DU TRAFIC MARITIME EN RDC, CHEVAL DE BATAILLE DE MATADI GATEWAY TERMINAL »

NOTRE BUSINESS

Matadi Gateway Terminal (MGT en sigle) est une société de droit congolais spécialisée dans la gestion, l'exploitation et le développement de ports et terminaux. Dotée de deux postes d'amarrage d'une longueur totale de 350M, des infrastructures modernes et un personnel expérimenté, MGT offre les services de qualité et en temps réel aux armateurs ainsi qu'aux importateurs et exportateurs.

Pour atteindre un meilleur positionnement de ses services, la mise en service de l'application « MGT ONLINE » facilite les opérateurs économiques d'avoir toutes les informations nécessaires sur leurs cargaisons se trouvant à MGT et en temps réel. Cette application est aussi dotée d'un module de facturation permettant aux utilisateurs de pouvoir éditer leurs factures à distance.





NOS DÉVELOPPEMENTS

Au sein de MGT, le service Informatique contribue aux objectifs stratégiques en apportant un soutien technique aux projets et au développement du système d'information. Pour ce faire, MGT s'est dotée du système d'exploitation Navis Sparcs N4 version 3.6.18.6 qui permet d'accélérer les opérations de chargement et de déchargement en automatisant le planning des navires et d'améliorer la planification et la visibilité en temps réel des opérations.

Au terminal MGT, la productivité des opérations navires s'améliore, de manière incontestable, à la grande satisfaction de tous les intervenants avec une moyenne de 39 Mvt/H. Avec une moyenne annuelle de 125 000 EVP, le terminal fonctionne désormais 24H/7.

Dans le cadre de la deuxième phase du programme d'expansion, l'acquisition des nouveaux équipements va accroître les performances de MGT dans la chaine logistique nationale et internationale et permettra notamment à MGT d'avoir la capacité de desservir des navires porte-conteneurs classés Post-Panamax. « MGT exploite progressivement son potentiel, s'ouvre aux économies à échelles graduées et offre des services de qualité aux clients », souligne Hans Ole Madsen, Vice-président Senior Europe, Moyen-Orient et Afrique d'ICTSI. A la fin de l'extension de quai qui mesurera 450M, MGT sera en mesure de traiter simultanément 3 à 4 navires en moins de 24 heures.

Par ailleurs, le dragage du fleuve Congo reste une condition impérative et incontournable pour rendre la chaine d'approvisionnement congolaise indépendante des pays de la sous-région. L'avènement de MGT en RDC a déjà permis de réduire considérablement le temps des navires au mouillage. La difficulté de navigation liée à la profondeur du fleuve Congo, particulièrement sur la partie comprise entre Boma et Malela, dont la profondeur actuelle est de 8 m, empêche l'accès facile des gros navires en charge pleine. Compte tenu de différentes demandes des lignes maritimes et des importateurs, le Groupe ICTSI, déjà connu pour ses investissements dans le port MGT, est prêt à financer l'approfondissement de la zone divagante et à travailler avec le Gouvernement de la RDC, les lignes maritimes ainsi que les sociétés spécialisées dans le dragage pour la réalisation de ce projet.

NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DANS LA VILLE DE MATADI

MGT a mis en place sa propre équipe de lutte contre les incendies et d'intervention d'urgence, équipe composée essentiellement d'employés MGT ayant bénéficié d'une formation professionnelle et entièrement équipée, certifiée et opérationnelle sur terrain. La population de Matadi fait régulièrement appel à leur service, service auquel elle répond avec succès.



JAMG - PHOTOS DR

« Matadi Gateway Terminal a la ferme conviction que la réalisation du dragage du Fleuve Congo et sa participation dans la promotion du transport ferroviaire permettront non seulement à la RDC de pouvoir augmenter ses indicateurs de performances logistiques, mais aussi réduira le temps de transport et le coût des marchandises qui sera d'un apport considérable pour le pays. »



WWW.MGT.CD

GRAND FORMAT **RD CONGO**

DIPLOMATIE

Un an pour quel bilan ?

À la tête de l'Union africaine depuis février 2021, le chef de l'État congolais s'était fixé des objectifs ambitieux en matière d'environnement, de lutte antiterroriste et de gestion des crises politiques. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres…

ROMAIN GRAS

Le bilan de Félix Tshisekedi à la tête de l'Union africaine aura-t-il un goût d'inachevé, en février prochain, au moment de transmettre le flambeau à Macky Sall, son pair sénégalais ? Le 8 février 2021, face à une assemblée plénière de l'Union africaine (UA) privée de son habituel parterre de chefs d'État en raison de la crise sanitaire, le président congolais prenait officiellement la tête de l'institution panafricaine. Placé sous les auspices du patrimoine, de l'art et de la culture, ce mandat, que les équipes de Tshisekedi présentaient comme le « retour de la RD Congo sur la scène diplomatique », s'ouvrait sur de grandes ambitions. Dont celle, affichée par le président congolais, de « faire sortir l'UA des salles de réunion ».

Entre la pandémie de Covid-19, qui handicape des économies à peine lancées dans la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf), les difficultés à accéder de manière équitable au vaccin, le défi climatique et le risque sécuritaire, lequel, au-delà de l'est de la RDC, touche aussi bien le Sahel, la Centrafrique que le Tigré, en Éthiopie – exemples évoqués par Tshisekedi lors de sa prise de fonctions –, le chantier paraissait immense. Un an plus tard, le bilan paraît pour le moins mitigé.

L'un des premiers dossiers auquel Félix Tshisekedi s'est attelé a été le conflit portant sur le grand barrage de la Renaissance (GERD), qui oppose l'Éthiopie au Soudan et à l'Égypte. Enjeu de souveraineté majeur pour Addis-Abeba, ce projet suscite l'inquiétude de Khartoum et du Caire, très dépendants de leur accès au Nil. Dans l'impasse depuis plus de dix ans, ce dossier a fait l'objet d'efforts réguliers de la diplomatie congolaise. Le 5 avril 2021, une première médiation, de niveau ministériel, convoquée à Kinshasa, s'était conclue sans compromis et même sans cérémonie de clôture.

Le professeur Ntumba Luaba, ex-secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et coordonnateur du panel d'experts que Tshisekedi a nommé pour soutenir son action à la tête de l'UA, suit le dossier du GERD de près. Il s'est rendu à plusieurs reprises dans les pays concernés, sans toutefois obtenir de progrès. Une promesse de sommet a avorté en juin 2021, et une seconde tentative de relance, en novembre, s'est révélée infructueuse. « L'organisation des élections [en Éthiopie], la situation dans le Tigré, puis le coup d'État au Soudan, avec la suspension du pays de l'UA, ont un peu bousculé le calendrier », se défend l'intéressé.

> **« Quand il y a une multiplicité de centres de décision, les dossiers se perdent », reconnaît un diplomate proche du chef de l'État congolais.**

Félix Tshisekedi souhaitait par ailleurs profiter de son mandat pour faire avancer le mégaprojet de barrage du Grand Inga. Censé accélérer l'électrification d'une partie du continent, celui-ci suscite la convoitise de nombreux pays et fait l'objet d'une lutte acharnée entre investisseurs. En présentant la RDC comme un « pays solution » face au dérèglement climatique lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), Tshisekedi comptait sur cette grand-messe pour promouvoir le projet du Grand Inga. Une réunion sur ce thème devait même avoir lieu à Glasgow, mais elle a finalement été annulée. Le président congolais a néanmoins profité de l'événement et de son mandat à l'UA pour signer avec Boris Johnson, le Premier ministre britannique, un engagement de dix ans pour la protection de la forêt de la RDC.



À la COP26, à Glasgow (Écosse), le 1er novembre 2021.
PHIL NOBLE/POOL/AFP

Cacophonie

Une autre priorité de la diplomatie congolaise aura été la sécurité. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, au cours de laquelle il a plaidé pour une meilleure représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité, Tshisekedi a surtout prôné l'adoption d'une « stratégie mondiale contre le terrorisme ». À court terme, le chef de l'État congolais, qui demande aux responsables étrangers de reconnaître l'existence du terrorisme islamiste dans l'est de la RDC, semble toutefois privilégier une solution régionale contre les ADF (Allied Democratic Forces, *lire p. 237*). Tshisekedi a par ailleurs été confronté à trois coups d'État en un an sur le continent : au Mali, en Guinée et au Soudan. Mais, au-delà des condamnations d'usage, l'UA a peiné à faire entendre sa voix.

Au-delà de la complexité des dossiers, le président congolais a souvent dû se colleter avec ses propres difficultés sur le plan intérieur. Son mandat a débuté au moment où la coalition qu'il formait avec Joseph Kabila implosait. Le remaniement, survenu deux mois après sa prise de fonctions à l'UA, a donné lieu à des transferts de dossiers parfois délicats entre ministres. Christophe Lutundula, qui a succédé à Marie Tumba Nzeza à la tête de la diplomatie, a ainsi critiqué l'inefficacité du dispositif mis en place par sa prédécesseuse.

Au quotidien, la gestion des dossiers a été répartie entre plusieurs pôles, brouillant parfois le message. Le panel mandaté pour s'occuper des affaires de l'UA était, par exemple, chargé du suivi du dossier du barrage de la Renaissance, alors que le conflit au Tigré était, lui, géré par le ministère des Affaires étrangères. Idem pour le projet du Grand Inga, dont les acteurs se répartissent entre la présidence, le gouvernement et le panel.

« De manière générale, la plupart des dossiers doivent avoir l'aval du ministère des Affaires étrangères, qui gère aussi beaucoup d'autres dossiers », résume Ntumba Luaba. « Quand il y a une multiplicité de centres de décision, les dossiers se perdent. C'est ce qu'il s'est passé durant ce mandat », souligne un diplomate chevronné qui fait partie de l'équipe Tshisekedi.

Quelques couacs

Le mandat a de surcroît été marqué par quelques couacs. Par exemple, la RDC s'est portée candidate au siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, alors que la candidature du Gabon avait déjà été approuvée par l'UA. Une source proche de Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA, avait alors fustigé la « désorganisation » de l'administration congolaise. « Difficile pour nous de dire que l'on ne savait pas, car notre ministre avait présidé la réunion au cours de laquelle cette décision avait été entérinée », explique une source diplomatique congolaise.

L'accession d'Israël au statut d'observateur à l'UA, soutenue par Félix Tshisekedi – qui s'est rapproché de Tel-Aviv –, a également été critiquée par plusieurs pays, l'Afrique du Sud en tête. En dépit de ces turbulences, le président congolais a continué à multiplier les initiatives diplomatiques. Le 25 novembre, cinq chefs d'État, dont Macky Sall, ont participé à son Sommet sur la masculinité positive et les violences faites aux femmes. L'occasion, pour Félix Tshisekedi, de préparer avec son pair sénégalais la passation de pouvoirs à la tête de l'UA.

« Il faut voir d'où l'on partait. En 2019, notre pays était infréquentable », défend un conseiller de Tshisekedi. « Ce mandat a marqué le retour de la RDC sur la scène diplomatique, nuance un diplomate congolais. Mais, au-delà de l'image et du prestige, il faudra faire le bilan de ce que le pays en aura tiré de concret. » ●

Congo Airways
Le plaisir de voyager...



JAMG - © D.R.

Entretien avec Pascal Kasongo Mwema, Directeur Général (AI) de Congo Airways

« Notre vocation est de contribuer à l'essor économique de la nation »

Pourriez-vous vous présenter ?

Je suis un professionnel de l'aviation avec 32 ans d'expérience en qualité de commandant de bord. Je suis un passionné, j'aime les challenges. Et pour ce challenge, je suis reconnaissant au Chef de l'État et au Chef du gouvernement, pour cette nomination au poste de Directeur Général de Congo Airways. Je souligne cela parce que c'est assez rare de faire un choix technique dans les moments difficiles que nous traversons, de prendre un fils de la maison avec ses qualités de spécialiste.

Quel est votre parcours ?

J'ai eu un parcours international. J'ai commencé dans ce que l'on appelle le VIP, pilote à la Gécamines. Puis j'ai migré vers le privé afin de voler pour des compagnies telles que Shabair, Zaïre Express et Zaïre Airlines. J'ai ensuite poursuivi ma carrière en Afrique du Sud, avant de me retrouver en Belgique où j'ai été recruté comme commandant de bord pour la compagnie Sabena jusqu'à sa faillite en 2001. Cette même année, j'ai été redirigé vers une structure nouvelle, Brussels Airlines. Enfin, j'ai volé au Moyen-Orient où j'ai été pilote du roi de Bahreïn de 2005 à 2015.

Puis vous avez franchi une nouvelle étape...

En 2015, j'étais à Bahreïn lorsque le projet de la création de Congo Airways se met en place. J'ai été contacté par le ministre des Transports de l'époque pour participer au démarrage de cette société. C'est ma petite pierre à l'édifice Congo.

Quelle est votre feuille de route ?

La mission de Congo Airways est double. Nous avons un grand pays que nous devons servir. Il y a un réel déficit d'infrastructures et nous devons désenclaver le pays. Notre vocation est de contribuer à l'essor économique de la nation, car les mouvements des biens et des personnes sont des vecteurs de développement.

Aussitôt nommé, comment avez-vous perçu la nouvelle politique tarifaire, de baisse des prix des billets par le gouvernement ?

Évidemment, ce sont des défis qu'il faut relever... En 2018, Congo Airways a transporté 400 000 passagers avec un chiffre d'affaires de 80 millions de dollars pour une population de 80 millions d'habitants. Nous avons donc transporté 0,5% de la population. Lorsque vous diminuez le tarif du billet, vous permettez donc à une tranche de la population congolaise de pouvoir voyager. Cela devient une opportunité. Pour moi, la concurrence, c'est Ethiopian et Kenyan. Nous partageons aussi un espace aérien commun avec certaines compagnies qui, elles, ont choisi de servir seulement certaines destinations. Au moment où nous parlons, elles ont décidé de bouder sept aéroports congolais. Nous ne pouvons pas les ignorer, car nous avons la mission de servir tous les Congolais. Par conséquent, nous allons couvrir ces destinations. Cela devient une opportunité parce que le volume augmente même si l'assiette de revenus diminue : c'est une économie d'échelle et donc une opportunité.

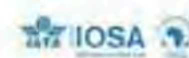
Quelle sera votre stratégie ?

Nous devons d'abord corriger toute une série d'erreurs que nous avons commises en tant que société. Nous avons oublié de nous comporter comme une société commerciale alors que le service client ou la qualité du service devraient être nos priorités. Durant cette période du Covid-19, aucune compagnie aérienne dans le monde n'a pu se vanter d'avoir fait des bénéfices. Désormais, nous allons être très exigeants dans notre nouveau modus operandi.

Congo Airways prend la présidence de l'AFRAA par son Directeur Général, quel impact pour la compagnie et la RDC ?

C'est tout d'abord un honneur d'être compté parmi les 46 membres de L'Association africaine des compagnies aériennes, connue sous son acronyme AFRAA, dont la principale mission est de promouvoir, de servir et de défendre l'industrie aéronautique africaine. Cette nomination présente Congo Airways comme un gage de fiabilité et de maintient des standards de sécurité aux normes internationales au même titres que ses partenaires stratégiques. Elle vient également renforcer la volonté de la RDC, de se relever et de se placer sur la scène continentale, comme acteur au développement économique de l'Afrique, matérialisé par la présidence de l'Union Africaine tenue par son Excellence Félix Antoine Tshisékedi Président de la RDC.

#Leplaisirdevoyager
130 Boulevard du 30 juin, KINSHASA/ GOMBE
congo airways
flycongoairways
info@congoairways.com
www.congoairways.com



DOSSIER SENSIBLE

L'état de siège, jusqu'à quand ?

C'est presque devenu un rituel. Toutes les deux semaines depuis le mois de mai 2021, le Parlement congolais se réunit en plénière pour autoriser la prorogation de l'état de siège, mesure d'exception instaurée le 30 avril par Félix Tshisekedi en Ituri et dans le Nord-Kivu pour mettre fin aux violences dans ces deux provinces. Depuis, son efficacité sur le terrain reste sujette à de nombreuses critiques, notamment en raison de la persistance des massacres. Les données compilées par le baromètre sécuritaire du Kivu (KST) confirment même que la situation a eu tendance à se dégrader. À la fin de novembre, plus de 100 personnes avaient péri à la suite d'une série d'attaques dans plusieurs localités de l'Ituri, où sévit le groupe armé Codeco.

Félix Tshisekedi et le gouvernement ne montrent pour autant aucune volonté de réévaluer la mesure pour le moment. « L'état de siège ne sera levé que lorsque les circonstances qui l'ont motivé disparaîtront », affirmait le chef de l'État en septembre. Le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, qui effectue des points d'étape réguliers sur la situation dans l'est du pays, plaide lui aussi pour plus de patience et affirme qu'on « ne peut pas demander de régler en six mois un problème qui dure depuis plus de vingt ans ».



Absentéisme

« Une marche arrière semble peu probable. L'état de siège est, avec la gratuité de l'enseignement, la mesure phare de l'administration Tshisekedi, souligne un diplomate. Y mettre un terme sans que la situation s'améliore serait un aveu d'échec. »

Pour assurer la pérennité de sa mesure, Tshisekedi aura néanmoins besoin de garder un camp politique uni. Selon les données officielles collectées par la plateforme Talatala, baromètre de suivi de l'activité parlementaire, près de 200 députés (sur 500) ne participent jamais à ce vote de prorogation ; ainsi, lors de la 13e reconduction de cette mesure, le 30 novembre, 213 députés n'y ont pas pris part. Pis, la participation baisse régulièrement depuis le mois de mai, et le quorum n'est souvent pas atteint.

Faut-il y voir une forme de lassitude ou de désintérêt des élus ? À la fin d'octobre, un groupe de députés du Nord-Kivu et de l'Ituri a annoncé qu'il entamait un boycott des plénières de prorogation de l'état de siège pour exprimer son ras-le-bol face au manque d'efficacité de la mesure. Au même moment, plusieurs dizaines d'élus signaient une motion de défiance à l'encontre du ministre de la Défense, Gilbert Kabanda, accusé de ne pas prendre en compte la détérioration de la situation et de ne pas avoir suivi les recommandations du Parlement.

Dans son rapport, la commission défense de l'Assemblée a dénoncé le fait que « la proclamation de l'état de siège n'a pas été sous-tendue par une planification d'actions stratégiques », évoquant la nécessité d'un « plan de sortie ».

Ce mouvement de protestation de certains élus n'a eu jusqu'à présent qu'une incidence minime. Le 17 novembre, Félix Tshisekedi a tout de même reçu le caucus des députés nationaux du Nord-Kivu et de l'Ituri. À cette occasion, il leur a fait part de la volonté de Yoweri Museveni de déployer ses troupes pour lutter contre les rebelles ougandais ADF. Officialisée à l'issue d'un couac de communication, l'opération conjointe des armées congolaise et ougandaise est désormais lancée. Pour combien de temps ? Là encore, le timing semble flou. L'armée ougandaise souhaite simplement en effectuer l'évaluation tous les deux mois. À voir, entre-temps, les répercussions que cette nouvelle mesure aura sur le terrain. ●

Romain Gras



BIENTÔT UNE NOUVELLE LOI FONCIÈRE, 50 ANS APRÈS !

Après la validation du Document de Politique Foncière Nationale, DPFN, le ministre des Affaires foncières, Aimé Sakombi Molendo a dorénavant les yeux rivés sur la Loi foncière qui est la clé de voûte d'un processus entamé depuis 2013 avec la création de la Commission Nationale de la Réforme Foncière, CONAREF.



Aimé Sakombi Molendo - Ministre des Affaires foncières de la RDC

Il faut noter que le Président Félix-Antoine Tshisekedi avait déjà, dans son discours à la nation de 2019, fixé le cap et défini les priorités en appelant à une réforme foncière qui devait doter la RD-Congo, à l'horizon 2020, **« d'un document de politique foncière nationale et d'une nouvelle Loi foncière adaptée aux défis de la gestion de nos espaces urbains, agricoles et miniers, tout en constituant l'un des fondements de notre politique de renforcement du climat des affaires ».**

Mais c'était sans compter avec l'apparition du Covid-19 qui a fait de 2020 l'année de toutes les perturbations, et remis en question toutes les prévisions. Qu'à cela ne tienne, le temps de s'adapter à vivre avec cette pandémie et ses nombreux variants, le ministère congolais des Affaires foncières s'est recentré sur les engagements du Chef de l'État, mais dans la perspective 2021.

2021, L'ANNÉE DU DOCUMENT DE POLITIQUE FONCIÈRE NATIONALE

Stimulée par les promesses présidentielles, la Commission Nationale de la Réforme Foncière, CONAREF, qui est engagée depuis sa création en 2013 dans la mise en œuvre et le suivi de la feuille de route pour la Réforme du secteur foncier de la République Démocratique du Congo, s'est déployée sur l'ensemble du pays à travers des séminaires et des ateliers pour concrétiser l'implication de toute la nation congolaise dans ce processus ; et produire des outils de gouvernance foncière susceptibles de garantir la sécurité foncière des Congolais d'aujourd'hui et de demain, des futures générations et des investisseurs étrangers installés en RDC.

C'est le fruit de ce travail qui a été soumis sous forme de draft à l'appréciation des différentes souches sociales venues de toutes les 26 provinces du pays pour validation lors de l'atelier organisé du 15 au 17 novembre dernier à l'hôtel Pullman de Kinshasa.

Au terme d'un marathon de trois jours, les participants à cet atelier ont adopté le Document de Politique Foncière Nationale qui, après un dernier toilettage incluant les recommandations formulées, sera proposé au quitus du Conseil des ministres puis promulgué par un décret du Premier ministre.

CAP SUR LA LOI FONCIÈRE

Après cette étape qui dotera enfin ce pays continent d'une boussole de gouvernance foncière, le ministre congolais en charge de la gestion des terres qui est aussi le Président du Comité de pilotage de la CONAREF a désormais, en point de mire, la Loi foncière. En effet, cela fait près de 50 ans que la RDC attend une Loi foncière en phase avec les défis de tous ordres qui entravent la bonne marche de l'administration foncière, insécurise les assujettis, crée des conflits récurrents et même des pertes en vies humaines.

C'est pourquoi, à peine l'atelier de validation du DNPF fini, Aimé Sakombi Molendo recevait, à son cabinet de travail, les ministres provinciaux en charge des affaires foncières du Kwango, Equateur, Kasai, Sud Ubangi, Mongala, Sankuru, Lomami et Tanganyka pour leur demander de s'impliquer dans les travaux d'élaboration de la nouvelle Loi foncière. En effet, comme pour le DPNF, le gouvernement recommande que le processus de réforme de la Loi foncière garantisse l'inclusion la plus large possible. Par cette rencontre, le patron des terres congolaises a voulu marquer les esprits, et rappeler l'urgence de parachever dans les délais les plus brefs ce processus de Réforme de la Loi foncière de 1973 attendu depuis près de 50 ans. Cette urgence se justifie par le fait que la gouvernance foncière est un indicateur majeur du climat des Affaires, et un vecteur important de paix et de cohésion nationale. Pour s'en convaincre, il suffit de voir la multiplicité des conflits fonciers, les incohérences dans les rapports entre le Droit écrit et le Droit coutumier dans l'administration des terres, les ingérences des autorités traditionnelles dans les transactions portant sur les terres, les anachronismes des dispositions contenus dans les dispositions actuelles de la loi du 20 juillet 1973 portant sur le Régime foncier et immobilier en comparaison des évolutions enregistrées aux niveaux international, régional et sous régional, et à celui d'autres secteurs de la vie nationale connexes au foncier, les conflits des compétences en matière de planification et d'affectation des terres entre différents Ministères et services publics ayant des attributions connexes, etc...

Aimé Molendo Sakombi restera dans les annales de l'histoire comme le ministre qui a relevé le pari de mener le processus capital de la Réforme foncière à son terme.

Il sied de noter que c'est pour raison d'efficacité que la CONAREF a scindé le processus de la Réforme foncière en deux axes parallèles, la Politique et la Loi. C'est cette méthodologie pragmatique qui fait que le DPNF soit en phase de promulgation alors que la Loi foncière n'en est encore qu'à des pré-consultations. Dans tous les cas, si 2021 consacre la validation du DPNF, 2022 sera l'année de la Loi foncière. Toutes voiles dehors, les affaires foncières RD congolaises voguent vers des rivages plus sûrs. Aimé Molendo Sakombi restera dans les annales de l'histoire comme le ministre qui a relevé le pari de mener le processus capital de la Réforme foncière à son terme.



KUDRA ABDULAZIZ

GRAND FORMAT **RD CONGO**

ÉCONOMIE

Retour en grâce

La croissance a dépassé les prévisions pour l'année 2021. Mais, entre les progrès réels, salués par les institutions de Bretton Woods, et les handicaps, endémiques ou conjoncturels, qui minent son développement, le pays se trouve sur une ligne de crête. Décryptage.

ALAIN FAUJAS



Usine de première transformation du cobalt à Lubumbashi. Le minerai sera ensuite raffiné en Chine.

SAMIR TOUNSI/AFP

Audit des comptes de la présidence, limogeage d'Albert Yuma, conclusions de l'enquête Congo Hold-up… Lire l'interview de Jules Alingete, puissant patron de l'IGF, sur **www.jeuneafrique.com**

Longtemps abonnée à de médiocres résultats économiques, la RDC se redresse. Non seulement elle n'a pas connu de récession durant la crise sanitaire de 2020, à la différence de la plupart de ses voisins, mais la croissance que lui prédit le FMI est confortable et a même été revue à la hausse, à 5,4 % au lieu de 4,9 % pour 2021 et à 6,2 % au lieu de 5,6 % pour 2022… *(lire « Repères » ci-après)*. Cette belle accélération est due à la poussée des cours mondiaux de deux minerais que produit la RDC : le cuivre (+ 40 % de novembre 2020 à novembre 2021) et le cobalt (+ 80 %). Elle est aussi imputable à la reprise des achats de ces deux minerais par la Chine. Les réserves de la Banque centrale du Congo (BCC) ont bondi de 800 millions de dollars en 2020 à 3,3 milliards à la mi-octobre 2021, notamment grâce à l'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS) de 1,4 milliard par le FMI.

L'embellie doit aussi être mise au crédit de l'État, qui a manifesté sa volonté d'améliorer la gouvernance. Cela s'est traduit par la signature, en juillet 2021, d'un programme triennal avec le FMI – le premier depuis neuf ans – doté d'une enveloppe de prêts de 1,5 milliard de dollars sur trois ans. Un deuxième décaissement de 217 millions de dollars a eu lieu à la mi-décembre, exprimant la satisfaction du Fonds sur les réformes réalisées. La visite à Kinshasa de la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, les 8 et 9 décembre, symbolise ce retour en grâce.

Le gouvernement de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a multiplié les réformes souhaitées par le FMI. La première a été la constitution d'un nouveau conseil d'administration de la BCC, en conformité avec la loi de 2018, ce qui était une action préalable requise par le Fonds. Les autorités ont accompagné cette action par la nomination à la tête de la BCC de Malangu Kabedi Mbuyi, qui était cheffe de mission au Burkina Faso, en remplacement de Déogratias Muombo, jugé trop proche de l'ancien chef de l'État Joseph Kabila.

Autre fidèle de ce dernier, Albert Yuma, le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), a dû abandonner son poste d'administrateur de la BCC et, le 3 décembre dernier, a été débarqué de la présidence du conseil d'administration de la Gécamines. Les postes de deux vice-gouverneurs ont été créés et affectés à Dieudonné Fikiri et William Pambu, des membres de l'Union sacrée de la nation (USN), la nouvelle majorité du président Tshisekedi.

Généralisation de la transparence

Les recettes budgétaires progressent de mois en mois et ont permis un collectif budgétaire en hausse au profit des investissements. « Cette amélioration est due à un réel effort de l'administration fiscale en matière de collecte, même si elle découle en partie du résultat de contrôles et de redressements dans le secteur minier qui ne se répéteront pas chaque année, explique Gabriel Leost, représentant-résident du Fonds en RDC. La digitalisation en cours de la chaîne des recettes fiscales est cruciale pour réduire les risques de pertes de recettes. Une autre pierre angulaire de ces améliorations est la transparence du secteur minier et la publication des contrats et des comptes audités, comme celui de la Gécamines, en août 2021. »

Seule la généralisation de cette transparence, y compris dans les permis d'exploitation forestière, permettra de faire reculer la corruption endémique qui reléguait la RDC au 170e rang sur 179 pays passés au crible dans le classement 2020 de Transparency International sur la perception de la corruption par les acteurs économiques. La reprise des discussions avec l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie) laisse augurer de nouveaux progrès. La retransmission à la télévision du procès « des 100 jours » de la présidence Tshisekedi, qui concernait certains de ses anciens collaborateurs, en est une illustration. Les Congolais réclament une meilleure gouvernance.

Si les perspectives de la RDC sont encourageantes, elles demeurent cependant fragiles parce que son économie n'est pas diversifiée. Certes, le gouvernement de Sama Lukonde privilégie une politique destinée à y remédier et soutient le développement de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, avec l'adoption d'un cadre juridique favorable aux partenariats public-privé (PPP). Mais les améliorations tardent à arriver. En effet, les projets de port en eau profonde à Banana, d'usine de montage de véhicules à Kinshasa ou de zone économique spéciale à Makulu piétinent. Et la création d'une cellule chargée de superviser le climat des affaires à la présidence n'a pas encore porté ses fruits. →

Déjà débarqué de son poste d'administrateur de la BCC, Yuma, le patron des patrons, a été écarté de la tête de la Gécamines le 3 décembre.

REPÈRES

Reprise plus dynamique que prévu

	2019	2020	2021	2022
			Projections	
			(en %)	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	**4,4**	**1,7**	**5,4**	**6,2**
Secteur extractif	3,1	1,9	6,4	-
Secteur non extractif	5,7	– 1,1	4,4	-
Inflation (moyenne annuelle)	**4,7**	**11,4**	**9,4**	**6,4**
			(en % du PIB)	
Solde budgétaire global (dons compris)	**– 2,0**	**–2,1**	**–1,7**	**– 1,2**
Solde extérieur courant (dons compris)	**– 3,2**	**– 2,1**	**– 2,1**	**– 1,8**
Dette publique totale	**15,0**	**15,2**	**11,9**	**10,1**
Dette publique extérieure	12,8	12,4	10,2	8,7
Réserves (en mois d'importations de biens et services)	**0,8**	**0,6**	**1,0**	**1,4**

SOURCES : AUTORITÉS NATIONALES ET FMI, OCTOBRE 2021

Une pauvreté très et trop présente



Indice de développement humain (IDH)
0,480, soit le 175e rang mondial sur 189 pays classés, contre une moyenne de 0,547 en Afrique subsaharienne



Espérance de vie
60,7 ans, proche de la moyenne de 61,5 ans en Afrique subsaharienne



Population
98,4 millions d'habitants, dont 48 % âgés de moins de 15 ans et 48 % de 15 à 59 ans



Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,90 $ par jour)
76,6 %



Population rurale ayant accès à l'électricité
1,6 %, très au-dessous de la moyenne de 27,6 % en Afrique subsaharienne

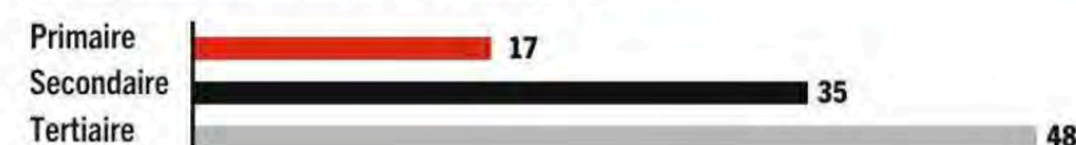


Durée moyenne de scolarisation d'un Congolais âgé de 25 ans
6,8 ans, au lieu d'une durée attendue de 9,7 ans, mais plus que la moyenne en Afrique subsaharienne (5,8 ans)

SOURCE : INS MARS 2021, PNUD 2020

Les services en première ligne

(Contribution à la croissance du PIB réel, en %)



SOURCE : INS MARS 2021, POUR L'ANNÉE 2019

→ Ces efforts de l'exécutif pour débarrasser le pays de ses handicaps ont cependant séduit le Groupe de la Banque mondiale, qui a décidé de donner un coup d'accélérateur à ses projets en RDC afin de profiter de ce climat favorable. Il avait financé des projets pour une valeur de 1,5 milliard de dollars en 2020, ce montant pourrait atteindre 2 milliards en 2021. Sa filiale, l'International Finance Corporation (IFC), apportera 400 millions de dollars au projet Scaling Mini-Grid, qui dotera le pays d'une capacité installée de 200 mégawatts d'ici à 2024 dans 21 chefs-lieux provinciaux (rappelons que seul 1 Congolais sur 5 est raccordé à l'électricité).

Un autre programme, de 250 millions de dollars, aidera à réinsérer les ex-combattants des groupes armés en Ituri, dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu. Le gros des efforts de la Banque mondiale portera sur les infrastructures routières, soit 750 millions de dollars dans un premier temps, car il est urgent de relier enfin les trois pôles du pays, à savoir Kinshasa, Lubumbashi et Goma.

Face au mastodonte chinois

« Il n'y aura pas de diversification possible s'il n'y a ni routes, ni électricité, ni fibre optique, souligne Jean-Christophe Carret, directeur pays de la Banque mondiale pour la RDC. Au Congo, il y a trente fois moins de routes au kilomètre carré que dans les autres pays africains et seulement 2 915 km de routes bitumées. Il faut reconnecter ce pays et goudronner entre l'océan, les Kasaï et les Kivus, et dans les endroits dangereux, comme le Nord-Kivu. Les routes aident à réduire la violence, les groupes armés préférant sévir dans les endroits peu accessibles. »

Ces soutiens confirmés devraient encourager les autorités à persévérer dans la voie des remises à plat. Ils les ont d'ores et déjà incitées à revoir le contrat « du siècle », passé en 2008 avec la Chine et qui se révèle déséquilibré, si l'on en croit l'Itie et les rapports que viennent de rendre au chef de l'État le ministère des Mines et celui des Infrastructures. Il sera intéressant de voir ce qu'osera Kinshasa face au mastodonte chinois. ●



République Démocratique du Congo
Ministère des Finances

UN OUTIL CRUCIAL POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT

« La Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles, CFEF en sigle, est une structure qui a été mise en place en 2009 par le Ministre des Finances pour gérer un portefeuille de projets à caractère multisectoriel financés sur les ressources extérieures. »

Rencontre avec M. Alain LUNGUNGU KISOSO, Coordonnateur National de la structure.



Un Leadership fort, moderne et rigoureux est essentiel pour l'atteinte des objectifs de développement des projets à la satisfaction des bénéficiaires

Pouvons-nous revenir sur la genèse de la Cellule ?

Depuis sa création, le portefeuille des projets s'est agrandi et comporte en cumul quinze projets d'un montant totalisant 252,8 millions USD, composé de dix projets financés par la Banque Africaine de Développement et cinq autres par la Banque mondiale. Un programme de micro finance financé par la Coopération allemande KFW est également suivi par la CFEF depuis deux ans. La Cellule exécute également des opérations financées par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre du soutien au processus d'engagement de la RDC au financement du Millennium Challenge Corporation et aux négociations avec le CAFI. Il convient de relever que les interventions sont centrées sur quatre secteurs prioritaires alignés sur les différents programmes du Gouvernement, à savoir : capital humain, infrastructures, développement rural et gouvernance.

Quelles sont les grandes actions de la Cellule dans le cadre de ces projets ?

Nous avons développé, pour le compte du Gouvernement, les chaînes de valeurs agricoles au projet de 183 380 ménages dans le Kongo Central. Ces ménages ont été structurés, professionnalisés et équipés pour améliorer leur productivité, afin de leur participation au processus de production. Bien plus, 542,2 kilomètres de routes de dessertes agricoles ont été rendus praticables par l'utilisation de la méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre, ce qui a réduit par dix le délai de parcours sur ces axes et généré plus de 5 026 emplois dans la zone et contribuer à la réduction de la pauvreté. Pour transformer les produits agricoles ciblés du riz, du manioc et de l'huile de palme, une plateforme agro-industrielle a été implantée à Lukula. En vue de permettre un fonctionnement optimal de cette plateforme, nous avons construit 35,6 km de ligne électrique dimensionnée en 220 KV (114 Pylônes), un poste de sectionnement haute tension de Lungavasa et un poste abaisseur 132/30 Kv. Cet investissement a bénéficié également aux MPME agro-industrielles de la zone et à 672 685 habitants des territoires environnants.

Aussi, nous avons doté la Direction générale des Impôts, le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques et autres services de l'État de cinq bâtiments modernes et équipés pour leur permettre d'améliorer la qualité de leurs prestations.

Pour ce qui de la gouvernance dans le secteur financier, nous avons livré à la Banque Centrale du Congo des infrastructures physiques modernes pour la mise en œuvre d'un nouveau système national des paiements. Avec cet appui, toutes les banques commerciales et la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement sont désormais connectées à la BCC au réseau de communication interbancaire par fibre optique. Ceci permettra à terme le dénouement par des transactions en temps réel et améliorer le climat des affaires.

Dans la micro finance, une ligne de crédit a été mise en place pour des financements à moyen et long terme qui a bénéficié à 2 531 Micro, Petites et Moyennes Entreprises (dont 68 % de femmes).

Parmi nos grandes actions, figure le développement de la Zone économique spéciale, nos activités ont permis de jeter les bases durables pour le développement de la Zone Économique Spéciale de pilote de Maluku. En effet, le cadre légal de gestion des ZES a été mis en place. Ceci a permis d'opérationnaliser l'Agence des Zones Économiques Spéciale. Bien plus, le cadre des avantages fiscaux et douaniers a été clarifié pour rendre le site plus attractif aux investisseurs privés.

Pour opérationnaliser la ZES, le Gouvernement a mobilisé des ressources en date du 6 janvier 2021. Ceci a permis d'élaborer le plan d'aménagement de détail et un dossier d'études complet qui servira de document de référence pour la réalisation des travaux d'infrastructures physique sur le site. Les travaux de l'État consisteront à construire un réseau interne des voiries et réseaux divers, des voies d'adduction d'eau, de desserte en électricité et un bâtiment administratif.

Quels sont vos chantiers pour 2022 ?

En 2022, notre priorité est le démarrage des travaux de viabilisation des infrastructures physiques de la Zone Économique Spéciale pilote de Maluku sur la partie des ressources réservée à l'État.

Notre seconde priorité consistera à démarrer le Projet d'Appui à la Relance de l'Économie Congolaise financé par la Banque Africaine de Développement.

www.cfef.cd

JAMG - © D.R.

INFRASTRUCTURES

Opération désenclavement

Plusieurs projets destinés à remédier au cruel déficit en équipement et en aménagement du territoire sont en bonne voie de réalisation, notamment dans le Haut-Katanga et à Kinshasa.

ARTHUR MALU-MALU

Depuis son investiture, en janvier 2019, Félix Tshisekedi a promis de faire de la RDC « l'Allemagne de l'Afrique » et de doter le pays d'infrastructures de qualité. Quelques chantiers laissés par son prédécesseur, Joseph Kabila, ont été achevés, certains redimensionnés ou abandonnés. De nouveaux projets ont été engagés dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la logistique ou encore du numérique. Et il y a fort à faire. Si l'image de la RDC semble s'améliorer à l'international, nombre de partenaires potentiels se montrent encore circonspects. Ils observent de près les réformes lancées pour sécuriser les investissements, pour lutter contre la corruption, et « attendent de voir » la capacité des autorités congolaises à rendre concrets ces aménagements dont on dit depuis des années qu'ils sont « prioritaires ».

Il n'empêche, l'État se montre volontariste. Il poursuit ses efforts pour trouver des partenaires et mobiliser les financements sur les projets de grande envergure approuvés de longue date, au premier rang desquels se trouvent le mégaprojet des barrages du Grand Inga, la construction d'un port en eau profonde à Banana et celle d'un pont route-rail entre Kinshasa et Brazzaville. S'y ajoutent désormais d'autres chantiers prioritaires conçus par l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), un service public rattaché au ministère des Infrastructures, qui table sur le développement des partenariats public-privé (PPP).

« L'Agence des grands travaux intervient à toutes les étapes des projets, dès leur phase de lancement. Leur réussite dépend du travail en amont, donc en premier lieu des études que nous menons. Nous mettons un accent particulier sur la conception. Et notre expertise est 100 % congolaise », souligne Charles Médard Ilunga Mwamba, directeur général de l'ACGT et accessoirement président de l'Ordre national des ingénieurs civils. Ces projets visent en particulier à accélérer l'amélioration des infrastructures de transport, cruciales pour le développement économique et humain du pays.

Nouvelle desserte pour Kasumbalesa

C'est dans ce cadre que, dans le sud du Haut-Katanga, les sociétés chinoises China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) et Jiayou International sont chargées de l'asphaltage de la route nationale 1 sur plus de 120 km qui relie Kasumbalesa – stratégique ville frontière avec la Zambie –, Mokambo et Sakania, où elles sont également en train de construire un port sec. Les chantiers, dont le financement global de 229 millions de dollars a été mobilisé par Jiayou, ont commencé en octobre 2020 et doivent être livrés dans le courant de 2022.

Route à péage vers Dar es-Salaam

Toujours dans le Haut-Katanga, mais plus au nord, une route à péage va être construite entre Kasomeno, Kasenga (RDC) et Chalwe (Zambie), dotée d'un pont de 350 m de longueur sur la Luapula, à la frontière entre les deux pays. La phase préliminaire du projet est déjà engagée, mais les travaux d'envergure ne doivent démarrer qu'au premier trimestre de 2022. Cette route moderne, équipée de postes à péage, permettra de relier Lubumbashi, la « capitale du cuivre », à Dar es-Salaam (Tanzanie) en 1760 km, soit 300 km de moins par rapport à celle qui contourne Kasumbalesa. Ce sera donc un gain de temps considérable pour les routiers qui transportent des produits d'exportation de la RDC vers la ville portuaire tanzanienne.

Ces travaux visent surtout à accélérer le maillage en infrastructures de transport, cruciales pour le développement du pays.

La société concessionnaire, GED Africa (filiale du Groupe européen de développement, fondé par l'homme d'affaires hongrois René Hutton-Mills), est associée aux États congolais et zambien pour la mise en œuvre du projet, dont le coût s'élève à 500 millions de dollars et qui comprend la construction de la route, du pont et de diverses installations transfrontalières.



MDMM

À Kasumbalesa, le poste-frontière entre la RDC et la Zambie (ici, côté congolais).

Fluidification du trafic à Kin

Autre chantier prioritaire pour le gouvernement : la fluidification de la circulation dans la capitale. Il s'agit de désengorger les principaux axes de Kinshasa, où des embouteillages monumentaux se forment au quotidien en raison de la vétusté du réseau routier, en la ceinturant d'un grand boulevard. Essentiellement financé par des sociétés privées, le projet, qui nécessite des expropriations « pour cause d'utilité publique », coûtera entre 300 et 800 millions de dollars, en fonction du schéma retenu.

Le coup d'envoi des travaux, d'une durée de deux à trois ans, devrait être donné dans le courant du deuxième semestre de 2022. La première phase de ce périphérique partira de l'avenue Sergent-Moke (non loin de la cathédrale Notre-Dame du Congo) ; l'axe sera érigé en hauteur, sur un linéaire de plus de 20 km² parsemé d'échangeurs.

Il y a fort à faire côté mobilité dans cette mégapole de plus de 12 millions d'habitants étendue sur près de 10 000 km². Une refonte du système de transport dans la capitale, fondée sur l'intermodalité, est donc elle aussi prioritaire, avec, à l'ordre du jour, la mise en service d'un réseau de transport par câble aérien. L'ACGT planche sur le dossier depuis quatre ans. La première ligne de ce téléphérique urbain doit relier le sud et l'est de la capitale. Le coût de la première phase du projet, dont le maître d'œuvre n'est pas encore connu, devrait s'élever à « quelques millions de dollars », selon l'agence. ●

À l'ordre du jour, dans la mégapole, le premier tronçon d'un grand boulevard périphérique et, à l'étude, une ligne de téléphérique urbain.

jeuneafrique

Rendez-vous sur jeuneafrique.com/abonnements pour découvrir nos offres

Abonnez-vous à Jeune Afrique Digital dès 9,99 €/mois et profitez de toute l'actualité africaine décryptée pour vous.





> LES MEMBRES DU BUREAU DU SÉNAT LORS D'UNE SÉANCE PLÉNIÈRE.

MODESTE BAHATI LUKWEBO DONNE UNE NOUVELLE IMAGE AU SÉNAT CONGOLAIS

Il n'aura pas fallu un an à **Modeste Bahati Lukwebo** pour voir le Sénat opérer sa mue à la vitesse grand V. La Chambre haute du parlement congolais, Constitution, règlement intérieur et vision du Président de la République en bandoulière, Modeste Bahati Lukwebo puise dans sa longue expérience de leader du mouvement associatif, de manager et de parlementaire pour gérer autrement le Sénat. En moins d'un an, le bureau Bahati aligne des acquis législatif, organisationnel et sur le front de la diplomatie parlementaire.

Élu le 2 mars 2021 à la tête du Bureau de la Haute Chambre du Parlement congolais, Modeste Bahati Lukwebo tient à redorer l'image de cette importante institution du pays.

Ancien président de la société civile du Congo, Modeste Bahati Lukwebo a choisi de faire la politique active depuis 2010, en créant un grand parti dénommé Alliance des Forces Démocratiques du Congo (AFDC) qui a même donné naissance au Regroupement politique AFDC A depuis 4 ans, après avoir été rejoint par d'autres formations politiques.



Déterminé à relooker la Haute assemblée, Modeste Bahati Lukwebo fait bouger les lignes au Sénat.

Ce regroupement politique cher à Modeste Bahati Lukwebo constitue aujourd'hui la première force politique de l'Union Sacrée de la Nation en terme de nombre d'élus. Car, au terme des élections générales de 2018, ce Regroupement politique compte 41 députés nationaux, 70 députés provinciaux et 13 sénateurs. Nommé informateur en décembre 2020 par le Président de la République **Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo**, Modeste Bahati Lukwebo a joué un rôle déterminant dans la constitution de la nouvelle Majorité au Parlement.

Dès son élection à la tête du Sénat et sa prise de fonction, Modeste Bahati Lukwebo avait promis de gérer autrement la Chambre Haute du Parlement. C'est dans cette optique que le bureau géré par ce notable du Sud Kivu mise sur une batterie de réformes, afin de permettre au sénat d'apporter avec efficacité sa pierre à l'édification d'une société soucieuse du bien-être de tous les Congolais. Toujours dans le souci de donner une nouvelle et meilleure image du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo et son Bureau ont réussi à redynamiser la diplomatie parlementaire du Sénat.

Aussi, depuis la prise de fonction de la nouvelle équipe dirigeante de la Chambre Haute, cette institution s'est-elle ouverte au monde.

Le réseau de la coopération interparlementaire du Sénat est renforcé. De Vienne à Rome en passant par Madrid, Varsovie et Pretoria la RDC, à travers son Sénat est désormais visible à toutes les rencontres internationales. Modeste Bahati Lukwebo a été invité à la Conférence des Présidents des parlements du G20 où il a eu des entretiens fructueux avec la Présidente du Sénat américain Madame Pelosl, la Présidente du Sénat Italien, les Présidents des parlements de Turquie, Corée du Sud, Brésil, Afrique du Sud, Indonésie etc.

L'organisation d'une grande mission parlementaire belge au début du mois de novembre dernier est l'une des preuves éloquentes de la diplomatie parlementaire agissante de l'ère Bahati Lukwebo au Sénat.

C'est d'ailleurs dans le cadre de cette noble mission que le Palais du Peuple, siège du Parlement, a servi de cadre à l'organisation de la 1ère édition de la grande Foire Internationale des Entrepreneurs qui a été un franc succès en termes d'exposition et de participation.

Le Sénat étant l'émanation des provinces, une collaboration permanente existe désormais entre la Chambre Haute du Parlement et les provinces. La collaboration ainsi instaurée vient de se concrétiser avec l'organisation à Kinshasa du premier Congrès qui a réuni les Présidents des Assemblées provinciales. Et cela conformément à la Constitution du 18 février 2006, en son article 104 alinéa 2 et au règlement intérieur du Sénat en ses articles 10 et 220.

Ce cadre de dialogue et de concertation créé entre le Sénat et les Présidents des Assemblées provinciales de la RDC n'avait jamais existé avant. Il a donc fallu attendre 15 ans, avec l'avènement du Bureau Bahati au Sénat, pour voir cette disposition constitutionnelle devenir une réalité.

C'est grâce à ce cadre constitutionnel de dialogue que les Présidents des Assemblées des 26 provinces du pays se sont retrouvés à Kinshasa dans un forum au cours duquel chaque province a présenté son état de lieu, ses perspectives et besoins, devant les sénateurs, des délégués de la Présidence de la République et ceux du Gouvernement central.

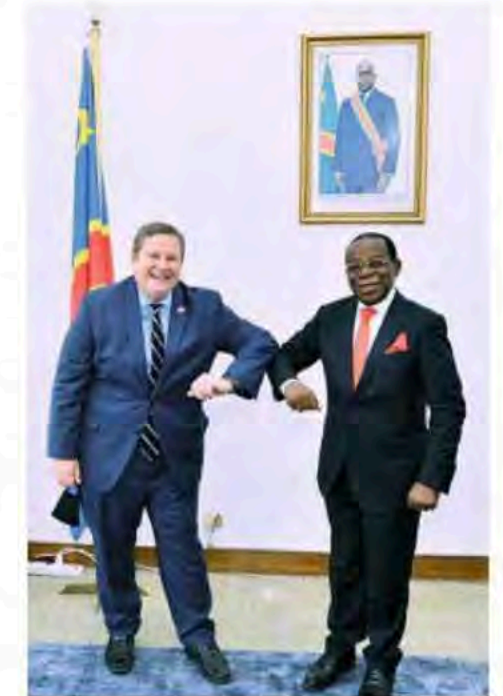
Ce cadre de dialogue a le mérite d'avoir restauré la confiance entre les Assemblées provinciales et le Gouvernement central.

Ce cadre de concertation qui sera permanent permet aussi le partage d'informations et de coordination, notamment l'information sur les problématiques touchant à la gouvernance territoriale et au développement local.

Le Sénat d'aujourd'hui veut aussi contribuer sensiblement à l'amélioration de la mobilisation des recettes du pays. En effet, soucieux de l'amélioration des conditions de vie de la population, le Sénat, en sa qualité d'autorité budgétaire, tient à ce que le budget présenté par le Gouvernement central réponde aux attentes des Congolaises et Congolais suivant la vision chère au Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui fait du bien-être de la population son cheval de bataille.

Pour y parvenir, les sénateurs, à l'initiative du Bureau de la Chambre Haute, vont désormais en missions dans toutes les provinces du pays. Ces missions de contrôle parlementaire consistent, entre autres, à évaluer le potentiel réel des recettes que les grandes régies et les secteurs productifs peuvent apporter au budget de l'État.

Avant ces missions, la commission Ecofin du Sénat a eu à auditionner quelques membres du Gouvernement central et des mandataires publics toujours dans le cadre du contrôle parlementaire. Cela, dans le souci d'aider l'Exécutif national à bien mener sa mission.



> MODESTE BAHATI LUKWEBO AVEC MIKE HAMMER, AMBASSADEUR DES ÉTATS UNIS EN RDC.



> MODESTE BAHATI LUKWEBO POSANT AVEC UNE DÉLÉGATION DE LA MISSION PARLEMENTAIRE BELGE DANS SON BUREAU EN NOVEMBRE 2021.



www.senat.cd

JAMG - JDF - © PHOTOS : PAPY BOTEN/JEAN

STRATÉGIE

Forêt ou énergie, Kinshasa choisit les deux

Création d'une filière industrielle de batteries électriques, investissements « verts » des miniers, décarbonation… Le pays veut se donner les moyens de devenir un acteur clé de la transition écologique et énergétique.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Comment la RDC aborde-t-elle la transition écologique et énergétique ? Quelle est sa stratégie ? Quelles actions ont été engagées ? Sur le plan politique comme sur le plan économique, le pays des métaux clés de la décarbonation avance, mais à petits pas. En novembre dernier, Félix Tshisekedi est allé à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), à Glasgow, avec un document au titre choc qui présentait la RDC comme le « pays solution au changement climatique ».

Toutefois, l'approche visait essentiellement l'atténuation des effets climatiques par la préservation de la forêt et le développement de l'énergie propre. « Si nous devons préserver nos forêts et limiter la déforestation pour faire face au changement climatique, il faut trouver une alternative au bois-énergie par l'électrification propre », insiste Marie-Pascale Malanda, coordonnatrice de l'Agence congolaise de la transition écologique et du développement durable (Actedd), créée en février 2020. Forêt et énergie sont ainsi mises en balance.

Si le message vise en partie à obtenir des financements liés à la transition écologique, notamment pour la réhabilitation et la construction des complexes hydroélectriques du Grand Inga, l'argument est néanmoins imparable. Le taux d'électrification de la RDC ne dépasse pas 15 %, alors que le potentiel énergétique exploitable est évalué à plus de 100 000 MW. Sa forêt s'étend sur 155 millions d'hectares et peut stocker 140 gigatonnes de CO_2, correspondant à trois ans d'émissions mondiales, mais elle est menacée par l'agriculture itinérante sur brûlis et par la coupe d'arbres pour fabriquer du bois-énergie et du bois de chauffe. Développer la production d'énergie à grande échelle est donc impératif.

Chaîne de valeur

Le document présenté à la COP26 s'appuie sur le Programme commun d'investissements de transition écologique et de développement durable. Réalisé sous la direction de l'Actedd et publié en décembre 2020, il cible cinq axes : l'agriculture durable, la reconstitution du capital forestier et la valorisation des ressources forestières au niveau local, la conservation de la biodiversité, l'électrification et la promotion de villes durables et d'écovillages… Mais il n'aborde ni le transport, ni la question des déchets, ni l'industrie, tant sur le plan des risques environnementaux que celui des solutions à apporter.

Lors du DRC-Africa Business Forum organisé les 24 et 25 novembre 2021 à Kinshasa, à l'initiative du ministère de l'Industrie et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), les communications et les débats ont élargi la vision du pays en matière de décarbonation. Sur la base d'une étude de BloombergNEF, le Premier ministre, Sama Lukonde Kyenge, a annoncé l'intention de la RDC de développer une chaîne de valeur régionale autour de l'industrie des batteries électriques, ainsi qu'un marché des véhicules électriques et des énergies propres. Avec ses ressources en métaux et son potentiel en énergie, le pays peut se positionner dans la lutte contre le changement climatique non plus en tant que simple pourvoyeur de matières premières plus ou moins transformées, mais en devenant un acteur à part entière de la chaîne de valeur des batteries.

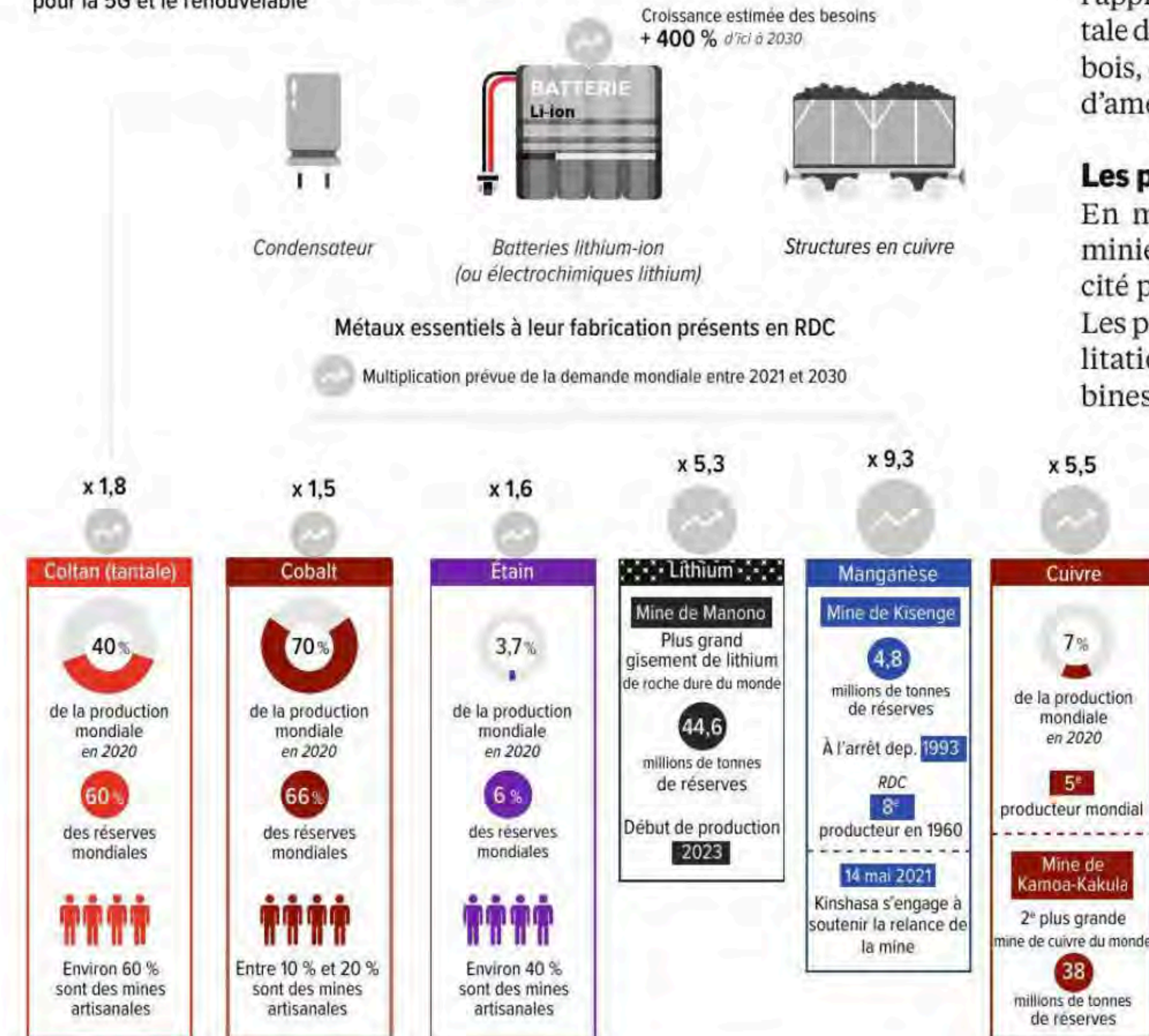
Dans la lutte contre le changement climatique, il ne s'agit plus d'être un simple pourvoyeur de matières premières plus ou moins transformées.

En raison des contraintes technologiques qui pèsent sur le pays, « l'option retenue porte sur les matériaux précurseurs de batteries électrochimiques lithium de type NMC [nickel, manganèse, cobalt]. Cette première étape permettrait déjà de modifier positivement son écosystème et, en particulier, celui de ses régions minières », explique Jean-Marc Kilolo, économiste à la CEA.

Selon BloombergNEF, la construction d'une usine de précurseurs de cathodes de 10 000 tonnes en RDC coûterait 39 millions de dollars. Soit un coût beaucoup moins élevé que celui d'une usine similaire aux États-Unis (120 millions de dollars), en Chine (112 millions de dollars) ou en Pologne (65 millions de dollars). La RDC présente un double avantage : « Elle est concurrentielle en matière de coût mais aussi d'empreinte écologique, grâce notamment à sa forêt, qui séquestre du carbone », insiste Kilolo.

Pas de smartphones ni de voitures électriques sans la RDC

Principaux composants des smartphones, des véhicules électriques et des équipements pour la 5G et le renouvelable



SOURCES : IAE, ROSKILL 2021, CYCLOPE 2021, GSMA, CONGOMINES, MINERAL COMMODITIES SUMMARIES 2021

Pour chapeauter le projet, une structure doit être mise en place, qui associerait les ministères de l'Industrie, des Mines, de l'Énergie et de l'Environnement. Un moyen de coordonner la réflexion et les actions actuellement dispersées. En effet, plusieurs structures interviennent, dont l'Actedd, rattachée à la présidence, qui a un rôle de conseil du chef de l'État, et l'Agence congolaise de l'environnement, sous la tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement durable, qui joue aussi sa partition. Sans compter les approches des différents ministères sur le sujet. « Il faudra fédérer les interventions et envisager la révision des textes juridiques, voire en adopter de nouveaux », indique Jean-Dieudonné Kavese, directeur de cabinet du ministre de l'Industrie. Reste aussi à créer le Conseil des batteries (DRC Battery Council), annoncé au DRC-Africa Business Forum, et à formaliser les engagements pris par les participants.

Pionnier en matière d'écomobilité, Mopepe Solutions a développé un parc de taxis électriques et de bornes de recharge dans la capitale.

Pour l'heure, les actions concrètes relatives à la transition écologique et à la préservation de l'environnement concernent principalement l'énergie et les secteurs forestier et minier. Pour les mines, les questions environnementales sont prises en compte dans le code minier de 2018 et l'approche RSE (responsabilité sociétale des entreprises), et, pour la filière bois, dans le code forestier, les plans d'aménagement et les certifications.

Les privés en éclaireurs

En matière d'énergie propre, les miniers et des producteurs d'électricité privés ont déjà pris les devants. Les premiers en finançant la réhabilitation et la modernisation de turbines des centrales existantes ou la construction de nouvelles. Les seconds en élargissant l'offre en énergie hydroélectrique ou solaire. Pour certains miniers, un mix solaire et hydroélectrique serait l'idéal. Par ailleurs, des initiatives privées proposant l'installation de petits équipements à base de solaire se multiplient dans le pays. Et, dans le domaine de la mobilité verte, un premier pas a été fait par Mopepe Solutions, qui a développé un parc de taxis électriques et de bornes de recharge à Kinshasa. Mais que propose le gouvernement ?

Pour construire une stratégie globale de la transition écologique, il est indispensable de se pencher aussi sur d'autres aspects essentiels tels que la recherche fondamentale et la recherche et développement (R&D), la formation (pour adapter les ressources humaines aux besoins de l'économie), la mise en place d'un système de collecte et de gestion des déchets (via des boucles de circularité économique), etc. La faculté polytechnique de l'université de Lubumbashi s'y emploie et peut déjà apporter des réponses. Pour son doyen, Jean-Marie Kanda, la transition écologique appelle un changement de perception : « Il faut intégrer la notion d'écoconception à tous les niveaux de nos approches. C'est une culture à développer », conclut-il. Une nécessité pour que la RDC devienne le leader des batteries en Afrique. ●

GRAND FORMAT **RD CONGO**

QUESTIONS À…

Olivier Mushiete

Directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature

« La conservation de la nature est l'affaire de tous »

Créé en 1974, l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) est chargé de veiller sur 72 aires protégées qui couvrent 13,5 % du territoire de la RD Congo. Nommé directeur général par intérim de cette institution le 12 août 2021, Olivier Mushiete est ingénieur agronome. Il a, entre autres, installé une plantation agroforestière de 1 500 ha sur les plateaux Batéké, une région où il a par ailleurs dirigé le domaine de chasse et la réserve de Bombo-Lumene.

Jeune Afrique : Depuis votre nomination, quelle a été votre priorité ?

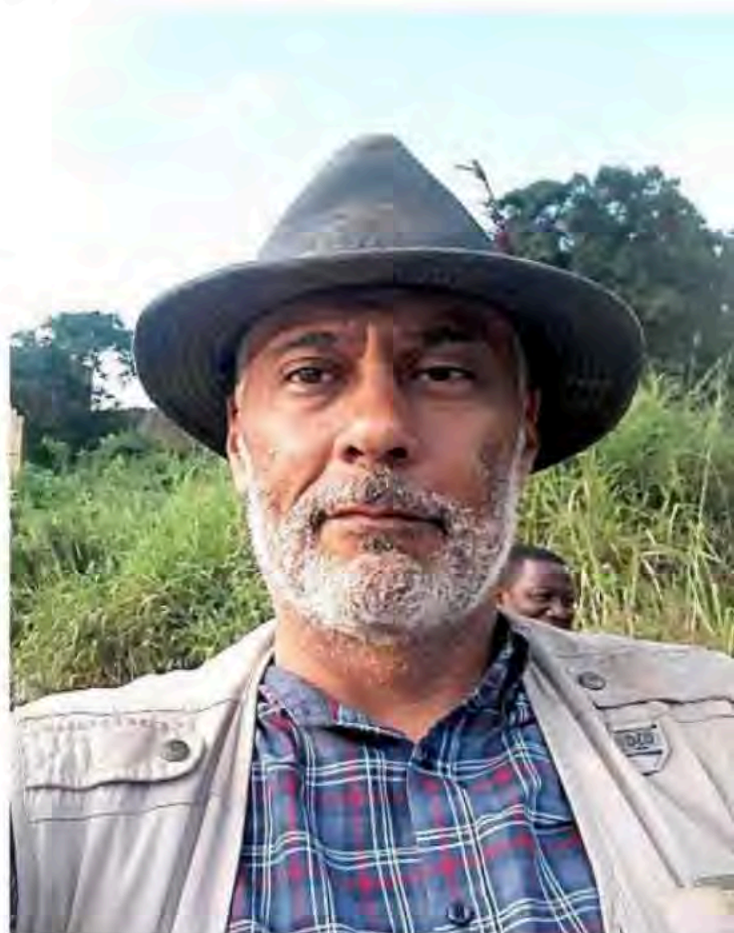
Olivier Mushiete : Dès ma prise de fonctions, nous nous sommes attelés, avec mon équipe, à faire l'état des lieux de l'ICCN. Nous devons aussi établir une programmation sur le long terme dans un contexte perturbé, sur le terrain, par des problèmes en tout genre. Nous devrions néanmoins être en mesure de présenter, d'ici à la fin de janvier, une stratégie cohérente qui permettra de mobiliser les ressources financières dont nous avons besoin.

Quels sont vos effectifs ?

L'ICCN compte 3 500 agents de surveillance – des écogardes, ou gardes-chasse –, qui ont la responsabilité de sécuriser les aires protégées. Ces agents contractuels sont mal payés, mal équipés. En outre, près de 60 % d'entre eux ont atteint l'âge de la retraite. Nous comptons porter nos effectifs à 6 000 agents d'ici à 2026, en recrutant davantage de jeunes et de femmes.

Qu'est-ce que les femmes peuvent apporter de « plus » ?

Ma philosophie est de créer un esprit de famille. Or les femmes jouent un rôle clé dans l'organisation et la cohésion des familles. Renforcer leur présence dans nos effectifs, à tous les niveaux, nous aidera à nous rapprocher des communautés locales. Cela étant, recruter de manière paritaire n'est pas chose aisée : en milieu rural, la formation des jeunes filles est faible, et seulement 30 % d'entre elles accèdent à l'enseignement secondaire. Peu savent lire et écrire un rapport – une aptitude requise pour devenir écogarde.



OLIVIER MUSHIETE

L'une de vos priorités est de défendre l'intégrité des limites des aires protégées. Par quoi sont-elles menacées ?

La menace va du paysan qui cherche des terres à cultiver aux autorités publiques et aux entreprises privées qui investissent ces espaces pour y installer des infrastructures ou des activités, notamment minières. D'où l'intérêt de mettre en œuvre une conservation communautaire sur l'ensemble des aires protégées.

Pour sécuriser ces zones, nous avons besoin de plus de gardiens. Nous devons aussi matérialiser leurs limites et expliquer aux populations, par des dispositifs participatifs, pourquoi il faut les respecter. Pour obtenir l'adhésion des communautés locales vivant à la périphérie de ces aires protégées, il faut les impliquer dans une palette d'activités, dont l'agroforesterie durable. Or, depuis soixante ans, les populations rurales sont laissées à l'abandon. Les amener à être des alliés et non des opposants passe par la conservation communautaire. D'ici à 2025-2026, chacun de nos agents devra être en mesure d'assurer des animations selon cette approche, qui a donné d'excellents résultats ailleurs.

Comment augmenter localement les capacités d'autofinancement de l'ICCN ?

Nous pouvons compter sur quatre leviers. Primo, notre implication dans l'encadrement de l'agroforesterie, ainsi que dans la production et la distribution d'énergies propres, qui peuvent être sources de revenus. Secundo, l'écotourisme. Mais, pour l'heure, seulement 5 % de notre potentiel écotouristique est mis en valeur. Tertio, le rétablissement de la paix, notamment en Ituri et dans le Nord-Kivu, et l'amélioration de l'accès à nos aires protégées, indispensables si l'on veut voir augmenter le nombre de touristes. Quatrième levier : la composante climat-carbone. Nos aires protégées ont un grand potentiel de stockage de CO_2 et de réduction des émissions liées à la préservation des forêts, qui sont génératrices de crédit carbone.



Il faut impliquer les communautés locales dans toute une palette d'activités, dont l'agroforesterie durable.

En dehors de cela, reste le budget national. Il participe déjà à nos frais de fonctionnement et participera, nous l'espérons, à nos dépenses d'investissement. Mais cette contribution est faible et irrégulière. ●

Propos recueillis à Kinshasa par Muriel Devey Malu-Malu



GWENN DUBOURTHOUMIEU POUR JA

Le boulevard du 30-Juin, artère principale de la Gombe, à Kinshasa.

Kin passe du vert au gris

À l'exception de quelques quartiers de la commune de la Gombe, de Binza, de Ma-Campagne et des zones périphériques semi-rurales, Kinshasa est de moins en moins verte. Les espaces agricoles et les espaces verts tendent à disparaître. Les raisons ? Dans certains cas, les arbres ont été coupés pour élargir les grandes artères, tels que le boulevard du 30-Juin, à la Gombe, et le boulevard Lumumba, à Limété-Résidentiel, où ils ont été partiellement remplacés.

Eucalyptus

Le nombre d'octroi de titres de propriété et de permis de construire s'est par ailleurs multiplié, même dans des zones où c'est interdit. Résultat, les espaces verts cèdent peu à peu la place à des immeubles et à des zones résidentielles. Ainsi, le site d'eucalyptus de Ndjili a été déboisé, et l'espace maraîcher de Bandalungwa a été remplacé par la cité de l'Oasis. Même la baie de Ngaliema et la rive du fleuve Congo entre la Primature et le port de Marsavco sont menacées.

Le lotissement de grandes parcelles par leurs propriétaires, sans respect des règles du code de l'urbanisme, a également favorisé la disparition des jardins. « Aujourd'hui, plus de 90 % de l'espace de certaines parcelles sont bâtis », déplore Jean Mangalibi, coordonnateur de l'association Les Amis de la nature. Autre tendance inquiétante, le doublement du nombre de stations d'essence en deux ans. Sur 7 km le long de la route des Poids-Lourds, 12 stations-service ont été installées, alors que la norme est d'une station tous les 11 km. Dans d'autres quartiers, elles remplacent des écoles.

La responsabilité de la « minéralisation » de la capitale incombe à l'État et à la province de Kinshasa, qui laissent faire. Qu'en pensent les Kinois ? « On a d'autres préoccupations, comme se déplacer, avoir de l'électricité et de l'eau, trouver du travail », répond une habitante. « Les Kinois qui ont la passion de la nature sont minoritaires. C'est à l'État et à la province de donner l'impulsion », réagit Jean Mangalibi. Le projet lancé en 2019 par le président Félix Tshisekedi de planter 1 milliard d'arbres pendant son quinquennat (« 1 milliard d'arbres en 2023 ») ne semble pas encore avoir été entendu à Kinshasa. ●

M.D.M.-M.

MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT
Une planification urbaine réfléchie

La République Démocratique du Congo a hérité du décret du 20 juin 1957 qui régissait la matière de l'urbanisme et de la construction. Ce texte est devenu, après plus de 61 ans, obsolète, insatisfaisant et inefficace au regard de l'évolution urbanistique du pays. Voilà pourquoi le gouvernement de la République a décidé d'apporter une réponse par la projection du Code de l'urbanisme et de construction. La façon dont les villes congolaises ont grandi ne pouvait se prolonger pour des raisons sociales, économiques et énergétiques





Le « Code de l'Urbanisme et de la Construction » est au cœur de la relance du secteur urbain, portée par le **Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Pius Muabilu Mbayu Mukala.** Un projet de loi sur cette matière est en passe d'être déposé à l'Assemblée nationale après avoir bénéficié des contributions de plusieurs experts. Aujourd'hui, ce travail attend l'atelier de validation qui impliquera toutes les forces vives et politiques afin d'asseoir son appropriation par la population congolaise.

L' exécutif congolais tient à changer considérablement l'image et le fonctionnement des villes congolaises par la création d'opportunités économiques via les projets urbains. D'où la forte implication du Ministre de l'urbanisme et habitat dans les projets qui relèvent de son secteur, qui, par essence, est multi-sectoriel. C'est dans ce sens que le Projet de Développement Urbain a été mis en place par le Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale. Le PDU a ré-habilité et modernisé des milliers de mètres linéaires de voiries et caniveaux à Matadi, Kikwit, Mbandaka, Kisangani, Kindu, Bukavu, Kalemie et Kolwezi. Dix infrastructures scolaires, dont 3 à Kikwit, 3 à Mbandaka et 4 Kindu, ont été mises aux standards internationaux par ce projet.

Poussées par ce dynamisme, quatre villes congolaises (Bukavu, Goma, Kikwit et Matadi) ont fait l'objet de vastes études, depuis novembre 2020, et bénéficient de leurs premiers plans urbains de référence. Ceci permet de corriger les anomalies urbanistiques du passé et de tracer des schémas de cohérence pour une densification urbaine maîtrisée et une croissance économique assise sur les atouts locaux.

C'est ici aussi l'occasion de saluer les efforts des partenaires financiers dont la Banque mondiale qui, depuis le 11 novembre 2021, s'est encore engagée aux côtés du gouvernement congolais pour démarrer un gigantesque projet d'aménagement résilient, à hauteur de 500 millions de dollars américains, baptisé projet Kin Elenda.

C'est un projet stratégique à plus d'un titre. Son but est de développer la capitale au point d'en faire une mégapole capable d'offrir à ses résidents les services et infrastructures de base et de faire face aux aléas naturels (inondations, érosions et autres glissements de sol). Intervenant dans un contexte particulier, Kin Elenda vise à améliorer l'inclusion socioéconomique des populations vulnérables par la promotion des moyens d'existence durables et l'autosuffisance à travers, notamment, les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO), la réhabilitation de certains centres sociaux, jardins d'enfants, centres de santé, la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté, le développement des compétences et la prévention de la violence de toutes sortes, et plus particulièrement celle basée sur le genre.

Grâce aux THIMO, environ 170 00 hommes et femmes pourront trouver un emploi temporaire et ainsi augmenter les revenus de leurs ménages. Ceci s'ajoute aux emplois créés sur les chantiers et qui dépasseront les 10 millions de personnes-jour.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique de promotion de l'habitat, autre attribution du Ministre de l'urbanisme et habitat, l'opérationnalisation prochaine du Fonds National de l'Habitat (FONHAB) suscite de vifs espoirs. Cet établisse-ment public a pour mission de collecter les fonds nécessaires pour la construction des logements décents et abordables et répondre aux diverses sollicitations des financements dans le domaine de l'habitat, notamment par l'octroi du crédit-bail. Un autre établissement, l'Agence Congolaise de Promotion Immobilière (ACOPRIM), vient appuyer ce secteur. Il a pour mission de gérer et de réhabiliter le patrimoine immobilier du domaine privé de l'État et d'engager ainsi une politique de développement social des populations. Le Gouvernement congolais dispose d'autres bras ouvriers pour résorber le déficit en logements sociaux, avec notamment les Égyptiens (Projet Kitoko), les Turcs (Projet Torkam), les Kenyans (Projet Billetera), et avec les Emirats Arabes unis (EMAAR).

Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique

Après plus de vingt ans d'absence, la République Démocratique du Congo vient de marquer son retour dans le giron de Shelter Afrique à l'occasion de la tenue, en juin 2021, de la quarantième Assemblée générale annuelle. À cette occasion, l'institution panafricaine a pris les engagements ci-après:
1) Appui urgent de Shelter Afrique pour la construction des nouveaux sites d'accueil aux populations déplacées du fait de l'éruption volcanique de Goma. Il s'agit particulièrement ici de l'opération de « dé-densification » de la ville par son extension vers Sake II et Sake III ;
2) Octroi à titre de phase pilote d'une ligne de crédit de quatre millions de dollars à une banque locale pour soutenir la création de prêts hypothécaires à long terme ;
3) Ouverture d'un bureau pays de Shelter Afrique à Kinshasa ;
4) Création d'une structure de joint-venture avec l'Agence congolaise pour la promotion immobilière (ACOPRIM) afin d'assurer la mise en œuvre des programmes de logements abordables. Une équipe d'experts de Shelter Afrique, accompagnée de leurs homologues congolais vient de séjourné à Goma, au mois de novembre, pour opérationnaliser cet engagement.

Dans le cadre de la lutte contre la spoliation des biens immobiliers de l'État, une commission d'identification et de vérification a été mise sur pied à cette fin et poursuit sans désemparer ce travail dont les résultats sont déjà perceptibles sur le terrain. À titre indicatif, plusieurs locataires véreux ont dû se mettre en règle et payer ce qu'ils doivent à l'État; les récalcitrants ont vu leurs contrats purement et simplement retirés. Le ministère de l'urbanisme et habitat situe cette lutte dans le cadre de la moralisation de la vie politique de la RDC et la maximisation des recettes publiques.

Pour sécuriser les biens du patrimoine immobilier privé de l'État, le Gouverne-ment a également levé l'option de la titrisation. Plus de soixante titres de propriété ont déjà été octroyés à l'État. C'est dans le même ordre d'idée que le gouvernement vient de mettre fin à plus de 15 conventions de partenariat public-privé pour violation des clauses contractuelles.



Une des descentes sur terrain de Pius Muabilu contre les occupations anarchiques du sol.

CAMPAGNE DE VULGARISATION DE LA LOI SUR LES BAUX A LOYER

La loi n°15/025 du 31 décembre 2015 relative aux baux à loyer constitue un pacte de paix devant sceller les liens entre les bailleurs et les locataires, l'État, les acteurs immobiliers et les bailleurs. Cette loi permet de protéger et de sécuriser les ménages, évitant ainsi la dislocation des structures familiales. Cet instrument juridique a réglementé la garantie locative et apaisé les relations souvent tumultueuses entre bailleurs et locataires. Il sied de relever que le pays compte plus ou moins quatre-vingt-dix pourcents de locataires. C'est pourquoi pour permettre à tous de s'approprier ce texte qui présente deux atouts majeurs dont la fixation à trois mois de la garantie locative pour les baux à loyer non professionnels, et le régime répressif en cas d'irrespect des dispositions légales.
Une formation des gestionnaires au quotidien de cette loi a précédé la campagne de sensibilisation en cours depuis novembre 2021. Les efforts doivent être consentis pour couvrir tout le territoire national.

JAMG - PHOTOS D.R.

CRÉATION D'UN GUICHET UNIQUE DE DÉLIVRANCE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Dans l'optique d'assainir le climat des affaires et de développer les villes congolaises en endiguant des constructions anarchiques, le gouvernement a engagé une réforme fondamentale portant création de création d'un Guichet Unique de délivrance de Permis de Construire en République Démocratique du Congo.
Le texte préparatif suit son cours normal et sera bientôt sanctionné par un décret du Premier Ministre, chef du gouvernement. Il va contribuer à mettre fin aux constructions anarchiques en mettant un terme aux conflits de compétence entre les différents services intervenants en la matière, en canalisant les ressources pour en assurer la traçabilité et rassurer les partenaires immobiliers. Il permettra également de regrouper dans une même plateforme l'essentiel des services moteurs qui interviennent dans le milieu urbain, de fédérer les projets cohérents, harmonieux et synchronisés, pour un développement urbain au standard requis.

www.urbanisme-habitat.cd

AGROALIMENTAIRE

Café-cacao, prime aux labels bio et équitables

Nouveaux vergers, certification internationale, transformation… Les filières cacaoyère et caféière sont en plein redéploiement. Et misent sur le terroir, la qualité, mais aussi sur la consommation locale.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Après une longue période de déclin, les filières café et cacao congolaises redressent progressivement la tête depuis le début des années 2010. Une renaissance liée en grande partie aux appuis fournis par des ONG et des actions de coopération bilatérale avec les producteurs, et accompagnée, au-delà de l'augmentation des volumes, par une nouvelle vision de la culture, avec une attention portée à la certification (biologique et équitable) et à la mise sur le marché de cafés et de cacaos dits « de spécialité », c'est-à-dire de produits gourmets aux saveurs plus subtiles, cultivés et récoltés dans des conditions idéales et venant de terroirs précis.

À nouveau contexte, nouveaux acteurs. Pendant l'époque coloniale et les premières années de l'indépendance, les plantations étaient exploitées surtout par des agro-industriels. Aujourd'hui, la production est en grande partie réalisée par des milliers de petits planteurs regroupés en coopératives, dont la plus importante, Solidarité paysanne pour la promotion des actions café et développement intégral (Sopacdi, Sud-Kivu), compte 12 000 membres. Le regroupement a été encouragé par le Catholic Relief Services, pionnier de la relance, puis par des ONG, comme Rikolto ou Agriterra, et par l'Office national des produits agricoles du Congo (Onapac). Des sociétés privées, telles que Théo Broma Congo et Miluna (cacao) ou encore La Boîte (café), se sont également engagées dans ces filières.

La relance passe par de nouvelles pratiques culturales. Outre la reconstitution des vergers, à travers des programmes de replantation ou de plantation de nouvelles variétés, l'accent est mis sur le respect des normes environnementales. Non seulement les deux cultures sont menées en agriculture biologique – selon John Katambu, directeur commercial à l'Onapac, la plupart des producteurs utilisent des engrais organiques –, mais tout ce qui permet de réduire les effets négatifs de l'exploitation sur les écosystèmes est privilégié. Et pas question de couper la forêt pour emblaver de nouvelles cultures, en particulier de cacaoyers.

Produits « de spécialité »

Le traitement, gage de qualité, commence aux champs : les producteurs de cacao sont formés à l'amélioration du tri, du nettoyage, du séchage et de la fermentation des fèves, et ceux de café aux opérations de dépulpage, de tri, de lavage et de séchage du café cerise. Pour faciliter cette étape, dans l'est du pays, des microstations de lavage sont installées près des caféiers.

Ces protocoles, respectés, permettent d'obtenir des certifications biologiques et équitables – Fairtrade, Symbole des producteurs paysans (SPP), Coffee and Farmer Equity (Cafe) Practices. Ce sont des agences agréées étrangères, dont certaines ont des représentants sur place, qui viennent inspecter les méthodes de culture et de traitement des produits et s'assurer que la dimension sociale est prise en compte. La certification s'accompagne d'une volonté de développer des cafés et des cacaos de spécialité. « Nous devons opter pour des produits de qualité et sélectionner des grands crus, c'est le seul moyen pour les producteurs d'être correctement rémunérés », insiste Sandrine Vasselin Kabonga, dont l'entreprise, Misao, est actionnaire de Théo Broma Congo. Pour promouvoir leur arabica à l'international, « les producteurs du Kivu misent sur le haut de gamme et veulent développer le label Café Kivu », explique Jim Liseki, représentant d'Agriterra en RDC.

UNE PRODUCTION DE CACAO EN HAUSSE DE 234 % EN CINQ ANS

Selon les statistiques de la Banque centrale du Congo, la RDC a produit 37 000 tonnes de cacao en 2020, contre 26 400 t en 2019 et 11 080 t en 2015. Le pays a par ailleurs produit 14 220 t de café en 2020, contre 12 400 t en 2019, après un pic à plus de 18 115 t en 2015.

Robusta ou arabica, le café congolais est exporté vert par deux catégories d'acteurs : des acheteurs-exportateurs (Virunga Coffee Company, Tsongo Kasereka ou Coffee Lake) et des coopératives de producteurs-exportateurs (dont la Coopérative des produits agricoles du Congo et la Société des coopératives des planteurs du café et innovateurs du Kivu). De plus en plus de coopératives souhaitent obtenir l'agrément d'exportateurs pour ne plus passer par des intermédiaires.

La transformation n'est pas en reste. Dans la filière café, l'Onapac a ainsi acquis une usine de torréfaction d'une capacité de traitement de 600 kilos par heure, dont l'exploitation se fera dans le cadre d'un partenariat public-privé avec la Congolaise de commerce et d'investissement (Cocoi), qui devra torréfier le maximum de robusta pour doper la production et la consommation de café congolais. Sur les rayonnages des supermarchés fleurissent des marques locales de café arabica et robusta, en grain, moulu, soluble ou en capsules.

Dans la filière cacao, la fabrication de chocolat, encore timide, commence à se développer avec quelques sociétés qui, elles aussi, visent le marché local : Théo Broma (Kinshasa), Chocolaterie Lowa et Luna Chocolate (Goma), Virunga Chocolate (Beni) et Cacao Okapi (Ituri). Bravant les difficultés de toutes sortes, ces chocolateries proposent une gamme variée de produits : beurre de cacao, chocolat en tablette, à tartiner ou en poudre… et bien d'autres gourmandises. ●

Alexis et la chocolaterie

Quelques entreprises sont désormais actives dans la production de chocolat, comme Lowa, implantée à Goma, dans le Nord-Kivu.

Fils d'exploitants, Alexis Kalinda a fait de l'agriculture sa vie, principalement dans la filière café. Jusqu'à ce qu'il décide d'investir dans le cacao. « J'ai constaté que les boutiques d'alimentation vendaient des tablettes de chocolat, et je me suis dit qu'il y avait des choses à faire de ce côté-là », explique-t-il. Il se lance alors dans ce secteur, avec, dès le départ, l'idée de « faire du chocolat ».

À Walikale, dans son Nord-Kivu natal, il reprend des terres plantées en 1950 par des Belges et abandonnées par la suite. Il forme les paysans de la région à la cacaoculture, les aide à se structurer en coopératives et leur apprend les bonnes pratiques culturales. Sans pesticides ! « Pour avoir un produit de qualité et obtenir la certification bio pour notre cacao et notre chocolat », souligne l'entrepreneur. C'est dans la cuisine familiale, à Goma, qu'Alexis Kalinda fait en 2013 ses premiers essais de transformation. Des analyses aux États-Unis confirment que les fèves sont de bonne qualité et l'encouragent à poursuivre l'aventure. Il crée alors sa société, Chocolaterie Lowa, du nom de la rivière qui traverse les deux Kivus et le Maniema avant de se jeter dans le fleuve Congo.


CASTOFAS

Alexis Kalinda, le fondateur de la Chocolaterie Lowa.

L'entreprise s'approvisionne auprès des 500 planteurs, qu'il a aidés à se structurer en trois coopératives, et de 130 planteurs indépendants, chacun d'entre eux disposant d'environ 1 ha de plantation. Sa production est limitée à 200 kilos de chocolat par mois. « Nos trois machines ne peuvent produire que 2,5 kilos de chocolat par jour », précise Alexis Kalinda, avant d'ajouter que trois machines supplémentaires traitant 50 kilos par jour permettraient d'augmenter la production au niveau qu'il souhaite.

La Chocolaterie Lowa confectionne du beurre de cacao et des tablettes de chocolat noir, blanc ou au lait, de 20, 45 ou 80 grammes, avec des pointes de piment, de gingembre, d'arachide, de café, de poivre noir, d'éclats de fèves grillées… Ses marchés ? « Goma, Kinshasa et Lubumbashi », répond le chocolatier, qui compte exporter prochainement vers l'Allemagne.

Accroître l'approvisionnement en cacao sans détruire la forêt n'est pas un problème, la matière première est disponible. « Je fais de la conservation communautaire. Je protège les gorilles. Je ne peux donc pas détruire la forêt avec mes activités ! » assure Alexis Kalinda. Sur les emballages des tablettes figurent d'ailleurs un crabe, un okapi, un gorille ou un motif de pagne. « On a voulu lier notre chocolat à l'histoire et à la biodiversité de la RDC et montrer que l'on en fabrique avec des produits congolais, pour des Congolais. » ●

M.D.M.-M.



République Démocratique Du Congo - Ministère Des Finances
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, ACTEUR CLÉ DE L'ÉCONOMIE DE LA RDC

La Direction générale des Impôts (DGI) est le service public qui a la mission de collecter les impôts et taxes définis par les lois et les règlements en vigueur. Dans un contexte difficile, caractérisé par la nécessité d'accroître les recettes de l'État et l'impact de la crise sanitaire, la DGI a agi de manière efficace et affiche un bilan très satisfaisant.



Monsieur le Directeur Général des Impôts, M. Barnabé MUAKADI MUAMBA

La DGI s'attelle au relèvement des recettes de l'État. Le gouvernement congolais a élaboré un projet de budget 2022 qui s'équilibre en recettes et dépenses à 20 682,6 milliards de FC (10,3 milliards USD), soit une hausse de 41,5 % par rapport à la loi des finances de 2021.

L'une des options-phares de ce budget est la mobilisation des recettes de l'État. Le président Tshisekedi en a fait une priorité nationale et s'est engagé avec son gouvernement dans le programme signé avec le Fonds monétaire international (FMI), qui vise à réduire les dépenses et à maximiser les recettes du pays. C'est la DGI qui est en charge l'application de cette mesure.

UN SYSTÈME FISCAL BASÉ SUR 6 IMPÔTS

La DGI assure, conformément à la législation et à la règlementation fiscale, la gestion des impôts ci-après :

I - L'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR).

II - L'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP).

III - L'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers ou l'Impôt Mobilier (IM).

IV - L'Impôt Professionnel sur les Sommes perçues en rémunération des services rendus par des Personnes non établies en République Démocratique du Congo (IPPNR).

V - L'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations du Personnel Expatrié (IERE).

VI - La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

MOBILISER LES RECETTES

Pour la mise en œuvre de l'assainissement fiscal recommandé par le FMI, la DGI s'est notamment attachée à rétablir le bon fonctionnement de la TVA, en restaurant la chaine de sa collecte, en l'appliquant aux sociétés minières dans l'ensemble, et non pas à certains produits spécifiques, et en révisant les critères d'assujettissement à cette taxe.

Elle s'est attaquée à la réforme des régimes fiscaux préférentiels ainsi que de toutes les conventions, approbations, accords, lettres ou autres qui prévoient des exonérations fiscales, sauf dans les codes actuellement en vigueur. La modernisation de l'administration des impôts par le renforcement de sa gouvernance et la confirmation des droits des contribuables est également à l'ordre du jour.

Le bilan de son action est largement positif. La DGI, dont relèvent au moins six catégories d'impôts, a pu contribuer à elle seule à hauteur de 52,49 % aux recettes mobilisées par les régies financières dans le budget de l'État de l'exercice 2020.

UN CONTRAT DE PERFORMANCE

La DGI a signé en date du 22 juillet 2021, un contrat de performance avec le ministère des Finances. Dans ledit contrat, elle a pris des engagements liés à la gestion efficace et efficiente des impôts tout en optimisant l'adéquation entre les ressources humaines et les ressources financières.

Le plan élaboré par la DGI pour le respect de ses engagements passe notamment par le renforcement des capacités du personnel des Centres d'Impôts Synthétiques (CIS) en matière de TVA et de logiciel de gestion des impôts ; l'informatisation des services ; l'intensification des actions de recouvrement forcé du solde débiteur recouvrable, par l'application de toutes les mesures de poursuite ; le renforcement des capacités des huissiers du Trésor et leur assermentation ; le recyclage des vérificateurs polyvalents des impôts ; la systématisation du contrôle sur pièces préalablement au contrôle sur place ; et la sensibilisation des contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) à l'utilisation de la plateforme de télé-déclaration.

UN ORGANISME AUX COMPÉTENCES TRÈS ÉTENDUES

La DGI est un service public déconcentré et doté d'une autonomie administrative et financière au sein du ministère des Finances. Elle exerce, dans le cadre des Lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal. La DGI étend ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

En 2020, l'effectif global (cadres et agents) du personnel de la DGI se chiffrait à 6 668 personnes, réparties entre une Administration Centrale, une Direction des Grandes Entreprises, une Direction Urbaine ainsi que les Directions Provinciales des Impôts. L'organisation mise en place permet de gérer les contribuables par enjeux, en tenant compte de leur taille qui part de la grande entreprise à la micro en passant par la moyenne.

DE NOMBREUSES FACILITÉS ACCORDÉES POUR FAIRE FACE AU COVID-19

Dans le cadre de la réponse des autorités publiques aux conséquences de la crise sanitaire, l'administration des impôts a pris plusieurs mesures fiscales :

- **L'instauration d'un mode de souscription de la déclaration par voie électronique grâce à des adresses électroniques pour les contribuables gérés par la DGE, les CDI ainsi que les Sièges Modélisés et Modernisés (SMM) des Directions Provinciales des Impôts.**
- **L'instauration des guichets avancés (délocalisés) au sein du siège de la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa pour permettre aux contribuables de la Direction des Grandes Entreprises (DGE), du Centre des Impôts (CDI) de Kinshasa et du Centre d'Impôts Synthétiques (CIS) de la Gombe ne pouvant pas accéder à la commune de la Gombe en confinement au cours de la période allant du 06 avril 2020 à fin juin 2020, d'y remplir leurs obligations fiscales.**
- **Le renforcement de la campagne de sensibilisation, de mobilisation et d'appel au patriotisme fiscal auprès des contribuables, à travers les médias (radios, télés, internet, SMS, banderoles) pour les amener à souscrire la déclaration de l'impôt et à effectuer le paiement correspondant dans le délai légal.**
- **La suspension, durant une période de trois mois, de la perception de la TVA à l'intérieur sur la production et la vente des produits de première nécessité, dès la signature du Décret par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre (20 avril 2020).**
- **La suspension, durant la période de trois mois, de toutes les missions de contrôle fiscal sur place, sauf pour des cas de flagrance avérée touchant aux intérêts du Trésor public et ceci, après une autorisation préalable du ministre des Finances.**
- **La sur-séance des actions de recouvrement forcé des arriérés fiscaux avec possibilité de déférer, pendant cette période, en faveur des entreprises qui en feraient la demande, le délai de paiement sans pénalités.**
- **La prise en compte comme charges déductibles du résultat comptable de l'exercice 2020, des contributions des entreprises au fonds de soutien à la riposte. Ces dépenses doivent être justifiées par les pièces requises par la loi fiscale en vigueur.**

JAMG - Photo : D.R.

ENTREPRENEURIAT

Jean Mongu Bele, génie des connexions high-tech

Professeur au MIT, aux États-Unis, ce chercheur d'origine congolaise conçoit des smartphones et des ordinateurs qu'il commercialise sous la marque Okapi. Ils seront bientôt produits à Kinshasa.

ARTHUR MALU-MALU



DR

Il évite le feu des projecteurs et les caméras de télévision. Le milieu naturel de ce discret scientifique, ce sont surtout les laboratoires. Professeur en physique nucléaire au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge, aux États-Unis, Jean Mongu Bele, 64 ans, poursuit sa longue carrière d'enseignant-chercheur, commencée à Kinshasa en 1980, à l'Institut supérieur des techniques appliquées (Ista), où il a lui-même effectué son premier cycle universitaire. En 1987, il pose ses bagages au Canada, y travaille en tant qu'enseignant-chercheur à l'université de Moncton, puis à l'université de Montréal, avant de rejoindre le centre canadien de fusion nucléaire. En 1995, il intègre le corps professoral du MIT – institut dans lequel il a obtenu son doctorat en physique.

Avec son épouse, Léa Bele, une chercheuse haïtienne rencontrée sur un campus canadien, l'universitaire fait un premier pas dans l'entrepreneuriat en 2000, en créant The Arithmtech Corporation, une société de développement de logiciels de pointe qui disposent d'un large champ d'application incluant l'aérospatial, la pharmacie, la biotechnologie et la biométrie. Puis il commence à concevoir et à développer des produits électroniques grand public. Plusieurs de ses inventions sont brevetées aux États-Unis.

Performant et accessible

En 2019, il lance la marque Okapi (du nom de l'animal endémique des forêts tropicales congolaises). Objectif : placer un label congolais sur le marché mondial pour valoriser davantage les capacités du continent en matière de technologie et « interconnecter le monde avec une petite touche africaine », comme l'annonce son slogan.

Avec le nouveau smartphone Android qu'il a conçu, Jean Mongu Bele compte offrir au grand public une gamme d'appareils performants qui n'a rien à envier aux marques les plus connues de la planète (normes environnementales, haute résistance à la poussière et à l'eau, reconnaissance faciale, etc.), mais aussi un produit bon marché, accessible au plus grand nombre. Selon la gamme, le prix de vente du smartphone oscille entre 59 et 399 dollars. Ce téléphone est commercialisé depuis octobre 2020 sur le marché nord-américain et dans les principales villes de la RDC. Et comme d'autres produits estampillés Okapi (tablettes, ordinateurs portables, chargeurs sans fil, panneaux solaires de nouvelle génération...), il a remporté un franc succès, en novembre dernier, lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) de Glasgow, en Écosse, où il s'est vendu comme des petits pains.

Désormais, Jean Mongu Bele tient à faire de la RDC le principal site de production d'Okapi, dont les appareils sont jusqu'à présent fabriqués et assemblés aux États-Unis et en Chine. Fruit d'un investissement de 10 millions de dollars, sa première usine dans le pays est en cours d'installation sur un site de 5 hectares à Maluku, dans l'est de Kinshasa, d'où sortiront divers produits de la marque avant la fin de janvier 2022.

L'entrepreneur table sur la création de milliers d'emplois locaux. « La RDC est au centre de mes réflexions. Ce pays a des ressources pour s'en sortir. Il doit compter sur lui-même et ses propres enfants. Je voudrais prouver aux jeunes générations que le pays peut aller de l'avant grâce aux Congolais. Nous sommes capables de le faire avancer sans attendre des sauveurs venus d'ailleurs », explique Mongu Bele, qui caresse l'idée de créer une grande société pharmaceutique en RDC, réputée être un vaste réservoir de plantes médicinales. ●

GRAND FORMAT **RD CONGO**

Wiikko, pionnier congolais de l'e-commerce

Lancée il y a près de deux ans, la plateforme d'achat et de vente en ligne a réussi à se tailler une place de choix dans la capitale en adaptant ses services aux particularités de la mégapole.

ARTHUR MALU-MALU

C'est l'histoire d'une plateforme d'achat et de vente en ligne dotée d'une application téléchargeable sur Google Play et Apple Store. À son lancement, peu de gens pariaient sur son succès, compte tenu du faible taux de pénétration d'internet. Pourtant, ça marche, même si, pour le moment, elle n'exerce ses activités qu'à Kinshasa – qui compte 12 millions habitants. « Ici, jusqu'à 5 millions de personnes sont actives sur les réseaux sociaux. Et leur nombre croît chaque année. C'est ce public-là que nous visons. Les perspectives sont bonnes, car pour la première fois la RDC a un gouvernement qui met le développement du numérique au cœur de son action », explique posément Éric Bemba, fondateur et propriétaire de Wiikko.

Tracking efficace

Lancée en avril 2020, en pleine pandémie de Covid-19, l'entreprise s'est adaptée aux spécificités locales. Pionnier congolais de la vente en ligne, Wiikko a scellé des partenariats avec des banques, des grands magasins, des supermarchés, plus de 1200 marchands, sans oublier l'opérateur de téléphonie mobile Vodacom, et se prévaut d'une riche base de données. La société propose un peu de tout et ne possède pas d'entrepôt. Elle récupère les produits auprès de ses partenaires pour les livrer directement aux clients. La plateforme prend une commission sur les ventes et prélève des frais de livraison auprès de ses consommateurs.

Les salariés de l'entreprise – une douzaine – sont tous Congolais. Les opérations sont automatisées. Le système de tracking est efficace, ce qui n'empêche pas Wiikko d'appeler de temps en temps ses clients pour s'assurer du bon suivi des livraisons. La société s'appuie notamment sur un réseau de « wewas », ces conducteurs de motos-taxis qui pullulent dans la capitale congolaise. Ces derniers, bien identifiés, ont un statut d'indépendant, sur le modèle des chauffeurs d'Uber sous d'autres cieux. Wiikko leur a néanmoins acheté une plaque d'immatriculation et les aide à structurer leurs activités. Cerise sur le gâteau, l'entreprise joue la carte de la transparence : la traçabilité de ses opérations permet aux fournisseurs, aux clients et à l'administration fiscale de savoir à quoi s'en tenir. Son objectif pour 2022 est de passer de 1200 à 5000 commerçants partenaires et d'étendre ses activités à Lubumbashi, deuxième ville du pays par sa population.

À 35 ans, Éric Bemba voit l'avenir en rose. Né à Neuilly-sur-Seine (près de Paris), diplômé en business administration de l'université d'Alabama (États-Unis), il a débuté professionnellement en tant que consultant en ressources humaines à Paris. Il a offert ses services pendant quelques années au cabinet EY puis, en 2016, s'est installé en RDC, qu'il considère comme « le seul pays au monde où il ne peut pas être à la rue ». L'entrepreneur est cependant lucide sur la suite : s'il espère que sa plateforme grossisse et puisse partir à la conquête de nouveaux marchés, il sait que les sociétés d'e-commerce congolaises ne pourront rivaliser avec des poids lourds des télécommunications et du secteur bancaire que si elles bénéficient d'une recapitalisation substantielle. Un défi qui reste à relever. ●



Éric Bemba, fondateur de Wiikko.

KRISTOFF POTGIETER



Lors d'une conférence de presse à Moscou, le 11 novembre 2021.

SERGEI SAVOSTYANOV/POOL/SPUTNIK VIA AFP

DIPLOMATIE

Abdoulaye Diop
« Il y a un acharnement contre le Mali »

Interférences supposées de la France, organisation des élections, situation sécuritaire, relation avec Wagner… À deux mois de la fin réglementaire de la transition, le ministre des Affaires étrangères répond aux questions de *Jeune Afrique*.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA DIALLO

Ministre des Affaires étrangères depuis juin dernier, Abdoulaye Diop multiplie rencontres et voyages pour plaider en faveur de la prolongation de la transition auprès des partenaires internationaux.

Jeune Afrique : Les autorités de la transition s'étaient engagées à tenir l'élection présidentielle le 22 février 2022. L'échéance a été repoussée à cause de la situation sécuritaire. À quelle nouvelle échéance la situation sera-t-elle propice ?

Abdoulaye Diop : Nous ne sommes pas naïfs au point de penser qu'il faut 100 % de sécurité pour conduire des élections. Cependant, quand nous avons signé la feuille de route de la transition, l'ambition des autorités était d'œuvrer à améliorer la situation sécuritaire de Kayes jusqu'à Mopti, dans le centre du pays. Quand la France a décidé de procéder au désengagement d'un certain nombre de ses soldats présents sur le sol malien, nous étions dans la dynamique de déployer notre dispositif. Le départ des forces spéciales sur trois des cinq emprises que comptait l'opération Barkhane [Mopti, Tessalit et Tombouctou] a contraint l'armée malienne à revoir sa stratégie pour combler le vide sécuritaire laissé dans les zones désertées.

Concrètement, quels critères vous permettront de considérer qu'un niveau de sécurité optimal a été atteint ?

Nous allons faire une évaluation minutieuse des zones où l'insécurité sévit, et identifier les lieux où nous pensons être en mesure de déployer une équipe électorale avec le matériel adéquat. Nous allons procéder au cas par cas, il n'y a pas de situation idéale.

Un nouveau calendrier a-t-il été fixé ?

La question est toujours en examen. Nous souhaitons que la nouvelle feuille de route de la transition ainsi que le nouveau chronogramme fassent l'objet d'échanges entre les forces vives de la nation dans le cadre des assises nationales pour la refondation du pays. À l'issue de cette vaste concertation, le gouvernement pourra présenter à la Cedeao, et à la communauté internationale, un nouveau déroulé des élections. Ce n'est plus qu'une affaire de semaines.

Comprenez-vous aussi que certains hommes politiques et une partie de l'opinion publique s'impatientent au regard des nombreux reports qu'ont subis les assises ?

Elles ont été repoussées par le Panel des hautes personnalités, chargé de piloter le processus, dans l'unique but d'aller vers plus d'inclusivité. C'est dans cet esprit que le chef de l'État rencontre depuis quelques jours l'ensemble des forces vives de la nation, y compris les partis politiques opposés aux assises. L'Adema (Alliance pour la démocratie au Mali), l'une des plus grandes formations politiques du pays, a décidé de rejoindre le train. Je comprends les inquiétudes des uns, mais il n'y a pas de dérapage. Le processus reste sur les rails, et les assises se tiendront.

> « Je comprends les inquiétudes des uns, mais il n'y a pas de dérapage. Le processus est sur les rails, et les assises se tiendront. »

Le 2 décembre dernier, vous avez critiqué sur Twitter le



Standard Bank

STANDARD BANK RDC MARQUE SES 30 ANS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Standard Bank RDC, membre du Groupe Standard Bank d'Afrique du Sud qui existe depuis plus de 158 ans, célèbre 30 ans de prestation de services financiers de qualité en République Démocratique du Congo.

C'est en 1992 que le Groupe Standard Bank acquiert la banque ANZ Grindlays, qui était active en RDC depuis 1973. Elle est ensuite devenue Stanbic Bank Zaïre puis Stanbic Bank Congo par suite du changement de nom du pays. Depuis octobre 2009, la banque y opère sous le nom de Standard Bank RDC S.A.

La filiale du géant sud-africain s'est développée depuis ses débuts en tant que banque d'affaires pour devenir l'un des principaux prestataires de services financiers dans le pays.

Grâce à une équipe locale pluridisciplinaire, l'expertise de la banque s'étend dans le secteur minier, pétrolier, gazier, électrique et infrastructurel. La banque possède également d'une expertise dans le domaine de la télécommunication et de l'agriculture. Les clients ont donc accès à des experts en RDC et au niveau du groupe qui peuvent les aider à identifier les opportunités, gérer les risques et relever avec succès leurs défis.

En 30 ans, Standard Bank RDC a bâti une culture d'excellence et de rigueur en fournissant à ses clients des produits et services financiers innovants et en contribuant à la réalisation de projets porteurs de développement en RDC.

En matière de financement, la banque s'appuie sur le bilan et le soutien du Groupe pour financer des projets en RDC. La Standard Bank dispose de ressources considérables en termes de capitalisation, le volume de liquidité étant nettement supérieur aux exigences réglementaires. Sa force réside dans son importante capacité de relier les acteurs d'Afrique aux grands marchés mondiaux, en tirant parti de son partenariat avec la plus grande banque au monde, l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), actionnaire du Groupe Standard Bank. Cette connectivité avec un réseau d'investisseurs globaux lui permet de stimuler les investissements dans tous les secteurs économiques du pays.

« C'est une immense fierté de célébrer cette étape importante avec la famille Standard Bank RDC. Nous avons parcouru un long chemin depuis 1992. Nous sommes une banque africaine pour l'Afrique. Ancrés au cœur du continent, nous participons activement à sa croissance. Nous sommes très enthousiastes quant à nos perspectives d'avenir. Nous continuons à accompagner nos clients pour leur fournir des solutions financières pertinentes et de qualité supérieure pour accompagner leurs ambitions.» a déclaré M. Amedeo Anniciello, Directeur Général de la Standard Bank RDC. ●

Le parcours de la Standard Bank en RDC reflète sa solidité financière, son leadership et son héritage. La banque compte parmi ses clients les entreprises locales leaders du marché, les multinationales avec des opérations dans plusieurs zones géographiques, et les institutions publiques et paraétatiques stratégiques.

Renseignements :
Standard Bank RDC SA
12, Avenue de la Mongala
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo
Tél : +243 996 060 070
Email : info@standardbank.cd
Web : www.standardbank.cd
LinkedIn : @Standard Bank RDC

JAMG





ACCOMPAGNER LES OPPORTUNITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Standard Bank C'EST POSSIBLE ™

GRAND FORMAT **RD CONGO**


À Kinshasa, le 8 décembre.

ARSÈNE MPIANA POUR JA

SOCIÉTÉ

Thierry Nlandu

Professeur à l'Université de Kinshasa

« Il faut en finir avec le règne du père »

L'universitaire porte un regard lucide mais teinté d'optimisme sur la société congolaise, laquelle a enfin pris conscience des méfaits du système patriarcal. La révolution est en marche !

PROPOS RECUEILLIS À KINSHASA
PAR MURIEL DEVEY MALU-MALU

Professeur de littérature anglo-américaine à l'Université de Kinshasa (Unikin), passionné de théâtre, Thierry Nlandu Mayamba, 67 ans, est un fervent défenseur des droits humains. Il s'est engagé dans les mouvements citoyens dès la fin des années 1980 en participant activement aux grandes manifestations qui ont jalonné l'histoire du pays dans sa lutte pour l'instauration de la démocratie, depuis la Conférence nationale souveraine et « la marche de l'espoir » du 16 février 1992 jusqu'aux manifestations du Comité laïc de coordination (CLC) en 2017 et en 2018. Consultant et coordinateur de projets dans le cadre de coopérations avec des organisations internationales, l'universitaire porte un regard sans concession mais optimiste sur la société congolaise. Cette dernière a pris conscience que la conception du système patriarcal qui régit la famille, la vie politique et le fonctionnement du pays doit changer. Et, pour Thierry Nlandu, la révolution est en marche.

Jeune Afrique : Une société civile qui se bat pour des changements, des partis politiques atypiques, une montée en puissance des Églises de réveil, tandis que perdure une relation patriarcale de dépendance cadet-aîné… L'image de la société congolaise est contrastée. Qu'en est-il en réalité ?

Thierry Nlandu : La réalité, c'est que l'État a cessé d'exister en RDC. On est dans un État fantôme structuré autour d'un système chaotique, où tout le monde affirme que rien ne va. Mais, au-delà de ce chaos, de toutes les contradictions que l'on peut observer, les gens continuent de vivre. Comment font-ils ? Quelles initiatives prennent-ils ? Pour comprendre, il faut chercher à différents niveaux. Et, en premier lieu, dans la famille.

Comment fonctionne-t-elle ?

La famille est la première cellule citoyenne. C'est ici qu'on apprend les valeurs et les anti-valeurs. On veut une société démocratique… Mais la famille fonctionne-t-elle de manière démocratique ? Nos familles consacrent le règne du père qui dicte tout, car il dispense l'avoir. Ce modèle culturel du père anime les partis politiques et le sommet de l'État. Comme chaque père de famille, le président ou le chef a un surnom : « Guide éclairé » ou « Père fondateur » pour Mobutu, « Raïs » pour Joseph Kabila, « Igwe » (« grand guerrier ») pour Jean-Pierre Bemba et « Béton » pour Félix Tshisekedi. Ces expressions populaires célèbrent des hommes forts et non des institutions fortes. Dans ces conditions, comment prétendre à une démocratie ?

Qui est le père ?

Le père est le « chef » de la famille. C'est le patron d'une organisation où les relations sont loin d'être égalitaires. Demander et rendre des comptes sont des verbes qu'il ne conjugue pas. C'est étrangement la même chose au sein des partis politiques et au niveau de l'État. Nos dirigeants ne se sentent pas redevables. Mais où et quand, d'ailleurs, auraient-ils appris ce que signifient redevabilité et transparence ?

Avec les difficultés économiques, le père n'est plus toujours celui qui dispose de « l'avoir »…

C'est vrai. Aujourd'hui, dans bien des cas, le père ne peut pas, seul, assurer tout. La mère a aussi accès à l'avoir et contribue aux dépenses de la famille. Ainsi, les choses changent, et les relations s'équilibrent. Cela est également visible au niveau des institutions comme les Églises. De plus en plus souvent, les fidèles exigent des comptes pour donner davantage. La redevabilité devient « un must » pour établir la confiance entre les fidèles et le patriarche. Et pour que la charité des premiers surabonde.

L'image du patriarche, qu'il soit le père ou le frère censé assumer la famille, n'empêche-t-elle pas les plus jeunes de devenir autonomes ? N'est-elle pas un frein à la démocratie ?

Bien évidemment, car, au sein de la famille comme dans les partis politiques, le patriarche infantilise. Celui qui t'a « créé » est censé subvenir à tous tes besoins. C'est le règne du *yaya* (« grand frère » en lingala), ou du « kiboutisme » (mélange de kikongo et de lingala), un système où le plus âgé est privilégié. De nos jours, c'est celui qui a accès à l'avoir qui est érigé au rang de « grand frère », qu'il soit plus âgé ou non. L'image de l'homme fort crée un clientélisme qui finit par donner naissance à une démocratie de façade, à des institutions faibles, où le père – ou le grand frère – s'accroche à l'avoir et au valoir.

Cela s'applique-t-il aussi à la diaspora ? Qu'attend la famille, au pays, du frère vivant à l'étranger ?

Les hommes de la diaspora, dans un contexte où les femmes ont facilement accès au travail, rencontrent plus de problèmes. Les hommes sans argent perdent vite leur statut de « père » : ils sont devenus dépendants de leurs épouses et des revenus qu'elles apportent au foyer. Aux yeux des hommes, ces femmes ne sont plus de « vraies épouses ». Cela entraîne des clashs, voire des divorces. Ne survivent que les foyers dont les partenaires ont accepté leur nouveau cadre de vie et équilibré leurs relations. Quant aux Congolais restés au pays, ils doivent, eux, admettre que le frère en Europe ne peut plus assumer le rôle du père qu'il jouait hier.



Le président ou le chef a toujours un surnom : « Raïs » pour Joseph Kabila, « Igwe » (« grand guerrier ») pour Jean-Pierre Bemba, « Béton » pour Félix Tshisekedi.



La faiblesse de l'État ne risque-t-elle pas de renforcer le tribalisme ?

Il faut faire la différence entre tribu et tribalisme. Les pauvres se sentent en sécurité dans leurs tribus ou dans leurs ethnies, sans nécessairement les opposer les unes aux autres. Dans un État qui n'offre rien, lorsqu'on a des difficultés, c'est vers la famille que l'on peut se tourner pour se nourrir, pour payer les études et les frais de santé.

En revanche, la plupart de ceux qui gouvernent reprennent le discours colonial du tribalisme pour animer les conflits entre communautés, au nom du vieux principe « diviser tous ceux qui souffrent, toutes ethnies confondues, pour régner ». Nombre de politiques utilisent le tribalisme pour faire peur aux Congolais et aux Congolaises qu'ils ont relégués à la périphérie du savoir, de l'avoir et du valoir. Pourtant, entre eux, ils ne parlent pas d'ethnies mais de partage de l'avoir.

La tribu comme espace de sécurité peut-elle empêcher une action collective ?

Non. Aujourd'hui, à Kinshasa, il y a beaucoup de mariages interethniques. C'est sans doute la meilleure des façons de se sécuriser mutuellement et de construire un Congo pluriel. Relégué, comme moi, à la périphérie du savoir, de l'avoir et du valoir, l'autre – quelle que soit son ethnie – subit les mêmes affres que moi.

C'est ce sentiment partagé qui explique pourquoi, hier, nous nous sommes tous mobilisés pour être, aujourd'hui, le seul peuple d'Afrique centrale qui a réussi à ne pas faire modifier sa Constitution. Les pauvres ne sont pas dupes. Ils savent que, pour eux, le bonheur est toujours hypothétique, à l'horizon, c'est-à-dire au niveau de cette ligne qui s'éloigne à mesure qu'on s'en approche. Aveuglés par l'avoir, les gouvernants ne voient pas que les gens s'organisent, au-delà des ethnies, unis par leur misère commune. Ils sont en train de créer les conditions d'une révolution fondatrice d'une nouvelle culture du pouvoir, de l'avoir et du valoir. ●

COMMUNIQUÉ

MISSION COMMERCIALE KENYA-RDC 2021







29 NOV. - 13 DEC. 2021

Kinshasa | Lubumbashi | Goma | Mbuji-Mayi
30 Nov.-3 Déc. 5-8 Déc. 10-11 Déc. 13 Déc.

Le Gouvernement de la RDC et le Gouvernement du Kenya, en partenariat avec le Groupe Equity à travers ses filiales au Kenya, Equity Bank Kenya et Equity BCDC, sa filiale bancaire en RDC, se sont réunis pour organiser et faciliter une mission commerciale de 14 jours en RDC du 29 novembre au 13 décembre, dans le cadre des efforts continus pour promouvoir le commerce régional et la croissance des affaires.

La mission commerciale, a attiré plus de 200 investisseurs et participants commerciaux du Kenya et un nombre similaire de la RDC ainsi que le public, composé d'expositions commerciales, de forums d'affaires, de visites de sites et de rencontres dans quatre des plus grandes villes de la RDC - Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Mbuji Mayi.

Cette mission s'est soldée de grands succès.

MUSIQUE

Kinarmonik donne le ton

Cours d'harmonie, pratique instrumentale, master class, jam sessions… Depuis trois ans, l'association kinoise offre un espace d'apprentissage et de créativité inédit aux artistes amateurs et aux professionnels.



MDMM POUR JA

Élèves et « professionnels-professeurs » en plein atelier, en novembre 2021.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Ils ont des allures d'écoliers sages. Pourtant, leur cœur bat fort au rythme des musiques du pays et d'ailleurs. Une passion dont ils veulent faire leur métier en rejoignant ou en créant un groupe. Ils jouent surtout de la guitare et de la basse – les instruments les plus accessibles et les moins chers à Kinshasa –, des percussions, de la batterie, parfois du piano, comme Léah Mbuyamba, qui est aussi bassiste et chanteuse de gospel. Quelques-uns sont membres d'un orchestre et se produisent dans des groupes de prière. Peu écrivent des paroles de chanson. Loin de se prendre pour des « grands », tous ont en commun un désir de « 'améliorer ». C'est ainsi que ces jeunes se sont retrouvés à Kinarmonik, une école de musique fondée en juillet 2018 par Éric Muginda, l'un des guitaristes du groupe Jupiter & Okwess.

Le centre est installé au fond d'une cour du quartier Vitamine-1, dans la commune de Matete. « Nous avons vingt-six apprenants, encadrés par deux professeurs, explique Éric Muginda. Notre enseignement repose sur des master class. Nous organisons aussi des ateliers et nous offrons un espace gratuit de répétition. » Les cours sont payants, 1 dollar par séance, et, pour aider ceux qui ont peu de moyens, un système de parrainage a été institué.

Solfège « méthode Wadigesila »

Baignant dans la musique depuis des années, les élèves sont imprégnés d'une grande variété de styles : ndombolo, rumba, seben et folk congolais, musiques traditionnelles de la RDC, mais aussi reggae, bossa-nova, salsa, jazz, blues… Pas question cependant pour ces jeunes de copier ce qu'ils ont coutume d'écouter. Ils veulent sortir des sentiers battus et inventer de nouveaux rythmes, « à la manière de Jupiter », précise l'un des élèves.

La caractéristique de Kinarmonik est d'apprendre aux élèves à forger leur propre style à partir des multiples branches du tronc musical congolais. « Le module "créativité" ouvre de vastes horizons aux apprenants. L'harmonie et le solfège que nous enseignons ouvrent aussi des portes à la créativité », souligne Serge Tshibamba, l'un des professeurs. À l'évidence, les cours de créativité ont beaucoup de succès. « Cela nous permet de nous épanouir, confirme Léa. Et nous avons des exercices à faire, ce qui nous pousse à rester actifs et à "faire sortir" ce qui est en nous. »

L'enseignement du solfège a été une autre découverte. « C'est un solfège "congolisé", appelé "méthode Wadigesila", du nom du jazzman qui l'a mise au point. Les élèves ont appris à lire et à écrire le solfège. Ils savent ce qu'ils jouent. On observe chez eux une grande évolution et plus de fluidité dans leur façon de jouer », ajoute Toussaint Kimbembi, l'autre professeur, membre du groupe Tension 5. « La musique est une science dont il faut respecter les règles. C'est ce que j'ai appris ici », admet un élève.

À quel type de musicien aimeraient-ils ressembler ? La plupart préfèrent les artistes humanistes, comme Jupiter ou Lokua Kanza, dont la musique a un impact sur des publics variés, plutôt que « les stars qui roulent des mécaniques devant les petits et les filles ». Au sein de la nouvelle génération, les tempos changent. ●

Innoss'B jeune voix et belle âme

Révélé en 2010 alors qu'il n'avait que 13 ans, cet auteur-compositeur-interprète et danseur originaire de Goma est devenu l'un des meilleurs ambassadeurs de l'afro-pop congolaise. Et il s'illustre par sa générosité. Portrait.

ARTHUR MALU-MALU

Né d'un père danseur et d'une mère chantre à l'église, Innocent Didace Balume, alias Innoss'B, baigne depuis sa plus tendre enfance dans la musique, inscrite dans l'ADN de la famille – trois de ses frères sont d'ailleurs musiciens. C'est en 2010, alors qu'il n'a que 13 ans, qu'Innoss'B sort de l'anonymat en remportant le concours Vodacom Superstar, organisé par l'opérateur de téléphonie mobile avec Akon, un rappeur américain d'origine sénégalaise. L'adolescent reçoit un chèque de 25 000 dollars, s'envole pour les États-Unis et enregistre un titre avec Akon.

Pour ce jeune musicien originaire de Goma, cet épisode a ouvert une longue série de collaborations. Depuis, Innoss' B a en effet posé sa voix sur des titres réalisés par des valeurs sûres de la musique congolaise comme Koffi Olomidé, Fally Ipupa ou Werrason, et d'autres artistes africains. Ainsi, en 2020, la version remixée du tube d'Innoss'B, *Yope*, avec la superstar tanzanienne Diamond Platnumz, a eu plus de 120 millions de vues sur YouTube.

À la fois auteur, compositeur, interprète et danseur, il est, à 24 ans, considéré comme l'un des meilleurs ambassadeurs de la musique congolaise. Ses chansons, accompagnées de clips de conception originale, récoltent un franc succès sur les plateformes d'écoute et recueillent d'innombrables likes sur les réseaux sociaux, comme son titre *Meme*, sorti en mars 2021 (plus de 8,5 millions de vues). Gageons que son nouvel album, *Mortel-06*, disponible depuis le 26 décembre, connaîtra le même succès.

Incontournable

Parti à la conquête de Kinshasa, une mégapole de plus de 12 millions d'âmes réputée difficile, Innoss'B est devenu une figure incontournable de la vie musicale sur la rive gauche du fleuve Congo. « Le Tigre », comme on le surnomme, a vu son train de vie se transformer radicalement. Et ses fan-clubs se multiplier.



BOKEH

Mais Innocent est plus qu'un artiste. Il n'oublie ni ses origines modestes ni sa province natale et s'est montré particulièrement sensible aux malheurs des populations sinistrées par l'éruption, en mai 2021, du Nyiragongo, considéré comme l'un des volcans les plus dangereux du monde, qui a causé une trentaine de morts, des milliers de déplacés et d'importants dégâts matériels dans la région de Goma. Il a offert des maisons à des familles de victimes qui ont tout perdu lors de la tragédie. « J'ai voulu rendre à la société un peu de ce que j'ai reçu d'elle. Je sais d'où je viens et, à travers ma fondation, j'ai essayé de faire ce que je pouvais pour aider ces familles », explique humblement le chanteur. Sa fondation – simplement baptisée Innocent Fondation (IF) – ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : d'autres initiatives en faveur des populations les plus vulnérables sont envisagées dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Le geste d'Innoss'B a agréablement surpris bon nombre de ses concitoyens, qui découvraient ainsi une autre facette de sa personnalité. Les grands noms de la musique congolaise, qui s'enferrent parfois dans des polémiques oiseuses, ont, pour une fois, unanimement apprécié l'exemple par lequel a prêché ce jeune artiste, qui semble avoir un caractère bien trempé pour son âge. ●



Tribune

Yann Gwet

Écrivain et essayiste camerounais

Peut-on encore croire en l'Union africaine ?

Pour ceux qui croyaient encore dans les vertus de l'Union africaine (UA), l'année écoulée aura été révélatrice de l'impuissance de cette organisation chargée, selon ses propres termes, de travailler à l'avènement « d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

Riche en crises en tout genre, 2021 aura prolongé une année 2020 à peine moins turbulente. Tchad, Mali, Guinée, Soudan, Éthiopie, vaccins contre le Covid-19… Chaque fois, l'UA, selon ses détracteurs, « joue petit bras », quand elle ne se montre pas hésitante, absente, inaudible, confuse. La cause est entendue : elle a, selon l'expression consacrée, « un problème de crédibilité ».

Est-ce vraiment le cas ? On a souvent le réflexe de comparer l'UA à sa consœur européenne, que l'on entend et voit beaucoup. À tel point que l'omnipotence supposée d'une Union européenne perçue comme empiétant sur les prérogatives des États – et donc sur la souveraineté des peuples européens – alimente depuis des décennies un euroscepticisme dont l'équivalent est inimaginable de ce côté-ci de la Méditerranée, où l'Union africaine semble s'enorgueillir de sa déférence à l'endroit des États et de leurs représentants – qu'ils soient légitimes ou non.

Mais notre institution panafricaine a une histoire particulière. Son ancêtre, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est né dans le contexte des indépendances, à une époque où des peuples africains, soudés par l'épreuve de l'oppression, aspiraient à la liberté, à l'indépendance et à une solidarité qui avait permis d'accélérer le cours de l'Histoire. Cette Histoire, justement, dictait alors les objectifs de l'OUA : panafricanisme, socialisme, unité. Celle-ci devait simplement surfer sur la vague.

Hier socialistes zélés, nos leaders se sont convertis à la religion du marché.

Près de six décennies plus tard, le monde a bien changé. Les pères de l'OUA ont disparu, et avec eux leur souffle révolutionnaire. Les pays du continent sont techniquement indépendants. Bousculé par de nouveaux acteurs qui ont en commun avec l'Afrique l'expérience de l'humiliation, de l'asservissement et de l'avilissement, ainsi qu'un profond désir de revanche, l'Occident impérialiste parle aujourd'hui le langage de la coopération, de l'aide, d'un destin partagé.

Hier, nos leaders étaient des socialistes zélés. Aujourd'hui, convertis à la religion du marché, ils communient devant une zone de libre-échange continentale que le président de la Commission, Moussa Faki Mahamat, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la treizième session extraordinaire de la Conférence, a dit accueillir comme un « enfant longtemps attendu ».

Clone

Avec le recul, l'on comprend que cette conversion progressive à la religion du marché reflétait des changements structurels dans la nature des relations entre États africains. Fini l'idéalisme des années 1960. Chaque État a des intérêts politiques, économiques, géopolitiques, qu'il défend avec un réalisme assumé. Désaccords, tensions, rivalités relèvent désormais davantage de la norme que de l'exception. Enfin, si hier la principale menace qui pesait sur nos pays était l'impérialisme, aujourd'hui, les défis sont aussi multiples que complexes : terrorisme, changement climatique, pandémies…

Or, si la transition entre l'Organisation de l'unité africaine et l'Union africaine témoignait de la prise de conscience que, précisément, l'Histoire avait fait un bond en avant et imposait des réalités nouvelles – qui appelaient une redéfinition de la mission de l'institution panafricaine –, l'OUA n'a jamais fait sa mue. Tout se passe comme si elle avait donné naissance à son clone.

L'UA continue d'autant plus de mettre les mots de l'OUA sur une réalité post-OUA qu'elle n'a pas les moyens de ses ambitions. Les moyens financiers, d'abord. Les problèmes de l'UA en la matière sont connus. Ils constituent l'un des volets de la réforme institutionnelle qu'engage le président Kagame et qui vise à réaliser enfin la mue de l'OUA. Sans ressources « adéquates, fiables et prévisibles pour mettre en œuvre ses programmes », il ne fait aucun doute que l'UA serait cantonnée au seul ministère de la Parole, utile pour sensibiliser les opinions publiques, mais dérisoire pour « changer le cours des événements ».

Tenue en laisse et corsetée, l'UA n'est pas la machine politique qu'elle devrait être.

Compromissions

Les moyens politiques, ensuite, dans la mesure où l'UA a été conçue comme une organisation technocratique chargée de mettre en musique la vision des leaders africains réunis au sein de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, organe suprême qui « définit les politiques de l'Union africaine, fixe ses priorités, adopte son programme annuel et assure le contrôle de la mise en œuvre de ses politiques et de ses décisions ». Accessoirement, la Conférence élit le président de la Commission, qui a donc tout intérêt à se montrer accommodant envers ses électeurs. Ainsi, en toute logique, le visage que présente la Commission n'est jamais que le reflet des choix, décisions, compromissions, renoncements de ses patrons, logés au sein de la Conférence. À ces derniers, la charge de l'orientation politique de l'UA ; à la Commission, la responsabilité de l'administration.

Le problème de crédibilité de l'UA est par conséquent la manifestation d'un problème plus fondamental d'identité. L'UA peine à épouser les enjeux de son époque. Elle est, par ailleurs, tenue en laisse, corsetée par une direction qui a peu intérêt à ce qu'elle soit une machine politique. Le changement, comme toujours, passera par l'avènement d'une masse critique de leaders africains conscients du fait que seule une UA profondément réformée pourra aider l'Afrique à répondre aux défis d'un XXIe siècle qui s'annonce impitoyable. La balle est donc dans le camp des peuples… ●

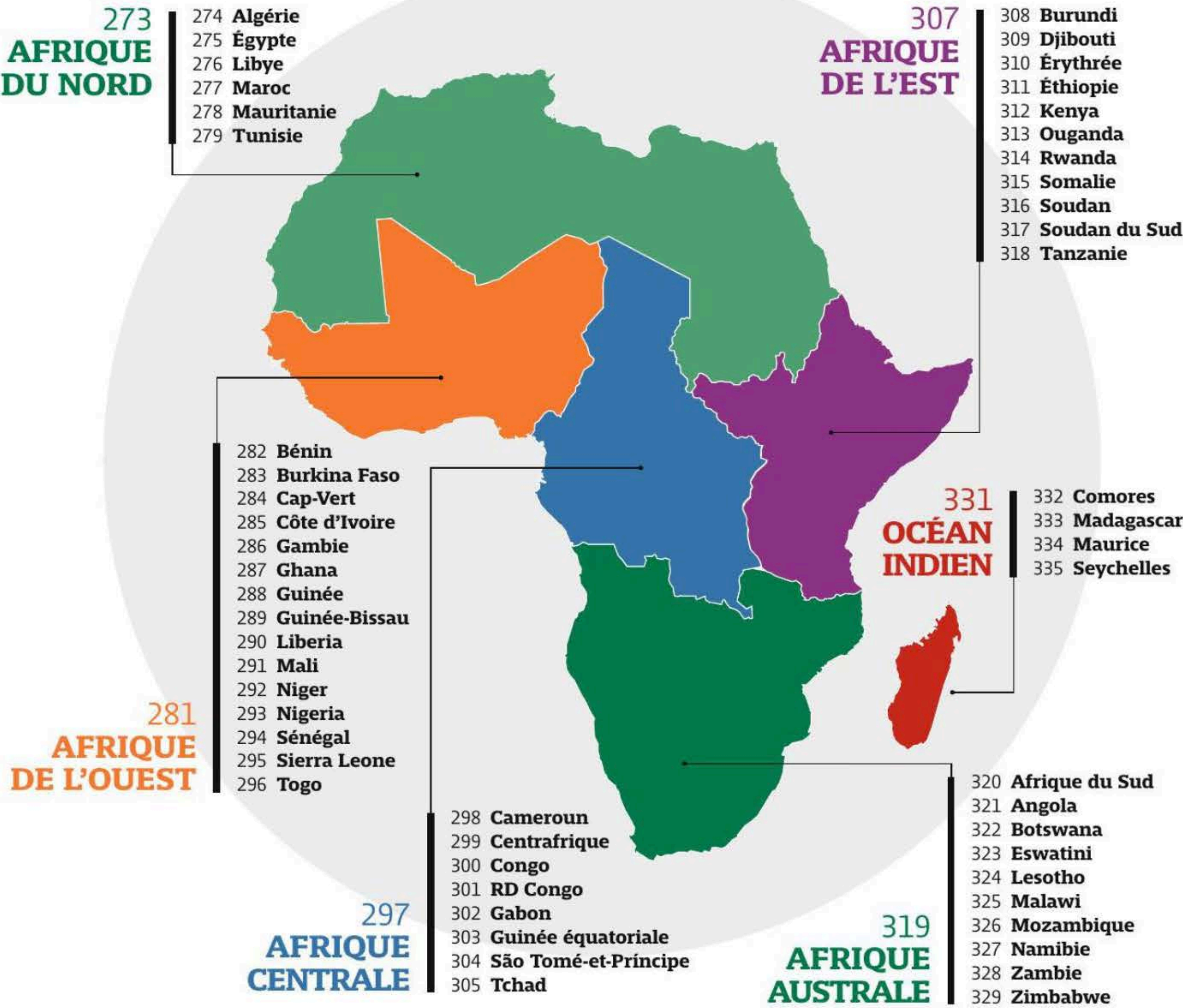


VINCENT FOURNIER/JA

Fresque murale située dans l'Africa Hall, au siège de l'UA, à Addis-Abeba, représentant les trente-deux pères fondateurs de l'OUA.



54 États à la loupe



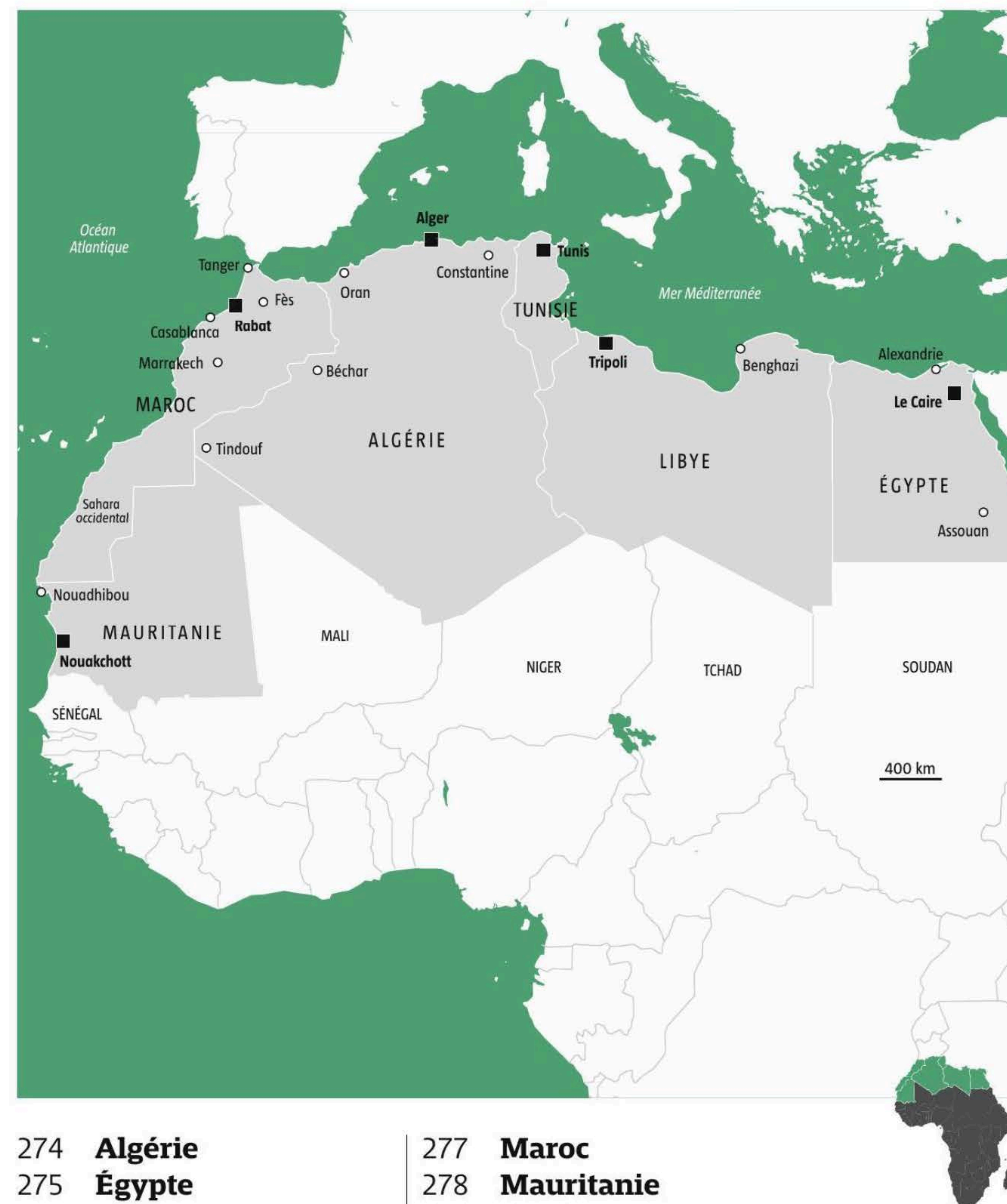
SOURCES : Nations unies : population (2020) – Pnud : espérance de vie à la naissance (2019), rang selon l'indice de développement humain (2019), alphabétisation des adultes (2008-2018) – FMI : PIB par habitant et inflation (estimation 2021), PIB et sa croissance (2019-2022) – Cnuced : investissements directs étrangers (2020, flux entrants) – *The Africa Report :* dernier changement de dirigeant.



Nicolas Feuillatte appartient à la 1 ère Union de Coopératives de la Champagne.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

AFRIQUE DU NORD



274 **Algérie**
275 **Égypte**
276 **Libye**
277 **Maroc**
278 **Mauritanie**
279 **Tunisie**



Algérie

Sous une chape de plomb

- Covid-19 et hausse des cours alimentaires ont entraîné une hausse du chômage, qui devrait encore s'aggraver
- Les crises diplomatiques avec Paris et Rabat ont isolé le pays

Une série noire qui achève d'étouffer les espoirs du Hirak, telle aura été l'année 2021 pour les Algériens, qui, frappés comme le reste du monde par le Covid-19, subissent en plus le retour en force du système rejeté en 2019, plus répressif, plus fermé et plus sclérosé que jamais. En juillet et en septembre, la crispation s'est brusquement étendue au-delà des frontières lors de deux crises diplomatiques majeures qui ont isolé davantage le pays : avec le frère ennemi marocain, puis avec l'ancien colonisateur français.

Certes suscitées par d'arrogantes déclarations de Rabat et de Paris, ces crises ont entraîné des réactions d'une brutalité inédite. Depuis le débordement du 1er novembre, lorsqu'ont été tués dans un bombardement trois camionneurs algériens qui s'étaient aventurés dans la zone du « mur de défense » marocain contre le Polisario, la situation à la frontière algéro-marocaine est à surveiller comme le lait sur le feu. Et l'apaisement d'une relation infectée depuis longtemps est improbable, tant les « mains de l'étranger » une nouvelle fois agitées par le pouvoir, avec une vigueur décuplée, masquent mal sa tactique rebattue de diversion pour justifier son surcroît de répression et s'exonérer de son incompétence à gérer l'économie du pays, plus affaiblie que jamais.

Les législatives de juin 2021, anticipées pour montrer la volonté de rebâtir les institutions républicaines d'une « Algérie nouvelle », n'ont pas fait illusion aux électeurs, dont 77 % se sont abstenus de valider cette façade de l'ancien régime qui se restaure. L'armée et la police ont repris le contrôle, dans un scénario qui n'est pas sans évoquer celui, ultrarépressif, du maréchal Sissi en Égypte. Depuis avril, rassemblements et grèves sont de facto interdits, et les forces de sécurité multiplient les arrestations dans tous les milieux de l'opposition et de la contestation, alors que les réseaux sociaux sont soumis à une surveillance inédite. En mai, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie était classé organisation terroriste, permettant aux autorités de menacer indistinctement de lourdes peines tous les militants de la cause kabyle. En juillet, le chef du Mouvement démocratique et social, Fethi Ghares, qui a boycotté les législatives, était arrêté. En octobre, c'est l'association Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), très active pour la démocratie et les droits de l'homme, qui était interdite. À l'horizon politique des Algériens ne se dresse plus à nouveau que la forteresse d'un vieux système sécuritaire.

Nombre d'habitants
43,85 millions

PIB par habitant
3 310 $

Espérance de vie
76,9 ans

Alphabétisation
81 %

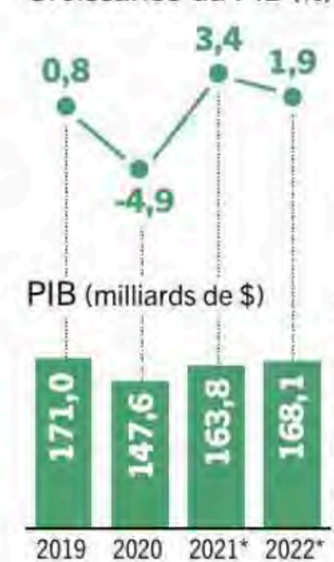
Inflation **2,4 %**

Indice de développement humain
(sur 189 pays)
91e

Investissements directs étrangers
1 125 millions de $

Dernier changement de président
2019

Croissance du PIB (%)



Perfusé à la rente pétrolière

Inquiets à leurs frontières libyenne, sahélienne et maintenant marocaine, face à l'Europe qui se ferme, les Algériens n'ont pas de perspectives plus réjouissantes sur le terrain économique dans ce pays néanmoins riche de ses hydrocarbures. La hausse des cours alimentaires mondiaux et les restrictions aux importations imposées par la fonte des réserves en devises provoquent des crises en cascade – huile, lait, pomme de terre. La crise sanitaire, qui a touché les secteurs de la construction et des services, a entraîné une augmentation du chômage, de 11,3 % en 2019 à 14,5 % en 2021. Et, selon le FMI, celui-ci pourrait atteindre près de 20 % en 2026. « La transition de l'Algérie vers un nouveau modèle de croissance requiert la mise en œuvre d'un vaste ensemble de réformes structurelles, dont des mesures visant à améliorer la gouvernance économique et à favoriser l'émergence d'un secteur privé dynamique et la création d'emplois », notait une mission du Fonds d'octobre 2021.

Mais le vieux système, perfusé à la rente pétrolière, tient maintenant la paix civile, et la remontée des cours du pétrole devrait lui permettre d'afficher une croissance de 3,4 % en 2021, après une récession de 4,9 % en 2020. Mais ce léger sursaut, très insuffisant à la gourmandise de l'économie algérienne, devrait à nouveau dévisser en 2022 pour ramper à 0,1 % en 2025. Déjà muré sur lui-même, le régime algérien érige encore des murs partout, dans les rues, aux frontières, sur les marchés – y compris celui des hydrocarbures, qui fait survivre le pays –, quand il décide de fermer, le 1er novembre, son principal canal de livraison de gaz à l'Espagne, parce qu'il transite par le Maroc, déclaré ennemi. Il reste, pour les Algériens, hélas, peu à espérer d'un régime qui n'oublie rien du passé mais ne saura jamais en tirer les leçons. ●



Égypte

Régime fort, modèle fragile

- Son économie est la seule des pays de la région Mena à avoir connu la croissance en 2020-2021
- Assuré de conserver le pouvoir jusqu'en 2030, Sissi ne fait pas de la démocratie sa priorité

L'inauguration prochaine de la nouvelle capitale se veut le symbole de la refondation de l'État pour l'avenir glorieux dessiné, dès 2013, par son raïs aujourd'hui incontesté, Abdel Fattah al-Sissi. Depuis huit ans qu'il est au pouvoir, le maréchal peut en effet se targuer de suivre son grand programme, aux prix de nombreuses libertés confisquées. Sa main de fer, qui s'est assurée par plébiscite de tenir le pouvoir jusqu'en 2030, tient aussi en respect toute opposition radicale ou pacifique. Déclarant le pays « oasis de sécurité et de stabilité », le président égyptien a pu annoncer, à la fin de 2021, la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 2017.

L'insurrection de l'État islamique dans le Sinaï a été ramenée à un conflit de basse intensité très localisé, et les manifestations de mécontentement contre le régime, systématiquement réprimées, sont de plus en plus clairsemées. Les services économiques du président peuvent brandir des chiffres flatteurs : l'économie égyptienne, la seule des pays de la région Maghreb-Moyen-Orient à avoir connu la croissance en 2020-2021, va se conforter dans cette tendance positive, à 5,2 %, en 2021-2022, un point et demi au-dessus de la moyenne continentale, annonce le FMI. L'institution, continuant de saluer les efforts d'assainissement des finances comme la gestion efficace, par voies d'aides fiscales, des effets de la crise sanitaire, prévoit une croissance un peu supérieure à 5,5 % en 2022-2023 comme en 2023-2024, si une nouvelle variation pandémique ne vient pas perturber la partition.

Baromètre de la reprise mondiale, les revenus du canal de Suez ont atteint le montant record de 5,84 milliards de dollars pour l'exercice 2020-2021. Comme ailleurs, le redémarrage du marché intérieur tire la croissance vers le haut, et le secteur touristique, qui fait vivre 3 millions de familles, se rétablit du choc sanitaire : les installations n'ont totalement rouvert qu'en octobre 2021, mais la relance des réservations hôtelières présage d'un plein rétablissement du secteur à la fin de 2022 et fait annoncer par les autorités des saisons exceptionnelles en 2023-2024.

Nombre d'habitants
102,33 millions

PIB par habitant
3 547 $

Espérance de vie
72 ans

Alphabétisation
71 %

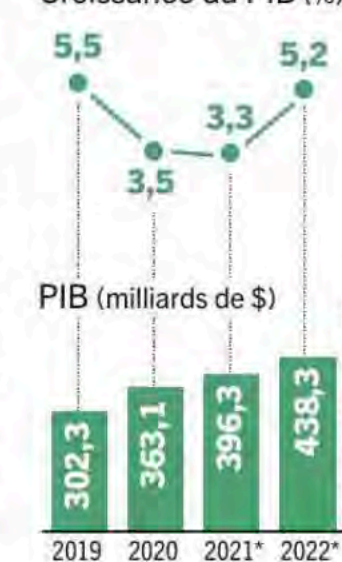
Inflation **5 %**

Indice de développement humain
(sur 189 pays)
116e

Investissements directs étrangers
5 852 millions de $

Dernier changement de président
2014

Croissance du PIB (%)



L'Égypte travaille aussi à reconstruire sa stature dans le monde arabe. Influente sur les scènes libyenne, soudanaise et gazaouie, elle se rapproche économiquement et diplomatiquement du Qatar, dont elle était hier l'ennemie déclarée, avec l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les Émirats arabes unis. Tout en plaidant, en septembre 2021, la réintégration de la Syrie d'Assad au sein de la Ligue arabe. Mais sur le sol d'Afrique sa position est moins certaine : entre l'impasse libyenne et les retournements soudanais, « l'oasis de sécurité » égyptien est pris dans une mer d'instabilités, et les partis soutenus – le maréchal Khalifa Haftar en Libye et le général Abdelfattah al-Burhane au Soudan – sont loin de maîtriser les situations.

Concernant les angoisses égyptiennes sur le continent, le remplissage par l'Éthiopie du barrage de la Renaissance se poursuit imperturbablement par la retenue des eaux du Nil, essentielles pour l'avenir des plus de 100 millions d'Égyptiens. En avril 2021, les menaces par Le Caire d'un conflit tout comme ses appels, en octobre, à un accord durable n'ont pas fait bouger Addis-Abeba. Ainsi, sous la restauration des oripeaux de la grandeur égyptienne, les structures ne sont pas sans défauts.

Un train de vie pharaonique

Dans le domaine social, les aides contre la crise sanitaire passent mais l'austérité budgétaire demeure, et les cours mondiaux de l'énergie et des produits alimentaires flambent. Le premier importateur de blé au monde n'a eu d'autre choix que de relever les prix du fioul domestique en avril et d'annoncer une hausse du prix du pain subventionné en août. Un tiers des Égyptiens vit au-dessous du seuil de pauvreté, et la dernière hausse du pain, en 1977, avait déclenché de violentes émeutes dont le régime actuel n'est pas à l'abri. Zélé sur l'application des mesures d'austérité préconisées par les bailleurs de fonds internationaux, l'État l'est moins pour corriger les fragilités d'un modèle économique qui, exportant peu et captant peu d'investissements directs étrangers, se nourrit de placements internationaux attirés par des taux d'intérêt parmi les plus élevés au monde, quand les taux américains et européens sont presque nuls. La décision américaine de les relever pour contrôler l'inflation pourrait à terme placer l'Égypte en situation de ne plus pouvoir financer son train de vie pharaonique.

Citant le parallèle libanais, d'aucuns prédisent l'effondrement du bel édifice si l'Égypte n'abandonne pas cette stratégie du surendettement encouragée par l'influence toujours croissante de l'armée sur l'économie. ●

Libye
En état de disgrâce

- Depuis la chute de Kadhafi, en 2011, le pays vit dans une instabilité devenue chronique
- Le dernier blocage des sites pétroliers a plongé l'économie, en 2020, dans une récession de 59 %

Dix ans ont passé depuis la mort du colonel Kadhafi, et les années s'écoulent sans que les Libyens ne voient la fin de leur hiver insurrectionnel. Les roadmaps s'entassent comme les feuilles mortes, et les échecs répétés des multiples initiatives militaires et politiques ne laissent guère espérer d'horizon plus clair que la permanence de l'instabilité. À moins d'une divine surprise, a-t-on pu croire en 2021, année qui n'a pas manqué de gestes prometteurs après la guerre ratée pour la prise de Tripoli menée en 2019-2020 par l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar, maître de l'est et du sud du pays.

En janvier 2021, les deux camps sont parvenus à s'accorder sur la constitution d'un nouveau Haut Conseil présidentiel (HCP) et d'un nouveau gouvernement appelés à organiser, le 24 décembre 2021, un double scrutin législatif et présidentiel, reporté depuis 2018. Les choses se sont accélérées à la rentrée : le 23 septembre 2021, le maréchal Haftar quitte officiellement son commandement de l'ANL dans le délai prévu pour valider sa candidature ; le 3 octobre 2021, le gouvernement annonce le début du départ des combattants étrangers présents en Libye ; le lendemain, la loi électorale est votée.

Mais le ver est dans la pomme. La loi électorale, élaborée dans l'opacité, suscite dès le lendemain de son vote de profondes dissensions, amenant un premier report des législatives au 24 janvier, présage des difficultés à venir. Les personnalités dans le jeu, leurs moyens politiques et armés, leurs caractères et leurs grandes prétentions pèsent aussi sur la stabilité du processus politique : le maréchal Haftar, seul capable à ses yeux de sauver le pays ; Seif el-Islam, l'héritier du « Guide », qui se veut l'unique solution d'apaisement entre le passé et l'avenir. Mais aussi l'influent Aguilah Saleh, le président du Parlement, proche de Haftar, qui, vu d'un bon œil par les Russes et les Égyptiens, développe ses propres ambitions. Ou encore Abdel Hamid Dabaiba, riche homme d'affaires propulsé Premier ministre en mars 2020, nouveau venu dans l'arène politique libyenne mais dont l'activisme et la quête effrénée de popularité indiquent qu'il n'a pas l'intention de la quitter. L'étoile de cet ancien proche de Kadhafi, originaire de Misrata et diplômé au Canada, monte à mesure que s'étiole le pouvoir du maréchal, son rival, dont les soutiens se relâchent et la machine de guerre se fatigue. Quand bien même la victoire présidentielle serait concédée par de tels rivaux, le rôle du chef de l'État n'est précisé dans aucun texte, et le référendum constitutionnel, prévu avant le 24 décembre, a été reporté sine die : dans un tel flou, le partage du pouvoir exécutif ne peut que mener à des conflits.

Nombre d'habitants
6,87 millions

PIB par habitant
3 699 $

Espérance de vie
72,9 ans

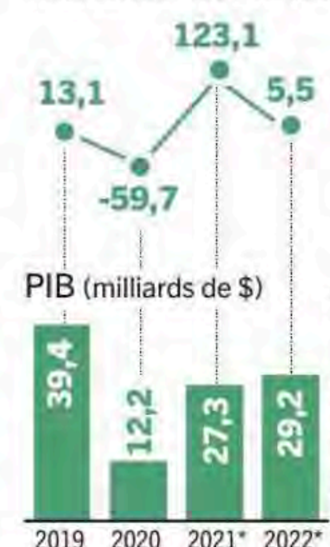
Alphabétisation
86 %

Inflation **2,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
105e

Investissements directs étrangers
NC

Dernier changement de président
2021



Chantage et marchandage

Si, parvenant à surmonter ces obstacles immédiats, la Libye retrouve son unité de fonctionnement administratif et politique, les défis qui suivent ne sont pas moins périlleux. En premier lieu, le désarmement des milices et les modalités de recomposition et de déploiement d'une police et d'une armée véritablement nationales. Auparavant, il aura fallu le départ réel du sol libyen des 20 000 combattants étrangers, les adieux du 3 novembre 2021 ayant été symboliques. La présence de ces auxiliaires devenus indispensables à la puissance des chefs est une bombe à retardement nationale qui a aussi montré son pouvoir de nuisance régionale quand le président tchadien Idriss Déby Itno a, le 19 avril 2021, trouvé la mort dans des combats contre des rebelles venus de Libye où ils sont alliés de Haftar.

Autre défi de taille, la répartition de la rente pétrolière, le trésor de guerre convoité de l'est à l'ouest, et qui a, ces dernières années, été l'objet de chantage et de marchandage entre Benghazi, qui tient le robinet, et Tripoli, qui tient la banque. Le dernier blocage, qui a duré six mois et qui s'est achevé à la fin d'octobre 2020, a fait plonger cette année-là le pays dans une récession dantesque de – 59 %, jugulée par la reprise de la production qui fait annoncer par le FMI un formidable rebond de 123 % pour 2021 : des chiffres qui révèlent toute la dépendance et la fragilité d'une économie dont le rare appareil productif a été détruit. Également hérité du passé kadhafiste et de son régime déstructurant « des masses » comme du long règne des milices, le défi global de la construction d'un État viable reste le plus utopique, mais le plus nécessaire. ●

FICHES PAYS **AFRIQUE DU NORD**

Maroc
Nouveau chapitre ?

- La victoire du RNI aux dernières élections législatives et locales a atomisé l'opposition, incarnée par le PJD
- Priorité du nouveau gouvernement : mettre en œuvre les grandes orientations royales, dont l'accès à une protection sociale pour tous

L'année 2021 a été un véritable parcours de sauts d'obstacles, que le royaume a franchis avec brio. Le 28 janvier, le Maroc a été le premier pays du continent à lancer sa campagne nationale de vaccination contre le Covid-19. Dix mois plus tard, 80 % de la population avait reçu une première injection, et 70 % des Marocains étaient complètement vaccinés. Le 21 octobre, le passe vaccinal obligatoire est entré en vigueur. Le royaume a ainsi démontré sa volonté de générer un « boost social, économique et psychologique », selon les mots du ministère de la Santé. Entre-temps, l'économie marocaine a renoué avec la croissance : 5,8 % du PIB en 2021, contre – 6,3 % en 2020.

Le 8 septembre dernier, contre toute attente, les élections législatives, régionales et communales ont atteint un taux de participation record : 50,4 % des citoyens se sont rendus aux urnes sans créer le moindre cluster. Surtout, les électeurs ont durement sanctionné le Parti de la justice et du développement (PJD) – parti « islamiste » –, arrivé au pouvoir à la faveur des printemps arabes de 2011. Porteur de nombreux espoirs autour de la justice sociale et de la lutte contre la corruption, le PJD a déçu, fortement. Et c'est son principal challenger, le Rassemblement national des indépendants (RNI), dirigé par Aziz Akhannouch, l'un des hommes les plus fortunés du royaume, réputé proche du Palais, qui a remporté les élections. Il dirige désormais le nouveau gouvernement, plus technocratique que politique, composé du RNI, du Parti Authenticité et Modernité (PAM), et de l'Istiqlal, arrivés en tête aux législatives.

Le grand défi de ce gouvernement sera de poser les bases d'un véritable État social. Pour ce faire, il est appelé à mettre en œuvre les recommandations émises par la commission pour le Nouveau Modèle de développement (NMD) – mise sur pied par le roi, Mohammed VI –, et les grandes orientations royales, dont la généralisation de la protection sociale. Concrètement, il s'agit principalement de généraliser l'assurance maladie obligatoire à la fin de 2022, puis les allocations familiales au cours de 2023 et de 2024, avant d'élargir la base des adhérents aux caisses de retraite d'ici à 2025. Une réforme dont le coût annuel s'élève à 51 milliards de DH (4,8 millions d'euros), dont 23 milliards issus du budget de l'État. C'est là l'autre grand défi du gouvernement : trouver de l'argent.

Nombre d'habitants
36,91 millions

PIB par habitant
3 009 $

Espérance de vie
76,7 ans

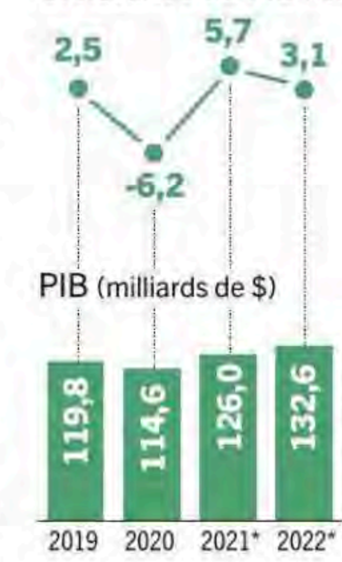
Alphabétisation
74 %

Inflation **0,7 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
121e

Investissements directs étrangers
1 763 $

Dernier changement de chef du gouvernement
2021



Rigueur et développement

Le plan de finances 2022 tente d'allier rigueur et promesses de réformes, sans toutefois proposer les changements structurels recommandés par le NMD. Le gouvernement table sur un investissement public de 245 milliards de DH pour remettre sur pied l'économie, prévoit d'augmenter ses recettes fiscales de 27 milliards de DH et de débloquer 9 milliards de crédit pour l'éducation et la santé. Seulement voilà, il prévoit une croissance de 3,2 %, bien trop faible pour opérer une transition économique et sociale. D'autant plus que l'endettement du royaume va bientôt atteindre la barre symbolique de 100 % du PIB, dont la moitié de l'encours est détenue par le FMI et la Banque mondiale.

La relance touristique et industrielle reste soumise au contexte sanitaire… Et les attentes des Marocains sont nombreuses. Ils n'hésiteront pas à se montrer très sévères à l'égard du gouvernement s'il n'est pas au rendez-vous. Au sein même de la majorité, l'Istiqlal comme le PAM pourraient se désolidariser du RNI afin de ne pas décevoir leurs électorats respectifs. Attention donc, grogne à l'horizon.

L'État s'est cependant engagé sur une vision à long terme et nourrit de grandes ambitions : devenir une plateforme industrielle et exportatrice de premier plan, d'où le lancement, le 10 octobre 2020, de la marque Morocco Now, lors de l'Exposition universelle de Dubaï, pour faire de l'œil aux investisseurs étrangers. Le royaume peut s'appuyer sur plusieurs piliers : l'agriculture, l'automobile, l'aéronautique, l'offshoring, ou encore les énergies renouvelables.

Le roi, Mohammed VI, a récemment appelé à la mise en place d'une « réserve stratégique » pour assurer la souveraineté alimentaire, sanitaire, industrielle et énergétique du Maroc. Preuve, s'il en est, que le pays s'engage sur le chemin de l'émancipation. ●

Mauritanie
L'ombre de Mohamed Ould Abdelaziz

- Presque inaudible depuis l'élection de Mohamed Ould Ghazouani, en 2019, l'opposition redonne de la voix en demandant l'ouverture d'un dialogue national
- Mohamed Ould Abdelaziz, inculpé en mars 2021 pour de nombreux chefs d'accusation, attend toujours son procès

En 2021, Mohamed Ould Ghazouani a scellé la chute de son prédécesseur, Mohamed Ould Abdelaziz, avec qui une guerre politique et judiciaire s'était ouverte dès 2019. L'ancien tout-puissant chef de l'État a été inculpé en mars 2021 pour, entre autres, corruption, blanchiment d'argent, enrichissement illicite, dilapidation de biens publics, octroi d'avantages indus et obstruction au déroulement de la justice. En résidence surveillée depuis août 2020, il a été placé en détention préventive en juin dernier pour non-respect de son contrôle judiciaire. Cette affaire dite de « la décennie » à Nouakchott a, jusqu'ici, monopolisé une partie du mandat du président, qui va devoir trancher. Faut-il juger « Aziz » ou lui accorder l'immunité présidentielle ? Dans l'attente d'un éventuel procès, il demeure présumé innocent, et le juge est tenu d'accélérer l'instruction. Mais les mois s'étirent, et la procédure semble s'enliser dans l'indifférence quasi générale de la sous-région. Un revers personnel pour l'ex-président, et diplomatique pour Ould Ghazouani, qui n'en retire pas les bénéfices attendus.

De son côté, l'opposition, toujours très virulente à l'égard de Mohamed Ould Abdelaziz et mieux disposée à l'égard de son successeur, a décidé de mettre un terme au long état de grâce dont ce dernier bénéficiait depuis son élection, en juin 2019. Devenue presque inaudible, elle a décidé de se faire entendre à nouveau en demandant l'ouverture d'un dialogue national. Une requête à laquelle Mohamed Ould Ghazouani – qui est enfin sorti de son silence en accordant sa première grande interview à *Jeune Afrique* en juillet 2021 – a longtemps refusé de donner suite, avant de changer d'avis, en début d'année. En ouvrant des discussions officielles avec les opposants, qu'il reçoit régulièrement depuis son arrivée au pouvoir, le président joue le jeu démocratique. Mais il prend le risque de susciter le mécontentement s'il ne donne pas suite à leurs nombreuses revendications (parmi lesquelles la refonte du système électoral). Les premières voix dissidentes commencent d'ailleurs à se faire entendre, tant du côté de l'opposition que de celui de la société civile.

Pendant ce temps, Mohamed Ould Ghazouani, à qui l'on reproche sa lenteur, a veillé à mettre en œuvre son programme. La Délégation générale à la solidarité Taazour a été dotée d'un budget de 200 milliards d'anciens ouguiyas (environ 450 millions d'euros) sur cinq ans, au lieu de 40 milliards auparavant. Cette agence distribue notamment un revenu minimum à 300 000 personnes. Alors que la Mauritanie a le taux d'éducation le plus faible du monde, le président a créé un Conseil national de l'éducation. Le budget alloué à ce secteur, en matière de masse salariale, est passé de 48 milliards d'anciens ouguiyas à 63 milliards.

Des réserves de change confortables

Au-delà des remous de la scène politique, les regards se porteront cette année sur les enjeux économiques, et en particulier sur l'exploitation du gaz. La crise liée à l'épidémie de Covid-19 a retardé d'un an l'exploitation des quelque 425 milliards de mètres cubes du gisement de Grand Tortue Ahmeyim par le britannique BP, qui aurait dû débuter en 2022. La phase 1 devait en effet permettre de produire 2,5 millions de mètres cubes par an. Malgré la crise, l'activité économique a repris en 2021. L'augmentation du cours du fer a contribué à doubler en 2020 les bénéfices de la Société nationale industrielle et minière (Snim), pour les porter à 500 millions d'euros. Les cours élevés de l'or ont permis d'accroître la production de ce métal, mais aussi de pallier les difficultés rencontrées par le secteur de la pêche. Les réserves de change de la Banque centrale, estimées à 1,2 million d'euros, sont confortables.

Par ailleurs, Mohamed Ould Ghazouani a également personnellement veillé à améliorer les paramètres macroéconomiques de la Mauritanie. Au Koweït, le président a poursuivi les négociations entamées par son prédécesseur et obtenu, en août, l'annulation d'une dette astronomique d'environ 990 millions de dollars, soit environ 12 % du PIB du pays. En 2020, alors que la Mauritanie espérait que la croissance atteindrait 6 %, elle a chuté à – 1,7 %. Malgré des indicateurs encourageants, Mohamed Ould Ghazouani devra aussi endiguer la difficile année de sécheresse que le pays vient de vivre. ●

Nombre d'habitants **4,65 millions**

PIB par habitant **1 673 $**

Espérance de vie **64,9 ans**

Alphabétisation **53 %**

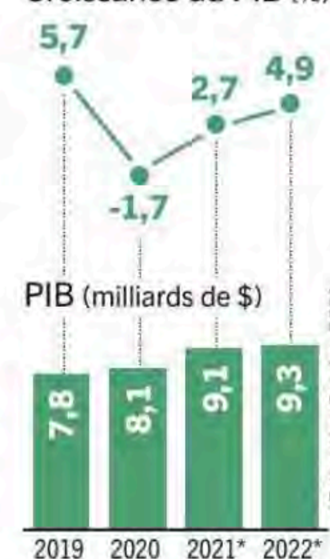
Inflation **2,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **157e**

Investissements directs étrangers **978 millions de $**

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)





Tunisie
Un navire à la dérive

- Kaïs Saïed, élu en 2019, interprète la Constitution et concentre tous les pouvoirs entre ses mains
- Les ressources financières s'assèchent, et les finances publiques se dégradent

Le 25 juillet 2021, Kaïs Saïed, président élu en 2019, interprétant personnellement la Constitution, a décidé de concentrer tous les pouvoirs de l'État entre ses seules mains. Certains ont crié au coup d'État et à la dictature. Mais le peuple, lui, a applaudi. Cent jours plus tard, ce sexagénaire sans parti ni étiquette politique plane dans les sondages à 89 % d'intentions de vote pour la présidentielle de 2024 et, si l'article 80, invoqué en juillet, appelle au « retour dans les plus brefs délais à un fonctionnement régulier », lui ne lâche rien du pouvoir qu'il s'est attribué.

Le 22 septembre, il s'est même arrogé le droit de légiférer par décret. L'article 80 évoque-t-il à trois reprises le contrôle de la Cour constitutionnelle, dont sa saisie au bout de trente jours ? Prévue en 2014, cette cour n'existe toujours pas, et le professeur Saïed, juriste en droit constitutionnel, de l'incarner également : le 24 août, il a prolongé les mesures d'exception jusqu'à un « nouvel ordre », donné le 13 décembre : celui d'un référendum en juillet 2022 suivi de législatives le 17 décembre 2022. Un processus qui devrait aboutir au régime qu'il se sent pour mission d'instaurer, représentatif « du peuple et non de pseudo-partis », annonçait-il déjà en 2013, c'est-à-dire présidentiel, à sa mesure.

« Ce qu'il a fait, à la faveur du désarroi sanitaire et économique, du discrédit des partis et de la déliquescence de l'État, était prémédité : se débarrasser des corps intermédiaires a toujours été son projet politique, et il y a en lui une forme d'obstination qui indique qu'il appliquera ses idées, en organisant par exemple des élections de type particulier qui ne laisseront pas de place aux partis », augure Hassen Zargouni, directeur général du bureau d'études et de statistiques Sigma Conseil. Les partis sont déjà à terre.

En septembre, les islamistes d'Ennahdha, au plus bas dans les sondages, voyaient la démission de 113 dirigeants, et Abir Moussi, présidente du parti bourguibiste, rampe à 3,5 % dans un sondage Sigma de la fin octobre. « Avant le 25 juillet, 92 % des Tunisiens pensaient que le pays allait dans le mauvais sens, poursuit Zargouni, ils sont 75 % à penser l'inverse après ». Seule la faim pourrait amener le peuple à contester le nouveau zaïm... Et les prix flambent.

Le 6 octobre, une note de la Banque centrale de Tunisie (BCT) s'alarme de l'assèchement des ressources financières extérieures et de la dégradation des finances publiques, appelant à une reprise en main de l'économie. Une semaine plus tard, Moody's abaisse sa notation à Caa1, assorties de perspectives négatives, après l'avoir déjà dégradée en février. « La réforme économique en Tunisie n'a pas suivi le rythme des réformes politiques depuis la révolution de 2011 », affiche la note pays de la BNP Paribas consacrée aux investissements, dressant une liste des points faibles, de la « corruption et népotisme » aux « risques potentiels pour la stabilité sociale et économique » que représente le niveau élevé du chômage chez les jeunes. Certes, le tout-puissant Saïed a fait de la « lutte contre le népotisme et la corruption » sa grande bataille, mais la mise en œuvre brutale de sa vision économique ne fera qu'empirer la situation si elle se prolonge.

« Que les voleurs rendent l'argent ! »

Sa solution pour que la Tunisie retrouve sa santé économique, il l'a répétée le 21 octobre lors d'un Conseil des ministres : « La Tunisie a beaucoup d'argent, il suffit juste que les voleurs le rendent et que les banques étrangères le restituent. » Mais comment y parvenir alors que, au bout de dix ans, seules de maigres sommes ont pu être récupérées des trésors de Ben Ali, Kadhafi et Moubarak ? Ne disposant pas du pouvoir de l'héritier saoudien pour séquestrer et rançonner les hommes d'affaires, il a néanmoins interdit, parmi ses premières mesures, aux chefs d'entreprise de quitter le territoire. Trois mois plus tard, son message aux investisseurs reste aussi menaçant : « On encourage l'investissement depuis soixante ans et il n'y a pas d'investissement. Pourquoi ? Parce qu'ils volent l'argent ! »

Las, rattrapé par la réalité de la banqueroute, il appelle le 3 novembre à la contribution populaire pour renflouer les caisses vides de l'État, et n'a plus d'autre choix que de se tourner, quelques jours plus tard, vers le FMI, après avoir martelé qu'il ne sera pas « l'élève de ces institutions ni des agences de notation ». « La BCT reste, avec l'armée, la seule force de modération de la politique présidentielle », commente un initié. ●

Nombre d'habitants **11,82 millions**

PIB par habitant **3 320 $**

Espérance de vie **76,7 ans**

Alphabétisation **79 %**

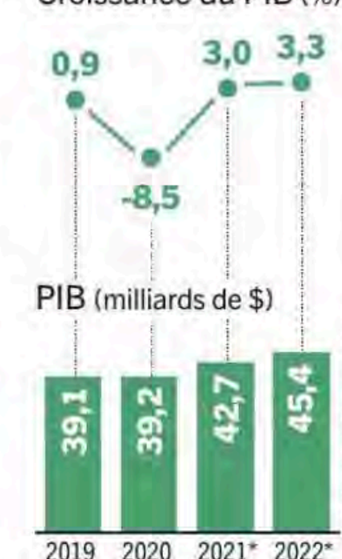
Inflation **5,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **95e**

Investissements directs étrangers **652 millions de $**

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)







AFRIQUE DE L'OUEST





282 **Bénin**
283 **Burkina Faso**
284 **Cap-Vert**
285 **Côte d'Ivoire**
286 **Gambie**
287 **Ghana**
288 **Guinée**
289 **Guinée-Bissau**
290 **Liberia**
291 **Mali**
292 **Niger**
293 **Nigeria**
294 **Sénégal**
295 **Sierra Leone**
296 **Togo**

Bénin

Transformer l'essai

- Fort d'une croissance positive et d'investisseurs confiants, Patrice Talon veut, pour son dernier mandat, consolider les acquis
- En augmentant la part du budget consacrée aux soins, à l'éducation et aux investissements d'infrastructures, il affiche sa volonté de lutter contre l'exclusion sociale

Pour l'instant, personne n'en parle. En tout cas pas ouvertement. Mais, dans le Landerneau politique béninois, c'est dans toutes les têtes : Patrice Talon, qui a été réélu par coup KO lors de la présidentielle d'avril 2021, entame son dernier quinquennat.

Le président béninois, qui avait promis lors de sa première campagne, en 2016, de ne faire qu'un seul mandat, a finalement décidé de se relancer dans la course. Mais, avant cela, il a notamment impulsé une série de réformes constitutionnelles et institutionnelles qui ont bouleversé le paysage politique de son pays. Il a fait inscrire dans le marbre de la Constitution une limite de deux mandats présidentiels « à vie ».

À l'aube de cet « ultime mandat », dans les états-majors des deux principaux partis de la majorité, l'Union progressiste et le Bloc républicain, les ambitions personnelles sont encore discrètes. D'autant que les candidats putatifs occupent des places stratégiques au sein du gouvernement, et, cinq ans avant l'échéance, l'heure n'est pas encore venue de risquer de fâcher le « patron », qui a fixé le cap pour les cinq ans à venir : « Transformer l'essai que constituent les avancées, voire – j'ose le dire – les prouesses qu'ensemble nous avons réalisées. »

De fait, malgré les conséquences économiques du Covid-19, le Bénin est parvenu à tirer son épingle du jeu. Certes, la croissance réelle du PIB a ralenti en 2020, pour descendre à 2,3 % après deux bonnes années de progression (6,7 % en 2018 et 6,9 % en 2019). Mais cette contraction est relative, et à mettre en perspective avec la croissance négative (– 1,1 %) observée la même année dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

En outre, les perspectives sont bonnes. En mars 2021, la Banque africaine de développement estimait le taux de croissance pour l'année à 4,8 %, et pronostique un retour au niveau d'avant la pandémie – autour de 6,5 % – dès 2022. Ces bons résultats ont permis à Cotonou de réaliser plusieurs belles opérations sur les marchés financiers internationaux. Preuve indéniable que la confiance des investisseurs est là. En juillet 2021, le Bénin a ainsi émis un nouvel eurobond à hauteur de 500 millions d'euros.

Nombre d'habitants
12,12 millions

PIB par habitant
1 291 $

Espérance de vie
91,8 ans

Alphabétisation
42 %

Inflation **3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
158e

Investissements directs étrangers
176 millions de $

Dernier changement de président
2016

Croissance du PIB (%)



Sous les meilleurs auspices

Le gouvernement l'assure, ce poumon d'oxygène pour les finances publiques, auquel il faut ajouter les 99,88 milliards de F CFA (environ 152 millions d'euros) alloués en août 2021 au titre des droits de tirages spéciaux mis en place par le FMI, n'a pas fragilisé l'équilibre budgétaire du pays.

Sur le plan social, si des progrès ont été notés, le chantier reste encore vaste. Avec un indice de développement humain de 0,545 (en 2019), le Bénin se classe au 158e rang sur 189 pays et territoires, mais 1er au sein de l'Uemoa. Sur ce front, Patrice Talon a affiché sa volonté de prendre le taureau par les cornes. La part du budget dévolu à la part sociale a augmenté, de même que les dépenses allouées aux investissements d'infrastructures.

Sur le papier, l'année 2022 s'ouvre indéniablement sous les meilleurs auspices pour Patrice Talon. Fort d'un bon bilan, réélu triomphalement en avril 2021, il aura en outre terminé l'année avec le très symbolique retour, le 10 novembre, des 26 œuvres du trésor des rois d'Abomey, pillés lors de la colonisation et que la France a fini par accepter de restituer, au prix de longues et âpres négociations.

Il faudra cependant au président béninois, en plus d'éviter que son ultime mandat voie naître, au sein de son propre camp, la foire d'empoigne chez les prétendants à sa succession, pacifier ses relations avec la frange radicale de l'opposition. Les condamnations, dans des procédures distinctes, de Reckya Madougou et de Joël Aïvo (respectivement à vingt ans et à dix ans prison), qui s'étaient tous deux portés candidats à la présidentielle avant que leurs dossiers soient retoqués par la Commission électorale nationale indépendante, continue d'être vivement critiquée, en particulier par les opposants de la diaspora.

Sur ce point, un premier pas a été fait par le chef de l'État, qui a accepté de recevoir son prédécesseur, Thomas Boni Yayi, à la fin de fin septembre 2021. Un geste d'apaisement très symbolique, à l'issue duquel le président béninois s'est, pour l'heure, bien gardé de prendre le moindre engagement formel. ●

Burkina

Le bout du tunnel ?

- Roch Marc Christian Kaboré toujours confronté à une insécurité grandissante
- Un nouveau plan de développement économique et social devrait permettre de doper la croissance

Avec l'ouverture à l'Union pour le changement, de Zéphirin Diabré, Roch Marc Christian Kaboré a réussi à apaiser les tensions sur le front politique. Devenue exsangue, l'opposition, dirigée par Eddie Komboïgo, président de l'ex-parti au pouvoir – le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) –, a perdu de sa superbe. Déstabilisé par les querelles intestines et les mouvements scissipares, comme la démission de l'ancien premier ministre Luc Adolphe Tiao – qui vient de créer le Rassemblement patriotique pour le développement (RPD) – ou encore de l'ancien ministre Jérôme Bougouma, le CDP tente de s'affranchir de l'influence trop grande de son père fondateur, Blaise Compaoré. « Eddie veut être lui-même, et, quand il va voir le président Compaoré, il affiche une certaine indépendance et s'affirme de plus en plus en patron du parti », décrypte un fin connaisseur du landerneau politique burkinabè.

Et le changement intervenu à la tête du parti présidentiel – le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) –, avec l'élection d'Alassane Bala Sakandé, ouvre la voie à la succession en 2025. Réputé proche du chef de l'État, le président de l'Assemblée nationale, qui a désormais la charge de conduire le parti jusqu'à la présidentielle, serait pressenti, selon nos informations, comme le dauphin de Kaboré. Si le parti n'a pas officiellement désigné son candidat, Sakandé ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles. Mais devra toutefois pacifier ses relations avec Simon Compaoré et son clan et, surtout, unifier le parti et le placer à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme. Emblématique maire de Ouagadougou pendant presque deux décennies, ce fidèle compagnon politique de Kaboré et proche de plusieurs vice-présidents conserve une certaine influence au sein du parti.

S'il ne devrait pas briguer un troisième mandat, Roch Marc Christian Kaboré reste sous le feu des critiques d'une partie de ses compatriotes, qui jugent décevante son action face à l'insécurité grandissante. Au cours des six dernières années, le pays est devenu le théâtre des violences liées aux groupes jihadistes. Lesquelles ont fait plus de 2 000 morts, dont environ 500 parmi les forces de défense et de sécurité, et ont contraint plus de 1,4 million de personnes à fuir de chez elles.

Nombre d'habitants
20,9 millions

PIB par habitant
831 $

Espérance de vie
61,6 ans

Alphabétisation
41 %

Inflation **1,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
180e

Investissements directs étrangers
149 millions de $

Dernier changement de président
2015

Croissance du PIB (%)



« Plan Marshall » à la sauce burkinabè

Malgré les attaques terroristes et la crise sanitaire qui continuent d'affaiblir l'économie, induisant des entorses budgétaires avec un déficit public qui, selon le FMI, s'est accru à 5,3 % du PIB en 2020, le pays semble résistant pour renouer avec les « années glorieuses » qui ont résulté du Plan national de développement économique et social. Lancé en 2016 pour un coût d'environ 15 400 milliards de F CFA (25,5 milliards d'euros), ce « plan Marshall » à la sauce burkinabè a permis de remettre la croissance économique sur les rails. Ainsi, le taux moyen du PIB s'est élevé à 6,3 % entre 2016 et 2019, contre 4 % entre 2014 et 2015, ce qui a fait du Burkina le deuxième pays le plus performant en la matière au sein de l'UEMOA, derrière la Côte d'Ivoire.

Et c'est ce bon résultat – porté notamment par l'investissement dans les infrastructures routières et dans les centrales solaires, qui ont permis de porter la puissance disponible à plus de 0,5 GW, contre 0,32 GW – que le ministre de l'Économie, Lassané Kaboré, a mis en avant au début de décembre, à Bruxelles, pour mobiliser la communauté des investisseurs autour du nouveau référentiel de développement du pays. Ce programme quinquennal, dénommé PNDES II, estimé à 19 000 milliards de F CFA, vise à accentuer les investissements dans les secteurs productifs comme l'énergie, les mines et la transformation agricole pour doper la croissance, qui serait projetée à plus de 7,7 % sur la période 2021-2025.

Mais le FMI prévient : des incertitudes demeurent quant à la durée de la pandémie et la crise sécuritaire actuelle. « À moyen terme, assure le Fonds, il demeurera crucial de régler la crise sécuritaire et de promouvoir une croissance forte et inclusive. Par conséquent, il conviendra de ramener le déficit budgétaire à l'objectif régional de 3 % du PIB de manière plus progressive [en 2024, soit un an plus tard que prévu au niveau régional]. » Cela permettra au pays de préserver une marge de manœuvre pour faire face aux effets sur la croissance et aux ajustements budgétaires provoqués par les chocs liés aux dépenses de sécurité et de lutte contre la pandémie. ●

Cap-Vert
Un modèle d'alternance

- À l'issue de la présidentielle, qui a débouché sur une cohabitation, socialistes et libéraux ont promis de travailler main dans la main
- Après avoir sombré dans une récession sans précédent en 2020, l'archipel devrait retrouver le chemin de la croissance en 2021

L'année électorale qui vient de s'écouler n'aura pas terni la réputation du Cap-Vert, érigé en modèle d'alternance. Dès l'annonce de la victoire du socialiste José Maria Neves au premier tour de la présidentielle, le 17 octobre, le Premier ministre libéral Ulisses Correia e Silva et le nouveau chef de l'État ont promis de travailler main dans la main. « Je serai le président de tous les Cap-Verdiens, un arbitre impartial, […] un président qui travaillera avec le gouvernement », assurait José Maria Neves, 61 ans, quelques heures après sa nette victoire (51,7 %) face à un autre ancien Premier ministre, Carlos Veiga (42,4 %), soutenu par le Mouvement pour la démocratie (MpD, centre droit).

José Maria Neves, qui fut chef du gouvernement durant quinze ans, de 2001 à 2016, sait de quoi il parle. Lorsqu'il était aux affaires, il avait lui-même dû cohabiter avec Jorge Carlos Fonseca, élu président en 2011 puis réélu en 2016 sous les couleurs du MpD, à qui il vient donc de succéder. Après deux mandats, l'ancien avocat n'avait pas le droit de se représenter. Il laisse donc son fauteuil à une figure de la politique cap-verdienne et au Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV).

Le parti de gauche prend ainsi une maigre revanche après son échec lors des dernières législatives. Le 18 avril, le MpD, au pouvoir depuis 2016, l'avait de nouveau remporté, obtenant la majorité absolue avec 38 sièges sur 72. Le PAICV, mené depuis 2014 par Janira Hopffer Almada, n'avait réussi à faire élire que 30 députés, brisant les espoirs de l'ancienne ministre de 43 ans de devenir la première femme chef du gouvernement. Dans la foulée, celle-ci avait annoncé sa future démission. Dans ce pays au régime semi-parlementaire, les législatives sont le scrutin le plus décisif : le Premier ministre tire sa légitimité du Parlement et détient l'essentiel du pouvoir exécutif. Le président a davantage un rôle d'arbitre. Reconduit à la tête du gouvernement après la nette victoire du MpD, qu'il dirige, Ulisses Correia e Silva, 59 ans, a dit « tout faire » pour que la cohabitation avec José Maria Neves se déroule dans une bonne entente.

Le nouveau couple à la tête du pays aura fort à faire tant l'économie de l'archipel a été frappée de plein fouet par la crise du Covid-19. L'arrêt du tourisme, pourvoyeur du quart du PIB, tout comme la diminution brutale des transferts de fonds de la diaspora ont eu des effets dévastateurs. En 2020, l'archipel sombrait ainsi dans une récession sans précédent de 14,8 %, l'une des plus brutales du continent.

Depuis, l'économie a retrouvé des couleurs. Selon le FMI, la croissance devrait être de 4 % en 2021. Toutefois, prévient-il, « les perspectives économiques restent incertaines, et il existe d'importants risques à la baisse » si le redémarrage mondial devait se révéler plus lent. La reprise de la consommation permettra-t-elle d'alimenter le marché intérieur ? Rien n'est moins sûr tant la pandémie a fait sombrer de nombreux Cap-Verdiens dans la précarité. « La crise a inversé les progrès de la réduction de la pauvreté réalisés depuis 2015, jetant environ 100 000 personnes dans une pauvreté temporaire », soulignait en septembre la Banque mondiale.

Trop dépendant du tourisme

Cette récession a également démontré les dangers de l'extrême dépendance de l'archipel au tourisme européen et aux importants investissements directs étrangers dirigés vers des hôtels « all inclusive », sans liens avec les autres secteurs de l'économie. « Il est nécessaire de promouvoir les liens entre les fournisseurs nationaux et les chaînes hôtelières, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche », préconise ainsi la Banque mondiale, afin de jeter les bases d'une économie plus résiliente.

Sur le front diplomatique enfin, le Cap-Vert vient de connaître l'épilogue d'un long imbroglio international après l'extradition vers les États-Unis, à la mi-octobre, d'Alex Saab, proche du président vénézuélien Nicolás Maduro. Cet homme d'affaires colombien, inculpé à Miami pour blanchiment d'argent, avait été arrêté en juin 2020 à l'aéroport de l'île de Sal malgré son passeport diplomatique vénézuélien. Les autorités cap-verdiennes avaient indiqué avoir suivi un mandat d'arrêt provisoire émis par Washington. Cette arrestation, jugée « illégale » par la Cour de Justice de la Cedeao, avait plongé l'archipel au cœur d'intenses pressions internationales. ●

Nombre d'habitants
0,56 million

PIB par habitant
3 064 $

Espérance de vie
73 ans

Alphabétisation
87 %

Inflation **0,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
126^e^

Investissements directs étrangers
73 millions de $

Dernier changement de président
2021

Croissance du PIB (%)



Côte d'Ivoire
Nouvelle donne

- De retour au pays après son acquittement par la CPI, Laurent Gbagbo n'a pas l'intention de raccrocher les crampons
- Système scolaire, mal-logement, infrastructures de santé, corruption, insécurité… Réélu en 2020 pour un troisième mandat contesté, Alassane Ouattara doit répondre aux attentes de la population

C'est l'image politique la plus marquante de l'année qui vient de s'écouler : Laurent Gbagbo posant à nouveau le pied en Côte d'Ivoire après dix années d'absence. Le 17 juin, un peu plus de deux mois après la confirmation de son acquittement par la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité durant la crise post-électorale de 2010, l'ancien président rentrait à Abidjan, accueilli par des milliers de partisans exaltés, massés à l'aéroport et sur le bord des routes au passage de son convoi. Un retour attendu mais redouté par certains, intervenu après de longues négociations conduites par le Premier ministre, Hamed Bakayoko, dont la disparition en mars, à l'âge de 56 ans, des suites d'une maladie a constitué un véritable choc dans le pays. L'ancien président allait-il revenir en politique ? Se retirer du jeu ? Chercher à prendre sa revanche sur son ancien rival Alassane Ouattara, une décennie après leur duel dans les urnes qui avait entraîné le pays dans un cycle de violences meurtrières ? En façade non, puisque, le 27 juillet, les deux hommes s'affichaient ensemble, main dans la main, souriants et détendus. « Cette crise a créé des divergences, mais cela est derrière nous », a assuré le chef de l'État à l'issue de cette rencontre « fraternelle » dite de « la réconciliation », son leitmotiv depuis sa réélection à un troisième mandat, contesté par l'opposition, à la fin de novembre 2020.

Quant à la question du retour en politique de l'ancien président, il n'a pas fallu attendre très longtemps avant d'obtenir une réponse. En août, Laurent Gbagbo annonçait son intention de laisser les clés du Front populaire ivoirien (FPI) à Pascal Affi N'Guessan, avec qui il était en rupture depuis plusieurs années, et de fonder son propre parti, le « Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire », dont il était élu sans surprise président à la mi-octobre. « Je ferai de la politique jusqu'à ma mort, mais c'est moi seul qui déciderai sous quelle forme je continue mon combat », a-t-il affirmé dans un discours ambigu lors du congrès constitutif, entouré de sa garde rapprochée. Grande absente de cette nouvelle formation : l'ancienne première dame Simone Gbagbo, en instance de divorce d'avec son mari et qui a lancé cette année son propre mouvement de soutien. Dans la salle, en revanche, des représentants du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Le FPI-GOR, « Gbagbo ou rien », et le PDCI, d'Henri Konan Bédié, s'étaient alliés lors des législatives de mars et avaient obtenu ensemble 81 députés, la majorité des sièges revenant au parti présidentiel. Au grand jeu des alliances politiques en Côte d'Ivoire, impossible de prévoir de quoi 2022 sera faite, malgré la reprise du dialogue politique à la fin de 2021.

La sécurité, un défi parmi d'autres

Les poignées de main et les accords de circonstance ne changent rien aux attentes des Ivoiriens. Le président Alassane Ouattara a promis d'intensifier ses efforts pour réduire les inégalités qui peinent à s'estomper dans le pays grâce au lancement, au début de 2022, d'un deuxième « PSGouv », plan social sur trois ans. Malgré une croissance toujours soutenue, de 7,65 % sur la période 2021-2025, après un ralentissement lié à la crise sanitaire en 2020, et même si le gouvernement assure que la pauvreté baisse, la population reste confrontée aux mêmes difficultés.

Des centaines de milliers de logements restent toujours à construire pour héberger plus de 1 million de personnes qui vivent dans les 130 bidonvilles recensés à Abidjan ; le système scolaire est exsangue en dépit des fonds apportés dans le cadre de la coopération française via le Contrat de développement et de désendettement (C2D), renouvelé cette année pour un montant de 751 milliards de F CFA (1,15 million d'euros) ; l'accès à la Couverture médicale universelle (CMU) se révèle limité et bridé par des infrastructures de santé obsolètes, surtout dans le milieu rural ; enfin, la corruption mine toujours toutes les strates de la société. Parmi les autres grands défis qui attendent les autorités, celui de la sécurité. En 2021, les attaques terroristes se sont multipliées dans le nord du pays, à la frontière avec le Burkina Faso, causant la mort de plusieurs membres des forces de sécurité. Le gouvernement a annoncé l'accélération du développement dans cette zone et le recrutement de plusieurs milliers de soldats. ●

Nombre d'habitants
26,38 millions

PIB par habitant
2 326 $

Espérance de vie
57,8 ans

Alphabétisation
47 %

Inflation **2,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
162^e^

Investissements directs étrangers
509 millions de $

Dernier changement de président
2010

Croissance du PIB (%)



Gambie
À l'heure des comptes

- En 2021 s'est tenue la première élection présidentielle depuis la chute de Yahya Jammeh, en 2017
- La relance du tourisme devrait se confirmer en 2022, grâce à de nouvelles dessertes des compagnies internationales

La fin de 2021 aura marqué un tournant important pour la démocratie gambienne, avec un test majeur : la tenue du premier scrutin présidentiel depuis la chute de Yahya Jammeh, en 2017. Quatre ans après sa victoire dans les urnes, Adama Barrow (il n'accéda au pouvoir qu'après le délogement de Jammeh par la Cedeao), a en décembre joué sa réélection dans un paysage politique chamboulé.

S'il partait favori du scrutin, le leader du Parti national des peuples (NPP) était aussi très contesté. Pour ses promesses non tenues d'une part, concernant notamment la réduction de son mandat ou encore la révision de la Loi fondamentale gambienne. Mais aussi pour les revirements drastiques dans ses alliances politiques.

L'année qui vient de s'écouler aura en effet été celle de toutes les tractations. Au premier rang desquelles l'accord électoral passé en septembre avec l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC), de Yahya Jammeh, avant que ce dernier se rétracte, estimant l'alliance nouée à son insu.

Dans les urnes, Barrow a dû affronter ceux qui l'avaient soutenu face à Jammeh en 2016. Parmi eux, et alors que quinze candidatures ont été retoquées, le Parti démocratique unifié (UDP) – avec la candidature d'Ousainou Darboe –, dont Adama Barrow est issu et auquel il a tourné le dos en 2019 pour créer sa propre formation politique.

L'APRC a achevé l'année 2021 plus morcelée et affaiblie que jamais. La formation s'est privée, d'un côté, des inconditionnels de Yahya Jammeh, lesquels, après que ce dernier a rejeté l'annonce de son alliance avec Barrow, ont créé un parti rival. Et, de l'autre, de ceux qui ont décidé de soutenir Adama Barrow malgré tout (principalement la hiérarchie du parti), et d'une troisième branche dissidente qui s'est rangée derrière Mamma Kandeh, fondateur et président du Congrès démocratique de la Gambie (GDC), arrivé troisième à l'élection de 2016.

Nombre d'habitants
2,42 millions

PIB par habitant
787 $

Espérance de vie
62,1 ans

Alphabétisation
51 %

Inflation **5,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
172*

Investissements directs étrangers
46 millions de $

Dernier changement de président
2017

Croissance du PIB (%)



Les Gambiens seront également appelés aux urnes environ quatre mois après la présidentielle. Les législatives, qui devraient se tenir en avril 2022, donneront le ton du mandat à venir pour le président élu, conférant ou non à ce dernier la majorité parlementaire qui lui permettra de faire passer ses réformes. Les Gambiens devront élire pour cinq ans les 58 députés de l'Assemblée nationale, à ce jour majoritairement aux mains de l'UDP (31 sièges).

Au-delà des rendez-vous politiques, les Gambiens attendent toujours les conclusions de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (TRRC), censées permettre de tourner définitivement la page des années Jammeh. Entrée en fonction en octobre 2018, la TRRC a reporté à trois reprises la remise de son rapport. Initialement attendu pour 2021, il devrait être enfin publié en 2022, au terme de trois années d'enquête. Pour les victimes du régime Jammeh, ces conclusions sont sources d'espoir, car elles devraient émettre des recommandations de poursuites – à l'encontre des auteurs des crimes perpétrés sous son règne – et de réparations.

Espoirs d'investissements

L'année qui s'ouvre marquera surtout pour Banjul la préparation du sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui devrait se tenir en novembre. Le rendez-vous, qui réunit 57 pays tous les trois ans, est considéré comme le plus grand rassemblement de dirigeants de la communauté islamique mondiale.

Initialement prévue pour 2019, l'organisation en Gambie avait été repoussée en raison du manque d'infrastructures nécessaires. Depuis, la Gambie s'est dotée d'un centre de conférences international, inauguré en août 2021, et doit encore finaliser plusieurs projets hôteliers afin d'accueillir les participants. L'événement, qui se tiendra pour la première fois en Gambie, suscite d'importants espoirs d'investissements.

Cette année doit également être celle de la relance du tourisme, durement frappé par la pandémie de Covid-19. En plus de la rénovation de son aéroport, Banjul pourra compter sur de nouvelles dessertes des compagnies internationales, avec le lancement notamment des vols Air France à destination de la capitale malienne à partir de mars. ●

Ghana
Nuages à l'horizon

- La hausse de la dette publique pourrait nécessiter l'aide du FMI… et une réduction des dépenses sociales
- La production d'aluminium et de voitures a tenu ses promesses

Sur la route de la présidentielle de 2024, l'économie et la corruption constituent des obstacles majeurs pour le pouvoir. L'année passée, le mouvement #FixTheCountry a ainsi manifesté pour demander des progrès en matière d'éducation, de santé et de lutte contre la corruption. Mais, selon des acteurs de la société civile, le nouveau procureur spécial, Kissi Agyebeng, n'aurait pas les moyens d'agir. Quant au juge en chef de la Cour suprême, Kwasi Anin-Yeboah, il est dans le viseur du Congrès national démocratique (NDC, opposition).

Côté candidats potentiels, le chef de l'État, Nana Akufo-Addo, du Nouveau Parti patriotique (NPP), est inéligible après deux mandats, et c'est le vice-président, Mahamudu Bawumia, qui souhaite porter les couleurs du parti. Mais l'ancien gouverneur adjoint de la Banque du Ghana, qui serait le premier candidat du NPP originaire du Nord, n'a pas la même base électorale qu'Akufo-Addo. Par ailleurs, Alan Kyerematen, le ministre du Commerce et de l'Industrie, pourrait aussi vouloir représenter le NPP. En face, John Dramani Mahama, du NDC, au pouvoir de 2012 à 2017, n'a pas révélé ses intentions mais tient déjà des meetings. Et l'ancien ministre des Finances Kwabena Duffuor se prépare à se présenter lui aussi sous l'étiquette du NDC.

En attendant ce grand rendez-vous, le président poursuit ses efforts pour améliorer l'éducation, la production d'électricité et l'industrie manufacturière. Il a aussi demandé aux banques de pratiquer des taux d'intérêt plus accessibles aux petites entreprises, le taux moyen de 20,6 % leur étant inaccessible. La nouvelle Banque de développement du Ghana, qui s'appuie sur un prêt de 170 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement et qui a reçu 40 millions de dollars de la Banque africaine de développement en novembre, devrait également soutenir l'économie.

Mais le pays est entravé par sa dette, qui, selon le FMI, devrait atteindre 83,2 % du PIB en 2022 et 84,8 % en 2023. De mauvaises perspectives qui ont poussé le Ghana à renoncer à émettre un eurobond de 1 milliard de dollars. L'agence de notation Fitch prévoit que les paiements d'intérêts représenteront près de 47 % des recettes du pays en 2022, ce qui limitera les investissements dans les infrastructures et les programmes sociaux. Accra pourrait se tourner vers le Fonds pour obtenir un autre plan d'aide, qui impliquerait coupes budgétaires et augmentation des impôts – politiques impopulaires à l'approche des élections.

Nombre d'habitants
31,07 millions

PIB par habitant
2 329 $

Espérance de vie
64,1 ans

Alphabétisation
79 %

Inflation **10 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
138*

Investissements directs étrangers
1 877 millions de $

Dernier changement de président
2016

Croissance du PIB (%)



Premier producteur d'or du continent

Une situation aggravée par la situation du secteur pétrolier, qui semble quelque peu stagner. ExxonMobil s'est retiré du pays en 2021, et le gouvernement cherche de nouveaux investisseurs. Accra veut faire de la Ghana National Petroleum Corporation, l'autorité de régulation, un opérateur à part entière. Mais quand la société a cherché à emprunter 1,65 milliard de dollars en 2021 pour acheter des participations dans deux champs pétrolifères, le NDC n'a pas validé l'opération. En outre, Aker Energy a reporté sine die son investissement dans le champ offshore de Pecan. Enfin, la société énergétique ghanéenne Springfield et l'italien Eni n'ont pas réussi à regrouper leurs champs pour améliorer la récupération d'or noir.

Le Ghana va mettre en place une industrie intégrée de l'aluminium après que la Ghana Integrated Aluminium Development Corporation a choisi Rocksure International comme partenaire privé stratégique dans le cadre d'un accord de 1,2 milliard de dollars. L'État a par ailleurs signé avec la société chinoise Sinohydro un accord de 2 milliards de dollars portant sur la fourniture de bauxite pour les infrastructures, au grand dam des écologistes, qui veulent protéger la forêt d'Atewa. Pour la quatrième année consécutive, le Ghana sera le premier producteur d'or du continent, grâce à la mine Obuasi, d'AngloGold Ashanti.

Le pays, qui offre des allègements fiscaux aux constructeurs automobiles et a approuvé un projet de loi visant à interdire l'importation de véhicules de plus de 10 ans, est en passe de devenir un pôle automobile en Afrique de l'Ouest, avec l'installation d'usines d'assemblage Hyundai et Kia d'ici fin 2022, qui rejoindront les unités de Volkswagen, Toyota-Suzuki, Sinotruk et Nissan.

Du point de vue agricole enfin, l'initiative « Planter pour l'alimentation et l'emploi » devrait permettre de réduire la dépendance au cacao et faire des noix de cajou et de coco, du palmier à huile, du karité, de la mangue et du caoutchouc des industries profitables. ●

Guinée

Transition à durée indéterminée

- Après avoir chassé Alpha Condé, Mamadi Doumbouya annonce une refonte de l'État et refuse de céder aux pressions de la communauté internationale
- Avec 44 % de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, les défis économiques et sociaux ne manquent pas

Au lendemain du coup d'État du 5 septembre 2021, qui a déposé Alpha Condé après onze années passées à la tête du pays, vers quoi se dirige la Guinée ? Le jeune colonel Mamadi Doumbouya (41 ans), qui fut le protégé du président avant d'en devenir le tombeur, a été investi président de la transition le 1er octobre. Le militaire, commandant des Forces spéciales, constitue patiemment ses équipes, désigne au compte-gouttes ceux qui seront les responsables de la transition… et exclut soigneusement les dignitaires de l'ancien régime, tout en plaçant certains de ses proches à des postes clés.

Il a ainsi procédé à une vaste purge au sein de l'armée en mettant de nombreux dignitaires à la retraite. Sous le coup des sanctions de la Cedeao, le Comité national du rassemblement et du développement (CNRD) – dont l'organigramme précis reste inconnu – n'a pas encore fixé la durée de la transition. La junte au pouvoir, qui manifeste sa volonté de résister aux desiderata des chefs d'État de la sous-région, devra toutefois composer avec la pression de la communauté internationale. Un défi à relever pour le nouveau Premier ministre, le technocrate spécialiste du développement Mohamed Béavogui, choisi notamment pour son carnet d'adresses et ses compétences diplomatiques. La constitution d'un nouveau gouvernement devrait contribuer à relancer les affaires courantes.

Doumbouya sait qu'il lui faudra rassurer hors des frontières sur la capacité des organes de transition à maintenir le pays à flot. Au lendemain du putsch, les cours de l'aluminium s'étaient envolés, à près de 3 000 dollars la tonne – du jamais-vu depuis plus d'une décennie. Et pour cause : la Guinée est le premier exportateur de bauxite du monde. Rapidement, le président de la transition avait rencontré investisseurs, diplomates et responsables du secteur minier pour les rassurer et promettre aux concernés que les contrats passés par son prédécesseur resteraient inchangés. Toujours fortement stratégique (15 % du PIB, près de 80 % des exportations du pays, selon la Banque mondiale), ce secteur est aussi celui qui a le mieux résisté à la pandémie de Covid-19. L'économie non minière, qui emploie la majeure partie de la population, a été sévèrement touchée. Dans un pays où plus de 44 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, où à peine 7 % des routes sont goudronnées et où le taux d'accès à l'électricité est de 44 %, les défis économiques et sociaux restent énormes. La mise en service du barrage de Souapiti, censé doubler la capacité électrique du pays, et l'exploitation du gisement de fer de Simandou sont attendues avec impatience. La croissance reste néanmoins résiliente, estimée par le FMI à 5,2 % pour 2021 et à 6,1 % pour 2022. Des projections optimistes mais volatiles, alors que l'économie est vulnérable aux variations des prix des produits de base et aux investissements internationaux, dans un contexte de forte incertitude politique.

Pas de « chasse aux sorcières »

La junte au pouvoir s'est ainsi donné pour but, en plus de la refonte de l'État et de l'élaboration d'une nouvelle Constitution, l'engagement de réformes économiques, politiques, électorales et administratives. Mamadi Doumbouya, qui a promis qu'il n'y aurait pas de « chasse aux sorcières », a également engagé un processus d'audits du pouvoir déchu dont nul ne sait jusqu'où il pourrait aller, accompagné de la création d'une Cour de répression des crimes économiques et financiers. Transféré à la fin de novembre au domicile de son épouse, dans la banlieue de Conakry, Alpha Condé demeure en Guinée, et n'en sortira pas, avait assuré la junte.

La construction de la légitimité du CNRD se jouera aussi sur sa capacité à répondre à des attentes sociales fortes. Si le comité jouit d'une certaine popularité dans le pays depuis sa prise de pouvoir, il lui faudra convaincre de sa volonté de se détacher de la mal-gouvernance et de la corruption. À la mi-décembre, le Conseil national de transition, organe législatif chargé de rédiger la nouvelle Constitution, n'avait pas encore été nommé. Si l'objectif de six mois fixé par la Cedeao pour organiser des élections semble irréalisable, 2022 pourrait peut-être se transformer en année électorale pour la Guinée, deux ans après la réélection contestée d'Alpha Condé… Selon la charte de la transition, les membres du CNRD, dont Mamadi Doumbouya, n'auront pas le droit d'être candidats. ●

Nombre d'habitants **13,13 millions**

PIB par habitant **1 194 $**

Espérance de vie **61,6 ans**

Alphabétisation **32 %**

Inflation **10,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **178e**

Investissements directs étrangers **325 millions de $**

Dernier changement de président **2021**



Guinée-Bissau

Pari diplomatique gagné

- Très actif dans les crises malienne et guinéenne, le président Embaló assoit sa place au sein de la Cedeao
- À l'intérieur du pays, le pouvoir est accusé de glisser vers une dérive autoritaire

Connu pour son franc-parler, qui lui vaut d'être surnommé « Kim Jong-un » par ses aînés, Umaro Sissoco Embaló s'est néanmoins fait une place dans le milieu policé de la diplomatie. Ces derniers mois, le chef de l'État s'est en effet montré très actif sur les grands dossiers ayant agité la sous-région. Interlocuteur privilégié des putschistes maliens, il fut aussi l'un des premiers chefs d'État contactés par Mamadi Doumbouya, le nouvel homme fort de Conakry. Le tombeur d'Alpha Condé pensait-il trouver en Umaro Sissoco Embaló un allié, lui qui entretenait des relations notoirement exécrables avec l'ancien président guinéen ? « On ne s'aimait pas, mais je suis consterné par ce qui est arrivé », s'est empressé de préciser le Bissau-Guinéen, assurant avoir aussitôt œuvré pour la libération du président déchu.

Les dossiers malien et guinéen semblent en tout cas avoir permis à Umaro Sissoco Embaló d'asseoir sa place au sein de la Cedeao. Le président aux multiples réseaux suscite aussi l'intérêt des dirigeants européens. En mai, la Guinée-Bissau recevait, pour la première fois depuis plus de trente ans, la visite d'un président portugais en la personne de Marcelo Rebelo de Sousa. Quelques mois plus tard, Umaro Sissoco Embaló était accueilli par son homologue français, Emmanuel Macron, une première depuis 1995 et Nino Vieira. « Je voulais vous remercier du rôle que vous avez personnellement joué », lui a dit le président français, évoquant l'actualité au Mali et en Guinée. Pour l'ancien général, le pari diplomatique semble en passe d'être gagné.

Il semble en revanche plus en difficulté en matière de politique intérieure. Le bras de fer engagé par les syndicats de la fonction publique avec le gouvernement pour obtenir de meilleures conditions salariales se poursuivait à la fin de 2021, paralysant l'hôpital public. Un acte de « terrorisme » en pleine pandémie, a tonné le président. Loin de calmer la grogne sociale, les responsables syndicaux ont durci le mouvement.

Les procès en autoritarisme à l'encontre du pouvoir ont également été agrémentés d'accusations d'arrestations arbitraires et d'atteinte à la liberté d'expression. Symbole des crispations sociopolitiques, Braima Camará, président du Madem G-15 (le parti présidentiel), a demandé au pouvoir de respecter « l'État de droit » et dit craindre une dérive dictatoriale. Plusieurs ONG lui ont emboîté le pas, réclamant la démission du ministre de l'Intérieur, Botche Candé. Face aux critiques, Umaro Sissoco Embaló a de nouveau promis qu'il n'avait pas vocation à devenir « empereur ». « Je suis un militaire, j'aime la discipline », affirmait-il en octobre à JA. Avant de promettre que son projet de réforme constitutionnelle, que certains soupçonnent de renforcer considérablement les pouvoirs du président, a seulement vocation à délimiter les pouvoirs de chacun. À l'heure où nous mettions sous presse, des tensions entre le président et son Premier ministre, Nuno Gomes Nabiam, étaient par ailleurs rapportées. Quant aux remous au sein de son propre parti, le chef de l'État a publiquement recadré ses troupes. « Le Madem, c'est moi », assénait-il à la fin de 2021.

Stabilité politique à consolider

Après être entrée en récession en 2020 en raison de la pandémie, l'économie bissau-guinéenne a retrouvé le chemin de la croissance. Selon les projections du FMI, le PIB du pays devrait croître de 3,3 % en 2021, porté par la reprise des exportations de noix de cajou, pilier de l'économie nationale. « Les autorités ont fait des progrès satisfaisants dans leur programme de réformes malgré des conditions socio-économiques difficiles aggravées par la pandémie, a d'ailleurs salué à la mi-octobre José Gijon, représentant du FMI. Dans un contexte de ressources très limitées, ils ont réussi à atteindre des niveaux de vaccination relativement élevés par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne. Les perspectives [de croissance] à moyen terme restent solides. » Un accord-cadre devrait ainsi être signé avec le Fonds dans les prochains mois.

Ces projections encourageantes restent toutefois soumises à l'évolution de la pandémie, mais aussi à la stabilité politique du pays. Signe que celle-ci n'est pas tout à fait acquise, le chef d'état-major général des armées, Biagué Na N'Tan, mettait récemment en garde la police militaire contre des distributions d'argent destinées à acheter leur conscience afin de s'immiscer dans les affaires courantes. ●

Nombre d'habitants **1,97 million**

PIB par habitant **728 $**

Espérance de vie **58,3 ans**

Alphabétisation **46 %**

Inflation **0,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **175e**

Investissements directs étrangers **20 millions de $**

Dernier changement de président **2020**



Liberia

Weah au petit trot

- Le président et son administration sont empêtrés dans des scandales de corruption
- L'opposition tarde à trouver un candidat unique pour 2023

George Weah a été élu à la fin de 2017 avec un programme en faveur des pauvres. Alors que la prochaine présidentielle se tiendra en 2023, son administration va inaugurer des projets et tenter de tenir ses promesses, mais son gouvernement s'est retrouvé empêtré dans des scandales, et la pandémie de Covid-19 a affaibli l'économie. Le budget 2022 de l'État consacre davantage de fonds aux secteurs sociaux clés, avec notamment une hausse de 11,3 % des sommes allouées à la santé et de 12,3 % des montants consacrés à l'éducation.

La question de savoir si le Liberia doit mettre en place un tribunal pour juger les auteurs des crimes commis pendant les guerres civiles de 1989-1997 et de 1999-2003 fait débat. Weah n'y est pas favorable et compte sur le soutien politique de Jewel Taylor, l'ex-épouse de l'ancien président Charles Taylor, et de Prince Johnson, ex-chef de guerre.

L'opposition affirme que le gouvernement de Weah est corrompu et promet des audits si elle parvient au pouvoir. L'alliance des Collaborating Political Parties (CPP), dont les principales figures sont l'ancien vice-président Joseph Boakai et l'ex-dirigeant de Coca-Cola Alexander Cummings a battu le Congrès pour le changement démocratique (CDC, au pouvoir) lors des élections sénatoriales de décembre 2020, avec 40,3 % des voix. Le CDC, lui, n'en a récolté que 28 %. Mais si l'alliance CPP gagne en force, elle pourrait se disloquer sur le problème du choix du candidat unique pour 2023. Ni Cummings ni Boakai ne veulent se contenter de la vice-présidence, et l'heure est à la recherche d'un compromis.

L'économie devrait croître en 2021, le Liberia bénéficiant d'un programme d'aide du FMI d'une valeur de 214 millions de dollars. Cet accord est axé sur le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité des dépenses publiques, ainsi que sur la mobilisation de ressources nationales supplémentaires. L'amélioration des services publics et la consolidation du secteur financier sont également au programme.

Nombre d'habitants **5,06 millions**

PIB par habitant **583 $**

Espérance de vie **64,1 ans**

Alphabétisation **48 %**

Inflation **23,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **175e**

Investissements directs étrangers **87 millions de $**

Dernier changement de président **2018**



L'État a éliminé les travailleurs fantômes et rationalisé la fonction publique. Les effectifs sont ainsi passés de 74 000 à 67 100 employés en 2020. L'institution de Bretton Woods a demandé au gouvernement d'améliorer ses performances, car il a manqué nombre d'objectifs fixés depuis 2019. Le lancement d'une compagnie aérienne nationale, Lone Star Air, en octobre 2020 – en pleine pandémie de coronavirus –, a été vu comme un gaspillage de ressources publiques.

Infrastructures et industrie minière

Plusieurs projets d'infrastructures vont de l'avant. Mais, au début de 2021, seulement 100 millions de dollars avaient été réunis sur les 260 millions nécessaires au réseau routier national. Quant à l'interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée, elle devrait être achevée en 2022, après des retards dus au Covid-19. Cependant, la Liberia Electricity Corporation a encore beaucoup de chemin à parcourir pour rendre ses tarifs plus abordables et réduire les pertes dues aux problèmes techniques et aux vols.

Le pays bénéficie d'un programme d'aide du FMI d'une valeur de 214 millions de dollars axé notamment sur le renforcement de la transparence.

En septembre 2021, ArcelorMittal a signé un accord d'expansion de 800 millions de dollars avec les autorités. La société sidérurgique, basée au Luxembourg, avait menacé, deux ans plus tôt, de geler ses investissements libériens en raison d'un conflit portuaire. Elle est désormais prête à lancer la phase II de son projet de minerai de fer. Le Liberia peut également constituer un maillon de l'industrie minière de la Guinée voisine, notamment dans le Sud-Est. Le gisement du mont Nimba pourrait ainsi bénéficier de l'appui logistique du port libérien de Buchanan pour l'exportation. ●

Mali

De coup d'État en coup d'État

- Après le coup de force d'Assimi Goïta, la Cedeao s'inquiète d'un éventuel non-respect du calendrier fixé pour les prochaines élections…
- … qui pourrait conduire à des sanctions économiques de la part des bailleurs de fonds internationaux et des institutions sous-régionales

L'année 2021, au Mali, aura été celle de tous les remous. Après le coup d'État qui a renversé Ibrahim Boubacar Keïta, en août 2020, le premier gouvernement de transition, piloté par Ba N'Daw (présidence) et Moctar Ouane (primature), a lui aussi été écarté par les militaires dès mai 2021.

Un second coup de force, à la suite duquel l'ancienne junte accède au palais présidentiel de Koulouba, propulsa le colonel Assimi Goïta à la tête du pays et Choguel Maïga (ancien leader du mouvement contestataire M5-RFP, qui a précipité la chute d'IBK) à la tête du gouvernement. Cette nouvelle équipe de transition, moins docile que la première à l'égard de la communauté internationale, est venue remettre en cause le consensus entourant le calendrier fixé pour la période transitoire avec la Cedeao.

Fixée à dix-huit mois et prévoyant des élections générales à partir de février 2022, la transition pourrait être prorogée. Le gouvernement de Maïga a en effet fixé plusieurs prérequis à l'organisation du scrutin, dont l'organisation d'Assises nationales de la refondation, qui se tenaient en décembre 2021, et la mise en place d'un organe unique et indépendant de gestion des élections. Des impératifs contestés par une partie de la classe politique, qui y voit un moyen pour les militaires et pour Maïga de rester au pouvoir.

Sur le plan des partenariats militaires, 2021 aura été une année lourde d'annonces et de spéculations. D'abord, la décision française de « réorganiser l'opération Barkhane » dès 2022, rendue publique par Emmanuel Macron en juin 2021. Le chef de l'État français a ainsi fait savoir que l'Hexagone, qui n'a pas vocation à « rester éternellement » au Mali, réduirait son effectif sur place et fermerait certaines de ses bases septentrionales. Un processus engagé à l'automne 2021.

Cette décision, qualifiée d'« unilatérale » par Bamako, ouvre un certain nombre d'enjeux pour le Mali en 2022. La crise diplomatique en cours avec Paris débouchera-t-elle sur une remise en question plus profonde du partenariat sécuritaire entre les deux pays ? En faveur notamment de nouveaux partenaires tels que la Russie et des groupes de sécurité privée comme Wagner, avec qui les autorités maliennes sont suspectées de négocier ? Plusieurs scénarios sont envisagés, parmi lesquels une « européanisation » et/ou une « sahélisation » du dispositif, ou un retrait plus franc de l'opération Barkhane.

Nombre d'habitants **20,25 millions**

PIB par habitant **859 $**

Espérance de vie **59,3 ans**

Alphabétisation **35 %**

Inflation **0,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **184e**

Investissements directs étrangers **308 millions de $**

Dernier changement de président **2021**



Cette nouvelle année sera capitale pour l'évolution de la réponse militaire au Sahel. Pour trouver une réponse à la crise, le gouvernement pourrait également décider de négocier avec Amadou Koufa et Iyad Ag Ghali, principaux leaders jihadistes de nébuleuses locales affiliées à Al-Qaïda au Maghreb islamique. Une « ligne rouge » pour la France, mais une solution plébiscitée par de nombreux Maliens.

Des partis historiques en recomposition

Sur le plan électoral, Bamako, empêtré dans des crises politiques à répétition, pourrait connaître de nouvelles élections générales et référendaires en 2022. Respectivement fixés à février et à mars, les scrutins présidentiel et législatif seront certainement repoussés, mais le nouveau calendrier n'est pas encore connu. Il est également question d'organiser un référendum – dont la date n'est pas non plus fixée –, qui devrait permettre une révision de la Constitution, longtemps promise mais jamais concrétisée.

Concernant l'élection présidentielle, le jeu est plus ouvert que jamais, avec des partis politiques historiques en pleine recomposition. La chute d'IBK à l'été 2020 et la mort de son opposant historique Soumaïla Cissé ont laissé leurs partis (respectivement le Rassemblement pour le Mali [RPM] et l'Union pour la République et la démocratie [URD]) exsangues. Qu'il s'agisse de l'Adema, du RPM ou de l'URD, 2022 sera l'année de la réorganisation, chacune des formations devant soit renouveler ses structures dirigeantes soit se choisir un candidat pour le prochain scrutin.

Autant d'enjeux pour le pays, qui traverse une crise sécuritaire, diplomatique, politique mais aussi économique, avec notamment une importante crise de la filière cotonnière, et à laquelle s'ajoute la menace de sanctions économiques de la part des bailleurs de fonds internationaux et des institutions sous-régionales, pour qui l'organisation d'élections à date échue est « non négociable ». ●

Niger

L'espoir du Sahel

- Le scrutin présidentiel de février 2021 a marqué la première alternance démocratique
- Mohamed Bazoum affiche ses priorités : lutte contre la corruption et le terrorisme, et éducation pour tous, notamment pour les filles

En 2010, lorsque le président Mamadou Tandja était renversé par un énième coup d'État, le Niger passait pour le maillon faible, tant sur le plan économique que social et démocratique. Depuis le renversement des présidents burkinabè, malien et guinéen, le Niger semble être devenu l'un des rares pays stables de la sous-région.

En effet, après deux mandats, le président Mahamadou Issoufou, démocratiquement élu en avril 2011, a quitté le palais en 2021 après avoir renoncé à être candidat à sa succession, conformément à la Constitution. Investi par sa formation, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), l'ancien ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum a été élu au second tour de l'élection de février avec plus de 55 % des suffrages, un scrutin qui marque la première transition entre deux présidents nigériens élus démocratiquement. Le processus électoral a néanmoins été en partie boycotté et remis en question par l'opposition, qui dénonçait, entre autres, la mise hors jeu du principal opposant, Hama Amadou, à la tête du Mouvement démocratique nigérien après le rejet de sa candidature par la Cour constitutionnelle le 6 novembre 2020. Le 31 mars 2021, des militaires ont même tenté le coup de force pour renverser le président sortant mais ont été rapidement maîtrisés par les forces de sécurité.

À peine aux commandes, Mohamed Bazoum s'est donc efforcé de remettre de l'ordre dans la maison Niger, notamment en resserrant les rangs au sein de sa propre famille politique. Dès le début de son mandat, il appelait dans son gouvernement son grand rival au sein du PNDS, Hassoumi Massaoudou, en le nommant ministre des Affaires étrangères. Nommé ministre des Finances sous la présidence de Mahamadou Issoufou en 2016, ce dernier avait été limogé en février 2019 après avoir affiché des ambitions présidentielles. Le nouveau président nigérien a aussi tendu la main à toutes les couches sociopolitiques du pays en recevant plusieurs responsables de l'opposition.

Nombre d'habitants
24,21 millions

PIB par habitant
565 $

Espérance de vie
62,4 ans

Alphabétisation
35 %

Inflation **2,5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
189e

Investissements directs étrangers
367 millions de $

Dernier changement de président
2021

Croissance du PIB (%)



Sur le plan international, Bazoum a aussitôt voulu raffermir les liens avec la France dans la lutte contre le terrorisme. En effet, la dégradation de la situation sécuritaire, en raison des activités des groupes terroristes dans la région (Boko Haram, Aqmi, Al-Murabitoun), reste la principale menace. Paris a annoncé la fin de l'opération Barkhane, un retrait partiel des troupes au Mali et une redistribution des troupes sur le terrain au profit du Niger, avec notamment la relocalisation à Niamey du commandement central de la task-force Takuba.

Doper les échanges commerciaux

Sur le plan économique, les risques liés aux chocs climatiques et environnementaux affectent considérablement l'agriculture, principal secteur d'activité du pays. Et la pandémie de Covid-19 n'a pas épargné ce pays qui compte parmi les plus pauvres au monde (189e sur 189 dans le dernier classement suivant l'indice de développement humain élaboré par le Pnud) –, contraint de fermer ses frontières pendant quinze mois. Un rapport de la Banque mondiale publié en juillet dernier estime même que quelque 400 000 Nigériens auraient basculé dans l'extrême pauvreté (moins de 1,90 dollar par jour).

À peine élu, le président Bazoum a d'abord promis de faire la guerre à la corruption au sein de l'administration, avec une meilleure gestion des exonérations fiscales et des mesures de lutte contre la contrebande de pétrole. En effet, malmené par la crise de l'uranium, le Niger compte sur ses ressources pétrolières pour soutenir sa croissance (autour de 7 % en 2022, selon les prévisions du FMI), notamment grâce à la mise en service de l'oléoduc qui reliera bientôt le bassin d'Agadem au Bénin. La réouverture de la frontière avec le Nigeria et le redémarrage des chantiers du chemin de fer qui doit relier Maradi à la ville nigériane de Kano, ajoutés à l'amélioration des infrastructures routières promises par le président Bazoum, devraient donner un coup de fouet aux échanges commerciaux dans tout le pays. Enfin, pour créer les bases d'un vrai développement et face au risque de pénétration de l'idéologie islamiste radicale, l'ancien professeur de philosophie à Tahoua et à Maradi a fait de l'éducation pour tous (point faible de son prédécesseur), notamment pour les filles, la pierre angulaire de son mandat. ●

Nigeria

Le crépuscule de l'ère Buhari

- Les tensions politiques vont s'intensifier à l'approche des élections de 2023
- Le pays reste soumis aux soubresauts des cours du pétrole et du gaz, même si l'économie se diversifie

L'année 2022 va marquer la fin de la présidence du général Muhammadu Buhari, et de nouveaux dirigeants vont prendre les rênes du pays dans un contexte d'insécurité sans précédent. De multiples insurrections pourraient menacer la tenue des scrutins.

La plupart des timides succès de l'armée contre Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest ont poussé ces derniers à s'allier à des groupes de bandits, selon des experts en sécurité d'Abuja. Et après quatre putschs militaires en Afrique au cours de l'année écoulée, le pouvoir civil semble vulnérable. Les officiers subalternes sont mécontents de leurs conditions de travail, certains accusant leurs supérieurs de corruption lors des achats d'armes et de mauvaise gestion des soldes.

En vue des élections générales de 2023, la compétition entre les deux principaux partis sera âpre. Le All Progressives Congress (APC) tient le Centre et près de deux tiers des 36 États du pays, tandis que le People's Democratic Party (PDP) dispose, lui, d'une base solide dans le Delta du Niger et le Sud-Est. Soumise à des conditions économiques de plus en plus difficiles, la population se défie des acteurs politiques, qu'elle accuse d'avoir dilapidé les dividendes de la démocratie. Les appels à la restructuration des relations entre le gouvernement fédéral et les différents États ont mis la pression sur le président Buhari.

Sur le plan économique, en revanche, la situation devrait s'améliorer en 2022 grâce aux performances des secteurs du pétrole et du gaz, de l'agriculture, des télécommunications et des infrastructures. À Lagos, le système de transport en commun ferroviaire devrait être opérationnel à la fin de l'année. Et, en avril, le pays lancera sa compagnie aérienne nationale, Nigeria Air.

Le système bancaire, dont la fintech et les start-up, attire davantage de fonds et suscite de plus en plus d'intérêt au niveau international. Le gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, insiste sur le rôle de développement que doit jouer l'établissement, en orientant le crédit, en stimulant les secteurs productifs et en décourageant les importations « inutiles ». Une approche illustrée notamment par le programme Anchor Borrowers, lancé en 2015 et qui a mis à la disposition de quelque 1,5 million de petits exploitants agricoles plus de 200 milliards de nairas (461 millions d'euros) de financement.

Nombre d'habitants
206,14 millions

PIB par habitant
2 097 $

Espérance de vie
54,7 ans

Alphabétisation
62 %

Inflation **11,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
161e

Investissements directs étrangers
2 385 millions $

Dernier changement de président
2015

Croissance du PIB (%)



Un ambitieux budget

Le gouvernement déploie des plans pour supprimer les subventions aux carburants, et le FMI demande leur suppression dans l'électricité cette année. La ministre des Finances, Zainab Ahmed, et le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Otunba Adebayo, sont soumis à une pression grandissante pour augmenter la croissance, renforcer le bilan de Buhari et aider son parti, l'APC, à décrocher un nouveau mandat. Ahmed devra trouver les fonds nécessaires à la mise en œuvre de l'ambitieux budget 2022 de 16,39 milliards de nairas du président, et le pays aura certainement recours à davantage d'emprunts. Il devra toutefois limiter son usage des eurobonds.

Pour remédier au manque d'électricité fiable, obstacle majeur à la croissance, le pays a prévu la mise en production de deux centrales hydroélectriques, Kashimbila (40 MW) et Zungeru (700 MW), qui devraient augmenter l'approvisionnement du réseau national.

Côté or noir, Timipre Sylva, le ministre du Pétrole, devra superviser cette année la mise en œuvre des réformes du secteur ainsi que la vente d'importants actifs onshore par des sociétés internationales à des entreprises nigérianes tout en assurant la paix dans les zones pétrolières du Delta du Niger avant les élections. En outre, la société par actions Nigeria National Petroleum Corporation devrait entrer en Bourse en 2024.

Dans le Sud-Est, Nnamdi Kanu, leader du mouvement indépendantiste Indigenous People of Biafra (Ipob), accusé de terrorisme et de trahison, attend d'être fixé sur son sort. L'aile militarisée de l'Ipob, l'Eastern Security Network, est responsable d'attaques violentes contre des policiers. En représailles, les forces de sécurité ont tué au moins 115 personnes dans la région en 2021, selon Amnesty International. ●

Sénégal

Macky Sall à la croisée des chemins

- Les programmes mis en œuvre suffiront-ils à apaiser les frustrations de la population ?
- À mi-mandat, les élections locales et législatives de 2022 seront un test pour la majorité

À mi-chemin d'un deuxième mandat censé être le dernier, le chef de l'État doit affronter en 2022 deux scrutins électoraux qui peuvent se révéler déterminants. Ils feront à nouveau figure de test pour la tentaculaire coalition présidentielle Benno Bokk Yakaar, fragilisée par des rivalités internes. Pour les municipales du 23 janvier 2022, puis pour les législatives prévues en juillet – qui pourraient bien être repoussées –, Macky Sall devra trouver l'équilibre pour maintenir l'hégémonie de la majorité dans les communes et à l'Assemblée nationale, tout en évitant à tout prix la dispersion dans ses rangs.

Alors que le président laisse planer le flou au sujet de sa candidaturet, en 2024, certains responsables politiques membres de la majorité font de moins en moins mystère de leurs ambitions. Face au camp présidentiel, l'opposition reste divisée, comme l'atteste l'éclatement de plusieurs coalitions à la veille du scrutin municipal. Deux des principaux adversaires de Macky Sall, à même de mobiliser une partie non négligeable de l'électorat, sont inéligibles : l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall et le responsable du Parti démocratique sénégalais (PDS), Karim Wade, toujours exilé au Qatar.

Les émeutes de mars 2020, brèves mais violentes, ont néanmoins ébranlé le pouvoir et mis en lumière sa vulnérabilité face à la colère d'une partie de la population. Si l'arrestation de l'ancien candidat à la présidentielle Ousmane Sonko, toujours sous le coup d'une plainte pour viol, a constitué l'étincelle de ce soulèvement, d'autres sources de frustrations potentiellement explosives sont aussi à prendre en considération. Le chômage, que la dernière évaluation nationale de 2019 estimait à 16 %, l'impact désastreux des mesures contre le Covid-19 dans le secteur informel, la hausse des matières premières et du coût de la vie...

Soucieux de montrer des marques d'apaisement, Macky Sall a mis en œuvre un programme d'urgence de soutien à l'emploi des jeunes, qui s'ajoute au Plan de résilience économique et sociale (PRES), créé en 2020 et doté de 1 000 milliards de F CFA (1,5 milliard d'euros). Par ailleurs, le deuxième Plan d'actions prioritaires (PAP 2019-2023) a été révisé et s'est converti en PAP ajusté et accéléré (PAP2A) pour la période 2020-2023. Cela suffira-t-il ? Les prévisions de croissance du FMI, un temps estimées à 3,7 % pour 2021, sont finalement remontées à près de 5 %, et à 5,5 % pour 2022. Le pays continue toutefois de maintenir son objectif de réduction du déficit national à 3 % du PIB d'ici à 2023.

Nombre d'habitants
16,74 millions

PIB par habitant
1 488 $

Espérance de vie
67,9 ans

Alphabétisation
52 %

Inflation **2,5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
168e

Investissements directs étrangers
1 481 millions de $

Dernier changement de président
2012



Coopération et consensus

Stimulée par de bonnes performances dans le secteur privé (agroalimentaire, services, BTP, activités manufacturières et extractives...), la croissance devrait être consolidée par des investissements d'envergure réalisés dans le champ gazier de Grand Tortue. L'allègement des mesures contre la pandémie et la réouverture des frontières devraient également permettre de relancer le secteur du tourisme, pan important de l'économie, à l'arrêt depuis 2020.

En avril 2021, le pays parvenait à lever 55 milliards de F CFA d'obligations de relance sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) afin de couvrir ses besoins de financement dans le cadre du plan de relance. Le pays a également convenu avec le FMI, en avril 2021, d'un crédit de 650 millions de dollars, avec un accord de financement de dix-huit mois pour une reprise censée générer de la création d'emplois.

Au niveau diplomatique, Macky Sall s'apprête à endosser, dès février 2022, le costume de président de l'Union africaine. Jouissant de bonnes relations avec ses voisins, Dakar se félicite également de la réouverture de ses frontières avec la Guinée, qui avait été unilatéralement décidée par le président déchu Alpha Condé, puis annulée par son successeur, Mamadi Doumbouya. Dans une région troublée et marquée par deux coups d'État successifs, au Mali, en août 2020, puis en Guinée, en septembre 2021, le président sénégalais se fait le chantre d'une diplomatie régionale fondée sur la coopération et le consensus.

En succédant à Félix Tshisekedi à la présidence de l'UA, Macky Sall pourrait en profiter pour renforcer sa stature à l'international. Un moyen de préparer la suite après avoir quitté le pouvoir ? Le 24 novembre, le chef de l'Etat annonçait le retour du poste de Premier ministre, qu'il avait lui-même supprimé en 2019. Attendue début 2022, la nomination du nouveau chef du gouvernement pourrait être l'occasion d'adouber son dauphin... ou de s'assurer un fusible s'il souhaitait se représenter. ●

Sierra Leone

Blues de mi-mandat

- Les audits sur la corruption dans l'administration précédente n'ont pas fait la une
- Les exportations de minerai de fer ont redémarré grâce à une hausse de la demande mondiale

Le président Julius Maada Bio est entré en fonction en 2018 en promettant de lutter contre la corruption, d'améliorer l'éducation et de stimuler l'économie. La pandémie de Covid-19 et les oscillations du marché international des minéraux ont rendu certaines mesures plus difficiles à prendre qu'elles n'auraient dû l'être. Cependant, l'économie devait renouer avec la croissance en 2021 après avoir connu une contraction en 2020.

La lutte contre la corruption est l'une des priorités des autorités. Dès le début de ses audits, l'équipe de Julius Maada Bio a ciblé l'ancien président Ernest Bai Koroma et son gouvernement, promettant de révéler le phénomène dans toute son ampleur. Trois commissions d'enquête ont été lancées en 2019, et l'ex-chef de l'État a été visé par plusieurs chefs d'accusation. Son avocat a annoncé en juillet 2021 qu'il ferait appel devant la Cour suprême afin de clarifier l'immunité de l'ancien président. Et 775 cas de corruption présumée ont fait l'objet d'enquêtes en 2020.

Freetown a augmenté le budget de l'éducation afin que l'école publique soit gratuite du primaire au secondaire. Des enseignants ont été recrutés, et des salles de classe construites ou rénovées. En réponse à la pandémie de Covid-19, la part du budget consacrée à la santé est quant à elle passée de 8 % en 2018 à 11 % en 2021. Cependant, Maada Bio s'est attiré les critiques de l'opposition et des organisations de la société civile en suspendant, en novembre 2021, la très réputée auditrice en chef Lara Taylor-Pearce et son adjoint alors qu'ils étaient sur le point de rendre un rapport sur les finances publiques.

Le All People's Congress (APC, de Koroma) affirme que les élections générales et présidentielle de 2023 ne seront ni libres ni équitables. Il demande le remplacement du patron de la police et du chef de la commission électorale. L'APC, qui n'a pas de leader clair depuis la défaite de Samura Kamara face à Maada Bio en 2018, fait partie du nouveau Consortium des partis politiques progressistes, qui doit trouver un candidat unique pour se présenter contre Maada Bio.

Nombre d'habitants
7,98 millions

PIB par habitant
485 $

Espérance de vie
54,7 ans

Alphabétisation
43 %

Inflation **13,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
182e

Investissements directs étrangers
349 millions de $

Dernier changement de président
2018



L'économie devrait progresser en 2022, mais pas assez rapidement pour que cela ait un impact majeur sur la pauvreté et le développement. Le pays, qui travaille avec le FMI depuis 2018 dans le cadre d'un programme d'aide de 172 millions de dollars, présente un risque élevé de surendettement en raison des faibles recettes de l'État. Sa dette importante (73,7 % du PIB à la fin de 2020) n'arrange rien.

Révision de la loi minière

La hausse des prix du minerai de fer a permis de relancer l'activité dans le secteur minier, avec la reprise de l'exploitation des mines de Marampa et de Tonkolili. Selon SL Mining, qui exploite la première, la production atteint désormais 2 millions de tonnes par an et passera rapidement à 3 millions. L'entreprise a mis fin à un différend avec l'État en 2021 en lui octroyant une participation de 10 % dans le projet. Elle devra aussi payer une pénalité de 20 millions de dollars. Entre-temps, la société chinoise Kingho Investment Company a relancé l'exploitation complète de Tonkolili en mars 2021. Les autorités envisagent maintenant de réviser la loi minière de 2009 afin d'améliorer la gouvernance et la gestion du secteur.

Maada Bio s'est attiré des critiques en suspendant la très réputée auditrice en chef Lara Taylor-Pearce, sur le point de rendre un rapport sur les finances publiques.

Sur le front des infrastructures, le gouvernement a annoncé en juillet 2021 que l'Agence américaine de financement pour le développement international (DFC) allait fournir 217 millions de dollars pour le financement d'une nouvelle centrale électrique de 83 MW qui couvrirait près d'un quart de la demande nationale en électricité. La société ghanéenne Sunon Asogli Power dit travailler au développement d'une centrale solaire près de Freetown, ainsi qu'au barrage de 160 MW de Benkongor.

L'agriculture, enfin, est un secteur essentiel pour l'économie et constitue un employeur important. En octobre 2021, le pays a ouvert sa première usine de transformation de cacao. ●



Togo
En quête de relance

- La croissance est de retour sur fond de mise en œuvre de la feuille de route Togo 2020-2025 et du Plan national de développement
- Faure Gnassingbé compte sur le dialogue pour apaiser les tensions sociopolitiques

Au lendemain de sa réélection, en février 2020, Faure Gnassingbé a lancé un dialogue politique qui a permis de retenir une cinquantaine de propositions, dont la mise en œuvre devrait apaiser le climat politique tendu par la crise de 2017. Une demande de grâce présidentielle pour les « détenus politiques » des manifestations de 2018 figure au centre des propositions.

Dans la foulée de ces échanges, les régionales, initialement prévues pour le dernier trimestre de 2021, ont été reportées. La nouvelle date sera connue en 2022. Majorité et opposition ont également trouvé un terrain d'entente sur le nombre de conseillers par région : 25 conseillers pour les régions abritant une population inférieure ou égale à 900 000 âmes; 31 élus pour celles qui ont entre 900 001 et 1 400 000 habitants; 43 conseillers pour celles en comptant entre 1 400 001 et 2 000 001; jusqu'à 49 pour les régions qui comptent plus de 2 millions d'habitants, comme celle de Lomé.

Le dialogue politique a donné lieu à un rapport – déjà sur la table du président togolais – qui sera examiné par le gouvernement avant d'être soumis au Parlement. Si l'opposition, dirigée par le parti de Jean-Pierre Fabre, l'Alliance nationale pour le changement, avait suspendu sa participation aux débats à la veille de l'adoption du rapport final, dénonçant un refus du régime d'opérer une véritable réforme du système électoral, sa participation figure bel et bien dans l'agenda. La désignation des membres de la Commission électorale nationale indépendante, objet de désaccords au sein de la classe politique, a été ainsi revue. La Ceni sera désormais composée de manière paritaire entre majorité présidentielle et opposition (soit 7 membres pour chaque camp), 2 membres issus de la société civile et 1 représentant de l'administration, tous élus à l'Assemblée nationale pour un mandat d'un an.

En parallèle du branle-bas de combat politique, les autorités togolaises mettent le cap sur la relance économique.

Nombre d'habitants
8,28 millions

PIB par habitant
915 $

Espérance de vie
61 ans

Alphabétisation
64 %

Inflation **1,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
167*

Investissements directs étrangers
639 $

Dernier changement de président
2005



La pandémie de Covid-19 a douché les progrès économiques et sociaux engagés ces dernières années, et Lomé a dû réajuster son Plan national de développement, articulé autour de trois grands axes : faire du Togo une plateforme logistique et un hub financier; développer les pôles de transformation agricole, manufacturier et d'industries extractives; consolider le développement social et l'inclusion.

Les trois R

Malgré la pandémie et ses conséquences économiques et sociales, le Togo maintient donc ses ambitions et discute d'arrache-pied avec le FMI pour parvenir à un nouvel accord sur la facilité élargie de crédit. Le précédent programme, conclu sur la période 2018-2020, lui avait permis de bénéficier d'un financement d'environ 245 millions de dollars. D'ores et déjà, en marge du sommet de soutien aux économies africaines tenu à Paris, en mai 2021, le Fonds a annoncé un appui supplémentaire de 240 millions de dollars en faveur du Togo. En juillet, le pays a été sélectionné avec 13 autres pays africains sur la base de leur plan de relance post-Covid-19 pour bénéficier de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS).

Lomé discute d'arrache-pied avec le FMI pour parvenir à un nouvel accord sur la facilité élargie de crédit.

La feuille de route 2020-2025, axée autour des trois R (« riposte, résilience, relance »), vise ainsi à relancer la croissance, ramenée à 0 %, selon le FMI et la Banque mondiale, et à 0,7 % selon Lomé. Pour cette année, la croissance devrait rebondir à 4,7 %, selon le ministère de l'Économie, à 3 % d'après le FMI. Pour doper la croissance, le projet prévoit des investissements cumulés de 2 800 à 3 400 milliards de F CFA (de 4,9 à 5,9 milliards d'euros) au cours des cinq prochaines années. L'acquisition de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie par le patron du groupe de construction Ebomaf, Mahamadou Bonkoungou, à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de francs CFA, et les investissements colossaux estimés à 140 milliards de F CFA drainés par la plateforme industrielle Adétikopé devraient permettre à Lomé de se replacer rapidement sur le chemin de la croissance.

AFRIQUE CENTRALE



298 **Cameroun**
299 **Centrafrique**
300 **Congo**
301 **RD Congo**
302 **Gabon**
303 **Guinée équatoriale**
304 **São Tomé-et-Príncipe**
305 **Tchad**

Cameroun
Fragile reprise

- Après de multiples rebondissements, la CAN se tiendra finalement comme prévu, à partir de janvier
- Peu d'évolution néanmoins dans les crises multiformes que traverse le pays

Après des mois d'incertitudes marqués par de multiples reports, le Cameroun s'apprête enfin à accueillir l'Afrique du football pour sa grand-messe qu'est la Coupe d'Afrique des nations (CAN). À Yaoundé, les autorités assurent être fin prêtes à accueillir cette compétition qui donnera l'occasion au pays de présenter au monde les importants investissements consentis dans les infrastructures.

Le tournoi, qui se déroulera du 9 janvier au 6 février, marquera aussi l'entrée dans la seconde moitié du septennat du président Paul Biya, réélu en octobre 2018. Et si le débat autour de la succession du doyen des chefs d'État africains, 88 ans, dont trente-neuf passés à la tête du pays, continue de polariser le débat dans l'espace public, l'équipe gouvernementale, elle, s'attelle à matérialiser les engagements pris par ce dernier à l'orée de son mandat.

Après une année 2020 négative, 2021 a été marquée par une reprise fragile de l'économie. L'ambition des autorités camerounaises est de consolider cette relance afin d'atteindre en 2022 un taux de croissance de 4,4 %. Une progression attendue, après la morosité des années précédentes.

Des motifs d'espoir

Avec un budget fixé à 5 700 milliards de F CFA (8,6 milliards d'euros) en 2022, les priorités définies par le président Biya concernent notamment la poursuite de la lutte contre le Covid-19, la reconstruction et le développement des régions affectées par les crises sécuritaires, la mise en service des grands projets de première génération, l'accélération du processus de décentralisation, la réduction du stock de la dette intérieure.

L'un des principaux motifs d'espoir de la reprise économique du pays réside dans l'accord de remboursement de la dette de la Société nationale de raffinerie (Sonara). Cet emprunt, qui avait été contracté auprès de neuf banques locales – avant que la compagnie soit victime d'un incendie, à la suite duquel ses activités sont aujourd'hui encore paralysées –, menaçait de provoquer un effondrement du système financier du pays. Finalement, un accord de remboursement du montant de 261,4 milliards de F CFA auprès des banques sur une période de dix ans a été conclu par l'État par le biais du ministère des Finances. Un soulagement pour les créanciers de la Sonara.

Croissance pétrolière négative

Le Cameroun planifie par ailleurs la reconstruction de sa raffinerie, dont le financement devrait provenir d'un prélèvement sur les ventes d'hydrocarbures. De fait, le pays ne compte pas sur les recettes pétrolières pour financer son budget. Dans les prévisions, la contribution du secteur non pétrolier à la croissance devrait atteindre 4,7 %, alors que celle du secteur pétrolier deviendrait négative, autour de – 1,8 %

Le pays fait toujours face à la menace séparatiste dans ses régions anglophones et à la mutation des groupes armés dans le Nord.

La réalisation des objectifs et des prévisions faites par le Cameroun repose aussi sur la stabilisation politico-sécuritaire. Malgré une augmentation de 15 milliards de F CFA du budget de la défense en 2021, le pays continue de faire face à la menace séparatiste dans ses régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La situation a conduit les responsables chargés de la défense à revoir leur stratégie de déploiement sur le terrain. Dans le Nord, si la lutte contre la secte terroriste Boko Haram semble entraîner une accalmie, la vigilance demeure de mise dans un contexte de mutation des groupes armés sur le terrain.

Autant d'écueils que le Cameroun doit impérativement franchir s'il veut résolument s'engager sur la voie de son nouveau plan directeur de développement, la stratégie nationale SND 30. ●

Nombre d'habitants
26,6 millions

PIB par habitant
1 499 $

Espérance de vie
59,3 ans

Alphabétisation
77 %

Inflation **2,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
153e

Investissements directs étrangers
4 016 millions de $

Dernier changement de président
1982

Croissance du PIB (%)





FICHES PAYS **AFRIQUE CENTRALE**

Centrafrique
Acte manqué

- Sous la pression des bailleurs de fonds, Faustin-Archange Touadéra a promis un dialogue national, mais le projet patine
- Paris, pour contrer l'influence russe, a gelé une partie de son aide budgétaire

En novembre 2020, le chef de l'État, Faustin-Archange Touadéra, se portait candidat à sa succession à la présidentielle. Le premier tour, qui devait se tenir le 27 décembre, avait été maintenu. Face à lui, les candidats étaient nombreux. Tous avaient des doutes sur la crédibilité des opérations de vote, mais Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé et consorts ont joué le jeu. Une élection imparfaite vaut mieux que pas d'élection. L'ancien président Bozizé était même de la partie. De retour d'exil, il avait l'intention de déposer sa candidature. Quant aux groupes armés, ils avaient signé en février 2019 un accord de paix avec le gouvernement, sous l'égide des Nations unies, de l'Union africaine et, officieusement, d'un partenaire ayant le vent en poupe à Bangui, la Russie.

Élu avec 53,16 % des suffrages exprimés, contre près de 22 % pour Dologuélé, Touadéra a remporté son pari. Mais tout est allé de travers. Les groupes armés les plus influents ont repris les armes dès décembre 2020, avant le premier tour de l'élection. Noureddine Adam, Ali Darassa et d'autres chefs ont même tenté de prendre Bangui, le gouvernement ne devant son salut qu'au soutien des mercenaires russes de la société Wagner ainsi qu'à celui de son allié rwandais. Partout, les combats ont repris, avec leur lot d'exactions, que les Nations unies peinent à répertorier et à empêcher. Derrière l'alliance dénommée Coalition des patriotes pour le changement (CPC), un homme a repris du service, avant de s'exiler au Tchad : François Bozizé. L'ancien président a bien tenté de se présenter à la présidentielle, mais, après le rejet de son dossier par la Cour constitutionnelle, il a repris les armes.

Qu'attendre de l'année qui s'ouvre ? Faustin-Archange Touadéra a promis à ses partenaires internationaux de mettre en place un nouveau dialogue national réunissant l'opposition, la société civile et les groupes armés. Mais le projet patine. Cités dans une procédure judiciaire visant François Bozizé pour rébellion, les opposants Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé – tous deux en séjour en France à l'heure où ce texte était écrit – et Karim Meckassoua – qui a fui le pays par la frontière congolaise – accusent le pouvoir de persécution et ne participeront pas à ce dialogue sans garanties de sécurité.

Les appétits s'aiguisent

Les groupes armés ont entamé, comme François Bozizé, des discussions au travers d'un processus de paix mené par la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs. Mais ces négociations se heurtent à l'intransigeance du président Touadéra, qui n'a pas l'intention de laisser Bozizé et des rebelles ayant renoncé aux accords de paix de 2019 revenir sur le devant de la scène. La situation est donc figée, d'autant que la crise est devenue l'objet d'un bras de fer entre les puissances russe et française. Ulcéré par la montée en puissance des hommes de Wagner à Bangui, supplétifs officieux de Moscou, Paris a gelé une partie de son aide budgétaire et incité en avril au remplacement du russophile Firmin Ngrebada par Henri-Marie Dondra au poste de Premier ministre.

Bangui et Moscou tentent ainsi d'obtenir un assouplissement de l'embargo sur les armes, tandis qu'au sein du Conseil de sécurité des Nations unies Paris et Washingtons'y opposent. Quant aux groupes rebelles, qui disposent toujours de bases arrière dans les pays voisins, comme au Soudan, ils ont, au mieux, quitté les centres urbains sous la pression des mercenaires de Wagner, sans abandonner la majorité de leurs territoires. Le corridor entre la Centrafrique et le Cameroun – vital pour ce pays enclavé – reste sous leur menace.

Dans un palais de la Renaissance qui n'a que rarement aussi mal porté son nom, Faustin-Archange Touadéra affirmait en septembre 2021, dans un entretien à *Jeune Afrique*, ne refuser « aucune main tendue » et miser sur le dialogue plutôt que sur une « option militaire ». Mais saura-t-il se placer au-dessus de la mêlée pour mener ce qui s'apparente à une nouvelle transition, après celles de 2014 et 2015 ? Dans son propre camp, les appétits sont d'ores et déjà aiguisés, notamment chez Henri-Marie Dondra, Firmin Ngrebada ou Simplice Mathieu Sarandji, qui pensent tous trois à sa succession. Selon la Constitution (et à moins que celle-ci soit modifiée d'ici là), le chef de l'État devra passer la main à la fin de son mandat, dans quatre ans. Une éternité à l'échelle de la Centrafrique. ●

Nombre d'habitants
4,83 millions

PIB par habitant
477 $

Espérance de vie
53,3 ans

Alphabétisation
37 %

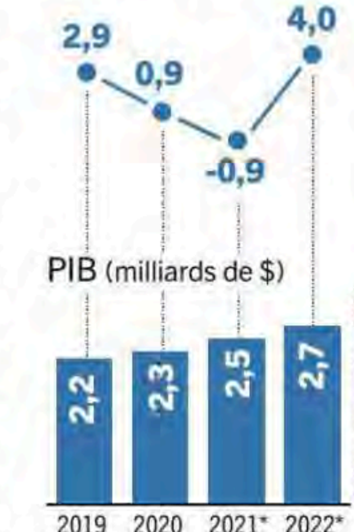
Inflation **2,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
188e

Investissements directs étrangers
35 millions de $

Dernier changement de président
2016

Croissance du PIB (%)





Congo

Les bons comptes font les bons amis

- Réélu haut la main, Denis Sassou Nguesso espère retrouver la confiance des bailleurs de fonds
- Avec son Plan national de développement, le pays devrait retrouver une croissance positive dès 2022

Réélu sans surprise pour un quatrième mandat le 21 mars 2021, Denis Sassou Nguesso (DSN) peut désormais espérer rentrer, à partir de 2024, dans le cercle restreint des chefs d'État africains ayant dirigé leur pays pendant quatre décennies, parmi lesquels figurent l'Équato-Guinéen Teodoro Obiang Nguema, le Camerounais Paul Biya et l'Ougandais Yoweri Museveni. À 77 ans, DSN a réalisé un nouveau « coup K.-O. » en l'emportant dès le premier tour avec le score sans appel de 88,57 %. Son rival le plus proche, Guy-Brice Parfait Kolélas, n'a pas atteint les 8 %. Sans le savoir encore, il perdait son dernier combat politique, puisqu'il décédait du Covid-19 la nuit même du scrutin, à bord de l'avion qui le transférait en France.

Conforté par sa large victoire, obtenue dans un contexte politique bien moins tendu qu'en 2016, le chef de l'État dispose de cinq ans et de toute la latitude nécessaire pour remettre l'économie sur les rails, après qu'elle a été touchée de plein fouet par la baisse des cours du pétrole de 2014, puis par la pandémie, en 2020. Rare pays de la zone Cemac à ne pas avoir bénéficié de l'aide d'urgence débloquée l'année dernière par le FMI pour répondre à la crise sanitaire, le Congo a en plus été sommé de la part des experts de Washington de remettre de l'ordre dans ses comptes publics.

Pour remplir cette mission prioritaire, DSN a placé à la tête de son gouvernement Anatole Collinet Makosso, un fidèle qu'il a plusieurs fois publiquement soutenu depuis sa nomination pour bien faire comprendre à la vieille garde du Parti congolais du travail (PCT) qu'il plaçait toute sa confiance en son jeune Premier ministre. Il lui a adjoint aux Finances le rigoureux Rigobert Roger Andély, qui a déjà occupé ce poste avec un certain succès et dont la réputation de « Bic rouge » qu'il en a conservée est censée redonner confiance aux bailleurs de fonds, multilatéraux comme bilatéraux, du pays.

Nombre d'habitants
5,52 millions

PIB par habitant
1973 $

Espérance de vie
64,6 ans

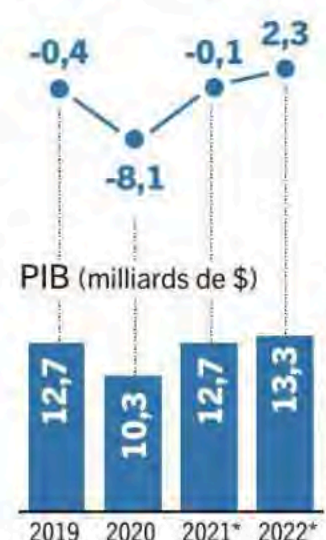
Alphabétisation
80 %

Inflation **1,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
149e

Investissements directs étrangers
4016 millions de $

Dernier changement de président
1997



D'autant plus que, pour la première fois depuis longtemps, l'actuel gouvernement a affiché une belle unanimité lors du séminaire gouvernemental de juin en faveur des négociations avec le FMI.

Stature internationale

Fort de ce soutien politique sans faille et d'un contexte économique favorable à mesure que le prix des hydrocarbures remonte sur les marchés, la situation financière du Congo s'est nettement améliorée, au point que la dette a été reconnue officiellement « soutenable » par le FMI à la fin de septembre, autorisant l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations. Pour s'attirer les bonnes grâces du Fonds, le Congo compte sur le soutien de ses principaux partenaires. À commencer par la France, où une forte délégation ministérielle s'est rendue à la fin d'août pour s'assurer que Paris et Brazzaville parleraient bien d'une même voix devant les experts du FMI, mais également devant les représentants de Glencore, dernier trader à ne pas avoir trouvé d'accord financier avec le Congo. Dans les deux cas, les autorités congolaises espèrent arriver à une signature dès les premiers mois de 2022, ce qui leur permettrait de sortir un temps du dossier de désendettement du pays pour reprendre celui de son développement.

Anatole Collinet Makosso peut s'appuyer pour cela sur le Plan national de développement (PND) 2022-2026 qui a servi de programme au candidat DSN avant de devenir la feuille de route de son Premier ministre pour redresser l'économie. Diversification, développement des partenariats public-privé, transition énergétique… constituent les principaux axes de ce PND qui doit permettre au Congo de retrouver dès 2022 une croissance positive, de l'ordre de 2 %, après le – 0,5 % attendu pour la fin de l'année 2021. L'agenda international n'est pas qu'économique pour Brazzaville, il est également écologique, dans la foulée de la COP26 organisée en novembre à Glasgow, durant laquelle le Congo s'est présenté comme l'un des principaux défenseurs du Fonds bleu pour une gestion durable du bassin du Congo et de son financement. Personnellement impliqué sur ce dossier, le président Sassou Nguesso en profite pour se reconstruire une stature internationale, multipliant les médiations et les visites bilatérales sur le continent, notamment en direction du voisin d'en face, avec qui « les relations n'ont pas été aussi bonnes depuis longtemps », selon de nombreux observateurs. ●

RD Congo

Deux ans pour convaincre

- Après une année marquée par la rupture de son alliance avec Joseph Kabila, Félix Tshisekedi va devoir étoffer son action s'il veut être réélu
- La mise sous état de siège des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu n'a pas permis d'enrayer le cycle de violence

Pour Félix Tshisekedi, 2021 aura été l'année de l'émancipation. Après deux ans d'une laborieuse cohabitation avec son prédécesseur, Joseph Kabila, il est parvenu à renverser la majorité à son avantage. Depuis avril 2021, c'est avec le gouvernement issu de sa nouvelle coalition, l'Union sacrée pour la nation (USN), que le président congolais poursuit un triple objectif : rattraper le temps perdu par ces deux années de coalition ; étoffer son bilan économique, diplomatique et sécuritaire ; et, surtout, préparer la conquête du second mandat auquel il s'est déjà déclaré candidat. Et les deux années qui le séparent des prochaines échéances électorales seront loin d'être un long fleuve tranquille.

Après des mois de controverse, Tshisekedi a validé à la fin d'octobre le nouveau bureau de la Ceni. Le travail qui attend l'équipe dirigée par Denis Kadima paraît titanesque puisque le chef d'orchestre doit cette année avancer sur plusieurs chantiers, dont la révision du fichier électoral utilisé pour le scrutin de 2018 et le financement des élections. Tshisekedi a déjà sollicité l'aide de la communauté internationale. Mais celle-ci, après avoir partagé ses inquiétudes sur la désignation des membres de la Ceni, se montre de plus en plus inquiète sur la tenue des élections dans les délais. Kadima va également devoir composer avec une opposition rassemblée autour de la contestation de son bureau ainsi qu'avec une Église catholique suspicieuse et remontée.

Le contexte dans lequel les prochaines élections vont se préparer va permettre d'en savoir un peu plus sur l'état de forme réel de l'Union sacrée. Moïse Katumbi, qui avait rejoint la nouvelle coalition de Tshisekedi pour isoler Kabila, nourrit lui-même des ambitions et pourrait s'affirmer comme l'un des adversaires du président. Reste à savoir si l'ancien gouverneur du Katanga rejoindra le camp de Joseph Kabila et celui de Martin Fayulu, qui protestent aussi contre

Nombre d'habitants
89,56 millions

PIB par habitant
557 $

Espérance de vie
60,7 ans

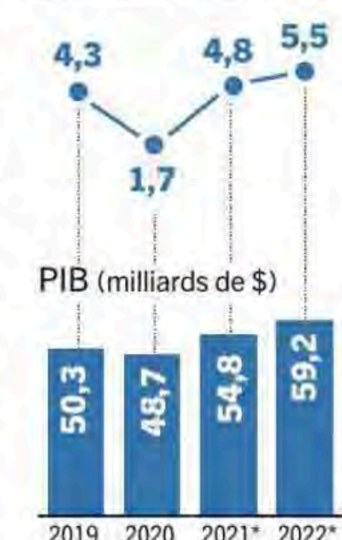
Alphabétisation
77 %

Inflation **2,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
175e

Investissements directs étrangers
1647 millions de $

Dernier changement de président
2019



la « politisation de la Ceni », et ainsi former un véritable front d'opposition.

Sur le plan sécuritaire, Félix Tshisekedi a placé, en mai, les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu sous le régime de l'état de siège. Sept mois après l'application de cette mesure, censée endiguer le cycle de violence sur place, le bilan est mitigé. Dans leur rapport d'évaluation, les membres de la commission défense de l'Assemblée nationale ont dénoncé le fait que « la proclamation de l'état de siège n'a pas été sous-tendue par une planification d'actions stratégiques ». Selon les élus congolais, les massacres se sont même intensifiés pendant cette période. Mais Tshisekedi ayant fait de cette mesure l'un de ces choix forts tant vis-à-vis de l'opinion congolaise que de la communauté diplomatique, il n'a pour le moment pas prévu de faire marche arrière.

Défis internationaux

En février, le président congolais bouclera son mandat à la tête de l'Union africaine. Là encore, le bilan est mitigé. Après avoir voulu impulser une nouvelle médiation dans le conflit qui oppose l'Égypte et le Soudan à l'Éthiopie, le président congolais n'est pas parvenu à trouver une issue à cette crise. Il prendra en août la tête d'une autre organisation diplomatique : la SADC. Un sommet devrait être organisé à Kinshasa pour l'occasion. Le président congolais souhaite notamment profiter du poste pour pousser certains dossiers sécuritaires, notamment la lutte contre les groupes armés dans l'est de la RDC, sachant que certains pays membres de la SADC collaborent déjà au sein de la brigade d'intervention rapide de la Monusco.

L'autre dossier sur lequel Félix Tshisekedi sera attendu est celui de l'économie. L'un des succès enregistrés par le président congolais en 2021 a été de concrétiser la signature d'un programme de financement de 1,5 milliard de dollars. Une enveloppe qui va permettre de répondre en partie aux importants besoins budgétaires du gouvernement dirigé par Sama Lukonde Kyenge. Lors de son discours de politique générale, ce dernier a fixé à 36 milliards de dollars le budget nécessaire jusqu'en 2023.

Par ailleurs, Félix Tshisekedi a devant lui un autre chantier censé permettre d'assainir les finances de l'État : la renégociation de plusieurs contrats miniers signés sous Kabila et jugés défavorables à l'État. La plupart sont des contrats conclus avec la Chine. Cette initiative a notamment le soutien d'un autre partenaire de la RDC : les États-Unis. ●

Gabon
Motifs d'espoir

- Lancé en 2021, le Plan pour l'accélération de la transformation devrait redonner de la vigueur à la croissance
- Branle-bas de combat au sein de l'opposition dans la perspective de la présidentielle de 2023

Sur le bord de mer, personne ne l'avait vu venir. Le 13 septembre, le Conseil des ministres entérinait la remise « à la disposition de son administration d'origine » de Noureddin Bongo Valentin, décision mettant fin à son stratégique poste de coordinateur général des Affaires présidentielles. Certains y ont perçu le début d'une brouille entre le président Ali Bongo Ondimba et son fils aîné, appelé vingt et un mois plus tôt pour faire le ménage et contenir les ambitions débordantes de l'ex-directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga, tandis que d'autres y ont vu un retrait annonciateur d'une autre mise en orbite. D'autant que le membre du bureau politique avait été nommé, trois jours plus tôt, « conseiller stratégique » du président du parti au pouvoir. La vérité est plus simple : fin de mission.

Cette actualité a quelque peu éclipsé les effets de la révision constitutionnelle, adoptée par le Parlement le 29 décembre 2020, qui a ouvert l'année politique au Gabon. Avec l'instauration d'un triumvirat, composé des présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et du ministre de la Défense, devant assurer la transition en cas de vacance de la présidence de la République. Ali Bongo a traduit en actes, le 27 février, l'une des nouvelles dispositions constitutionnelles en nommant 15 sénateurs pour corriger les déséquilibres résultant de l'élection des membres de la Chambre haute.

La prolongation d'un confinement drastique a permis de contenir la propagation du Covid-19. Au début de novembre 2021, le pays n'enregistrait que 6 699 contaminations, pour 254 décès. La campagne de vaccination ne suscite toujours pas l'engouement des Gabonais, exaspérés par la prolongation du couvre-feu et les nouvelles mesures visant à rendre la vaccination obligatoire.

Sous l'effet combiné de la crise sanitaire et de la chute des cours des matières premières, l'économie gabonaise a, en 2020, connu une récession. Pour en sortir, le gouvernement a lancé, dès janvier 2021, son Plan pour l'accélération de la transformation (PAT), arsenal de 34 réformes devant conduire à un retour à la croissance à l'horizon 2023 et réduire la dépendance au secteur pétrolier (33 % du PIB et 80 % des exportations). Il a conclu un programme de seconde génération avec le FMI, qui a permis de libérer 320 milliards de F CFA (près de 488 millions d'euros) d'appuis budgétaires sur trois ans.

Nombre d'habitants
2,23 millions

PIB par habitant
7 006 $

Espérance de vie
66,5 ans

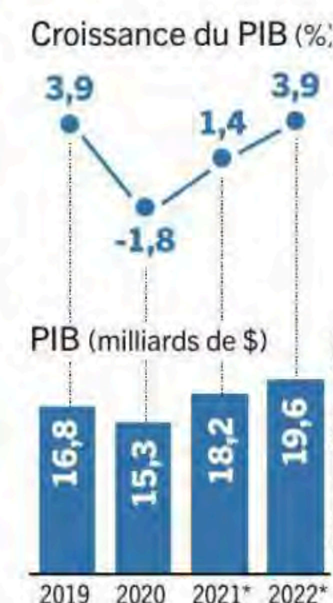
Alphabétisation
85 %

Inflation **1,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
119e

Investissements directs étrangers
1 717 millions de $

Dernier changement de président
2009



Recomposition du gouvernement en vue

La situation devrait s'améliorer cette année, grâce à la forte remontée des cours du baril et à la réduction des dépenses publiques. Le FMI table sur un taux de croissance de 1,4 % du PIB en 2021, qui se consolidera en 2022 à 3,9 %, porté par la poursuite de la réalisation de certaines des infrastructures prévues dans le PAT, comme la Transgabonaise, ou l'entame de la construction des barrages de Kinguele-Aval (35 MW) et la centrale solaire de Doubou (20 MW).

La propagation du Covid-19 a été contenue. En novembre 2021, le pays n'enregistrait que 6 699 contaminations et 254 décès.

Les ambitions en vue de la présidentielle de 2023 vont davantage s'affirmer cette année. Si Ali Bongo Ondimba prend tout son temps pour se prononcer, le branle-bas de combat a débuté au sein de l'opposition, où Mike Jocktane, le leader de Gabon nouveau (GN), s'est déjà déclaré. Il ne fait pratiquement aucun doute qu'il sera suivi par Alexandre Barro Chambrier, du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), et de bien d'autres.

L'année pourrait s'ouvrir sur une recomposition du gouvernement, où un malaise certain s'est instauré depuis la dénonciation du ministre du Pétrole, Vincent de Paul Massassa, par la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, pour tentative de corruption. Une occasion pour le président de mettre ses équipes en ordre de bataille. ●

Guinée équatoriale
Mangue ou Mbasogo ?

- Teodorín est censé succéder à son père, mais ce dernier pourrait se représenter
- Le gouvernement multiplie les forages et intensifie les efforts de développement

Le décor semble planté pour une succession dynastique. Le vice-président, Teodorín Nguema Obiang Mangue, surnommé « Teodorín », s'apprête à succéder à son père, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, âgé de 79 ans. Mais les barons du Parti démocratique de Guinée équatoriale, au pouvoir, envisagent, eux, de désigner le chef de l'État sortant comme candidat au scrutin présidentiel de 2023.

Depuis plusieurs mois, le régime renforce sa vigilance en matière de sécurité, craignant que des complots et des intérêts étrangers ne cherchent à le renverser. Sur le plan diplomatique, plusieurs pays occidentaux ont accentué la pression sur Teodorín autour d'affaires de corruption. Dans le cadre de sanctions britanniques, ses avoirs aux États-Unis ont été saisis. Leur liquidation devrait servir à financer, selon le ministère de la Justice, la vaccination de plusieurs milliers d'Équato-Guinéens par l'intermédiaire des Nations unies. Quant à la France, elle l'a condamné en 2020 pour « blanchiment de détournement de fonds publics » équivalant au total à quelque 150 millions d'euros.

De nombreux opposants sont en exil. La Convergence pour la démocratie sociale, dirigée par Andrés Esono Ondó, est l'un des partis d'opposition les plus puissants sur le terrain, mais elle ne contrôle plus aucun siège au Parlement et ne dispose donc pas d'une plateforme lui permettant de demander des comptes au pouvoir. La Coalition d'opposition pour la restauration d'un État démocratique en Guinée équatoriale (Cored, interdite), de Salomon Abeso Ndong, tente pour sa part d'accentuer la pression diplomatique sur le régime. L'alliance demande un dialogue national, une élection en 2023 à laquelle ne participerait aucun membre de la famille présidentielle et l'amnistie pour les politiciens exilés. Parmi eux, Severo Moto Nsá, qui a trouvé refuge en Espagne, risque une longue peine de prison s'il rentre à Malabo.

Nombre d'habitants
1,4 million

PIB par habitant
7 143 $

Espérance de vie
58,7 ans

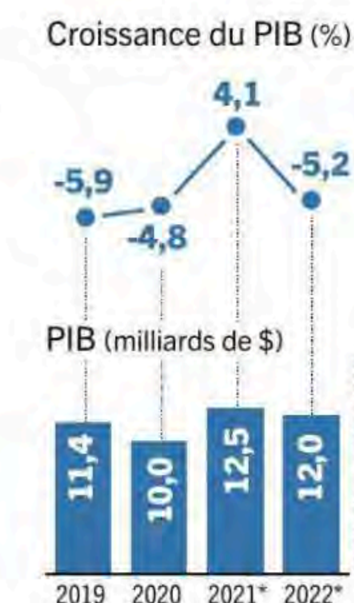
Alphabétisation
94 %

Inflation **4,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
145e

Investissements directs étrangers
1 647 millions de $

Dernier changement de président
1982



Sur le plan économique, la Guinée équatoriale continue de subir les soubresauts des cours internationaux en raison de sa dépendance aux secteurs pétrolier et gazier. La production pétrolière a diminué, passant de 314 000 barils par jour en moyenne en 2010 à 161 000 en 2020. Le gaz est donc une priorité majeure, pour lequel les autorités élaborent un plan directeur et envisagent des coentreprises régionales.

Mais les approvisionnements de l'usine de gaz naturel liquéfié de Punta Europa diminuent, et ses responsables cherchent des ressources auprès d'autres projets gaziers. Si de nouvelles réserves commercialement viables étaient découvertes, Malabo mettrait en place des usines pétrochimiques.

Des réformes jugées insuffisantes

Le FMI estime que la croissance devrait avoir repris en 2021, avant de se contracter à nouveau en 2022. En contrepartie de son aide, l'institution exige que l'État prenne des mesures, notamment contre la corruption. Mais le Fonds juge ces réformes insuffisantes et a suspendu ses paiements.

La liquidation des avoirs du vice-président saisis aux États-Unis devrait permettre de vacciner plusieurs milliers d'Équato-Guinéens.

Il attend plus d'efforts, en particulier que le pays rejoigne l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et identifie des entreprises publiques à privatiser.

Malabo, à travers des réformes lancées en 2020, exige quant à lui des investisseurs qu'ils emploient davantage de ressources locales dans les industries pétrolières et gazières. Le gouvernement fait également pression sur les entreprises pour qu'elles respectent leurs engagements en matière de forage afin d'augmenter la production et les réserves d'ici à 2024. Les responsables du secteur pétrolier ayant parlé d'« optimisation des revenus », l'environnement opérationnel pourrait devenir plus strict, malgré les annonces selon lesquelles les mesures prises devraient encourager l'investissement. ●

São Tomé-et-Príncipe
Le prix de la division

- **Grâce à l'élection de Carlos Vila Nova, l'Action démocratique indépendante se maintient au pouvoir dans une cohabitation avec le Parti social-démocrate**
- **Les dépenses liées à la pandémie de Covid-19 ont fortement creusé la dette publique**

La présidentielle de 2021, marquée par une forte abstention, n'aura pas chamboulé l'échiquier politique santoméen : l'Action démocratique indépendante (ADI, centre droit) conserve le fauteuil présidentiel conquis en 2016. Le second tour – organisé au début de septembre avec un mois de retard en raison de la contestation de Delfim Neves, le président de l'Assemblée nationale, arrivé en troisième position – a donc vu Carlos Vila Nova l'emporter aisément (57,6 %) face à Guilherme Posser da Costa (42,4 %), ancien Premier ministre et candidat du Mouvement pour la libération de São Tomé-et-Príncipe - Parti social-démocrate (MLSTP-PSD).

Ingénieur de formation, né en 1956, à Neves, dans le nord de l'île de São Tomé, et homme d'affaires dans le secteur du tourisme, Carlos Vila Nova est entré tardivement en politique. Il a occupé le poste de ministre des Travaux publics de 2010 à 2012, puis a obtenu, en 2014, le ministère des Infrastructures et de l'Environnement, qu'il a quitté en 2018, année de son élection en tant que député.

Arrivé largement en tête à l'issue d'un premier tour marqué par un grand nombre de prétendants, il succède donc à Evaristo Carvalho, lequel, élu sous les couleurs de l'ADI en 2016, avait renoncé à se présenter pour un second mandat. Dix-neuf candidats se sont affrontés au cours de ce scrutin, un record. Parmi eux, six étaient issus du MLSTP-PSD, malgré les sanctions brandies à l'encontre des dissidents. Le parti social-démocrate, pilier de l'actuelle coalition gouvernementale, paie donc le prix de sa grande division.

Au pouvoir depuis 2018, la formation politique devra donc poursuivre sa cohabitation cahoteuse avec l'ADI. Jorge Bom Jesus, le chef du gouvernement, aura la lourde charge de resserrer les rangs de son parti avant les prochaines législatives, prévues à la fin de l'année. À São Tomé-et-Príncipe, ces élections sont cruciales : l'essentiel du pouvoir exécutif est exercé par le chef du gouvernement. Le parti aura donc fort à faire pour maintenir les alliances qui lui avaient permis de créer une coalition majoritaire au Parlement.

Car, en face, l'ADI semble avoir retrouvé des couleurs après les fortes secousses qui ont suivi son échec lors des dernières législatives. Arrivée en tête, la formation politique, alors menée par l'ancien Premier ministre Patrice Emery Trovoada, avait dû céder le pouvoir. Ce dernier avait, dans la foulée, quitté le pays. Ses proches avaient dénoncé des menaces de poursuites judiciaires de la part du nouveau pouvoir. « Cette victoire est de bon augure, même si nous sommes conscients que rien n'est joué pour les prochaines élections, assure Américo Oliveira Ramos, secrétaire général du parti. Nous avons connu des difficultés, mais nous allons travailler et tout faire pour que Patrice Trovoada puisse rentrer. »

Perspectives de croissance incertaines

Sur le plan économique, l'archipel, très vulnérable aux chocs extérieurs, continue de souffrir des conséquences de la pandémie. La diminution des vols à destination du pays a durement impacté le secteur touristique et l'exportation de produits phares comme le chocolat. Sans surprise, les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports, ou encore du bâtiment sont parmi les plus affectés.

Les dépenses liées à la crise du Covid-19 ont fortement augmenté la dette publique, qui représentait 104,9 % du PIB en 2020, plaçant le pays en situation de surendettement. Celle-ci reste toutefois soutenable, selon le FMI. L'institution a cependant souligné que des investissements étaient nécessaires dans le secteur de l'énergie pour fournir un approvisionnement en électricité fiable et moins chère, et a rappelé aux autorités leur engagement d'introduire une taxe sur la valeur ajoutée, plusieurs fois repoussée.

Malgré ce contexte dégradé, la croissance devrait être au rendez-vous en 2021, portée par le retour des touristes. Selon le FMI, le PIB devrait croître de 2,1 % en 2021 et frôler les 3 % en 2022. Mais ces prévisions restent fortement liées à la conjoncture internationale. Si la reprise de l'économie mondiale devait se révéler plus lente, ces perspectives pourraient alors nettement s'assombrir. Le basculement dans la pauvreté de nombreux Santoméens, privés de leur emploi dans les services, pourrait noircir un peu plus le tableau. Nul doute que ces enjeux socio-économiques seront au cœur de la prochaine campagne électorale. ●

Nombre d'habitants
219 000

PIB par habitant
2 158 $

Espérance de vie
70,4 ans

Alphabétisation
93 %

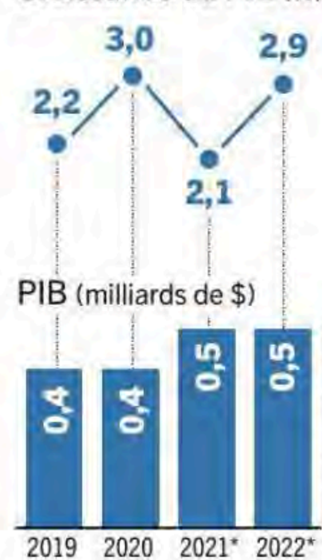
Inflation **7,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
135e

Investissements directs étrangers
74 millions de $

Dernier changement de président
2021

Croissance du PIB (%)



Tchad
Déby est mort, vive Déby !

- **Contrairement à ce que dispose la Constitution, c'est le fils du défunt président qui a pris les rênes du pouvoir**
- **La transition devrait durer dix-huit mois et déboucher sur des élections démocratiques. Le bal des ambitieux est ouvert…**

Sous son béret rouge et derrière son masque blanc, pandémie oblige, les pensées de Mahamat Idriss Déby Itno se bousculent. À sa droite, le Français Emmanuel Macron écoute son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Le chuchotement est de rigueur, le recueillement aussi. Ce 23 avril 2021, à N'Djamena, les grands d'Afrique – et de la Françafrique – sont venus rendre un dernier hommage à l'un des plus illustres membres du club : Idriss Déby Itno. Le maréchal du Tchad est décédé quelques jours plus tôt des suites de ses blessures alors que, le 18 avril, il combattait les rebelles du Front pour l'alternance et le changement au Tchad aux côtés de son armée.

La nouvelle a ébranlé N'Djamena. Mais les Déby ont tenu. Gardant le secret du drame pendant de longues et précieuses heures, la famille et les haut gradés de l'armée se sont accordés sur une transition, dans le secret de leur conclave. Lorsque la fumée blanche s'est élevée au-dessus du palais présidentiel, un homme avait pris le pouvoir : Mahamat Idriss Déby Itno, le fils du défunt.

Qu'importe si la Constitution du pays prévoyait, en cas de décès du chef de l'État, que ce dernier serait remplacé provisoirement par le président de l'Assemblée nationale. Le titulaire du poste, Haroun Kabadi, conscient des réalités tchadiennes, a décliné la charge. Ce 23 avril, Mahamat Idriss Déby Itno, que chaque Tchadien surnomme « Kaka » (en mémoire à sa grand-mère maternelle qui l'a élevé), est donc le nouveau chef de l'État. En ce jour d'obsèques, le général n'a pas quitté son habituel treillis. Le pays vient de subir une attaque, et il est important de signifier à Emmanuel Macron que le Tchad, même orphelin de son maréchal, n'a pas l'intention de retirer ses troupes au Sahel et de saper la relation entre Paris et N'Djamena. Mais la transition est en marche. Elle devrait durer dix-huit mois et s'achever par des élections démocratiques. Alors, bis repetita ou nouvelle ère ? Mahamat Idriss Déby Itno a favorisé la nomination au poste de Premier ministre d'Albert Pahimi Padacké, adversaire d'Idriss Déby Itno lors de la dernière présidentielle. Surtout, il s'est engagé à organiser un dialogue avec l'ensemble des partis politiques, des organisations de la société civile, mais aussi des groupes « politico-militaires » en exil. Une nouvelle conférence nationale, après celle de 1993.

Course à la succession

Dès lors, une question est dans toutes les têtes : qui cette conférence mettra-t-elle sur orbite ? Albert Pahimi Padacké n'a jamais fait mystère de ses ambitions et prépare depuis des années l'après-Déby. Premier ministre de la transition, il sait qu'il devra jouer serré afin de ne pas paraître profiter de sa position pour s'imposer comme le futur chef de l'État. Le Mouvement patriotique du salut (ancien parti au pouvoir) a lui aussi de l'ambition. Miné par des dissensions internes, il devra d'abord se remettre du décès de son fondateur, mais son maillage territorial et ses soutiens financiers restent des atouts de poids. Autre prétendant : le jeune Succès Masra. L'opposant des Transformateurs espère transformer sa popularité numérique et médiatique en ferveur populaire. Reste une inconnue à l'équation : que fera la famille Déby ? Dans une interview à *Jeune Afrique*, en juin, Mahamat Idriss Déby Itno déclarait que les membres du Conseil militaire de transition, dont il est le numéro un, ne se présenteraient pas aux élections.

Si la vérité de 2021 ne sera pas forcément celle de 2022, le chef de l'État – qui a troqué le treillis pour l'habit civil – n'a pour le moment pas donné de signes indiquant qu'il était prêt à bouleverser les choses. Les regards se sont alors tournés vers son jeune demi-frère, Abdelkerim Idriss Déby. Ex-directeur de cabinet adjoint d'Idriss Déby Itno, l'ancien élève de West Point a conservé cette place auprès du successeur du défunt et dispose des contacts, politiques et économiques, pour être une alternative crédible à la direction d'un pays dont l'économie est, selon le FMI, ébranlée par « les chocs combinés de la pandémie de Covid-19, de la volatilité des prix du pétrole, du changement climatique, des attaques terroristes et des retards dans le soutien des donateurs ». Depuis Addis-Abeba, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, observe et soigne également ses réseaux, en attendant de voir la transition se décanter. Le bal des ambitieux est ouvert, et le compte à rebours lancé. ●

Nombre d'habitants
16,43 millions

PIB par habitant
615 $

Espérance de vie
54,2 ans

Alphabétisation
22 %

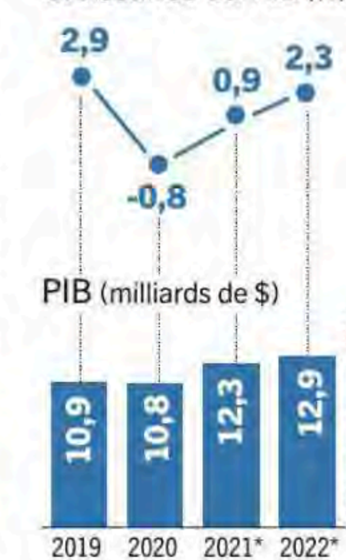
Inflation **1 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
187e

Investissements directs étrangers
558 millions de $

Dernier changement de président
2021

Croissance du PIB (%)



CANAL+



CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S AU CAPITAL DE 3 912 064 € 592 033 401 RCS NANTERRE

VIVEZ TOUTE LA COMPETITION DECRYPTEE PAR NOS MEILLEURS EXPERTS



CANALPLUS-AFRIQUE.COM

AFRIQUE DE L'EST



308 **Burundi**
309 **Djibouti**
310 **Érythrée**
311 **Éthiopie**
312 **Kenya**
313 **Ouganda**
314 **Rwanda**
315 **Somalie**
316 **Soudan**
317 **Soudan du Sud**
318 **Tanzanie**

Burundi
Timide rupture

- Evariste Ndayishimiye doit composer avec des rivalités encombrantes au sommet de l'État
- Chute du PIB par tête, explosion du chômage des jeunes, faible réserve de devises… Le chantier est colossal

À l'arrivée au pouvoir d'Evariste Ndayishimiye, en juin 2020, une question se posait : après le dernier mandat de Pierre Nkurunziza (décédé le même mois des suites du Covid-19), isolé diplomatiquement et sous pression en interne, « Neva » allait-il rompre avec la méthode de son prédécesseur ? Général passé par le maquis, secrétaire général du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, avant d'être désigné comme dauphin, le nouveau président représentait, sur le papier tout du moins, un gage de continuité. L'année 2021 n'a pas permis d'apporter tous les éléments de réponse, mais elle a donné à voir les deux visages du Burundi version Ndayishimiye.

Sur le plan de la politique extérieure, l'année qui s'est écoulée aura été celle du retour du pays sur la scène diplomatique. Après cinq ans d'isolement, Gitega a renoué le dialogue avec l'Union européenne. Conscients que la carte des sanctions n'a jusque-là apporté que très peu de résultats, les diplomates européens semblent disposés à profiter de l'arrivée au pouvoir de Ndayishimiye pour avancer sur la levée des restrictions économiques instaurées en 2016, qui pourrait intervenir cette année.

Gitega a aussi obtenu, en décembre 2020, le retrait du Burundi de l'agenda politique de l'ONU. Un succès qui s'est accompagné, en octobre 2021, du non-renouvellement de la commission d'enquête des Nations unies, mandatée en 2016 pour enquêter sur les violations des droits humains. Son président, le juriste sénégalais Doudou Diène, a milité pour son maintien, mais la commission a finalement été remplacée par un simple rapporteur, qui doit être prochainement nommé.

Sur le plan régional, Ndayishimiye a repris contact avec ses voisins. Il a notamment effectué des séjours en Ouganda et en RD Congo, avec qui il cherche à renforcer la coopération sécuritaire. Mais le dossier crucial que Gitega espère faire aboutir en 2022 est celui du rapprochement avec le Rwanda, souvent qualifié « d'ennemi » par Nkurunziza.

Nombre d'habitants **11,9 millions**

PIB par habitant **274 $**

Espérance de vie **61,6 ans**

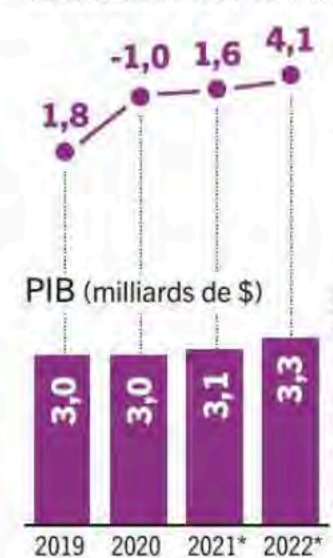
Alphabétisation **68 %**

Inflation **7,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **185e**

Investissements directs étrangers **6 millions de $**

Dernier changement de président **2020**



Après une première rencontre de niveau ministériel au Rwanda, les deux pays travaillent à une rencontre entre les deux chefs d'État. Si le Burundi a affiché, par pragmatisme autant que par opportunisme, une volonté de réouverture diplomatique, l'arène politique locale, elle, n'a connu aucun changement. Le CNDD-FDD garde une emprise totale sur la vie politique, et l'opposition restée au pays, incarnée par Agathon Rwasa, peine à peser. Si monolithique et dominant soit le parti au pouvoir, il n'en reste pas moins traversé par des luttes d'influence. Une rivalité s'est ainsi installée entre le chef de l'État et son Premier ministre, le puissant Alain-Guillaume Bunyoni. Véritable numéro deux du régime depuis l'ère Nkurunziza, cet ancien chef de la police burundaise est l'un des durs du régime.

Une enveloppe de 78 millions de dollars

« Neva » va néanmoins devoir continuer à faire preuve de diplomatie s'il veut poursuivre la mise en œuvre d'une politique de réouverture devenue cruciale sur le plan économique. Chute du PIB par tête, explosion du chômage des jeunes, faible réserve de devises… Le chantier auquel le président burundais est confronté est colossal. La bonne volonté diplomatique affichée au cours de l'année entrouvre la porte à une légère amélioration. À l'issue d'une mission virtuelle qui s'est tenue du 23 juin au 26 juillet 2021, le Fonds monétaire international, qui prévoyait « une reprise économique modérée en 2021 » a accordé, le 27 juillet, une enveloppe de 78 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR).

Mais cet apport ponctuel sera loin d'être suffisant pour redresser une économie en quête de nouvelles sources de devises. C'est notamment pour répondre à cet impératif que le Burundi plaide pour une plus grande implication de ses troupes au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU. Cette question a été au cœur du déplacement, en octobre, de Jean-Pierre Lacroix, adjoint d'António Guterres, secrétaire général de l'organisation. Mais de nombreux obstacles subsistent, notamment la discipline des troupes déployées sur le terrain.

Autre frein à une véritable reprise économique du pays, la gestion de la pandémie de Covid-19 demeure sujette à plusieurs interrogations. Après avoir longtemps nié la présence du virus dans le pays, les autorités burundaises ont, après de nombreux revirements, entamé une timide campagne de vaccination. ●

Djibouti
À l'abri des turbulences

- Dans une Corne de l'Afrique très tourmentée, le pays fait figure d'îlot de stabilité
- Si Ismaïl Omar Guelleh a été réélu grâce à un bilan économique positif, les attentes de la population, dont les trois quarts ont moins de 35 ans, restent nombreuses

Le 9 avril, Ismaïl Omar Guelleh (IOG) a été réélu, à 73 ans, pour un cinquième mandat, avec plus de 97,30 % des suffrages exprimés. On ne change pas une formule qui gagne, et, pour s'assurer un cinquième quinquennat d'affilée, le président djiboutien a simplement proposé à ses compatriotes de « continuer ensemble » une aventure entamée en 1999. En plus du soutien indéfectible de ses supporters, IOG a pu compter sur l'absence de véritables adversaires lors de ce scrutin, l'opposition officielle ayant décidé cette fois de passer son tour.

Les résultats n'auraient de toute façon guère été différents tant cette élection ressemblait à un plébiscite pour le chef de l'État, qui s'est appliqué durant la campagne à mettre en avant ses incontestables réussites, de la stabilité de Djibouti dans une Corne de l'Afrique toujours plus tourmentée, à son bilan économique, largement positif, à l'image du PIB djiboutien, multiplié par sept au cours des vingt-deux années de règne d'IOG, pour s'établir en 2020 à plus de 3 milliards de dollars. Sans oublier sa gestion efficace de la crise sanitaire, qui a même valu à son pays un satisfecit de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Seul face à lui-même, IOG a donc obtenu cinq années de plus « pour finir le travail », selon ses proches, pour qui ce mandat sera avant tout celui de la redistribution des fruits de la croissance, notamment en direction de la jeunesse, cette fameuse « génération IOG » qui aurait supplié le président de rempiler. Et, en la matière, beaucoup reste à faire. Car si, alors que la pandémie s'essouffle, l'économie du pays semble avoir retrouvé son rythme de croisière, avec une croissance attendue autour de 5 % pour 2021, le chômage concerne toujours près de 60 % de la population, dont les trois quarts ont moins de 35 ans. Nommé le 24 mai, le premier gouvernement de ce quinquennat reflète donc les priorités affichées par le candidat IOG : la continuité, à la primature et dans

Nombre d'habitants **1 million**

PIB par habitant **3426 $**

Espérance de vie **67,1 ans**

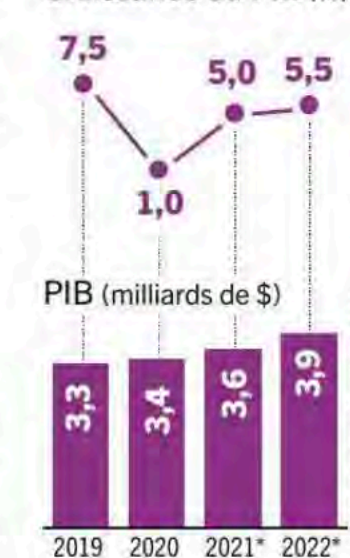
Alphabétisation **NC**

Inflation **3,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **166e**

Investissements directs étrangers **240 millions de $**

Dernier changement de président **1999**



les ministères régaliens ; l'emploi et la jeunesse, avec la création d'un vaste ministère des Affaires sociales et des Solidarités, censé être l'un des principaux instruments de ce développement inclusif promis par IOG.

Ce rééquilibrage social intervient pourtant au moment où Djibouti fait face à un contexte extérieur rendu très incertain par la crise qui secoue l'Éthiopie depuis plus d'un an. L'enjeu est de taille pour la petite République, qui, au fil de la dernière décennie, a amarré son économie à celle de son puissant voisin pour devenir la porte d'entrée maritime obligée d'un marché enclavé de 120 millions de personnes.

L'électricité et l'eau, fournies par l'Éthiopie à Djibouti en échange de ses services portuaires, continuent d'arriver, et les frontières communes ne sont toujours pas prises d'assaut par les vagues de réfugiés. Certains projets bilatéraux en matière d'infrastructures sont en revanche gelés, et les premières baisses significatives du trafic ont été enregistrées ces derniers mois sur les différents terminaux portuaires djiboutiens, dont près de 90 % des volumes sont destinés à l'Éthiopie.

Garant de la paix et du développement

Les conséquences de la guerre avec le Tigré ne sont pas qu'économiques pour Djibouti, elles sont aussi communautaires. Les vieux antagonismes entre les populations afars et somalis, dans l'est de l'Éthiopie, ont traversé la frontière, et, le 3 août, ce sont les communautés afars et issas djiboutiennes qui en sont venues aux mains dans certains quartiers populaires de la capitale. Des événements qui ont ravivé la crainte d'un nouveau conflit entre les deux principales communautés du pays, comme ce fut le cas au début des années 1990.

Pas question de laisser la situation interne risquer de s'aggraver pour IOG, au moment où son pays fait figure de dernier îlot de stabilité, cerné dans la sous-région par les tensions grandissantes entre l'Éthiopie et le Soudan, une Somalie toujours en proie à ses démons intérieurs, une Érythrée très interventionniste dans le Tigrée et la guerre civile au Yémen. Dans ce contexte hautement inflammable, IOG apparaît plus que jamais comme le garant de la paix et du développement de son pays durant ce qui devrait être son dernier mandat. En 2026, le chef de l'État aura en effet dépassé la limite d'âge, fixée à 75 ans par la Constitution, qu'il s'est, en mai, engagé à respecter. ●

Érythrée
Le pari éthiopien d'Afeworki

- Le président doit réévaluer sa position sur la guerre civile qui fait rage chez son voisin
- Victime de sa mauvaise réputation en matière de gouvernance, le pays attire peu d'investisseurs

Les soldats érythréens ont été fortement impliqués dans le conflit qui a éclaté dans le Tigré en 2020. Selon certains observateurs, le président Issayas Afeworki aurait contribué à orchestrer la guerre. Le conflit lui aurait offert l'occasion de détruire son vieil ennemi, le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), qui a mené l'Éthiopie dans une guerre frontalière contre l'Érythrée de 1998 à 2000. Il aurait également permis à son pays de sortir de l'isolement en contribuant à établir un nouvel ordre régional.

Mais cette stratégie s'est retournée contre lui de façon spectaculaire. Après des mois de guérilla, le TPLF a réussi à repousser les militaires érythréens et éthiopiens hors du Tigré à la fin de juin. Il occupe désormais un territoire situé au cœur de la région éthiopienne de l'Amhara, après s'être emparé d'une grande quantité d'armes lourdes, et sa position est beaucoup plus forte qu'avant la guerre.

Le sort du régime d'Afeworki dépendra des événements qui se produiront de l'autre côté de la frontière. Les rebelles ont en effet indiqué leur volonté de marcher sur Asmara afin de sécuriser leur région. Début décembre, le TPLF paraissait s'affaiblir quelque peu, mais la situation demeurait incertaine.

Le président pourrait tenter de réduire ses pertes en rompant son alliance avec le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Les forces érythréennes ont été notablement absentes des combats dans la région d'Amhara, préférant se retrancher le long de la frontière afin de parer une éventuelle offensive tigréenne. Mais le chef de l'État pourrait aussi choisir de renouveler l'implication de son pays dans la guerre civile éthiopienne en attaquant par l'arrière les forces tigréennes qui se dirigent vers le sud.

Quelle que soit sa décision, Afeworki ne fera qu'aggraver sa réputation, déjà très mauvaise. L'ouverture potentielle de l'Érythrée dans le cadre de son rapprochement avec Addis-Abeba, dont il était question en 2020, n'est plus d'actualité. Malgré les démentis concernant la présence de troupes érythréennes dans le Tigré, des atrocités flagrantes perpétrées par ces dernières ont été révélées : massacres, actes de torture, viols collectifs et pillages généralisés.

Nombre d'habitants **3,55 millions**

PIB par habitant **643 $**

Espérance de vie **66,3 ans**

Alphabétisation **77 %**

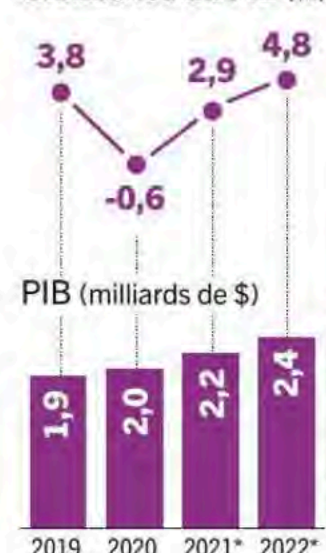
Inflation **N/A**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **180e**

Investissements directs étrangers **74 millions de $**

Dernier changement de président **1993**

Croissance du PIB (%)



Une population sous contrôle

En réaction, les Occidentaux ont commencé à prendre des mesures. L'Union européenne a exclu en mars plusieurs dirigeants érythréens de son système financier et a inscrit le Bureau de la sécurité nationale sur une liste noire, invoquant des violations des droits humains, notamment des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des actes de torture. Elle a également mis un terme à un programme de développement de 120 millions de dollars, qui aurait permis d'améliorer les routes de l'Érythrée et de relier ses ports à l'Éthiopie. Les États-Unis ont quant à eux sanctionné Filipos Woldeyohannes, le chef de cabinet du président, pour son rôle dans les violations des droits humains commises dans le Tigré.

Le sort du régime dépendra des événements qui se produiront de l'autre côté de la frontière.

L'étendue des pertes subies par l'armée dans le Tigré n'est pas claire, mais elles sont sans doute lourdes, et il lui faudra un certain temps pour reconstituer ses forces. La conscription militaire forcée devrait donc se poursuivre jusqu'en 2022.

Pourtant, le mécontentement gronde peu en Érythrée. Cela est dû en grande partie à la mainmise du chef de l'État sur l'appareil sécuritaire et à son habitude de changer régulièrement les hauts fonctionnaires et les officiers militaires afin de repousser l'opposition. Il a également maintenu des mesures draconiennes introduites à l'origine pour faire face au Covid-19, mais qui contribuent aujourd'hui à maintenir la population sous contrôle.

Malgré l'incertitude sécuritaire qui entoure le pays, le FMI prévoit que l'économie érythréenne connaîtra une certaine croissance en 2021. L'exploitation minière est un secteur clé qui attire les investissements directs étrangers. Ce sont majoritairement des sociétés chinoises qui possèdent les mines opérationnelles du pays, tandis que les petites entreprises se consacrent davantage à l'exploration. ●

Éthiopie
Tourmente dans le Tigré

- Le TPLF a été rejoint par les insurgés d'Oromia
- La guerre a plongé dans la crise une économie qui était prometteuse

Après un an de combats dans le Nord, le pays est au bord de l'implosion. Au moment où ces lignes étaient écrites, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) continuait d'avancer sur Addis-Abeba en menaçant de renverser le gouvernement fédéral, qui ne semblait pas disposé à négocier. Le TPLF avait refusé de renoncer à sa demande de retrait des forces amharas et érythréennes de l'ouest de la région.

Il y a un an, la guerre éclatait après des mois de tensions entre Addis-Abeba et le TPLF. Le Tigré avait contesté le report des élections et organisé un vote illégal. L'armée fédérale avait immédiatement déposé le gouvernement régional et installé une administration intérimaire.

Après des mois de guérilla, le TPLF a lancé une offensive éclair à la fin de juin 2021, reprenant Mekele, la capitale du Tigré, et poussant les forces éthiopiennes à se retirer de la majeure partie de la région. Les rebelles ont alors rejeté un cessez-le-feu unilatéral déclaré par Addis-Abeba et poussé leur avancée en région amhara.

Au début de novembre, Abiy Ahmed a déclaré un état d'urgence de six mois, donnant à la police le pouvoir d'arrêter toute personne accusée de soutenir des « groupes terroristes ». À la fin de ce même mois, les ambassades étrangères exhortaient leurs ressortissants à quitter l'Éthiopie alors que les rebelles se rapprochaient de la capitale.

Très tôt, le gouvernement a coupé le réseau internet et les lignes téléphoniques dans le Tigré, limitant l'accès de l'aide et des médias. Les convois humanitaires ont fini par être autorisés à entrer, mais les combats et les obstructions aux points de contrôle ont restreint la distribution de l'aide alimentaire. En juillet, les Nations unies ont averti que 400 000 personnes étaient au bord de la famine dans la région. Mais ce chiffre est probablement bien plus élevé.

Malgré le black-out médiatique, des rapports sur les atrocités commises par les soldats éthiopiens et leurs alliés ont lentement filtré. Ils font état de viols collectifs, de massacres de civils, de tortures ainsi que de pillages généralisés. Des responsables américains ont parlé de « nettoyage ethnique » dans l'ouest du Tigré, les milices amharas ayant chassé des dizaines de milliers d'habitants de leur foyer. De nombreux observateurs considèrent désormais que la réconciliation avec l'Érythrée, qui avait valu à Abiy Ahmed le prix Nobel de la paix, est ce qui a ouvert la voie à la guerre.

Nombre d'habitants **115 millions**

PIB par habitant **936 $**

Espérance de vie **66,6 ans**

Alphabétisation **52 %**

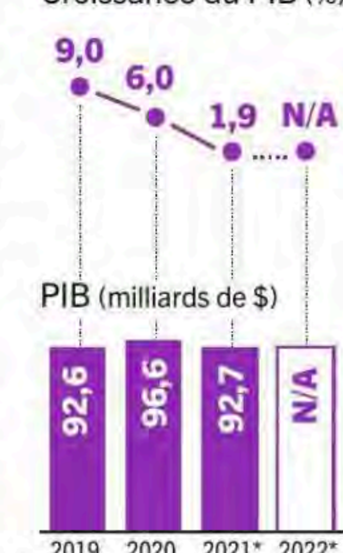
Inflation **15,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **173e**

Investissements directs étrangers **2 395 millions de $**

Dernier changement de président **2018**

Croissance du PIB (%)



Une réputation brisée

Dans le Tigré, les appels à opter pour l'indépendance se font de plus en plus pressants. Le TPLF a été rejoint par les insurgés d'Oromia, la plus grande région d'Éthiopie, où le mécontentement à l'égard du Premier ministre a enflé après l'arrestation de plusieurs dirigeants oromos à la suite d'une flambée de violences en août 2020.

Le TPLF reste toutefois profondément impopulaire en dehors du Tigré. Peu d'Éthiopiens gardent un bon souvenir de son régime répressif, et, à mesure que le groupe a progressé en Amhara, les allégations de meurtres, de viols et de pillages se sont accumulées à son encontre.

Malgré le black-out médiatique, des rapports ont filtré qui font état de viols collectifs, de massacres de civils, de tortures et de pillages.

Sur la scène internationale, la réputation d'Abiy Ahmed est brisée. Les États-Unis ont menacé le pays de sanctions, et l'Union européenne a suspendu son aide budgétaire. Addis-Abeba les a accusés d'ingérence. L'économie a été mise à mal par la guerre, et le gouvernement a demandé un allègement de la dette et un programme du FMI, qui ne s'est pas risqué à prédire la croissance du PIB du pays pour 2022. En juillet, l'Éthiopie a néanmoins terminé le deuxième remplissage du réservoir du barrage de la Renaissance, qui devrait permettre d'électrifier des millions de foyers. ●

Kenya
La vie après Uhuru

- Favoris de la présidentielle d'août 2022 : Raila Odinga et William Ruto
- La dette laissée par le programme d'infrastructures constitue un sérieux handicap pour le futur chef de l'État

Le président Uhuru Kenyatta devrait achever son dernier mandat en août 2022. La campagne pour lui succéder bat déjà son plein. Parmi les principaux candidats figurent son adjoint, William Ruto, et le chef de l'opposition, Raila Odinga. D'autres prétendants au titre sont sur les rangs également, notamment l'ancien secrétaire général de la Cnuced, Mukhisa Kituyi, et le président du Parlement, Justin Muturi.

Ruto est clairement le favori, mais Raila Odinga – qui n'a pas encore officiellement présenté sa candidature – remonte. Tous deux s'emploient à conquérir les jeunes et les pro-Kenyatta du centre du pays, très peuplé. Ruto a promis d'investir dans la santé, les infrastructures et l'environnement. En octobre 2021, il a assuré que son gouvernement consacrerait 200 milliards de shillings kényans (1,6 milliard d'euros) à l'emploi. Odinga, lui, a promis de verser une allocation mensuelle de 6 000 shillings aux ménages pauvres et a proposé des mesures pour réduire le chômage des jeunes. Il souhaite aussi étendre le programme d'éducation gratuite de l'école maternelle à l'université.

Pour remporter la magistrature suprême, il faut aussi trouver des alliés. Ruto a créé l'Alliance démocratique unie tandis qu'Odinga négocie pour que son Mouvement démocratique orange forme une coalition avec le Jubilee Party de Kenyatta.

Les élections locales, parlementaires et sénatoriales se dérouleront au cours des huit premiers mois de 2022. Or les électeurs traînent des pieds : seulement 17 % des 4,5 millions visés se sont inscrits pour le moment. Par ailleurs, les années électorales peuvent être néfastes pour l'économie, qui se remet à peine des ravages de la pandémie de Covid-19. Toutefois, le FMI prévoit que le pays retrouvera un rythme de croissance élevé en 2022 et au-delà, grâce notamment aux secteurs manufacturier et financier, ainsi qu'aux transports.

En mars 2021, le Fonds a averti que la dette publique du pays était « viable, mais avec un risque élevé de surendettement ». Nairobi prévoit de lever 12,4 milliards de dollars sur les marchés internationaux entre 2021 et mi-2022. Le remboursement de la plupart des dettes incombera à l'administration du successeur de Kenyatta, ce qui limitera les possibilités d'investissement, puisque plus de 65 % des recettes fiscales du pays sont déjà consacrées au remboursement du capital et aux intérêts.

Nombre d'habitants **53,77 millions**

PIB par habitant **1 838 $**

Espérance de vie **66,7 ans**

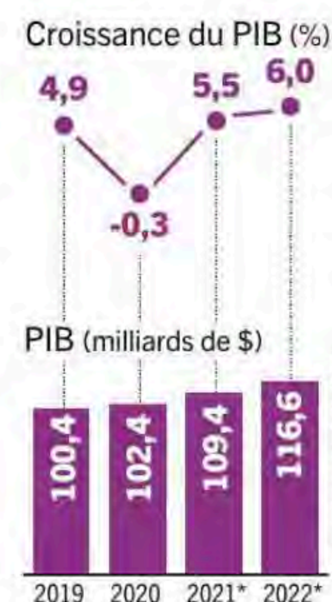
Alphabétisation **82 %**

Inflation **5,4 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **143e**

Investissements directs étrangers **717 millions de $**

Dernier changement de président **2013**



Relations tendues avec la Somalie

Le pays s'est tourné vers les institutions de Bretton Woods, qui ont fait pression pour que la tranche d'imposition soit élargie, et des taxes impopulaires sur le carburant, le gaz et d'autres produits de base ont été introduites. Nairobi a également cherché à obtenir un allégement de la dette auprès de la Chine et du groupe de créanciers du Club de Paris.

Côté tourisme, l'État prévoit un retour à la normale en 2024. L'agence de notation Fitch estime quant à elle que la fréquentation ne retrouvera pas son niveau de prépandémie (environ 2,2 millions d'entrées) avant 2025. Le pays a enregistré 567 848 touristes en 2020 et 452 919 visiteurs de janvier à septembre 2021.

Au niveau des infrastructures, les autorités se sont engagées en faveur de l'énergie verte, fixant un objectif d'approvisionnement à 100 % renouvelable d'ici à 2030 – tout en envisageant d'édifier une centrale nucléaire qui pourrait être mise en service d'ici à 2036. La conversion au gaz naturel liquéfié des centrales électriques alimentées au pétrole et le développement de nouvelles centrales géothermiques à Baringo sont également à l'ordre du jour.

Sur le front régional, Nairobi craint que le conflit éthiopien n'aggrave la situation des réfugiés dans la région alors que le Kenya s'efforce de fermer ses camps. Le pays est également désormais impliqué commercialement chez son voisin, l'opérateur de téléphonie mobile Safaricom étant censé y lancer ses activités en 2022.

Enfin, les relations tendues avec la Somalie ont été aggravées par un arrêt de la Cour internationale de justice d'octobre 2021 lui attribuant la plus grande partie d'une zone maritime riche en pétrole. Le Kenya a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas cette décision et a déployé sa marine pour patrouiller dans les eaux disputées. ●

FICHES PAYS **AFRIQUE DE L'EST**

Ouganda
Museveni tout-puissant

- Bobi Wine peine à exister face au chef de l'État depuis que les élections sont terminées
- Le gouvernement concentre ses efforts financiers sur les transports et l'électricité

En 2022, Kampala se concentrera sur son économie en difficulté, après une saison électorale 2021 tendue et un Covid-19 dévastateur. Yoweri Museveni a été réélu en janvier face à son principal opposant, Bobi Wine. Et son Mouvement de résistance nationale (NRM) a remporté 336 sièges sur les 529 que compte le Parlement, tandis que la Plateforme d'unité nationale (NUP), de Wine, n'en recensait que 57.

Le pouvoir continue de recourir à l'intimidation et à la violence contre l'opposition, qui cherche de nouvelles stratégies. L'un de ses leaders, Kizza Besigye, a formé en octobre le Front populaire pour la transition afin de se préparer à l'éventualité que Museveni perde son poste. Mais il a été critiqué par les partisans de Wine.

La sécurité représente par ailleurs un défi pour le chef de l'État. Une série d'attentats attribués à l'État islamique et aux rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF), établis dans l'est de la RD Congo, ont été perpétrés à Kampala en octobre et novembre 2021. Sur le front diplomatique, Museveni n'a en outre toujours pas réglé son conflit avec le président rwandais Paul Kagame, qui l'a accusé de soutenir ses opposants et a fermé la frontière pendant plus de deux ans.

L'ambiance n'est pas vraiment à l'union régionale. Chaque pays élabore ses propres plans d'intégration économique afin de ne pas dépendre des autres. L'Ouganda et le Kenya entretiennent des relations délicates en raison de litiges liés au commerce du sucre et du lait. Le départ d'Ouganda de marques internationales telles que Shoprite et Africell et la suspension des liaisons aériennes poussent beaucoup d'acteurs à faire pression sur Kampala pour qu'il rouvre totalement ses frontières. Au moment où nous mettions sous presse, le pays était encore partiellement fermé. Les autorités affirment qu'elles doivent vacciner près de 5 millions de personnes (sur une population totale de près de 46 millions d'habitants) avant de pouvoir relâcher les mesures de confinement et prévoient une réouverture en janvier 2022.

Nombre d'habitants **45,74 millions**

PIB par habitant **817 $**

Espérance de vie **63,4 ans**

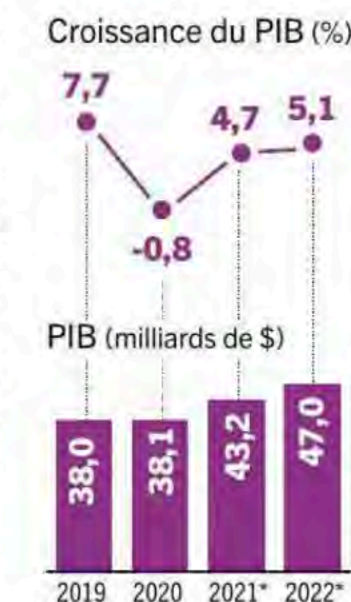
Alphabétisation **77 %**

Inflation **5,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **159e**

Investissements directs étrangers **823 millions de $**

Dernier changement de président **1986**



Les perspectives de croissance restent bien en deçà de celles définies avant la crise. Le crédit au secteur privé a chuté, les collectes de recettes fiscales ont diminué, tandis que les niveaux d'endettement augmentent. En raison de la faiblesse de la demande, l'inflation continue de tourner autour de l'objectif de 5 % fixé par la Banque centrale. Les efforts déployés pour soutenir la reprise économique auront un impact sur l'endettement, qui devrait atteindre 50 % du PIB en 2022. L'État promet d'investir davantage dans le réseau de transport – environ 1,5 milliard de dollars au cours de l'exercice 2021-2022 – afin de faciliter l'acheminement des denrées alimentaires dans les zones confrontées à des pénuries.

6,5 milliards de barils de pétrole

Kampala veut réduire sa dette en percevant davantage de recettes, mais l'autorité fiscale a du mal à atteindre ses objectifs, et de nouvelles mesures ralentissent certains secteurs. Ainsi les taxes sur l'industrie aurifère introduites en juillet ont-elles provoqué la colère des négociants, qui ont bloqué les exportations. Or l'or rapporte des devises vitales au pays : 1,1 milliard de dollars au cours de l'exercice 2019-2020, contre 6,8 millions de dollars neuf ans plus tôt.

Concernant l'or noir, des accords cruciaux ont été signés en 2021 entre l'Ouganda, la Tanzanie et les compagnies pétrolières pour développer les réserves du pays. La loi sur les oléoducs d'Afrique de l'Est reste l'une des dernières étapes nécessaires pour débloquer des milliards de dollars d'investissements dans le secteur, alors que l'Ouganda commence à exporter du brut avec la découverte de réserves équivalant à 6,5 milliards de barils. Un consortium composé de l'américain McDermott et du chinois Sinopec a annoncé avoir reçu une lettre d'attribution pour le projet Tilenga, dont TotalEnergies est l'opérateur.

Par ailleurs, l'Ouganda va mettre en service sa plus grande centrale électrique, l'unité hydroélectrique de Karuma, d'une capacité de 600 MW. Elle contribuera à l'industrialisation du pays, l'excédent étant destiné au Kenya et au Soudan du Sud.

Une taxe de 12 % sur internet pourrait freiner la perception de recettes, les services de données représentant environ un quart du revenu total des deux principales entreprises de télécommunications ougandaises, MTN et Airtel. Mais, avec la cotation de 20 % de ses actions en décembre 2021, MTN devrait plus que doubler la capitalisation de la place financière locale début 2022. ●

Rwanda
Incontournable à l'international

- Deux rapports sur le rôle controversé de la France dans le génocide des Tutsi ont permis de normaliser les relations entre les deux pays
- Un accord a été signé avec le Luxembourg en vue de booster les activités du Centre financier international de Kigali

Après vingt-sept années de relations en dents de scie, Kigali et Paris ont entamé en 2021 des retrouvailles historiques. En mars puis en avril, deux épais rapports sont en effet revenus sur le rôle controversé de Paris au Rwanda entre 1990 et 1994. Accueillis favorablement par les deux parties, ces rapports, réalisés par un groupe de chercheurs français d'un côté et par un cabinet d'avocats new-yorkais de l'autre, et commandés respectivement par les autorités françaises et rwandaises, ont permis d'aplanir un contentieux politique et historique ancien, ce qui a débouché sur la visite d'Emmanuel Macron au Rwanda les 27 et 28 mai 2021. Une première depuis celle de l'ex-président Nicolas Sarkozy, en février 2010.

Quelques semaines plus tard, en juillet 2021, le Rwanda est entré en guerre à plus de 1500 km de ses frontières. À Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, un millier de soldats rwandais sont en effet venus épauler l'armée mozambicaine, confrontée depuis 2017 aux actions terroristes du groupe Al-Shabab, affilié à l'État islamique.

Prenant de court la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), dont il ne fait pourtant pas partie, le Rwanda est intervenu au titre d'accords bilatéraux conclus avec Maputo depuis 2018 et au nom de l'adhésion du Rwanda à la doctrine sur la « responsabilité de protéger ». Très vite, l'intervention de l'armée rwandaise a notamment permis de reprendre aux jihadistes le contrôle du port stratégique de Mocimboa da Praia et de sécuriser la province.

Quelques mois plus tôt, le 17 février, un procès symbolique s'était ouvert à Kigali. Celui de Paul Rusesabagina, l'ancien directeur par intérim de l'Hôtel des Mille Collines, à Kigali, dont le rôle pendant le génocide lui avait valu une notoriété internationale à travers le film *Hôtel Rwanda*, où son rôle était interprété par l'acteur Don Cheadle. Responsable d'un mouvement politique en exil farouchement anti-Kagame (le Mouvement rwandais pour un changement démocratique – MRCD), lui-même adossé à un groupe armé ayant commis des attaques sur le sol rwandais en 2018 (le Front de libération nationale – FLN), Paul Rusesabagina était jugé aux côtés d'une vingtaine de Rwandais accusés de terrorisme. En septembre 2021, il a été condamné à vingt-cinq ans de prison, ce qui a provoqué des réactions indignées en Europe et aux États-Unis. Depuis son départ du Rwanda, à la fin des années 1990, Paul Rusesabagina avait en effet acquis la nationalité belge et était devenu par la suite résident américain. Le Parquet rwandais, estimant la condamnation trop clémente, en a interjeté appel.

Soft power

Kigali a par ailleurs renforcé sa place de hub sportif continental en accueillant successivement le championnat d'Afrique masculin de basket-ball (Afrobasket), le championnat d'Afrique masculin de volley-ball mais aussi la première édition de la Ligue africaine de basket-ball (BAL). En septembre, l'Union cycliste internationale (UCI) a annoncé qu'en 2025 le championnat du monde de cyclisme se tiendrait au Pays des mille collines, qui tient ce sport en haute estime. Une première pour le continent africain.

Sur le plan économique, le Rwanda et le Luxembourg ont signé en octobre 2021 un accord en vue de booster les activités du Centre financier international de Kigali, dont le Rwanda entend faire un centre privilégié pour les investissements nationaux en Afrique.

Le pays accueillera par ailleurs la première usine de fabrication de vaccins utilisant la technologie à ARN-messager de BioNTech sur le sol africain. Un accord a été signé en ce sens le 26 octobre par les autorités rwandaises et la direction de la start-up de biotechnologies basée en Allemagne, devenue mondialement célèbre en produisant, avec le géant pharmaceutique américain Pfizer, le vaccin réputé le plus efficace contre le Covid-19. La construction du site de production devrait commencer dès le milieu de l'année 2022. En novembre 2021, le Rwanda comptait sur un taux de vaccination de 40 % à l'échéance de la fin de l'année et de 60 % en 2022.

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) devrait se tenir à Kigali cette année, après avoir été annulée en 2021 en raison de la pandémie. Le 1er juillet 2022 marquera par ailleurs le 60e anniversaire de l'accession du pays à l'indépendance. Mais, dans ce pays qui prône l'émancipation d'avec la colonisation, il n'est pas prévu que l'événement soit célébré en grande pompe. ●

Nombre d'habitants **12,95 millions**

PIB par habitant **798 $**

Espérance de vie **69 ans**

Alphabétisation **73 %**

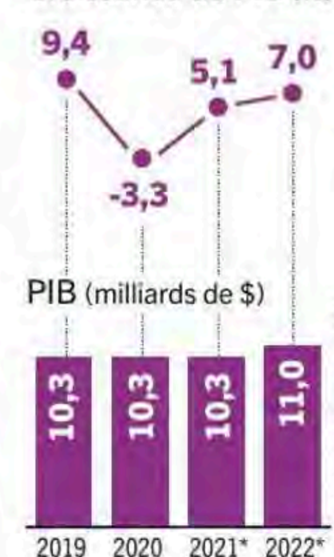
Inflation **9,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **160e**

Investissements directs étrangers **135 millions de $**

Dernier changement de président **2000**

Croissance du PIB (%)



Somalie
Inertie et instabilité

- Lors de la prochaine présidentielle, Farmajo devrait affronter deux de ses prédécesseurs
- La sécheresse et l'insécurité freinent la croissance économique et le développement

La Somalie va vivre l'année 2022 dans une incertitude politique et sécuritaire permanente. Le gouvernement du président Mohamed Abdullahi Mohamed « Farmajo » n'a pas réussi à organiser une élection au suffrage universel, ce qui a entraîné une crise politique et une cascade de retards. Mais la machine électorale est maintenant en marche et devrait aboutir à un scrutin présidentiel.

Après que Farmajo a tenté de prolonger son mandat, les acteurs politiques se sont mis d'accord sur un vote indirect. La sélection des 54 membres de la Chambre haute s'est achevée en novembre et celle des membres de la Chambre basse a alors commencé. Une fois que les quelque 30 000 délégués des clans auront déterminé qui seront les 275 responsables, les deux Chambres pourront élire un président.

Farmajo est notamment candidat à sa réélection contre les anciens présidents Sharif Cheikh Ahmed et Hassan Cheikh Mohamoud. Selon ses adversaires, la corruption, le népotisme et l'achat de voix sont monnaie courante en période électorale. Et certains analystes craignent que les débats autour des scrutins ne dégénèrent en conflit.

Le manque de transparence du processus électoral rend les prédictions difficiles. Farmajo a emporté la victoire en 2017 en s'appuyant sur un discours nationaliste, et il n'a pas ensuite réussi à déplacer le curseur sur des questions de développement et de sécurité. La mystérieuse disparition, en juin dernier, d'une agente des services de renseignement a également entraîné des dissensions entre le chef de l'État et son premier ministre, Mohamed Hussein Roble.

Quel que soit le vainqueur des élections, la sécurité et les négociations avec l'Union africaine (UA) sur l'avenir de sa mission de maintien de la paix, soutenue par les Nations unies, domineront les discussions. Peu avant l'expiration du mandat de l'Amisom, le 31 décembre 2021, les différentes parties n'étaient pas parvenues à s'entendre sur la marche à suivre. Entre janvier et novembre 2021, près de 1000 personnes sont mortes dans le conflit avec les militants islamistes Shebab, qui ont multiplié les attentats-suicides et les assassinats pendant la période électorale. Le pouvoir veut prendre le relais, mais les partenaires internationaux de la Somalie ne sont pas convaincus que Mogadiscio sera capable d'assurer la sécurité. L'UA a proposé de faire venir des troupes d'autres pays. Si l'Amisom était réduite, voire disparaissait, ses troupes ne se retireraient probablement pas avant la tenue d'élections pacifiques.

Procès gagné contre le Kenya

Outre l'insécurité, les invasions de parasites et la sécheresse constituent des menaces majeures pour l'économie somalienne en général et les agriculteurs en particulier. L'ONU estime qu'avec l'aggravation de la sécheresse qui touche plus des trois quarts du pays, le nombre d'habitants ayant besoin d'une aide humanitaire pourrait augmenter de près d'un tiers pour atteindre 7,7 millions d'individus.

Néanmoins, des progrès ont été constatés sur le front des services financiers. L'utilisation de la monnaie mobile se développe et, en août, la Banque centrale a mis en place un système de paiement national.

La Somalie a gagné son procès contre le Kenya devant la Cour internationale de justice au sujet de sa frontière maritime, mais Nairobi s'est retiré de la procédure et a déclaré qu'il ne respecterait pas la décision, ce qui laisse présager la persistance de mauvaises relations entre les deux pays. Sans se laisser perturber, Mogadiscio poursuit son processus d'appel d'offres, sondant l'intérêt que suscitent ses réserves de pétrole depuis mai 2020 sans avoir encore annoncé la date limite de soumission pour sept blocs offshore. La Somalie estime que ses eaux pourraient receler l'équivalent de 30 milliards de barils de brut. ●

Peu avant l'expiration du mandat de l'Amisom, le 31 décembre 2021, les différentes parties n'étaient pas parvenues à s'entendre sur la marche à suivre.

Nombre d'habitants **15,89 millions**

PIB par habitant **309 $**

Espérance de vie **N/A**

Alphabétisation **5 %**

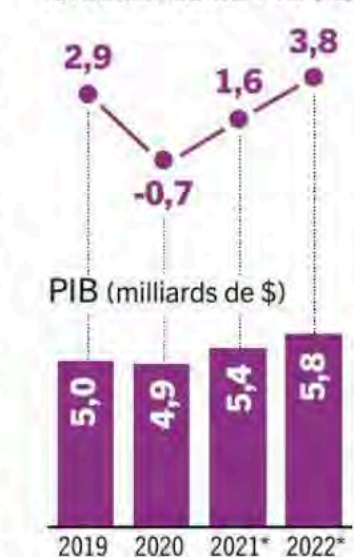
Inflation **N/A**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **N/A**

Investissements directs étrangers **464 millions de $**

Dernier changement de président **2017**

Croissance du PIB (%)



Soudan
Transition musclée

- Les militaires n'ont pas l'intention de lâcher les rênes du pays
- Mais les créanciers n'allégeront pas la dette tant que les civils ne reviendront pas au pouvoir

Qu'est-ce qui pourrait modérer le général Abdel Fattah al-Burhane, à la tête du pays depuis son coup d'État du 25 octobre ? Telle est la question centrale de la période de transition qui a débuté avec la chute d'Omar el-Béchir, en 2019. Le Premier ministre réintégré, Abdallah Hamdok, et ses soutiens occidentaux semblent incapables de faire entendre raison aux militaires, même si Burhane a cédé aux pressions et réintroduit des civils au sein du gouvernement.

Certes, un nouvel accord de transition signé en novembre prévoit des élections en 2023, mais les problèmes qui ont conduit au coup d'État ne sont toujours pas résolus. Les Forces de la liberté et du changement (FLC), bloc civil né de la révolte anti-Béchir qui juge que Hamdok a trahi la révolution, ont perdu leurs postes au sein du gouvernement, tandis que les militaires cherchent à y faire entrer les alliés de l'ancien président.

L'accord passé entre Burhane et Hamdok manque de précisions, notamment concernant la question des délais. Les civils devaient prendre le contrôle du Conseil de souveraineté en novembre : un nouvel accord sera-t-il conclu à cette fin ? De même, aucun calendrier n'a été fixé pour organiser la création de l'Assemblée législative.

La réforme de l'armée, le rôle des partis islamistes dans le gouvernement de transition et les enquêtes sur les crimes et la corruption sous le régime de Béchir sont probablement des lignes de fracture entre le Premier ministre et le régime militaire. Les élections et les réformes constitutionnelles figureront en bonne place dans l'agenda politique de 2022, et il est peu probable que la junte organise un vote sans s'être assurée au préalable que ses intérêts seront protégés. Par ailleurs, le régime n'a pas obtenu de toutes les factions rebelles qu'elles participent aux pourparlers de paix, or toutes les milices du Soudan doivent être intégrées dans une force militaire unique.

Les comités de résistance nés de la lutte contre l'ex-chef de l'État sont toujours actifs. Les manifestants maintiennent la pression dans la rue et demandent à l'armée de quitter le pouvoir. Mais les autorités poursuivent dans la voie de la répression et ont tué 43 civils entre octobre et la fin de novembre, selon le Sudan Doctors Committee.

Nombre d'habitants
43,85 millions

PIB par habitant
596 $

Espérance de vie
65,3 ans

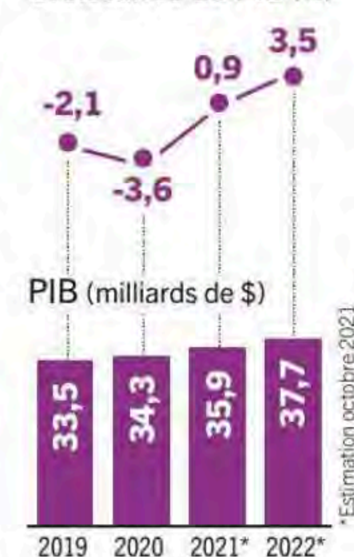
Alphabétisation
61 %

Inflation **150,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
170e

Investissements directs étrangers
717 millions de $

Dernier changement de président
2019



Une inflation à 422,8 %

Les progrès économiques accomplis ont été rendus possibles par le soutien international qu'ont reçu les civils qui étaient au pouvoir. Le 29 juin, le pays a atteint le point de décision de l'initiative des pays pauvres très endettés, ce qui devrait l'aider à réduire sa dette de 56 milliards de dollars. Le FMI a lancé un programme d'aide de 2,5 milliards de dollars, conditionné aux réformes. Il devrait aider le gouvernement à réduire sa dette à environ 6 milliards de dollars en 2024.

La mauvaise gestion économique du précédent régime et la flambée des prix ont contribué à la colère populaire, et les autorités militaires craignent que l'histoire ne se répète. Dans un contexte de réformes économiques difficiles, l'inflation a atteint 422,8 % en juillet. L'économie s'est contractée au cours des trois années précédentes alors que l'institution de Bretton Woods avait prévu, avant le putsch, que la croissance du PIB serait positive en 2021.

> **La mauvaise gestion économique du précédent régime et la flambée des prix ont contribué à la colère populaire.**

Certaines réformes économiques sont plus sensibles politiquement que d'autres. Ainsi, avant le coup d'État, les autorités cherchaient à prendre le contrôle des entreprises gérées par les Forces de soutien rapide (RSF) du général « Hemetti », de son vrai nom Mohamed Hamdan Dagalo. Des recettes qui seraient les bienvenues mais qui ne pourraient permettre des investissements majeurs dans des secteurs critiques comme la santé et l'éducation. ●

Soudan du Sud
Interminable conflit

- Le processus de paix amorcé en 2018 est encore dans les limbes
- La crise humanitaire grève lourdement une économie trop dépendante du pétrole

La période de transition, qui a débuté par un accord de paix en 2018, est encore loin d'arriver à son terme. Un processus ralenti par les « décideurs clés », jugeait le représentant spécial sortant de l'ONU, David Shearer, en mars 2021. La tenue d'élections « pourrait [en effet] mettre en péril l'accès au pouvoir et aux ressources » de ces seigneurs de guerre.

Aucun des jalons de la transition n'a été atteint à temps durant l'année qui s'est écoulée. La date la plus proche envisagée pour organiser des scrutins nationaux se situe en 2023. En septembre 2021, la Commission des droits de l'homme des Nations unies au Soudan du Sud a affirmé que plus de 73 millions de dollars de fonds publics avaient été siphonnés depuis 2018 – soit le double du montant qu'elle avait déclaré détourné entre 2016 et 2020.

Le Soudan du Sud reste marqué par la rivalité entre son président, Salva Kiir, et son premier vice-président, Riek Machar. Affaibli par l'éclatement de ses forces, ce dernier joue la montre. À la fin de 2021, le lieutenant-général Simon Gatwech Dual l'a défié en prétendant prendre la tête du Mouvement populaire de libération du Soudan (opposition). Pendant ce temps, le gouvernement de Kiir a réprimé toute forme de dissidence, utilisant les ressources de l'État pour intimider journalistes et membres d'organisations de la société civile.

Djouba a néanmoins fait quelques progrès dans l'instauration de mécanismes de justice transitionnelle et a inauguré le Parlement. Mais, pour permettre la tenue d'élections et la mise en place d'un nouveau gouvernement, de nombreuses tâches majeures restent à accomplir : la création d'une Constitution et l'intégration des groupes armés dans des forces unifiées, notamment. En 2021, leurs 53 000 premiers membres devaient sortir diplômés des centres de formation de l'État, or ce n'était pas encore le cas au moment où nous mettions sous presse.

Les autorités s'efforcent d'endiguer les violences communautaires dans les États de Warrap, des Lacs, de Jongleï, de l'Unité, du Nil-Supérieur et du grand Équatoria. Les factions rebelles n'ont pas toutes signé l'accord de paix de 2018.

Nombre d'habitants
11,19 millions

PIB par habitant
1 120 $

Espérance de vie
57,9 ans

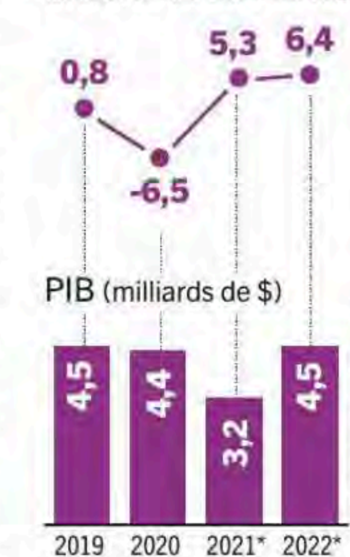
Alphabétisation
35 %

Inflation **29,7 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
185e

Investissements directs étrangers
N/A

Dernier changement de président
2011



Attirer les investisseurs

Les crises économique et humanitaire s'enveniment. Si le FMI prévoit un redémarrage de la croissance qui devrait se poursuivre en 2022, ce sont les marchés pétroliers internationaux et la situation sécuritaire qui, in fine, en décideront. Le Soudan du Sud, qui tire environ 90 % de ses revenus de l'or noir, a produit en moyenne 170 000 barils par jour en 2020. L'insécurité freine les nouveaux investissements dans le secteur, aussi le gouvernement courtise-t-il les acteurs internationaux. Il va ainsi organiser une conférence en juillet 2022.

> **Djouba a fait quelques progrès dans l'instauration de mécanismes de justice transitionnelle et a inauguré le Parlement.**

Même en plein conflit, les télécommunications attirent les investisseurs. En octobre 2021, l'opérateur mobile sud-africain MTN a annoncé son intention d'investir 120 millions de dollars dans le réseau sud-soudanais au cours des trois prochaines années. Le FMI fait pression sur Djouba pour qu'il s'abstienne de signer des accords coûteux de préfinancement du pétrole. L'institution a axé son programme d'aide sur l'amélioration de la gouvernance et le ciblage de projets prioritaires.

Les autorités s'attaquent à l'inflation avec plus de fermeté, mais elle devrait avoir atteint 23 % en 2021. Et le Trésor public peine toujours à payer les salaires des fonctionnaires. Selon les Nations unies, environ 60 % de la population souffre de la faim. Faute de financements, l'ONU a dû réduire ses livraisons de nourriture. Le Soudan du Sud compterait 1,9 million de déplacés sur son territoire, et 2,2 millions de personnes se seraient réfugiées dans d'autres pays de l'Afrique de l'Est. ●

Tanzanie

Statu quo ante

- La présidente Samia Suluhu Hassa ne semble pas moins autoritaire que son prédécesseur
- L'économie progresse grâce aux exportations minières et aux projets d'infrastructures

Après le décès de John Magufuli, en mars 2021, la présidente Samia Suluhu Hassan a cessé de nier la gravité du Covid-19 et s'est montrée plus coopérative au niveau international.

Mais son parti, le Chama Cha Mapinduzi (CCM, au pouvoir), continue d'affaiblir l'opposition et d'étrangler la liberté d'expression. Selon Human Rights Watch, l'impunité reste la règle. Personne n'a été jugé pour les violences liées aux élections de 2020 à Zanzibar, qui ont fait au moins 14 morts.

Freeman Mbowe, le leader du Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema), a déclaré que sa formation ne participerait pas aux élections de 2025 à moins qu'il y ait des réformes électorales et constitutionnelle ainsi qu'une amélioration des relations avec Zanzibar. Tundu Lissu, le vice-président du Chadema, refuse, lui, de rentrer au pays tant qu'il n'aura pas reçu de garanties pour sa sécurité et demande à Dodoma d'abandonner toute poursuite à son encontre.

La cheffe de l'État prévoit quant à elle de se présenter en 2025. Dans l'intervalle, elle fait profiter d'autres femmes de sa position. Elle a ainsi nommé Stergomena Tax ministre de la Défense – une première en Tanzanie.

Samia Suluhu Hassan veut se concentrer sur la croissance et le développement. L'économie a progressé en 2020 malgré le coronavirus, et le taux de pauvreté est passé de 28,6 % en 2015 à 26,3 % en 2020. Les relations avec le FMI se sont améliorées sous sa présidence, et l'institution a accordé une aide de 372,4 millions de dollars au pays en novembre 2021 afin de l'aider à absorber l'impact de la pandémie de Covid-19.

Les infrastructures seront au centre des préoccupations gouvernementales en 2022. Un chemin de fer est en cours de construction, de même qu'un barrage de 2 115 MW dans une réserve naturelle et un oléoduc pour relier les champs pétrolifères du lac Albert, en Ouganda. Pour faire face à la hausse de la demande de ciment, la société chinoise Huaxin a investi 145 millions de dollars dans la modernisation de son usine, qui en produit 1,6 million de tonnes chaque année. Des pourparlers sont en cours avec Sichuan Hongda concernant son projet d'investissement de 3 milliards de dollars dans la mine de charbon de Mchuchuma et dans le gisement de fer de Liganga.

Nombre d'habitants **59,73 millions**

PIB par habitant **1 077 $**

Espérance de vie **65,5 ans**

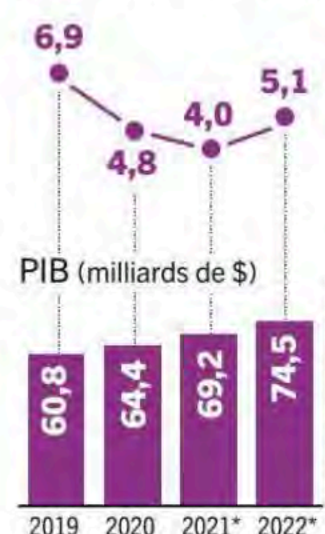
Alphabétisation **78 %**

Inflation **3,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **163e**

Investissements directs étrangers **1 013 millions de $**

Dernier changement de président **2021**



L'électricité rationnée

Dans le secteur de l'or, Barrick devait atteindre ses objectifs de production 2021 dans ses sites de North Mara et Bulyanhulu grâce à de nouvelles machines et à des opérations d'exploration. Shanta Gold a prolongé la durée de vie de son site de New Luika et démarrera l'exploitation du gisement de Singida en 2023, ce qui devrait lui permettre de produire 100 000 onces par an. La valeur de l'or tanzanien a chuté à 459,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2021, contre 529 millions au même trimestre de 2020, en partie à cause de la baisse de la production et des prix. Par ailleurs, 600 000 mineurs artisanaux contribueraient aux activités des réseaux de contrebande, qui échappent à l'impôt.

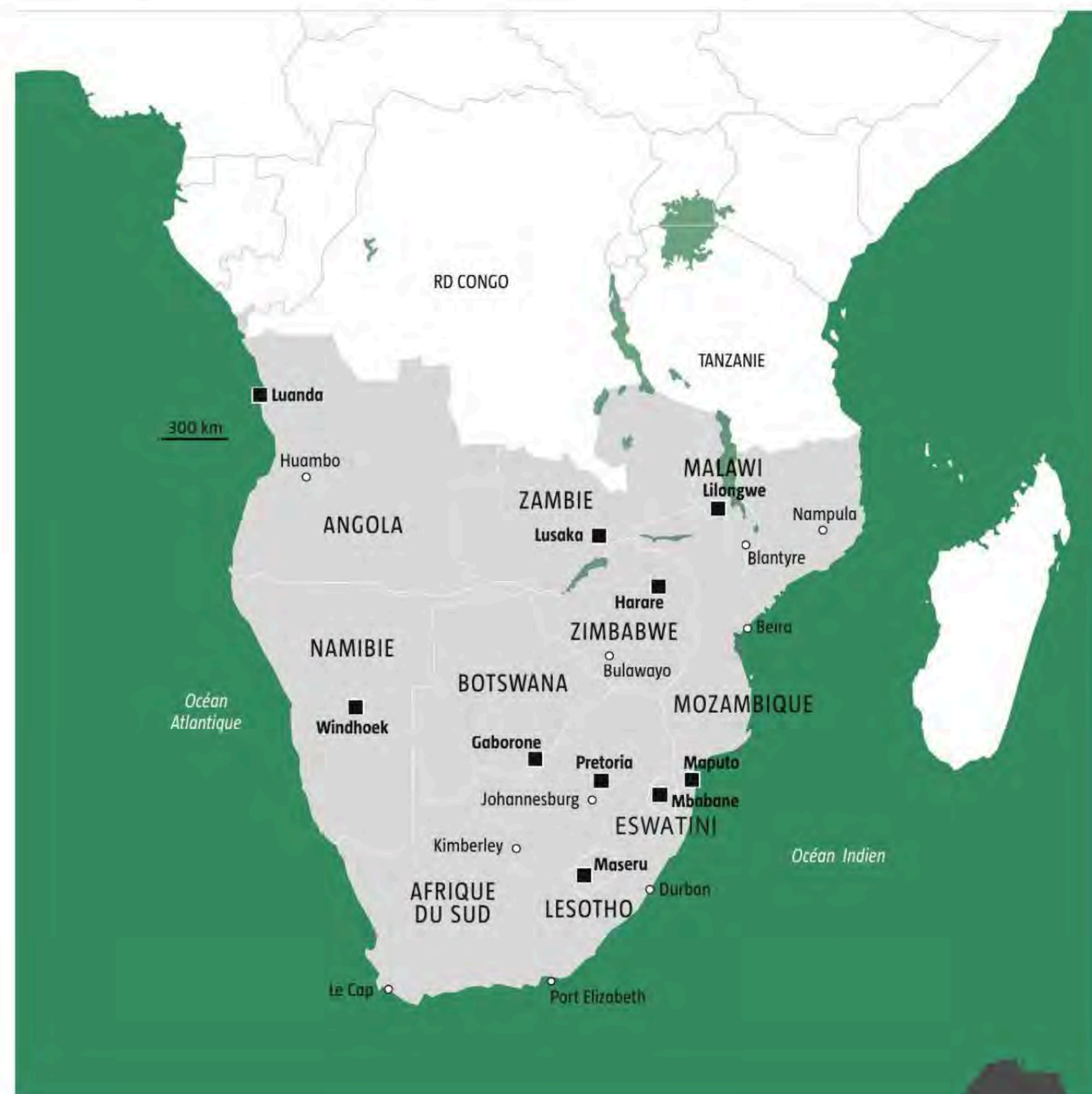
Selon Human Rights Watch, personne n'a été jugé pour les violences liées aux élections de 2020 à Zanzibar, qui ont fait au moins 14 morts.

Côté énergie, la demande d'électricité est supérieure à l'offre, et la compagnie nationale doit la rationner en période de pointe. La sécheresse ayant ralenti la production hydroélectrique en 2021, le gouvernement veut diversifier les lieux et les types de production.

Dans le domaine de l'aérien, la présidente Hassan a été plus active que son prédécesseur, avec la relance des vols d'Air Tanzania entre Dar es-Salaam et Nairobi en novembre, après plus de vingt ans d'absence. La Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya s'efforcent de supprimer les barrières commerciales et de régler leurs différends.

Enfin, l'agriculture représente 27 % du PIB et 24 % des exportations. Le pays vise l'autosuffisance en sucre d'ici à 2025. Kilombero Sugar est en pleine expansion, tandis que Bagamoyo Sugar et Mkulazi Holding lancent leur production. ●

AFRIQUE AUSTRALE



320 **Afrique du Sud**
321 **Angola**
322 **Botswana**
323 **Eswatini**
324 **Lesotho**
325 **Malawi**
326 **Mozambique**
327 **Namibie**
328 **Zambie**
329 **Zimbabwe**

Afrique du Sud
Des progrès à pas comptés

- Depuis son arrivée au pouvoir, en 2018, Cyril Ramaphosa a progressivement affaibli ses rivaux
- Ses réformes économiques se heurtent à de grandes résistances, même au sein du gouvernement

À la tête du pays depuis quatre ans, Cyril Ramaphosa doit lutter contre les crises économique et sanitaire que traverse l'Afrique du Sud tout en faisant face à ses détracteurs au sein du Congrès national africain (ANC). Il devrait néanmoins en conserver la direction lors des élections qui se tiendront durant la conférence nationale du parti, prévue en décembre 2022.

Le nom d'un éventuel challenger est moins aisé à définir. L'une des candidates possibles est la ministre du Tourisme, Lindiwe Sisulu. Si la fille de feu Walter Sisulu, ancien pilier de l'ANC, se présente, elle aura le soutien de la faction pro-Jacob Zuma du parti, et peut-être aussi celui de la Ligue des femmes. Elle ne pourra toutefois compter sur celui d'aucune province, appui clé pour obtenir le poste convoité.

L'ANC pourrait aussi devoir élire un nouveau secrétaire général. Ace Magashule, l'actuel titulaire du poste, est accusé d'avoir facilité le détournement de fonds destinés au développement agricole lorsqu'il était Premier ministre du Free State, ainsi que de corruption, de blanchiment d'argent et de fraude dans le cadre d'un projet de logement. Son procès doit démarrer en 2022.

Sur le front de l'opposition, l'Alliance démocratique, dirigée par John Steenhuisen, et les Combattants pour la liberté économique, de Julius Malema, cherchent à étendre leur influence aux niveaux local et national après les élections municipales de novembre 2021. Les troubles de juillet dernier dans les provinces du KwaZulu-Natal et du Gauteng, déclenchés par l'emprisonnement de Jacob Zuma, ont causé pour plus de 20 milliards de rands (1,15 milliard d'euros) de dommages. Ramaphosa a promis que les coupables seraient traduits en justice, mais aucune arrestation majeure n'a eu lieu.

S'il veut convaincre les investisseurs de venir, le chef de l'État doit restaurer la bonne réputation du pays. L'ANC devra ainsi assumer le rapport que présentera, à la mi-2022, la commission d'enquête sur la corruption pendant les années Zuma. Mais avant, en février, le ministre des Finances, Enoch Godongwana, prononcera son premier discours sur le budget. La hausse record des prix des matières premières, en particulier de ceux du platine et du palladium, a sauvé la balance des paiements en 2021, mais ce boom pourrait toucher à sa fin. Les recettes fiscales supplémentaires ont notamment permis de financer un programme de subventions sociales dans le cadre de la gestion de la crise due à l'épidémie de Covid-19, et de payer une partie des dommages causés par les troubles survenus en juillet.

Nombre d'habitants **53,3 millions**

PIB par habitant **5 091$**

Espérance de vie **64,1 ans**

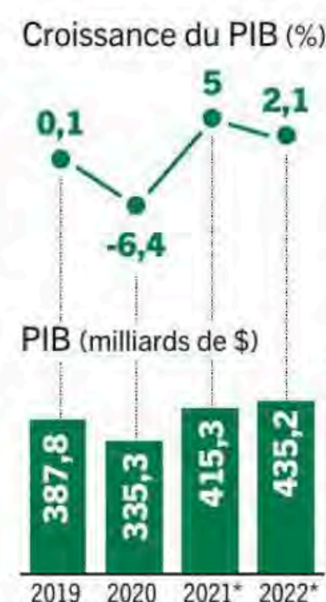
Alphabétisation **87 %**

Inflation **3,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **114e**

Investissements directs étrangers **3 106 millions de $**

Dernier changement de président **2018**



Réduction du déficit budgétaire

Le pays a également pu réduire son déficit budgétaire. La dette publique pourrait donc rester inférieure à 80 % en 2022, au lieu de s'envoler à 90 % comme on le craignait. Toutefois, le service de la dette absorbe 20 % des dépenses publiques. L'économie devrait poursuivre sa lente remontée en 2022, avec une croissance d'environ 2 %. Un taux néanmoins trop faible pour contenir l'augmentation du chômage. Le coût des aides sociales va croître lui aussi, tandis que l'assiette fiscale se rétrécit, en partie à cause de l'émigration des « cols blancs ».

L'ANC devra assumer le rapport que présentera, à la mi-2022, la commission d'enquête sur la corruption durant les années Zuma.

Du point de vue énergétique, l'Afrique du Sud peine à faire face à ses besoins. La plupart de ses centrales à charbon sont anciennes, et les plus récentes (Medupi et Kusile) n'ont jamais fonctionné à pleine capacité. Alors que Cyril Ramaphosa semble prêt à accélérer la transition vers les énergies renouvelables, le ministre de l'Énergie, Gwede Mantashe, ralentit le processus en usant du concept largement discrédité de « charbon propre ». En parallèle, il s'évertue à freiner le démantèlement de la compagnie énergétique publique Eskom. Toute avancée dans le domaine de l'énergie s'annonce donc, en 2022, douloureusement lente. ●

Angola
L'année de tous les dangers

- Malgré les nombreuses réformes engagées, le miracle économique promis par João Lourenço n'a pas eu lieu
- C'est sur fond de mécontentement social et dans un contexte politique tendu que se tiendra la prochaine présidentielle

Cette année, davantage que les précédentes, il va falloir jouer serré. C'est ce que doit se dire le président angolais, João Lourenço. Arrivé au pouvoir en 2017 après trente-huit années de règne dos Santos, le chef de l'État doit déjà redoubler d'efforts pour sécuriser un second mandat. En effet, même si les prochaines élections générales ne se tiendront qu'au second semestre de 2022, la précampagne bat son plein depuis plusieurs mois. Et, dans un pays qui languit de sortir de la crise économique et où opposition et société civile tancent chaque jour un peu plus le parti présidentiel (le MPLA), l'avenir n'a jamais été aussi incertain. Pour Lourenço, engagé dans une course d'obstacles, l'année 2022 est celle de tous les dangers.

Premier écueil, le président-candidat va devoir défendre son bilan. Or ses premières années de mandat ont été marquées par des difficultés. Si l'exécutif a lancé nombre de réformes, mis le holà à la corruption et redoré l'image de l'Angola sur la scène internationale, auprès des bailleurs de fonds et des investisseurs, la promesse de Lourenço d'être « l'homme du miracle économique » n'a pas été tenue. La chute des cours du pétrole, à partir de la mi-2014, puis la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 ont mis l'économie à terre : le pays a connu en 2021 sa sixième année consécutive de récession, – 0,7 %, après – 5,2 % en 2020, synonyme de flambée de l'inflation, du chômage et de la pauvreté.

Deuxième problème, le camp présidentiel est fragilisé alors que l'opposition, elle, surfe, sur le mécontentement social. La croisade anticorruption de Lourenço a divisé son camp, entre pro-dos Santos et pro-Lourenço. Et, malgré le signe d'apaisement envoyé par le retour à Luanda de José Eduardo dos Santos, en septembre 2021, la sérénité n'est pas encore de mise.

Dans le même temps, le principal parti d'opposition, l'Unita, fait bloc autour de son chef, Adalberto Costa Júnior, qui a pris en octobre la tête du Front patriotique uni, alliance de l'Unita et de deux autres partis, pour arracher l'alternance en 2022.

C'est dans ce contexte tendu que « JLo », le surnom de João Lourenço, doit assurer sa réélection. Pour ce faire, il peut compter sur de vieilles recettes. Même déstabilisé, le MPLA, omniprésent dans le pays, reste une formidable machine électorale et un puissant appareil de propagande.

Nombre d'habitants **32,9 millions**

PIB par habitant **1 896 $**

Espérance de vie **61,2 ans**

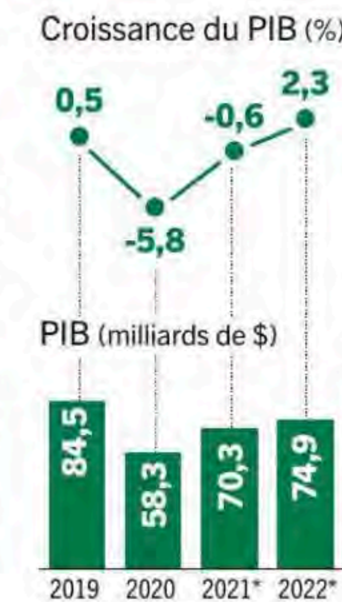
Alphabétisation **66 %**

Inflation **17,1 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **148e**

Investissements directs étrangers **– 1 866 millions de $**

Dernier changement de président **2017**



Rééchelonnement de la dette

Sur le plan de la communication, le président, qui a déjà annoncé le retour de la croissance en 2022, va plaider l'indulgence face à un environnement extérieur adverse et défendre la nécessité d'un second mandat pour changer la vie des Angolais. Reste à savoir si ce message sera entendu et surtout si, après la tenue du scrutin, son résultat sera accepté sans déclencher violences ou soulèvements de rue – d'où le rôle crucial des forces armées traditionnellement acquises au MPLA.

Au-delà des élections, un défi de taille demeure pour Lourenço : la nécessité de tenir le rythme des réformes, de la privatisation des mastodontes publics à la diversification de l'économie en passant par l'assainissement du secteur bancaire. Sur tous ces fronts, il devrait bénéficier d'un contexte plus favorable avec la remontée du cours du pétrole, prévue pour durer.

Même répit du côté de la dette, le rééchelonnement négocié avec la Chine et les autres créanciers ne prévoyant la reprise des remboursements qu'à partir de 2023. Après avoir renoué avec succès avec le FMI, qui salue la modernisation en marche, Lourenço devrait encore pouvoir compter sur ce soutien de poids à l'avenir. Sa ministre des Finances, Vera Daves, a aussi indiqué travailler sur l'émission d'un eurobond en 2022.

C'est sur un dernier point que la situation est plus délicate : faire en sorte que les réformes aient au plus vite un impact sur les conditions de vie de la population. Cela signifie, entre autres, améliorer l'accès aux services de base, dont la santé et l'éducation, encourager l'essor des activités non pétrolières, qui créent des emplois, faciliter l'accès au crédit pour les projets solides, développer la production agricole afin d'enrayer la hausse des prix alimentaires. Potentiel tournant pour l'Angola, cela semble avant tout le seul moyen pour « JLo » de maintenir le contrôle sur son camp et de juguler les tensions sociales. ●

Botswana
Interminable face-à-face

- Le président ne ménage pas ses efforts pour neutraliser son prédécesseur
- La diversification économique est plus que jamais à l'honneur

Les prochaines législatives n'auront pas lieu avant 2024, ce qui laisse au président Mokgweetsi Masisi, élu au suffrage indirect, le temps de travailler sur son programme. Gaborone a décidé de se diversifier en passant d'une économie fondée sur les ressources à une économie fondée sur les compétences afin de faire du Botswana un pays à revenu élevé d'ici à 2036.

Le conflit personnel entre Masisi et son prédécesseur, Ian Khama, jette toutefois un voile sombre sur le pouvoir. En août, les tribunaux du pays ont rejeté, au motif que les preuves étaient fabriquées (ce qui a nui à l'image de l'administration Masisi), les poursuites engagées contre un agent des services de renseignements qui affirmait que l'ancien chef de l'État avait volé 10 milliards de dollars de fonds publics. En exil, Khama – aujourd'hui membre du Front patriotique du Botswana, un parti dissident – a déclaré à la fin de 2021 qu'il craignait d'être jeté en prison ou tué s'il revenait.

Le Parti démocratique du Botswana (BDP, au pouvoir) s'en prend désormais à l'ex-président par d'autres moyens. En novembre, les autorités ont arrêté l'ancien directeur des renseignements et de la sécurité (DIS), Isaac Kgosi, accusé de détention d'armes, ce qui laisse à penser qu'un coup d'État était en préparation. Selon l'opposition, la DIS n'est pas assez supervisée et porte atteinte à la vie privée des citoyens sous la direction de Masisi.

La campagne anti-Khama du président divise le BDP, d'après des sources au sein du parti. Masisi serait en désaccord avec le secrétaire général, Mpho Balopi, considéré comme un proche de Khama. Les tensions pourraient se révéler lors du congrès électif de la formation, en 2022. La Coalition pour un changement démocratique, de Duma Boko, est la plus grande force d'opposition au sein du Parlement, avec 15 sièges sur 65. L'un de ses membres, le Front national du Botswana, n'a pas demandé des comptes à l'équipe de Masisi de manière très virulente en raison de ses schismes internes.

L'économie a connu des hauts et des bas, avec une profonde récession en 2020 due à une baisse de la demande de diamants, puis un fort rebond l'année suivante. Le taux de chômage était de 24,5 % au début de 2021 – le plus élevé depuis des décennies. La crise du Covid-19 a durement affecté le tourisme. Le gouvernement a accordé une aide à 5 432 entreprises du secteur pour leur permettre de payer les salaires et de rester à flot.

Nombre d'habitants **2,35 millions**

PIB par habitant **1 291 $**

Espérance de vie **61,8 ans**

Alphabétisation **42 %**

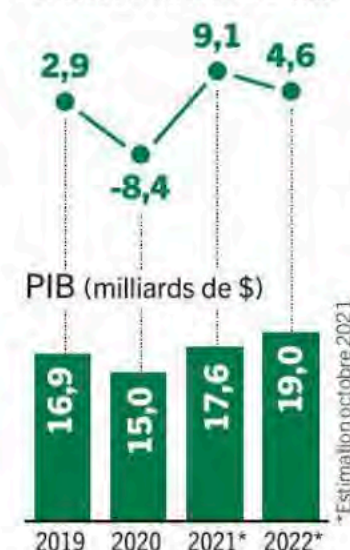
Inflation **1,9 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **158e**

Investissements directs étrangers **80 millions de $**

Dernier changement de président **2016**

Croissance du PIB (%)



Projets peu écologiques

De janvier à septembre 2021, Debswana, coentreprise à 50-50 entre l'État et le sud-africain De Beers, a déclaré des recettes d'exportation de 2,6 milliards de dollars, soit une hausse de 73 % par rapport à la même période en 2020. Au cours des quatre prochaines années, la production devrait augmenter grâce à l'exploitation minière souterraine. Le secteur minier attire les investissements. Vision Ridge Investments a exporté les premières cargaisons de minerai de fer de son site d'Ikongwe en octobre 2021, visant une production de 1 million de tonnes par an.

Le gouvernement a ignoré les appels des écologistes et poursuit ses projets dans le charbon. L'entreprise indienne Jindal Steel doit commencer la construction de sa mine de Mmamabula en 2022. Une fois opérationnelle, elle pourra en produire 4,5 millions de tonnes par an, destinées à l'exportation et à la production d'électricité nationale. Le gouvernement doit bientôt choisir un entrepreneur pour une centrale électrique au charbon de 300 MW. Parallèlement, Shumba Renewables lève des fonds pour un complexe solaire de 100 MW dans le Nord-Est.

L'ancien directeur des renseignements, Isaac Kgosi, a été accusé de détention d'armes, ce qui laisse à penser qu'un coup d'État était en préparation.

En octobre, le Botswana a reçu un coup de pouce du Groupe d'action financière (Gafi), qui l'a retiré de la liste grise des pays qui ne disposent pas de mesures adéquates pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. ●

Eswatini
Un roi sous pression

- Le gouvernement se dit prêt à discuter avec les militants prodémocratie
- Dans le cadre du programme du FMI, l'État procède à des coupes sombres dans les dépenses publiques

Alors que sévissent crises économique et sanitaire, le roi Mswati III a conservé son fastueux style de vie. Des séries de manifestations ont émaillé l'année 2021. La population réclame plus de démocratie, la création d'emplois, un meilleur système éducatif et l'amélioration des soins de santé ainsi que des infrastructures. En réponse, le monarque a promis le dialogue, mais de nombreux militants prodémocratie disent ne pas attendre grand-chose de sa part.

Le soulèvement avait commencé en réaction à la mort, en mai, de Thabani Nkomonye, un étudiant de 25 ans qui aurait été tué par la police. Les autorités avaient alors répondu aux appels à la réforme par des gaz lacrymogènes et des balles réelles. Selon des organisations de la société civile, des dizaines de personnes auraient été tuées au cours de cette année. Le régime a interdit les manifestations en octobre.

Les partis d'opposition sont eux aussi interdits. Malgré cela, le Mouvement démocratique uni du peuple, dont le secrétaire général est Wandile Dludlu, garde une présence forte sur le terrain. Les nouveaux Combattants pour la liberté économique du Swaziland (gauche radicale) se sont également employés à organiser les militants en Eswatini. Dludlu appelle le peuple à se soulever, car, selon lui, la médiation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) n'est pas en mesure de pousser le gouvernement à négocier. Il demande que les lois draconiennes du pays soient abrogées, que la violence politique cesse et que les partis soient autorisés à fonctionner avant que des pourparlers puissent avoir lieu avec un médiateur indépendant.

Les autorités, elles, répondent que des discussions seront entamées seulement une fois que la crise sanitaire aura pris fin. La manière dont se dérouleront les procès pour terrorisme de deux députés prodémocratie, Mduduzi Bacede Mabuza et Mthandeni Dube, pourra donner une idée de la future posture de Mbabane à cet égard.

Nombre d'habitants **1,16 million**

PIB par habitant **3 416 $**

Espérance de vie **60,2 ans**

Alphabétisation **88 %**

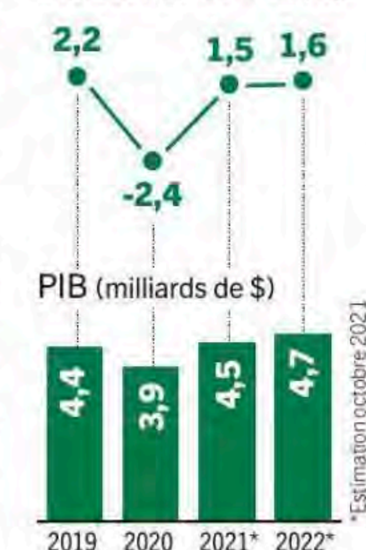
Inflation **2,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **138e**

Investissements directs étrangers **N/A**

Dernier changement de président **1986**

Croissance du PIB (%)



La pandémie de Covid-19 est arrivée à un moment où les indicateurs économiques, sociaux et sanitaires de l'Eswatini étaient déjà peu performants. Le pays a la plus forte prévalence de VIH au monde, et les statistiques les plus récentes de la Banque mondiale indiquaient un niveau de pauvreté de 58,9 %. Pendant des années, le FMI a conseillé au gouvernement de rationaliser ses dépenses, de réduire sa dette et de consacrer davantage de fonds aux investissements productifs. L'État a pourtant dépensé davantage, tandis que ses recettes provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe diminuaient.

Miser sur le sucre

Mbabane a demandé l'aide de l'institution de Bretton Woods pour faire face à l'impact économique de la crise sanitaire et s'est engagé en retour à procéder à des coupes budgétaires équivalant à 6,5 % du PIB jusqu'en 2023. Le gouvernement s'efforce de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations d'énergie et de combustibles fossiles. En 2021, le premier parc solaire d'Eswatini, d'une capacité de 13,5 MW, devait être mis en service à Lavumisa. En avril, l'Autorité de régulation de l'énergie a choisi Globeleq et le sud-africain Sturdee Energy pour construire des centrales solaires de 15 MW chacune à Balekane et à Ngwenya.

Selon des organisations de la société civile, des dizaines de protestataires auraient été tués au cours de l'année 2021.

Les principaux secteurs de l'économie sont le sucre, le bois, le textile et les services. Le roi, sa famille et leurs alliés y détiennent de vastes intérêts, et leurs entreprises ont été la cible des manifestations de 2021. La production de sucre devait augmenter de 1 % pour atteindre 700 000 tonnes lors de la récolte 2021-2022 grâce à de bonnes pluies et à une irrigation accrue. Mais c'est moins que la saison record 2018-2019, qui avait enregistré une production de 746 981 t. Le pays se classe au quatrième rang des producteurs d'or blanc du continent, et l'Eswatini Sugar Association appelle à davantage d'investissements dans les secteurs situés en aval, qui pourraient utiliser le sucre brut du pays. ●

Lesotho
Psychodrame au sommet

- Des élections doivent se tenir en septembre
- Maseru négocie avec le FMI, qui exige une réduction du nombre de fonctionnaires

L'année 2022 sera-t-elle placée sous le signe de la stabilité au Lesotho ? Le Premier ministre, Moeketsi Majoro, est parvenu à former son gouvernement de coalition. Il a été nommé à ce poste en mai 2020, après la démission de Tom Thabane à la suite de sa mise en cause dans l'assassinat de son ex-épouse – la justice l'a inculpé le 30 novembre 2021. Mais les tensions entre opposants et partisans de ce dernier ont provoqué de graves scissions au sein de leur formation politique, la Convention de tous les Basotho (ABC). Cependant, les défections de membres du parti et les votes de défiance au Parlement n'ont pas empêché Majoro et ses alliés du Congrès démocratique d'avancer dans le programme de réformes à mettre en œuvre avant les élections de septembre 2022.

En février 2020 a été créée l'Autorité nationale des réformes (ANR) afin de superviser ces dernières aussi bien dans la fonction publique, le système judiciaire ou au Parlement que dans l'économie, les médias ou la sécurité. Le tout afin de réduire l'instabilité politique. Toutefois, parvenir à un consensus sur la voie à suivre ne sera pas une tâche facile, et l'ANR a manqué son échéance initiale de juin 2021.

Au Parlement, le Congrès du Lesotho pour la démocratie, dirigé par Mothetjoa Metsing, constitue la plus importante formation d'opposition. Nqosa Mahao a quitté l'ABC en 2021 pour former le Parti d'action basotho. Il se montre très critique à l'égard de la Commission de justice transitionnelle censée s'occuper des crimes commis par des fonctionnaires, dont il craint qu'elle ne fasse dérailler le processus de réformes. Le cas de l'ancien commandant de l'armée, le lieutenant-général Tlali Kamoli, jugé pour meurtre et tentative de meurtre, est particulièrement préoccupant. Le Lesotho a l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde, et les responsables du système judiciaire se plaignent régulièrement de manquer de ressources pour y faire face.

Les performances économiques du pays sont médiocres, le PIB s'étant contracté chaque année entre 2017 et 2020. Le gouvernement négocie actuellement un programme à moyen terme avec le FMI pour s'attaquer aux problèmes structurels. Cela impliquera des coupes budgétaires douloureuses et politiquement sensibles, car le ratio masse salariale publique/PIB du Lesotho est parmi les plus élevés du monde. Le pays est également fortement tributaire des recettes de l'Union douanière de l'Afrique australe, qui entend moderniser son processus fiscal et améliorer le recouvrement des recettes.

Cannabis de haute qualité

Sous la pression conjuguée du changement climatique et de la pandémie, l'insécurité alimentaire va persister en 2022 : plus de 500 000 personnes en souffrent déjà dans le pays, selon le Programme alimentaire mondial. En outre, les tarifs vont augmenter dans le secteur de l'énergie pour compenser les pertes de 2021. La crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a également eu un impact sur la demande dans le textile et entraîné la perte de plus de 4 000 emplois.

Le pays a l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde, et les responsables du système judiciaire se plaignent de manquer de ressources pour y faire face.

La croissance devrait repartir grâce au projet d'approvisionnement en eau des hauts plateaux du Lesotho, en phase II, et à celui de la centrale solaire de Mafeteng, qui devraient être mis en œuvre à grande échelle en 2022. Le projet solaire de Frazer Solar pose, en revanche, un gros problème. La société allemande, qui affirmait que Maseru n'avait pas respecté l'accord signé, a poursuivi l'État en justice et obtenu, en 2021, que le pays lui verse 60 millions de dollars.

L'industrie du cannabis pourrait elle aussi constituer une importante source de revenus. Highlands Investments expédie ainsi depuis le Lesotho du THC et du CBD de haute qualité médicinale. ●

Nombre d'habitants **2,14 millions**

PIB par habitant **861 $**

Espérance de vie **54,3 ans**

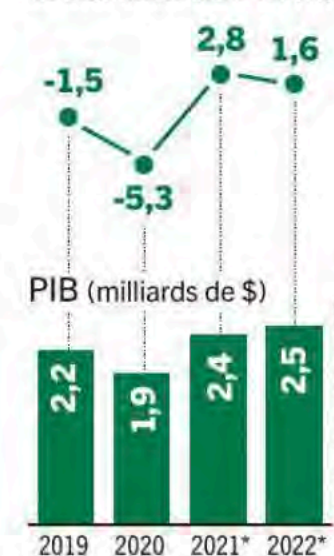
Alphabétisation **77 %**

Inflation **5 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **165e**

Investissements directs étrangers **102 millions de $**

Dernier changement de président **2020**



Malawi
Contre vents et marées

- La rue met le président Lazarus Chakwera en demeure de tenir ses promesses
- Le gouvernement veut en terminer avec la dépendance du pays à la culture du tabac

En fonction depuis juin 2020, le gouvernement est sous pression. Des manifestations ont eu lieu en novembre pour exiger du Parti du congrès du Malawi (MCP, au pouvoir) qu'il tienne sa promesse de lutter contre la faim, le chômage et la corruption. L'inflation a frôlé les deux chiffres à la fin de 2021. Le leader de l'opposition, Kondwani Nankhumwa, du Parti démocratique progressiste, a demandé au président Lazarus Chakwera de démissionner.

Dans sa lutte contre la corruption, le chef de l'État rencontre des obstacles. Il a limogé en juillet son procureur général et s'est débarrassé de son ministre de l'Énergie, Newton Kambala, ainsi que de deux de ses principaux collaborateurs en août, arrêtés pour avoir tenté d'aider des entreprises à remporter des marchés publics d'importation de carburant. Le Bureau de lutte contre la corruption a indiqué que le nombre de cas qui lui étaient soumis avait presque doublé.

Le vice-président, Saulos Chilima, du Mouvement pour la transformation unie, a déclaré que l'accord qu'il avait conclu en 2020 avec Chakwera pour former l'Alliance Tonse lui permettrait de briguer la magistrature suprême en 2025, mais que le président pourrait lui aussi se présenter.

L'agriculture constitue l'une des préoccupations phares du gouvernement. Selon le chef de l'État, l'augmentation de la production et de la valeur ajoutée est la clé de la transformation économique visée par son plan décennal, inauguré en novembre 2021. Il a fixé un objectif d'autosuffisance alimentaire pour 2030. Le pays a aussi diversifié ses cultures en légalisant le cannabis à des fins médicinales il y a deux ans.

Produit phare, le tabac enregistre une progression avec 123,7 millions de kilos vendus au cours de la saison 2021, contre 114 millions l'année précédente. Ses revenus ont également augmenté, passant de 175 millions en 2020 à 197,1 millions de dollars en 2021. Mais les agriculteurs s'inquiètent des évolutions de la consommation, qui pourraient affaiblir la demande à long terme, et le gouvernement discute avec les parties prenantes sur la manière de les aider à développer de nouvelles cultures.

Le FMI conseille de renforcer la collecte des recettes et de diminuer les dépenses inutiles afin de réduire la dette – qui a tendance à augmenter – ainsi que de libérer des fonds pour les infrastructures et les programmes sociaux. L'institution souhaite également une réforme du programme « Affordable Inputs », qui prévoit des subventions pour les engrais et autres intrants.

Perspectives minières

L'État fait pression pour que les prêts bancaires soient plus accessibles. En 2021, la Banque centrale avait fixé un taux d'intérêt de 12 %, mais les établissements commerciaux avaient monté leurs taux jusqu'à 23 %.

La production d'électricité du pays est faible, et les coupures de courant sont fréquentes, car les responsables politiques ont dû choisir entre financer l'hydroélectricité et l'irrigation. D'autres énergies renouvelables sont envisagées, et, en novembre, le gouvernement a accordé une licence d'exploration à Kalahari GeoEnergy, qui souhaite développer une usine géothermique à Chiweta, dans le nord du pays.

La centrale solaire de 60 MW de Salima a été mise en service en novembre. L'entreprise indienne NTPC travaille également sur un parc solaire de 100 MW. La construction de la première partie de l'interconnexion électrique avec le Mozambique a été reportée à 2023.

Le chef de l'État a limogé son procureur général et s'est débarrassé de son ministre de l'Énergie, Newton Kambala.

Les sociétés d'exploration s'intéressent aux perspectives minières inexploitées du Malawi. Akatswiri Mineral Resources et Altona Rare Earths prévoient de lancer le forage de la mine de terres rares de Chambe au début de 2022. Mkango Resources devrait achever l'étude de faisabilité de son projet de Songwe Hill, et Sovereign Metals espère exploiter le rutile et le graphite de Kasiya, dont les résultats d'essais sont qualifiés de « remarquables ». ●

Nombre d'habitants **19,13 millions**

PIB par habitant **625 $**

Espérance de vie **64,3 ans**

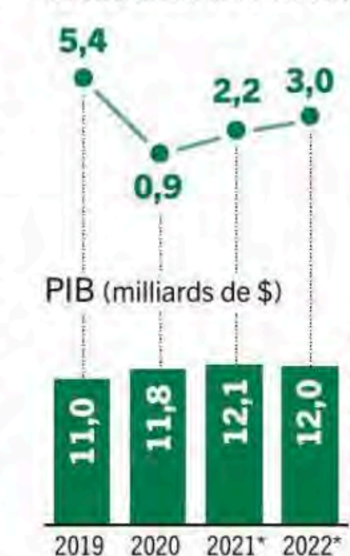
Alphabétisation **62 %**

Inflation **8,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **174e**

Investissements directs étrangers **98 millions de $**

Dernier changement de président **2020**



Mozambique
Nyusi a du pain sur la planche

- Les affrontements se poursuivent dans la province de Cabo Delgado
- Les investissements dans le gaz naturel sont largement tributaires de la situation sécuritaire

En vue des élections de 2024, le président Filipe Nyusi et le Frente de Libertação de Moçambique (Frelimo), le parti au pouvoir, ont beaucoup à faire pour convaincre. La crise dans la province de Cabo Delgado, les conséquences du scandale des prêts opaques pour 2 milliards de dollars et les difficultés économiques du pays figurent en bonne place sur la liste des problèmes à résoudre. Comme le chef de l'État doit quitter ses fonctions à la fin de son second mandat, la concurrence pour lui succéder devrait s'intensifier.

Les forces armées mozambicaines ainsi que les troupes du Rwanda et du Comité de développement de l'Afrique australe (SADC) luttent contre les rebelles islamistes du Nord. La résolution de ce conflit est devenue une priorité pour le gouvernement, car les entreprises internationales veulent exploiter les réserves de gaz naturel de la région. Les forces progressent sur le terrain, mais une solution uniquement militaire ne permettra pas de s'attaquer aux causes profondes de la crise, notamment la marginalisation et le manque de développement. En 2021, la Banque mondiale a fait don de 200 millions de dollars à l'État pour des projets de développement et de reconstruction dans le Nord.

Le scandale de la dette cachée révélée en 2016 n'a pas fini de faire parler. Un procès visant dix-neuf personnes a débuté en août, mais des militants de la société civile regrettent l'absence sur le banc des accusés des plus hauts responsables impliqués. À la fin de 2021, les tribunaux sud-africains ont décidé que l'ancien ministre des Finances, Manuel Chang, devait être extradé pour être jugé aux États-Unis plutôt qu'au Mozambique.

Le Frelimo et le principal groupe d'opposition, la Resistência Nacional Moçambicana (Renamo), ont travaillé à la mise en œuvre de leur accord de paix de 2019, par lequel l'ancien groupe rebelle a accepté de mettre fin à la lutte armée. En octobre, les forces de défense et de sécurité ont tué Mariano Nhongo, le leader de la junte militaire du Renamo qui voulait poursuivre le combat. Ossufu Momade, le chef de la junte, en appelle les membres à rejoindre le processus de démobilisation et le gouvernement à respecter les termes de l'accord de 2019.

Nombre d'habitants **31,3 millions**

PIB par habitant **449 $**

Espérance de vie **60,9 ans**

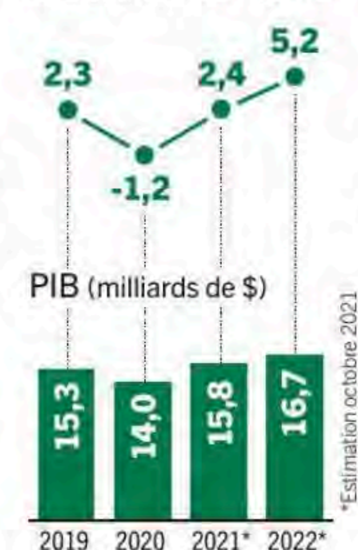
Alphabétisation **61 %**

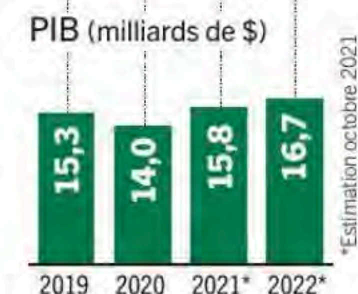
Inflation **2,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **181e**

Investissements directs étrangers **2 337 millions de $**

Dernier changement de président **2015**





14 tonnes d'or et de bijoux

La situation sécuritaire conditionnera la croissance économique de l'année qui commence, tout comme les décisions d'investissements dans les grands projets. Or l'américain ExxonMobil a semblé avoir des doutes concernant sa future usine de gaz de Rovuma, d'un coût de 30 milliards de dollars. L'État, qui a emprunté au-delà de ses capacités de remboursement, devrait quant à lui s'engager dans une politique de réduction des dépenses. Le FMI a prévu que la dette du Mozambique atteindrait 133,6 % du PIB en 2021.

L'Afrique du Sud joue un rôle diplomatique et commercial majeur au Mozambique. La société pétrochimique sud-africaine Sasol effectue ainsi des travaux d'exploration dans son champ terrestre de Pande. Maputo prévoit un nouveau cycle d'appels d'offres pour les blocs pétroliers et gaziers. L'exploitation minière suscite également l'intérêt des investisseurs internationaux, le Mozambique étant un important exportateur de charbon. Rio Tinto travaille sur son projet de sables minéraux lourds de Mutamba. Et Tirupati Graphite étudie le développement de sa mine de Balama Central. Pendant ce temps, les autorités s'efforcent de réglementer les opérations artisanales. L'État estime que les contrebandiers ont sorti du pays 14 tonnes d'or et de bijoux entre janvier et novembre 2021.

Dix-neuf personnes sont jugées dans le cadre de l'affaire retentissante de la dette cachée, un scandale révélé en 2016.

Les investisseurs parient sur un éventuel rebond du tourisme une fois que la pandémie de Covid-19 aura pris fin ou sera mieux gérée. Des promoteurs sont en train d'aménager la réserve de 150 000 ha de Karingani, dans le Sud, en ciblant le marché des voyages de luxe. ●

Namibie
Haro sur la Swapo !

- Le parti au pouvoir pourrait se retrouver en difficulté lors des scrutins de 2024
- L'exploitation minière et le tourisme durement affectés par la pandémie

Les prochaines élections générales sont prévues en 2024, et le président Hage Geingob prépare sa succession tout en écartant les rumeurs selon lesquelles il pourrait être tenté de briguer un troisième mandat. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo), au pouvoir, n'est plus aussi populaire : elle a perdu du terrain lors des élections nationales de 2019 et des municipales de 2020. Si la Constitution interdit à Geingob de briguer à nouveau la magistrature suprême après avoir effectué deux mandats, rien ne lui interdit en revanche de tenter de garder les rênes de la Swapo. Ce qui compliquerait les choses pour la ministre des Relations internationales, Netumbo Nandi-Ndaitwah, vice-présidente du parti, qui souhaite prendre la tête de la formation.

Les Patriotes indépendants pour le changement (IPC, principal parti d'opposition) ont obtenu de bons résultats lors des dernières élections. Leur leader, Panduleni Itula, avait fondé sa campagne sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Une coalition comprenant l'IPC dirige la capitale, Windhoek, depuis la fin de 2020. Ce devrait être l'occasion pour l'opposition de montrer comment elle gérerait le pays au niveau national, mais jusqu'à présent, ses membres se disputent en public.

La Namibie mettra quelques années à se remettre de la chute de son PIB en 2020. Le chômage des jeunes est élevé, et les finances du gouvernement ont été mises à mal par la pandémie de Covid-19. Le chef de l'État mise sur le plan de prospérité Harambee II 2021-2025 pour renforcer l'économie, construire des infrastructures et créer des emplois. Axé notamment sur la progression sociale, il comprend des investissements dans l'éducation et le logement.

En attendant, le gouvernement réduit la masse salariale de la fonction publique afin de s'adapter à cette période de vaches maigres. Le FMI a accordé au pays une aide de 270,8 millions de dollars en mars 2021 pour faire face à la pandémie. L'exploitation minière et le tourisme ont souffert de la crise.

Nombre d'habitants **2,54 millions**

PIB par habitant **4 211 $**

Espérance de vie **63,7 ans**

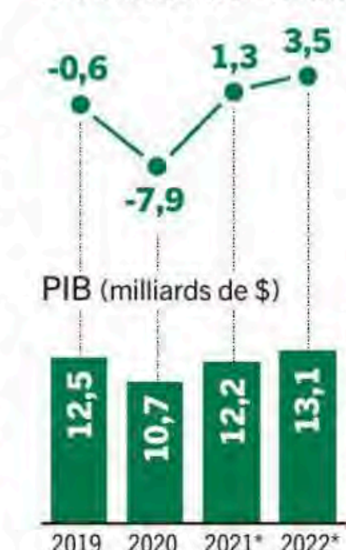
Alphabétisation **92 %**

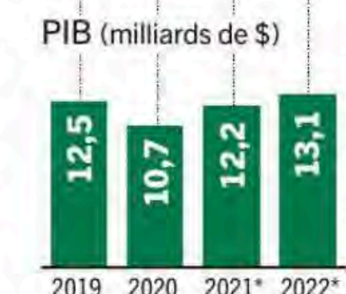
Inflation **2,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **130e**

Investissements directs étrangers **– 75 millions de $**

Dernier changement de président **2015**





Mais Namdeb, la coentreprise à parts égales entre Windhoek et la société sud-africaine De Beers, est parvenue à poursuivre sa coopération : l'extraction de diamants sur terre devait prendre fin en 2022 pour être remplacée par une exploitation des fonds marins, mais les deux parties ont conclu un nouvel accord pour poursuivre les opérations jusqu'en 2042.

L'une des mesures incitatives dont bénéficie De Beers est la réduction de la redevance versée à l'État, qui passera de 10 % à 5 % entre 2021 et 2025. En raison d'une hausse de la demande, la production de diamants a atteint 400 000 carats au troisième trimestre de 2021, soit une augmentation de 64,9 % par rapport à la même période l'année précédente.

Parcs éoliens et centrales solaires

En ce qui concerne l'uranium, la société russe Rosatom a demandé un permis pour en extraire dans l'est du pays. Les perspectives que représente l'exploitation de ce minerai dépendent des projets de centrales nucléaires sur des marchés importants comme la Chine et les États-Unis. Des entreprises chinoises exploitent des mines opérationnelles, tandis que de nombreuses compagnies australiennes sont dans la phase d'exploration.

Le gouvernement a réduit la masse salariale de la fonction publique afin de s'adapter à cette période de vaches maigres.

La Namibie dépend de l'électricité qu'elle importe de chez son voisin sud-africain et du pool énergétique de l'Afrique australe. Mais des projets dans les énergies renouvelables pourraient aider le pays à satisfaire une plus grande demande. Des parcs éoliens de 40 MW et 50 MW sont en cours de développement près de Lüderitz, ainsi que deux centrales solaires de 20 MW chacune, à Omburu et à Usakos.

L'uranium et les diamants constituent deux des principales exportations de la Namibie, mais beaucoup parient aussi sur le potentiel du pays en hydrocarbures. Le forage de Venus-1X dans le bloc 2913B en offshore profond, dirigé par TotalEnergies, a débuté en décembre. En matière de diversification des ressources naturelles, la société canadienne Gratomic devait lancer ses opérations dans le graphite à la fin de 2021. ●

Zambie
À l'épreuve du pouvoir

- La population attend le nouveau gouvernement au tournant
- Lusaka, qui a demandé une aide au FMI, renégocie sa dette

Élu en août 2021, Hakainde Hichilema promet des changements, mais seront-ils assez rapides et profonds pour rallier ses partisans ? En pleine crise économique et sanitaire, le chef de l'État, qui s'était déjà présenté cinq fois à l'élection présidentielle, a remporté la victoire contre son prédécesseur, Edgar Lungu, du Front patriotique (PF). Mais le Parti unifié pour le développement national (UPND, au pouvoir) n'a pas soulevé un grand enthousiasme aux législatives, où il n'a récolté que 46,2 % des voix, obtenant 82 des 185 sièges. Il devra donc travailler avec des membres indépendants du Parlement pour faire passer son programme.

Hichilema affirme qu'il va accélérer les changements – d'abord dans la fonction publique, les forces de l'ordre et une partie des médias d'État, toujours perçus comme fidèles au PF. Parmi ses proches conseillers figurent Munankupya Hantuba, PDG d'African Life Financial Services, et Valentine Chitalu, membre du conseil d'administration. Le choix des ministres des Finances, Situmbeko Musokotwane, et de la Justice, Mulambo Haimbe, sont critiques eu égard aux difficultés économiques et aux questions de corruption.

Des progrès ont été enregistrés, notamment une réduction des violences dues aux problèmes politiques et des engagements en faveur du développement des zones rurales en 2022. Le programme de récupération des actifs, l'un des piliers de la campagne de l'UPND, a déjà rapporté 63 millions de kwachas (3,2 millions d'euros). En matière de lutte contre la corruption, Hichilema a déclaré qu'il n'interviendrait pas dans le travail des forces de l'ordre, ce qui inquiète les militants de la société civile, qui craignent que, sans contrôle politique, les enquêtes soient bâclées.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne, entre autres, disent vouloir contribuer à l'avènement de l'« aube nouvelle » promise par le gouvernement. Mais ce soutien est à double tranchant car le PF réalimente de vieilles rumeurs, selon lesquelles Hichilema serait un sympathisant de l'Occident cherchant à promouvoir un programme « pro-gay », malvenu dans un pays défini comme chrétien par sa Constitution. La seule opposition forte émane du Parti socialiste, dirigé par l'ancien propriétaire de *Post Newspapers*, Fred M'membe. Son message, le « pouvoir révolutionnaire du peuple », orienté vers les jeunes, trouve un écho auprès de beaucoup, surtout dans les campagnes. Cependant, il affirme ne pas viser la présidence.

Nombre d'habitants
18,4 million

PIB par habitant
1 051 $

Espérance de vie
63,9 ans

Alphabétisation
87 %

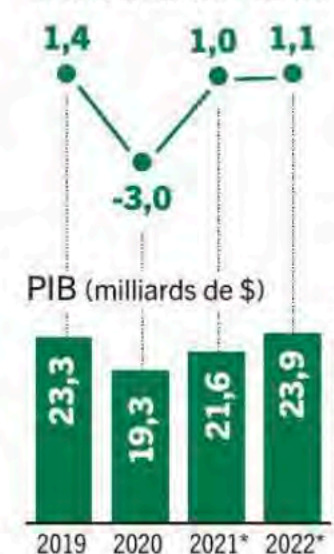
Inflation **15,7 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
146e

Investissements directs étrangers
234 millions de $

Dernier changement de président
2021

Croissance du PIB (%)



Transparence

Les Zambiens se sont rendus aux urnes en 2021 dans un contexte de deuxième crise de la dette, qui s'élève à plus de 14 milliards de dollars (11,7 milliards d'euros). L'économie est à la peine, avec des taux d'intérêt élevés, une inflation en hausse et un taux de change déprécié. Et le coût de la vie a grimpé en flèche. Mais Hichilema a tenu l'une de ses promesses : la transparence. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le gouvernement a publié des informations détaillées sur la dette. De quoi faciliter sa renégociation et l'obtention de nouveaux financements. Le budget 2022 sera axé sur les réformes fiscales pour remédier à la non-déductibilité des redevances minières, améliorer la génération de revenus, augmenter les dépenses sociales et le développement des PME. Cependant, Lusaka et le FMI ne sont toujours pas parvenus à trouver d'accord.

Le secteur agricole a bénéficié en 2021 de pluies abondantes, mais le Programme alimentaire mondial prévient que les prix élevés du maïs, les inondations et les nuisibles ont provoqué une insécurité alimentaire, dont 1,8 million de personnes souffrent. L'électricité fait aussi partie des priorités du gouvernement, car seulement 31 % de la population y a accès.

Du côté de l'exploitation minière, malgré les prix élevés du cuivre et la hausse de la demande dans les technologies vertes, l'industrie a décliné à cause de brusques changements de régimes fiscaux et de relations tendues avec l'ancien pouvoir. Le secteur contribue à 77 % de la valeur totale des exportations et à 27,8 % des recettes publiques. En novembre, le ministre des Mines, Paul Kabuswe, a annoncé qu'un audit des licences d'exploitation minière avait été lancé. Objectif : produire 3 millions de tonnes de cuivre par an d'ici à 2031. C'est bien loin des 882 061 t de 2020. Enfin, certains projets d'exploration vont de l'avant, l'australien CastilloCopper prévoyant de forer à Luanshya. ●

Zimbabwe
Mnangagwa maintient la pression

- À deux ans des élections, le président continue de réprimer plutôt que de réformer
- Inflation galopante, dévaluation… L'économie est à la peine

Emmerson Mnangagwa avait promis le changement après le renversement de Robert Mugabe, en 2017. Il a créé une plateforme composée des perdants de la présidentielle de 2018, le Dialogue des acteurs politiques, pour discuter des questions nationales. Mais, selon l'opposition, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Zanu-PF), au pouvoir, n'a pas changé ses habitudes. À l'approche des élections nationales de 2023, le chef de l'État et ses alliés recourent à la violence pour intimider l'opposition, dirigée par Nelson Chamisa, de l'Alliance du Mouvement pour le changement démocratique (MDC). Les partisans de Mnangagwa ont ainsi attaqué le convoi du leader de l'opposition dans la province de Masvingo, en octobre 2021, et l'auraient, selon des témoins, aspergé de gaz lacrymogène.

En interne, le chef de l'État est confronté à la concurrence de son vice-président, Constantino Chiwenga. L'homme, qui a orchestré la chute de Mugabe, cherche à consolider sa base de soutiens avant le congrès du parti, prévu en 2024, en vue de succéder à Mnangagwa.

Mais la disparition de ses lieutenants, les anciens ministres Sibusiso Moyo et Perrance Shiri, morts du Covid-19, semble l'avoir affaibli. Mnangagwa a profité de la majorité parlementaire de la Zanu-PF pour réformer la Constitution et affaiblir le poste de vice-président en avril. Chiwenga avait essayé de faire élire ses alliés à des postes influents au sein du parti, mais le président avait temporairement suspendu l'élection des comités de coordination des districts et des provinces.

Des cadres de la Zanu-PF ont par ailleurs tenté de voir s'il serait possible de destituer Mnangagwa avant les prochaines élections. Ses détracteurs soulignent ses liens avec l'homme d'affaires Kudakwashe Tagwirei, qui a bénéficié de nombreux accords commerciaux opaques avec le gouvernement et fait l'objet de sanctions américaines.

Nombre d'habitants
14,86 millions

PIB par habitant
1 128 $

Espérance de vie
61,5 ans

Alphabétisation
89 %

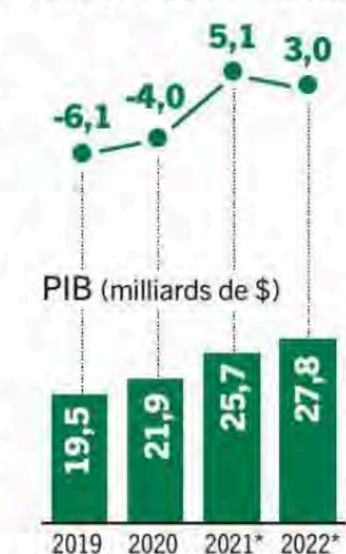
Inflation **10,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
150e

Investissements directs étrangers
194 millions de $

Dernier changement de président
2017

Croissance du PIB (%)



Au niveau économique, le pays manque de moyens pour faire face à la pandémie. Et il ne peut obtenir d'aide internationale suffisante en raison de sa dette historique auprès des institutions financières. Le FMI exige ainsi que Harare rembourse ses arriérés et accomplisse de sérieuses réformes économiques et de gouvernance avant d'intervenir.

Le gouvernement prévoit que l'inflation s'élèvera autour de 55 % à 65 % d'ici à la fin de 2022. En réaction, la Banque centrale a relevé son taux d'intérêt de référence à 60 % en octobre 2021. Un signe de son décalage avec l'économie réelle, car peu d'emprunteurs peuvent assumer des taux aussi élevés.

Bientôt la sécurité alimentaire ?

Le secteur manufacturier intensifie ses efforts pour obtenir des plans de sauvetage financés par l'État afin d'endiguer une crise aggravée par le Covid-19. Le ministre des Finances, Mthuli Ncube, souligne que reconstruire les chaînes de valeur des entreprises contribuerait à relancer l'économie.

Du côté du secteur agricole, la saison 2020-2021 a été marquée par de fortes pluies, qui ont permis une récolte de tabac exceptionnelle. L'industrie a gagné plus de 600 millions de dollars. En 2021, les ventes de tabac du Zimbabwe ont dépassé les 200 millions de kilos, tandis que la production de coton a augmenté de 100 %, atteignant 92 000 tonnes. Mais ces récoltes plus importantes n'ont pas suffi à endiguer les pénuries. Le Programme alimentaire mondial a averti fin 2021 qu'environ 5 millions de personnes souffriraient de la faim jusqu'au début de 2022 au moins. Le pays a cependant réussi à atteindre l'objectif de réserves stratégiques nationales de 1,5 million de tonnes de céréales. Et, selon les autorités, les agriculteurs sont en passe de cultiver 350 000 ha d'ici à 2024, ce qui devrait permettre d'assurer la sécurité alimentaire de la population, et même d'exporter.

Dans le domaine des mines, en revanche, la production d'or a chuté de 30 % entre 2020 et 2021, pour atteindre 3,98 tonnes au premier trimestre de l'an dernier, les revenus diminuant de 26 millions de dollars, pour tomber à 200 millions. Et la contrebande de métal jaune et autres minéraux précieux continue de saigner le secteur, qui est la principale source de devises du pays.

Du côté de l'or noir, la compagnie australienne Invictus Energy a fait naître l'espoir : le Zimbabwe disposerait de quantités commerciales de pétrole et de gaz naturel dans le bassin de Cabora Bassa, dans le Nord. Invictus prévoit de forer son premier puits en 2022. ●

the africa report

Understand Africa's tomorrow... today



Accédez en illimité à tous les contenus du site TheAfricaReport.com

Découvrez une sélection quotidienne des articles favoris de l'éditeur grâce à des newsletters exclusives

Consultez le magazine en version digitale 2 semaines avant sa parution en kiosque



OFFRES D'ABONNEMENT

ABONNEMENT STANDARD
Découvrez nos offres exclusives sur :
www.theafricareport.com/subscribe/

OFFRE ENTREPRISE – NOUVELLE OFFRE
Vos collaborateurs souhaitent lire *The Africa Report* ?
Contactez-nous : corporate@theafricareport.com

OCÉAN INDIEN



332 **Comores**
333 **Madagascar**
334 **Maurice**
335 **Seychelles**

Comores
À la recherche d'un consensus

- Croissance en berne et inflation font craindre au président Assoumani l'émergence de tensions sociales
- Pour les prévenir, il a ouvert des consultations en vue de l'organisation d'un dialogue national

Si la pandémie de Covid-19 a, semble-t-il, eu des conséquences sanitaires limitées, son impact économique se révèle être beaucoup plus sévère pour le pays. Et, par voie de conséquence, pour son président. En effet, si l'archipel n'a recensé que quelques centaines de cas depuis le démarrage officiel, en avril 2020, de la crise sanitaire – ce qui lui a permis, en juin, d'être classé par l'Union européenne (UE) parmi les rares destinations « vertes » du continent –, ses grands indicateurs macroéconomiques restent obstinément dans le rouge. Attendue à 3 %, la croissance n'a finalement progressé que de 0,2 % en 2020 et n'a pas dépassé 1,5 % à la fin de l'année dernière, pendant que l'inflation, qui a cumulé à près de 4 % en 2019, continue de peser lourdement sur le pouvoir d'achat des Comoriens.

Élu en 2016, puis réélu en 2019 – après avoir réformé la Constitution – sur la promesse de développer économiquement son pays et d'assurer le bien-être de sa population, Azali Assoumani n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour tenir ses objectifs. À la fin de 2019, il était à Paris pour lancer « la marche irréversible des Comores vers l'émergence », en présence des principaux bailleurs de fonds publics et privés du pays, qui promettaient de débourser 4,3 milliards de dollars. L'arrivée, quelques mois plus tard, de la pandémie brisait net la dynamique enclenchée, et aucun financement ne s'est depuis matérialisé. Pis, certains des acteurs économiques les plus significatifs de la place, comme les groupes français Duval, dans la banque, ou Eiffage, dans le BTP, viennent même de quitter l'archipel, maintenu au-dessus de la ligne de flottaison grâce aux contributions financières de la diaspora, qui, chaque année, représentent près de 15 % du PIB.

Si le secteur énergétique affiche quelques réussites, avec notamment la livraison des deux premières centrales solaires du pays, les investissements touristiques promis depuis 2016 par le groupe émirati Armada se font toujours attendre. Et, pour faire face à cette dégradation constatée de la situation économique et des tensions qu'elle peut engendrer à travers le pays, le président Assoumani n'a pas eu d'autres choix que de revoir son agenda politique. Le 26 août 2021, il a d'abord remanié le gouvernement, congédiant au passage ses ministres les plus influents et les plus expérimentés – dont les deux derniers membres encore présents de son équipe ministérielle de 2016 –, au profit d'une nouvelle génération. Le chef de l'État a surtout ouvert, à la mi-septembre, des consultations pour l'organisation d'un nouveau dialogue national avec l'opposition, sous l'égide de l'Union africaine.

Nombre d'habitants **870 000**

PIB par habitant **1 403 $**

Espérance de vie **64,3 ans**

Alphabétisation **59 %**

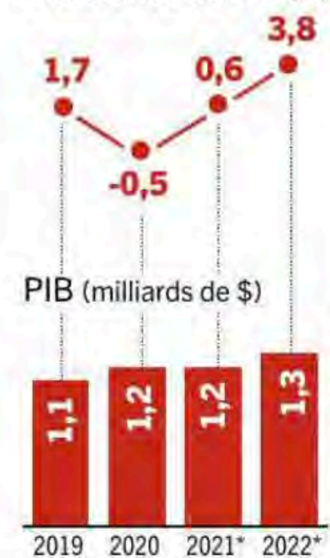
Inflation **4,3 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **156e**

Investissements directs étrangers **9 millions de $**

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)



Un pouvoir cadenassé

L'institution panafricaine a dépêché sur place son commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité, le Nigérian Bankole Adeoye, pour tenter de convaincre les principaux chefs de l'opposition d'accepter le rendez-vous proposé par la présidence. Ces derniers, échaudés par le dialogue de 2018, qui a abouti à une réforme constitutionnelle dont ils ne voulaient pas, ont pour l'instant répondu par une fin de non-recevoir à l'invitation que leur a formellement fait parvenir Azali Assoumani. Comme pour mieux riposter à un chef de l'État qui, ces dernières années, semble avoir surtout eu comme préoccupation de cadenasser son pouvoir.

Préférant gouverner par décrets, il a réduit la vie parlementaire du pays à sa plus simple expression, face à une opposition longtemps fragmentée et sans boussole depuis le maintien en résidence surveillée, il y a bientôt trois ans, de sa principale figure de proue, l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi. Seuls les responsables des différents partis regroupés au sein de l'Alliance de la mouvance présidentielle (AMP), lancée en décembre 2020, ont pour l'instant confirmé leur participation, dont Mohamed Daoudou, chef du parti Orange et principal allié d'Assoumani, qui lui a pourtant retiré, en août 2021, le ministère de l'Intérieur car il le soupçonne d'avoir ses propres ambitions pour la présidentielle de 2024.

En attendant la tenue éventuelle de ce dialogue national, destiné à apaiser le climat social, les Comoriens pourront s'enthousiasmer devant leur équipe nationale de football puisqu'elle vient de se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations (qui se déroulera au Cameroun du 9 janvier au 6 février 2022). Une première pour les Cœlacanthes ! ●

Madagascar
Zone de turbulences

- Fermetures d'entreprises, explosion du taux de chômage… La pandémie de Covid-19 a donné un coup d'arrêt à quatre ans de croissance
- En raison d'une interminable sécheresse, 2 habitants sur 5 seraient, selon le PAM, dans une situation d'insécurité alimentaire sévère

Pour le président Andry Rajoelina, après la victoire écrasante de son camp (IRK) aux sénatoriales de décembre 2020, avec plus de 76 % des suffrages, contre un peu plus de 14 % à l'opposition (Malagasy miara-miainga MMM), l'année 2021 avait bien commencé. Malheureusement, la pandémie de Covid-19, qui dure plus longtemps que prévu, est venue mettre un frein à quatre années de croissance économique. La fermeture des frontières internationales pendant plus d'un an (elles ont été rouvertes le 6 novembre 2021) – mesure destinée à lutter contre la propagation de l'épidémie – a isolé un peu plus le pays du reste du monde.

Résultat, cette situation inédite dans l'histoire de l'île, même durant le régime communiste très protectionniste de l'ère Ratsiraka (1975-1990), a provoqué la fermeture de nombreuses entreprises et l'explosion du taux de chômage. Les pertes d'emplois ont été estimées par la Banque africaine de développement (BAD) à 27 % dans le secteur formel en 2020. Madagascar occupe aujourd'hui le dixième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesse par habitant, avec un PIB par habitant de 554 dollars.

Certes, les entreprises minières et textiles ont su rebondir, mais la reprise reste incertaine pour la plupart des secteurs de l'économie malgache, notamment celui de l'agriculture.

Nombre d'habitants **27,7 millions**

PIB par habitant **496 $**

Espérance de vie **67 ans**

Alphabétisation **75 %**

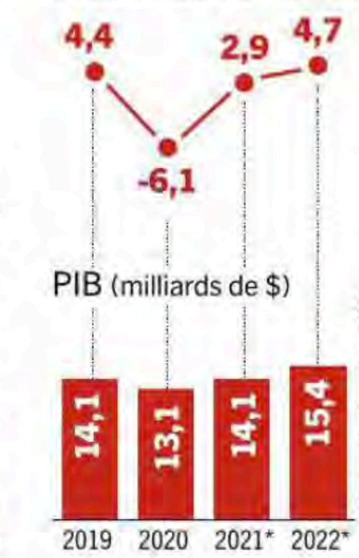
Inflation **4,2 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays) **164e**

Investissements directs étrangers **359 millions de $**

Dernier changement de président **2019**

Croissance du PIB (%)



Corruption, déforestation, malnutrition

Le pays vit la plus longue sécheresse de son histoire, selon un rapport d'Amnesty International publié à la fin d'octobre dans le cadre de la COP26. Pour l'Unicef, la malnutrition serait même liée à au moins 44 % des décès d'enfants de moins de 5 ans. Le président Rajoelina, déjà vivement critiqué par l'opposition pour sa gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19, notamment après avoir vanté les bienfaits d'un remède à base de plantes dont l'efficacité n'a jamais été scientifiquement prouvée, se serait bien passé de cette nouvelle famine (Kéré).

En 2021, deux habitants sur cinq, soit 1,13 million de personnes, seraient en situation d'insécurité alimentaire sévère, selon le PAM (Programme alimentaire mondial), notamment dans la région désertique et pauvre du sud de l'île.

Pour ne rien arranger, dans un climat politique délétère marqué par les affaires, notamment autour du sempiternel scandale du trafic de bois de rose, Andry Rajoelina aurait, le 20 juillet 2021, échappé à une tentative d'assassinat, déjouée de justesse par ses forces de sécurité.

Petite éclaircie

Pour reprendre la main, à désormais un peu plus d'un an des élections présidentielles de 2023, le président malgache semble déjà reparti en campagne. Après avoir inauguré en fanfare le nouveau stade Manarapenitra, à Mahitsy, il a ressorti dans l'urgence ses projets de grands travaux, notamment son plan Émergence pour sauver le « Grand Sud » : construction d'un immense pipeline pour acheminer de l'eau dans cette région aride et d'une usine de sachets d'eau potable pour approvisionner environ 60 000 personnes par jour. Parallèlement, 700 km de routes sont en train d'être réhabilitées. Enfin, pour éradiquer la malnutrition chronique, un centre de santé avec une banque alimentaire doit aussi voir le jour.

Face à la colère qui gronde, alors que plusieurs journalistes ont été inquiétés et plusieurs manifestations de l'opposition purement interdites dans la capitale, Rajoelina multiplie les sorties médiatiques, notamment autour des grands travaux. À Antananarivo, la capitale, l'État Malagasy a mis en place, en partenariat avec la Banque mondiale, le projet « branchement mora », qui vise à faciliter l'accès à l'électricité aux familles les plus vulnérables. Une mesure sociale importante qui pourrait permettre à l'ancien maire de la ville (2007-2009) de regagner le cœur de l'électorat populaire.

Enfin, petite éclaircie à l'horizon, la reprise des vols internationaux, couplée au lancement de la toute nouvelle compagnie Madagascar Airlines, devrait relancer le secteur du tourisme, particulièrement en crise ces derniers temps. Un peu d'oxygène pour le président Rajoelina, après l'interminable zone de turbulences que vient de traverser son pays. ●

Maurice
Question de confiance

- La sortie de l'île, en 2021, de la liste grise des paradis fiscaux de l'UE devrait rassurer les investisseurs du monde entier
- Touché par la pandémie de Covid-19, le tourisme reprend des couleurs au rythme de la reprise des liaisons aériennes avec le Moyen-Orient et l'Asie

L'année 2021 aurait pu être celle de la confiance retrouvée entre les Mauriciens et leur Premier ministre, Pravind Jugnauth. La démission, au début de février, du chef de la diplomatie, Nando Bodha, pour cause d'incompatibilité d'humeur, et celle, quelques jours plus tard, de Yogida Sawmynaden, le ministre du Commerce, dont le nom a été cité dans une affaire d'assassinat, semblent avoir un peu plus dégradé l'image du chef de gouvernement auprès de la population. Et le décès du père, Sir Anerood Jugnauth, le 3 juin, à l'âge de 91 ans, n'a en rien amélioré la légitimité du fils. Porté au pouvoir par l'ancien président et Premier ministre, dès 2017, au moment où ce dernier décidait de se retirer de la vie politique, l'héritier a certes remporté les législatives de 2019 sur son seul prénom, mais à l'issue d'un scrutin controversé qui fait aujourd'hui encore l'objet de contestations auprès de la Cour suprême. Il a ensuite été accusé de négligence après la marée noire provoquée par le naufrage du vraquier japonais *Wakashio*, en juillet 2020, au moment où l'économie du pays sombrait sous les assauts de la pandémie de Covid-19.

Bientôt à mi-mandat, Pravind n'a donc toujours pas convaincu qu'il pouvait endosser le costume porté pendant plus de dix-sept ans avec une certaine maîtrise par Anerood. Dans ce contexte, les municipales attendues en mars 2022 ressemblent déjà à un test d'envergure pour un Premier ministre bien décidé à garder son fauteuil lors des élections générales de 2024. Pour être en position de force d'ici là, le chef du gouvernement redessine les contours de sa majorité, ouvrant les bras aux opposants qui souhaitent rejoindre son camp, même s'il doit pour cela tourner le dos à ses anciens alliés.

Victorieuse en 2019, l'Alliance Morisien, créée la même année sur les cendres de l'Alliance Lepep, lancée cinq ans plus tôt pour soutenir Sir Anerood, est toujours en vie. Elle se fragilise cependant à mesure que les rapports conflictuels entre Jugnauth et l'ex-numéro deux de son gouvernement, Ivan Collendavelloo, poussent le premier à regarder ailleurs, notamment en direction de son opposant préféré, le leader du Parti travailliste, Navin Ramgoolam. Battu lors des dernières élections et atteint du Covid-19, l'ancien Premier ministre, âgé de 75 ans, semble affaibli, au point de n'être plus assuré de conserver le contrôle de son parti. Idem pour Paul Bérenger, autre dirigeant « historique » du pays, qui, à 76 ans, doit se résigner à voir son Mouvement militant mauricien jouer les utilités.

Nombre d'habitants
1,27 million

PIB par habitant
8 623 $

Espérance de vie
75 ans

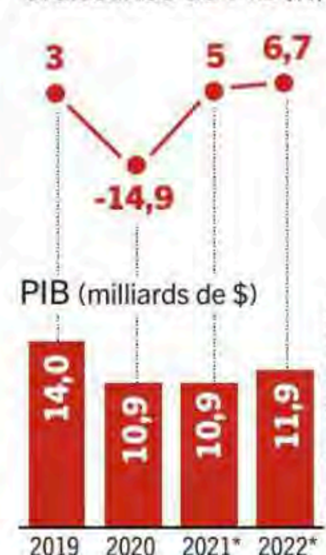
Alphabétisation
91 %

Inflation **2,6 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
66e

Investissements directs étrangers
246 millions de $

Dernier changement de président
2019



Grandes manœuvres politiques

La suspicion née du scrutin de 2019 a rejailli sur l'ensemble de la classe politique favorisant l'apparition de nouvelles figures, à commencer par Bruneau Laurette, révélé en tant que défenseur de l'environnement lors de la catastrophe du *Wakashio* et qui a lancé son propre parti en mars pour « réformer le système ». Si les grandes manœuvres politiques semblent avoir déjà commencé, la priorité pour le pays, et donc pour son Premier ministre, reste bien de relancer une économie sévèrement impactée par la pandémie. Sa situation sanitaire désormais sous contrôle avec plus des deux tiers de la population vaccinée, le pays a pu rouvrir ses frontières en octobre. Une bonne nouvelle pour le tourisme, qui représente chaque année 10 % du PIB et 20 % des emplois. Encore inférieurs de moitié à ce qu'ils étaient avant la pandémie, les chiffres de fréquentation augmentent au rythme de la reprise des liaisons aériennes avec le Moyen-Orient et l'Asie.

Le pays a plus que jamais les yeux braqués vers l'Est. Hier l'Inde, récemment rejointe par la Chine, dont les entreprises ont découvert les voies financières mauriciennes. L'arrivée de cette nouvelle clientèle a permis au secteur local de conserver la santé et de digérer l'inscription de Maurice sur la liste grise des paradis fiscaux de l'UE en 2020. Sa sortie de cette liste en octobre 2021 devrait redonner confiance aux investisseurs du monde entier. En s'appuyant sur un retour en forme attendu de sa place financière comme de son secteur touristique, Maurice pourrait enregistrer un taux de croissance compris entre 3 % et 7 % dès la fin de 2021, contre – 3 % en 2020. Il sera alors temps pour Pravind Jugnauth de mettre en place une véritable politique économique pour compenser les efforts budgétaires importants réalisés par l'État durant la pandémie. ●

Seychelles
Patience et longueur de temps…

- Après cinq échecs, Wavel Ramkalawan a mis fin en 2020 à plus de quarante ans de régime de parti unique
- La croissance, après un recul sans précédent, devrait atteindre 6,8 % en 2021

Wavel Ramkalawan, le président des Seychelles, connaît les vertus de la patience. L'ancien opposant, qui, en octobre 2020, s'était porté candidat à la présidentielle pour la sixième fois, a fini par l'emporter dès le premier tour face au président sortant, Danny Faure. Le représentant du Linyon Demokratik Seselwa (LDS) avait frôlé la victoire en 2015 face à James Michel – il avait été battu par 193 voix d'écart. L'élection de ce prêtre anglican a ainsi mis un terme au règne sans partage du United Seychelles (ex-Lepep), au pouvoir depuis 1977. Ramkalawan dispose également du soutien des députés : lors des législatives organisées en même temps que la présidentielle, son parti a obtenu 25 sièges et contrôle désormais les deux tiers de ce Parlement monocaméral.

Sa première année au pouvoir a sans surprise été marquée par la riposte à la pandémie. Les autorités en ont fait leur priorité. L'archipel a ainsi été l'un des premiers États africains à proposer la vaccination à sa population dès janvier 2021. Le président et plusieurs dizaines de personnalités – première dame, ministres… – avaient montré l'exemple en recevant une dose du vaccin chinois mis au point par le laboratoire Sinopharm. Quelques mois plus tard, le nombre de cas était toutefois reparti à la hausse. Les autorités avaient alors repris des mesures pour endiguer l'épidémie et multiplié les discours rassurants envers les touristes, pourvoyeurs de plus de 60 % du PIB. Et il semble qu'elles aient été entendues. « Les chiffres du tourisme ont plus ou moins atteint ceux de 2019, lorsque nous avions établi un record du nombre de visiteurs », s'était félicité Wavel Ramkalawan auprès de Seychelles News Agency quelques mois après la réouverture des frontières, en mars.

La reprise économique s'annonce donc aussi spectaculaire que la récession dont elle vient de sortir. En 2020, sous l'effet de la pandémie et de l'effondrement du tourisme, le PIB s'était contracté de 12,9 %, un recul sans précédent. Un an plus tard, ce n'est plus qu'un lointain souvenir : la croissance devrait atteindre 6,9 % en 2021, selon le FMI. « Avec le rebond des arrivées de touristes, une reprise en forme de V est désormais attendue », salue le FMI, louant les mesures prises par les autorités pour « atténuer les retombées économiques sur les entreprises et les ménages ». Mais, alerte néanmoins l'institution, la dette publique a fortement augmenté, et le taux d'inflation, qui devait atteindre les 10 % en 2021, devra lui aussi être surveillé de près.

Nombre d'habitants
98 000

PIB par habitant
11 425 $

Espérance de vie
73,4 ans

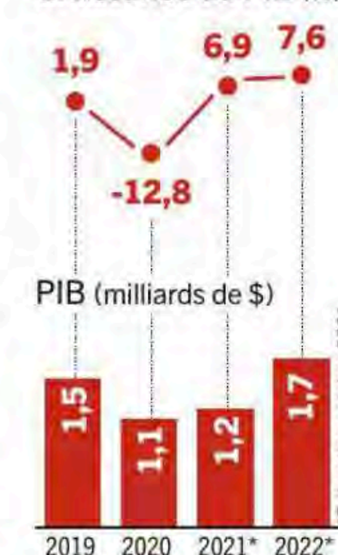
Alphabétisation
96 %

Inflation **1,8 %**

Indice de développement humain (sur 189 pays)
67e

Investissements directs étrangers
122 millions de $

Dernier changement de président
2020



Colère des syndicats

Face à la trop forte dépendance au secteur du tourisme, les autorités ont promis de diversifier l'économie en mettant l'accent sur les secteurs agricole et piscicole. Autre point faible de l'économie seychelloise : la grande vulnérabilité des 115 îles et îlots de l'archipel au changement climatique et à la montée des eaux constitue l'un des principaux défis pour le pays, prévient la Banque africaine de développement (BAD).

L'économie seychelloise devrait toutefois profiter du retrait du pays de la liste noire des paradis fiscaux de l'Union européenne (UE). Sans apporter pleine satisfaction à Bruxelles en la matière, l'UE a souligné que les Seychelles s'étaient « engagés à mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance fiscale ». Une décision critiquée par l'organisation internationale Oxfam, qui rappelle que l'archipel fut au cœur des Pandora Papers, l'un des derniers scandales fiscaux internationaux.

Sur le front social, Wavel Ramkalawan devra prendre garde à la grogne naissante après plusieurs mois de sacrifices demandés à sa population. En octobre, la suspension du treizième mois versé aux travailleurs du public et du privé, pour la deuxième année consécutive en raison de tensions budgétaires, a suscité la colère des syndicats. « La voix des travailleurs n'est pas entendue », avait déploré Antoine Robinson, secrétaire général de la Seychelles Federation of Workers Union.

La Banque mondiale a également plaidé en faveur d'une politique sociale plus protectrice. « Faute de mesures d'atténuation, le choc économique généré par la pandémie risque de frapper plus durement les populations pauvres », prévenait l'institution, préconisant « d'élargir l'accès à une éducation de qualité et au développement des compétences » pour améliorer le partage des fruits de la croissance. ●

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France



APPEL A CANDIDATURES

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, L'Institut Pasteur de Dakar va prochainement lancer la toute première usine de production de Vaccins COVID19 (MADIBA) et de tests rapides (DIATROPIX) de la sous-région. Ces projets majeurs vont contribuer à accroître les capacités de production médicale et des vaccins du continent.

Vous êtes un professionnel du secteur de la Santé. Vous aimez les défis. REJOIGNEZ NOUS.



POSTES A POURVOIR

- Directeur Financier et Comptable
- Head of Business Development
- Sr Adviser Digital Transformation
- Sr Program Manager
- Tech Transfer Manager
- Supply Chain Manager
- Communication Manager
- Manager Développement RH
- HR Business Partner
- Manager Formation
- Project Analyst |PMO
- Pharmacien Réglementaire
- Analyste Réglementaire
- Spécialistes QA| QC| HSE
- Spécialistes Maintenance
- Spécialistes Métrologie
- Spécialistes USP|DSP
- Chercheurs Biologistes
- Bilingual Office Manager

PROFIL REQUIS

- Vous êtes passionné de Recherche, d'Etudes et de Santé Publique
- Vous êtes doté d'un diplôme supérieur et d'expériences avérées
- Vous maitrisez le Français, l'Anglais
- Vous avez l'esprit Pasteurien

POSTULEZ !

www.pasteur.sn|talents@pasteur.sn

Nous ciblons les profils internationaux. Nous encourageons les candidats au SENEGAL et ceux issus de la diaspora Sénégalaise à postuler.
Seuls les candidats shortlistés seront contactés.



World Bank Group Integrity Vice Presidency
Recrutement : Enquêteur boursier sur le terrain - Afrique de l'Ouest

La **Vice-présidence de l'intégrité (INT)** du Groupe de la Banque mondiale (GBM) partage la mission générale du GBM qui consiste à lutter contre la pauvreté, d'accroître la prospérité partagée et de promouvoir un développement durable. Le mandat de l'INT est de détecter, prévenir et dissuader la fraude et la corruption dans l'utilisation des ressources financières du GBM et de s'assurer que ces ressources sont déployées efficacement au profit des personnes qu'elles sont censées aider.

Afin d'accroître sa présence et son impact en matière de lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest, l'INT propose deux postes d'enquêteur basés à Dakar, au Sénégal :

1. **Enquêteur boursier (Enquêteur - ReqID 14267)**
2. **Enquêteur boursier (Enquêteur analyste - ReqID 14268)**

Les enquêteurs boursiers seront affectés au département des Enquêtes de l'INT, *Investigations and Forensic Audits*, où leurs tâches comprendront, sans s'y limiter, la conduite d'enquêtes préliminaires et d'enquêtes complètes sur des allégations de fraude, de corruption, de collusion, de coercition et d'obstruction impliquant des opérations du GBM, principalement dans la région de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que la rédaction et la préparation de rapports d'enquête et de documents liés au contentieux.

Critères de sélection. Diplôme universitaire supérieur, ou équivalent, en droit, criminologie/justice pénale, affaires, administration publique, ou autre domaine pertinent. Une formation professionnelle et/ou une certification par examen est souhaitable. La maîtrise du français et de l'anglais à l'oral et à l'écrit est requise. Une expérience pertinente en matière d'enquête, d'audit et/ou légale pertinente de trois à cinq ans, ainsi qu'une expérience de travail sur le terrain avec une solide compréhension des environnements politiques, économiques et culturels de la région est souhaitable

Les boursiers se verront proposer des contrats de deux ans, non renouvelables. Nous accueillons volontiers les candidatures de personnes en mesure de négocier un congé auprès de leur employeur actuel. Des critères supplémentaires sont inclus dans les descriptions complètes des postes.
Comment postuler. Les candidats intéressés doivent soumettre leur candidature via le site Web des carrières du Groupe de la Banque mondiale : **https://www.worldbank.org/en/about/careers.** Recherchez les postes en utilisant le ReqID dans cette annonce. La date limite de dépôt des candidatures est le **16 janvier 2022.**



Postes vacants
Vous souhaitez accélérer l'action contre le changement climatique ?

Le Global Center on Adaptation (GCA) vise à avoir un impact sur les conditions systémiques d'une adaptation réussie, équitable et durable au changement climatique. Nous utilisons notre pouvoir rassembleur pour l'élaboration de politiques de haut niveau, contribuons à de nouvelles recherches et travaillons avec nos partenaires pour soutenir la conception et la mise en œuvre de programmes d'adaptation locaux et mondiaux. Nous adoptons une approche holistique pour lutter contre les obstacles qui ralentissent l'action d'adaptation, en reconnaissant les liens entre le changement climatique et la pauvreté. En réunissant de multiples partenaires disposant des connaissances, des capacités, des financements et de l'engagement pour l'action d'adaptation, nous permettons la mise en œuvre des meilleures réponses et actions possibles sur le terrain.

Le GCA travaille avec nos partenaires pour intensifier le soutien aux pays vulnérables qui subissent déjà de plein fouet l'urgence climatique. Nous nous concentrons actuellement sur l'Afrique à travers la mise en œuvre du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique.
Avec de nouveaux postes à notre siège social aux Pays-Bas et dans des bureaux régionaux en Afrique et en Asie, GCA se développe pour obtenir un impact plus important. Comme nous agrandissons notre équipe, nous invitons les individus à se joindre à nous pour créer un avenir plus résilient pour tous.

- Finance climatique
- Jeunes entrepreneurs et emploi
- Sécurité alimentaire
- Initiative dirigée localement
- Gestion de l'eau et de l'urbanisme
- Communications externes et mobilisation
- Infrastructure et solution environnementale
- Finance et Opération

Afin d'en savoir d'avantage, nous vous invitons à consulter notre site : **https://gca.org/about-us/join-us/**



AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES POUR LA PRÉSÉLECTION DES FOURNISSEURS

La Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques et des Consommables Médicaux (CAMEG) du Burkina Faso, lance un appel d'offres ouvert international de présélection des fournisseurs pour la fourniture de Médicaments Essentiels Génériques (MEG) sous Dénomination Commune Internationale (DCI), d'antirétroviraux, de produits contraceptifs, d'intrants nutritionnels, de produits dentaires, de consommables médicaux, de matériel médical, de réactifs, de consommables et matériel de laboratoire, de consommables de radiologie et de produits de diagnostic , ainsi que de médicaments traditionnels améliorés.

Cette procédure a pour objet de dresser une liste validée de couples « produits/fabricants », après avoir évalué les aptitudes des fabricants , des fournisseurs et la qualité des produits.

L'agrément prononcé sera valable pour une période de **3 ans** et permettra aux fournisseurs présélectionnés de participer aux consultations restreintes pour les couples produits/fabricants validés durant cette période.

Le dossier d'appel à la présélection des fournisseurs, référencé sous le numéro **017/2021**, peut être retiré auprès du Secrétariat de la Direction Générale de la CAMEG à partir du **1er décembre 2021,** à l'adresse suivante:

Secrétariat de la Direction Générale de la CAMEG
01 BP 4877 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO
Tél. : (226) 25 37 37 50/51 - Fax : (226) 25 37 37 57 - E-mail : cameg@cameg.bf

Contre le versement d'une somme non remboursable de **500 000 FCFA pour 20 produits maximum, 750 000 FCFA entre 21 et 40 produits et 1 000 000 pour plus de 40 produits** à payer par chèque certifié, virement ou en espèces déposés à la caisse de la CAMEG, contre reçu.

Les fournisseurs de médicaments traditionnels améliorés pourront se procurer le dossier d' appel à la présélection à la même adresse ci-dessus mentionnée contre le versement d' une somme non remboursable de **100 000 FCFA.** Le dossier d'appel à la présélection des fournisseurs pourra également être consulté sur le site web de la CAMEG à l'adresse : **www.cameg.com.**

Toutefois, seuls les candidats qui disposeront d'un reçu de paiement des frais de retrait du Dossier de Présélection verront leurs offres examinées et évaluées par la Commission de présélection des fournisseurs de la CAMEG.

Les dossiers de présélection seront adressés à la Direction Générale de la CAMEG, à l'adresse ci-dessus indiquée.

Les offres doivent être paginées, paraphées et comprendre une table de matières.

Il est porté à la connaissance des candidats que la CAMEG procède à l'évaluation technique en continue des offres. Cela permettra aux fournisseurs de déposer continuellement leurs offres pour obtenir des agréments, mettre à jour leurs dossiers ou élargir leur gamme de produits à longueur d'année.

Des tranches de sessions d'analyse et de validation des dossiers des soumissionnaires à la présélection des fournisseurs **N° 017/2021** seront organisées selon le chronogramme suivant:

Numéro de session	Date limite de dépôt des dossiers	Date de dépouillement	Période de tenue des travaux d'analyse	Période de tenue des sessions de validation
1ère session	17 janvier 2022 à 09h00mn TU	17 janvier 2022 à 09h00mn TU	14 février au 25 avril 2022	26 au 30 avril 2022
2ème session	29 juillet 2022 à 09h00mn TU	29 juillet 2022 à 09h00mn TU	01 août au 25 octobre 2022	26 au 30 octobre 2022

La Directrice Générale de la CAMEG
Dr Anne Maryse K'HABORE
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

Avis d'Appel d'Offres Ouvert International (AAOOI)
Ministère de l'Économie et des Finances
AAOI n°01/MEF-DFM-2021

Cet Avis d'Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans **L'ESSOR n°19324 du 21 janvier 2021.**

1. Le Ministère de l'Économie et des Finances dispose de fonds sur le budget du programme de vérification des importations (PVI), afin de financer le programme 310/1.011 : recouvrement des recettes fiscales, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché : **Fourniture et installation de quatre (04) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso, Mahina mines et Koury) en lot unique.**
2. Le Directeur des Finances et du Matériel sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises : **Acquisition de quatre (04) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso, Mahina mines et Koury) en lot unique.**
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert International tel que défini dans le Code des Marchés publics à l'article 50 et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après **Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances sis à l'Hôtel des Finances à Hamdallaye ACI 2000, Tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58, tous les jours ouvrables de 7 h 30 à 16 h.**
5. Les exigences en matière de qualifications sont : avoir un chiffre d'affaires moyen des années **2018, 2019 et 2020** au moins égal à **10 000 000 000 F CFA** de fourniture de systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal), prouvé par les états financiers (bilans, extrait des bilans et comptes d'exploitation) certifiés par un expert-comptable agréé ou attestés par un comptable agréé inscrit à l'Ordre, desquels on peut tirer les chiffres d'affaires considérés. Sur ces bilans doit figurer la mention suivante apposée par le service compétant des Imports « Bilans ou extrait de bilans conformes aux déclarations souscrites au service des Impôts ».
   Avoir réalisé cinq **(05)** marchés similaires dont les montants cumulés font un minimum de **10 000 000 000 de F CFA** au cours des cinq dernières années **(2016-2020)**.Le marché similaire est constitué par la page de garde et la page de signature comportant le montant du marché, accompagnées du PV ou attestation de bonne exécution du marché correspondant, émanant d'institutions publiques ou parapubliques ou internationales.
   Les sociétés nouvellement créées dont la date d'établissement du premier bilan n'est pas arrivée à la date de dépôt des offres, doivent fournir une attestation délivrée par une banque attestant que le candidat dispose de fonds d'un montant au moins égal à **10 000 000 000 F CFA**, ou un engagement bancaire à financer entièrement le marché. Voir les DPAO pour les informations détaillées.
6. Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'Appel d'offres complet et le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **250 000 FCFA** à l'adresse mentionnée ci-après : **Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58.** La méthode de paiement sera en espèce contre remise d'un reçu. Le Dossier d'Appel d'offres après paiement sera remis sur place en copie dure avec la version électronique sur clé du soumissionnaire après sa demande.
7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58 au plus tard le 17 février 2022 à 10 h.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
8. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de deux cent soixante-quatre millions **(132 000 000) de FCFA**, conformément à l'article 69 du Code des marchés publics.
9. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et aux DPAO.
10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **17 février 2022 à 10h30** à l'adresse suivante : **Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000.**

Economic Community
Of West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL - SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE - OUEST AFRICAIN

North Core Project - Projet Dorsale Nord

AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Date : 24 novembre 2021
Projet : WAPP Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Nigeria, Niger, Benin and Burkina Faso, Plot N° 1285, Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, Nigeria
Email : procurement@wappnorthcore.org, info@wappnorthcore.org
Références-Intitulés des marchés : EPC-SS/WAPP-NC/WB#03 – Travaux de construction/extension de postes de transformation électrique (HTB) et centre dispatching au Niger et au Bénin :

- **Lot 1-SS :** Construction/Extension des Postes de Transformation au Niger : Zabori, Gorou-Banda, Niamey 2 et Gazaoua.
- **Lot 2-SS :** Extension du Poste de Transformation de Malanville et Extension du Centre de Dispatching de CEB (Bénin/Togo).

Méthode de Passation : Appel d'Offres International avec Préqualification
Financement : Banque Mondiale – IDA - D393-BJ &D394-NE - 6340-BJ & 6341-NE

Le Projet WAPP Dorsale Nord a invité le 10 février 2021, les Entreprises retenues à l'issue du processus de pré-qualification lancé le 5 septembre 2019, afin de soumettre leurs offres pour le projet de construction / extension de postes de transformation électrique (HTB) et centre dispatching au Niger et au Bénin.

1. Noms des soumissionnaires :
Sur les 15 Entreprises préqualifiées pour le lot 1SS et les 19 pour le lot 2SS, les Entreprises suivantes ont soumis leurs offres :

Lot 1-SS :
- MATELEC SAL
- SINOHYDRO CORPORATION LTD

Lot 2-SS :
- MBH POWER
- SINOHYDRO CORPORATION LTD

2. Prix lus à l'ouverture et montants évalués.
- **LOT 1-SS**

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
MATELEC SAL	USD	21 150 601	43 515 751 571,29
	Euro	19 489 468	
	CFA	9 498 783 103	
SINOHYDRO CORPORATION LTD	Euro	45,247,405.27	44 160 298 261
	FCFA	2,953,460,371.84	

- **LOT 2-SS**

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
MBH POWER	USD	12 259 228	-
	CFA	1 093 700 833	
SINOHYDRO CORPORATION LTD	Euro	12,605,358.91	11 382 201 098
	CFA	825,171,683.86	

3. Soumissionnaires non conformes et motifs de rejet :
- **MATELEC SAL :** Le soumissionnaire dépasse le pourcentage plafond autorisé (40%) de sous-traitance pour les travaux et services de montage.
- **MBH POWER :** Le soumissionnaire n'a pas fourni de méthodologie sureté (voir dispositions de l'article 9.1 des STG).

4. Attribution des Marchés :
Les Contrats sont attribués pour les différents marchés du projet EPC-SS/WAPP-NC/WB#03 – Travaux de construction/extension de postes de transformation électrique (HTB) et centre dispatching au Niger et au Bénin, respectivement aux Entreprises suivantes, pour les montants et les délais mentionnés :
- **LOT 1-SS :** Construction/Extension des Postes de Transformation au Niger : Zabori, Gorou-Banda, Niamey 2 et Gazaoua :
  SINOHYDRO CORPORATION LTD pour un montant de **445 391 146,64 Euros et 2 981 087 230,08 FCFA** pour une durée d'exécution de **21 mois ;**
- **LOT 2-SS :** Extension du Poste de Transformation de Malanville et Extension du Centre de Dispatching de CEB (Bénin/Togo) :
  SINOHYDRO CORPORATION LTD pour un montant de **12 605 358,91 Euros et 825 171 684 FCFA** pour une durée d'exécution de **17 mois.**

Le Directeur du Projet,
Djibril Amadou MAILELE

Economic Community
Of West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL - SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE - OUEST AFRICAIN

North Core Project - Projet Dorsale Nord

AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Date: 24 novembre 2021
Projet : WAPP Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Nigeria, Niger, Benin and Burkina Faso, Plot N° 1285, Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, Nigeria
Courriel : procurement@wappnorthcore.org, info@wappnorthcore.org
Références-Intitulés des marchés : EPC-SS/WAPP-NC/AFD#06 – Construction d'un poste de transformation électrique 225/132/33 kV Ouaga Sud-Est et Extension du Dispatching du Burkina Faso – Lot 4-SS.
Méthode de Passation : Appel d'Offres International avec Préqualification
Financement : Agence Française de Développement (AFD)
Le Projet WAPP Dorsale Nord a invité le 10 février 2021, les Entreprises retenues à l'issue du processus de préqualification lancé le 5 septembre 2019, afin de soumettre leurs offres pour le projet de Construction d'un poste de transformation électrique 225/132/33 kV Ouaga Sud-Est et Extension du Dispatching du Burkina Faso – Lot 4-SS.

1. Noms des soumissionnaires :
Sur les 14 Entreprises préqualifiées, les 6 Entreprises/Groupements d'entreprises suivants ont soumis leurs offres :
- EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES
- GE SUMEC/XIAN ELECTRIC ENGINEERING (XD)
- GE MBH/SHREEM
- GE SIEMENS ENERGIE/ EGEMAT ENERGY
- KEC INTERNATIONAL LTD
- SINOHYDRO CORPORATION LTD

2. Prix lus à l'ouverture et montants évalués.

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	Euro	11 518 162	12 379 738 834,03
	CFA	2 121 599 843	
GE SUMEC/XIAN ELECTRIC ENGINEERING (XD)	Euro	8 914 002, 57	-
	CFA	1 062 260 399	
GE MBH/SHREEM	USD	13 523 470, 70	-
	CFA	4 407 356 080	
SINOHYDRO CORPORATION LTD	Euro	11 337 563,90	11 443 543 317,86
	CFA	2 230 496 599	
GE SIEMENS ENERGIE/ EGEMAT ENERGY	Euro	12 974 899, 45	13 045 531 000,52
	CFA	2 586 234 882	
KEC INTERNATIONAL LTD	Euro	11 816 651	12 245 859 709, 01
	CFA	2 159 284 769	

3. Soumissionnaires non conformes et motifs de rejet :
- **GE SUMEC/XIAN ELECTRIC ENGINEERING (XD) :** L'offre n'est pas conforme pour l'essentiel aux spécifications du DAO.
- **GE MBH/SHREEM :** L'offre n'est pas conforme pour l'essentiel aux spécifications du DAO.

4. Attribution des Marchés :
Le Contrat est attribué, pour l'exécution des travaux de Construction d'un poste de transformation électrique 225/132/33 kV Ouaga Sud-Est et Extension du Dispatching du Burkina Faso (EPC-SS/WAPP-NC/AFD#06 – Lot 4-SS) à l'Entreprise **SINOHYDRO CORPORATION LTD** pour un montant de **onze millions trois cent quatre-vingt et onze mille cent trente-six et soixante-neuf centimes d'Euros (11 391 136,69 Euros) et deux milliards deux cent trente millions quatre-vingt-douze mille trois cent soixante-douze et dix centimes de FCFA (2 230 092 372,10 FCFA)** et pour un délai d'exécution de **dix-huit (18) mois.**

Le Directeur du Projet,
Djibril Amadou MAILELE

LIS 66 Acquisition de matériel d'irrigation



Les Plantations du Haut Penja (PHP) envisagent d'attribuer un marché pour l'acquisition de matériel d'irrigation financé par les Mesures d'accompagnement aux pays ACP fournisseurs de bananes (MAB). Le dossier d'appel d'offres sera publié sur le site internet de l'ASSOBACAM **www.assobacam.com** La date limite de remise des offres est fixée à **18h le vendredi 07 janvier 2022.** Des informations supplémentaires éventuelles ou des éclaircissements/questions au dossier d'appel d'offres seront, le cas échéant, publiés sur le site internet de l'ASSOBACAM.

+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

batiments moinschers

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ DE 400 000 M² VENDUS EN AFRIQUE

~1 730m²
$113 724*
2 Conteneurs 40'OT

I 240
I 360
8m
41,2m
42m

*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles. Sauf erreur ou omissions.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tél : 00352 20 20 10 12 afrique.batimentsmoinschers.com

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
MINISTÈRE DES SPORTS
****
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

1. Référence du marché : **APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° T-DIS-111**
2. Dénomination du marché : **Travaux de construction du stade régional de Kaffrine**
3. Référence de publication : **Journal « le soleil » et magazine « Jeune Afrique »**
4. Date de publication de l'avis d'appel d'offres : **1er septembre 2021**
5. Nombre d'offres reçues et identité des candidats : 04
   - **CSTP SA,**
   - **SINOHYDRO CORPORATION LIMITED,**
   - **EGEEB**
   - **CCECC**
6. Nom et adresse de l'attributaire et Montant de l'offre retenue
   - COMPAGNIE SENEGALAISE DES TRAVAUX PUBLICS (CSTP.SA), Pikine Route des Niayes Plle N° 7749 pour un montant TTC sept milliards quatre cent cinquante millions trois cent cinquante-trois mille deux cent quatre-vingt-onze (7 450 353 291) Francs CFA.

La publication du présent avis est effectuée en application des articles 84 alinéa 3 et 87 du code des marchés publics.

Elle couvre dans un premier temps le délai pour un recours gracieux auprès de l'autorité contractante et, dans un deuxième temps un recours auprès du Comité de règlement des différends de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics en vertu des articles 89 et 90 dudit code.

Le Directeur des Infrastructures Sportives
Cheikh Ahmed Tidiane SARR

HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF STM GROUP

HTG
STM GROUP INDUSTRY
un souffle d'avance

LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION
Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE
1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE
Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré

Adresse
42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE
Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com
Téléphone
+33 (0) 344 265 893
Contact
contact@htgindustry.com

Le tour de la question

Hostilité envers Barkhane : un point de non-retour ?



THOMAS COEX/AFP

Des soldats français patrouillant dans les rues de Gao, au Mali, le 4 décembre 2021.

L'épisode a illustré la montée du sentiment antifrançais au Sahel. Le 27 novembre, à Téra, au Niger, des manifestants ont bloqué un convoi de l'armée française chargé de ravitailler la force Barkhane. Des heurts ont éclaté, un avion de chasse a été envoyé pour tenter de disperser la foule et, selon plusieurs témoins, les soldats français ont ouvert le feu, causant la mort d'au moins deux personnes et faisant dix-huit blessés.
Parti de Côte d'Ivoire, ce convoi avait déjà connu une traversée mouvementée du Burkina Faso, quelques jours auparavant. D'abord ralenti à Bobo-Dioulasso puis à Ouagadougou, il a ensuite été stoppé à Kaya par des centaines de personnes dénonçant le rôle de la France au Sahel – et finalement contraint de faire demi-tour pour stationner dans un camp de l'armée burkinabè avant de repartir vers le Niger.

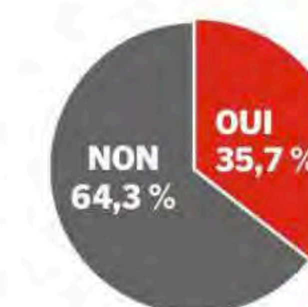
Comme de nombreux autres sujets liés aux relations entre la France et les pays africains, cette affaire a été largement commentée par nos lecteurs sur les réseaux sociaux de JA. La majorité s'oppose à la présence de l'armée française au Sahel. « Je suis malien, et je suis très fier du peuple burkinabè, qui ne veut plus se laisser faire, comme nous, au Mali. Ensemble, nous allons libérer notre continent », écrit ainsi Moussa Fakourou Dembélé, de Bamako.

Ntsii Machumu Billy, de Goma, n'est pas du même avis : « Au lieu de nous forger dans la science et l'invention, nous sommes en train de cultiver la haine de l'Occident. Nous sommes nombreux à penser que la France est la cause de tous nos maux. Même si les Français devaient s'en aller, les mêmes problèmes subsisteraient parce que, apparemment, l'Africain est resté ce qu'il était avant les années coloniales. »
Tout au long de son mandat, qui se terminera en avril prochain, Emmanuel Macron a affiché l'ambition de refonder – et d'apaiser – les relations entre la France et les pays africains, en particulier ceux de son ancien pré carré. De ce point de vue, le pari est loin d'être gagné au Sahel. ●

Benjamin Roger

Paroles d'abonnés

Selon vous, le président sénégalais, Macky Sall, briguera-t-il un troisième mandat en 2024 ?



OUI. *Garder le pouvoir est la seule préoccupation de ce gouvernement.*
Omar MBAYE
Sénégal

NON.
Le président Macky Sall n'a pas intérêt à briguer un nouveau mandat, vu la crispation sociale et, surtout, le contexte sous-régional.
Abdallah TRAORE
Sénégal

NOTRE RÉPONSE

Comme nous l'avons longuement expliqué dans un article paru au mois de décembre sur jeuneafrique.com (« Mandat présidentiel au Sénégal : l'effet girouette »), Macky Sall n'est pas encore disposé à clarifier ses intentions quant à un éventuel troisième mandat. En 2011, Abdoulaye Wade, son prédécesseur, avait abattu ses cartes le 23 décembre, à deux mois du premier tour. Il est donc probable que la controverse a encore de beaux jours devant elle au Sénégal, la prochaine présidentielle étant prévue en février 2024.

jeune afrique

Bien s'informer, mieux décider

OFFRE SPÉCIALE

RD CONGO COMMENT SORTIR DE L'ORNIÈRE

jeune afrique

L'AFRIQUE EN 2022

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

Démocraties malmenées, dégradation sécuritaire, impact économique du Covid-19, dette, bouleversements géopolitiques... Les signaux d'alerte et les motifs d'inquiétude se multiplient comme jamais depuis près de 20 ans. Il n'est pourtant pas trop tard pour réagir. Et rebondir...

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE
Mohamed Mbougar Sarr • Pap Ndiaye
Louise Mushikiwabo • Achille Mbembe
Benjamin Stora • Mohamed Tozy
Elgas • Francis Akindes • Gilles Yabi
Mamadou Diouf...

Offre Print + Digital **99€*** au lieu de 129€



*Offre réservée aux particuliers

ABONNEZ-VOUS !

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 18 23

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France

+ SIMPLE + RAPIDE
abonnez-vous sur
www.laboutiquejeuneafrique.com

❑ **OUI,**
je m'abonne
à **Jeune Afrique**
Je choisis ma formule en cochant la case correspondante

Offre spéciale rentrée Print+Digitale - 1 an

France	UE	Reste du monde
❑ 99€	❑ 134€	❑ 139€

Pour une licence digitale multi-utilisateurs,
contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.
Nom* : .... Prénom* : ....
Société : ....
Adresse* : ....
Code Postal* : Ville* : ....
Pays* : .... Téléphone mobile* : ....
E-mail* : ....@..........
* Champs obligatoires.

Date et signature obligatoires

Mon règlement :
Je règle par :
☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)
☐ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Offre valable jusqu'au 31/01/2022 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFIJA, S.C.A au capital de 15 680 049 € au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en écrivant à support-clients@jeuneafrique.com
CODE : JA3108

www.jeuneafrique.com/abonnements/ — +33(0)1 44 70 14 74 — abonnement-ja@jeuneafrique.com — Service Abonnements Jeune Afrique Abonn'escient 235, avenue Le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt

Ce jour-là

1er janvier 1981
Senghor quitte le club

Il y a quarante et un ans, au lendemain de l'annonce de sa démission, le président sénégalais cédait sa place à Abdou Diouf. Au grand dam de la plupart de ses pairs africains, pour qui ce départ volontaire était une « trahison ». Un éditorial signé, à l'époque, par **Siradiou Diallo.**

En Afrique, peu de gens croyaient à une démission volontaire du président Senghor. « Vous verrez, il ne cherche qu'à amuser la galerie... » Malgré les fuites plus ou moins calculées qui, entre août et décembre 1980, se développèrent, l'opinion demeurait étrangement sceptique. L'incrédulité n'était pas le seul fait des masses ou des intellectuels. Elle se retrouvait jusqu'au sommet des États. « Vous croyez à ce conte de fées imaginé par un poète ? », nous demandait en septembre un chef d'État [africain]. Et, sans attendre notre réponse, il partait d'un grand éclat de rire ! Notre interlocuteur était si convaincu que Senghor faisait une farce que nous ne cherchâmes nullement à le dissuader.

Depuis, les rires sarcastiques ont fait place à la surprise d'abord, à l'embarras ensuite, pour finir par une profonde furie du pouvoir. Certes, des chefs d'État sont parfois sortis de leur rêve éveillé pour envoyer des messages de sympathie à l'ex-président sénégalais. Au Maroc, il a reçu un vibrant témoignage d'admiration de Hassan II. Le président Moussa Traoré, du Mali, a exprimé sa « profonde admiration pour cette élévation de pensée rare et cette marque de grandeur qui honore l'Afrique ».

Mais, dans l'ensemble, nos chefs d'État ont mal accueilli le scénario de sortie conçu et joué par leur ancien collègue. Certains, parce qu'il ne les a pas tenus informés. C'est le cas du président Houphouët-Boigny, qui a espéré jusqu'au dernier moment que son vieil ami Senghor ne quitterait pas ainsi la magistrature suprême sans qu'ils en aient parlé ensemble. « Ne serait-ce, ajoute le leader ivoirien, qu'à cause des lourdes responsabilités que nous avons tous les deux assumées sur la scène africaine. »

1981 : les prévisions des astrologues pour l'Afrique
Jeune Afrique
SENEGAL ABDOU DIOUF VA JOUER L'OUVERTURE

> « Vous croyez à ce conte de fées imaginé par un poète ? »

Or, le leader sénégalais ne s'est ouvert de son projet qu'à deux ou trois de ses homologues africains. C'est le président Valéry Giscard d'Estaing, lui-même informé seulement fin novembre, qui a pris sur lui de répercuter la nouvelle auprès de ses amis africains. Mais, par-delà ces considérations d'ordre protocolaire, c'est surtout la valeur d'exemple de la décision qui dérange les dirigeants du continent. Déjà le multipartisme sénégalais, qui a de fortes chances d'être élargi sous l'impulsion d'Abdou Diouf, en agace plus d'un. Car, affirment ces derniers, le « multipartisme n'est pas d'essence africaine, c'est une copie des systèmes politiques européens » ! Comme si le parti unique, lui, était authentiquement africain...

Garder le pouvoir coûte que coûte

En vérité, nombre de nos chefs d'État craignent que l'exemple de Senghor ne donne des idées à leurs « sujets », plus ou moins résignés jusque-là, à les voir quitter la scène de façon brutale. Ils redoutent l'effet de comparaison ou les risques de contagion. C'est pourquoi certains ont parlé de « trahison » de Senghor. Entendant par là que l'homme d'État n'a pas respecté les lois du club qui, en bien des points, ressemblent à celles du « milieu » : garder non seulement le secret, mais aussi le pouvoir, coûte que coûte. Ne serait-ce que pour avoir brisé le tabou, Senghor mérite des félicitations. Il est vrai qu'en quittant le pouvoir il ne risque pas de tomber dans le chômage moral et intellectuel. Ce qui n'est malheureusement pas le cas de la plupart de ceux qui se trouvent soudain écartés du devant de la scène en Afrique. ●



Post-scriptum
Fawzia Zouari

Remèdes contre le temps présent

Comme beaucoup parmi vous, j'en ai assez du Covid-19, d'Éric Zemmour, des histoires de machos et de violeurs invétérés. Santé, politique, sexe, tout est « virussé ». Je n'ai plus confiance dans les élus ni dans les experts de la santé, encore moins dans les protecteurs de la nature qui courent le lièvre. J'ai besoin de changer d'air et de monde, de sortir d'un présent devenu macabre et glauque. Alors, j'imagine des solutions et je vous en livre ici quelques-unes, en guise de cadeau de fin d'année.

D'abord s'exiler dans un coin reculé de la planète, parmi des tribus qui ne connaissent pas le vacarme des moteurs, pas plus que les piqûres de vaccin. Qui mangent à même le sol mais se portent toujours comme un charme. Qui confondent les traînées de fumée des avions dans le ciel avec des messages divins ou croient qu'on voyage encore à dos d'âne.

Si, si, détrompez-vous, des gens comme ça, il en existe encore. En sillonnant les bourgs reculés de ma Tunisie natale, je tombe souvent sur de vieux paysans qui croient que les Français ne sont toujours pas partis et que Bourguiba n'est pas mort. Et, ma foi, ils n'en paraissent pas inquiets. Dans leur monde où la vitesse et le changement sont assimilés au mal absolu, le temps reste figé. Et ils ont raison. Dans notre monde à nous, le monde dit moderne, ça voyage, ça furète sur la Lune, ça roule des mécaniques avec des robots parlants et agissants, mais ça périt d'un tout petit virus. Ça joue les civilisés, mais ça fond toujours comme bête sauvage sur la femelle. Ça parle d'humanité et ça détourne les yeux devant d'autres humains frappés par le malheur et la misère.

Deuxième échappatoire, parcourir les infos insolites. Tout ce qui rompt avec la normalité. Par exemple, la chatte intelligente qui va aux toilettes comme vous et moi. Le type qui a mangé sa femme. Les requins qui ont bénéficié d'un sapin de Noël. L'Indien qui regarde le soleil pendant une heure sans cligner des yeux. La momie âgée de 800 ans récemment découverte au Pérou – voilà du passé qui a de la classe – et qui prouve au moins que nos ancêtres ont existé un jour, contrairement à notre futur prometteur d'apocalypses, qui risque d'engloutir jusqu'au dernier de nos os.

> J'ai besoin de changer d'air et de monde, de sortir de cette période macabre et glauque.

Autre suggestion : profiter de cette période où des bêtisiers fleurissent sur tous les écrans pour se marrer malgré tout, en savourant le comique des gestes ratés et des fous rires, des cascadeurs impénitents qui frôlent le drame, des lapins qui dansent sur des musiques de Mozart, des mariées qui se prennent les pieds dans leur voile – toute cette chronique renseignant sur le côté imprévu, mais léger, de la vie, ce péril qu'on jugule, à frôler la catastrophe et à s'en sortir, toujours debout sur ses pieds et non allongé dans un cercueil à cause d'un omicron.

Univers parallèle

Enfin, se mettre à fréquenter les fous. Ils sont de vrais sages en ce temps de vraie folie qui est le nôtre. Les fous rient et pleurent sans que cela ait à voir avec l'humeur du voisin ou les nouvelles du JT. Ils évoluent dans un univers parallèle où vous pouvez faire un tour, c'est gratuit, émouvant, édifiant. Par exemple, ce fou de mon village persuadé qu'il est le fils de De Gaulle, et je le crois plus que Zemmour. Lui, au moins, il ne dit pas ça pour gagner des voix. Ou cet autre qui se prend pour Dieu en personne, persuadé qu'il sauvera le monde, en toute sincérité, et c'est une promesse qui ne vaut pas moins que celles des infectiologues et des politiques paradant actuellement sur les plateaux.

Sinon quoi ? Regarder un film ou lire une histoire. Mais ce genre d'exercice risque de nous rappeler sans cesse, et en contrepoint, les libertés que nous avons perdues, si simples et pourtant si essentielles. Comme le fait de distinguer un visage en entier, de murmurer à l'oreille d'un ami ou d'embrasser son enfant.

Sinon ? Rien. Dormir peut-être, et se réveiller dans cinq ou dix ans. Bonne année tout de même !

WITH AFRICA FOR AFRICA

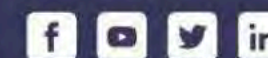
MOBILITY HEALTHCARE CONSUMER INFRASTRUCTURE

170 years

Avec un chiffre d'affaires de plus de 5,8 milliards d'euros, un accès à 46 des 54 pays d'Afrique et près de 21 000 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur –importation, production, distribution– selon les meilleurs standards internationaux.



www.cfaogroup.com



cfao
Corporation For Africa & Overseas

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.



Outstanding Leadership
in Sustainable Finance
in Africa.

C'EST VOUS L'AVENIR



SOCIETE GENERALE

Société Générale, S.A. au capital de 1 066 714 367,50 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov – Septembre 2021.